

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 23/11/2017

N° : 2017/49

# **SOMMAIRE**

## **↳ Bureau de la Métropole**

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 21
Transports, déplacements et accessibilité	page 86
Urbanisme et aménagement	page 124
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 228
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 249
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 277
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels	page 304
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 307

## **↳ Conseil de la Métropole**

Finances et administration générale	page 314
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 451
Transports, déplacements et accessibilité	page 475
Urbanisme et aménagement	page 529
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 608
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 625
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 641
Tourisme, valorisation du patrimoine	page 676
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 684

LES DELIBERATIONS

BUREAU DU 19 OCTOBRE 2017

---

## METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

### Bureau de la Métropole

19 OCTOBRE 2017

---

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



\*\*\*\*\*

### ***Commission "Finances et Administration Générale"***

\*\*\*\*\*

FAG 001-2423/17/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

FAG 001-19/10/17 BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des Préjudices Economiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du **25 septembre 2017**, la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité d'**aucune** demande d'indemnisation :
- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :



**TRAMWAY RUE DE ROME**

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
TMW-2014/11/92-2	THE MUST / SAS SAM	40 rue Rome 13001 Marseille	01/10/14 au 27/02/15	40 000 €	24 000 €
TMW-2016/01/145	JLR / MEDIAROM	207 rue Rome 13006 Marseille	14/01/13 au 27/02/15	68 338 €	41 003 €
<b>TOTAL</b>				<b>108 338,00€</b>	<b>65 003,00€</b>

<b>Montant des indemnisations déjà accordées</b>	<b>5 933 183,00 €</b>
<b>Total général TRAMWAY RUE DE ROME</b>	<b>5 998 186,00 €</b>

**VIEUX-PORT II**

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
VXP II-2016/12/16	MARSEILLE EN PROVENCE / LA BOUTIQUE	18 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	4 618 €	2 771 €
VXP II-2016/11/12	RESTAURANT LE 13	13 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	33 476 €	20 086 €
<b>TOTAL</b>				<b>38 094,00€</b>	<b>22 857,00€</b>

<b>Montant des indemnisations déjà accordées</b>	<b>309 717,00 €</b>
<b>Total général Vieux-Port II</b>	<b>332 574,00 €</b>

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission Métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen du montant d'indemnisation retenu pour les 04 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille Provence en date du 24 juin 2016.
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

**Ou ï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire**

**Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avis de la Commission d'Indemnisation relatif à l'indemnisation des dossiers précités pour un montant total de 87 860,00 euros.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ci-annexés ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 020 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 002-2424/17/BM**

■ **Approbation de la convention de partenariat liée à la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable dans le cadre de la réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service du Pays d'Aix "l'Aixpress" reliant le quartier Saint Mitre des Champs au Parc Relais le Krypton**

#### **FAG 002-19/10/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération TRA 001-1923/17/BM du 18 mai 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération relative à la réalisation d'une ligne de Bus à haut Niveau de Service du Pays d'Aix «l'Aixpress» reliant le quartier Saint-Mitre des Champs au Parc Relais le Krypton.

Par délibération FAG 004-2260/17/CM du 13 juillet 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux de réalisation d'une ligne de Bus à haut Niveau de Service du Pays d'Aix «l'Aixpress» reliant le quartier Saint-Mitre des Champs au Parc Relais le Krypton.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux de

réalisation d'une ligne de Bus à haut Niveau de Service du Pays d'Aix «l'Aixpress» reliant le quartier Saint-Mitre des Champs au Parc Relais le Krypton.

Les travaux nécessaires à la réalisation de la ligne «l'Aixpress» occasionneront des perturbations pour l'ensemble des professionnels riverains. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville d'Aix-en-Provence, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnités proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville d'Aix-en-Provence pour sa part poursuit son grand projet urbain qui remettra à neuf l'ensemble des voiries et des espaces publics traversés. L'arrivée de ce lien nouveau s'accompagnera d'une amélioration qualitative et esthétique des lieux desservis. Le BHNS s'inscrit dans le PDU (plan de déplacements urbains) du Territoire du Pays d'Aix qui pilote ce projet en coopération avec la ville d'Aix-en-Provence et l'ensemble des partenaires institutionnels.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans, professions libérales et entreprises ;

- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel ;
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA ;
- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers ;
- de délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 de constitution de la Commission Indemnisation Amiable métropolitaine ;
- La délibération TRA 001-1923/BM du 18 mai 2017 approuvant la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération relative à la réalisation d'une ligne de Bus à haut Niveau de Service du Pays d'Aix « l'Aixpress » reliant le quartier Saint-Mitre des Champs au Parc Relais le Krypton ;
- La délibération FAG 004-2260/17/CM du 13 juillet 2017 élargissant le périmètre de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable à la réalisation d'une ligne de Bus à haut Niveau de Service du Pays d'Aix «l'Aixpress» reliant le quartier Saint-Mitre des

Champs au Parc Relais le Krypton et approuvant le périmètre relatif aux commerces impactés par le chantier ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville d'Aix-en-Provence, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux de réalisation d'une ligne de Bus à haut Niveau de Service du Pays d'Aix «l'Aixpress» reliant le quartier Saint-Mitre des Champs au Parc Relais le Krypton.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville d'Aix-en-Provence, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA relative aux mesures d'accompagnement proposées aux commerçants, artisans, professions libérales et entreprises riverains du chantier de réalisation d'une ligne de Bus à haut Niveau de Service du Pays d'Aix «l'Aixpress» reliant le quartier Saint-Mitre des Champs au Parc Relais le Krypton.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 003-2425/17/BM**

**■ Approbation de la convention de remboursement des annuités d'emprunt entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence  
FAG 003-19/10/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Syndicat mixte d'équipement Euro-Alpilles (SME), créé par arrêté préfectoral du 17 mars 1995, assurait la maîtrise d'ouvrage de la plateforme logistique et multimodale de Clesud, sise à Grans dont il assumait le risque de l'opération et décidait des orientations stratégiques.

Par délibération du 22 mars 2002, le SME a décidé, en application de l'article L.300-4 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement Ouest Provence (EPAD), régie personnalisée, la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté de la plateforme. Dans ce cadre, une convention publique d'aménagement a été conclue entre le SME Euro-Alpilles et l'EPAD le 18 avril 2002.

Afin de financer les derniers investissements de réseaux et de voirie sur la plateforme logistique, le SME a contracté le 29 mars 2010 un emprunt auprès de la Société Générale d'un montant de 4 600 000,00 euros (quatre millions six cent mille euros), pour une durée de 120 mois (contrat n° 18284). Il était convenu entre les parties que l'EPAD, en sa qualité d'aménageur de la ZAC, rembourserait annuellement au SME les annuités (capital et intérêts) dues au titre du remboursement de la dette.

Par arrêté préfectoral du 21 juillet 2016, il a été mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte d'équipement Euro-Alpilles et ce, à compter du 31 août 2016.

Dans ce même arrêté, Monsieur de Préfet de Région indiquait que l'ensemble des biens, droits et obligations dudit syndicat mixte était transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Dans ce cadre, la Métropole s'est substituée de plein droit, à compter de cette date, au SME dans le paiement des échéances restant dues au titre de cet emprunt.

Toutefois, et conformément au souhait de la Trésorerie Principale, il apparaît nécessaire de conclure une convention entre la Métropole et l'EPAD afin de permettre le paiement des annuités dues, à ce jour, conformément au tableau d'amortissement joint à la présente.

En conséquence, il est proposé l'approbation entre la Métropole et l'EPAD, d'une convention de remboursement, par celui-ci, des annuités (capital et intérêts) dues au titre du remboursement de l'emprunt susvisé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt n° 18284 entre le SME Euro-Alpilles et la Société générale conclu le 29 mars 2010 ;
- L'arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du SME Euro-Alpilles ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de remboursement par l'EPAD, des annuités d'emprunts liées au prêt conclu auprès de la société Générale le 29 mars 2010, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les recettes, pour le capital, seront constatées au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Chapitre 27, Nature 27638 et, pour les intérêts, au Chapitre 76, Nature 76238.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 004-2426/17/BM**

#### **■ Approbation de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au financement du CRIGE PACA**

#### **FAG 004-19/10/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les services rendus par le CRIGE-PACA depuis son origine à l'ensemble des EPCI de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et donc de la Métropole, et l'évolution de ses missions au profit de ces derniers, en particulier sur la diffusion de données géographiques à grandes échelles ont engagé les EPCI à participer au financement de cette structure.

Il est proposé de poursuivre la participation financière demandée aux structures antérieures composant la Métropole, afin de garantir une continuité de services et de diffusion de données géographiques sur le périmètre géographique du nouveau territoire constitué.

Depuis sa création en 2000, le CRIGE a coordonné l'acquisition, la production et la diffusion d'un grand nombre de données géographiques auprès de l'ensemble des collectivités locales de Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Il participe également à la diffusion de l'information sur l'ouverture des données publiques. Centre de ressources et d'expertise au travers de ses groupes de travail « Métiers », il est de surcroît un relais indispensable dans la mise en cohérence des données éparpillées et/ou manquant de structuration pour être rassemblées sur de nouveaux périmètres.

Il constitue également un relais local pour porter au niveau national les difficultés prévisibles avec la mise en œuvre de la future Représentation Parcellaire Cadastre Unique (RPCU) et du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) de la responsabilité des collectivités locales face aux différents opérateurs de travaux. Les collectivités peuvent également bénéficier de l'appui du CRIGE concernant la dématérialisation des documents d'urbanisme.

En conséquence, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le principe de sa participation financière auprès du CRIGE-PACA, pour l'année 2017, dans la mesure où cet organisme constitue un relais stratégique pour l'amélioration de la connaissance du territoire métropolitain dans son ensemble et l'aide à la remontée des données géographiques vers les niveaux nationaux et européens dans le respect des réglementations (cf. notamment INSPIRE) et dans un contexte d'ouverture des données (Open data).

La subvention attribuée, au titre de l'exercice 2017, est de 72 375 euros et sera versée exceptionnellement à sa notification, dérogeant ainsi au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Le montant se répartit comme suit :

- Conseil de Territoire Marseille Provence : 15 500 €,
- Conseil de Territoire du Pays d'Aix : 15 500 €,
- Conseil de Territoire du Pays Salonais : 12 375 €,
- Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile : 10 500 €,
- Conseil de Territoire Istres Ouest Provence : 12 375 €,
- Conseil de Territoire du Pays de Martigues : 6 125 €.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La participation au CRIGE-PACA comme un enjeu stratégique pour l'amélioration de la connaissance du territoire métropolitain dans son ensemble.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de 72 375 euros à l'association CRIGE-PACA.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association CRIGE-PACA

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole et se répartissent comme suit :

- 15 500 euros sur l'État spécial du Territoire Marseille Provence,
- 15 500 euros sur l'État spécial du Territoire du Pays d'Aix,
- 12 375 euros sur l'État spécial du Territoire du Pays Salonais,
- 10 500 euros sur l'État spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile,
- 12 375 euros sur l'État spécial du Territoire Istres Ouest Provence,
- 6 125 euros sur l'État spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 005-2427/17/BM**

**■ Approbation d'une convention d'échanges de données géographiques sous format numérique avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille**

**FAG 005-19/10/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exploite des bases de données géographiques. Elle associe aux données topographiques des données relatives aux cadastres, aux réseaux, et aux diverses occupations du domaine public au sein du Système d'Information Géographique (SIG).

Le SIG permet de rassembler, par des actions concertées, les volontés des divers aménageurs d'améliorer la connaissance de l'espace public et la coordination de leurs interventions.

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille (ENSA Marseille) utilise le SIG et les données territoriales géolocalisées dans le parcours pédagogique de formation et de recherches.

Dans ce cadre, l'ENSA Marseille sollicite la Métropole pour obtenir des données géolocalisées dont elle a besoin pour la réalisation stricte de travaux d'enseignement ou de recherche non rémunérées demandés aux étudiants. En retour, l'ENSA-Marseille s'engage à fournir toute plus-value apportée aux données fournies par la Métropole et tout document cartographique réalisé à partir des bases de données fournies par la Métropole, dans un format numérique.

Aussi, l'objet de la convention entre la Métropole et l'ENSA-Marseille est de faciliter la circulation des données entre les deux entités et de garantir la qualité des échanges, en définissant leurs modalités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de signer une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille en vue de pouvoir procéder aux échanges réguliers de données géographiques numériques,
- Qu'e la Métropole Aix-Marseille-Provence a intérêt à bénéficier des plus-values apportées aux données,
- Que toutes nouvelles données géographiques pourront être restituées dans un format compatible avec le Système d'Information Géographique métropolitain.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille, concernant l'échange de données géographiques entre elles.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 006-2428/17/BM**

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association du Club des Utilisateurs des Logiciels Sédit-Marianne et paiement de la cotisation 2017**

**FAG 006-19/10/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association CUSMA (Club des Utilisateurs des Logiciels Sédit-Marianne) est une association loi 1901. Cette association regroupe des collectivités territoriales utilisant des progiciels de l'éditeur Sédit

Marianne du groupe Berger-Levrault. Les objectifs de cette association sont :

- d'échanger des expériences et des conseils sur la mise en œuvre des progiciels,
- d'être une force de proposition au contact de l'éditeur,
- de constituer un réseau de professionnels.

Chaque année, des rencontres professionnelles sont organisées, en particulier des rencontres avec l'éditeur, pour évoquer les évolutions des progiciels ainsi que des journées d'étude thématique en présence d'experts sur des sujets d'actualité.

Plusieurs Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence utilisent le système d'information Gestion Finance, les produits Sédit-Marianne et Opale de l'éditeur Sédit Marianne.

De plus, le Budget Annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence est géré avec le Logiciel Sédit Marianne.

Aussi, l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour effet :

- de rejoindre une communauté de collectivités qui souhaitent partager entre elles leurs informations et expériences en matière de mise en œuvre des outils Sédit-Marianne,
- de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence de jouer un rôle actif et de faire entendre sa voix dans les choix d'architecture et le développement des logiciels et en particulier ceux de la gamme de Gestion Finance.

Le montant de la cotisation annuelle 2017 est fixé à 750 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 002-1282/16/CM portant adhésion à l'association Cusma (utilisateurs des logiciels Sédit-Marianne) ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix Marseille Provence d'adhérer au Club des Utilisateurs des Application Sédit Marianne afin de bénéficier du réseau d'échange des collectivités et établissements public utilisateur de l'application Sédit Marianne.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Club des Utilisateurs des Applications Sedit Marianne (CUSMA). La cotisation annuelle pour 2017 est fixée à 750 euros TTC.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Nature 6281, Fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 007-2429/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition de véhicule, à titre onéreux, avec la commune de Grans**  
**FAG 007-19/10/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux articles 61 et suivants de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, *portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale* et au décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 *relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux*, la mise à disposition d'agents est possible auprès des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. La mise à disposition donne lieu à remboursement.

Suite à la sollicitation de la commune de Grans, il a été proposé la mise à disposition d'un agent, à hauteur de 40 %, à titre onéreux, pour une durée 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017.



Dans ce cadre, cet agent est amené à utiliser un véhicule de service appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service, il est proposé de conclure une convention de mise à disposition de véhicule nécessaire à l'activité de la commune dans les conditions définies au document figurant en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, de mise à disposition, à titre onéreux, d'un véhicule entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Grans.

**Article 2 :**

La mise à disposition du véhicule, objet de la présente convention, donnera lieu au paiement par la commune des frais relatifs à leur utilisation. La refacturation tiendra compte des frais inhérents à l'utilisation du véhicule tels que les frais d'assurance, de carburant,

d'entretien et/ou de réparations consécutives ou non à un sinistre.

La recette sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 70, nature 875.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 008-2430/17/BM**

**■ Approbation d'une convention relative à la mise à disposition, à titre onéreux, de matériels informatiques, de téléphonie et des véhicules avec la commune d'Istres - Abrogation de la délibération n° FAG 008-2255/17/BM  
FAG 008-19/10/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du 1 de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en application du 1 de l'article L. 5218-1 du présent Code ».

Au 31 décembre 2015, le SAN Ouest Provence exerçait conformément aux dispositions des articles L.5333-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, les compétences d'investissement et gestion des équipements reconnus d'intérêt commun par l'approbation d'un inventaire des équipements existants et/ou en voie de réalisation et des services publics attachés.

Cet inventaire, approuvé par délibération n° 242/14 du 23 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 29 décembre 2015, est complété par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015 définissant le champ d'interventions du SAN Ouest Provence dans le cadre de la compétence culture et notamment le réseau des ludothèques.

Ainsi, le SAN assurait la gestion du Centre Educatif et Culturel (CEC) des Heures Claires, créé dans les années 70 à Istres.

Ce site unique regroupe dans un même lieu des activités différentes au service de la population qui induit une gestion commune et partagée des bâtiments. Une coopération entre le SAN Ouest Provence et la commune d'Istres dans le domaine éducatif, culturel, sportif et de loisirs au CEC les

Heures Claires a permis de maintenir cet espace citoyen dynamique en assurant une meilleure qualité des services publics.

Cet espace comprend 23 équipements mutualisés avec une surface bâtie de 25 000 m<sup>2</sup> sur un foncier d'environ 16 hectares, et notamment un réseau de ludothèques.

Le travail de recensement des attributions à caractère facultatif ou optionnel des six EPCI regroupés a révélé que la compétence d'investissement et de gestion des équipements décrite ci-avant n'était exhaustivement et exclusivement exercée par la Métropole que sur le territoire d'Istres-Ouest Provence.

De surcroît, cette compétence s'inscrit dans une logique de proximité forte et de transversalités avec d'autres politiques publiques menées par les communes.

A noter que par délibération n° HN 015-017/16/CM du 28 avril 2016 le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué certaines compétences au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

S'agissant d'une compétence ne relevant pas de celles devant être obligatoirement transférées à la Métropole, rien ne s'oppose à ce que sa restitution soit proposée aux communes intéressées.

Ainsi, par délibération n° FAG 011-810/16/CM du 19 septembre 2016 et rendue exécutoire le 5 octobre 2016, il a été approuvé le principe du transfert des équipements et de l'action des services attachés au site du Centre Educatif et Culturel (C.E.C) les Heures Claires et du réseau des ludothèques au bénéfice des communes concernées.

Dans ce cadre, la Métropole dispose de moyens et services dédiés à cette compétence, situés sur le territoire de la ville d'Istres, qui doivent être repris par la commune aux fins de permettre l'exercice de ladite compétence à l'échelon communal.

L'article L 5111-7 du CGCT dispose en effet que « I. – Dans tous les cas où des agents changent d'employeur en application d'une réorganisation prévue à la présente partie, ceux-ci conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. » et l'article L 5211-4-1-IV bis 2° du CGCT indique que « la répartition des fonctionnaires et agents territoriaux non titulaires transférés par les communes en application du deuxième alinéa du I ou recrutés par l'établissement public de coopération intercommunale et qui sont chargés, pour la totalité de leurs fonctions, de la mise en œuvre de la compétence restituée est décidée d'un commun accord par convention conclue entre l'établissement public et ses communes membres. Cette convention est soumise pour avis aux comités

techniques placés auprès de l'établissement public de coopération intercommunale et auprès des communes. Elle est notifiée aux agents non titulaires et aux fonctionnaires concernés, après avis, selon le cas, des commissions consultatives paritaires ou des commissions administratives paritaires compétentes ».

Le transfert des agents à la Commune d'Istres est intervenu à compter du 1<sup>er</sup> août 2017 étant précisé que l'évaluation des masses salariales devra être acté par la CLECT de la Métropole.

Toutefois, compte tenu des modalités particulières liées aux décisions de restitution de compétence et notamment à l'élaboration des procès-verbaux de restitution contradictoires qui doivent être élaborés préalablement aux opérations de transfert effectif, bien que le principe du transfert de cet équipement ait été acté; il n'en demeure pas moins que l'ensemble de la procédure de transfert n'est pas, sur un plan opérationnel, abouti.

Néanmoins, afin de permettre à la ville d'Istres, commune du périmètre de la Métropole impactée par ce retour de compétence, d'assurer la continuité des services publics présents sur le site du C.E.C.; les parties se sont rapprochées afin de mettre en place une convention de mise à disposition, à titre onéreux, de matériels informatiques et de téléphonie, ainsi que de véhicules.

Cette convention a été approuvée par délibération n° FAG 008-2255/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017. Toutefois, suite à une erreur matérielle dans la convention, il convient d'approuver la nouvelle rédaction de celle-ci ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la

Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 011-810/16/CM du 19 septembre 2016 du Conseil de la Métropole relative à l'approbation du transfert des équipements et de l'activité du Centre Educatif et Culturel des Heures Claires.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'afin d'assurer la continuité du service public lié à la restitution de compétence du site du C.E.C les Heures Claires, il est proposé de conclure une convention de mise à disposition avec la commune d'Istres de matériels informatiques, de téléphonie et d'applications métiers, ainsi que de véhicules, dans les conditions définies au document figurant en annexe.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° FAG 008-2255/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, de mise à disposition, à titre onéreux, de matériels informatiques, de téléphonie et de véhicules entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres telle qu'elle figure en annexe.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 009-2431/17/BM**

**■ Acquisition du bâtiment D de l'ensemble immobilier Les Carrés de Lenfant à Aix-en-Provence pour les services métropolitains de la Mobilité, Déplacements, Transports, Espaces publics et Voirie  
FAG 009-19/10/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :  
La DGA mobilité et infrastructures de transport du Territoire du Pays d'Aix occupe, au titre d'un bail

conclu le 25 février 2017, des locaux d'une superficie de 762 m<sup>2</sup> et 100 m<sup>2</sup> d'algeco avec 77 emplacements de parking, sis Zac de la Robole, 25 rue Paul Langevin à Aix-en-Provence. Le bail prenant fin au 31 janvier 2019 et le propriétaire ne souhaitant pas renouveler le bail pour réaliser des travaux, le Territoire du Pays d'Aix a entrepris des recherches de locaux tant à la location qu'à la vente.

Ces locaux accueillent aujourd'hui 47 agents et 47 postes de travail. Compte tenu des nombreux besoins identifiés, il est nécessaire de disposer d'un nombre de postes de travail supplémentaire.

Le loyer annuel des locaux occupés actuellement à la Robole est de 137.216 € HT, soit 164.659,20 € TTC et les charges annuelles de 25.068 € TTC.

Dans le cadre de ces recherches, un bâtiment de 1641 m<sup>2</sup> a été identifié tant à la location qu'à la vente aux Carrés de LENFANT, 140 avenue du 12 juillet 1998, 13290 Aix-en-Provence. Cet immeuble se situe à l'entrée du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, le long de la RD9, en connexion immédiate avec l'échangeur de l'autoroute en direction d'Aix-Marseille.

Ce bâtiment est proposé à la vente au prix de 4.665.000 € HT directement emménagés et utilisables par les services de la Métropole. Ce prix comprend 3.850.000 € HT pour l'immeuble proposant 70 à 82 postes selon les aménagements (salle de réunion), 315.000 € HT pour les 25 emplacements de parkings en sous-sol et les 3 places extérieures de directions, soit un total de 4.165.000 € HT hors droits de mutation, auquel il faut ajouter le coût des aménagements intérieurs pour un montant de 500.000 € HT.

Le Territoire du Pays d'Aix envisage d'acquérir ce bien qui pourra être amorti sur 30 ans. Ainsi, en cas d'acquisition le montant annuel d'amortissement serait de 142.166 €, soit un montant équivalent au loyer actuel des locaux occupés à la Robole, mais pour un nombre de postes de travail supérieur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition du bâtiment D d'une superficie de 1641 m<sup>2</sup>, de l'ensemble immobilier Les Carrés de Lenfant, sis avenue du 12 juillet 1998 à Aix-en-Provence pour un prix de 4.665.000 € HT.

**Article 2 :**

Est approuvé le versement de 2.5 % HT du prix de vente HT à Figuière Immobilier comme honoraires de commercialisation, soit 104.125 € HT.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette acquisition.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 010-2432/17/BM**

■ **Approbation d'une convention avec l'UGAP relative à la mise à disposition de marchés de fourniture et d'acheminement de gaz naturel**  
**FAG 010-19/10/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L 445-4 du Code de l'énergie, les acheteurs publics doivent conclure des marchés à l'issue d'une procédure de publicité et de mise en concurrence pour leur approvisionnement en gaz naturel pour tous leurs contrats de puissance supérieure à 30 kW, ce qui correspond à la majorité des sites de la Métropole. Les contrats de puissance inférieure peuvent continuer à bénéficier de tarifs réglementés de vente auprès du fournisseur historique sans mise en concurrence préalable.

Chaque conseil de territoire de la métropole s'est mis en capacité de répondre à l'obligation réglementaire en lançant son propre marché (Pays d'Aix, Pays salonnais, Ouest Provence), ou en participant à un achat groupé mis en œuvre par l'union des

groupements d'achats publics - UGAP (Marseille Provence).

Pour rationaliser la gestion de ses contrats d'achat de gaz et afin d'obtenir les meilleurs tarifs, la Métropole souhaite regrouper les besoins de l'ensemble des territoires au sein d'un seul support achat métropolitain.

Un benchmark réalisé auprès d'autres collectivités et un sourcing opéré auprès des principaux fournisseurs ont montré qu'un groupement de commande permettrait d'accéder à des conditions tarifaires avantageuses.

C'est pourquoi il est proposé que la Métropole adhère au dispositif d'achat groupé mis en œuvre par l'UGAP, auquel Marseille Provence avait déjà adhéré en 2015, lui permettant de bénéficier de tarifs inférieurs de 27% aux tarifs réglementés de vente pour la fourniture seule, et services associés efficaces tout au long de l'exécution du marché.

Le calendrier de lancement de la procédure, avec un accord-cadre débutant son exécution au 1<sup>er</sup> juillet 2018, est pleinement compatible les dates d'échéance des différents contrats actuellement en vigueur au sein des territoires.

**Focus sur les principes d'organisation de la consultation de l'UGAP :**

- **UGAP : Centrale d'achat public généraliste française**
  - ✓ Établissement public industriel et commercial (EPIC) de l'État créé en 1985
  - ✓ Placé sous la double tutelle du ministre chargé du Budget et du ministre de l'Éducation nationale
  - ✓ Rôle et modalités d'intervention définis par l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- **Principes de fonctionnement du groupement :**
  - ✓ L'UGAP est le coordonnateur : il lance la consultation, attribue les marchés.
  - ✓ La notification est réalisée directement par les adhérents.
  - ✓ La rémunération de l'UGAP est prélevée directement auprès des fournisseurs.
  - ✓ L'intégration au dispositif nécessite d'adhérer à la convention d'exécution spécifique à cette consultation

Chaque adhérent est ensuite autonome dans la gestion de l'exécution du marché pour l'ensemble de ces sites.

Nombre de sites inclus dans le groupement (total 59)

Conseil de territoire Marseille Provence	20
Conseil de territoire du Pays d'Aix	14
Conseil de territoire du Pays Salonais	1
Conseil de territoire du Pays d'Istres	24

Ces sites correspondent à l'ensemble des contrats de fourniture de gaz des sites métropolitains, pour une puissance totale annuelle estimée à 30 GWh.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Energie et notamment son article L.337-9,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Vu le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'union des groupements d'achats publics (UGAP) a mis en œuvre un dispositif d'achats groupés de gaz naturel dont il est le coordonnateur ;
- Que l'adhésion au groupement de commande de l'UGAP permettra à la Métropole Aix-Marseille Provence de répondre à son besoin de fourniture de gaz et services associés tout en harmonisant les supports d'achats dans ce domaine ;

- Que la prochaine consultation sera lancée en novembre 2017 pour un début d'exécution au 1er juillet 2018, calendrier qui correspond aux échéances des supports d'achat des conseils de territoire concernés ;
- Que la Métropole Aix Marseille Provence sera systématiquement amenée à confirmer sa participation à l'occasion du lancement de chaque nouvelle consultation pour la fourniture de gaz et ses services associés ;

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'UGAP relative à la mise à disposition de marchés de fourniture et d'acheminement de gaz naturel

##### **Article 2 :**

L'approbation de cette convention permet de donner mandat au Président de l'UGAP ou à son représentant, à l'effet de :

- Demander si nécessaire des compléments d'information relatifs aux points de livraison du bénéficiaire auprès des actuels fournisseurs d'énergie et du gestionnaire de réseau et autoriser ce dernier à les communiquer à l'UGAP
- Signer la décision d'attribution (et le rapport de présentation) du(des) marché(s) subséquent(s) ;
- Signer et adresser le(s) courrier(s) de rejet(s) au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre ayant déposé une offre dans le cadre de procédure ci-dessus ;
- Signer le(s) acte(s) d'engagement du(des) marché(s) subséquent(s) pour le compte du bénéficiaire.
- Signer tout avenant ou tout document d'exécution qui impacterait l'ensemble des bénéficiaires

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits annuellement sur les budgets correspondants pour chaque conseil de territoire, par budget par Sous-Politique, Fonction, Chapitre et Nature concernés pendant la durée de la convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 011-2433/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de partenariat relative aux spectacles proposés par la Régie Culturelle Scènes et Cinés pour la saison 2017/2018**

**FAG 011-19/10/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires, consacre le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n° 479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit.

Ainsi, le SAN Ouest Provence, par délibération n°476/04 du 24 septembre 2004, avait fixé la liste des prestations d'actions sociales. La Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n°FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016, mis à jour les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Dans ce contexte, la conclusion de la convention de partenariat Davantage d'avantages entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie culturelle Scènes et Cinés pour la saison 2017/2018 permettra tout d'abord aux agents et retraités de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, ainsi qu'à leurs ayants droit, de bénéficier des tarifs réduits proposés par la Régie culturelle, pour tous les spectacles et concerts programmés par celle-ci.

D'autre part, pour certains spectacles sélectionnés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, cette convention permettra d'acheter des places aux tarifs Abonné Passion et Abonné Jeune (pour les moins de 26 ans), proposés au public par la Régie culturelle.

Pour ces spectacles, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra ainsi acheter à la Régie culturelle, un nombre déterminé de places à des tarifs préférentiels pour les proposer ensuite à la vente aux bénéficiaires visés ci-dessus (à savoir aux agents et retraités de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, ainsi qu'à leurs ayants droit).

Pour rappel, les tarifs applicables à l'achat des places, tels que votés par le Conseil d'administration de la Régie culturelle Scènes et Cinés, sont maintenus et sont les suivants :

Adulte (tarifs Abonné Passion de la Régie culturelle) :

- catégorie A : 23 euros,
- catégorie AB : 16 euros,
- catégorie B : 11 euros
- catégorie C : 8 euros
- catégorie jeune public : 5 euros,
- catégorie tout petit : 3 euros.

Jeune (pour les moins de 26 ans – tarifs Abonné Jeune de la Régie culturelle) :

- catégorie A : 12 euros,
- catégorie AB : 8 euros
- catégorie B : 7 euros
- catégorie C : 5 euros
- catégorie jeune public : 5 euros
- catégorie tout petit : 3 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat Davantage d'avantages entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Culturelle Scènes et Cinés pour la saison 2017/2018, ci-annexée.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention de partenariat et tous les documents en découlant.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de la Métropole de la Régie Action Sociale, Chapitre 011, Nature 611 et pour la recette, Chapitre 70, Nature 70688.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 012-2434/17/BM**

■ **Approbation d'un protocole transactionnel relatif au marché 2013AGGLO-39A - Missions d'études et de maîtrise d'oeuvre pour l'extension de l'ISDND du Mentaure à La Ciotat - Groupement INDDIGO - GEOLITHE**  
**FAG 012-19/10/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Ce marché notifié le 2 septembre 2013, comportait une tranche ferme d'un montant de 237 376 euros TTC, décomposée en deux phases 1 et 2, d'un montant respectif de 82 793 euros TTC et 154 583 euros TTC, et deux tranches conditionnelles correspondant aux phases 3 et 4 du marché. Les tranches fermes portaient respectivement sur les études préliminaires et l'avant-projet. Les tranches conditionnelles portaient sur les Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE) et sur le suivi des travaux jusqu'aux opérations de réception.

Par ordre de service notifié au mandataire du groupement le 4 septembre 2013, le démarrage du marché a été fixé au 16 septembre 2013.

Par ordre de service notifié le 6 juin 2014, le pouvoir adjudicateur a suspendu la mission du groupement.

Par courrier du 26 mars 2015, reçu le 31 mars 2015, le pouvoir adjudicateur notifie l'arrêt définitif de l'exécution du marché à l'issue de la phase 1 de l'étude, cette décision emportant la résiliation du marché sans indemnités, en application de l'article 12

du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Le groupement a contesté le fondement de la résiliation et a transmis 4 factures des prestations réalisées totalement ou partiellement. Rejetant son argumentation sur le fondement de la résiliation et le paiement des factures transmises, le pouvoir adjudicateur a communiqué le décompte de résiliation au mandataire, par courrier du 25 novembre 2015.

Par un mémoire introductif reçu le 27 janvier 2016, le groupement INDDIGO-GEOLITHE a saisi le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Litiges en matière de marchés publics de Marseille (CCIRAL) afin de solliciter son arbitrage dans le cadre du litige relatif au paiement des 4 factures et sur le fondement juridique de la résiliation du marché. Le groupement sollicitait une indemnisation d'un montant de 126 522, 03 euros TTC.

Par un avis rendu le 18 mai 2017, le CCIRAL de Marseille a proposé d'accorder au groupement la somme de 24 967 euros TTC.

Selon une logique de concessions réciproques, les parties sont parvenues à un accord pour un montant de 24 967 euros TTC.

Les parties ont donc accepté de faire des concessions réciproques et de régler leurs divergences par voie de transaction au sens de l'article 2044 et suivants du Code Civil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment l'article 2044.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'au vu de l'ensemble de ces éléments, un litige est né entre les Parties ;
- Qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître, les Parties ont décidé d'engager des négociations afin de mettre un terme, à l'amiable, au précontentieux relatif à la réclamation présentée par le Titulaire et à l'absence de paiement des sommes dues par la Métropole ;
- Que les parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et prévenir toutes contestations éventuelles sur la rémunération des prestations supplémentaires.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, ayant pour objet de régler entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupement INDDIGO-GEOLITHE, définitivement et sans réserve, tout litige né ou à naître, relativement au paiement d'une indemnité de 24 967 € TTC.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole et tous les documents y afférents.

### **Article 3 :**

Les crédits sont inscrits au Budget Principal Métropolitain Fractionné (BPMF) en section de fonctionnement au chapitre 011 sur la Nature 62268.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 013-2435/17/BM**

### **■ Approbation d'une convention de mise à disposition de l'outil informatique de l'Observatoire fiscal métropolitain aux communes membres**

## **FAG 013-19/10/17 BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application du Pacte de gouvernance financier et fiscal voté par le Conseil de la Métropole le 30 juin 2016, la mise en place d'un Observatoire fiscal métropolitain a pour objectif de fournir aux territoires les moyens, les analyses et les données leur

permettant de suivre l'évolution de leurs ressources fiscales.

Afin de répondre aux attentes décrites par le Pacte, la Métropole d'Aix Marseille Provence propose aux communes membres volontaires d'avoir accès à l'outil informatique de l'Observatoire fiscal métropolitain mis en place par la Métropole.

L'Observatoire fiscal métropolitain peut mettre à disposition des communes des outils et des analyses que les communes pourront ou non utiliser. Il n'effectuera pas des analyses détaillées telles que pourrait le faire un cabinet conseil et ne se substituera pas aux missions fiscales des agents communaux. Il peut permettre un partage des bonnes pratiques des agents des communes et de la Métropole afin de développer une expertise mutuelle.

A cette fin, une expérimentation pourrait être lancée auprès de deux communes choisies en fonction de critères de nombre d'habitants et d'utilisation actuelle ou non d'un logiciel partagé d'observation fiscale entre un territoire et ses communes membres.

A l'issue de cette expérimentation, fin du premier trimestre 2018 et en prenant en compte l'expérience acquise avec les communes choisies, la Métropole déterminerait les modalités de déploiement de cette mise à disposition de l'outil informatique de l'Observatoire fiscal métropolitain à toutes les communes membres qui le souhaiteraient.

Une convention-type est proposée au vote du Conseil de la Métropole, visant à encadrer les droits et obligations respectifs des parties et notamment :

- ✓ la Métropole d'Aix Marseille Provence s'engage à assurer la mise à disposition de l'outil informatique de l'Observatoire fiscal métropolitain et en garantit l'hébergement et la mise à jour régulière ;
- ✓ la Métropole et la Commune s'engagent à intégrer dans l'outil informatique de l'Observatoire fiscal métropolitain des données fiscales, dans le respect des dispositions légales. Pour mémoire, en application de l'article L135 B du livre des procédures fiscales, la transmission de données fiscales est librement autorisée entre collectivités locales et établissements publics de coopération intercommunale. Chaque Commune évoluera dans son contexte fiscal et uniquement sur les données de son périmètre. Les profils utilisateurs garantissent la confidentialité et permettent des restrictions possibles dans la gestion des données ;
- ✓ sous réserve de l'accord de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), la Métropole et la Commune peuvent utiliser les données échangées dans le cadre



de la présente convention pour réaliser toute étude, rapport ou publication sous sa propre responsabilité et dans le cadre de ses propres missions en indiquant la source des données présentées et en veillant au respect des règles du secret statistique ;

- ✓ la Métropole et la Commune pourront échanger des informations supplémentaires telles que des données liées à l'urbanisme ou toutes autres données foncières, sur la base d'échanges volontaires ;
- ✓ la Métropole s'engage à prévoir une formation initiale sur l'outil informatique de l'Observatoire fiscal métropolitain. L'assistance technique auprès des agents communaux sera assurée par le prestataire du logiciel ;
- ✓ toute demande de prestations complémentaires non présentes dans l'offre déployée ne seront pas prises en charge financièrement et techniquement par la Métropole d'Aix-Marseille Provence, telles que notamment :
  - des développements spécifiques ;
  - des formations supplémentaires ;
  - ou de prestations d'accompagnement sur le domaine de la fiscalité locale (audit, expertise,...) ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les articles L103 et L135 B du livre des procédures fiscales ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 n° FAG 001 541/16/CM relative au Pacte de gouvernance financier et fiscal ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2017 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention-type ci-annexée de coopération fiscale permettant la mise à disposition de l'outil informatique « Observatoire fiscal métropolitain » entre les communes et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les conventions à venir avec l'ensemble des communes membres volontaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

***Commission "Economie,  
Nouvelles Technologies,  
Enseignement Supérieur"***

\*\*\*\*\*

**ECO 001-2436/17/BM**

**■ Réalisation d'un stand commun au Salon des Entrepreneurs Marseille Provence-Alpes-Côte d'Azur 2017 - Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence  
MET 17/4521/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de développement économique qui s'appuie sur des actions de promotion. Parmi ces actions, la présence dans des salons économiques professionnels constitue un axe important qui permet de promouvoir l'image du territoire, de montrer les réalisations et les projets en cours et ainsi témoigner de son attractivité auprès des décideurs économiques.

Créé il y a 24 ans et organisé par le Groupe Les Echos, le Salon des Entrepreneurs (SDE) a été conçu comme lieu de formation, d'informations et d'échanges ayant pour vocation d'accompagner les porteurs de projets et les dirigeants de jeunes entreprises dans la création, la reprise et le développement d'une activité. Présent chaque année

à Paris, Lyon et Nantes, le Groupe Les Echos a organisé la première édition marseillaise en 2015.

Les objectifs sont de créer un rendez-vous incontournable et pérenne entre les différents acteurs qui composent le tissu économique local et dans un contexte économique difficile, d'encourager la croissance en accompagnant le développement des entreprises.

Ainsi, par délibération n°ECO 010-1556/17/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé sa participation à la troisième édition du Salon des Entrepreneurs qui se déroulera au Parc Chanot les 11 et 12 octobre 2017.

Pour cette troisième édition la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Ville de Marseille se sont associées au Groupe Les Echos pour la réalisation de cet événement, avec pour ambition de valoriser leurs atouts, communiquer en matière de développement économique, rencontrer des porteurs de projets et plus largement renforcer l'activité économique et le développement des entreprises du territoire.

Pour ce faire, ces trois institutions partenaires réaliseront notamment un stand commun de 100 m² sur lequel l'offre et les atouts du territoire ainsi que les services proposés par chacune seront présentés aux visiteurs.

Le budget prévisionnel de cette participation commune au SDE 2017 s'élève à la somme de 60 000 euros. Il comprend les frais de conception et d'aménagement du stand ainsi que les prestations annexes permettant d'optimiser la participation des partenaires et le bon déroulement de l'action.

La Métropole sera le mandataire des partenaires pour l'organisation de cette participation commune et pour la réalisation du stand commun.

Chaque partenaire versera ainsi à la Métropole le montant de sa participation financière à l'organisation de cet événement.

Le plan de financement de la participation commune des partenaires au SDE 2017 est le suivant :

- CCI Marseille Provence :	23 000,00 euros
- Ville de Marseille :	14 000,00 euros
- Métropole AMP :	23 000,00 euros
TOTAL :	60 000, 00 euros

Le montant de la participation de la Métropole à ce salon s'élèvera donc à la somme de 23 000 euros.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de

Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence, jointe en annexe, relative à l'organisation d'un stand commun lors du Salon des Entrepreneurs les 11 et 12 octobre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 010-1556/17/BM du 9 février 2017 approuvant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Salon des Entrepreneurs 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence participe à l'édition 2017 du Salon des entrepreneurs dont les objectifs sont de créer un rendez-vous incontournable et pérenne entre les différents acteurs qui composent le tissu économique local ;
- Que la Métropole souhaite associer à sa participation à ce salon la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence et la Ville de Marseille, avec pour ambition de valoriser leurs atouts, communiquer en matière de développement économique, rencontrer des porteurs de projets et plus largement renforcer l'activité économique et le développement des entreprises du territoire.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, relative à l'organisation d'un stand commun lors du Salon des Entrepreneurs les 11 et 12 octobre.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2017 de la Métropole : sous-politique B330 nature 6233 fonction 64

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 002-2437/17/BM**

#### **■ Attribution d'une contribution financière à la CCI Marseille Provence pour l'accompagnement de 16 entreprises du territoire dans le cadre de la mission d'affaires organisée dans le Miami Dade County (Floride) du 4 au 10 novembre 2017 - Approbation d'une convention MET 17/4515/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence est partenaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Région Provence Alpes Côte d'Azur (CCIR PACA) pour l'organisation d'une mission d'affaires en Floride destinée à 16 entreprises du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette mission d'affaires doit se dérouler du 4 au 10 novembre 2017.

Elle s'intègre à une mission de diplomatie économique, initiée par la Ville de Marseille, étendue à la Métropole, dont l'objectif est de promouvoir l'économie métropolitaine et ses entreprises, mais également d'attirer des investisseurs et des entrepreneurs de Floride désireux de s'implanter en Europe.

Cette mission s'intègre également dans le processus en cours entre la Ville de Marseille et la Métropole qui vise à rapprocher et coordonner les relations internationales des institutions.

Elle s'intègre également dans le contexte de la convention signée entre la Métropole et la CCIMP le

9 février 2017. Enfin, elle constitue un des axes forts de l'agenda de développement économique de la Métropole validé le 30 mars dernier et permet de promouvoir les filières prioritaires et mettre en œuvre les projets structurants de la Métropole autour d'ateliers thématiques :

- Atelier 1 : La sécurité, un enjeu vital pour l'IoT, (du confort apporté par les objets connectés à leur nécessaire sécurisation)

2 axes d'intervention :

- ✓ Présenter les grands domaines d'application de l'IOT : industry production, smart home, smart city, e-health, logistic, energy, supply chain, mobility, energy, networks, connectivity, security
  - ✓ Présenter le savoir-faire du territoire pour lequel la Métropole a des avantages comparatifs car présence d'un écosystème fort et riche : digital security (Gemalto, UL, inside secure..); connected objects (ST MICRO); contactless techno (gemalto, inside secure, think and go NFC ; SPS)
  - ✓ Intervenants à cibler : ST MICRO / GEMALTO et le pôle SCS
- Atelier 2 : « Marseille Fos, l'ambitieux projet SmartPort 2.0 »  
Présentation du projet de SmartPort à Marseille à travers notamment 4 dimensions complémentaires : la logistique, l'énergie, le numérique et la relation Ville-Port. Puis focus sur les éléments suivants :
    - ✓ les systèmes d'information portuaires (Ci5 développé par la société MGI et Neptune par le GPMM viennent de recevoir le Gold IT Award pour leur projet « Smart Port 2.0 » lors de la 30ème conférence internationale de l'IAPH ; le boîtier développé par Traxens permet de monitorer le parcours des containers tout autour de la planète) ;
    - ✓ les infrastructures numériques (arrivée de 10 câbles optiques sous-marins, présence de 15 % des surfaces de data centers français sur le territoire) ;
    - ✓ l'importation, la production et le stockage des énergies fossiles et renouvelables (projet Jupiter de GRT Gaz, Thalassothermie développée par Engie et EDF...)
    - ✓ Intervenants à cibler : MGI, GPMM (Mme Cabau), CMA-CGM, Traxens

Un accord de principe sera signé entre le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Maire du

Miami Dade County autour des thématiques suivantes :

- Soutien réciproque dans des actions de promotion via un partenariat entre les agences de développement économiques Provence Promotion et The Beacon Council (à la fois à Marseille, à Miami, mais aussi sur des destinations tierces avec du co-branding sur le thème. « You can also do business in Provence »).
- Accueil de start-ups dans les incubateurs respectifs (softlandings)
- Renforcement de la coopération entre les ports
- Réflexion sur l'accueil croisé de VIE

Les objectifs de cette mission d'affaires sont de :

- Concrétiser la dynamique engagée par la signature d'un accord de principe entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Miami-Dade County
- Faire connaître le territoire et le marché d'Aix-Marseille-Provence Métropole aux décideurs économiques et institutionnels de Miami et la Floride
- Accompagner les entreprises à l'international (avec organisation de rendez-vous BtoB)
- Attirer de nouveaux investisseurs et de nouveaux talents sur le territoire et développer des nouveaux courants d'affaires

Le budget prévisionnel de l'opération est établi comme suit :

MISSION COLLECTIVE Miami du 4 au 10 Novembre 2017 - Budget pour 16 entreprises							
CHARGES					PRODUITS		
LIBELLE	QTE	PU HT	Montant HT	Montant TTC	LIBELLE	Montant HT	TTC
<b>REALISATION</b>							
Package par entreprise comprenant :	16	6 926,87	110 829,92	120 885,92	16 ENTREPRISES	60 829,92	70 885,92
. Accompagnement personnalisé (conseil expert) expression de besoins . 3 Jours de rendez vous BtB . Billet avion aller/retour MRS-Miami . Bus transfert Aéroport/hôtel/Aéroport . 5 nuits d'hôtel . Suivi personnalisé au retour de la mission					Contribution Aix Marseille-Provence Métropole	50 000,00	50 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>110 829,92</b>	<b>120 885,92</b>	<b>TOTAL</b>	<b>110 829,92</b>	<b>120 885,92</b>

La Métropole propose de soutenir l'action de la CCIMP à hauteur de 50 000€, soit 41,36% du coût total prévisionnel.

Au-delà de l'action de la CCIMP, cette mission est financée par les autres collectivités à hauteur de :

- Ville de Marseille 130 000€
- CD13 50 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Oui le rapport ci-dessus.**

**Considérant**

- L'intérêt de soutenir l'action portée par la CCIMP pour l'accompagnement de 16 entreprises du territoire ;

## Délibère

**Article 1 :**

Est attribuée une contribution financière de 50 000€ à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence.

## **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

## **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique B330 – Nature 6228 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 003-2438/17/BM**

#### **■ Déclinaison opérationnelle de la convention-cadre avec la CCIMP - Approbation d'une convention sur l'attractivité MET 17/5047/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI Marseille Provence ont signé le 20 janvier 2017 une convention-cadre afin d'unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire. En effet, la délibération ECO 012-1558/17/BM présentée lors du Bureau métropolitain du 9 février dernier a approuvé le principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI Marseille Provence ainsi que la convention-cadre y afférent. Il est stipulé que cette convention-cadre sera ensuite, en tant que de besoin, déclinée dans des conventions spécifiques à chaque action ou groupe d'actions.

Ainsi, l'une des déclinaisons opérationnelles de la convention-cadre est axée sur la nécessité de concevoir et de porter ensemble une stratégie globale d'attractivité métropolitaine (vision, outils, équipes, lieux opérationnels...) et construite au plus près des attentes des investisseurs et des entreprises. Cette stratégie s'articule autour de deux grands volets : l'ouverture au monde et l'attractivité du territoire et le rayonnement touristique.

Zone de croissance pour le développement des entreprises métropolitaines et régionales, porte d'entrée de l'Afrique, la Méditerranée est une priorité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCIMP en matière de coopération internationale et de diplomatie économique.

Les signataires pourront s'appuyer sur une stratégie d'internationalisation conjuguant attractivité, business et diplomatie économique, en optimisant des outils comme Provence Promotion dont ils sont les co-financeurs majoritaires.

AMP et CCIMP partagent la nécessité de concevoir ensemble des outils de l'attractivité, de mettre en place des équipes (task-force international) des dispositifs et des lieux opérationnels pour déployer un accompagnement au plus près des attentes des investisseurs, en s'appuyant notamment sur des lieux emblématiques et des ambassadeurs ayant investi et réussi dans la métropole.

Les deux signataires envisagent de prioriser conjointement, et en lien étroit avec les autres acteurs concernés (Conseil Départemental, les Villes d'Aix-en-Provence et de Marseille...), les pays cibles spécifiques au territoire métropolitain, notamment sur les zones Euromed-Afrique, terrain de jeu naturel du territoire à l'international, à attaquer sous la forme de missions économiques à l'étranger (calendriers, objectifs). De la même manière, ils partagent la volonté de faire émerger, en les attirant ou les organisant, de grands événements business internationaux, en lien avec les filières prioritaires, qui viendront conforter cette stratégie et assurer la visibilité de la métropole.

Pour pouvoir exploiter les nombreux atouts du territoire et faire converger des moyens non négligeables sur des projets communs, une stratégie globale d'attractivité s'impose. Elle implique la mise en œuvre d'une gouvernance collective, à co-construire rapidement notamment à travers le pilotage conjoint de l'agence de promotion métropolitaine Provence Promotion. Celle-ci mettra en œuvre la stratégie métropolitaine de promotion et de prospection à l'international de nouveaux investisseurs.

La création d'une image économique pour l'ensemble du territoire pour valoriser plus précisément filières d'excellence, grands projets et pépites, afin d'augmenter la notoriété de la Métropole et le développement des entreprises, est l'un des premiers chantiers. La Métropole y travaille actuellement, en lien étroit avec la CCIMP et de manière collégiale, notamment au sein du groupe de travail sur le marketing territorial.

Cela passera également par une coordination plus resserrée des moyens de promotion de la CCIMP et de la Métropole AMP, comme par exemple l'étude pour la définition d'une exploitation conjointe du Provence Business Skylounge dédié au business et au réceptif « haut de gamme » situé aux 29e et 30e étages de la future tour la Marseillaise, mais aussi la création d'un Bureau de la Métropole AMP à Paris au sein des Bureaux de la CCIMP gérés par sa filiale WTC SA.

L'accueil de grands événements internationaux, la mise en place d'une stratégie métropolitaine du tourisme, intégrant notamment la promotion de la croisière et le développement du tourisme d'affaires, figurent également au premier rang des initiatives à engager. Le territoire aura tout à gagner en se positionnant comme un territoire d'expérimentation notamment en matière de smart city et de e-tourisme. Des efforts de promotion sur de grands salons, comme le MIPIM, le SIMI et le SDE, seront renforcés entre Métropole et CCIMP et leurs partenaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le souhait commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la CCI Marseille Provence de se fixer des priorités communes liées à une convergence d'actions et de moyens ;
- L'intérêt de renforcer le rayonnement et l'attractivité du territoire pour les investisseurs et les talents

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention spécifique ci-annexée.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 004-2439/17/BM**

**■ Déclinaison opérationnelle du principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie - Approbation d'une convention sur le commerce de proximité  
MET 17/4953/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI Marseille Provence ont signé le 20 janvier 2017 une convention-cadre afin d'unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire. En effet, la délibération ECO 012-1558/17/BM présentée lors du Bureau métropolitain du 09 février dernier a approuvé le principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI Marseille Provence ainsi que la convention-cadre y afférant. Il est stipulé que cette convention-cadre sera ensuite, en tant que de besoin, déclinée dans des conventions spécifiques à chaque action ou groupe d'actions.

L'une des déclinaisons opérationnelles de la convention-cadre est axée sur la co-construction d'une stratégie d'urbanisme commercial métropolitain et de redynamisation des centres villes par le soutien aux commerces de proximité.

L'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille Provence a été voté en conseil métropolitain le 30 mars 2017. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat. Soutenir et dynamiser le commerce de proximité et l'artisanat constituent, à ce titre, une priorité métropolitaine.

Le commerce de proximité et l'artisanat contribuent à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Mais certains territoires métropolitains voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en dynamisme. Les raisons sont multiples et varient d'un territoire à un autre, de la concurrence des grandes surfaces et des zones commerciales implantées en périphérie des zones urbaines, à l'émergence de nouveaux comportements d'achat (e-commerce...).

Au regard du déficit d'attractivité des cœurs de ville observé sur le territoire métropolitain, les deux signataires partagent la volonté de favoriser les projets de dynamisation commerciale des centres villes et de créations de commerces de proximité.

Cette convention d'application annuelle et renouvelable s'articule autour de deux volets : l'urbanisme commercial et le commerce de proximité.

Elle définit les projets menés en commun dans 5 thématiques :

- La stratégie d'aménagement commercial de la Métropole
- L'animation et la mutualisation des données dans le domaine de l'urbanisme commercial
- La redynamisation des centres villes
- La structuration des associations de commerçants
- La professionnalisation des commerçants, facteur d'attractivité du territoire

Cette convention a donc pour objectif de mettre en œuvre les premiers outils de la stratégie métropolitaine d'aménagement commercial : outils de proximité et outils stratégiques et d'observation (Observatoire du commerce, Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial métropolitain).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt et la nécessité d'un travail en synergie entre Métropole et CCI métropolitaine dans les domaines de l'urbanisme commercial et du commerce de proximité,

- Le souhait commun de la Métropole Aix-Marseille Provence et de la CCI Marseille Provence de préserver les commerces de proximité et dynamiser les centres villes,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le principe de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la CCI Marseille Provence dans les domaines de l'urbanisme commercial et du commerce de proximité.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'application « urbanisme commercial et commerce de proximité » ci-annexée.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 005-2440/17/BM**

**■ Attribution d'une subvention à Anima Investment Network pour l'exercice 2017 - Approbation d'une convention MET 17/4523/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

ANIMA Investment Network représente un réseau international qui réunit 80 institutions et réseaux d'affaires de 22 pays. Créé en 2006 par Business France, les collectivités de Marseille-PACA et 20 institutions de développement économiques d'Europe, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, le réseau ANIMA a connu un fort développement au cours des dix dernières années. L'association est actuellement présidée par M. Khalil Laabidi, Directeur Général de la FIPA, l'agence nationale d'investissement de la Tunisie. La Ville de Marseille est membre de son Conseil d'Administration, ainsi que le Conseil Régional PACA, Business France, l'EPA Euroméditerranée, aux côtés d'organisations de neuf autres pays. Provence Promotion est un membre historique et actif du réseau.

ANIMA développe :

- De l'accompagnement d'entreprises : appui aux entreprises dans leur internationalisation au sein de la zone Europe - Afrique du Nord – Moyen-Orient

- Des services de coopération : organisation de partage d'expérience et de jumelages, développement de projets de coopération (financements européens), intervention en coordination de projet, en tant qu'expert ou via son réseau
- Des services d'intelligence économique

Depuis trois ans, ANIMA fait bénéficier les acteurs du territoire de sa connaissance des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, de ses réseaux et de ses nombreuses actions de mise en relation.

Ainsi chaque année, ANIMA accompagne 300 entreprises et clusters du territoire dans leur internationalisation et leurs partenariats internationaux (343 en 2015).

ANIMA a associé plus de 25 organisations du territoire en tant que partenaires de ses projets européens, générant ainsi plusieurs millions d'euros de financement.

Les objectifs d'ANIMA concordent avec la volonté de la Métropole Aix Marseille Provence de faire monter en puissance ses liens avec les pays de la méditerranée en développant un partenariat stratégique dès 2016.

Ce partenariat Métropole AMP – ANIMA en 2016 englobait les 4 points suivants :

**1- Stratégie** : ANIMA a fait bénéficier la Métropole Aix Marseille Provence de sa connaissance des acteurs locaux permettant de développer plus aisément la stratégie économique de la Métropole AMP pour la région Afrique du Nord et Moyen-Orient :

- Participation à la définition d'une Barométrie - Tableau de bord de l'attractivité métropolitaine et d'un benchmark portant sur une dizaine de métropoles pertinentes
- Participation au groupe de travail sur les valeurs métropolitaines
- Informations sur les opportunités et principaux marchés cibles dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient

**2- Formulation de recommandations. Fonds européens** : ANIMA fait bénéficier de son expérience (veille, information, et ciblage d'opportunités) sur les fonds européens dédiés à la coopération économique avec les pays MED. Le statut de partenaires stratégiques de la Métropole AMP lui permet d'accéder aux services suivants :

- Contacts institutionnels/ entreprises, réseautage et valorisation du territoire auprès de 22 pays
- Appui / association à des projets de coopération, notamment plusieurs projets en cours de développement qui seront utiles pour le territoire

- MedVentures (Accélération des clusters et start-ups, 3M€) : ARII, France Clusters
- Design Méditerranée (filiale mode) : MMMM, AMU, ESDAC
- Cross Landing (promotion des services d'agences régionales) : Provence Promotion

**3- Opérations de promotion économique du territoire** : ANIMA a organisé des manifestations business internationales dans la Métropole AMP, notamment le EMEA (Europe Moyen Orient Afrique) Business Forum qui s'est tenu pendant la Semaine Economique de la Méditerranée 2016, les 2-3 novembre 2016 à Marseille sur le thème « Ouvrir les frontières de la coopération économique en Méditerranée à l'ère du numérique » (voir description détaillée pages suivantes). La métropole s'est associée à ces opérations de promotion économique du territoire, qui comprennent également :

- Mission « Le Maroc en France », préparation en 2016, tenue en 2017 à Marseille, France (voir description pages suivantes)
- Mission d'affaires TIC Méditerranée/ Métropole, 2-3 novembre 2016 à Marseille, France, dans le cadre du EMEA Business Forum (descriptions pages suivantes).

**4- Attractivité** : sa bonne connaissance des acteurs locaux permet à l'association d'apporter son éclairage sur l'élaboration d'un argumentaire sur les relations entre le territoire AMP et les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

En 2016, ANIMA a également accompagné les équipes de la direction attractivité de la Métropole dans le travail de comparaison et positionnement international de Aix-Marseille Provence

- Participation à la définition d'une Barométrie :
  - Propositions de métropoles méditerranéennes sur lesquelles se comparer (choix de Casablanca retenu)
  - Propositions de critères de comparaisons entre métropoles, pour enrichir le travail de l'AGAM
  - Recherche des données pour la ville de Casablanca sur les critères retenus
- Participation au groupe de travail sur les valeurs métropolitaines : ANIMA a participé à plusieurs réunions de travail animées par les équipes AMPM.



Budget 2017

RESSOURCES		Montant
<b>PRESTATIONS</b>		
Partenaires	Frais de gestion/contribution au co-financement	56 496 €
ENSIE	Etude entreprises d'insertion	25 900 €
<b>Total Prestations</b>		<b>82 396 €</b>
<b>SUBVENTIONS</b>		
Commission Européenne	EUROMED Invest	552 446 €
	DiafridInvest	217 781 €
	MedValley	341 135 €
	MedVentures	208 395 €
Commission Européenne via chef de file des projets	MedSpring	4 071 €
	SAHWA	2 666 €
	MADRE	76 269 €
Région PACA via chef de file des projets	Assises Financement Participatif	3 510 €
Ville de Marseille	Plan d'action annuel	40 000 €
Région PACA	PoleMed/Actions PACA	30 400 €
	Plan d'action annuel	209 600 €
Métropole AMP	Plan d'action annuel	20 000 €
<b>Total Subventions</b>		<b>1 706 273 €</b>
<b>DIVERS</b>		
Adhérents	Cotisations adhérents	97 000 €
Entreprises	Co-financement des activités	32 600 €
<b>Total divers</b>		<b>129 600 €</b>
<b>TOTAL RESSOURCES</b>		<b>1 918 269 €</b>
<b>EMPLOIS</b>		Montant
<b>COUTS DIRECTS</b>		
RESSOURCES HUMAINES	EUROMED Invest	290 105 €
	MedSpring	1 804 €
	SAHWA	2 979 €
	PoleMed/ PACA Actions	15 000 €
	DiafridInvest	164 630 €
	MedValley	250 381 €
	MedVentures	160 321 €
	MADRE	51 431 €
	Contrats de prestation et vie associative	139 309 €
<b>Total Ressources Humaines</b>		<b>1 075 961 €</b>
COMMUNICATION & INTERNET / WEB	EUROMED Invest	65 974 €
	PoleMed/Actions PACA	3 000 €
	DiafridInvest	30 000 €
	MedValley	53 100 €
	MedVentures	7 120 €
	MADRE	21 000 €
	Contrats de prestation et vie associative	9 150 €
<b>Total Communication, Internet &amp; Web</b>		<b>189 344 €</b>

VOYAGES & RECEPTIONS	EUROMED Invest	198 635 €
	MedSpring	2 000 €
	PoleMed/Actions PACA	20 000 €
	DiafridInvest	28 411 €
	MedValley	44 030 €
	MedVentures	45 150 €
	MADRE	6 583 €
	Contrats de prestation et vie associative	20 029 €
<b>Total Voyages &amp; Réceptions</b>		<b>364 838 €</b>
PRESTATIONS EXTERNES	EUROMED Invest	64 000 €
	DiafridInvest	2 608 €
	MedValley	6 200 €
	MedVentures	5 200 €
	MADRE	3 000 €
	Contrats de prestation et vie associative	32 325 €
<b>Total Prestations Externes</b>		<b>113 333 €</b>
<b>Total Coûts Directs</b>		<b>1 743 476 €</b>
<b>COÛTS INDIRECTS *</b>		
COÛTS INDIRECTS	EUROMED Invest	58 406 €
	MedSpring	359 €
	SAHWA	281 €
	PoleMed/Actions PACA	3 587 €
	DiafridInvest	21 301 €
	MedValley	33 390 €
	MedVentures	20 559 €
	MADRE	7 742 €
	Contrats de prestation et vie associative	18 956 €
<b>Total Coûts Indirects</b>		<b>164 582 €</b>
<b>TOTAL EMPLOIS</b>		<b>1 908 058 €</b>

Par conséquent, il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir ANIMA Investment Network dans son programme de travail 2017 à hauteur de 40 000 euros afin de poursuivre les actions déjà engagées en 2016.

Cette subvention s'appuiera sur une convention soumise à l'approbation du Bureau de Métropole définissant les modalités de cette participation (programme de travail, objectifs).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La délibération HN009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations en date du 27 février 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Considérant**

- Le besoin de la Métropole de s'appuyer sur une expertise afin de renforcer les liens économiques avec la Méditerranée ;

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 40 000€ à ANIMA INVESTMENT NETWORK afin de poursuivre les actions déjà engagées en 2016.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec ANIMA INVESTMENT NETWORK.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6748 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 006-2441/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention type de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et un opérateur privé, relative à la participation au MIPIM 2018 et/ou SIMI 2018 MET 17/4808/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de promotion de son territoire à l'attention des décideurs économiques et des investisseurs. L'objectif est d'encourager l'implantation et le développement d'entreprises et de grands projets structurants.

La présence dans des salons professionnels en constitue un axe important. Elle permet de valoriser l'originalité et la spécificité de l'offre métropolitaine et de lui conférer la crédibilité et la lisibilité indispensables pour attirer les talents et les capitaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, expose ses atouts dans les salons professionnels dédiés à l'immobilier d'entreprise depuis 16 ans. Elle participe ainsi chaque année au Marché International des professionnels de l'Immobilier (MIPIM) organisé mi-mars à Cannes et au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) qui se tient début décembre à Paris.

Le MIPIM, salon international, réunit pendant quatre jours plus de 24 000 professionnels de l'immobilier d'entreprise dont 5 000 investisseurs, venus de 90 pays. Il constitue l'occasion pour les grandes métropoles de mettre en avant leurs projets, de confirmer leur dynamisme et d'entretenir leurs relations avec les acteurs et les décideurs économiques nationaux et internationaux.

Tout aussi incontournable et complémentaire, le SIMI est le salon de référence de l'immobilier d'entreprise dédié au marché français. Il rassemble pendant trois jours, au cœur de Paris, 28 000 participants et 450 exposants.

Après une première participation au bilan positif tant en termes de visibilité que de qualité de rendez-vous, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre en 2018 son action de promotion du territoire au MIPIM et au SIMI.

Ainsi, par délibération n° ECO016-2135/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé sa participation aux éditions 2018 de ces deux salons, qui se dérouleront :

- du 13 au 16 mars 2018, s'agissant du MIPIM
- et aux dates prévisionnelles des 5, 6 et 7 décembre 2018, s'agissant du SIMI.

Dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité, la Métropole souhaite associer à sa participation à ces salons l'Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée, la Ville de Marseille, le Grand Port Maritime de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, et ce dans le cadre d'une convention de partenariat conclue avec l'ensemble de ces partenaires.

Au-delà de ce partenariat avec les institutions publiques du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite développer en 2018 un partenariat avec les acteurs du secteur privé de l'immobilier, à l'instar de ce que font beaucoup des collectivités présentes au MIPIM et au SIMI.

En effet, lors de ces deux salons spécialisés, la proximité avec les professionnels du monde de l'immobilier, tels que les promoteurs et les courtiers « brokers », prend tout son sens dans la promotion d'un territoire commun.

Le principe retenu est de proposer à chaque partenaire intéressé de participer, aux côtés de la Métropole, soit au MIPIM et au SIMI 2018, soit à l'un de ces deux salons seulement.

Dans le cadre de ce partenariat, le partenaire bénéficiera d'une visibilité sur le stand de la Métropole et sur les outils de communication, ainsi que d'un accès facilité dans ces salons.

De son côté, le partenaire apportera son soutien à la participation de la Métropole, d'une part en s'associant aux actions de promotion du territoire métropolitain menées par la Métropole lors de ce(s) salon(s) professionnel(s), et d'autre part, en versant à la Métropole une participation financière dont le montant sera fonction du ou des salons auxquels le partenaire souhaite participer.

Ainsi, en cas de participation au MIPIM et au SIMI 2018, le montant de la participation financière du

partenaire sera de 7 500 euros HT, soit 9 000 euros TTC.

En cas de participation au seul MIPIM 2018, le montant de sa participation financière sera de 4 166,50 euros HT soit 5 000 euros TTC.

Enfin, pour une participation au seul SIMI 2018, le montant de sa participation financière sera de 3 333,20 euros HT soit 4 000 euros TTC

Pour assurer la diffusion de l'information auprès des promoteurs immobiliers et des « brokers » susceptibles d'être intéressés par ce partenariat, la Métropole informera la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM), organisation syndicale pour les professionnels de l'immobilier, ainsi que le Club de l'Immobilier Marseille Provence, réseau de professionnels de l'immobilier, de la mise en place de ce dispositif partenarial.

L'information quant à la mise en œuvre de ce dispositif fera également l'objet d'une publication sur le site internet de la Métropole.

Les professionnels de l'immobilier intéressés pourront alors contacter la Direction de l'Attractivité et de la Promotion internationale (DAPI) de la Métropole, afin de conclure la convention de partenariat afférente.

Le nombre de partenariats sera limité à 30 pour chaque salon. Les demandes seront donc traitées par ordre d'arrivée.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver une convention type de partenariat relative à la participation au MIPIM 2018 et/ou SIMI 2018.

Les conventions de partenariat particulières seront conclues avec les différents partenaires souhaitant participer au MIPIM 2018 et/ou au SIMI 2018. Elles seront établies conformément à la convention type et fixeront notamment, en fonction du ou des salons auxquels le partenaire souhaite participer, le montant de sa participation financière tel que visé dans la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération N°NH 009-011/16/CM du conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° ECO016-2135/17/BM du bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 juillet 2017 approuvant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à deux salons professionnels spécialisés dans l'immobilier d'entreprise : le MIPIM et le SIMI 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence participe aux éditions 2018 du MIPIM et du SIMI, deux rendez-vous annuels incontournables des acteurs nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise ;
- Que dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité de la promotion du territoire, la Métropole souhaite associer à sa participation à ces salons différents acteurs de terrain du secteur privé de l'immobilier ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention type de partenariat ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et un opérateur privé, relative à la participation au MIPIM 2018 et/ou au SIMI 2018.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions de partenariat particulières qui seront établies sur la base de cette convention type.

**Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget 2018 de la Métropole : sous-politique B 330, nature 70878, fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 007-2442/17/BM**

**■ Approbation d'une convention cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université  
MET 17/4943/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, référent du développement économique sur son territoire, en définit les orientations stratégiques et les modalités de déploiement afin de favoriser la croissance des entreprises et l'attractivité du territoire. Les lois NOTRe et MAPTAM ont ainsi conféré aux Métropoles d'importantes prérogatives économiques, comme la co-construction du Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), le co-pilotage avec les Régions des pôles de compétitivité, mais aussi l'élaboration des schémas métropolitains de développement économique, l'immobilier et le foncier économiques, l'aide à la création et la reprise des entreprises, l'animation territoriale et la promotion internationale, l'attractivité et le marketing du territoire.

A cette compétence s'ajoutent d'autres compétences qui renforcent sa capacité et sa cohérence d'intervention : définition et mise en œuvre des grands schémas directeurs de cohérence territoriale, de transports et de mobilité, de voirie, d'habitat, de développement urbain, d'environnement, d'énergie et des programmes de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche, avec, notamment, l'élaboration avec la Région du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI).

La Métropole engage ainsi une politique publique ambitieuse au travers notamment de différents agendas et documents stratégiques : Agenda de la Mobilité délibéré le 15 décembre 2016, Agenda du Développement Économique délibéré le 30 mars 2017 et Agenda Territoires Numériques, qui sera présenté en fin d'année 2017, ainsi que le Projet Métropolitain, le Plan Climat...

**L'Enseignement Supérieur et la Recherche au cœur de la stratégie de développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.**

Dans le contexte actuel de la compétition internationale, des ruptures scientifiques, technologiques et sociétales majeures, l'enseignement supérieur et la recherche est un des facteurs clés du développement économique et de l'attractivité des territoires.

Le renforcement du poids, de la performance de l'Enseignement Supérieur & de la Recherche est un

objectif prioritaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de même que l'articulation de la stratégie de développement entre le monde académique, le monde économique et les collectivités publiques.

Le positionnement de la Métropole dans la très concurrentielle économie de la connaissance ne peut se concevoir sans le développement de l'Enseignement Supérieur et la Recherche dont il convient :

- De renforcer la lisibilité,
- D'accroître l'attractivité et le rayonnement,
- De développer les synergies avec le monde économique.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) et Aix-Marseille Université (AMU) ont décidé d'unir leurs efforts pour accélérer le développement de leur territoire et en faire l'un des moteurs de l'économie nationale.

Créer des emplois pour tous, préparer les reconversions des industries productives, investir dans les filières d'avenir, conforter l'excellence de l'enseignement supérieur et de la recherche, être un creuset de l'innovation dans les filières d'excellence du territoire, rayonner et renforcer l'attractivité auprès des investisseurs, des chercheurs et autres talents internationaux, développer l'entrepreneuriat..., autant de défis à relever en construisant une stratégie commune pour conjuguer les forces et coordonner les moyens mis en œuvre par la mutualisation et l'optimisation des ressources

Engagée aux côtés des principaux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), la Métropole Aix-Marseille-Provence, en lien avec la Région et l'Etat, apporte un soutien déterminant aux opérations inscrites aux Contrats de Plan Etat-Région et au Plan Campus qui a contribué à renforcer et structurer l'ESR autour de grands pôles d'excellence académiques dans la métropole (arts, lettres, langues, et sciences humaines ; droit et sciences politiques ; économie et gestion ; santé ; sciences et technologies). La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renforcer la contribution de l'ESR et plus particulièrement de l'université au développement économique en soutenant l'émergence de véritables hubs de l'économie de la connaissance.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a développé un dispositif de soutien à l'innovation technologique, à la création d'entreprises innovantes et à l'innovation collaborative : technopoles et projets d'innovation industriels, pépinières, cofinancement des pôles de compétitivité, du FUI, des incubateurs, des plateformes technologiques et de la French Tech. Elle souhaite poursuivre son investissement dans la R&D collaborative et dans les nouvelles formes d'innovation en émergence et réfléchir à l'optimisation

de ce dispositif avec les outils d'AMU, au service de la R&D et des entreprises innovantes du territoire.

### **Aix-Marseille Université, un partenaire privilégié.**

Aix-Marseille Université est un partenaire essentiel avec près de 77 000 étudiants, dont 10 000 étudiants internationaux, et près de 8 000 personnels, enseignants-chercheurs, enseignants, ingénieurs, techniciens et administratifs, 19 facultés, écoles ou instituts, 12 écoles doctorales et près de 3 500 doctorants. Aix-Marseille Université est en outre composée de 130 structures de recherche - 117 unités de recherche et 13 structures fédératives - en lien étroit avec les plus grands organismes de recherche (CNRS, INSERM, IRD, CEA, INRA, IFSTAR notamment).

Positionnée à la 112<sup>ème</sup> place au classement de Shanghai en 2016, AMU est la 1<sup>ère</sup> université française hors Paris de ce classement international. De plus, AMU figure, aux côtés de Bordeaux et de Strasbourg, parmi les trois universités à avoir obtenu le label "Initiatives d'excellence" décerné par un jury international dans le cadre du PIA, lui assurant ainsi un financement pérenne de 25 millions d'euros par an.

Pour atteindre ces objectifs, AMU a mis en place une offre de formation très diversifiée couvrant tous les champs disciplinaires de l'enseignement supérieur dans les domaines des arts, lettres langues et sciences humaines, du droit et des sciences politiques, de l'économie et de la gestion, des sciences et technologies et de la santé, susceptible de répondre aux demandes de formation initiale et continue du territoire métropolitain, en adéquation avec les préoccupations de la société civile et les besoins du monde socio-économique.

AMU dispense ainsi sur l'ensemble de ses champs disciplinaires 35 mentions de licence générale incluant 134 parcours, 72 spécialités de licence professionnelle, 79 mentions de master se déployant sur plus de 304 spécialités différentes, mais également des formations en médecine, pharmacie, odontologie et maïeutique, une vingtaine de formations d'IUT ainsi que des cursus d'écoles d'ingénieurs.

L'excellence de la recherche et de l'innovation développée au sein d'AMU constitue un formidable outil d'attractivité du territoire, susceptible d'attirer les grandes entreprises comme les meilleurs chercheurs internationaux et de générer des start-up à fort potentiel.

### **L'ambition de la convention cadre.**

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université proposent de décliner et de formaliser des domaines de partenariat, dans le respect des stratégies de chacune des entités

adaptées aux orientations inscrites à l'agenda du développement économique de la Métropole, en lien avec les orientations du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et du contrat quinquennal de l'université.

La présente convention-cadre fixe les domaines à enjeux qui nécessitent une convergence des stratégies et qui devront se décliner en priorités communes, actions et moyens.

Tant que de besoin, cette convention-cadre sera déclinée dans des conventions spécifiques de moyens, précisant le contenu opérationnel et les modalités financières.

Les signataires pourront privilégier les actions à forts impacts-avant 2020.

La convention-cadre s'articule autour de 4 axes prioritaires :

- Construire une stratégie commune et renforcer la coopération entre AMU et la MAMP ;
- Mettre en œuvre une politique partagée d'aménagement et de modernisation des sites
- Elaborer et décliner une stratégie de développement en matière de recherche et d'innovation ;
- Renforcer l'attractivité et le rayonnement international du territoire.

La présente convention n'inclut pas d'engagements financiers nouveaux de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2011-1010 du 24 août 2011 portant création de l'université d'Aix-Marseille;

**Où l rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Le souhait de la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'Aix-Marseille Université d'unir leurs efforts pour accélérer le développement de leur territoire et d'en faire l'un des moteurs de l'économie nationale.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention cadre ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 008-2443/17/BM**

**■ Attribution d'une subvention au CROUS pour l'opération de construction d'une résidence universitaire de 296 logements sur le site de la Pauliane à Aix-en-Provence dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 - Approbation d'une convention  
MET 17/4438/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

EMPRUNT	10 900 000 €
REGION PACA	8 600 000 €
METROPOLE - ESR CPER	1 500 000 €
CROUS RP	500 000 €
Total	21 500 000 €

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a acté sa participation à ce projet à hauteur de 1 500 000€ pour cette opération dont le montant global retenu est de 21 500 000 €.

L'aide financière totale de la Métropole Aix-Marseille-Provence représente 6,98 % du coût global de l'opération de construction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le site La Pauliane a été mis à la disposition de l'État par la ville d'Aix-en-Provence pour la création d'un campus rassemblant les enseignements d'économie et de gestion. Le site étant éloigné des principaux centres universitaires, la création de logements a été intégrée au programme de l'opération.

Le Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires assurera la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage des travaux pour la résidence.

Tel que décrit dans le dossier d'expertise, le projet consiste à implanter 296 studios de 16,5m<sup>2</sup> (logements standards) dont 17 logements accessibles aux PMR de 22 m<sup>2</sup>. Ces logements seront entièrement aménagés et équipés. Ils seront composés d'un espace nuit, un coin repas, une salle de bain et une entrée.

Il comprendra également, des locaux collectifs dont deux salles de sport de 40m<sup>2</sup>, huit salles de travail de 20 m<sup>2</sup> et deux laveries.

Le bâtiment atteindra les performances de la réglementation thermique 2012 et les études seront menées suivant le référentiel de type CERQUAL menant à la certification QUALITEL « Habitat et Environnement ».

La livraison de cet équipement est prévue pour la rentrée universitaire 2020.

Le plan de financement est le suivant :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;
- L'approbation du dossier d'expertise du 2 février 2017 par Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Les délibérations du Conseil d'Administration du CROUS du 3 mars 2017 et du 29 juin 2017 faisant un point complet sur l'opération et actualisant la fiche d'expertise de l'opération.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les engagements de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du CPER 2015-2020 et l'intérêt de la construction de logements étudiants sur le site de la Pauliane à Aix-en-Provence ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 1 500 000 € au CROUS pour la construction d'une résidence universitaire de 296 logements sur le site de La Pauliane à Aix-en-Provence.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, définissant les modalités de la participation financière de la Métropole à cette opération.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l' AP 2017-4 - Fonction 23 – Nature 4581 – Opération budgétaire 4581162799 - ligne de crédit 2887.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 009-2444/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention relative à la "Requalification de bâtiments du Campus Saint-Charles Marseille Centre" dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 MET 17/4552/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La recherche et l'enseignement supérieur sont des fonctions métropolitaines stratégiques, facteurs de rayonnement et d'attractivité pour les territoires et vecteurs de développement économique car la recherche produit les connaissances scientifiques dont sont issues les innovations technologiques.

Marseille Provence Métropole a souhaité afficher une ambition forte et volontariste en accompagnant financièrement quelques projets académiques à la hauteur et en cohérence d'appui avec sa stratégie d'attractivité et ses projets dans l'économie de la connaissance.

A ce titre, une délibération approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020/Volet Enseignement Supérieur Recherche » de 12 millions d'euros a été votée le 3 juillet 2015 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, engagement repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence, portée à 16 millions d'euros au BS 2017.

Les engagements financiers qui ont été proposés dans ce cadre concernent huit opérations :

- Centrale Marseille ;
- Polytech Marseille ;
- Le regroupement des neurosciences à la Timone ;
- Le campus de Marseille Saint-Charles ;
- L'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT) ;
- Equipement de recherche Marseille Immunopôle ;
- La plateforme mécanique CEMEA ;
- La Fondation Méditerranée Infection/Biobank ;



La présente délibération concerne le projet de « Requalification de bâtiments du Campus Saint-Charles Marseille Centre ».

Le campus Saint-Charles est l'un des sites universitaires d'AMU les plus importants en terme d'effectif (environ 6 230 étudiants, 1 284 enseignants et personnels administratifs).

Situé à proximité de la gare Saint-Charles, le site universitaire de Saint-Charles Marseille Centre est un campus à dominante scientifique qui constitue un des pôles académiques majeurs de la métropole marseillaise. Il est notamment le siège de la Direction de la Faculté des Sciences de l'Université d'Aix-Marseille.

Profitant d'une desserte privilégiée en transport en communs (Bus, train, métro), ce site universitaire propose une très grande variété de formations (Sciences de la Vie et de la Terre, Physique, Chimie, Mathématiques, Informatiques, et Sciences et Humanités). Il accueille également de nombreux laboratoires de recherche et comprend un espace muséal qui abrite une importante collection d'instruments et de mobiliers de recherche certains ayant plus de 150 ans.

En outre, un certain nombre d'autres acteurs de l'Université sont présents sur le campus Saint-Charles tels que la Faculté des Arts, Lettres, Langues et Sciences Humaines (ALLSH) et plusieurs services communs ou centraux. Le site héberge également un restaurant universitaire, un bâtiment administratif et une résidence étudiante gérée par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS).

Dans cette opération, plusieurs opérations immobilières répondant aux objectifs de réorganisation fonctionnelle des composantes et de rationalisation du patrimoine ont été identifiées.

- Le regroupement des espaces d'enseignement et le redéploiement en parallèle de la recherche,
- Le regroupement des unités de recherche pour développer des synergies et bénéficier d'équipements communs de qualité,
- La rationalisation des surfaces occupées.
- Le regroupement des surfaces d'enseignement dans le bâtiment 5 (salles banalisées, Maison Interdisciplinaire des Ressources et Recherches en Langues : MIRREL) pour faciliter et optimiser l'exploitation des locaux d'enseignement,
- L'accueil des équipes du laboratoire Institute de Mécanique de Marseille (I2M) implantées à Château-Gombert pour regrouper l'unité de recherche sur seulement 2 sites et pour la rapprocher du département de mathématiques,

- La rationalisation des surfaces affectées aux laboratoires implantés dans les bâtiments 7 et 8 (Centre Européen de Recherche et d'Enseignement des Géosciences de l'Environnement CERGE, Laboratoire Population Environnement et Développement LPED) pour les mettre en adéquation avec leurs effectifs et leurs besoins,
- Le regroupement des organismes de recherche des bâtiments 7 et 8 par thématique (Observatoire des Sciences de l'Univers Pythéas) pour faciliter les interactions et améliorer la mutualisation des équipements.
- L'accueil de l'équipe Delmas en provenance du site Nord pour le rapprocher du reste du Laboratoire des Neurosciences Cognitives LNC.

Les travaux concernent plus particulièrement la sécurité, l'accessibilité, le confort thermique et l'adaptation des locaux aux besoins fonctionnels pour permettre une réorganisation des unités de recherche et une restructuration des surfaces occupées.

Le détail des réaménagements qui seront effectués est décrit ci-après :

Pour le bâtiment 5, immeuble de grande hauteur ayant la forme d'une barre, le périmètre du projet est de 560 m<sup>2</sup>. Ces surfaces permettront :

- L'installation des services de la MIRREL et du DCL dans le bloc C du 2<sup>e</sup> étage,
- L'installation de locaux d'enseignement dans le bloc A du 3<sup>e</sup> étage,
- L'installation de locaux d'enseignement dans le bloc B du 6<sup>e</sup> étage.

Pour le bâtiment 7, appelé « bâtiment chimie », le périmètre du projet est de 1 350 m<sup>2</sup>. Ces surfaces permettront :

- L'implantation d'une partie du laboratoire I2M au rez-de-jardin et au 1<sup>er</sup> étage.

Pour le bâtiment 8, appelé « bâtiment des sciences naturelles » le périmètre du projet est de 2 400 m<sup>2</sup>. Ces surfaces permettront :

- La rationalisation du laboratoire CERGE au rez-de-jardin,
- L'installation de l'UMS Pythéas au RDJ (en provenance du bâtiment 7),
- L'installation d'une partie du laboratoire I2M au rez-de-jardin et 1<sup>er</sup> étage,
- L'installation d'une équipe du laboratoire LNC au 2<sup>e</sup> étage,
- L'extension du laboratoire LPED au 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étage.

La surface totale des bâtiments impactés est de 4 310 m<sup>2</sup>.

Le montant total des travaux est de 7,7 millions d'euros.

Le plan de financement de l'opération se présente de manière suivante :

Etat	2 500 000 €
- Conseil Régional PACA	1 500 000 €
- Conseil Départemental 13	1 700 000 €
- Métropole Aix-Marseille-Provence	1 000 000 €
- Ville de Marseille	1 000 000 €
<b>Total</b>	<b>7 700 000 €</b>

L'expertise du dossier de « Requalification de bâtiments du Campus Saint-Charles Marseille Centre » ayant été approuvée par l'État le 24 juillet 2017, cette opération entre maintenant en phase opérationnelle.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention relative au financement de la requalification de bâtiments du Campus Saint-Charles Marseille Centre dans le cadre du CPER 2015-2020 et d'approuver la convention afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEV 010-1180/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan État Région 2015-2020-Volet Enseignement Supérieur Recherche » ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- L'approbation de l'expertise du dossier Campus Saint-Charles Marseille Centre par le Préfet du 24 juillet 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de soutenir l'opération de « Requalification de bâtiments du campus Saint-Charles Marseille Centre » dans le cadre du CPER 2015-2020 pour aider à la modernisation et à la rationalisation des campus universitaires.
- Qu'il convient d'approuver la convention relative au soutien financier du projet de « Requalification de bâtiments du Campus Saint-Charles Marseille Centre » dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université relative au financement de la requalification de bâtiments du Campus Saint-Charles Marseille Centre » dans le cadre du CPER 2015-2020.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - Opération 2015112604 – Sous-politique B360 - Chapitre 204 – Nature 204182 – Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 010-2445/17/BM**

**■ Approbation d'une convention relative au projet de recherche Ihubiotk à "Méditerranée Infection" dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020**

**MET 17/4839/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La recherche et l'enseignement supérieur sont des fonctions métropolitaines stratégiques, facteurs de rayonnement et d'attractivité pour les territoires et vecteurs de développement économique car la recherche produit les connaissances scientifiques dont sont issues les innovations technologiques.

Marseille Provence Métropole a souhaité afficher une ambition forte et volontariste en accompagnant financièrement quelques projets académiques à la hauteur et en cohérence d'appui avec sa stratégie d'attractivité et ses projets dans l'économie de la connaissance.

A ce titre, une délibération approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020/Volet Enseignement Supérieur Recherche » de 12 millions d'euros a été votée le 3 juillet 2015 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, engagement repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et portée à 16 millions d'euros au Budget Supplémentaire 2017.

Les engagements financiers qui ont été proposés dans ce cadre concernant huit opérations :

- Centrale Marseille ;
- Polytech Marseille ;
- Le regroupement des neurosciences à la Timone ;
- Le campus de Marseille Saint-Charles ;
- L'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT) ;
- Equipement de recherche Marseille Immunopôle ;
- La plateforme mécanique CEMEA ;
- La fondation Méditerranée Infection/Biobank/IHUBIOTK

Le plan de financement de l'opération se présente de manière suivante :

- Fonds Européens	2 500 000€
- Financement privé (valorisation RH de la Fondation)	900 000€
- Métropole Aix-Marseille-Provence	500 000€
- Ville de Marseille	500 000€
- IRD	300 000€
- Autofinancement	100 000€
- Recettes générées par l'opération	200 000€
<b>Total (en euros en TTC)</b>	<b>5 000 000€</b>

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'investissement d'un montant de 500 000 euros à « Méditerranée Infection » pour le projet de recherche IHUBIOTK et d'approuver la convention afférente.

La présente délibération concerne le projet de recherche IHUBIOTK mené par la fondation « Méditerranée Infection » qui permettra de renforcer et de compléter la biothèque de l'Institut Hospitalo Universitaire installé sur le campus de la Timone.

Parmi les pôles d'excellence métropolitains, le Campus de la Timone a accueilli en 2017 le bâtiment de l'Institut Hospitalo Universitaire (IHU). A ce titre la Métropole a octroyé une subvention d'1 million d'euros, par délibération au Bureau de la Métropole le 13 juillet 2017. Cet IHU a pour ambition de permettre à la Métropole Aix-Marseille Provence de devenir une référence mondiale dans le domaine de la recherche et de la prise en charge des malades infectieux et contagieux.

L'IHU est l'un des 6 instituts Hospitalo Universitaires sélectionnés dans le cadre des Investissements d'Avenir. Cette opération constitue un instrument unique d'observation, de dépistage et de traitement des maladies infectieuses et plus particulièrement des maladies contagieuses.

Le projet IHUBIOTK, dont le coût global est de 5 millions d'euros, permettra de constituer une biothèque de souches microbiennes, qui sera unique en Europe de par ses capacités de stockage et de conservation. En effet, l'un des points clefs pour le développement de nouveaux tests diagnostics est la capacité à conserver pendant plusieurs décades le matériel biologique comprenant des prélèvements cliniques prélevés chez des patients, les acides nucléiques extraits de ces prélèvements (ADN), ainsi que des souches de micro-organismes pathogènes. La conservation dans une biothèque doit, d'autre part, obéir à des impératifs techniques (conservation à - 80°C, informatisation totale) et réglementaires (respect de l'anonymat, respect du confinement).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEV 010-1180/15/CC votée le 3 juillet 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020-Volet Enseignement Supérieur Recherche » ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération ECO 007-2320/17/CM votée le 13 juillet 2017 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement Approbation d'une convention relative au projet de recherche Ihubiotk à "Méditerranée Infection" dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de soutenir le projet de recherche IHUBIOTK mené par « Méditerranée Infection ».
- Qu'il convient d'approuver la convention relative au soutien financier du projet de recherche IHUBIOTK dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 500 000 euros TTC à « Méditerranée Infection » pour le projet de recherche IHUBIOTK.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec « Méditerranée Infection » relative au financement du projet de recherche IHUBIOTK dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération

2015112607 – Sous-politique B360 - Chapitre 204 – Nature 204181 – Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 011-2446/17/BM**

**■ Approbation d'une convention relative au projet d'acquisition d'équipements scientifiques dans le cadre du projet Marseille Immunopôle - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020  
MET 17/4855/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La recherche et l'enseignement supérieur sont des fonctions métropolitaines stratégiques, facteurs de rayonnement et d'attractivité pour les territoires et vecteurs de développement économique car la recherche produit les connaissances scientifiques dont sont issues les innovations technologiques.

Marseille Provence Métropole a souhaité afficher une ambition forte et volontariste en accompagnant financièrement quelques projets académiques à la hauteur et en cohérence d'appui avec sa stratégie d'attractivité et ses projets dans l'économie de la connaissance.

A ce titre, une délibération approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020/Volet Enseignement Supérieur Recherche » de 12 millions d'euros a été votée le 3 juillet 2015 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, engagement repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et portée à 16 millions d'euros au Budget Supplémentaire 2017.

Les engagements financiers qui ont été proposés dans ce cadre concernent huit opérations :

- Centrale Marseille ;
- Polytech Marseille ;
- Le regroupement des neurosciences à la Timone ;
- Le campus de Marseille Saint-Charles ;
- L'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT) ;
- Equipement de recherche Marseille Immunopôle ;
- La plateforme mécanique CEMEA ;
- La Fondation Méditerranée Infection/Biobank/IHUBIOTK;

La présente délibération concerne l'acquisition d'équipements scientifiques dans le cadre du projet Marseille Immunopôle - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

Marseille Immunopôle a pour objectif d'accélérer la découverte et le développement de nouvelles immunothérapies contre les cancers et les maladies inflammatoires et de faire bénéficier les patients le plus tôt possible de ces innovations.

Outre des entreprises phares du domaine comme Innate Pharma et Aix-Marseille Université, le consortium Marseille Immunopôle regroupe différents organismes de recherche : le Centre d'Immunologie de Marseille Luminy (CIML), le Vascular Research Center of Marseille (VRCM), le laboratoire de Technologies Avancées pour le Génome et la Clinique (TAGC) et le démonstrateur préindustriel MI-mAbs.

Le Centre d'Immunologie de Marseille Luminy (CIML) est l'un des principaux instituts de recherche en immunologie en France. Il compte plus de 240 personnes, 15 équipes de recherche (dont 5 dirigés par des chercheurs internationaux).

Le Vascular Research Center of Marseille (VRCM) vise à obtenir une meilleure compréhension des processus biologiques liés aux pathologies à travers une approche génétique et épigénétique.

La plateforme Transcriptomique et Génomique de Marseille-Luminy est intégrée au laboratoire TAGC (Technologies Avancées pour le Génome et la Clinique). Cette plateforme permet de nouvelles méthodes d'analyse moléculaire constituant le socle d'une médecine de précision basée sur une meilleure compréhension de la maladie dont souffre un patient, ou encore de sa prédisposition à cette maladie.

Les besoins en équipements pour ces trois plateformes sont les suivants :

- des portoirs de stabulation de souris,
- un nouveau stérilisateur de type autoclave,

- des appareils d'analyse cellulaire par cytométrie de flux (cytomètre 18 couleurs, cytomètre haute performance et cytomètre d'imagerie),
- des appareils d'analyse par microscopie (scanner de lames) permettant aux chercheurs d'évaluer des différents marqueurs cellulaires et tissulaires,
- un trieur de cellules rares,
- un trieur/enrichisseur de cellules par la plateforme d'immunomonitoring.

La plateforme MI-mAbs (**M**arseille **I**mmunopôle **m**onoclonal **A**nti**B**odies) est un démonstrateur de pré industrialisation, phase amont et outil indispensable dans le processus depuis la recherche académique jusqu'à la phase d'industrialisation biopharmaceutique.

Ce démonstrateur a pour mission de valider le potentiel thérapeutique de nouvelles cibles, générer des anticorps contre ces dernières, caractériser leur mécanisme d'action et fournir les données précliniques qui ouvrent la voie au développement clinique dans deux domaines d'application : les cancers et les maladies inflammatoires.

Pour renforcer cet équipement, les besoins sont les suivants :

- la mise en place d'une unité de production flexible d'anticorps monoclonaux à l'échelle du gramme,
- un complément de matériels sur la plateforme MI-mAbs,
- un appareil de luminescence permettant le suivi tumoral chez le petit animal.

Le plan de financement des équipements des plateformes CIML, VRCM et TAGC se présente de manière suivante :

• Etat	350 000 €
• Région	1 150 000 €
• <b>Métropole Aix-Marseille-Provence</b>	<b>315 835 €</b>
• Conseil Départemental 13	355 377 €
• Autofinancement INSERM	551 621 €
• FEDER	1 151 148 €
<b>Soit en TTC un total de :</b>	<b>3 873 980 €</b>

Le plan de financement des équipements du démonstrateur MI-mAbs se présente de manière suivante :

• Recettes contrats entreprises	408 306 €
• <b>Métropole Aix-Marseille-Provence</b>	<b>184 165 €</b>
• Autofinancement INSERM	211 379 €
• FEDER	435 519 €
<b>Soit en TTC un total de :</b>	<b>1 239 369 €</b>

La demande de subvention sollicitée auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est de **500 000€** TTC sur un budget total de 5 113 349€ TTC.

Il est proposé au Bureau de la Métropole l'attribution d'une subvention d'investissement à pour l'acquisition d'équipements scientifiques dans le cadre du projet Marseille Immunopôle - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, pour un montant de 500 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEV 010-1180/15/CC votée le 3 juillet 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan État Région 2015-2020-Volet Enseignement Supérieur Recherche » ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de soutenir le projet acquisition d'équipements scientifiques dans le cadre du projet de recherche Marseille Immunopôle - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.
- Qu'il convient d'approuver la convention relative au soutien financier d'acquisition d'équipements scientifiques dans le cadre du projet de recherche Marseille Immunopôle - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 500 000 euros TTC pour l'acquisition d'équipements scientifiques dans le cadre du projet Marseille Immunopôle - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Délégation Régionale PACA de l'INSERM relative au financement de l'acquisition d'équipements scientifiques dans le cadre du projet de recherche Marseille Immunopôle - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-politique B360 - Chapitre 204 – Nature 204181 – Fonction 67 Opération n°2015112606.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 012-2447/17/BM**

**■ Approbation d'une convention relative au projet de création du Centre d'Immunologie Intégrative (C2I) dans le cadre du projet Marseille Immunopôle pour Aix-Marseille Université  
MET 17/4884/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La recherche et l'enseignement supérieur sont des fonctions métropolitaines stratégiques, facteurs de rayonnement et d'attractivité pour les territoires et vecteurs de développement économique car la recherche produit les connaissances scientifiques dont sont issues les innovations technologiques.

La santé est par ailleurs l'une des six filières sur laquelle Marseille Provence Métropole a souhaité afficher une ambition forte et volontariste dans son agenda du Développement Economique voté en mars 2017.

Projet structurant dans le domaine de la santé, Marseille Immunopôle a pour objectif d'accélérer la découverte et le développement de nouvelles immunothérapies contre les cancers et les maladies inflammatoires et de faire bénéficier les patients le plus tôt possible de ces innovations.

La présente délibération concerne le projet de création du Centre d'Immunologie Intégrative - C2I au

sein de la Faculté de Médecine de Marseille dans le cadre de Marseille Immunopôle.

A côté des entreprises du secteur, des laboratoires de l'INSERM et du CNRS, du pôle de compétitivité Eurobiomed, le C2I, véritable centre de recherche fondamental, s'inscrit dans l'écosystème Marseille Immunopôle. Il permettra une nouvelle approche intégrative: analyse du continuum molécule/cellule/organisme/pathologie avec un recours massif à la modélisation mathématique à toutes les échelles et, en parallèle, une évaluation/validation des concepts sur des échantillons de patients.

Les thématiques innovantes présentes au démarrage du C2I incluront la neuro-immunologie, les biomathématiques et le ciblage d'un nouveau monde lymphocytaire (celui des cellules cymphoïdes innées).

Ce centre a été pensé pour s'intégrer au sein de la Faculté de Médecine de Marseille, sur le campus de la Timone afin de pouvoir développer avec les autres acteurs du site une recherche fondamentale de haut

niveau, avec un lien renforcé avec l'hôpital et la pratique clinique couplée à de l'enseignement et avec un potentiel de développement industriel.

L'implantation sur le Campus Timone nécessite des travaux de réhabilitation des premier et deuxième étages de l'aile bleue de la faculté de Médecine soit 1272m<sup>2</sup>. L'état vétuste et la configuration des locaux actuels nécessitent en effet une réhabilitation permettant de disposer à terme :

- d'espaces de bureau
- d'espaces de laboratoire traditionnel (incluant les plateaux technologiques)
- d'espaces de stockage (pour consommables de laboratoires et zone de stockage froid)
- d'espaces de laboratoire L2 pour la culture cellulaire
- d'espaces communs : salle de détente, salles de réunion

Le plan de financement de la création du C2I se présente de manière suivante :

Conseil Régional PACA	250 000€
Conseil Départemental 13	250 000€
<b>Métropole Aix-Marseille-Provence</b>	<b>250 000€</b>
Ville de Marseille	250 000€
Fondation Bettencourt Schueller	250 000€
Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse	500 000€
Aix-Marseille Université	300 000€
INSERM	300 000€
CNRS	300 000€
Crédits Contrats de Recherche (Inserm, AMU, CNRS)	450 000€
<b>Total (en euros TTC)</b>	<b>3 100 000€</b>

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'investissement d'un montant de 250 000 euros à Aix-Marseille Université pour la création du Centre d'Immunologie Intégrative (C2I) au sein de la Faculté de Médecine de Marseille dans le cadre de Marseille Immunopôle et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de soutenir la création du Centre d'Immunologie Intégrative (C2I) dans le cadre du projet structurant Marseille Immunopôle.
- Qu'il convient d'approuver la convention avec Aix-Marseille Université relative à la création du Centre d'Immunologie Intégrative (C2I) au sein de la Faculté de Médecine de Marseille, dans le cadre du projet structurant Marseille Immunopôle.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 250 000 euros TTC à Aix-Marseille Université relative au projet de création du Centre d'Immunologie Intégrative (C2I) au sein de la Faculté de Médecine de Marseille dans le cadre de Marseille Immunopôle.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université relative au projet de création du Centre d'Immunologie Intégrative (C2I) au sein la Faculté de Médecine de Marseille dans le cadre de Marseille Immunopôle.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence -  
 – Sous-politique B360 - Chapitre 204 – Nature 204182  
 – Fonction 67 Opération 2017100400.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 013-2448/17/BM**

### **■ Demande de subvention pour le financement de l'opération Beltram/Cirene dans le cadre du Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Approbation d'une convention de financement et d'une convention de maîtrise d'ouvrage avec l'État MET 17/4631/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent

les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

### **Descriptif de l'opération concernée :**

A la demande d'Aix-Marseille Université, deux projets structurants ont été retenus dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 : ils vont être implantés sur le site du Technopôle de l'Arbois (ZAC du Petit Arbois) à Aix-en-Provence, permettant de renforcer l'expertise scientifique dans les géosciences de l'environnement tout en favorisant les collaborations et le partage de connaissances entre chercheurs, entreprises et étudiants.

1) La construction d'une halle technologique qui accueillera le « Centre d'Innovation et de Recherche en Environnement et en Écotechnologies » (CIRENE) qui vise à analyser le cycle de vie des nanoparticules et nano matériaux en vue de valoriser le développement de cette technologie de façon sûre, c'est-à-dire sans impact pour l'homme ou pour l'environnement. Il s'inscrit dans la nécessité de concentrer dans un même lieu les plate-formes d'essais existantes sur le Territoire du Pays d'Aix. Porté par deux laboratoires de recherche implantés sur le Technopôle (le CEREGE, équipe de Jérôme Rose et Jean-Yves Bottero, et le LM2P2, Nicolas Roche), cet outil permettra aussi aux entreprises partenaires et associées d'analyser le vieillissement des produits dans des conditions parfaitement contrôlées. Le coût prévisionnel du projet est estimé à 1,002 M€ TTC, dont 840 000 € TTC de travaux.

2) La rénovation et le réaménagement du bâtiment BELTRAM en vue d'accueillir les locaux nécessaires au Master « Sciences de l'Environnement Terrestre (SET) ». Il s'agira de conforter un véritable campus thématique axé sur les sciences de l'environnement en rassemblant sur le Technopôle de l'Arbois, au côté des unités présentes (CEREGE, IMBE, LCE, etc...), des spécialités/parcours pour l'instant dispersés sur trois sites différents (Marseille centre, Etoile - Saint Jérôme et Arbois). Ceci permettra d'augmenter d'une part la visibilité de la formation à l'échelle d'Aix-Marseille Université et d'autre part de renforcer les liens entre étudiants, laboratoires de recherche et entreprises innovantes déjà présents sur le site, à proximité du siège des pôles de compétitivité. Le coût prévisionnel du projet est estimé à 1,198 M€ TTC, dont 918 000 € TTC de travaux.

Ces deux projets s'inscrivent dans l'enveloppe budgétaire allouée par l'État et les collectivités (Région, Département, Métropole) dans le cadre du Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020.



La présente délibération vise à approuver les demandes de subvention auprès du Département et de la Région qui apporteront leur contribution financière à cette opération.

Les conventions de financement seront présentées au Département des Bouches-du-Rhône et à la Région PACA qui statueront respectivement lors de leur prochaine commission permanente.

Il s'agira également de conclure une convention avec l'État confiant la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Métropole. Cette convention permettra également de définir les modalités de participation financière arrêtées au titre du CPER 2015-2020.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 2,2 M d'euros TTC.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Etat « Contrat de Plan Etat- Région 2015-2020 »	200 000 euros
Conseil Départemental 13 « Contrat de Plan Etat- Région 2015-2020 »	500 000 euros
Région PACA « Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 »	750 000 euros
Métropole Aix Marseille Provence « Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 »	750 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Education et notamment l'article L.211-7 concernant l'exercice de la maîtrise d'ouvrage de construction de locaux d'enseignement supérieur par une collectivité territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;
- La délibération n°ECO 010-1784/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de la maîtrise d'ouvrage des opérations Beltram et Cirene sur le Technopôle de l'Arbois - CPER 2015-2020 ;

- La délibération n°2017/06/27-13 du Conseil d'Administration de l'Université d'Aix-Marseille du 27 juin 2017 approuvant le dossier d'expertise de l'opération « Développement du site de l'Arbois – Volets enseignement et Recherche » dans le cadre du CPER 2015-2020 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les engagements de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du CPER 2015-2020 et l'intérêt que présente la construction de la halle « CIRENE » et la rénovation du pavillon « BELTRAM » sur le site du Technopôle de l'Arbois au profit d'Aix-Marseille Université.
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération BELTRAM & CIRENE sur le Technopôle de l'Arbois à Aix-en-Provence dans le cadre du CPER 2015-2020.
- Qu'il convient de signer les conventions de financement de cette opération avec l'État, la Région et le Département.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter les aides financières auprès de l'État, de la Région PACA, du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de ces opérations.

#### **Article 2 :**

Sont approuvées les conventions, jointes en annexe, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'État, la Région et le Département, définissant les participations financières réciproques pour la construction de la halle « CIRENE » et la rénovation du pavillon « BELTRAM » sur le site du Technopôle de l'Arbois à Aix-en-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la Région PACA.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer avec l'État la convention de maîtrise d'ouvrage confiant à la Métropole la maîtrise d'ouvrage de l'opération BELTRAM/CIRENE, et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 5 :**

La recette sera constatée sur le Budget primitif 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1323 et 1322 – Fonction 61 – Sous politique enseignement supérieur et recherche – Autorisation de Programme N°DI9051AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 014-2449/17/BM**

#### **■ Renouvellement de l'adhésion à l'Association Française du Conseil des communes et régions d'Europe et paiement de la cotisation 2017 MET 17/4455/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) est une association nationale, créée en 1951, qui regroupe aujourd'hui près de 1 200 collectivités territoriales (Régions,

Départements, Métropoles, Villes, communes et leurs groupements).

Elle est la section française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), organisation européenne, qui rassemble plus de 150.000 collectivités territoriales en Europe. L'AFCCRE est par ailleurs membre de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), fondée lors du Congrès de Paris en mai 2004.

Les activités de l'AFCCRE s'articulent autour de deux grandes missions :

- La représentation et le lobbying territorial aux niveaux national, européen et international.
- Le conseil et l'accompagnement des collectivités territoriales dans le suivi des dossiers européens et internationaux et la mise en œuvre des politiques européennes au niveau local.

Les collectivités territoriales membres de l'AFCCRE acquittent une cotisation annuelle, calculée au prorata de leur population et selon un barème fixé par le Comité Directeur de l'association.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte huit communes membres de l'AFCCRE : Marseille (membre fondateur en 1951), Plan-de-Cuques, Lançon Provence, La Roque d'Anthéron, Gémenos, Coudoux, Berre l'Etang et Aubagne.

La Région Provence Alpes Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône sont également membres de l'AFCCRE. La Communauté urbaine de Marseille avait quant à elle adhéré à l'AFCCRE en 2011.

La gouvernance de l'Association est assurée par un Comité directeur, qui élit en son sein un bureau et un(e) Président(e). Elle est présidée par Philippe Laurent (Maire de Sceaux) qui a succédé, à l'occasion de son Assemblée Générale du 4 juillet 2017, à Alain Juppe, Maire et Président de Bordeaux Métropole, ancien Premier Ministre.

L'adhésion à l'AFCCRE permet aux collectivités de s'engager dans une dynamique européenne, en participant aux activités européennes et internationales de l'association, et de bénéficier de l'ensemble des services offerts à ses membres :

- 1- Les formations pour les cadres et les élus sur les questions européennes :

L'AFCCRE a développé une offre de formation professionnelle « en intra » aux collectivités territoriales et leurs groupements, en lien avec l'évolution de leurs compétences et du cadre juridique de leurs interventions. L'AFCCRE disposant de l'agrément ministériel pour la formation des élus, l'ensemble de ces prestations peuvent bénéficier à un public de cadres administratifs ou d'élus. Les sessions

peuvent couvrir l'ensemble des thématiques européennes intéressant les Conseils intercommunaux, et sont co-construites avec les services et les élus en charge de ces questions.

L'AFCCRE contribue notamment à la professionnalisation des équipes et des services impliqués dans la mise en œuvre des programmes financés par les fonds européens structurels et d'investissement (les FESI), en particulier le fonds social européen. Depuis le début du processus d'élaboration des Programmes opérationnels 2014-2020, marquées des exigences renforcées de performance et des contraintes de gestion, l'AFCCRE a ainsi formé près de 1000 agents territoriaux, notamment au sein des Métropoles,

L'AFCCRE est également régulièrement sollicitée pour des formations « d'acculturation » et de sensibilisation des équipes et des élus au cadre institutionnel européen et aux grandes politiques européennes (concurrence et marché intérieur, environnement, politique sociale...).

L'AFCCRE a engagé, en 2016 dans le cadre d'un partenariat avec la Délégation à l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) du Ministère des affaires étrangères et du développement international, un projet de formation des agents des collectivités en matière de financements européens liés à l'action extérieure.

2- L'accompagnement et l'appui dans la mise en œuvre des politiques locales :

*- Une expertise technique :*

L'AFCCRE réalise des missions de conseils afin d'accompagner les collectivités territoriales dans la définition et la réalisation d'actions en lien direct avec leurs compétences européennes. A titre d'exemple, L'AFCCRE fournit une expertise technique aux Conseils communautaires dans la sécurisation de leurs interventions au regard de la réglementation européenne (droit de la concurrence, droit du marché intérieur...).

L'AFCCRE assure en France la promotion de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Elle facilite notamment les échanges de bonnes pratiques et la valorisation des politiques menées dans le domaine de l'égalité.

*- Une animation territoriale sur les questions européennes :*

De par sa connaissance des problématiques territoriales et son lien avec les autres niveaux de collectivités, L'AFCCRE se voit régulièrement confier des missions liées à l'animation territoriale auprès des porteurs de projet sur la programmation des FESI, auprès d'un public d'élus locaux ou d'acteurs du développement (interventions et animations de réunions).

S'agissant de l'information générale des acteurs locaux sur les questions européennes, l'AFCCRE propose également aux collectivités territoriales qui le souhaitent de leur apporter une aide dans l'organisation de réunions d'information sur les politiques européennes intéressant les territoires.

*- Une aide à la définition et la mise en œuvre d'initiatives territoriales de soutien aux échanges européens :*

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 39 communes engagées dans des jumelages et partenariats. Par leur dimension grand public et par l'ouverture qu'ils impliquent, par les compétences et l'expertise qu'ils mobilisent, par les solidarités qu'ils engendrent, ces échanges offrent aujourd'hui des espaces qui favorisent une approche concrète des réalités européennes. Ils contribuent par ailleurs au rayonnement européen et à l'attractivité du territoire.

L'AFCCRE est à la disposition des collectivités territoriales et de leurs groupements qui souhaitent conforter l'action européenne des acteurs locaux et renforcer la dimension européenne des échanges en proposant un soutien à des projets portant sur des thématiques prioritaires ou à des échanges ou événements impliquant des publics prioritaires (jeunesse, lycéens...).

*- La veille et la diffusion d'information :*

En tant que membre de la plupart des différentes instances nationales ayant à traiter des questions européennes et nationales (CNDC, INCOPAP, groupes du CGET sur les FESI, SGAE) et via son réseau européen, le CCRE, L'AFCCRE dispose d'un accès privilégié aux informations liées aux politiques européennes.

L'AFCCRE réalise également pour ses membres des notes d'actualité, des notes d'analyse, ou des dossiers pédagogiques, qui permettent à ses membres d'anticiper un certain nombre d'évolution en matière de réglementation européenne ou d'avoir un point d'actualité sur un dossier européen ou international intéressant les collectivités.

L'AFCCRE publie également un certain nombre d'études et de publications qui permettent de mettre en valeur les initiatives européennes et internationales de ses membres.

L'AFCCRE met enfin à disposition des membres les études européennes de législation ou de politique comparées réalisées notamment par le CCRE, auxquelles elle contribue s'agissant de la situation en France.

3- La participation aux travaux politiques de l'Association

*- Les commissions de travail de l'AFCCRE*

La qualité de membre de l'AFCCRE ouvre droit à participer à l'ensemble des commissions de travail de l'AFCCRE. Présidées par des élus, ces commissions rassemblent élus et techniciens, et offrent un lieu unique d'échange, de dialogue et de propositions sur les questions européennes entre collectivités territoriales de tout niveau. Les représentants de la Commission européenne, les membres du Parlement européen, des Ministères ou des représentants d'autres associations d'élus en Europe sont régulièrement sollicités pour y intervenir.

Sept commissions de travail ont été mises en place :

- La Commission Europe et Services publics locaux
- La Commission Cohésion territoriale
- La Commission Environnement et Développement durable
- La Commission Emploi et Inclusion sociale
- La Commission Echanges et partenariat
- La Commission Europe Coopération et Développement
- La Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale

Elles se réunissent le plus souvent à Paris mais également à Bruxelles.

*L'Université européenne de l'AFCCRE :*

Chaque année, l'AFCCRE organise une Université européenne à laquelle peuvent participer les cadres et les élus des collectivités territoriales membres. Cette Université alterne sessions politiques plénières, forums de discussion et ateliers de formation et permet aux participants d'échanger et d'approfondir leur connaissance des enjeux européens pour les collectivités territoriales. La Ville de Marseille a accueilli l'édition 2015 de l'Université.

Le présent rapport vise à approuver le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association Française du Conseil des Communes et des Régions d'Europe et à autoriser le paiement de la cotisation d'un montant de 10.000 euros, au titre de l'année 2017.

La cotisation annuelle est calculée au prorata de la population et selon un barème fixé par le Comité Directeur de l'association. La population prise en compte pour le calcul de la cotisation est celle qui correspond à la population totale de la structure intercommunale, déduction faite de la population des communes qui, au sein de cette structure intercommunale, sont déjà membres de l'AFCCRE. L'application stricte de ce mode de calcul aurait dû conduire le nouveau territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à verser un montant de cotisation annuelle de 34.919 euros.

Cependant, au regard du caractère exorbitant de ce montant, il a été décidé d'un commun accord avec le Comité Directeur de l'AFCCRE de prévoir un abattement de 24.919 euros, ramenant ainsi le montant annuel de cotisation à un niveau plus

acceptable et cohérent au regard des différents apports d'une participation à ce réseau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 001-1281/16/CM portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'AFCCRE et au paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil du Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que le développement et le rayonnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence passe par l'inscription de cette dernière dans les réseaux européens de collectivités, dont fait partie l'AFCCRE ;
- Qu'il est essentiel pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de confirmer son intégration à ces réseaux, à l'influence reconnue et dans lesquels se retrouvent l'ensemble des collectivités nationales et européennes qui comptent, permettant ainsi d'appuyer la construction d'une vraie stratégie d'influence au niveau national et européen et contribuant à développer les possibilités de diversification de sources de financement pour les projets de la Métropole ;
- Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de confirmer son adhésion en 2016 à une association regroupant plusieurs de ses communes, parmi lesquelles Marseille qui est un des membres fondateurs de ce réseau ;
- Que le montant de cotisation versé par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2016 était calculé sur la base démographique de l'ancienne Communauté

Urbaine Marseille Provence et se devait donc d'être actualisé ;

- Que le montant de la cotisation à verser par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2017 tient compte de la nouvelle base démographique et d'un abattement consenti par le Comité exécutif de l'AFCCRE.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe ainsi que le versement de la cotisation annuelle 2017 d'un montant de 10.000 euros.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole, fonction 051 nature 6281 sous politique B340

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 016-2450/17/BM**

■ **Attribution d'une subvention d'investissement pour le financement de la phase 3 du projet de la Cité des Energies inscrit au CPER 2015-2020 - Création d'un bâtiment destiné à accueillir les activités de l'Institut de Biosciences et de Biotechnologies d'Aix-Marseille (BIAM) MET 17/4449/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

### **1. Rappel du contexte**

L'objectif général de la Cité des Energies est de promouvoir l'excellence de la recherche et le transfert de technologies dans le domaine des énergies renouvelables. Il s'agit d'améliorer la compétitivité des entreprises locales et de favoriser le développement de nouvelles filières industrielles, par un rapprochement entre recherche fondamentale de niveau international et recherche finalisée, orientée vers le marché. Elle s'inscrit à la fois dans l'objectif fixé au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) par le gouvernement, à savoir de travailler à la réindustrialisation du pays par le biais de l'innovation, et dans la stratégie régionale de l'innovation portée par la Région PACA.

Ce projet repose sur quatre grands axes de recherche et développement (R&D) :

- Axe 1 : Solaire (*photovoltaïque, à concentration et thermique*)
- Axe 2 : Efficience énergétique dans les bâtiments méditerranéens
- Axe 3 : Bioénergies (*tendre vers la production de biocarburants à partir d'algues (3G) ou tous types de déchets contenant du carbone (2G)*)
- Axe 4 : Réseau Électrique Intelligent (*combinaison des technologies de l'énergie et du numérique afin de favoriser les économies d'énergie, mieux intégrer les énergies renouvelables sur le réseau, mieux piloter la consommation et donc réduire les factures électriques*)

Pour mener à bien ce projet qui se déroule sur plus de dix ans, un découpage en 7 phases a été défini en amont. Les 2 premières phases ont déjà fait l'objet de co-financements par les collectivités locales et le FEDER. Il s'agit maintenant de réaliser les phases 3, 4 et 7 de l'axe 3 « bioénergies ».

Phase	Programme	Axe
Phase 1	Viabilisation du terrain	Axes 1, 2 et 3
Phase 2	Bâtiment CEA Tech dit de « préfiguration », Equipements mutualisés de R&D et bâtiment-biomasse	Axes 1, 2 et 3
Phase 3	Bâtiment de recherche (BR) pour les équipes du BIAM (Institut de biosciences et de biotechnologies d'Aix-Marseille, ex l'IBEB), d'une surface d'environ 5655 m <sup>2</sup> shon. Outre les équipes de recherche, le bâtiment à usage de laboratoires de recherche permettra d'héberger également des plateformes dont la plateforme Héliobiotec	Axe 3
Phase 4	Bâtiment de Recherche et Développement (BRD) – Construction du hall technologique « microalgues et plantes » réunissant les équipements de photobioréacteurs pour la culture de microalgues (CEATech DPACA) et les plateformes de culture de plantes en conditions contrôlées (phytotec, Imaplant). Ce hall technologique sera ouvert aux collaborations avec les partenaires industriels	Axe 3
Phase 5	Bâtiment « méditerranéen »	Axe 2
Phase 6	MEGADRID (Flexgrid)	Axe 4
Phase 7	Acquisition de grands équipements scientifiques et technologiques de R&D	Axe 3

## 2. Descriptif technique, objectifs scientifiques et estimation des coûts

### ➤ des phases 3 et 4

L'ouvrage sera implanté sur une parcelle de 15 000 m<sup>2</sup> sur le site dit de la « Cité de la Grande Bastide », en dehors de la clôture du Centre de Cadarache, à proximité du bâtiment de préfiguration de la Cité des Energies.

- **Le BR** (phase 3) d'une surface d'environ 5600 m<sup>2</sup> (SHON) pourra héberger à terme 160 personnes provenant des équipes actuelles de l'Unité Mixte de Recherche CEA/CNRS, dénommée BIAM (Institut de biosciences et de biotechnologies d'Aix-Marseille, ex IBEB - *Institut de biologie environnementale et de biotechnologie*) et de nouvelles équipes hors région PACA attirées par la dynamique du projet. Outre les équipes de recherche, le bâtiment hébergera également la plateforme Héliobiotec. **L'investissement prévu s'élève à 12,8 M€.**
- **Le BRD** (phase 4) d'une surface d'environ 2400 m<sup>2</sup> (SHON) adossé au bâtiment de recherche de la phase 3 et venant en soutien aux développements des technologies sur les microalgues, plantes et bactéries développées au BIAM et CEATech PACA. Il hébergera 20 personnes provenant pour moitié de l'équipe de phytotechnie du BIAM qui gère à ce jour la plateforme Phytotec (avec les cellules implants), la plateforme Imaplant, Salto (salle d'expérimentation en toxicologie), le plateau d'innovation instrumentale en mécanique et électronique, et pour l'autre moitié, d'une partie de l'équipe CEATech PACA (10 personnes) qui déménagera du bâtiment de préfiguration vers le BRD.

- Il permettra également de regrouper la thermographie infra-rouge, les photobioréacteurs pour la culture de microalgues à grande échelle, de nouvelles approches technologiques de biodétection et biodépollution... Tous ces équipements seront ouverts aux collaborations avec des partenaires industriels, fournisseurs de produits, d'équipements ou de services. Selon le même principe que celui appliqué pour la plateforme biomasse 3G, l'objectif est de favoriser des collaborations avec des industriels à tous les niveaux. **Ce bâtiment de Recherche et Développement représente un investissement de 4 M€. La Métropole n'est pas sollicitée pour financer ce bâtiment.**

Le projet a aujourd'hui évolué de manière à regrouper ces deux bâtiments en un seul afin de limiter les coûts de construction par une mutualisation des coûts d'études, de terrassement, des réseaux, des fluides, etc... Il sera implanté à moins de 50 m du bâtiment de préfiguration inauguré en 2013. Ainsi l'ensemble des bâtiments de R&D constituant le cœur du projet de la Cité des Energies sera inscrit dans un cercle de rayon inférieur à 100 m, autour duquel se positionnera la zone partenariale « En'Durance Energies » qui accueillera des entreprises dont les activités seront adossées aux projets de R&D conduits sur le site du CEA Cadarache, à l'instar d'un technopôle.

Les principaux objectifs de recherche et développement seront orientés vers la création d'innovations technologiques ou biotechnologiques exploitant différents organismes vivants tels :

- l'exploitation des microorganismes et des plantes pour la bioénergie et la valorisation des ressources biologiques renouvelables ;
- les développements instrumentaux pour le végétal ;
- les biotechnologies pour le suivi et la protection de l'environnement.



Les phases 3 et 4 du projet permettent le rapprochement géographique entre les équipes du BIAM et celles de CEATech PACA. Cette proximité est indispensable au développement futur de la Cité des Energies, non seulement à court terme pour la réalisation des projets communs déjà lancés, mais aussi à moyen terme avec des projets qui seront conçus et réalisés grâce à la pluridisciplinarité des équipes et l'unité de lieu permise par le BR, le BRD, et le bâtiment de préfiguration de CEATech PACA.

➤ De la phase 7 :

Cette phase correspond à l'acquisition de grands équipements scientifiques et technologiques qui seront positionnés dans le BR ou le BRD, **pour un montant total de 2 M€**. La nature de ces équipements sera fixée fin 2017, en fonction des

avancées des projets de R&D et de l'état de la concurrence internationale, de manière à renforcer l'excellence, la visibilité, l'attractivité et le caractère différenciant du projet. **La Métropole n'est pas sollicitée sur le financement de cette phase.**

### 3. Descriptif financier

Pour mémoire, rappel de la participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence au projet de Cité des Energies depuis son lancement :



Phase	Participation CPA/MAMP	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Phase 1	1,2 M€	soldée										
Phase 2	2,4 M€ Investissement total : 9,522 M€			1,3 M€ soldé Investissement total : 6,512 M€ 2013_A036 du 28/03/13	1,1 M€ soldé Investissement total : 3,01 M€ 2014_A219 du 14/10/14	Néant	Néant	Néant	Non connu	Non connu	Non connu	Non connu
Phase 3	2,5 M€ Investissement total : 12,8 M€ 2015_A070 du 21/05/15						Néant	0,3 M€	1,25 M€	0,95 M€	Néant	Opération soldée
Phase 4	Investissement total : 4 M€						Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Opération soldée
Phase 5												
Phase 6	0,5 M€ Investissement total : 4 M€						0,2 M€ ECO 1048/16/CM du 17/10/16	0,3 M€ 003- du	Néant	Opération soldée		
Phase 7	Investissement total : 2 M€									Néant	Néant	Opération soldée
<b>BUDGET TOTAL</b>		<b>1,2 M€</b>		<b>1,3 M€</b>	<b>1,1 M€</b>	<b>-</b>	<b>0,2 M€</b>	<b>0,6 M€</b>	<b>1,25 M€</b>	<b>0,95 M€</b>		

Lors de la préparation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, pour le volet *Recherche et Innovation*, le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix en date du 21 mai 2015 a confirmé son soutien financier au projet de la Cité des Energies avec une subvention totale d'investissement de 3 000 000 € répartie de la façon suivante :

- 2 500 000 € sur un budget total de 12 800 000 € soit 19,54 % pour la phase

- 500 000 € sur un budget total de 4 000 000 € soit 12,50 % pour la phase 6

Il est proposé, dans ce rapport, le versement de la subvention de 2 500 000 € pour la phase 3.

Ci-après le plan de financement des différents partenaires, prévu par le CEA, selon les phases du projet :



PREVISIONNEL DU FINANCEMENT TOTAL FINANCEURS DANS LE CADRE DU DOSSIER CPER						TOTAL
	Phases 3 - Axe bioénergies bâtiment RECHERCHE	Phases 4 - Axe bioénergies bâtiment R&D	Phase 7 - Axe bioénergies Equipés R&D	Phase 6 - Axe Solaire MEGAGRID		
Etat (Ministère programme 172)	0	100	450	0	550	* dont 1 M€ hors CPER * dont 0,5 M€ hors CPER
Organisme de recherche dotation CPER_CEA	4 500	1 000	100	500	6 100	
Conseil Régional PACA	2 100	500	400	1 000	4 000	
Conseil Départemental 13	1 100	400	500	0	2 000	
MAMP	2 500	0	0	500	3 000	
Fonds européens	2 600	2 000	550	2 000	7 150	
<b>Total</b>	<b>12 800</b>	<b>4 000</b>	<b>2 000</b>	<b>4 000</b>	<b>22 800</b>	

Pour poursuivre son soutien à la Cité des Energies, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à participer au financement du programme de la phase 3 pour un total de 2 500 000 € sur une assiette totale du projet s'élevant à 12 800 000 € échelonnés sur 3 ans et répartis de la façon suivante :

Année	Part de la participation	Montant
2017	12 %	300 000 euros
2018	50 %	1 250 000 euros*
2019	38 %	950 000 euros*
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>2 500 000 euros</b>

\* sous réserve que les votes des budgets d'investissement 2018 et 2019 apportent les crédits nécessaires à cette participation financière. Dans le cas contraire, une délibération modifiant le planning sera votée dans le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 et 2019

#### 4. Modalités de versement

Le paiement de la subvention d'investissement par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'effectuera selon les modalités suivantes :

- un premier acompte de 12 %, soit 300 000 euros sera versé en 2017 à la signature de la convention pluriannuelle et après l'avis favorable du Comité d'investissements du CEA en septembre 2017,
- un deuxième acompte de 50 %, soit 1 250 000 euros sera versé en 2018 sur production de l'ordre de service de démarrage des marchés de travaux, sous réserve du vote du budget d'investissement 2018
- le paiement du solde de 38 %, soit 950 000 euros sera versé en 2019, sous réserve du voter du budget d'investissement 2019 sur production :
  - du procès-verbal de réception des travaux,

- d'un bilan d'exécution au plan technique et financier relatif aux différentes factures afférentes aux travaux réalisés à hauteur de l'estimation du programme global,
- d'un justificatif faisant état de l'engagement des autres partenaires financiers au programme.

Un dépassement du budget prévu pour un montant de 12 800 000 euros n'entraînera pas une modification du montant de la subvention.

Par contre, dans le cas d'un budget revu à la baisse, le montant de la subvention sera proratisé au taux de 19,54 % des dépenses réalisées pour la phase 3.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A070 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 relative à la délibération cadre pour les participations de la CPA aux opérations inscrites au CPER 2015-2020 ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de soutenir le CEA dans la mise en œuvre du projet de la Cité des Energies, partie prenante de l'OIR « Energie de demain » et comme composante d'un projet structurant pour le territoire métropolitain.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée au CEA une subvention d'investissement de 2 500 000 euros (300 000 € pour l'année 2017) pour la réalisation du bâtiment de recherche dédié au BIAM, phase 3 du projet de la Cité des Energies.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux modalités d'attribution de la subvention pour la phase 3.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires de 300 000 euros sont inscrits au budget 2017 (investissement) de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix : ligne de crédit 2946 – Chapitre 204 – Fonction 61 – Nature 204181 « subvention d'équipement aux autres organismes publics ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 017-2451/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Région PACA pour la diffusion de données ouvertes et intelligentes (Open Data) MET 17/4916/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le numérique est reconnu comme un des principaux leviers de compétitivité et d'attractivité des territoires. Les technologies digitales bouleversent le quotidien des citoyens et font désormais partie des usages de tous.

Les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence entretiennent diverses bases de données au travers de son Système d'Information :

- Dans le cadre de ses compétences, des données sur la mobilité, l'aménagement, la culture, l'environnement, le sport, l'emploi et l'insertion, l'eau, l'assainissement, les déchets, ...
- Dans son SIG, des données géographiques,
- Dans son fonctionnement administratif, des données sur les actes de l'institution telles que des délibérations, des marchés publics, des subventions, ...

La collectivité en tant que donneur d'ordre, producteur ou coproducteur en possède la propriété intellectuelle intégrale.

En ouvrant ses données publiques, la Métropole change de visage et devient un lieu d'expérimentation et d'innovation. Les données utilisées par les entrepreneurs, les salariés, les investisseurs et les services publics enlèvent les frontières entre administrateurs et administrés en faisant des usagers, entreprises, start-up et associations, les futurs co-construteurs de nouveaux services répondant aux enjeux :

- de développement de l'attractivité du territoire par la valorisation des données et services liés aux activités de proximité,

- de soutien à l'innovation et au développement économique par le développement de nouveaux produits et services,
- d'amélioration des services offerts aux publics et renforcement du lien social par la multiplication d'initiatives citoyennes,
- de modernisation de l'action publique par l'instauration d'une nouvelle forme de dialogue entre les administrations et les administrés,
- d'exigence démocratique pour favoriser la transparence et la clarté de l'action politique.

La Loi Lemaire a consacré de nouvelles modalités d'accès aux documents administratifs « dans la limite des possibilités techniques de l'administration, via une publication des informations en ligne ».

Conformément aux articles L312-1-1 et suivants du CRPA, les administrations sont notamment tenues de :

- diffuser les principaux documents produits ou détenus par les administrations contenant des informations publiques et figurant dans un répertoire mis à jour chaque année;
- diffuser les bases de données produites ou reçues par chaque administration ;
- diffuser les données, mises à jour de façon régulière, dont la publication présente un intérêt économique, social, sanitaire ou environnemental.

De plus, ce mouvement d'abord volontaire est devenu une obligation depuis la promulgation de la loi NOTRe modifiant le CGCT en précisant que « les collectivités de plus de 3500 habitants ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre auxquels elles appartiennent rendent accessibles en ligne les informations publiques (...) lorsque ces informations se rapportent à leur territoire et sont disponibles sous forme électroniques et engage la Métropole à mettre en œuvre le chantier de l'Open Data.

La Métropole, par délibération n° ECO 004-1049/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant ouverture des données publiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adhésion à l'association Open Data France, a validé le principe d'ouverture de ses données.

La Région Paca mène un ensemble d'actions depuis quelques années sur le thème de l'Open Data : mise à disposition d'une plateforme des données « Open Paca », accompagnement des communes du territoire, soutien aux actions de médiation autour de la donnée.

Cette démarche qui est proposée à titre gratuit et sans aucune contrepartie ni contribution financière est reconductible de manière tacite, annuellement.

S'inscrire dans la dynamique régionale consiste à mettre à disposition les données de la Métropole sur le portail Régional.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 004-1049/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant ouverture des données publiques de la Métropole Aix-Marseille Provence et adhésion à l'association Open Data France ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a la volonté de s'engager dans une démarche d'ouverture de ses données ;
- Qu'elle a l'obligation d'ouvrir de plus en plus de données ;
- Que les enjeux de l'open data dans le développement de l'attractivité du territoire sont croissants ;
- Qu'il convient de soutenir l'innovation et le développement économique, le développement de nouveaux produits et services, l'amélioration des services offerts aux publics, la modernisation de l'action publique et l'exigence démocratique ;
- Que la Région Paca a fourni aux collectivités une plateforme de publication de leurs données ;

#### **Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur relative à « la diffusion de données ouvertes et intelligentes ».

## **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 018-2452/17/BM**

#### **■ Approbation d'un accord de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Thecamp - Approbation d'une convention cadre MET 17/4869/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, référent du développement économique sur son territoire, en définit les orientations stratégiques et les modalités de déploiement afin de favoriser la croissance des entreprises et l'attractivité du territoire. Les lois NOTRe et MAPTAM ont ainsi conféré aux Métropoles d'importantes prérogatives économiques, comme la co-construction du SRDEII, le co-pilotage avec les Régions des pôles de compétitivité, mais aussi l'élaboration des schémas métropolitains de développement économique, l'immobilier et le foncier économiques, l'aide à la création et la reprise des entreprises, l'animation territoriale et la promotion internationale, l'attractivité et le marketing du territoire.

A cette compétence s'ajoutent d'autres compétences qui renforcent sa capacité et sa cohérence d'intervention : définition et mise en œuvre des grands schémas directeurs de cohérence territoriale, de transports et de mobilité, de voirie, d'habitat, de développement urbain, d'environnement, d'énergie et des programmes de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche.

La Métropole engage ainsi une politique publique ambitieuse au travers notamment de différents agendas et documents stratégiques : Agenda de la Mobilité délibéré le 15/12/2016, Agenda du Développement Economique délibéré le 30/03/2017 et Agenda Territoires Numériques, qui sera présenté en fin d'année 2017, ainsi que le Projet Métropolitain, le Plan Climat...

Dans son Agenda du Développement Economique voté par le Conseil de Métropole le 30 mars 2017, la

Métropole Aix-Marseille-Provence a retenu six orientations stratégiques dont le développement d'une métropole entrepreneuriale et innovante.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a par ailleurs défini 6 filières économiques prioritaires (santé, maritime & logistique, mécanique & aéronautique, industries numériques et créatives, environnement & énergie, art de vivre & tourisme).

Ces six filières d'excellence se structurent progressivement autour des pôles d'innovation métropolitains composés de technopôles et parcs technologiques (Château-Gombert, Luminy, Arbois) et de grands projets structurants (Marseille Immunopôle, Henri Fabre, PIICTO, la Cité des Energies, French Tech-Thecamp...) favorisant les synergies entre les capacités d'innovation du territoire et ses capacités de production.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite également investir les nouvelles approches de l'innovation orientée vers les usages, autour de la révolution numérique. La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi lancé plusieurs projets pour accélérer l'intégration du numérique dans sa stratégie urbaine.

Le projet Thecamp se veut une référence internationale sur l'innovation et sur la ville de demain. Situé à Aix-en-Provence sur le Technopôle de l'environnement Arbois Méditerranée au cœur de 7 ha de nature dans 10 000 m<sup>2</sup> de bâtiment, à 5 minutes de la gare TGV et à 15 minutes de l'aéroport Marseille-Provence, Thecamp est un campus international dédié à la transformation numérique et à la ville de demain, aux technologies émergentes et aux nouveaux usages.

Thecamp est l'un des projets phares de la French Tech Aix-Marseille.

Il a pour mission d'accompagner la transformation du monde de manière humaine et durable et d'aider les individus et les organisations à se rendre acteurs du changement au travers de projets à impact positif. Ce tiers-lieu rassemblera un écosystème d'étudiants, de professionnels du privé et du public, d'experts, d'élus, d'entrepreneurs, d'artistes et même d'enfants pour innover, créer et inventer le futur.

Afin de soutenir le projet Thecamp, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux conventions conclues par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix et la Communauté urbaine de Marseille Provence respectivement les 16 novembre 2015 et 10 avril 2015.

Ces conventions ont pour objet de définir les modalités de l'intervention financière de la Métropole par l'octroi d'une avance remboursable de 10 M€ en faveur de la société SAS Thecamp, libérable sur 5 ans.

Au-delà de l'engagement financier de la Métropole dans le projet Thecamp, ainsi formalisé, cette présente convention a pour objet de définir le cadre général des collaborations entre la collectivité et Thecamp.

Elle précise les grands domaines de coopération et/ou d'intervention suivants sans préjuger des modalités de leur mise en œuvre :

- les services urbains, la mobilité, l'aménagement numérique du territoire,
- le développement économique, l'accélération (notamment par leur montée en compétence) des startups, PME et ETI du territoire, les partenariats avec les grands groupes,
- l'innovation, l'enseignement supérieur et la recherche,
- l'attractivité et l'international,
- l'environnement et la transition énergétique,
- la culture, le tourisme et le sport,
- l'économie inclusive et l'équilibre des territoires,
- la sensibilisation à la culture technologique et entrepreneuriale des élèves et étudiants.

Elle n'inclut pas d'engagements financiers nouveaux de la Métropole au regard de ceux déjà actés et rappelés dans la convention ci-annexée.

Toutes nouvelles actions découlant des échanges qui s'inscrivent dans le cadre général décrit dans cette convention feront ainsi l'objet de conventions spécifiques, précisant le contenu opérationnel et les modalités financières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt et la nécessité d'un travail en synergie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et thecamp sur les sujets de la ville intelligente.
- Le souhait commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de Thecamp de renforcer leur collaboration dans le champ de la ville intelligente.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'accord de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Thecamp.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention cadre ci-annexée.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 019-2453/17/BM**

##### **■ Approbation d'un avenant à la convention relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement complémentaire à l'association Team Fabre pour le plan d'actions 2017 MET 17/4452/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet Henri Fabre, lancé en fin d'année 2011 à la suite de la Conférence Régionale de l'Industrie Provence-Alpes-Côte-d'Azur, traduit la volonté commune des acteurs de déployer et mettre en cohérence des initiatives concrètes au service du développement industriel de la région et de structurer un réseau avec l'ensemble des acteurs de l'innovation et de la recherche. Sa dynamique repose en effet sur une démarche collective cherchant à réunir sur un « cœur de zone », les industriels de toutes tailles, les acteurs du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation.

Le projet Henri Fabre a l'ambition de construire l'entreprise étendue autour d'un nouveau modèle industriel plus collaboratif, tiré par l'innovation et les opportunités technologiques dans le domaine de la Mécanique, des Matériaux et des Procédés du futur dans une logique multi-filières (aéronautique, énergie, naval, biomédical,...).

De plus, ce projet, créateur de valeurs et d'emploi nécessite de pouvoir apporter des réponses concrètes aux problématiques d'adéquation des compétences aux futurs besoins de cet écosystème. Ainsi, les organismes de formation visés par les axes du projet sont fortement mobilisés, en vue de renforcer leur offre à partir d'une anticipation du besoin des entreprises.

Il s'agit donc de mutualiser les moyens et l'expertise, d'accompagner les PME et de favoriser la mise en réseau. Cet ensemble s'appuie également sur une offre territoriale structurée comprenant des zones d'activités de qualité (Les Florides à Marignane, Empallières à Saint Victoret et Cap Horizon à Vitrolles pour le « cœur » de zone), un réseau de transport efficient et des formations adaptées aux besoins des entreprises.

L'association Team Henri Fabre a pour objet d'assurer la gouvernance du projet et de mettre en œuvre la feuille de route.

Elle permet aux partenaires privés et publics de mettre en synergie leurs expertises, de partager des ressources, des compétences et des projets et de se mettre en réseau avec tous les acteurs de l'innovation et de la recherche.

L'association a également pour objet la prise à bail, l'aménagement et la sous-location de tous locaux nécessaires à la réalisation de son objet social.

Cela se concrétise donc actuellement par une première phase, en attendant la construction du Technocentre, qui a permis de regrouper au sein d'un même bâtiment (2100 m<sup>2</sup>) sur la zone des Florides à Marignane, l'équipe d'Inovsys SAS (il s'agit de la PFMI- plate forme mutualisée d'innovation), le CETIM, le consortium Expiris et l'association Team Henri Fabre. Dans ce même bâtiment, sont installées trois plate-formes collaboratives qui seront opérées par la PFMI et Expiris :

5. Assemblage métallique, tribologie et fabrication additive ;
6. Revêtements multifonctionnels ;
7. Caractérisation pour les outils de contrôle, de mesure et de traçabilité. Le laboratoire de caractérisation physico-chimique sera opéré par Expiris.

A ces équipements, présents dans le Technocentre provisoire, s'ajoutent des équipements mutualisés ou plate-formes déjà existantes situées chez les acteurs académiques :

- Fonderie rapide et ingénierie numérique à l'Ensam d'Aix-en-Provence ;
- Usinage à l'IUT d'Aix-en-Provence ;
- Composites, analyse et essais sur les matériaux dans le laboratoire Mécanique Acoustique à Château-Gombert.

- Mise en forme des matériaux, HPP (Haute Puissance Pulsée) à Sophia-Antipolis.

Ces plates formes mutualisées seront complétées au fil de la montée en puissance du projet, notamment dans les domaines de l'ingénierie numérique (simulation des procédés), de la réalité virtuelle et augmentée, de la robotisation et de la mécatronique (intégration de fonctions intelligentes aux pièces mécaniques).

Le plan d'actions de l'association Team Henri Fabre pour 2017 s'articule autour des trois axes développés en 2016 qui seront poursuivis en 2017 et de trois nouveaux axes, déclinés ci-après :

1. Contribuer au développement de la compétitivité durable des entreprises et du territoire :

- organisation d'un cycle annuel de rencontres avec les DO et les chefs de projets de grands projets structurants du territoire ;
- organisation d'un cycle annuel de 4 rencontres DO/PME sur leurs défis industriels et l'accès à leur marché ;
- organisation de 4 groupes de travail annuels sur des thématiques créatrices de valeur ;
- accompagnement de 4 projets transverses inter filières par an.

2. Développer l'innovation :

- diffusion d'une veille technologique partagée ;
- inauguration de moyens techniques innovants et journées techniques pour les faire connaître ;
- cartographie des moyens innovants et des acteurs régionaux disposant d'une expertise en mécanique ;
- réalisation de 2 études pour l'accompagnement de projets collaboratifs ;
- organisation de 4 workshops sur les technologies différenciantes et diffusion de l'état de l'art ;
- 2 études pour la construction des chaînes de valeurs.

3. Valoriser la filière mécanique et contribuer à l'attractivité du territoire :

- éalisation d'outils et supports de promotion et de valorisation des innovations, technologies différenciantes et réussites régionales ;
- rédaction d'articles et de témoignages dans les supports et manifestations ;
- organisation d'une conférence nationale sur une technologie

différenciante et/ou projet innovant régional.

4. Le sourcing technologique

- Mise à disposition des industriels des plate formes technologiques adaptées selon les besoins technologiques des filières aéronautiques, spatiales, navales et bio médicales

5. L'offre « Fertilisation croisée, diversification des marchés et Open Innovation »

- Rencontres Business Industries
- Création et animation d'une plate forme d'open innovation inter filières
- Mobilisation des industriels en inter filières pour renforcer l'attractivité territoriale et pour favoriser l'implantation d'entreprises à enjeu sur le territoire

6. Le déploiement de l'offre emploi-formation

- Identification de plus de 500 formations sur le territoire en cohérence avec les besoins des industriels

En sus des personnels mis à disposition par les partenaires industriels (4 salariés) dont 3 à temps plein et 1 à 75 % par la CCIMP, Airbus Helicopter et EDF), l'association a recruté 2 salariés à temps plein :

- Un responsable technique Mécanique Matériaux et Procédés (MMP) qui aura pour mission d'être l'expert technique et opérationnel de l'axe MMP.
- Un responsable communication qui s'occupera du suivi opérationnel de la gestion du projet, du suivi des finances et de la communication interne et externe du projet.

Le budget prévisionnel 2017, en baisse par rapport à celui de 2016 se répartit de la façon suivante :

DEPENSES		RECETTES	
Achats	153 695	Vente de produits, prestations de services <i>dont Participations : 44 600</i>	453 884
Services Extérieurs	397 036	Subventions d'exploitation demandées <i>dont DIRECCTE : 100 000</i> <i>CR PACA : 70 000</i> <i>CD 13 : 35 000</i> <i>MAMP CT1 : 80 000</i> <i>MAMP CT2 : 50 000</i> <i>Communes : 20 000</i>	355 000
Autres services extérieurs	130 940	Autres produits gestion courante <i>dont Cotisations</i>	30 000
Impôts et taxes	2 000		
Charges de personnel	155 213		
Autres charges de gestion courante			
Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
Dotation aux amortissements		Reprise sur amortissements	
<b>Sous Total</b>	<b>838 884</b>	<b>Sous Total</b>	<b>838 884</b>
Mise à disposition à titre gracieux	435 576	Mise à disposition à titre gracieux	435 576
<b>TOTAL</b>	<b>1 274 460</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1 274 460</b>
Déficit à reporter sur 2017		Excédent à reporter sur 2017	

Conformément à son budget prévisionnel inscrit sur la délibération n°ECO 007-1904/17/CM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 mai 2017, l'association s'est déjà vue octroyer une subvention de 50 000 € pour l'exercice 2017.

Il est proposé de participer à la réalisation des missions de l'association Team Henri Fabre au titre de l'année 2017, en apportant une subvention de fonctionnement complémentaire, d'un montant de 25 000 €.

Si on exclut les montants de mise à disposition, le budget prévisionnel 2017 s'élève à 838 884 euros. La subvention complémentaire apportée représente donc 2,98 % de ce budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 007-1904/17/CM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Team Henri Fabre ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que conformément à la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille Provence axée sur les économies productives et de la connaissance, le projet Henri Fabre représente un enjeu majeur pour la Métropole en termes de développement économique et d'emplois.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention complémentaire de fonctionnement de 25 000 euros au titre de l'année 2017 à l'association Team Henri Fabre.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé relatif aux modalités d'attribution de cette subvention à l'association Team Henri Fabre.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits de 25 000 euros sont inscrits au budget 2017 de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix : ligne de crédit 1015 – Chapitre 65 – Fonction 61 – Nature 6574 « subvention de fonctionnement aux associations ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 020-2454/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de programmation et de suivi des déploiements de la fibre optique chez l'habitant (FTTH) avec l'opérateur Orange MET 17/4570/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Plan National Très Haut Débit (PNTHD) mis en place par l'Etat vise à une couverture maximale du territoire en fibre optique.

Pour ce faire, l'Etat encourage les opérateurs de télécommunication privés à investir et "fibrer" le territoire partout où cela est rentable économiquement, il les encourage à s'entendre là où le potentiel économique ne permet pas la création d'infrastructures multiples et enfin, il participe à du co-financement sur les territoires où la rentabilité économique n'est pas avérée.

L'Etat a désigné l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes) comme « arbitre » de l'équilibre public-privé dans le cadre du déploiement du très haut débit. Une vigilance toute particulière est portée d'une part, à la réalité des intentions des opérateurs, d'autre part au respect de leurs engagements.

L'ARCEP a défini trois zones de densité dans le cadre du déploiement du PNTHD.

Zones très denses : Ce sont les zones où il y a une concurrence possible entre opérateurs par les réseaux. C'est à dire que plusieurs opérateurs peuvent construire leur réseau de bout en bout jusqu'à l'abonné avec une rentabilité avérée.

Zones moyennement denses : Ce sont les zones où il y a une rentabilité pour un seul opérateur. Dans ce contexte, l'ARCEP organise les conditions de mutualisation sur les réseaux (un seul réseau tiré pour plusieurs opérateurs), la concurrence s'exerçant sur les services.



Zones de faible densité : Ce sont les zones où il n'y a pas de rentabilité économique avérée ; la couverture en fibre optique ne peut se faire sans une intervention publique.

Dans les Bouches-du-Rhône, la zone très dense comprend la ville de Marseille où au moins quatre opérateurs interviennent.

Pour toutes les autres communes de la Métropole, toutes classées en zone moyennement dense, Orange et SFR, se sont positionnés et ont manifesté des engagements de déploiements, soit dans le cadre d'un principe d'exclusivité (zones conventionnées) défini à l'échelle d'une commune, soit en tant que chef de file d'un territoire avec co-financements d'autres opérateurs. L'objectif de fin de déploiement de ces zones a été fixé à 2022.

Cas particulier des Communes d'Istres, Fos-sur-Mer, Martigues et Port-de-Bouc : ces communes étaient classées en zone moyennement dense avec comme chef de file SFR et disposaient déjà d'un réseau câblé de la société Numéricable. Suite à son rachat de Numéricable, l'opérateur SFR s'est désengagé en 2015 à couvrir à 100% en fibre ces quatre communes, considérant les zones câblées comme déjà couvertes par du Très Haut Débit. Elles sont donc aujourd'hui ouvertes à la concurrence. Orange s'est positionné sur ces quatre communes dans le cadre d'un déploiement sans co-investissement. Les deux opérateurs, Orange et Numéricable sont donc présents sur ces quatre communes.

Cas particuliers de la commune de Gréasque : en 2012 SFR n'a pas répondu à la proposition de co-investissement d'Orange cette commune, mais souhaite aujourd'hui y déployer la fibre. Les deux opérateurs, Orange et SFR sont donc présents sur Gréasque.

La Métropole se donne pour objectif de suivre les déploiements de l'initiative privée, dans l'esprit d'un aménagement numérique équilibré du territoire, conformément aux préconisations de la Mission Très Haut Débit qui définit au plan national la stratégie à tenir. L'intérêt est de suivre leurs déploiements, d'essayer de les prioriser, et d'apporter ainsi des réponses concrètes aux remontées de terrains en vue de la satisfaction des concitoyens.

Ce suivi se fait au moyen de l'élaboration de conventions multipartites qui formalisent les engagements des opérateurs, définissent la méthodologie qui sera mise en œuvre par les opérateurs et les modalités de suivi et de coopération des différentes parties dont les collectivités partenaires.

En cas de non tenue des engagements par un

opérateur, un constat de carence peut être établi par la Mission très haut débit. Ce constat de carence donne légitimité à une éventuelle intervention publique sur la zone concernée, au regard d'une procédure définie dans la présente convention.

La convention définie avec Orange définit les principes et actions qui seront retenus par l'opérateur sur le territoire métropolitain, pour le déploiement du FTTH.

Elle contient dans son annexe 2, les éléments suivants : communes concernées dites en zones conventionnées, date de démarrage des travaux, nombre de « locaux » concernés, fin des déploiements, etc., ...

Cette convention sera approuvée concomitamment par l'ensemble des partenaires que sont l'Etat (représenté par le Secrétariat Général Pour les Affaires Régionales), la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les intercommunalités intéressées par les déploiements d'Orange dont la Métropole Aix-Marseille-Provence et la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette.

Elle sera signée par les représentants des différents partenaires et donnera lieu à un suivi par les services de la Métropole.

Il est proposé au bureau de la Métropole d'approuver la convention avec Orange définit les objectifs et modalités de coopération entre parties pour le déploiement du FTTH sur le territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La Loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 sur les communications électroniques ;

- Le Programme National Très Haut Débit lancé en juin 2010 et dont les modalités ont été précisées les 27 avril et 27 juillet 2011 ;
- Le cadre général réglementaire applicable aux déploiements FTTH défini par l'Autorité de Régulation des Communications Electronique et des Postes (ARCEP) ;
- L'information aux Conseils de Territoires.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'enjeu du déploiement de la fibre optique comme facteur d'attractivité des territoires ;
- L'accord de déploiement de la fibre optique entre Orange et SFR signé le 15 novembre 2011 ;
- Le rôle d'Orange comme co-leader du déploiement sur les territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence. ;
- La nécessité d'organiser les conditions du déploiement du FTTH sur les territoires.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat (représenté par le Secrétariat Général Pour les Affaires Régionales), la Région Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et Orange relative à « la définition des objectifs et modalités de coopération entre les Parties concernant les déploiements FTTH dans les zones d'initiative privée et publique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 021-2455/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de programmation et de suivi des déploiements de la fibre optique chez l'habitant (FTTH) avec l'opérateur SFR  
MET 17/4571/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Le Plan National Très Haut Débit (PNTHD) mis en place par l'Etat vise à une couverture maximale du territoire en fibre optique.

Pour ce faire, l'Etat encourage les opérateurs de télécommunication privés à investir et "fibrer" le territoire partout où cela est rentable économiquement, il les encourage à s'entendre là où le potentiel économique ne permet pas la création d'infrastructures multiples et enfin, il participe à du co-financement sur les territoires où la rentabilité économique n'est pas avérée.

L'Etat a désigné l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes) comme « arbitre » de l'équilibre public-privé dans le cadre du déploiement du très haut débit. Une vigilance toute particulière est portée d'une part, à la réalité des intentions des opérateurs, d'autre part au respect de leurs engagements.

L'ARCEP a défini trois zones de densité dans le cadre du déploiement du PNTHD.

**Zones très denses :** Ce sont les zones où il y a une concurrence possible entre opérateurs par les réseaux. C'est à dire que plusieurs opérateurs peuvent construire leur réseau de bout en bout jusqu'à l'abonné avec une rentabilité avérée.

**Zones moyennement denses :** Ce sont les zones où il y a une rentabilité pour un seul opérateur. Dans ce contexte, l'ARCEP organise les conditions de mutualisation sur les réseaux (un seul réseau tiré pour plusieurs opérateurs), la concurrence s'exerçant sur les services.

**Zones de faible densité :** Ce sont les zones où il n'y a pas de rentabilité économique avérée ; la couverture en fibre optique ne peut se faire sans une intervention publique.

Dans les Bouches-du-Rhône, la zone très dense comprend la ville de Marseille où au moins quatre opérateurs interviennent.

Pour toutes les autres communes de la Métropole, toutes classées en zone moyennement dense, ORANGE et SFR, se sont positionnés et ont manifesté des engagements de déploiements, soit dans le cadre d'un principe d'exclusivité (zones conventionnées) défini à l'échelle d'une commune,

soit en tant que chef de file d'un territoire avec co-financements d'autres opérateurs. L'objectif de fin de déploiement de ces zones a été fixé à 2022.

Cas particulier des Communes d'Istres, Fos-sur-Mer, Martigues et Port-de-Bouc : ces communes étaient classées en zone moyennement dense avec comme chef de file SFR et disposaient déjà d'un réseau câblé de la société NUMERICABLE. Suite à son rachat par NUMERICABLE, l'opérateur SFR s'est désengagé en 2015 à couvrir à 100% en fibre ces 4 communes, considérant les zones câblées comme déjà couvertes par du Très Haut Débit. Elles sont donc aujourd'hui ouvertes à la concurrence. ORANGE s'est positionné sur ces 4 communes dans le cadre d'un déploiement sans co-investissement. Les 2 opérateurs, ORANGE et NUMERICABLE sont donc présents sur ces 4 communes.

Cas particuliers de la commune de Gréasque : en 2012 SFR n'a pas répondu à la proposition de co-investissement d'ORANGE sur cette commune, mais souhaite aujourd'hui y déployer la fibre. Les 2 opérateurs, ORANGE et SFR sont donc présents sur Gréasque.

La Métropole se donne pour objectif de suivre les déploiements de l'initiative privée, dans l'esprit d'un aménagement numérique équilibré du territoire, conformément aux préconisations de la Mission Très Haut Débit qui définit au plan national la stratégie à tenir. L'intérêt est de suivre leurs déploiements, d'orienter les priorités, et d'apporter ainsi des réponses concrètes aux remontées de terrains en vue de la satisfaction des habitants.

Ce suivi se fait au moyen de l'élaboration de conventions multipartites qui formalisent les engagements des opérateurs, définissent la méthodologie qui sera mise en œuvre par les opérateurs et les modalités de suivi et de coopération des différentes parties dont les collectivités partenaires.

En cas de non tenue des engagements par un opérateur, un constat de carence peut être établi par la Mission très haut débit. Ce constat de carence donne légitimité à une éventuelle intervention publique sur la zone concernée, au regard d'une procédure définie dans la présente convention.

La convention définie avec SFR définit les principes et actions qui seront retenus par l'opérateur sur le territoire métropolitain, pour le déploiement du FTTH.

Elle contient dans son annexe 2, les éléments suivants : communes concernées dites en zones conventionnées, date de démarrage des travaux, nombre de « locaux » concernés, fin des déploiements, etc., ...

Cette convention sera approuvée concomitamment

par l'ensemble des partenaires que sont l'Etat (représenté par le Secrétariat Général Pour les Affaires Régionales), la Région Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les intercommunalités intéressées par les déploiements de SFR dont la Métropole Aix-Marseille-Provence et la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette.

Elle sera signée par les représentants des différents partenaires et donnera lieu à un suivi par les services de la Métropole.

Il est proposé au bureau de la Métropole d'approuver la convention avec SFR qui définit les objectifs et modalités de coopération entre parties pour le déploiement du FTTH sur le territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix Marseille-Provence ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La Loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 sur les communications électroniques ;
- Le Programme National Très Haut Débit lancé en juin 2010 et dont les modalités ont été précisées les 27 avril et 27 juillet 2011 ;
- Le cadre général réglementaire applicable aux déploiements FTTH défini par l'Autorité de Régulation des Communications Electronique et des Postes (ARCEP).
- L'information aux Conseils de Territoires.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- L'enjeu du déploiement de la fibre optique comme facteur d'attractivité des territoires ;
- L'accord de déploiement de la fibre optique entre Orange et SFR signé le 15 novembre 2011 ;
- Le rôle de SFR comme co-leader du déploiement sur les territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La nécessité d'organiser les conditions du déploiement du FTTH sur les territoires.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat (représenté par le Secrétariat Général Pour les Affaires Régionales), la Région Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et SFR relative à « la définition des objectifs et modalités de coopération entre les Parties concernant les déploiements FTTH dans les zones d'initiative privée et publique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

### Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## ECO 022-2456/17/BM

### ■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement de l' "Association Les Entrepreneuriales en PACA" (ALEP) MET 17/4421/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le programme « Les Entrepreneuriales® » a été initié en 2003 par l'association Réseau Entreprendre Atlantique avec KPMG Entreprise et le réseau des boutiques de Gestion pour encourager l'entrepreneuriat sur le campus nantais en offrant la possibilité à des étudiants de s'inscrire dans un processus d'apprentissage par l'action destiné à la création d'entreprise.

En 2006, l'Association Nationale Les Entrepreneuriales (ANLE) s'est créée afin d'assurer le déploiement du programme sur les autres régions de France.

Le programme « Les Entrepreneuriales en PACA » permet à des étudiants d'expérimenter, gratuitement,

hors les murs de l'école, dans le cadre d'une « formation action », la démarche de création.

S'appuyant sur un dispositif pédagogique élaboré, bénéficiant d'interventions d'experts régionaux, accompagnés par des dirigeants d'entreprise, ils vont « apprendre en faisant » pendant 5 mois jusqu'à l'élaboration d'un Business Plan prêt à l'emploi.

### Le programme repose sur :

- Une cible : à partir du Bac + 2 en cours, en équipe pluridisciplinaire, et porteur d'une idée d'activité innovante au stade du concept
- Une durée : entre novembre et avril de chaque année soit 200 heures d'apprentissage pour une équipe de 4 personnes
- Des ressources pour entreprendre :
  - o les soirées tools : intervention en présentiel d'experts et de professionnels issus du territoire
  - o Coaching des équipes
  - o Parrainage des équipes
- Un encadrement : Réseau Entreprendre impulse le programme sur les Campus. Chaque équipe bénéficie d'un accompagnement mensuel par un chef d'entreprise de Réseau Entreprendre®. Entre deux rendez-vous l'équipe conforte son projet aux réalités du marché et valide sa faisabilité économique et financière.
- Des écoles et des universités participantes : convaincus de l'intérêt professionnel du programme, les enseignants des cycles supérieurs valorisent la participation de leurs étudiant-es dans le cursus de formation
- Des projets créatifs et ambitieux : les étudiant-es portent les activités de demain
- La communauté : suite au jeu de rôle, des étudiant-es concrétisent leur projet avec le soutien d'experts et de chefs d'entreprise.
- Evaluations et soirée de Gala régional : Après l'apprentissage terrain les groupes remettent un dossier de création d'entreprise en fin de programme en mars. Les évaluations finales se matérialisent par une remise de diplômes et de Trophées lors d'une manifestation rassemblant tous les partenaires locaux, régionaux du monde économique institutionnel, privé et universitaire (avril).

### BILAN 2016- 2017 (5<sup>ème</sup> saison)

#### Quelques chiffres sur la promotion du Campus Aix-Marseille 2016- 2017 :

22 équipes (24 équipes en 2015-2016)  
93 étudiants (99 étudiants en 2015-2016)  
26 coachs

Programme d'action prévisionnel 2017- 2018 (6<sup>ème</sup> saison)- périmètre campus Aix-Marseille-Provence  
 Objectif :

Accompagner plus de 25 équipes pluridisciplinaires, représentant plus de 100 étudiants issus de l'ensemble des filières universitaires.

#### Budget

Le budget prévisionnel 2017-2018 s'élève à 237 700 euros (2016 : 258 900 euros. Les contributions volontaires sont valorisées).

dépenses		recettes	
Achats	6 900	<b>Subventions d'exploitation publique</b>	
Services extérieurs (assurance)	200	Métropole Aix-Marseille-Provence - Conseil de Territoire Marseille Provence	10 000
Autres services extérieurs (rémunérations, déplacements, frais divers de gestion)	47 400	Ville de Marseille	5 000
		<b>Prive</b>	
		Aides privées	19 000
		cotisations	20 500
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>54 500</b>	<b>Total RECETTES</b>	<b>54 500</b>
<b>* total contribution volontaire</b>	<b>183 600</b>	<b>total contribution volontaire</b>	<b>183 600</b>
<b>TOTAL BUDGET</b>	<b>237 700</b>	<b>TOTAL BUDGET</b>	<b>237 700</b>

*\*La subvention de 10 000 euros représente 18% du total des produits*

*\*Contribution volontaire (cf cerfa demande de subventions)*

Jury de recrutement (6persx3hx120€TTC/H)	2 160€
Jury final 24 000 € (40persx5hx120€TTC/H)	24 000 €
Superviseurs	5 760 €
Coachs (25persx6hx8toolsx120 TTC/H)	144 000 €
Experts (4persx2hx8 toolsx120€/TTC/H)	7 680 €
Total	183 600 €

Les actions proposées par ALEP s'inscrivent dans les orientations de la Métropole.

En 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué une subvention à l'ALEP de 10 000 € reconduite à l'identique en 2017.

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'attribuer au titre de l'année 2017 une subvention de 10 000 euros à l'association les Entrepreneuriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-049/16/CM relative au Règlement Budgétaire et Financier qui

fixe les règles de gestion applicables à l'ensemble de la préparation, de l'exécution du budget, de la gestion pluriannuelle et de l'information des élus.

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- L'intérêt de promouvoir et de développer sur la région PACA de l'entrepreneuriat auprès des étudiants au travers d'un dispositif pédagogique
- L'enjeu majeur que représente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi » ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement pour l'animation de l'association ALEP pour un montant de 10 000€ au titre de l'année 2017.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – chapitre 65 – article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 023-2457/17/BM**

**■ Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil - Cession des lots AP1 et AP2 MET 17/4778/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil, le Bureau de la Métropole du 13 juillet dernier a décidé de réserver le lot AP, d'une surface de plus de 18 000 m<sup>2</sup>, au

groupement GSE/AXTOM/BMF afin de développer un projet de promotion immobilière. Ce programme va permettre de proposer des locaux d'activités modulables, à la vente et à la location, à des PME/PMI ainsi qu'aux entreprises sortantes de la pépinière d'entreprises Michel Caucik à la recherche de solutions de sorties locales.

Par ailleurs, la cession de l'emprise foncière totale à un seul acquéreur permet de garantir la réalisation d'un projet homogène sur cet espace situé en façade de la D6 et face à la zone habitée du Plan de Meyreuil.

Depuis, les discussions avec le groupement ont permis de déterminer plus précisément les étapes de la réalisation de leur projet, les délais nécessaires à la mise en œuvre de l'opération, ainsi que la commercialisation des locaux. Ainsi, l'acquisition de l'unité foncière du lot AP, cadastrée AY 1208, sera phasée et séparée en deux lots :

8. Le lot AP1 d'une surface de 11 462m<sup>2</sup> fera l'objet d'une cession sous conditions suspensives d'obtention du permis de construire et des financements bancaires. Ce lot accueillera trois immeubles, dont deux d'environ 1 300 m<sup>2</sup> de surface de plancher réalisés « en blanc », et un immeuble de 3 000 m<sup>2</sup>, soit 5 600 m<sup>2</sup> de surface de plancher totale.
9. L'acquisition du lot AP2, d'une surface de 6 771m<sup>2</sup>, sera soumise à une condition supplémentaire de pré-commercialisation, pour la réalisation d'une surface de plancher totale de plus de 3 000 m<sup>2</sup>.

Le Comité d'Agrément, réuni le 6 avril 2017, a donné un avis favorable à ce projet. La cession des lots se fera au prix de 80 €HT/m<sup>2</sup>, conformément à la grille de commercialisation de la ZAC :

- Le lot AP1 est cédé au prix de 916 960 €HT, soit 1 100 352 €TTC ;
- Le lot AP2 est cédé au prix de 541 680 €HT, soit 650 016€TTC.

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain de la ZAC qui impose les règles de cession, de construction et de gestion des lots sera annexé aux actes de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004\_A025 du Conseil communautaire de la CPA du 6 février 2004 déclarant d'intérêt communautaire l'opération ;
- La délibération n°2006\_A350 du Conseil communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n°2007\_A452 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2017-060 V0558 du 20 avril 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet du groupement GSE/AXTOM/BMF répond aux objectifs de commercialisation de la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil, et a reçu l'agrément du Comité du 6 avril 2017.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la cession des lots AP1 et AP2 situés sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil pour des montants respectifs de 916 960 €HT, soit 1 100 352 €TTC, et 541 680 €HT, soit 650 016€TTC, au groupement GSE/AXTOM/BMF, ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout acte relatif à la cession des lots AP1 et AP2 (AY1208 à diviser), situés sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil.

#### **Article 3 :**

La recette de la cession sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3B 70-61-7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 024-2458/17/BM**

#### **■ Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil - Cession du lot I MET 17/4779/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil est une opération d'aménagement menée en régie par le Territoire du Pays d'Aix. La création de cette zone d'activités a permis d'aménager plus de 6 ha cessibles dans le but d'accueillir des activités industrielles et mixtes sur un site en pleine reconversion.

La société AIGOIN Racing est spécialisée dans le commerce en ligne d'outils et de véhicules miniatures et partage actuellement des locaux avec d'autres entreprises sur le lot J de la ZAC du Carreau de la Mine. Pour poursuivre son développement, la société souhaite acquérir le lot I pour y construire de nouveaux locaux et augmenter ses capacités de bureaux et de stockage.

Le Comité d'Agrément de la ZAC réuni le 2 février 2017, a donné un avis favorable à cette cession.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la partie industrielle de la ZAC, il est proposé de céder à AIGOIN RACING le lot I, cadastré AY1148, d'une surface totale de 1714m², au prix de 65€HT/m², soit un prix très légèrement supérieur à l'avis de France Domaine du 20 avril 2017.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004\_A025 du Conseil communautaire de la CPA du 6 février 2004 déclarant d'intérêt communautaire l'opération ;
- La délibération n°2006\_A350 du Conseil communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n°2007\_A452 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics le dossier de réalisation de la ZAC
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n°2017-060V0558 du 20 avril 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet de la société AIGOIN Racing répond aux objectifs de commercialisation de la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil, et a reçu l'agrément du Comité.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la cession du lot I situé sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil pour un montant de 111 410€HT, soit 133 692€TTC, à l'entreprise AIGOIN

RACING, ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout acte relatif à la cession du lot I, situé sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil.

### **Article 3 :**

La recette de la cession sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3B 70-61-7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 025-2459/17/BM**

**■ Octroi d'une aide à l'immobilier en faveur des sociétés FM Développement et Connect Sytee pour la construction d'un bâtiment sur la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil - Approbation d'une convention  
MET 17/4732/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Présentation des entreprises bénéficiaires (membres du groupe Hévolya)

Suite à la délibération ECO 008-1053/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 de céder au groupe HEVOLYA le lot M de la ZAC du Carreau de la Mine, un compromis de vente a été signé le 20/01/2017.

Ainsi, le groupe HEVOLYA présent sur Aix-en-Provence depuis 1998, détient quatre sociétés spécialisées dans le montage et la vente de conteneurs et mobilier urbain de collecte de déchets. Il intervient donc dans le domaine de la pré-collecte des déchets et compte parmi ses clients des grands acteurs du marché ( industriels, collectivités locales...)

Dans le cadre de l'acquisition prévue, il est prévu la construction d'un bâtiment permettant d'accueillir deux sociétés détenues à 100 % par le groupe HEVOLYA : FM Développement et Connect Sytee.



La société FM Développement créée en 1998, est spécialisée dans la fourniture de produits liés à l'environnement (gestion des déchets). Elle commercialise une large gamme de produits sélectionnés pour leur innovation, leur qualité et leur inscription dans une démarche environnementale : gamme de conteneurs roulants à déchets, équipement de puces électroniques pour la pesée ou le contrôle, des collecteurs, des colonnes aériennes... Elle dispose d'un partenariat exclusif avec un groupe européen ayant différentes usines en Europe et proposant des produits certifiés et conformes aux normes EN 840 (certificat de qualité).

A hauteur de 1,14M€ en 2016, le chiffre d'affaires est en augmentation depuis 3 ans et se concentre autour de l'activité recentrée autour du négoce et des prestations d'entretien-maintenance de conteneurs à déchets (atelier de montage, assemblage, entretien...).

La société emploie aujourd'hui 3 salariés et prévoit de créer 2 emplois pour assurer le montage, la livraison et la maintenance dans des locaux adaptés.

La société Connect Sytee a été créée en 2006 afin de répondre à une demande croissante dans le domaine des conteneurs enterrés et semi-enterrés. Ainsi, cette société est spécialisée dans le montage, la vente et la maintenance des conteneurs gros volume.

Elle assure actuellement la distribution du concept « Cliink » sur toute la France en partenariat avec une entreprise locale qui a conçu ce procédé d'incitation au tri.

La société dispose également d'un contrat d'exclusivité avec un fabricant de corbeilles compactrices à énergie solaire.

Par ailleurs, la société se positionne sur un appel à projet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur avec la conception d'une plateforme connectée.

Connect Sytee ne dispose que d'un salarié à ce jour mais prévoit le recrutement de 3 personnes pour répondre à son développement.

## 2. Le projet immobilier

Les bureaux qui accueillent FM Développement et Connect Sytee (dont le groupe est propriétaire) ne sont plus adaptés aux besoins des sociétés et FM Développement doit louer depuis plusieurs années un local pour le stockage de matériel.

Ainsi, l'acquisition du terrain sur Meyreuil permettra à la SCI Arkadia (porteuse de l'investissement immobilier pour le compte de FM Développement et Connect Sytee) de construire un bâtiment dimensionné à leurs développements.

La surface de plancher sera de 642m<sup>2</sup> sur un terrain de 3562m<sup>2</sup>. Elle permettra de créer des espaces de bureaux et un atelier de montage/stockage (560m<sup>2</sup>).

Le coût de construction est estimé à 913 676€ HT pour une assiette éligible de 624 000€ (hors acquisition, frais divers, honoraires).

Le projet s'inscrit dans une démarche de développement durable : les matériaux ayant obtenu la norme NF-Environnement ou certification ISO 14000 seront privilégiés et l'objectif d'une construction passive recherché : gestion de l'apport solaire selon la saison, RT 2012, panneaux photovoltaïques..

La SCI Arkadia a sollicité un prêt de 913 676€ auprès d'organismes bancaires.

Compte tenu du montage envisagé, il est proposé d'apporter un soutien financier à ce projet pour un montant total de 100 000€ soit 16 % de l'assiette totale, selon la répartition suivante :

- FM Développement : 50 000€ soit 8 % de l'assiette éligible

- Connect Sytee : 50 000€ soit 8 % de l'assiette éligible.

Versée à la SCI Arkadia, la subvention sera répercutée sur les loyers à régler par chacune des sociétés conformément au règlement d'attribution du dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont attribuées une subvention d'aide à l'immobilier de 50 000 € au bénéfice de la société FM Développement (subvention versée à la S.C.I. ARKADIA) et une subvention d'aide à l'immobilier de 50 000€ au bénéfice de la société Connect Sytee (subvention versée à la SCI Arkadia).

### **Article 2 :**

Sont approuvés les conventions tripartites correspondantes ci-annexées.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 61-20421 qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 026-2460/17/BM**

#### **■ Modification des clauses du bail à construction établi avec le groupe ARTEA pour la réalisation de l'immeuble "RIFKIN" sur le Technopôle de l'Arbois MET 17/4629/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Syndicat Mixte de l'Arbois avait décidé de mettre en place un bail à construction avec un promoteur privé afin de se doter d'un nouveau bâtiment tertiaire proposant des espaces modulables de bureaux.

A l'issue d'une consultation de promoteurs-concepteurs, le Syndicat Mixte a retenu l'offre du groupe ARTEA pour construire et gérer un immeuble de bureaux de 3 290 m², dénommé le « RIFKIN » sur un terrain de 1400 m² situé au sein de la ZAC du Petit Arbois. La promesse de bail a donc été signée à cet effet le 5 Août 2015. Le permis de construire nécessaire à la réalisation de cette opération a été délivré le 21 avril 2016.

Par délibération du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017, le groupe ARTEA a obtenu une prolongation du calendrier de levée des conditions suspensives indiquées dans la promesse de bail jusqu'au 1er Septembre 2017, car le taux de pré-commercialisation des locaux d'au minimum 40% n'avait pas été encore atteint.

Par courrier du 14 juin 2017, le groupe ARTEA a réaffirmé toute sa volonté de voir aboutir cet

immeuble. Afin de pouvoir accélérer la livraison des bureaux et provoquer ainsi la captation de futurs locataires, le promoteur souhaite démarrer la construction du bâtiment en fin d'année 2017 en renonçant à la clause de pré-commercialisation précédemment évoquée, et de lancer l'opération à ses seuls risques financiers.

Par ailleurs, le groupe ARTEA sollicite la modification de l'échéancier de paiement de la redevance capitalisée (420 000 €) qui doit être versée à la Métropole dans le cadre de ce bail à construction. Initialement, ARTEA devait régler 45 % du montant à la signature du bail et 45 % 6 mois après, sachant qu'un dépôt de garantie de 10 % avait été réglé à la signature de la promesse. Les 45 % restant seraient désormais versés 12 mois après la signature.

Il est donc proposé de modifier les clauses de pré-commercialisation et de paiement de la redevance inscrites dans la promesse de bail à construction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La promesse de bail à construction signée le 5 août 2015 avec la société «AIX ARBOIS 2014» ;
- La délibération n°ECO 017-1653/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 Mars 2017 approuvant la prolongation par avenant du bail à construction établi avec le Groupe ARTEA pour la réalisation de l'immeuble RIFKIN sur le Technopôle de l'Arbois ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- La promesse de bail à construction passé le 5 Août 2015 entre le Syndicat Mixte de l'Arbois et la société dénommée « AIX ARBOIS 2014 », société à responsabilité limitée créée par le groupe ARTEA, afin de construire sur un terrain de 1400 m<sup>2</sup> situé dans la ZAC du Petit Arbois un immeuble de bureaux de 3 290 m<sup>2</sup> dénommé le « RIFKIN » ;
- La nécessité de modifier les clauses de pré-commercialisation du bâtiment et de paiement de la redevance indiquées dans la promesse de bail à construction afin de permettre le démarrage des travaux.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la modification des clauses de pré-commercialisation du bâtiment et de paiement de la redevance, telles qu'indiquées dans la promesse de bail signée le 5 Août 2015 entre le Syndicat Mixte de l'Arbois et la société « AIX ARBOIS 2014 ».

### Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents relatifs à ce bail à construction et nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 027-2461/17/BM**

### **■ Approbation d'une convention de servitude sur la parcelle DL 253 et d'une convention de mise à disposition de terrain sur la parcelle DL 252, lieu-dit La CRAU à Salon de Provence, au profit d'ENEDIS MET 17/4882/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'entreprise KRUIZ SEA FOOD, récemment implantée sur la zone d'activité de la Crau à Salon de Provence, a demandé à ENEDIS un raccordement au réseau public de distribution d'énergie électrique qui nécessite un renforcement du réseau de distribution par la pose de canalisations sous chaussée et la pose d'un poste de transformation.

Les canalisations doivent être posées sous chaussées de la voirie de la zone d'activité de la Crau. Cette voirie est propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence ; il s'agit de la parcelle DL 253 lieu-dit La Crau. Afin de réaliser l'alimentation électrique

demandée par l'entreprise KRUIZ SEA FOOD la pose d'un poste de transformation est nécessaire. Ce poste doit être implanté sur la parcelle DL 252 lieu-dit La Crau, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet ENEDIS propose la conclusion d'une convention de servitude portant sur une bande de 3 mètres de large sur la longueur totale des canalisations posées en tréfonds qui grèvent la parcelle DL 253, et une convention de mise à disposition de terrain pour l'emprise de 15 m<sup>2</sup> nécessaire pour le poste de transformation sur la parcelle DL 252.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017 ;

## **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de servitude sur la parcelle DL 253 lieu-dit LA CRAU à Salon de Provence, ainsi que les termes de la convention de mise à disposition de terrain pour un poste de transformation sur la parcelle DL 252 lieu-dit LA CRAU à Salon de Provence ci annexées, à conclure avec ENEDIS.

## **Article 2 :**

Les présentes conventions sont conclues à titre gratuit, les frais et charge liées à la publication et/ou l'enregistrement des dites conventions sont à la charge exclusive d'ENEDIS.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 028-2462/17/BM**

#### **■ Vente d'un terrain sur l'extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société FB Agencement MET 17/4610/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la société FB Agencement, a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition des lots 14 et 15 d'une surface d'environ 3 182 m<sup>2</sup>, à détacher des parcelles cadastrales Section CW n° 0345, n° 0527 et n° 0943 sur l'extension du Parc d'Activités de La Gandonne à Salon-de-Provence.

Actuellement installée à Eguilles, FB Agencement est spécialisée dans l'agencement de magasins.

Cette entreprise au chiffre d'affaires de 3 millions d'euros hors taxes, emploie actuellement 4 salariés.

Afin de faire face à une forte croissance de son activité et à un manque de foncier sur le territoire, FB Agencement souhaite se porter acquéreur des deux lots ci-dessus.

Le terrain situé en façade autoroutière offrirait une belle visibilité pour cette entreprise en pleine expansion et lui permettrait de poursuivre son développement. La localisation géographique de cette extension est en outre idéale pour l'activité de FB Agencement.

Le projet consiste dans la construction d'un bâtiment d'une surface de 1 000 m<sup>2</sup> environ comprenant 800 m<sup>2</sup> de dépôt, un atelier et des bureaux.

La Division France Domaine a été consultée concernant la valeur des parcelles concernées. Par avis du 6 octobre 2017, le terrain a été estimé 80 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

Ceci exposé, il est proposé de vendre le terrain comprenant les lots 14 et 15, d'une surface d'environ 3 182 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage), à

la société FB Agencement au prix unitaire de 85 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des services fiscaux de France Domaine ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvée la vente d'un terrain de 3 182 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage) comprenant le lot 14 de 1 084 m<sup>2</sup> et le lot 15 de 2 098 m<sup>2</sup> sur l'extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence, à la société FB Agencement, ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 85 euros hors taxe le m<sup>2</sup>.

## **Article 2 :**

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

## **Article 3 :**

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 juin 2018 et l'acte de vente signé au plus tard le 30 novembre 2018 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit

de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par FB Agencement sont irrecevables.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

#### **Article 5 :**

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

#### **Article 6 :**

Les recettes résultant de cette vente seront inscrites au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 029-2463/17/BM**

#### **■ Vente d'un terrain sur l'extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à la société Medilips MET 17/4611/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la SARL unipersonnelle Medilips, a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition du lot 9 d'une surface d'environ 1 070 m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle cadastrale Section CW n° 0527 sur l'extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence.

Actuellement installé à Salon-de-Provence, Medilips est spécialisée dans l'achat et la vente de réactifs de laboratoires, d'adjuvants et d'excipients de fabrication, de verrerie de laboratoires et de tout autre équipement et de consommables de laboratoires.

Cette entreprise au chiffre d'affaires de 1,3 millions d'euros hors taxes, emploie actuellement 2 salariés et envisage 3 recrutements à court terme.

Medilips doit faire face à un accroissement d'activité avec une internalisation du stockage et la création d'un site de vente en ligne. Jusqu'à présent locataire de bureaux sur le Parc d'Activité de la Gandonne, Medilips souhaite se porter acquéreur du lot 9 et y installer son siège social.

Le terrain situé sur une des entrées de zone lui garantirait une belle visibilité et lui permettrait de poursuivre son développement.

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment d'une surface de 300 m<sup>2</sup> environ comprenant des bureaux, une petite zone de stockage et un laboratoire pilote.

France Domaine a été consultée concernant la valeur de la parcelle concernée. Par avis du 6 octobre 2017, le terrain a été estimé à 80 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

Ceci exposé, il est proposé de vendre le terrain comprenant le lot 9, d'une surface d'environ 1 070 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage), à la société Medilips au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des services fiscaux de France Domaine ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 16 octobre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la vente d'un terrain de 1 070 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage) comprenant le lot 9 sur l'extension du Parc d'Activité de La Gandonne à Salon-de-Provence, à la société Medilips, ou à toute

autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

#### **Article 2 :**

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

#### **Article 3 :**

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 juin 2018 et l'acte de vente signé au plus tard le 30 novembre 2018 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par Medilips sont irrecevables.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

#### **Article 5 :**

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

#### **Article 6 :**

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 030-2464/17/BM**

#### **■ Vente d'un terrain sur la zone d'activités Euroflory à Berre l'Etang à la société Technisign MET 17/4609/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la SARL TECHNISIGN a sollicité le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'acquisition des lots 26 et 31 d'une surface d'environ 7 623 m<sup>2</sup>, cadastrés respectivement Section CX n° 459 et CX n° 460 sur la ZAC Euroflory située à Berre l'Etang.

La société TECHNISIGN, actuellement basée à Rognac, est spécialisée dans le balisage de chantier sur route et sur fleuve. Elle a également développé des activités connexes pour l'impression et la

fabrication de panneaux routiers et ouvert un atelier de ferronnerie afin de réaliser en urgence des panneaux spécifiques dans la journée.

Du fait d'une activité en très forte progression depuis son démarrage il y a 7 ans, les besoins en bureaux, dépôts et parking n'ont cessé d'augmenter.

TECHNISIGN souhaite pouvoir poursuivre le développement de son parc de véhicules et de matériel et continuer ainsi à embaucher du personnel.

Cette entreprise au chiffre d'affaires annuel de 1 550 000 € hors taxes, emploie actuellement 32 salariés.

Le projet consiste dans la construction de dépôts-ateliers d'une surface d'environ 600 à 700 m<sup>2</sup>, de 350 m<sup>2</sup> de bureaux, d'une zone parking de 2 000 m<sup>2</sup> et d'une zone de stockage des glissières et clôtures de chantier sur 3 000 m<sup>2</sup>.

France Domaine a été consultée concernant la valeur des parcelles visées. Par avis du 7 juillet 2017, le terrain a été estimé à 23 euros HT le m<sup>2</sup>.

Le lot 26 nécessitera en effet de gros travaux de terrassement et des pylônes électriques implantés sur le lot 31 présentent des contraintes importantes en construction.

Ceci exposé, il est proposé de vendre le terrain comprenant les lots 26 et 31, d'une surface d'environ 7 623 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage), à la société TECHNISIGN au prix unitaire de 23 euros hors taxes par m<sup>2</sup>.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des services fiscaux de France Domaine en date du 7 juillet 2017 ;
- Le plan de cession ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la vente d'un terrain de 7 623 m<sup>2</sup> (sous réserve du document d'arpentage) comprenant le lot 26 de 3 917 m<sup>2</sup> et le lot 31 de 3 706 m<sup>2</sup> sur la ZAC Euroflory à Berre l'Etang, à la société TECHNISIGN ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 23 euros hors taxes le m<sup>2</sup>.

**Article 2 :**

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxe du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

**Article 3 :**

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 juin 2018 et l'acte de vente signé au plus tard le 30 novembre 2018 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par TECHNISIGN sont irrecevables.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes, et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

**Article 5 :**

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acheteur.

**Article 6 :**

Les recettes résultant de cette vente seront inscrites au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 031-2465/17/BM**

**■ Versement de soldes complémentaires aux subventions attribuées en 2016 à l'association Pays d'Aix Initiative  
MET 17/4918/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie de la stratégie de développement économique retenue par le Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier se propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Telle l'association PAYS D'AIX INITIATIVE, qui a pour objet de déceler et de favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités de biens ou de services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement de TPE ou PME. Elle apporte son soutien par l'octroi d'un prêt personnel sans garantie ni intérêt et par un accompagnement des porteurs de projet, par un parrainage et un suivi technique assurés gracieusement. Elle contribue aussi à la mobilisation d'autres dispositifs de soutien aux TPE et PME.

**Le présent rapport a pour objet le versement de soldes complémentaires aux subventions attribuées en 2016 à cette association.**

De fait,

1) Par délibération n°HN 019-089/16/BM du 28 avril 2016, il a été attribué à PAYS D'AIX INITIATIVE une subvention de fonctionnement de 160.000 €, représentant 35,25 % de son budget prévisionnel de 453.950 €

- un acompte de 70 %, soit 112.000 € lui a été versé en juin 2016

- un solde de 44.122 € lui a été versé en décembre 2016, sur production d'un compte de résultat intermédiaire affichant un montant prévisionnel de dépenses de 442.899 € pour 2016.

2) Par délibération n° ECO 026-347/16/BM du 30 juin 2016, il a été attribué à PAYS D'AIX INITIATIVE une subvention de 40.000 €, au titre de l'abondement de son fonds de prêt d'honneur, représentant 3,75 % de son budget prévisionnel de 1.066.250 €.

- un acompte de 70 %, soit 28.000 € lui a été versé en juin 2016

- un solde de 10.100 € lui a été versé en décembre 2016, sur production d'un compte de résultat intermédiaire affichant un montant prévisionnel de dépenses de 1.016.000 € pour 2016.

Or, comme spécifié dans les conventions, l'association a transmis en juin 2017 les comptes de résultat finaux relatifs à ces deux subventions, qui s'avèrent supérieurs aux montants prévisionnels affichés en décembre 2016 :

- le montant final réalisé de la subvention de fonctionnement s'élève à 446.624 €
- le montant final réalisé de la subvention afférente au fonds de prêt d'honneur s'élève à 1.113.500 €

En conséquence, compte tenu de ce différentiel, il conviendrait de verser à cette association :

- un solde complémentaire de 1.312,96 € au titre du fonctionnement
- un solde complémentaire de 1.900 € au titre de l'abondement du fonds de prêt

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010\_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'écart, en sa défaveur, entre le montant prévisionnel des subventions 2016 affiché par l'association en décembre 2016 et le montant final réalisé.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée à l'association PAYS D'AIX INITIATIVE un montant total de soldes de subventions 2016 de 3.212,96 €.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix – ligne budgétaire 3A/61/6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 032-2466/17/BM**

#### **■ Attribution de subventions au CROUS pour l'organisation d'actions visant à améliorer la vie étudiante - Approbation d'une convention MET 17/4815/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa mission statutaire d'amélioration de la vie étudiante, le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon, met en œuvre chaque année un certain nombre d'actions visant à sauvegarder et à améliorer les conditions d'existence et le quotidien des étudiants de l'académie.

C'est à ce titre que le CROUS sollicite la poursuite du partenariat engagé depuis 2006 avec la Métropole

Pour l'année universitaire 2017/2018, le CROUS souhaite poursuivre les actions engagées les années précédentes qui porteront sur les thèmes suivants :

- Étudiants référents en résidences universitaires, avec accueil individualisé des nouveaux étudiants pour faciliter leur intégration.

Ce dispositif s'inscrit dans la thématique de l'amélioration de l'accueil des étudiants primo-arrivants dont les étudiants internationaux et de la vie quotidienne de l'ensemble des étudiants au sein de leur résidence à travers différentes actions d'accueil, d'informations, d'animation et de prévention.

Ce dispositif inclut les résidents référents recrutés à la rentrée pour 2 mois (7 étudiants) dans les 7 cités universitaires d'Aix-en-Provence et de Marseille et les résidents référents recrutés pour toute l'année (9 étudiants) dans les résidences de Cuques, des Gazelles et de Luminy.

- Guichet Unique pour l'aide à la recherche de logement, démarches administratives ou toute autre information à l'étudiant primo arrivant.

Mis en place depuis 2008, ce dispositif vise la mise en place de guichets d'accueil et de structures centralisant les offres de service sur un lieu unique.



Ce guichet unique a pris différentes formes depuis sa création en fonction des besoins et des partenariats. Ces guichets intègrent différents services offerts aux étudiants, tels que l'aide à la recherche de logement, l'aide aux démarches administratives et l'accès à toute information utile à un étudiant...

Ce dispositif fait appel à 6 étudiants pour la période de la rentrée universitaire.

- Alimentation et santé pour les étudiants d'aujourd'hui et les familles de demain.

En 2016, le CROUS a servi 2 066 056 repas dans ses structures de restauration. L'intervention du CROUS prend plusieurs formes pour inciter la population étudiante à fréquenter davantage les restaurants universitaires, expliquer comment mettre en pratique les repères de consommation correspondant à une bonne alimentation, réaliser des actions de communication sur cette thématique, mettre en place des actions de formation à l'accompagnement des

personnels de cuisine afin de mieux transmettre les informations auprès des étudiants, réaliser des enquêtes de satisfaction....

- Bienvenue chez moi, Bienvenue dans ma cuisine.

Ce projet vise à intégrer les étudiants notamment étrangers et combattre le sentiment d'isolement dont ils peuvent être victimes. Ce projet veut être un moment de rencontres, de partage, convivialité, ouverture d'esprit, ouverture sur le monde, sur la différence...Chaque mois, les étudiants pourront continuer à découvrir dans leurs cités universitaires la culture d'un continent à travers la cuisine et les arts. Les actions pourront être de type exposition de photos, soirées en cité, projection de films étrangers, cours de cuisine et se dérouleront dans les cuisines collectives et espaces de vie commune des cités universitaires.

Plan de financement des actions :

	Estimation	Région	Métropole	Ville de Marseille	Crous
Résidents Référents	70 000€		5 000€	9 000€	56 000€
Guichet Unique	25 000€		3 000€	2 000€	20 000€
Alimentation et Santé	30 000€	16 000€	2 000€	5 000€	7 000€
Bienvenue chez moi/ Dans ma cuisine	20 000€		2 000€	4 000€	14 000€
TOTAL	145 000€	16 000€	12 000€	20 000€	97 000€

Organisateur	Manifestation Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon	« Partenariat 2017/2018 »	Année universitaire 2017/2018	N-1 : 8 500 € N-2 : 12 000 €	12 000 €	145 000 € Co financeurs : Région : 16 000 € Ville de Marseille : 20 000 € Ressources propres : 97 000 €	12 000 € Soit 8,3 % du budget prévisionnel
GU : 2017.00965						

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient d'apporter un soutien au CROUS et à ses actions en faveur de l'amélioration des conditions de vie des étudiants.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention au profit du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon pour un montant total de 12 000 €.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires, CROUS, d'Aix-Marseille Avignon.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent à son exécution.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 sur l'État Spécial du Territoire du CT2 -ligne 23 – 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 033-2467/17/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention au Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) pour l'organisation du 9ème Festival de Théorie - Approbation d'une convention MET 17/4441/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Festival de Théorie est une manifestation scientifique internationale, créée en 2001 sous l'impulsion de Monsieur Jean Jacquinot, actuel Conseiller scientifique auprès du Directeur d'ITER.

Organisé par le CEA, en étroite collaboration avec le Professeur Diamond (Université de Californie), lauréat 2011 du prestigieux prix Alfén de la société

européenne de physique et Aix-Marseille Université, il réunira une centaine de chercheurs internationaux en physique des plasmas.

Il se déroule toutes les années impaires à Aix-en-Provence au mois de juillet et, cette année, la 9ème édition est programmée du 26 juin au 20 juillet 2017 à la Faculté de Lettres.

Cette manifestation se singularise pour plusieurs raisons, notamment sa durée, 4 semaines, ce qui favorise le travail en groupe et les collaborations, sa démarche vers les jeunes chercheurs qu'elle contribue à former, et son ambition de réunir des experts de renom transdisciplinaires en physique des plasmas (fusion, astrophysique).

En effet, une centaine de chercheurs en fusion contrôlée et en astrophysique dont une trentaine de physiciens seniors sont réunis pour cette manifestation dont l'objectif est triple :

- présenter les travaux les plus récents par des spécialistes internationalement reconnus et promouvoir de nouvelles idées,
- initier ou poursuivre des collaborations interdisciplinaires,
- former de jeunes chercheurs de haut niveau.

La thématique retenue pour 2017 traitera des « avalanches » et de l'auto-organisation dans les plasmas. Le programme comprend une quarantaine d'exposés oraux dont 10 tutoriels à vocation pédagogique.

Par ailleurs, les tutoriels et les cours associés sont publiés dans un livre dans le cadre d'une revue sur la théorie de la physique des plasmas magnétisés (éditeur « Word Scientific Publishing).

Pour les chercheurs de la région, cette manifestation est l'occasion de nouer ou de renforcer les liens inter communautaires entre le monde de la fusion et le reste du monde académique, la mécanique des fluides ou la physique des phénomènes hors équilibre par exemple.

Le soutien et la proximité d'ITER et du projet WEST du CEA/IRFM sont en outre des atouts essentiels qui concourent à focaliser la recherche autour des enjeux critiques pour la fusion. Le Festival de Théorie contribue à l'établissement de ponts entre ces grands équipements de recherche appliquée et le tissu académique à la fois local et international.

Cette année, une conférence de vulgarisation scientifique à destination d'un large public sera également organisée et un prix remis à un jeune chercheur pour ses travaux particulièrement remarquables.

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
CEA, Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives GU : 2017.00905	« 9 <sup>e</sup> Festival de Théorie » sur le campus aixois	Du 26 juin au 20 juillet 2017	N-1 : 0 € N-2 : 3 000 €	4 000 €	26 300 € Co financeurs : Fonds européen : 1 000 € Sponsors : 5 500 € Ressources propres : 8 300 € AMU : 7 500 €	4 000 € Soit 15,20 % du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 4 000 € au CEA pour l'organisation du « 9<sup>e</sup> Festival de Théorie » et d'approuver la convention y afférente, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, certaines actions ayant déjà eu lieu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, au Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention pour l'aide à l'organisation du « 9<sup>ème</sup> Festival de Théorie » au profit du Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives pour un montant de 4 000€.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, à conclure avec le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix -ligne 23 – 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 034-2468/17/BM**

**■ Attribution d'une subvention au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation de l'exposition : un voyage au cœur du monde des planètes et la participation au Village des sciences 2017 - Approbation d'une convention  
MET 17/4450/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2012, le service de Communication de l'Observatoire des Sciences de l'Univers Institut Pythéas participe à l'animation du Village des Sciences à Aix-en-Provence dans le cadre de la fête de la Science. Cette année, le CNRS pour le compte de l'Institut Pythéas, sollicite une subvention pour l'organisation de « l'exposition : un voyage au cœur du

monde des planètes » et la participation au « Village des sciences 2017 ».

A partir de l'été et jusqu'à la mi-octobre, l'Institut Pythéas invite le public à venir jouer avec le monde des exo planètes grâce à une exposition ludique et didactique accessible à tous et en particulier aux plus jeunes, présentée en plein cœur du Parc Saint-Mitre à Aix-en-Provence.

Les exo planètes seront abordées au travers d'une exposition ludique de 20 à 30 panneaux disposés sous forme d'îlots. Le contenu des panneaux qui tient compte des programmes scolaires visera le jeune public mais comprendra également des informations destinées aux plus grands.

De plus, lors de la fête de la Science du 13 au 15 octobre, le Parc Saint-Mitre accueillera le Village des Sciences d'Aix-en-Provence où l'Institut Pythéas sera également présent. A cette occasion, les chercheurs de ses laboratoires proposeront des animations, des ateliers, des vidéos... Cet espace de découverte et

d'émerveillement adapté aux collégiens, lycéens, étudiants, familles, publics néophytes ou avertis sera élaboré en s'appuyant à la fois sur l'excellence scientifique dans tous les domaines concernés et sur le savoir-faire des professionnels de la médiation scientifique. Cette année un focus particulier sera donné à l'astronomie et aux géosciences de l'environnement. Les animations proposées permettront aux publics de découvrir certaines facettes de nos univers tout en s'amusant.

Cette manifestation attire un vaste public, 3 500 visiteurs en 2015 sur 3 journées et 1 900 visiteurs en 2016 sur 2 journées, la journée dédiée aux scolaires ayant été annulée à cause des mauvaises conditions climatiques.

Outre le partenariat avec le Muséum d'Histoire naturelle pour l'exposition temporaire, des animations seront réalisées en synergie avec le planétarium Peiresc d'Aix-en-Provence sur la période de la Fête de la science.

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subvention N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
CNRS, National de Recherche Scientifique Institut Pythéas GU : 2017.00915	« l'exposition : un voyage au cœur du monde des planètes » et participation au « Village des sciences 2017 », Parc ST Mitre, Aix-en-Provence	Du 1 juillet au 15 octobre 2017	N-1 : 2 025 € N-2 : 1 500 €	4 275 €	9 500 € Co financeurs : Région PACA : 5 225 €	€4 000 € Soit 42,1 % du budget prévisionnel

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 4 000 € au CNRS pour l'organisation de « l'exposition : un voyage au cœur du monde des planètes » et la participation au « Village des sciences 2017 » et d'approuver la convention y afférente, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, certaines actions ayant déjà eu lieu.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, au Centre National de la Recherche Scientifique.

Délibère

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention pour l'organisation de « l'exposition : un voyage au cœur du monde des planètes » et la participation au « Village des sciences 2017 » au profit du Centre National de la Recherche Scientifique pour un montant de 4 000 €.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, à conclure avec le Centre National de la Recherche Scientifique.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix -ligne 23 – 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 035-2469/17/BM**

#### **■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et d'actions prévues pour le second semestre 2017 - Approbation d'une convention et mise en œuvre des conventions triennales en cours d'exécution MET 17/4817/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les axes prioritaires du partenariat avec l'État portent sur la valorisation du travail des équipes universitaires et de recherche et des travaux étudiants, dans le cadre de colloques ou manifestations analogues.

Ces manifestations et actions contribuent à accroître la notoriété scientifique et à développer le caractère innovant sur le territoire. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il est proposé de valider, d'une part, le soutien financier aux manifestations et actions annuelles portées par Aix-Marseille Université prévues pour le second semestre de l'année 2017 et, d'autre part, de valider les subventions et prix octroyés en application des conventions triennales signées en 2015 qui sont dans leur troisième et dernière année d'exécution, avec une incidence financière totale de 117 250€.

### **Soutien aux colloques et manifestations 2017 : 69 000€**

- 3 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « L'immeuble et le droit des procédures collectives », le 10 novembre 2017, organisé par le CDE, Centre de Droit Économique,

- 2 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « L'intérêt de l'enfant : mythe ou réalité », le 5 décembre 2017, organisé par le CDE, Centre de Droit Économique,

- 6 000 € pour l'aide à l'organisation de « la Fête de la science 2017 », le 12 octobre 2017, organisé par le CEREGE, Centre Européen de Recherche et d'Enseignement en Géosciences et de l'Environnement,

- 1 500 € pour l'aide à l'organisation du colloque « La gouvernance de la mer Méditerranée : questions et évolutions contemporaines », du 9 au 10 novembre 2017, organisé par le CERIC, Centre d'Études et de Recherches Internationales et Communautaires,

- 2 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Opportunités et menaces du numérique pour les territoires durables », du 30 novembre au 1 décembre 2017, organisé par le CERIC, Centre d'Études et de Recherches Internationales et Communautaires,

- 1 500 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Platon et les platonistes : traduire, interpréter, commenter », du 14 au 15 octobre 2017, organisé par l'IHP, Institut d'Histoire de la Philosophie,

- 2 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Justice transitionnelle et bourreaux », du 3 au 8 juillet 2017, organisé par l'ILF GERJC, Institut Louis Favoreu Groupe d'Études et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle,

- 3 500 € pour l'aide à l'organisation de la manifestation « Université d'été de justice constitutionnelle », du 4 au 9 septembre 2017, organisé par l'ILF GERJC, Institut Louis Favoreu Groupe d'Études et de Recherches sur la Justice Constitutionnelle,

- 2 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Philosophie politique et morale et doctrine juridique », du 30 au 1 décembre 2017, organisé par le Laboratoire de Théorie du Droit,

- 2 500 € pour l'aide à l'organisation du colloque « La rage dans tous ses états : des approches antiques aux recherches actuelles », du 28 au 29 septembre 2017, organisé par le TDMAM, Centre de Recherches Textes et Documents de la Méditerranée Antique et Médiévale.

- 3 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Espaces de la chanson contemporaine :

cartographie d'un genre en mutation », du 20 au 22 septembre 2017, organisé par le CAER, Centre Aixois d'Etudes Romanes,

- 6 000 € pour l'attribution dans le cadre d'un partenariat inter universitaire entre les Universités de Tübingen et Aix-Marseille Université de « deux bourses d'études, à raison de 3 000 € chacune, à deux étudiants de l'Université de Tübingen inscrits à la Faculté de Droit et de Sciences Politiques », année universitaire 2017/2018, organisées par le CERIC, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires,

- 3 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque « Extension du domaine de la littérature », du 13 au 15 septembre 2017, organisé par le CIELAM, Centre Interdisciplinaire d'Etudes des Littératures d'Aix-Marseille,

- 12 000 € pour l'aide à l'organisation de deux journées dans le cadre de la Semaine AMU Entreprises, SAE, sur les thèmes « Culture et attractivité du territoire et entrepreneuriat féminin », respectivement les 13 et 16 novembre 2017, organisées par la Direction du Partenariat avec le Monde Socio-économique,

- 3 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « La vérité d'une vie », du 19 au 21 octobre 2017, organisé par le LERMA, Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur le Monde Anglophone,

- 3 000 € pour l'aide à l'organisation du colloque sur le thème « Cinéma et psychanalyse : mémoire et lutte », du 6 au 7 octobre 2017, organisé par le LPCLS, Laboratoire de Psychopathologie Clinique, Langage et Subjectivité,

- 13 000 € pour l'aide à l'organisation de la manifestation sur le thème « Forum emplois/stages 2017 » le 14 novembre 2017, organisée par le SUIO, Service Universitaire d'Insertion et d'Orientation.

**Remise des prix de la Métropole, au profit des étudiants récipiendaires désignés par AMU Aix-Marseille Université comme suit : 2 750 €**

500 € directement à l'étudiant major de promotion du Master 2 Recherche Droit Economique, année universitaire 2016/2017, désigné par la Faculté de Droit et de Science Politique,

500 € directement à l'étudiant major de promotion du Master 2 professionnel Environnement, Sécurité et Qualité de l'Entreprise, année universitaire 2016/2017, désigné par la Faculté de Droit et de Science Politique,

750 € directement à l'étudiant ayant présenté la meilleure thèse portant sur un thème intéressant les grands problèmes émergents de droit privé ou public, année universitaire 2016/2017, désigné par la Faculté de Droit et de Science Politique,

500 € directement à l'étudiant major de promotion du « Master 2 droit et fiscalité de l'entreprise », année universitaire 2016/2017, désigné par le Centre d'Etudes Fiscales et Financières,

500 € directement à l'étudiant major de promotion du « Magistère 3 droit, fiscalité et comptabilité », année universitaire 2016/2017, désigné par le Centre d'Etudes Fiscales et Financières.

**Attribution de subventions et de prix pour l'année universitaire 2017/2018 en application des conventions triennales signées en 2015 avec AMU et ses différentes composantes : subventions 44 500 € + prix 1 000 €**

- 16 000 € pour la validation des modalités d'exécution de la 3<sup>ème</sup> et dernière année de la convention de partenariat conclue avec Aix-Marseille Université au terme de laquelle sont prévus « La réalisation de trois études sur des thèmes d'intérêt commun et aide au fonctionnement du CRA pour un montant de 6 000 € et, par ailleurs, l'aide à la formation continue du DU « Management et achat public », formation de 5 agents des villes membres et soutien à la création et au fonctionnement de ce DU, Diplôme Universitaire, pour un montant de 10 000 €, année universitaire 2017/2018, organisés par le CRA, Centre de Recherches Administratives,

- 10 000 € pour la validation des modalités d'exécution de la 3<sup>ème</sup> et dernière année de la convention de partenariat conclue avec la Ville d'Aix-en-Provence et Aix-Marseille Université au terme de laquelle est prévue « La mise en place d'un projet d'études sur le thème Attractivité de la Ville d'Aix-en-Provence, rôles et interaction entre le patrimoine, innovation et écologie », année universitaire 2017/2018, organisé par l'IAE, Institut d'Administration des Entreprises,

- 10 500 € pour la validation de la 3<sup>ème</sup> et dernière année d'exécution de la convention de partenariat conclue avec Aix-Marseille Université au terme de laquelle est prévue la mise en place de trois ateliers étudiants, à raison de 3 500 €/atelier, sur des thèmes d'intérêt commun favorisant l'insertion professionnelle des étudiants « La réalisation d'un schéma de mobilité piétonne sur la zone commerciale de Plan de Campagne, réflexion à l'implication logements/activités dans le quartier des Logissons à Venelles et accompagnement de mémoire de fin d'études », année universitaire 2017/2018, organisés par l'IUAR, Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional,

- 5 500 € pour la validation des modalités d'exécution de la 3<sup>ème</sup> et dernière année d'exécution de la convention de partenariat conclue avec l'Université d'Aix-Marseille au terme de laquelle sont prévus « La mise en place d'un projet de recherche appliquée sur un thème d'intérêt commun, projet d'évolution du Plan

Local d'Urbanisme, PLU, de la Ville d'Aix-en-Provence, pour un montant de 5 000 €, et attribution d'un prix de 500 € mandaté directement au major de promotion du Master professionnel Droit et Métiers de l'Urbanisme et de l'Immobilier », année universitaire 2017/2018, organisés par le LIEU, Laboratoire Interdisciplinaire En Urbanisme,

- 3 500 € pour la validation des modalités d'exécution de la 3<sup>ème</sup> et dernière année d'exécution de la convention de partenariat conclue avec l'Université d'Aix-Marseille au terme de laquelle sont prévus la mise en place d'un stage étudiants Mission Synergie dans le cadre du Magistère JCO sur un thème d'intérêt commun, qui sera cette année « réalisation d'un plan de communication au sein de la direction des Risques du territoire du Pays d'Aix, Direction de la Mobilité », sous le tutorat de l'équipe pédagogique du Magistère pour un montant de 3 000 € et l'attribution d'un prix de 500 € mandaté directement au major de promotion du Magistère Journalisme et Communication des Organisations, année universitaire 2017/2018, organisés par le JCO, le Magistère Journalisme et Communication des Organisations.

Un tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques est présenté en annexe.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 113 500 € à Aix-Marseille Université pour, d'une part, l'organisation des manifestations et colloques prévus au second semestre 2017, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, certaines actions ayant déjà eu lieu, et d'approuver la convention y afférente, et, d'autre part, pour la mise en œuvre de la dernière année d'exécution des conventions en cours et d'attribuer des prix aux étudiants désignés par Aix-Marseille Université pour un montant total de 3 750€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2015\_B445 du Bureau communautaire de la CPA du 24 septembre 2015 validant les conventions de partenariat triennales avec Aix-Marseille Université agissant pour le compte du CEJU LIEU, Centre d'Etudes Juridiques d'Urbanisme Laboratoire Interdisciplinaire Environnement Urbanisme, le Magistère JCO, Journalisme et Communication des Organisations, le CRA, Centre de Recherches Administratives, l'IUAR, l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional et les conventions signées les 12 octobre et 17 octobre 2015 ;
- La délibération n° 2015\_B534 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 validant la convention triennale de partenariat avec Aix-Marseille Université agissant pour le compte de l'IAE, Institut d'Administration des Entreprises, et la convention signée le 28 novembre 2015 ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université et à ses étudiants.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont attribuées des subventions au profit d'Aix-Marseille Université, d'une part, pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques et, d'autre part, pour la dernière année d'exécution des conventions triennales en cours, pour un montant total de 113 500 €.

## **Article 2 :**

Sont attribués des prix au profit des étudiants désignés par Aix-Marseille Université pour un montant total de 3 750 €.

## **Article 3 :**

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

## **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix -ligne 23 – 657382 et ligne 23 – 6713.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 036-2470/17/BM**

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle de compétitivité SAFE Cluster en vue de l'organisation du Forum Envirorisk sur le Technopôle de l'environnement Arbois Méditerranée - Approbation d'une convention MET 17/4630/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2005, le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée accueille sur son territoire et participe à l'organisation du Forum Envirorisk. Envirorisk est une manifestation dédiée aux

professionnels du monde des risques (naturels, industriels, sanitaires, sécurité civile...) et de l'environnement (énergies, eau, déchets, biodiversité, qualité de l'air...). Son ambition est de favoriser la promotion de solutions technologiques et de savoir-faire en faveur de la protection de l'homme et de la planète.

Les publics concernés par cet événement sont :

10. Les acteurs touchés par les problématiques environnementales souhaitant se prémunir des risques ou limiter leur impact sur l'environnement : les collectivités territoriales, les industriels responsables, les services de l'Etat, la sécurité civile...
11. Les sociétés innovantes, groupements d'entreprises, laboratoires de recherche... proposant des solutions technologiques et d'ingénieries pour la prévention des risques et la préservation de l'environnement.

Dans le cadre du réseau thématique #Cleantech #Mobility d'Aix-Marseille FrenchTech, les partenaires du réseau thématique ont souhaité faire évoluer ce salon vers une plus large promotion des solutions innovantes et opportunités d'affaires pour les start-ups du territoire.

Pour cela, autour du pôle de compétitivité Safe Cluster et du Technopôle de l'Arbois, les autres partenaires du réseau thématique #CleanTech #Mobility (l'incubateur Impulse, la CCIMP, les Pôles Capenergies et éa éco-entreprises, le campus thecamp, Pays d'Aix Développement et le réseau des pépinières du Pays d'Aix) ont travaillé à l'élaboration d'un programme ambitieux se déroulant sur 2 journées les 6 et 7 décembre 2017 :

### **6 décembre 2017**

9h30-10h00 : Ouverture - discours  
10h00-11h00 : Table ronde « innovation verte »  
11h30-13h00 : Challenge Open Innovation  
13h00-14h30 : Buffet réseautage  
14h30-16h30 : Convention d'affaires par la CCIMP  
17h00 : Remise prix Challenge Open Inno  
18h00 : Visite Show room Thecamp et cocktail

### **7 décembre 2017**

9h30-11h00 : Info Day H2020 Enviro & Energie  
11h30-13h00 : 4 Ateliers thématiques en parallèle  
Gestion des pollutions / déchet / Gestion des risques / Energie / Air  
13h00-14h30 : Buffet réseautage  
14:30-15h00 : Présentation pépinière #CleanTech  
15:00-16h00 : Fonds d'investissements Clean Tech



Aussi, pour réaliser cette opération, le budget prévisionnel établi est de 47 000 € :

Dépenses		Recettes	
CCIMP (mise à disposition logiciel et temps passé)	15 000 €	CCIMP (mise à disposition logiciel et temps passé)	18 000 €
Dépense de personnel SAFE	10 000 €	Métropole AMP (Direction du Technopôle de l'Arbois)	17 000 €
Communication	2 000 €	Partenaires privé 1	2 400 €
Frais de restauration	5 000 €	Partenaires privé 2	2 400 €
Temps passé EA (5 jours)	5 000 €	Partenaires privé 3	2 400 €
Temps passé CAP (5 jours)	5 000 €	Partenaires privé 4	2 400 €
Temps passé thecamp (5 jours)	5 000 €	Partenaires privé 5	2 400 €
<b>Total</b>	<b>47 000 €</b>		<b>47 000 €</b>

Il convient de noter que ce salon sera aussi l'occasion d'accueillir dès le lendemain (le vendredi 8 décembre) la réunion nationale des 15 membres du Réseau thématique de la FrenchTech #CleanTech #Mobility.

Aussi, afin d'organiser pour la 7<sup>ème</sup> édition consécutive le Forum EnviroRisk sur le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée, il est proposé :

12. de réserver les espaces et salles de réunion nécessaires sur le Technopôle de l'Arbois (Forum, salle de réunion du bâtiment de l'horloge) et salles de réunion de la pépinière #Cleantech
13. d'allouer une subvention au Pôle de compétitivité Safe Cluster de 17 000€ TTC en vue d'assurer l'organisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir l'organisation de la manifestation EnviroRisk.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 17 000€ TTC à l'association Safe Cluster en vue de l'organisation du Salon EnviroRisk.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec l'association Pôle Safe Cluster.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, Budget 06, nature 6574, ligne de crédit N° 2814.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Transports,  
Déplacements et Accessibilité"**  
\*\*\*\*\*

**TRA 001-2474/17/BM**

■ **Approbation de l'avenant n°2 à la convention de financement des études de projet et de travaux relatifs à la gare de la Blancarde à Marseille (4ème arrondissement)**  
**MET 17/4325/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La création de la 3ème voie de l'axe ferroviaire Marseille-Aubagne s'accompagne d'un programme de travaux sur quatre gares ou haltes multimodales sur le territoire de Marseille Provence Métropole : Blancarde (13004), la Pomme (13011), Saint Marcel (130011), et la Barasse (13011).

A ce titre, par délibération DTUP 001-514/12/BC du 26 octobre 2012, des conventions de financement des études de projet et des travaux des aménagements intermodaux des gares et haltes de l'axe ferroviaire Marseille-Aubagne-Toulon avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur, l'Etat, RFF et la SNCF ont été approuvées.

Par délibération DTM 006-1322/15/CC du 25 septembre 2015, un avenant n°1 à la convention n°13/1052 relative à la gare de la Blancarde a eu pour objet de modifier le délai compte tenu de la prolongation de la durée de l'opération sur le périmètre «mise en accessibilité des quais» sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseaux. Ainsi le programme avait été prolongé de 50 mois sans modification financière.

Depuis cette convention et son avenant n°1, le quai central s'est avéré trop bas pour respecter les normes de mise en accessibilité et nécessite par conséquent d'être rehaussé.

La méthodologie de réalisation des travaux et le phasage sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseaux se sont complexifiés suite à de fortes contraintes de

réalisation (mise en place de portiques d'accès à la gare, durées de plages travaux réduites, se calant entre le projet de Marseille-Blancarde, accès permanent au Technicentre indispensable induisant des plages travaux non simultanées rendant difficiles les accès au quai 2-3 et au quai 1 et l'amenée/repli du matériel et des matériaux...), augmentant la complexité de l'opération.

Ainsi le présent avenant n°2 à la convention de financement des études de Projet et des travaux relative à la gare de Marseille Blancarde porte sur la prise en compte de la nouvelle consistance des travaux à réaliser et du nouveau plan de financement associé, sans incidence sur la participation financière de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DTUP 001-514/12/BC du 26 octobre 2012 ;
- La délibération DTM 006-1322/15/CC du 25 septembre 2015 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de passer un avenant n°2 à la convention de financement relative aux études et travaux d'aménagements intermodaux de la gare de la Blancarde à Marseille (4<sup>ème</sup> arrondissement

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention de financement relative aux études et travaux d'aménagements intermodaux de la gare de la Blancarde à Marseille (4ème arrondissement)

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Transports 2017 et suivants – n° d'opération : 2011119900 - Nature : 2313 - Sous-politique : C350.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 002-2475/17/BM**

■ **Approbation d'une convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec Orange dans le cadre de l'extension de la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille au nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au sud jusqu'à la Gaye et création d'un site de maintenance et de remisage**

### **MET 17/4352/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel-Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La

Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunication afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway. Ces réseaux sont gérés par Orange qui est à ce titre occupant du domaine public.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux sous maîtrise d'ouvrage de l'opérateur Orange nécessitées par le Projet d'extensions Nord et Sud du tramway.

La réalisation des travaux fera l'objet d'une convention spécifique à l'issue de l'approbation des études d'Avant-Projet par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La présente convention acte le principe de la prise en charge financière des études de déviation de ses réseaux par l'Occupant Orange. La Métropole sera amenée à rembourser tout ou partie des études si le projet est abandonné ou subit des modifications de programme après sa validation par cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;

- Que la société Orange est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société Orange fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la société Orange définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux de l'Occupant nécessitées par le projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 003-2476/17/BM**

**■ Approbation d'une convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec Enedis dans le cadre de l'extension de la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille au nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au sud jusqu'à la Gaye et création d'un site de maintenance et de remisage MET 17/4353/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel-Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de distribution électrique afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway. Ces réseaux sont gérés par Enedis qui est à ce titre occupant du domaine public dans le cadre d'une concession.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux sous maîtrise d'ouvrage du concessionnaire Enedis nécessitées par le Projet d'extensions Nord et Sud du tramway.

La réalisation des travaux fera l'objet d'une convention spécifique à l'issue de l'approbation des études d'Avant-Projet par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La présente convention acte le principe de la prise en charge financière des études de déviation de ses réseaux par la société Enedis. La Métropole sera amenée à rembourser tout ou partie des études si le projet est abandonné ou subit des modifications de programme après sa validation par cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de distribution d'électricité impactant le périmètre du projet ;
- Que la société Enedis est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société Enedis fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la société Enedis définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux de l'Occupant nécessitées par le projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 004-2477/17/BM**

### **■ Approbation d'une convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec Grdf dans le cadre de l'extension de la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille au nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au sud jusqu'à la Gaye et création d'un site de maintenance et de remisage MET 17/4354/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à La

Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel-Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schlœsing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une partie des installations et des réseaux enterrés de distribution de gaz naturel afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la

plate-forme du tramway. Ces réseaux sont gérés par Grdf qui est à ce titre occupant du domaine public dans le cadre d'une concession.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux sous maîtrise d'ouvrage du concessionnaire Grdf nécessitées par le Projet d'extensions Nord et Sud du tramway.

La réalisation des travaux fera l'objet d'une convention spécifique à l'issue de l'approbation des études d'Avant-Projet par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La présente convention acte le principe de la prise en charge financière des études de déviation de ses réseaux par la société Grdf. La Métropole sera amenée à rembourser tout ou partie des études si le projet est abandonné ou subit des modifications de programme après sa validation par cette dernière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de distribution de gaz naturel impactant le périmètre du projet ;
- Que la société Grdf est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société Grdf fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la société Grdf définissant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement et de protection des réseaux de l'Occupant nécessitées par le projet d'extension du réseau de tramway de l'agglomération marseillaise, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant création d'un dépôt de tramway.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 005-2478/17/BM**

**■ Approbation d'une convention relative à une étude de vulnérabilité des réseaux de transports marseillais au changement climatique: impacts des événements météorologiques extrêmes  
MET 17/4795/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les réseaux de transport de personnes et de marchandises jouent un rôle vital pour notre société et notre économie. Ils subissent dès à présent de nombreux impacts climatiques susceptibles d'augmenter en intensité et/ou en fréquence avec le changement climatique.

C'est la raison pour laquelle dès 2011 un Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC) a été établi par l'État pour la période 2011-2015 ; évalué en 2016, il est en cours de renouvellement.

Le PNACC couvre plusieurs domaines et secteurs d'activité et notamment celui des infrastructures et systèmes de transports.

Pour le volet des infrastructures de transport, plusieurs actions et mesures concrètes visent à améliorer la résilience et la résistance des infrastructures de transport face aux effets du changement climatique ; parmi ces actions, l'une d'elles s'intéresse plus particulièrement à l'évaluation des risques encourus par les infrastructures et les services de transport face aux événements climatiques extrêmes et à leurs évolutions possibles dans le cadre du changement climatique.

Pour répondre aux objectifs de cette action, le CEREMA s'est engagé dans une démarche de construction d'une méthodologie d'analyse de risque. Cette méthodologie s'appuie sur la réalisation d'analyses de risque appliquées sur différents territoires et pour différents types d'infrastructures.

L'objectif final est d'aider les gestionnaires de réseau et d'infrastructures de transport à définir des stratégies d'investissement, d'entretien et d'exploitation adaptées le mieux possible aux événements climatiques extrêmes potentiels, présents et futurs.

In fine, les enseignements tirés de l'ensemble de ces analyses permettront de définir une méthodologie cohérente et transposable à tout territoire (en particulier autres grandes agglomérations) afin d'y mener des analyses similaires.

Dans cette optique, le CEREMA réalise une étude portant sur l'analyse de la vulnérabilité des réseaux de transports urbains confrontés à des événements

climatiques extrêmes et à leurs évolutions possibles, dans un contexte de changement climatique.

La ville de Marseille, restreinte à son aire d'étude définie dans la convention ci-annexée, a été retenue comme site témoin pour les raisons suivantes :

- elle représente un territoire urbain dense concentrant en son sein d'importants enjeux socio-économiques ;
- c'est un territoire maillé par un réseau dense d'infrastructures de transport de tout type avec des lieux d'intermodalité majeurs.

L'implication, la collaboration et l'accompagnement des exploitants des réseaux de transport marseillais dans cette démarche sont donc indispensables pour répondre entièrement aux objectifs de l'étude.

Dans cette mesure, la présente convention a pour objet principal de définir les attendus et niveaux d'implication de chacune des parties signataires.

L'objectif de la réalisation de l'étude est :

- de fournir une estimation du niveau de risque auquel sont confrontées les infrastructures de transport de l'aire d'étude ;
- d'éprouver in fine une méthodologie d'analyse de risques en cours de développement et de la faire évoluer par les enseignements et résultats qui en seront tirés.

Ainsi la réalisation de l'analyse appliquée au centre de Marseille requiert des échanges d'informations, d'études entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le CEREMA et la DIRMED concernant la connaissance des événements météorologiques et leurs impacts sur les infrastructures et les réseaux, et la connaissance des enjeux de déplacements sur l'aire d'étude.

La convention annexée au rapport propose un partenariat d'échanges de données entre le CEREMA et la Métropole pour la réalisation de cette étude, sans contrepartie financière.

Cette étude sera suivie par une instance Pilotage rassemblant le CEREMA, la Métropole ainsi que services de l'Etat associés à cette étude (DREAL, DIRMED).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de répondre favorablement à la demande de l'Etat de participer à la construction d'une méthodologie d'analyse permettant d'améliorer la résilience et la résistance des infrastructures de transport face aux effets du changement climatique avec les services de l'Etat ;
- Que les partenaires de ce projet devront au préalable valider le programme de travail avant le début de l'étude ;
- Que la convention ci annexée ne comporte aucune contrepartie financière.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative à une étude de vulnérabilité des réseaux de transport marseillais au changement climatique.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 006-2479/17/BM**

**■ Approbation d'une convention avec la ville d'Aubagne pour la gestion et l'entretien des équipements en lien avec la plateforme tramway MET 17/4680/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er septembre 2014, la ligne de tramway « Charrel – Gare » sur la commune d'Aubagne est en service.

La gestion du tramway est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de sa compétence Transport. Toutefois, la plateforme du tramway se situe sur la voirie de la commune d'Aubagne dont la gestion est de compétence communale. Il convient donc de rappeler la délimitation des compétences entre chaque entité et d'induire les nouvelles exigences de sécurité pour l'exécution des travaux de voirie à proximité du tramway.

Afin de mutualiser les moyens, il est convenu que la ville d'Aubagne étendrait certaines prestations sur la plateforme du tramway et dans les stations qui relèvent de la compétence « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence : nettoyage du sol et des corbeilles dans les stations, salage en période hivernale, maintenance de la signalisation tricolore et routière du système tramway.

Parallèlement, la réalisation du tramway et la requalification urbaine des aménagements adjacents au tracé ont induit la création de nouveaux espaces et la multiplication d'équipements qui sont intégrés dans le patrimoine communal et dont la ville assure la maintenance et l'entretien. Ses espaces et équipements participent à la bonne marche du tramway et du système de transport (parking relais, piste mode doux, mobilier urbain, espace vert en bordure du tramway). Aussi, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence participe financièrement à leurs coûts de maintenance et d'entretien.

Il convient donc que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aubagne conventionnent afin de déterminer les fréquences et les modalités de maintenance et de nettoyage de l'ensemble de ces espaces et équipements (espaces verts, voirie, signalisation, parking relais, piste vélo, station, réseaux, mobilier, etc. ...) et de définir les règles financières qui en découlent.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence versera participation annuelle à la ville d'Aubagne d'un montant estimatif de 149 000 € TTC, fonction des prestations réalisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi d'orientation des Transports Intérieurs du 30 décembre 1982,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La nécessité d'entretenir et de gérer les équipements en lien avec la plateforme tramway.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aubagne.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence, Sous Politique C230 Nature budgétaire 6156.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 007-2480/17/BM**

**■ Approbation d'un protocole transactionnel au marché n° 2012/40 relatif aux travaux de voie ferrée et de revêtement pour le projet de tramway de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Entreprise ETF MET 17/4681/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a lancé une opération de construction d'un tramway en 2009. Dans ce cadre, elle a notifié à la société ETF, par acte d'engagement du 29 août 2012, le marché n°2012/40 de travaux de voie ferrée et de revêtement, comportant :

- Une tranche ferme pour la réalisation de l'ensemble des prestations du terminus Charrel jusqu'à la station Gare sur la commune d'Aubagne y compris le centre de maintenance (phase 1) pour un montant de 9.318.222,40 euros HT ;
- Une tranche conditionnelle pour la réalisation de l'ensemble des prestations de la station Gare au terminus des Paluds sur la commune d'Aubagne (phase 2) pour un montant de 9.511.532 euros HT.

Un avenant a été signé le 24 septembre 2014 pour la rémunération de travaux supplémentaires, portant le montant de la tranche ferme à 9.477.556,21 euros HT. Le démarrage de la période de préparation de la tranche ferme a été notifié à la société ETF par l'ordre de service n° III-119, à compter du 6 septembre 2012. La tranche conditionnelle n'a pas été affirmée. La réception des ouvrages a été prononcée avec réserves le 10 juillet 2014. L'ensemble des réserves a été levé par une décision du maître d'ouvrage du 23 décembre 2015.

A l'issue de la réception des ouvrages, la société ETF a transmis son projet de décompte final, lequel comportait une demande de règlement complémentaire d'un montant total de 3 934 580,09 euros HT. Le décompte général du marché a été notifié le 10 mai 2016 par le maître d'ouvrage, sans droit à demande de rémunération complémentaire de la société ETF. La société ETF a signé le décompte général établi par le maître d'ouvrage avec réserves, lesquelles ont été détaillées au travers d'un mémoire en réclamation, réceptionné par le représentant du maître d'ouvrage le 24 juin 2016.

ETF sollicitait le versement d'une somme supplémentaire de 3 935 571,09 euros HT au titre de différents postes indemnitaires dont le détail est rappelé ci-dessous :

- 1.904.230,00 € HT au titre des 6,5 mois de retard pour le démarrage des travaux. Le titulaire déclare supporter des coûts supplémentaires pour l'immobilisation de ses équipes, de ses installations de chantiers et bureaux, des matériels nécessaires au chantier et des frais fixés ;
- 1.302.561,00 € HT au titre de la modification du déroulement du planning du chantier, comparé au planning présent dans le marché initial. Le titulaire déclare la présence de 40,5 semaines et la mobilisation d'une équipe chantier supplémentaire sur une durée de 29 semaines ;
- 510.620,00 € HT au titre d'un retard de 2 mois dans la réception des ouvrages ;
- 217.160,09 € HT au titre d'une liste de travaux supplémentaires ;
- 1.000,00 € de pénalité

Il est précisé que, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est de plein droit substituée à la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Du fait de concessions réciproques, les parties s'entendent pour :

- Mettre un terme au différend qui les oppose sur le règlement définitif du marché n°2012/40 de travaux de voie ferrée et de revêtement de la première ligne du tramway à Aubagne ;
- Fixer le montant de la rémunération complémentaire de ce marché et ses modalités de règlement.

En effet, la Métropole reconnaît que :

Il y a eu des reports successifs du démarrage des travaux, non imputables à l'entreprise. Concernant le calcul de l'indemnisation, la Métropole ne retiendra qu'une période de février à mi-mai 2013 ;

- Le planning des travaux a été modifié. L'indemnisation doit être calculée sur base des éléments présents dans l'offre établie par la société à la remise du marché ;
- La Métropole reconnaît qu'il y a bien eu un retard de 15 jours dans la réception des travaux ;
- Les travaux complémentaires suivants « remplacement du taquet d'arrêt » et « Repérage de ferrailage sur le pont Lagunas » n'étaient pas prévus au marché, ont été demandés par le maître d'ouvrage et réalisés par le Titulaire.

En contrepartie, le Titulaire accepte de réduire le montant d'indemnisation demandé de la manière suivante :

	RECLAMATION ETF (montant € HT)	ACCORD TRANSACTIONNEL (montant € HT)
Impact du retard dans le démarrage des travaux	1.904.230,00	601.417,60
Modification des délais jalons	1.302.561,00	750.126,39
Retard dans la réception des ouvrages / Allongement du délai global	510.620,00	55.000,00
Travaux supplémentaires	217.160,09	37.833,70
<b>TOTAL HT</b>	<b>3.935.571,09</b>	<b>1.444.377,23</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment, ses articles 2044 et suivants et son article 2052 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique ;
- Le marché public n°2012/40 relatif aux travaux de voie ferrée et de revêtement de la

Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'article 2044 du Code Civil permet de conclure une transaction, qui constitue « un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître », sachant que ce contrat « doit être rédigé par écrit » ;
- Que la jurisprudence administrative admet qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître ;
- Que dans ces conditions, les Parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et de prévenir toutes contestations éventuelles concernant le règlement des prestations effectuées, ainsi que de l'inexécution des prestations.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société ETF, annexé au présent rapport, entérinant le montant de rémunération complémentaire du marché de pose de voie ferrée et de revêtement de la ligne de tramway du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ainsi que ses modalités de règlement, à un montant à régler de 1.444.377,23 € HT au profit du Titulaire.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique C230 Nature budgétaire 2151.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 008-2481/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de définition de la maîtrise d'ouvrage et du cofinancement de l'étude de faisabilité pour l'extension du parking Nord du Pôle d'échange Multimodal de la Gare d'Aubagne avec la Région PACA et SNCF Mobilités**  
**MET 17/4843/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Pôle d'Échanges Multimodal d'Aubagne est un pôle majeur de la Métropole Aix-Marseille Provence. Plusieurs projets n'ont fait qu'accroître son attractivité : mise en service de la 3ème voie ferroviaire entre Marseille et Aubagne en décembre 2014, reconfiguration de la gare routière, et arrivée d'une première ligne de tramway à l'échelle de l'agglomération, en 2013.

D'autres projets de Transports Collectifs en Site Propre viendront conforter le rôle de ce Pôle d'échanges :

- Le Bus à Haut Niveau de Service entre Aubagne et la zone industrielle des Paluds : le Chronobus
- Le Val'TRAM, entre La Bouilladisse et Aubagne, sur l'ancienne voie ferrée de Valdonne

Par ailleurs, ce PEM fait partie des pôles d'échanges qui seront desservis par le réseau « Métroexpress », reliant les pôles majeurs de déplacement du territoire, par une offre en Transport en Commun rapide, directe et bien cadencée.

Le bâtiment voyageur a fait l'objet d'un réaménagement améliorant les conditions d'accueil de la gare avec les billetteries trains et cars regroupées au sein d'un même lieu, et a été mis en service fin juillet 2017.

L'aménagement d'une Maison du vélo est également envisagé dans un bâtiment annexe de la gare et une coque commerciale dans le bâtiment voyageurs.

Une étude de mobilité réalisée sur le secteur de la gare en 2016 (enquêtes et comptages pour dimensionnement des flux), a confirmé le rôle de P+R du parc de stationnement de la gare et de la nécessité d'en augmenter sa capacité actuelle de 224 places à 320 places dont 15 places de dépose reprise.

La présente convention a pour objet de définir la maîtrise d'ouvrage de l'étude de faisabilité à engager pour l'extension des capacités de stationnement du parking Nord du PEM (Pôle d'Échange Multimodal) de la Gare d'Aubagne, ainsi que la répartition financière des partenaires pour la réalisation de cette étude. Le coût de l'étude est estimé à 35 000 € Hors Taxe. La Métropole la financera à hauteur de 60 %, le Conseil Régional 20 % et SNCF Gare et Connexion 20%.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix Marseille Provence souhaitent examiner les conditions techniques et opérationnelles de cette extension, sur un périmètre foncier propriété de la SNCF élargi, intégrant le parking actuel, et pour ce faire, souhaitent confier la maîtrise d'ouvrage unique de l'étude de faisabilité à SNCF Gares et Connexions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée qui confie à SNCF Mobilités, la maîtrise d'ouvrage unique de l'étude de faisabilité pour l'extension du Parking Nord du PEM de la Gare d'Aubagne.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la répartition financière de l'étude entre les différents financeurs, pour un montant global de 35 000 euros HT, avec une participation financière de la Métropole Aix Marseille Provence à hauteur de 21 000 euros HT, correspondant à 60% du montant global forfaitaire.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C2010 nature budgétaire 2031.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 009-2482/17/BM**

#### **■ Approbation du protocole organisant la fin de la convention de Délégation de Service Public de transports urbains de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/4963/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié à la société Autobus Aubagnais, la gestion déléguée du service public des services de transport public collectif, dans le cadre d'une convention de Délégation de Service Public, en date du 17 août 2007, prenant effet au 27 août 2007 et arrivant à expiration le 26 août 2017.

La Métropole Aix-Marseille-Provence qui s'est substituée à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, a décidé de confier l'exploitation de ce service public au groupement constitué de la Société Publique Locale Façoneo et de la Régie des Transports Métropolitains (RTM).

Par une délibération n° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, avec ce groupement, un contrat d'obligation de service public pour la gestion et l'exploitation des transports publics sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et ceci, à compter du 27 août 2017.

Compte-tenu de cette décision et pour la bonne application des stipulations de l'article 34 de la convention de Délégation de Service Public relatif au transfert du service à un nouvel exploitant, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Autobus Aubagnais se sont rapprochées afin :

- d'achever les relations contractuelles dans les meilleures conditions, en identifiant précisément les droits et obligations des parties et les différentes opérations

techniques, financières et juridiques qui découlent de cette fin de convention,

- de préparer et faciliter la transition avec le futur exploitant en vue d'assurer la continuité de service.

Ces modalités organisant la fin de la convention, ont été définies dans un protocole à signer entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Autobus Aubagnais. Ce protocole leur est pleinement opposable.

Ce protocole trouve son fondement :

- Dans l'exigence de continuité du service public affirmé par le Conseil Constitutionnel (décision n°79-105 DC du 25 juillet 1979) et rappelé par le Conseil d'Etat (CE, 13 juin 1980, Mme Bonjean, Rec. p.274). Ce principe implique une régularité de fonctionnement à l'égard de l'ensemble des usagers, et par conséquent la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service,
- Dans les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales sur la préparation des échéances des contrats de DSP,
- Dans les dispositions du chapitre 6 de la convention de Délégation de Service Public signée avec la société Autobus aubagnais relatif à la fin de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- La nécessité d'organiser les modalités précises de la fin de la convention de Délégation de Service Public des services de transport public collectif de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile entre la Métropole et la société Autobus Aubagnais,
- La nécessité de préparer le transfert des services au futur exploitant en vue d'assurer la continuité de service public.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole organisant les modalités de fin de convention de Délégation de Service Public entre la Métropole et la société Autobus aubagnais, ci-annexé.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout document nécessaire à sa bonne exécution. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Cette proposition mise aux voix est acceptée.

## **TRA 010-2483/17/BM**

### **■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique exercée par Gares & Connexions relative à des travaux d'aménagement de la gare routière à Aubagne MET 17/4684/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Pôle d'Echanges d'Aubagne est un équipement majeur du réseau de transport du territoire de l'aire métropolitaine marseillaise qui rassemble les principaux services de mobilité : la ligne TER Marseille – Toulon, les lignes de cars du réseau Carreize à destination de Marseille, Aix-en-Provence, La Ciotat, le réseau urbain « Les Lignes de l'Agglo » y compris sa ligne de tramway et un parking de 200 places.

Cet équipement a connu des améliorations importantes au cours de l'année 2014 avec l'ajout d'un quai dédié à la 3<sup>ème</sup> voie TER Marseille – Aubagne et d'une station de tramway, ainsi que la reconfiguration complète de la gare routière.

Par convention en date du 20 avril 2016 et son avenant, l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la SNCF, la ville d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont convenu de procéder à des travaux d'aménagement complémentaires sur la gare d'Aubagne, à savoir équiper le nouveau quai de la 3<sup>ème</sup> voie et les deux quais existants et d'améliorer l'accessibilité du bâtiment voyageurs pour les Personnes à Mobilité Réduite. Ces travaux sont cofinancés par la SNCF Gare & Connexion pour 75 200€ HT, la SNCF DDTER pour 72 400€ HT, le FEDER pour 315 000 € HT, la Région PACA pour 310 500 € HT et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour 94 900 € HT, soit un coût global d'opération estimé à 868 000 € HT.

La réalisation de ces aménagements est prévue pour la fin de l'année 2017.

Ce projet de convention a pour but d'organiser la maîtrise d'ouvrage unique (MOAU) exercée par Gare & Connexions pour les études et travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages du bâtiment voyageurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La loi n° 82-1153 d'orientation des Transports Intérieurs du 30 décembre 1982 ;
- Les lois sur le handicap, n°75-534 du 30 juin 1975 et n°2005-102 du 11 février 2005 et n°2015-988 du 5 août 2015 ;
- La loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et ses décrets d'application ;
- La convention de financement des études d'avant-projet, de projet et des travaux relatifs à l'amélioration de l'accessibilité du bâtiment voyageurs du Pôle d'Echanges d'Aubagne du 28 novembre 2012 et son avenant n°1 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'organiser une maîtrise d'ouvrage unique (MOAU) pour les études et travaux permettant la réalisation des ouvrages du bâtiment voyageurs ;
- Que cette maîtrise d'ouvrage sera exercée par Gare & Connexions, propriétaire du bâtiment.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Unique ci-annexée exercée par Gares & Connexions avec SNCF Mobilités.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 011-2484/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de financement des travaux de mise en sécurité et accessibilité PMR du point d'arrêt dénommé "Le Village" à Aubagne par la SEM Façonéo  
MET 17/4682/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Des travaux de voirie sont réalisés dans le cadre du programme immobilier « Le Major » situé sur la commune d'Aubagne par la SEM Façonéo, à proximité d'un point d'arrêt dénommé « Le Village » desservi par le réseau de transport en commun « Les Lignes de l'Agglo ».

Afin de poursuivre son objectif de mise en accessibilité des points d'arrêt du réseau de transport tout en permettant une mutualisation des coûts de mise en œuvre des chantiers, la Métropole donne maîtrise d'ouvrage à la SEM Façonéo et maîtrise d'œuvre au cabinet RSA.U pour la mise en sécurité et accessibilité PMR du point d'arrêt dénommé « Le Village » dans le sens de circulation d'Aubagne vers La Penne-sur-Huveaune.

Ces travaux de mise en sécurité et en accessibilité PMR consistent à aménager la plateforme d'attente et d'embarquement des voyageurs et la signalisation du point d'arrêt.

Ils comprennent notamment la dépose et la repose de l'abribus par la société exploitante (J.C Decaux), la réalisation des travaux préparatoires, des terrassements et couche de forme, les bordures, la réalisation de la plateforme d'attente en enrobé bitumeux, la signalisation horizontale et verticale, selon les prescriptions d'accessibilité PMR des points d'arrêt de bus de la Métropole.

Les travaux seront réalisés en continuité des travaux réalisés à proximité immédiate par l'opérateur Façonéo.

Le coût des travaux, estimés à 10 389,12 Euros TTC est pris en charge par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La loi n°82-1153 d'orientation des Transports Intérieurs du 30 décembre 1982 ;
- Les lois sur le handicap, n°75-534 du 30 juin 1975, n°2005-102 du 11 février 2005 et n°2015-988 du 5 août 2015 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Que les travaux de mise en sécurité et accessibilité PMR du point d'arrêt dénommé « Le Village » sont nécessaires dans le cadre du SDA-Ad'Ap Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEM Façonéo.

##### **Article 2 :**

Monsieur Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires, 10 389,12 Euros TTC, sont inscrits au budget annexe transport 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous politique C210 Nature budgétaire 2157.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 012-2485/17/BM**

##### **■ Approbation de l'avenant n° 3 à la convention avec la SNCF - Occupation d'un espace ou local en gare d'Aubagne MET 17/4962/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par convention du 29 août 2011, puis par avenant n°1 du 28 février 2014 et par avenant n°2 du 14 octobre 2016, la SNCF Gare & Connexions a mis à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence un bâtiment en gare d'Aubagne pour permettre l'information voyageurs et la vente de titres pour les usagers des transports en commun.

Cette convention précise les conditions d'occupation du site : une redevance annuelle de 11 209 € HT et un forfait annuel de 435 € HT correspondant aux impôts et taxes de ce bâtiment sont payés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui assure l'entretien et la gestion du site.

Par délibération n° URB 035-13/07/17 BM du 13 juillet 2017, la Métropole a approuvé l'acquisition de ce bien, en vue de la réalisation du projet Val'Tram.

La convention d'occupation et ses deux avenants étant arrivés à terme, il est proposé un avenant n° 3 pour prolonger sa durée jusqu'à la date d'acquisition



du bâtiment par la Métropole. Les autres conditions de la convention restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi d'orientation des Transports Intérieurs n° 82-1153 du 30 décembre 1982,
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le projet d'avenant N°3 à la convention avec SNCF – Occupation d'un espace ou local en gare d'Aubagne,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que cet avenant n°3 est nécessaire afin de maintenir le bon fonctionnement de l'information voyageurs et la vente de titres pour les usagers des transports commun métropolitains.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention avec SNCF – Occupation d'un espace ou local en gare d'Aubagne.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant n°3 à la convention avec SNCF.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 013-2486/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de superposition d'affectations du domaine public routier départemental pour la réalisation et la gestion d'un parc de stationnement souterrain au niveau du carrefour giratoire du lieutenant-colonel Jeanpierre sur la RD 64 d'Aix-en-Provence avec le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône MET 17/4534/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de ligne B de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS, L'Aixpress) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton intégrant également la construction d'un parc relais « Ouest » à Aix-en-Provence par délibération n°2015\_A204 du 8 octobre 2015.

Dans le programme précité, la Métropole envisage également la réalisation d'un parc relais souterrain de 600 places, positionné en entrée de Ville au niveau du rond point Lieutenant-colonel Jeanpierre à Aix-en-Provence.

Par délibération n°2015\_B338 du 10 juillet 2015, le Bureau communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation du futur parc relais.

La réalisation de ce parc de stationnement souterrain nécessite la réalisation de travaux sur une emprise relevant actuellement du domaine public routier départemental, et ayant vocation à être intégré, par application de la loi, au domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'horizon du 1er janvier 2020, étant entendu que cette date n'est pas certaine, et que la mise en service de ce parc de stationnement souterrain devrait intervenir avant cette date.

Face à une telle superposition d'affectations d'un même immeuble dépendant du domaine public, l'article L2123-7 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques précise que « *la superposition d'affectations donne lieu à l'établissement d'une convention pour régler les modalités techniques et*

*financières de gestion de cet immeuble, en fonction de la nouvelle affectation. »*

Tel est l'objet de la présente convention, à savoir, acter le principe d'une division en volume de l'emprise du carrefour giratoire du lieutenant-colonel Jeanpierre à opérer ultérieurement et, dans l'intervalle :

- autoriser l'exécution des travaux sur l'emprise du carrefour giratoire du lieutenant-colonel Jeanpierre relevant du domaine public routier départemental par un transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage,
- autoriser la superposition d'affectations sur l'emprise du carrefour giratoire du lieutenant-colonel Jeanpierre relevant du domaine public routier départemental.



*Plan de localisation*  
*Projet de parc relais Rd 64 (Aix-en-Provence)*





*Vue aérienne des aménagements projetés*



*Vue en perspective des aménagements projetés*

En ce sens, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage du Département des Bouches-du-Rhône et actant le principe de superposition d'affectations du domaine public départemental pour la réalisation et la gestion du futur parc de stationnement vers la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des aménagements rendus nécessaires par le projet sur la voirie départementale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L2123-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 54-704 du 12 Juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite Loi MOP) ;
- La délibération n°2015\_B338 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 portant approbation d'une convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation du parc relais Ouest à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2015\_A204 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de la ligne B de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de superposition d'affectation du domaine public routier à intervenir avec le Département des Bouches-du-Rhône relatif aux aménagements à réaliser dans le cadre du projet de construction du parc relais Lieutenant-Colonel Jeanpierre à Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Il est pris acte que la Métropole Aix-Marseille-Provence sera le maître d'ouvrage principal de ladite opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 014-2487/17/BM**

**■ Approbation de l'opération de parc relais Colonel Jeanpierre à Aix-en-Provence, de son plan de financement prévisionnel, des montants FEDER sollicités, de son délai de réalisation MET 17/4833/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'Agenda de la mobilité métropolitaine adopté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole propose d'apporter une réponse à l'enjeu métropolitain prioritaire que constituent les déplacements et la mobilité.

Parmi les objectifs de l'Agenda figure le développement quantitatif et qualitatif de l'offre de services de transport public afin de proposer des solutions alternatives à l'omniprésence automobile et à ses effets néfastes (congestion et saturation des réseaux routiers, pollution de l'air due aux transports, temps perdu dans les embouteillages, insécurité routière, etc.).

La Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Pour faciliter et inciter à un transfert modal, la Métropole développe et réalise des pôles d'échanges multimodaux accompagnés de parcs relais. Ces derniers sont des parcs de stationnement de voitures particulières accolés à des gares routières ou ferroviaires, situés près de points nodaux des réseaux routiers ou autoroutiers avec un point d'accès au réseau de transport public interurbain et urbain, routier et ferroviaire.

La présente délibération vise à approuver une demande de subvention auprès du fonds structurel FEDER de l'Union Européenne et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre de l'appel à projet conjoint FEDER - Région Provence-Alpes-Côte d'Azur «Augmenter le report modal sur les transports collectifs», dans le contexte du programme opérationnel FEDER-FSE géré par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, plus particulièrement la Priorité d'Investissement 4e de l'Objectif Thématique 4 « Favoriser la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer ». (Référence : FEDER – Axe 3 -OT4 - PI4<sup>e</sup>).

Le projet de parc relais Colonel Jeanpierre, implanté dans les quartiers Ouest d'Aix-en-Provence satisfait aux critères d'éligibilité de cet appel à projet.

Le taux de financement maximum du FEDER est de 50 % du coût éligible.

Le taux de cofinancement maximum de la Région est de 10 % du coût total éligible, 20 % si l'intermodalité visée concerne un réseau de transport régional, éventuellement départemental si la mise en service est postérieure à 2017.

Pour les parcs-relais, le coût global de l'investissement pris en compte pour le calcul des subventions est plafonné à :

14. 3 500 € HT par place dédiée aux TC pour les parkings en surface
15. 13 000 € HT par place dédiée aux TC pour les parkings en aérien
16. 25 000 € HT par place dédiée aux TC pour les parkings souterrains (cas du parc relais Colonel Jeanpierre).

Les opérations subventionnées par le FEDER et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de cet appel à projet peuvent faire l'objet d'un commencement d'exécution, mais ne doivent pas être achevées à la date de dépôt du dossier. La durée de réalisation physique du projet ne peut excéder 36 mois.

La date limite de dépôt des dossiers est le 12 octobre 2017.

L'appel à projet exige que soient précisés pour chaque projet, le plan de financement prévisionnel (en euros HT), les montants FEDER et Région sollicités, le délai de réalisation.

**Présentation du projet de parc relais Colonel Jeanpierre :**

Le Plan de Déplacements Urbains du Pays d'Aix adopté en février 2015 comporte un objectif 2 qui vise à réduire l'usage de la voiture individuelle et sa part modale dans l'ensemble des déplacements.

Une des actions définies pour accomplir cet objectif consiste à créer des parkings relais (Action 7). La ville d'Aix-en-Provence dispose depuis 2014 d'une couronne de cinq parcs relais, aux entrées nord (Hauts de Brunet), nord est (Les Platanes, route des Alpes), est (Malacrida), ouest (Plan d'Aillane) et sud (Krypton).

Le projet de parc relais Colonel Jeanpierre est implanté dans les quartiers Ouest de la Ville d'Aix-en-Provence (Jas de Bouffan), sous le rond-point du Lieutenant Colonel Jeanpierre, situé au croisement de la route de Galice (RD64) avec la route de Berre (RD10) au nord, et l'avenue Pablo Picasso au sud.

D'une capacité de 600 places de stationnement en souterrain, sur une surface d'environ 10 000 m<sup>2</sup>, ce projet de parking enterré, construction neuve, permettra d'accueillir les véhicules entrant sur Aix en provenance de la RD10 ou depuis la sortie

autoroutière Aix-Ouest de l'autoroute A8 ou encore depuis la RD17 (route d'Eguilles).

Le parc relais Colonel Jeanpierre est une des composantes du pôle d'échanges Colonel Jeanpierre, situé près de l'extrémité ouest du tracé du futur Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de la commune d'Aix-en-Provence, l'Aixpress, qui permettra de relier en transport en commun en site propre les quartiers Ouest (Jas de Bouffan) et Sud de la ville (secteur des Facultés) en passant par le centre-ville (Place de la Rotonde), par la gare routière Aix-Centre et par la gare ferroviaire.

A l'extrémité sud de la ligne de BHNS l'Aixpress a été récemment inauguré (2016) le pôle d'échanges Krypton comprenant un parc relais de 900 places et une gare routière de 8 quais. Les deux terminus de la ligne de BHNS l'Aixpress seront donc équipés à terme de

parcs relais à forte contenance – 900 places au pôle d'échanges Krypton, 600 places au futur pôle d'échanges Colonel Jeanpierre – ce qui permettra d'éviter la pénétration en centre-ville des automobiles stationnées dans ces parcs.

Le pôle d'échanges Colonel Jeanpierre, en connexion immédiate avec le BHNS d'Aix l'Aixpress (présence d'une station du BHNS) , permet donc aux automobilistes d'accéder au réseau de transport urbain, aux réseaux de transports interurbains (réalisation de 4 quais pour le réseau interurbain), routiers (le BHNS dessert la gare routière Aix Centre, une des plus importantes gares routières de la Région PACA) ou ferroviaire (le BHNS dessert la gare SNCF d'Aix).

#### Plan de financement prévisionnel :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Union Européenne (FEDER)	41,67 %	7 500 000 euros
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur	16,67 %	3 000 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	41,67 %	7 500 000 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>18 000 000 euros</b>

#### Délais de réalisation

- Durée prévisionnelle de l'opération : 34 mois.
- Date prévisionnelle de début d'opération :
  - Date de commencement des études : mars 2016
  - Date de lancement des travaux : décembre 2017
- Date prévisionnelle de fin d'opération : Janvier 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

#### Vu

17. Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
18. La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
19. La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
20. Le Règlement délégué (UE) n° 240/2014 de la Commission du 7 janvier 2014 relatif au

code de conduite européen sur le partenariat dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens ;

21. Le Règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
22. L'Accord de Partenariat adopté par la Commission européenne le 4 août 2014 ;
23. Le Décret n°2014-580 du 3 juin 2014 fixant les conditions dans lesquelles l'Etat confie la gestion de tout ou partie des fonds européens soit en qualité d'autorité de gestion soit par délégation de gestion pour la période 2014-2020 ;
24. La délibération n°2015\_A204 du 8 octobre 2015 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix portant

- approbation du programme général des travaux du BHNS Ligne B ;
25. La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
  26. La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
  27. L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés la réalisation, le plan de financement prévisionnel, les montants FEDER sollicités, les délais de réalisation du projet de parcs relais Colonel Jeanpierre à Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du fonds structurel FEDER de l'Union Européenne et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre de l'appel à projet conjoint FEDER/Région Provence-Alpes-Côte d'Azur 2017 «Augmenter le report modal sur les transports collectifs» (Référence : FEDER – Axe 3 -OT4 - PI4<sup>e</sup>), ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget Annexe « Transport » de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, Section d'investissement – Natures : 238 et 2172.

La recette sera constatée sur le Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement – Nature : 1317 Budget communautaire et fonds structurels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 015-2488/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage et cofinancement de l'étude de faisabilité pour l'aménagement d'un Pôle d'Echange Multimodal prévu dans la ZAC de CAP Horizon et sa connexion à la gare ferroviaire VAMP (Vitrolles Aéroport Marseille Provence) MET 17/4957/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La gare de Vitrolles Aéroport Marseille-Provence, ouverte depuis décembre 2008, est composée d'une halte ferroviaire, d'une gare routière et d'un parking de 430 places.

Cet équipement prévu d'être aménagé en deux phases, doit être complété par l'aménagement d'un pôle d'échange situé dans le périmètre de la ZAC de Cap Horizon, positionné sur le plateau des Estroublans, ainsi que sa connexion à la gare VAMP située en contrebas du plateau, constituant ainsi une nouvelle porte d'entrée vers la gare depuis Vitrolles centre et la zone d'activités.

Cet équipement sera desservi par le BHNS des Bus de l'Étang depuis le centre-ville, et connecté à terme à l'aéroport, par un BHNS qui assurera la liaison en Transport Collectif en partie en site propre.

La Région, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Vitrolles et la SNCF, souhaitent accompagner la mutation de ce site. Il convient à présent d'engager les études pour la deuxième phase de la Gare VAMP comprenant la création du pôle d'échanges multimodal (PEM) de Cap Horizon et sa connexion à la gare ferroviaire.

L'étude à engager doit permettre d'établir un pré-programme fonctionnel de la plate-forme multimodale positionnée sur le Plateau des Estroublans, et définir différents scénarios d'aménagement des accès à la gare (liaison haut/bas), à travers « la Couesta ».

La présente convention a pour objectif de définir la maîtrise d'ouvrage de l'étude ainsi que la répartition financière des partenaires pour la réalisation de l'étude de définition du pôle d'échanges de Vitrolles Phase 2 et sa connexion à la Gare VAMP.

Compte tenu des contraintes spécifiques liées au périmètre d'étude, positionné en partie sur le domaine ferroviaire, La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Vitrolles souhaitent confier la maîtrise d'ouvrage unique à SNCF Gares et Connexions

La répartition entre les financeurs est la suivante :

Partenaires	Etude de définition de la Phase 2 du Pôle d'échange de Vitrolles	
	Montant en euros HT	Répartition
La Région	30 000	50%
La Métropole	20 000	33.33%
La Commune de Vitrolles	10 000	16.66%
Total	60 000	100%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée qui confie à SNCF Gares et connexion, la maîtrise d'ouvrage unique de l'étude de faisabilité pour l'aménagement d'un pôle d'échange situé dans le périmètre de la ZAC de Cap Horizon sur le plateau des Estroublans, ainsi que sa connexion à la gare VAMP située en contrebas du plateau.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la répartition financière de l'étude entre les différents financeurs, pour un montant global de 60 000 euros HT, avec une participation financière de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 20 000 euros HT, correspondant à 33% du montant global forfaitaire.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe des Transports de la Métropole 2017, en section d'investissement AP/CP n°20179693300 chapitre 20, nature 2031.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 016-2489/17/BM**

■ **Approbation d'une convention de cofinancement avec l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône pour l'aménagement de voies réservées aux bus et cars sur l'espace de la Bande d'Arrêt d'Urgence sur l'A51 et A516 à l'entrée d'Aix-en-Provence**  
**MET 17/4847/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La question de la mobilité sur l'aire métropolitaine Aix-Marseille-Provence ressort comme une priorité pour tous les acteurs du territoire. Cette mobilité est dépendante très majoritairement de l'automobile, cause essentielle de la congestion des réseaux routiers et autoroutiers, avec pour conséquence des incidences économiques et financières conséquentes, des sources d'inégalités, et d'atteintes à la santé et à l'environnement.

Face à la rareté des ressources publiques et à l'accroissement de la demande de mobilité, il devient encore plus indispensable de développer une mobilité



durable, et soutenable financièrement. L'aménagement de voies bus sur autoroute est l'une des pistes prometteuses de solution efficace à court/moyen terme. Elle préfigure également le futur réseau «métroexpress», présenté dans l'Agenda métropolitain de la mobilité, fondé sur des connexions en transport en commun, rapides et performantes, entre les grands pôles générateurs de déplacement du territoire métropolitain.

Entre Aix-en-Provence et Marseille, deux sections de voie bus pour prioriser leur circulation sont déjà en service sur l'A7 (terminaison A7 en entrée de Marseille) et sur l'A51 (Plan de Campagne).

La présente convention concerne l'aménagement de la Bande d'Arrêt d'Urgence en voie réservée pour les bus et les cars. Cet itinéraire continu de 2km est positionné à l'entrée d'Aix-en-Provence, sur la section de l'autoroute A51, après l'échangeur n°5, ainsi que sur la terminaison autoroutière A516 dans le sens Marseille – Aix-en-Provence. Ces aménagements relieront 2 sections de voies réservées aux bus, réalisées par la Métropole Aix-Marseille-Provence:

Financier	Montant	Part
État	675 000,00 €	25 %
Région	675 000,00 €	25 %
Département	675 000,00 €	25 %
Métropole	675 000,00 €	25 %
Total	2 700 000,00 €	100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Contrat de Plan État-Région (CPER) de 2015-2020 signé entre la Région et l'État le 29 mai 2015, modifié par avenant numéro 2 approuvé le 3 juillet 2016, et avenant numéro 3 approuvé le 3 novembre 2016;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

28. En amont, la création d'une bretelle dédiée depuis la RD9 ;

29. En aval, la réalisation d'une Voie Réservée aux TC sur l'avenue Mouret depuis l'A516 jusqu'au carrefour Giono, et au-delà, en connexion avec la gare routière d'Aix-en-Provence.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de financement de l'État, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, et de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour engager les travaux d'aménagement de la voie réservée aux bus et cars sur le Bande d'Arrêt d'urgence de l'A51 et A516, à l'entrée d'Aix-en-Provence dans le sens Marseille vers Aix-en-Provence.

Le montant estimé pour les travaux s'élève à 2 700 000 euros TTC. La participation de la Métropole s'élève à 675 000 euros TTC soit 25 % du montant global. Les participations entre les différents financeurs se répartissent comme suit :

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de financement ci-annexée pour la réalisation des travaux d'aménagement d'une voie réservée aux bus et aux cars sur l'espace de la Bande d'Arrêt d'Urgence sur l'A51 et A516 à l'entrée d'Aix-en-Provence. Le montant global de ces aménagements est estimé à 2 700 000 euros TTC, avec une participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 675 000 euros TTC, correspondant à 25 % du montant estimé.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole 2018, en en AP/CP n°2015-1 chapitre 20, nature 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 017-2490/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de cofinancement avec l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône pour une étude d'avant-projet de voies réservées aux bus et cars sur l'extrémité A7-L2 dans les 2 sens MET 17/4850/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La question de la mobilité sur l'aire métropolitaine Aix-Marseille-Provence ressort comme une priorité pour tous les acteurs du territoire. Cette mobilité est dépendante très majoritairement de l'automobile, cause essentielle de la congestion des réseaux routiers et autoroutiers, avec pour conséquence des incidences économiques et financières conséquentes, des sources d'inégalités, et d'atteintes à la santé et à l'environnement.

Face à la rareté des ressources publiques et à l'accroissement de la demande de mobilité, il devient encore plus indispensable de développer une mobilité durable, et soutenable financièrement. L'aménagement de voies bus sur autoroute est l'une des pistes prometteuses de solution efficace à court/moyen terme. Elle préfigure également le futur réseau «métroexpress», présenté dans l'Agenda métropolitain de la mobilité, fondé sur des connexions en transport en commun, rapides et performantes,

entre les grands pôles générateurs de déplacement du territoire métropolitain.

Cet itinéraire autoroutier sur l'A7, reliant la L2 et Marseille, est situé sur une aire à fort enjeu de mobilité alternative, grâce au délestage produit par la mise en service de la L2. En effet, une première section a été mise en service en novembre 2016, en connexion avec l'A50 ; la mise en service de la section nord en connexion avec l'A7 étant prévue pour le début de l'année 2018.

La présente convention concerne l'étude d'Avant Projet de réalisation de voies réservées aux bus et cars, sur la section terminale de l'A7. Elle s'inscrit dans les réflexions en cours sur le devenir des terminaisons autoroutières A7 (axe Aix-Marseille) et A50 (axe Aubagne-Marseille), dans les deux sens de circulation, suite à la mise en service de la L2 et de ses effets de délestage.

Cette étude d'Avant Projet d'aménagements de voies bus sur cette section d'autoroute, qui constitue l'extrémité de l'A7 en entrée et sortie de Marseille, doit permettre de préciser les sections aménageables, complétant ainsi la section de voie bus déjà en service sur l'A7 (terminaison A7 en entrée de Marseille sur 2 km). Elle permettra également de définir le coût des travaux d'aménagement retenus, qui feront l'objet d'une prochaine convention de cofinancement pour leur réalisation.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de financement de l'État, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour engager une étude d'Avant Projet de voies réservées aux bus et cars, dans les deux sens, sur la partie terminale de l'Autoroute A7, entre le secteur des Arnavaux et le quartier Saint-Charles.

Le montant global de l'étude s'élève à 150 000 euros TTC. La participation de la Métropole s'élève à 37 500 euros TTC soit 25 % du montant global. La répartition entre les autres financeurs est la suivante :

Financier	Montant	Part
État	37 500,00 €	25 %
Région	37 500,00 €	25 %
Département	37 500,00 €	25 %
Métropole	37 500,00 €	25 %
Total	150 000,00 €	100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Contrat de Plan État-Région (CPER) de 2015-2020 signé entre la Région et l'État le 29 mai 2015, modifié par avenant numéro 2 approuvé le 3 juillet 2016, et avenant numéro 3 approuvé le 3 novembre 2016;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de financement de l'étude d'Avant Projet à engager sur la partie terminale de l'A7 entre le secteur des Arnavaux et le Quartier de Saint Charles, pour un montant global de 150 000 euros TTC, avec une participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 37 500 euros TTC, correspondant à 25% du montant global forfaitaire.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole, en AP/CP n°2015-1 chapitre 20, nature 204

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 018-2491/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de cofinancement avec l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône pour une étude d'opportunité de voies réservées aux bus sur l'A7 entre Rognac-Vitrolles et Marseille  
MET 17/4852/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La question de la mobilité sur l'aire métropolitaine Aix-Marseille-Provence ressort comme une priorité pour tous les acteurs du territoire. Cette mobilité est dépendante très majoritairement de l'automobile, cause essentielle de la congestion des réseaux routiers et autoroutiers, avec pour conséquence des incidences économiques et financières conséquentes, des sources d'inégalités, et d'atteintes à la santé et à l'environnement.

Face à la rareté des ressources publiques et à l'accroissement de la demande de mobilité, il devient encore plus indispensable de développer une mobilité durable, et soutenable financièrement. L'aménagement de voies bus sur autoroute est l'une des pistes prometteuses de solution efficace à court/moyen terme. Elle préfigure également le futur réseau «métroexpress», présenté dans l'Agenda métropolitain de la mobilité, fondé sur des connexions en transport en commun, rapides et performantes, entre les grands pôles générateurs de déplacement du territoire métropolitain.

Ainsi, l'opportunité d'aménager des voies bus sur ce corridor, entre Rognac et Marseille, doit être étudiée, afin d'aboutir à des sections aménageables, comme c'est le cas des voies bus déjà en service sur l'A7 (terminaison A7 en entrée de Marseille) et sur l'A51 (Plan de Campagne).

Ce corridor reliant Rognac à Marseille, est situé sur une aire à fort enjeu de mobilité autour des projets du territoire de Vitrolles-Aéroport-Marseille-Provence (VAMP), et des sections présentant des congestions récurrentes, entre l'échangeur A7-A55 les Pennes Mirabeau-Vitrolles et la RD9. A ceci s'ajoute une situation de congestion de plus en plus marquée sur la RD113.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de financement de l'État, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, et de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour engager une étude d'opportunité sur le corridor Rognac-Marseille, dans les deux sens, en vue d'y aménager des voies réservées aux bus et aux cars.

Le montant global de l'étude s'élève à 150 000 euros TTC. La participation de la Métropole s'élève à 37 500 euros TTC soit 25 % du montant global. La répartition entre les autres financeurs est la suivante :

Financier	Montant	Part
État	37 500,00 €	25 %
Région	37 500,00 €	25 %
Département	37 500,00 €	25 %
Métropole	37 500,00 €	25 %
Total	150 000,00 €	100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le Contrat de Plan État-Région (CPER) de 2015-2020 signé entre la Région et l'État le 29 mai 2015, modifié le 18 novembre 2016, suite avenants n°2 et 3 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de financement ci-annexée de l'étude d'opportunité à engager sur le corridor Rognac-Vitrolles Marseille, par l'A7, pour un montant global de 150 000 euros TTC, avec une participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 37 500 euros TTC, correspondant à 25 % du montant global forfaitaire.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole 2017, en AP/CP n°2015-1 chapitre 20, nature 204.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 019-2492/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Miramas pour la réalisation du pôle d'échanges multimodal de Miramas MET 17/4931/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Miramas.

Le Pôle d'échanges de Miramas est un pôle routier bien établi, à proximité immédiate de la gare SNCF qui présente un certain nombre de dysfonctionnements qui se sont accrus depuis le renforcement en 2014 de l'offre de service. Aussi des aménagements visant à une rationalisation et à une meilleure lisibilité des quais et des mouvements piétons sont indispensables.

Dans la continuité des études de faisabilité et de programmation menées en 2015 par le SMGETU, Syndicat Mixte en charge de l'exploitation des transports urbains sur l'ouest de l'étang de Berre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé les études de conception en vue de la réalisation du pôle d'échanges multimodal de Miramas.

La réalisation de ce pôle, au droit du parvis de la gare ferroviaire sur l'avenue Falabrègues à Miramas, impactera des ouvrages qui appartiennent à la

commune de Miramas et relèvent de son domaine public, comme les voiries et espaces publics communaux, l'ensemble des équipements et mobiliers qui en sont l'accessoire, ou encore certains réseaux sous propriété et gestion directe de la commune (eaux pluviales, éclairage public, vidéosurveillance urbaine, signalisation tricolore...).

Aussi, il est proposé d'approuver la convention opérant le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage de la ville de Miramas vers la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des aménagements rendus nécessaires par le projet de Pôle d'échanges multimodal sur les voiries et ouvrages communaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 54-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP)
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Istres Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réaliser les travaux d'aménagement du pôle d'échanges multimodal de Miramas et d'approuver la convention afférente de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Miramas et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la commune de Miramas et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative aux travaux d'aménagement du Pôle d'échanges multimodal de Miramas.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 020-2493/17/BM**

**■ Approbation d'une convention avec la commune de Miramas relative à l'enlèvement et le déplacement d'un wagon ferroviaire d'exposition en vue de la réalisation du pôle d'échanges multimodal de Miramas  
MET 17/4575/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine s'appuie notamment sur une stratégie de confortement et de modernisation des pôles d'échanges.

Le Pôle d'échanges de Miramas est un pôle routier bien établi, à proximité immédiate de la gare SNCF qui présente un certain nombre de dysfonctionnements qui se sont accrus depuis le renforcement en 2014 de l'offre de service. Aussi des aménagements visant à une rationalisation et à une meilleure lisibilité des quais et des mouvements piétons sont indispensables.

Dans la continuité des études de faisabilité et de programmation menées en 2015 par le SMGETU, la Métropole Aix Marseille Provence a réalisé les études de conception correspondantes.

Ce projet de pôle d'échanges est situé au droit du parvis de la gare ferroviaire, avenue Falabrègues à Miramas, sur des voiries et espaces publics communaux. Il comprend les aménagements tels que détaillés dans le plan d'aménagement joint en annexe, et nécessite, de fait, l'enlèvement d'un ancien wagon de la SNCF, exposé sur le parvis de la gare par la commune de Miramas, propriétaire du dit-wagon.

Aussi, il est proposé d'établir une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Miramas aux termes de laquelle :

- la commune de Miramas assure l'enlèvement de l'ancien wagon de la SNCF dont elle est propriétaire ainsi que son déplacement et son repositionnement ;
- la Métropole Aix-Marseille-Provence prend à sa charge financière l'enlèvement et le déplacement de l'ancien wagon de la SNCF en vue de la réalisation de son projet de pôle d'échanges multimodal de transport à Miramas. Le coût prévisionnel est de 14 300,00 euros HT.

C'est dans cette perspective que le Conseil de la Métropole est invité, par la présente délibération, à adopter la convention entre la commune et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'adopter la convention entre la commune de Miramas et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la commune de Miramas et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative à l'enlèvement et au déplacement d'un wagon ferroviaire d'exposition en vue de la réalisation du pôle d'échanges multimodal de Miramas

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2018 et suivants : Opération 2015 700 300 (opération fille 2015 700 303) - Chapitre 23 – Nature 2314 - Sous politique C 240.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 021-2494/17/BM**

#### **■ Approbation d'un protocole transactionnel avec Monsieur Patrick Richet dans le cadre d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction du dépôt des bus de l'Etang MET 17/4545/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté préfectoral du 30 mars 2016, il a été mis fin à l'activité du Syndicat Mixte de l'Est de l'Etang de Berre (SMITEEB) et ce, à compter du 31 mars 2016.

Dans ce même arrêté Monsieur de Préfet indiquait que l'ensemble des biens, droits et obligations dudit syndicat mixte étaient transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Dans ce cadre, la Métropole s'est vue substituée de plein droit, à compter de cette date, à l'ensemble des obligations prises par le SMITEEB, et notamment dans le paiement de l'expertise réalisée par Monsieur Patrick Richet.

En effet, en janvier 2014, le SMITEEB a commandé à Monsieur Patrick Richet une étude relative à la construction d'un dépôt de bus. Il était prévu que ce dernier produise une expertise sur le choix du terrain relatif à la construction d'un dépôt de bus et délivre un avis, tant sur les propositions de l'EPF que sur la superficie minimum nécessaire à la construction dudit dépôt.

Monsieur Patrick Richet a réalisé la prestation et a envoyé, en novembre 2015, une facture d'un montant de 37 861,07 euros H.T. Cette facture, outre la livraison de l'étude comprenait un montant dû à titre d'honoraires pour réalisation d'une étude d'esquisse et une étude d'avant-projet sommaire, calculé par Monsieur Richet, selon les modalités d'honoraires de maîtrise d'œuvre.

Le SMITEEB contestait la qualification de maîtrise d'œuvre, dans cette facture et n'a donc pas procédé à son paiement.

L'intercommunalité a été saisie par Monsieur Richet d'une demande de paiement de la somme de 37 861,07 euros HT, due au titre de l'étude réalisée au profit du SMITEEB. A défaut de paiement, celui-ci indiquait à la Métropole qu'il exercerait les recours contentieux idoines.

La Métropole a donc procédé à l'analyse de la demande présentée par Monsieur Richet et, les parties se sont rapprochées pour régler à l'amiable définitivement les effets de cette situation, par voie de transaction sur le fondement des articles 2044 et suivants du Code Civil, et ce, afin de mettre un terme au litige.

Les parties se sont obligées à des concessions réciproques dans les conditions fixées au protocole joint en annexe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence consent à admettre au bénéfice de Monsieur Richet, le paiement de la somme de 24 968 € HT due au titre d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-8, L.5217-2 ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les parties ont décidé de se rapprocher afin d'éviter tout contentieux et de s'entendre sur les modalités de la transaction

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le recours à la procédure de transaction entre Monsieur Patrick Richet et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de régler la somme due pour la réalisation, par celui-ci, de l'étude relative à la construction d'un dépôt des bus de l'Etang.

**Article 2 :**

Est approuvé le protocole transactionnel, ci-annexé portant sur le paiement au bénéfice de Monsieur Patrick Richet d'un montant de 24.968 HT.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

**Article 4 :**

Les nécessaire sont inscrits au budget annexe transport 2017 et suivants : section investissement opération 2016800400 - Sous Politique C 210- Nature 2031

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 022-2495/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Pôle d'échanges multimodal de transport d'Istres"**  
**MET 17/4920/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité

Durable, poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Dans ce cadre, La Métropole a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui d'Istres.

Le Pôle d'échanges d'Istres est un pôle routier bien établi, à proximité immédiate du centre-ville et doté d'un bâtiment ayant une fonction de gare routière. Il présente un certain nombre de dysfonctionnements qui se sont accrus depuis le renforcement en 2014 de l'offre de service du réseau de transport urbain. Aussi des aménagements visant à une rationalisation et à une meilleure lisibilité des quais et des mouvements piétons sont indispensables.

Par ailleurs, le projet d'amélioration de l'infrastructure s'accompagne d'un projet d'extension et de

réhabilitation du rez de chaussée de la gare routière existante.

Cette opération a fait l'objet d'une autorisation de programme par délibération N°2015-73 du Conseil syndical du 12 novembre 2015 du SMGETU, Syndicat mixte en charge des transports urbains créé en 2011 par le SAN Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues. Le numéro d'opération correspondant porté au budget annexe Transport de la Métropole est le 2015 700 300.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel des travaux de cette opération est estimé à 1 183 500 euros HT et sa durée de réalisation est de 12 mois.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Etat (Grenelle 3)	18,40 %	217 760 euros
Département des Bouches du Rhône	30,00 %	355 050 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	51,60 %	610 690 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>1 183 500 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°2015-73 du Conseil syndical du SMGETU du 12 novembre 2015 portant création d'autorisations de programme et de crédits de paiement dans le cadre de la gestion pluriannuelle des investissements pour la réalisation et

l'aménagement de pôles d'échanges sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Martigues et Miramas ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2017 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réalisation du pôle d'échanges de transport d'Istres

**Délibère**



### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2015 700 300 - Nature : 2314.

La recette correspondante sera constatée Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1311 – Opération n° 2015 700 300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 023-2496/17/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Pôle d'échanges multimodal de transport de Miramas" MET 17/4923/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le

cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité Durable, poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Dans ce cadre, La Métropole a approuvé en décembre 2016 son agenda de la mobilité structuré "autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble", dont celui de Miramas.

Le Pôle d'échanges de Miramas est un pôle routier bien établi, à proximité immédiate de la gare SNCF qui présente un certain nombre de dysfonctionnements qui se sont accrus depuis le renforcement en 2014 de l'offre de service du réseau de transport urbain. Aussi des aménagements visant à une rationalisation et à une meilleure lisibilité des quais et des mouvements piétons sont indispensables.

Cette opération a fait l'objet d'une autorisation de programme par délibération N°2015-73 du Conseil syndical du 12 novembre 2015 du SMGETU, Syndicat mixte en charge des transports urbains créé en 2011 par le SAN Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues. Le numéro d'opération correspondant porté au budget annexe Transport de la Métropole est le 2015 700 300.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel des travaux de cette opération est estimé à 645 000 euros HT et sa durée de réalisation est de 7 mois.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Etat (Grenelle 3)	18,40 %	118 680 euros
Département des Bouches du Rhône	30,00 %	193 500 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	51,60 %	332 820 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	645 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°2015-73 du Conseil syndical du SMGETU du 12 novembre 2015 portant création d'autorisations de programme et de crédits de paiement dans le cadre de la gestion pluriannuelle des investissements pour la réalisation et l'aménagement de pôles d'échanges sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Martigues et Miramas ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : réalisation du pôle d'échanges de transport de Miramas

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi

qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2015 700 300 - Nature : 2314.

La recette correspondante sera constatée au Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1311 – Opération n° 2015 700 300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 024-2497/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération du "Pôle d'échange multimodal de la Ciotat - Ceyreste"**  
**MET 17/4535/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

**Descriptif de l'opération concernée :**

La réalisation du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste, inscrite dans le Plan de Déplacements Urbains de la Métropole, est indispensable pour accompagner le basculement du transport routier sur le transport ferroviaire, le développement des modes doux avec l'aménagement de la deuxième phase de la voie douce reliant le centre-ville de La Ciotat à la gare et résoudre la problématique de saturation du parking existant.

L'opération consiste en la création d'un parking semi-enterré sur un terrain acquis par la Métropole face à la gare (phase 1) et au réaménagement des parkings existants avec l'intégration du débouché de la voie douce, la mise en valeur du parvis de la gare et l'augmentation du nombre de quais de bus (phase 2). Les voiries d'accès sont également requalifiées.

L'objectif est d'obtenir entre 410 et 490 places de stationnement contre 295 places actuellement. Les études vont démarrer fin 2017. La 1<sup>ère</sup> phase sera réalisée en 2019 et la seconde phase en 2020 et 2021.

La création et l'affectation d'une première opération d'investissement d'un montant de 4 750 000 euros HT avait été approuvée par délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 003-156/13/CC du 22 mars 2013.

Le montant des travaux pour la réalisation de la totalité de l'opération est désormais estimée à 10 560 000 euros HT.

L'opération d'investissement n° 2010101700 dont le montant est inscrit au budget Transport de la

Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme 141080TP de programme 08 GEI hors projets spécifiques, de la Métropole sera revalorisée lors du Conseil Métropolitain du 14 décembre 2017 pour porter son montant de 4 750 000 euros à 10 560 000 euros.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 10 560 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
<b>Union Européenne (FEDER)</b>	35,11%	3 708 000 euros
<b>Conseil Départemental 13</b>	30,00%	3 168 000 euros
<b>Conseil Régional PACA*</b>	14,05 %	1 483 200 euros
<b>Métropole Aix-Marseille-Provence</b>	20,84 %	2 200 800 euros
<b>Total</b>	100 %	10 560 000,00 euros

\* Les fonds du Conseil Départemental et de la Région sont cumulables par le biais du contrat de Plan Etat-Région.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°VOI 003-156/13/CC du 22 Mars 2013, du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole créant l'autorisation de programme ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de rechercher des financements à l'opération de réalisation du Pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget transport 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2010101700 - Nature : 2313-2111- Sous politique : C350.

Les recettes correspondantes sont inscrites au Budget Transport 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1321-1312-1313-1317-1318 - Sous politique C350.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 025-2498/17/BM**

### **■ Attribution d'une subvention au GART pour l'organisation et les opérations de communication associées au XXVIèmes Rencontres Nationales du Transport Public MET 17/4542/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence est adhérente au Groupement des Autorités de Transports (GART).

Le Groupement des Autorités de Transport est une association nationale qui regroupe des élus concernés par la responsabilité des transports collectifs, permettant l'échange des points de vue et de savoir-faire et qui œuvre, depuis sa création en 1980 au développement des transports publics et à la création de liens entre les politiques de déplacements et les politiques d'aménagement dans une perspective de développement durable.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré au GART par délibération n° TRA 027-1080/16/CM du 17 octobre 2016.

Il regroupe à ce jour 250 autorités organisatrices de transport public de toutes tendances politiques représentant la quasi-totalité des agglomérations et des régions et 60 % des départements.

Outre ses vocations de conseil auprès de ses adhérents et d'expertise en matière de transports publics et de déplacements, il se positionne en interlocuteur privilégié du Gouvernement et du Parlement dans son domaine de compétence et agit également au niveau européen.

Afin de favoriser l'échange d'expériences et d'informations entre ses adhérents et avec le monde institutionnel et industriel, le GART, en collaboration avec l'Union des Transports Publics (UTP), a organisé du 10 au 12 octobre 2017 à Marseille les XXVIèmes Rencontres Nationales du Transport Public.

Cette manifestation d'ampleur nationale réunit autour de nombreux débats d'actualité et de prospective et d'une exposition d'envergure « Transport Expo », près de 4 000 personnes : hommes et femmes politiques, élus et techniciens transport, gestionnaires, industriels, experts, chercheurs et journalistes.

Ce rendez-vous, reconnu et attendu du monde du transport public et des collectivités locales, est une vitrine médiatique exceptionnelle pour la Métropole Aix-Marseille-Provence puisqu'il lui offre l'occasion unique de promouvoir sa politique de transports et de déplacements et de mettre en valeur leurs plus récentes réalisations.

Il est de tradition que les autorités organisatrices de transport du territoire concerné soient partenaires de l'organisation du Congrès du GART.

Dans le contexte de démarrage des actions ambitieuses prévues à l'Agenda Mobilité, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence participe à l'organisation de ce congrès.

Il est donc proposé par la présente délibération d'octroyer une subvention de 25.000 € au GART pour soutenir, sur le territoire métropolitain, la 26<sup>e</sup> édition d'une manifestation au rayonnement national, reconnue et attendue dans le milieu des transports publics. La tenue de ces Rencontres au sein de la Métropole est d'autant plus pertinente que la Métropole a approuvé son Agenda de la Mobilité.

Pour les mois à venir, le GART offrira de la visibilité sur l'opération - avec notamment la présence de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les supports de communication (programmes, invitations, compte-rendu de tables rondes etc), permettant à cette dernière de se positionner comme institution hôte et partenaire officiel de ce congrès national et des réflexions professionnelles qui en sont issues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient d'octroyer au GART une subvention liée à l'organisation et aux opérations de communication associées aux XXVIèmes Rencontres Nationales du Transport Public ;

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 25 000€ au GART

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec le GART.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique C210 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 026-2499/17/BM**

### **■ Approbation d'un protocole transactionnel n°3 relatif au marché n° 2012/49 relatif aux travaux d'infrastructures pour le projet de tramway de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Entreprise Eurovia Méditerranée MET 17/5158/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a lancé une opération de construction d'un tramway en 2009. La Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié à la société EUROVIA MEDITERRANEE par un marché négocié n° 2012/49 notifié le 6 septembre 2012, les études et les travaux d'infrastructures de la phase 1 reliant le quartier du Charrel à la Gare d'Aubagne pour un montant estimatif de 13 586 432,70 € HT, étant observé que ce marché est conclu à prix unitaire et pour un montant prévisionnel.

Le marché a été conclu pour une durée de 16 mois à compter de la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations, soit le 6 septembre 2012.

La période de préparation du chantier, d'une durée de 2 mois, a débuté à cette même date.

Par ordre de service n° III-169 délivré en date du 20 décembre 2012, le titulaire a été informé que la date de démarrage des travaux, initialement prévue le 06 novembre 2012, était reportée à une date prévisionnelle de démarrage programmée pour le 04 février 2013, en raison du retard de l'obtention de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique.

Par un ordre de service n° 201/49-003 délivré en date du 15 février 2013, la société EUROVIA MEDITERRANEE a été invitée à débiter les travaux d'infrastructures réalisés dans le cadre de la phase 1 de la 1ère ligne de tramway, à compter du 25 février 2013.

Par une délibération du 8 octobre 2013, le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a approuvé un protocole transactionnel avec la société EUROVIA MEDITERRANEE l'indemnisant :

- d'une part, au titre des conséquences relatives au report de la date de démarrage des travaux, au maintien de la mobilisation de l'encadrement et des installations de chantier, aux pertes d'industries et au non amortissement des frais généraux, au cours de la période du 6 novembre 2012 au 4 février 2013 pour un montant global et forfaitaire de 990 168.47€ HT ;  
- et, d'autre part, pour un montant de 2 000 000.00€ HT au titre de travaux supplémentaires réalisés suite à une modification de la réglementation, à la

défaillance d'une entreprise qui a sollicité la résiliation de son marché sans motif légitime et au respect des règles de l'art.

Par courrier du 5 juin 2014, la Communauté d'Agglomération notifiait à la société EUROVIA la décision de réception du marché avec effet au 6 mai 2014 avec réserve. La levée des réserves a été constatée un an plus tard par courrier du 27 juillet 2015.

Par délibération du 15 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a approuvé un second protocole transactionnel avec la société EUROVIA MEDITERRANEE l'indemnisant, au titre des travaux supplémentaires listés dans le protocole pour un montant de 1.656.667.73€ HT.

Par ordre de service en date du 3 septembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile notifiait à la société EUROVIA le décompte général du marché.

Par courrier du 1er octobre 2015, la société EUROVIA a notifié un mémoire en réclamation d'un montant de 5 618 185 € HT, qui n'a pas été accepté par le maître d'ouvrage.

Par un mémoire du 7 janvier 2016, notifié le 8 janvier 2016, la société EUROVIA a, conformément aux dispositions de l'article 50.4 du CCAG TRAVAUX, saisi le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends et Litiges en matière de marchés publics (ci-après « C.C.I.R.A ») de Céans afin de lui soumettre pour avis le différend l'opposant à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile relatif au solde du marché public portant sur les études et les travaux d'infrastructures de la phase 1 du tramway reliant le quartier du CHARREL à la Gare d'Aubagne. La réclamation inscrite dans la lettre de saisine s'élève à 5 264 447 € HT, et porte sur les points suivants :

- o Contestations relatives aux quantités mises en œuvre : + 472 147.00€ HT
- o Nouveaux délais jalons : 1 891 416 € HT
- o Accélération des travaux : 151 575 € HT
- o Rémunération complémentaire : 1 491 927 € HT
- o Sous-traitant RAMPA : 747 831 € HT
- o Sous-traitant SPADA : 510 181 € HT

Il est précisé que, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est de plein droit substituée à la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Du fait de concessions réciproques, les parties s'entendent pour :

- Mettre un terme au différend qui les oppose sur le règlement définitif du marché n°2012/49 de travaux d'infrastructure de la première ligne du tramway à Aubagne ;
- Fixer le montant de la rémunération complémentaire de ce marché et ses modalités de règlement.

En effet, la Métropole se remet aux recommandations du CCIRA sur les points suivants :

- le décompte général établi ne comporte pas d'erreurs. La demande est rejetée.
- les quantités mises en œuvre sont supérieures à celles présentées dans le Décompte Général Définitif. La demande d'Eurovia est recevable.
- au titre des sujétions d'exécution, la Métropole reconnaît que les éléments suivants non imputables à l'entreprise donnent droit à rémunération complémentaire.
  - Le planning général des travaux a été modifié suite au décalage dans l'obtention de la déclaration d'utilité publique.
  - Le maître d'ouvrage a demandé à l'entreprise d'accélérer les travaux du tronçon 12.
  - Les emprises travaux n'ont pas été libérées aux dates indiquées dans le planning.
  - La multitude de réseaux concessionnaires a entraîné des pertes de rendement à l'entreprise.
  - 4 000 mètres de barrières de chantier supplémentaires ont été nécessaires sur le chantier.
  - L'avancement des travaux de l'Entreprise a été retardé, en attente de la mise en place des équipements de signalisation lumineuse de trafic, d'éclairage et de panneaux directionnels.
  - L'entreprise a dû reprendre ses études d'exécution suite au retard dans l'attribution de 5 marchés en interface directe.
  - Les demandes des sous-traitants RAMPA et SPADA ont été analysées et acceptées pour partie.

La Métropole rejette les demandes d'indemnisation liées aux difficultés rencontrées avec l'entreprise en charge des espaces verts et les frais supplémentaires liés au renforcement de l'encadrement, traités dans l'avenant 1.

En contrepartie, le Titulaire accepte de réduire le montant d'indemnisation demandé de la manière suivante :

	RECLAMATION EUROVIA (montant € HT)	ACCORD TRANSACTIONNEL (montant € HT)
Contestations relatives aux quantités mises en œuvre	<b>472 147</b>	<b>316 421</b>
Rémunération complémentaire pour sujétions d'exécution	<b>4 792 930</b>	<b>1 529 466</b>
<i>Délais jalons</i>	<i>1 891 416</i>	<i>350 000</i>
<i>Accélération des travaux</i>	<i>151 575</i>	<i>151 575</i>
<i>Rémunération complémentaire</i>	<i>1 491 297</i>	<i>617 891</i>
<i>RAMPA</i>	<i>747 831</i>	<i>150 000</i>
<i>SPADA</i>	<i>510 181</i>	<i>110 000</i>
<b>TOTAL HT</b>	<b>5 264 447</b>	<b>1 695 887</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Civil et, notamment, ses articles 2044 et suivants et son article 2052 ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique ;
- Le marché public n°2012/49 relatif aux travaux d'infrastructure de la première ligne de tramway de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'au vu de l'ensemble de ces éléments, un litige est alors né entre les Parties sur une demande de rémunération complémentaire ;
- Que l'article 2044 du Code civil permet de conclure une transaction, qui constitue « un

contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître », sachant que ce contrat « doit être rédigé par écrit » ;

- Que la jurisprudence administrative admet qu'un contrat de transaction peut être conclu à tout moment pour mettre fin à un litige né ou à naître ;
- Que dans ces conditions, les Parties se sont rapprochées afin d'envisager les termes d'un accord amiable permettant de mettre fin au litige qui les oppose et de prévenir toutes contestations éventuelles concernant le règlement des prestations effectuées, ainsi que de l'inexécution des prestations.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la société Eurovia, annexé au présent rapport, entérinant le montant de rémunération complémentaire du marché d'infrastructure de la première ligne de tramway du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ainsi que ses modalités de règlement, à un montant à régler de 1 695 887 € HT au profit du Titulaire et de ses sous-traitants.

##### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sous politique C230 nature budgétaire 2151.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Urbanisme et  
Aménagement"**  
\*\*\*\*\*

URB 001-2500/17/BM

■ Approbation de la convention de Projet Urbain  
Partenarial du Chemin du Roy d'Espagne avec la  
SCI Marseille Roy à Marseille 9ème  
arrondissement  
MET 17/4809/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Plan d'Aménagement d'Ensemble « des Hauts de Mazargues », le développement de l'activité économique et commerciale et le renforcement des polarités existantes tout en respectant l'insertion urbaine et paysagère sont parmi les objectifs à atteindre.

La SCI Marseille Roy, envisage l'édification d'un parking en silo et le développement d'une galerie commerciale dans le centre commercial E. Leclerc, Chemin du Roy d'Espagne, dont elle est propriétaire. L'enjeu d'un tel aménagement est bien évidemment de répondre aux besoins nouveaux en surface de vente mais aussi d'inscrire dans une logique plus urbaine cet équipement qui comprend une nappe de parking desservant cette zone commerciale.

Afin d'accompagner l'urbanisation du secteur, la Métropole Aix-Marseille-Provence et LA SCI Marseille Roy se sont rapprochées aux fins de conclusion d'un Projet Urbain Partenarial lié à l'opération envisagée par l'opérateur.

L'article L331-11-3 du Code de l'Urbanisme prévoit en effet, que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Il convient de préciser que bien que de compétence métropolitaine, le Projet Urbain Partenarial permet le financement d'ouvrages relevant de compétences d'autres collectivités.

Le Programme des Equipements Publics à réaliser au titre du Projet Urbain Partenarial « Chemin du Roy d'Espagne » est fixé par la convention de PUP. Il comprend la création d'un giratoire sur le chemin du Roy d'Espagne, les aménagements de chaussée et travaux connexes, ainsi que la création d'une piste cyclable.

La convention de PUP détermine également les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Métropole.

La convention sera conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et LA SCI Marseille Roy.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2017 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'accompagner le développement du secteur des Hauts de Mazargues par la mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de Projet Urbain Partenarial conclue avec la SCI Marseille Roy pour le projet urbain partenarial du chemin du Roy d'Espagne.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents y afférents.



### **Article 3 :**

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole, Opération 2015118107, chapitre 13.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 – Opération 2015118107– Chapitre 20,21 et 23-Fonction 844.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 002-2501/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur nord de Marseille conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Ville de Marseille  
MET 17/4308/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Plan d'actions foncières du territoire Marseille Provence délibéré par le conseil de la Métropole en date du 15 décembre 2016, une convention tripartite signée en date du 2 mars 2017 entre la commune de Marseille, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) et la Métropole Aix-Marseille-Provence met en place un partenariat sur le secteur économique de Marseille nord visant à poursuivre l'action foncière pour maintenir et développer une offre foncière pour l'économie productive, logistique et d'activité.

Conformément à cette convention, l'EPF PACA mène une mission d'anticipation foncière sur l'ensemble du périmètre défini à la convention d'intervention foncière (1660 hectares) et une mission opérationnelle d'impulsion foncière d'intervention sur certains secteurs fléchés comme stratégiques et nécessitant une démarche foncière d'initiative publique pour atteindre des objectifs généraux d'aménagement et d'organisation du territoire.

Le site stratégique « solidarité ANRU », situé dans le périmètre du projet de Renouvellement Urbain de la Solidarité dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement a été fléché comme prioritaire par le plan d'actions foncières Marseille Provence, suscité.

Il s'agit d'un tènement foncier en nature de terrain nu d'une superficie approximative de 2 hectares, appartenant à plusieurs propriétaires, contiguë à un foncier communal au nord et traversé par un emplacement réservé pour voirie.

Son positionnement stratégique incite à l'implantation d'activités à proximité d'ensembles d'habitats, pour l'accueil d'hébergements en lien avec la filière

médicosociale, notamment une hôtellerie pour les familles des patients soignés au sein des structures hospitalières voisines et des structures d'accueil spécialisées pour adultes handicapés.

Le développement d'infrastructures à vocation médicale et sociale sur ce tènement répondrait à la fois à une logique urbaine, en raison de la proximité physique avec l'hôpital nord mais également à un besoin prégnant au regard du déficit d'établissement spécialisés sur le territoire la ville de Marseille.

Dès lors, il convient d'élargir le périmètre de la convention d'intervention foncière économique sur le secteur Nord de Marseille et d'y intégrer ce tènement foncier.

Cet avenant doit faire l'objet d'une délibération concomitante au conseil municipal de la Ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière
- La délibération AEC 005-1398/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le renouvellement avec extension de la ZAD – Façade maritime nord de la Ville de Marseille
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;

- La délibération URB 002-1406/16/CM approuvant le Plan d'Actions Foncières du territoire de Marseille-Provence et sa mise en œuvre ;
- La délibération URB 001-1219/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole portant approbation d'une convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Ville de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé une convention d'intervention foncière économique sur le secteur nord de Marseille ;
- Que les enjeux de développement économique et de renouvellement urbain sur le secteur sud de la solidarité, sont importants (optimisation du foncier, développement filière médicosociale, densification, mixité fonctionnelle) ;
- Que l'intégration de ce tènement dans le périmètre de la convention d'intervention foncière permettra d'engager une action foncière partenariale sur ce secteur pour maintenir et développer une offre foncière pour développer l'économie médico-sociale.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille, ci-annexé, conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 003-2502/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle conclue avec la SCCV Le Belvédère des Caillols 2007 à Marseille 12<sup>ème</sup> arrondissement  
MET 17/4413/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération URB 016-631/16/CM du 30 juin 2016, et en application des articles L332-11-3 et L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCCV Le Belvédère des Caillols 2007 sur le secteur des Caillols à Marseille 12<sup>ème</sup> arrondissement.

Le programme des équipements publics à réaliser au titre de Projet Urbain Partenarial Mirabelle est fixé par la convention initiale. Il prévoit la réalisation d'une voie nouvelle inscrite au PLU, ainsi que les réseaux secs et humides y afférents. La convention de PUP détermine également les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Collectivité.

En ce qui concerne les équipements de compétence communale, une convention de maîtrise d'ouvrage unique a été conclue en novembre 2016 avec la Ville de Marseille.

La surface de plancher théorique totale à développer dans le périmètre du PUP s'élève à 20 321m<sup>2</sup>.

Le programme immobilier développé par la SCCV Le Belvédère des Caillols dans le cadre de la convention initiale prévoyait une surface de plancher maximale de 10 620m<sup>2</sup>.

La SCCV Le Belvédère des Caillols a modifié la répartition des logements sociaux prévus dans le programme initial. Cela a entraîné un changement dans la granulométrie et dans le nombre total de logements qui s'établit à 171 pour une surface de plancher portée désormais à 10 669m<sup>2</sup>.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve l'avenant n°1 à la convention initiale qui acte les modifications décrites précédemment.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La délibération URB 016-631/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, approuvant la convention de PUP avec la SCCV Le Belvédère des Caillols 2007 sur le secteur des Caillols à Marseille 12<sup>ème</sup> arrondissement.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'acter les modifications dans les termes de la convention par le biais d'un avenant.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de PUP de la Mirabelle conclue avec la SCCV Le Belvédère des Caillols 2007

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017- Sous politique C140- Opération 2013/10000-Chapitre 20,21 et 23- Fonction 515.

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole. Opération 2013/120000 chapitre 13.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 004-2503/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le périmètre du Centre Ancien de La Ciotat conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Ville de La Ciotat  
MET 17/4436/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour répondre aux enjeux de transformation urbaine du centre ancien de la commune de La Ciotat et conformément aux objectifs de requalification, désenclavement et renforcement de l'attractivité du cœur de ville, une démarche opérationnelle et partenariale a été initiée entre l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), la ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En effet, par délibération N°AEC 001-1461/15/CC du 20 novembre 2015, la Communauté urbaine de Marseille-Provence-Métropole, substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, a approuvé une convention ayant pour objet d'engager une mission d'intervention foncière en veille sur l'ensemble du périmètre du Centre Ancien et en impulsion sur certains ilots prioritaires, afin de poursuivre la maîtrise foncière déjà engagée par la ville de La Ciotat et la Soleam et favoriser ainsi la sortie des premières opérations d'aménagement et de rénovation urbaine définies sur ce périmètre.

Ce partenariat a permis d'engager des actions foncières significatives par maîtrise amiable sur les ilots prioritaires « Renan » et « Porte des Temps » à des coûts maîtrisés. Aujourd'hui 80% des biens grevant ces deux ilots opérationnels sont acquis par la puissance publique.

C'est pourquoi l'ensemble des partenaires a convenu de la nécessité de mettre en place une déclaration d'utilité publique ayant pour objet de finaliser les acquisitions nécessaires à la réalisation des opérations de requalification de ces deux ilots et pour ce faire, d'augmenter le montant financier de la convention de 2 000 000 € et de proroger le délai jusqu'au 31 décembre 2023.

Ce montant représente, à titre indicatif, le montant prévisionnel des investissements nécessaires à la réalisation des dernières acquisitions sur les ilots opérationnels.

En effet, par délibération concomitante à la présente, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille- Provence va saisir l'Etablissement Public Foncier PACA en vue de l'élaboration d'une déclaration d'utilité publique ayant pour objet de finaliser la maîtrise foncière indispensable à la réalisation d'un programme mixte d'habitat sur les sites « Porte des Temps » et « Renan ».

Par ailleurs, il est convenu de lancer une étude de prospective foncière au titre de la présente convention d'intervention foncière via une co-maitrise d'ouvrage Ville de La Ciotat et Métropole afin de cibler les futurs secteurs prioritaires sur le périmètre du Centre Ancien.

C'est pourquoi il y a lieu d'approuver l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le périmètre du Centre Ancien de La Ciotat conclu avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 001-1461/15/CC du 20 novembre 2015 de Marseille Provence Métropole approuvant la convention d'intervention foncière sur le périmètre du centre ancien de La Ciotat ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;

- La délibération du conseil municipal de la ville de La Ciotat du 10 juillet 2017 ;
- La délibération concomitante du Conseil de la Métropole approuvant la procédure de DUP sur les ilots « Porte des Temps » et « Renan »
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé une convention d'intervention foncière sur le périmètre du Centre Ancien de La Ciotat
- Que l'ensemble des partenaires, afin de poursuivre et renforcer la transformation urbaine de son centre ancien et assurer la sortie opérationnelle de l'aménagement des deux ilots, souhaite finaliser l'action foncière engagée sur les ilots Renan et Porte des temps par l'instauration d'une déclaration d'utilité publique
- Qu'il est nécessaire d'augmenter le montant initial de la convention et d'en proroger sa durée afin de finaliser les acquisitions foncières sur les ilots Renan et Porte des Temps
- Que de nouveaux sites prioritaires devront être ciblés au travers d'une étude de prospective foncière afin de prioriser l'action de l'EPF dans l'objectif de poursuivre la requalification du centre ancien de La Ciotat

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le périmètre du Centre Ancien de La Ciotat, ci-annexé, conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de La Ciotat et l'Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

##### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 005-2504/17/BM**

### **■ Approbation d'un protocole transactionnel avec Monsieur Albert Jaubert dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine des quartiers Abeille-Maurelle-Matagots à La Ciotat MET 17/4370/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine des Quartiers Abeille-Maurelle-Matagots, la ville de la Ciotat a confié à Monsieur Albert Jaubert, un marché de prestations intellectuelles à bons de commande passé selon la procédure adaptée, notifié le 16 août 2013 en vue de la réalisation de conception graphique et de supports d'information et de communication sur le projet.

Le marché a été conclu pour une durée d'une année et renouvelable 3 fois. Les deux premières reconductions ont été prises par le Maire de la Ciotat.

En application de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, la compétence en matière de politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi, les délibérations de la Ville du 18 décembre 2015 et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015 ont acté le transfert des opérations d'aménagement en cours sur la Commune de la Ciotat. Ainsi a été transférée l'opération de renouvellement urbain des quartiers Abeille Maurelle Matagots conduite en maîtrise d'ouvrage directe.

Ce transfert de compétence entre la ville de la Ciotat et la Métropole a nécessité une période de transition pour organiser le transfert des contrats et des marchés liés.

Ainsi l'avenant de transfert du marché conclu avec Monsieur Albert Jaubert a été notifié le 14 octobre 2016 pour les prestations réalisées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Monsieur Albert Jaubert travaille avec l'équipe opérationnelle depuis le début du projet de rénovation urbaine dans la création et la mise à jour des documents graphiques et cartographiques au regard de l'avancée opérationnelle du PRU de la Ciotat. Il a continué les prestations du marché pensant que la reconduction allait être régularisée.

Cependant, la dernière reconduction du marché n'a pas pu avoir lieu car elle serait intervenue avant la notification de l'avenant de transfert et elle n'a pu être régularisée après la notification de l'avenant car elle aurait été de façon rétroactive.

Après analyse de la demande et discussions avec Monsieur Albert Jaubert, la Métropole Aix-Marseille-Provence n'a pas pris en compte les intérêts moratoires et n'a retenu que la portion des prestations réalisées entre le 16 août 2016 fin du marché et le 28 mars 2017 date de la lettre de rejet de facture et d'information de la non-reconduction du marché.

Ainsi, il est proposé d'indemniser Monsieur Albert Jaubert d'un montant de 5 800 € HT, soit 6 960 € TTC, au travers d'un protocole transactionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- Les délibérations de la ville de la Ciotat n°8 du 18 décembre 2015 et de la Communauté urbaine n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 autorisant le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat (DGR 15/14361/CC) ;
- Le marché de la Ville de la Ciotat n°13-75 conclu avec Monsieur Albert Jaubert pour la conception et la réalisation de supports d'information et de communication sur le projet de renouvellement urbain du quartier Abeille-Maurelle-Matagots transféré par

avenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence n° TPA 16-59 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la date de notification de l'avenant de transfert du marché conclu avec Monsieur Albert Jaubert est intervenue après la période de reconduction du marché ;
- Que Monsieur Albert Jaubert a continué ses prestations en attendant la régularisation de la reconduction de son marché alors même que cette reconduction était impossible juridiquement car rétractive ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé conclu avec Monsieur Albert Jaubert afin de régler définitivement le différend portant sur les prestations réalisées par Monsieur Albert Jaubert entre la fin de son marché en l'absence de reconduction et la lettre l'informant de la reconduction.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole - Sous-Politique C140 - Nature 6227 - Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 006-2505/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de partenariat et de financement pour la réalisation des travaux de requalification de la trame Mazenod  
MET 17/4998/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'opération d'intérêt national Euroméditerranée que l'EPAEM est chargé de réaliser, la ZAC Cité de la Méditerranée (CIMED) a

été créée par arrêté préfectoral du 30 décembre 2005 et le premier dossier de réalisation approuvé par le Conseil d'administration du 5 octobre 2006.

La rue Mazenod, située dans le périmètre de ZAC CIMED est une artère de circulation assurant le lien entre l'esplanade du J4 et la Place de Joliette, en passant par le parvis de la Major en complémentarité du boulevard Euroméditerranée, ces infrastructures ayant été profondément réhabilitées par l'EPAEM.

Dynamisée par cette requalification lourde du secteur littoral de la ZAC Cité de la Méditerranée (CIMED), la rue Mazenod fait aujourd'hui l'objet de projets immobiliers en cours de réalisation dont le programme mixte d'Eiffage dénommé « Le Castel » situé sur l'ancien siège de la SNCM (8 300 m<sup>2</sup> de surface de plancher de bureaux, 8100 m<sup>2</sup> de SDP logements, 4600 m<sup>2</sup> de SDP activités/commerces) et deux programmes de logements pour un total de 13 000 m<sup>2</sup> de SDP.

Compte tenu de l'importance de ces mutations et bien que le réaménagement de la trame viaire ne soit pas inscrit au PEP de la ZAC CIMED, une réflexion a été engagée sur la requalification des espaces publics correspondant, permettant de parachever le travail de rénovation de la façade maritime par la requalification de la trame Mazenod et de ses rues adjacentes (trame Mazenod) et d'autre part, mettre fin aux dysfonctionnements de circulation et de stationnement qui risquaient d'être aggravés par l'arrivée de nouveaux programmes immobiliers.

En conséquence l'EPAEM, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence proposent la présente convention par laquelle l'EPAEM au titre de sa compétence d'aménageur dans le cadre de la ZAC CIMED, assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de requalification de la trame Mazenod et un financement partagé des études et travaux.

Le coût prévisionnel de l'opération est estimé à 2 960 000 € HT ainsi répartis :

- En dépenses :
  - Travaux :  
2 660 000 € HT
  - Etudes techniques préalables :  
60 000 € HT
  - Mission MOE :  
240 000 € HT
- En recettes :
  - Ville de Marseille :  
10% coût travaux
  - Métropole Aix-Marseille-Provence :  
90% coût travaux
  - EPAEM :  
300 000 €

Le principe étant que pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille ce financement

correspond aux compétences mises en œuvre par l'opération.

La convention proposée détaille les modalités du partenariat et notamment à son article 4 les conditions et le calendrier de versement des participations des partenaires, à son article 5 le fonctionnement du comité technique de suivi de l'opération et à son article 7 l'organisation de la remise des ouvrages à chaque collectivité concernée.

Les études de conception (AVP-PRO) de l'opération doivent se réaliser au premier semestre 2018, la procédure d'appel d'offre travaux au deuxième semestre pour permettre un démarrage des travaux au début 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations n° HN 001-17/03/16CM, HN 004-17/03/16CM et HN 005-17/03/16CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant respectivement élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Programme d'Équipement Public de la ZAC Cimed ;
- La délibération N°16/1237 du 24 novembre 2016 du Conseil d'Administration de l'EPAEM portant le projet d'aménagement de la trame Mazenod et son plan de financement ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée, son action motrice dans le développement économique et social de la Métropole ;
- L'intérêt du réaménagement des espaces publics de la trame Mazenod pour le bon fonctionnement du quartier.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de partenariat et de financement pour la réalisation des travaux de requalification de la trame Mazenod.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 007-2506/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention d'avance de trésorerie avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets MET 17/4780/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Par délibération en date du 5 décembre 2013, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le contrat de concession relatif à l'aménagement de la ZAC de la Burlière à Trets concédé à la SPLA Pays d'Aix Territoires. Cette concession d'aménagement a été reprise de droit par la Métropole à la date de sa création le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

En s'appuyant sur les dispositions de l'article 28.7 du contrat de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires a sollicité auprès de la Métropole une avance de trésorerie d'un montant de 8 050 000 € à verser en 2017 et 2018 remboursable à la fin de la concession. En effet, selon les termes de l'article L.1523-2 du

Code général des collectivités territoriales, « le concédant peut consentir des avances justifiées par un besoin de trésorerie temporaire de l'opération ; [...] ces avances font l'objet d'une convention approuvée par l'organe délibérant du concédant et précisant leur montant, leur durée, l'échéancier de leur remboursement ainsi que leur rémunération éventuelle. »

Ainsi, le bilan prévisionnel présenté à l'occasion du vote du CRAC 2016, prévoyait un premier versement d'un montant de 4 000 000 € en 2017. Depuis, en accord avec l'aménageur, un nouvel échelonnement du versement de cette avance a été envisagé, et il est donc proposé de verser en 2017 une avance de trésorerie à la SPLA Pays d'Aix Territoires d'un montant de 2 000 000 €. Cette avance sera entièrement remboursée avant le 31 décembre 2021.

La convention d'avance de trésorerie entre la métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoires est jointe en annexe à ce rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L300-4, L300-5, L311-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010\_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 portant sur l'approbation de la concession d'aménagement relative à la réalisation de la tranche 1 de la ZAC de la Burlière à Trets à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2013\_B532 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 à la concession d'aménagement confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires et permettant d'étendre le périmètre de concession à la totalité de la ZAC de la Burlière ;
- L'article n°28-7 de la concession d'aménagement de la ZAC de la Burlière confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires,
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le besoin en trésorerie de la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la ZAC de la Burlière à Trets.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'octroi d'une avance de trésorerie à la SPLA Pays d'Aix Territoires d'un montant de 2 000 000 d'€ remboursable en 2021 dans le cadre de la concession d'aménagement relative à la réalisation de la ZAC de la Burlière.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée d'avance de trésorerie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix territoires.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ainsi que tout document afférent à ce dossier.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (compte 2745, opération DI309AP).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 009-2508/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention avec la commune de Port-de-Bouc relative à la gestion d'un immeuble destiné à l'accueil d'entreprises MET 17/4659/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par acte du 30 juin 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue propriétaire des anciens ateliers de la commune de Port-de-Bouc implantés



dans la zone d'activités de la Grand Colle, cadastrés AS 47 d'une superficie de terrain de 12 009 m<sup>2</sup> et d'une superficie bâtie de 2 460 m<sup>2</sup>, constitués de 16 locaux destinés à la location pour des entreprises artisanales.

Dans le cadre du programme ANRU sur le quartier de la Lègue, la commune de Port-de-Bouc doit déplacer plusieurs entreprises qui occupent des bâtiments communaux devant faire l'objet d'une démolition.

Afin de faciliter le déplacement et l'accueil de ces entreprises, il est proposé de confier à la commune de Port-de-Bouc la gestion technique et administrative de l'ensemble immobilier situé à la Grand Colle, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que la commune de Port-de-Bouc doit déplacer en urgence plusieurs entreprises et qu'elle dispose de l'expertise et des moyens pour gérer cet équipement,

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la commune de Port-de-Bouc relative à la gestion des anciens ateliers municipaux affectés à l'accueil d'entreprises artisanales.

##### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

##### **URB 010-2509/17/BM**

##### **■ Approbation d'une convention de servitudes au bénéfice d'Enedis sur la parcelle cadastrée CR n° 3 sise lieu-dit du Peyreguet à Istres pour l'installation à demeure d'une canalisation électrique souterraine MET 17/4331/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, Enedis envisage la réalisation de travaux qui vont impacter la parcelle cadastrée section CR n° 3, sise lieu-dit du Peyreguet à Istres, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A cet effet, Enedis propose la conclusion d'une convention de servitudes sur ladite parcelle pour l'installation à demeure d'une canalisation souterraine dans une bande de 1 mètre de large sur une longueur d'environ 100 mètres ainsi que ses accessoires.

Cette convention de servitudes est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance unique et forfaitaire d'un montant de cent soixante-sept euros pour la durée d'exploitation de la ligne électrique souterraine ou de tout ouvrage qui pourrait lui être substitué sur l'emprise de l'ouvrage existant. Etant précisé que l'ouvrage ainsi réalisé restera la propriété d'Enedis durant sa durée d'exploitation et que la Métropole conservera la propriété et la jouissance de sa parcelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de servitudes ci-annexée à constituer au bénéfice d'Enedis sur la parcelle cadastrée section n° 3, sise lieu-dit du Peyreguet à Istres, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

La présente convention de servitudes est consentie moyennant le paiement d'une indemnité unique et forfaitaire de 167 €.

**Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, Chapitre 70, Nature 70388.

**Article 4 :**

Les frais liés à la publication et/ou l'enregistrement de la présente convention de servitudes sont à la charge exclusive d'Enedis.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 011-2510/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°2 au compromis de vente des parcelles de terrains comprises dans la zone d'activités des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts avec la société CJW Développement  
MET 17/4474/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération du 19 septembre 2016 N°URB 008-866/16/CM a approuvé la vente des parcelles de terrain à la société CJW Développement - société civile de construction vente représentée par Monsieur Guillaume Pelatan de la SAS WHITESTONE - du lot 50 de la ZAC des Étangs reconnue d'intérêt communautaire le 11 juillet 2006, sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts. Ce lot comprend les parcelles cadastrées AO 53, AO 58, AO 59, AO 62, AO 63, AO 64, AO 69, AO 70 à AO 73, AO 75 à AO 77, AO 238, AO 243, AO 244, AO 250 et AO 253 d'une superficie totale de 11 574 m² et d'une surface de plancher maximum fixée à 4 500 m² au prix de 902 772 euros TTC soit 65 euros/m² HT.

Par délibération du 9 février 2017 N°URB 003-1570/17/BM, la Métropole avait approuvé par avenant N°1 le report de la date de validité du compromis du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 30 juin 2017 pour permettre la finalisation des accords avec les enseignes désireuses de s'implanter dans la zone.

La société CJW Développement devant déposer un permis de construire modificatif pour concrétiser les accords avec les enseignes intéressées, il a été décidé en accord entre les parties d'établir un avenant N°2 au compromis de vente du 20 octobre 2016 reportant la date de validité du compromis de vente et de signature de l'acte authentique prévue le 30 juin 2017 au 31 décembre 2017.

Les autres conditions du compromis de vente non visées par le présent avenant N° 2 restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que cette cession du lot 50 dans la ZAC des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre à la Société CJW Développement d'implanter un projet de construction de six locaux commerciaux

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 au compromis de vente du 20 octobre 2016 reportant la date de validité du compromis de vente et de signature de l'acte authentique prévue le 30 juin 2017 au 31 décembre 2017.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le compromis de vente ainsi que l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 012-2511/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain sise 6 lotissement le Domaine de la Balme, appartenant à Monsieur Romain Dardanelli et Madame Jeannine Henriette Bari, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13ème arrondissement  
MET 17/4371/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des

Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Romain Dardanelli et Madame Jeannine Henriette Bari ont trouvé un accord

amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 150 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 E 301, moyennant la somme de 8875 euros (huit mille huit cent soixante-quinze euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 169 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3099 du 7 février 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 150 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle

cadastrée 882 E 301 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;

- Que l'occupation temporaire d'environ 169 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Romain Dardanelli et Madame Jeannine Henriette Bari s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 150 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 301 sise 6 Lotissement le Domaine de la Balme à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 8875 euros, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 169 m<sup>2</sup>.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 013-2512/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain sise 41 chemin de la Grave, appartenant à Monsieur Bernard Forestier et Madame Françoise Raynaud, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement  
MET 17/4373/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Bernard Forestier et Madame Françoise Rraynaud ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 363 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 879 C 86, moyennant la somme de 20965 euros (vingt-mille neuf-cent soixante-cinq euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 77 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V2586 du 24 février 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 363 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 86 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 77 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Bernard Forestier et Madame Françoise Raynaud s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 363 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 86 sise 41 Chemin de la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 20965 euros, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 77 m<sup>2</sup>.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 014-2513/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain sise 7 lotissement le Domaine de la Balme, appartenant à Monsieur Valentin Dardanelli, Madame Sylvie Dardanelli et Madame Jeannine Henriette Bari, nécessaire à la réalisation de la**

**desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement  
MET 17/4375/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux

usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Valentin Dardanelli (Mineur représenté par ses parents Michel Dardanelli et Sylvie Dardanelli) et Madame Jeannine Henriette Bari ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 102 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 E 302, moyennant la somme de 5450 euros (cinq mille quatre-cent cinquante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 33 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3099 du 7 février 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 102 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 302 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 33 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Valentin Dardanelli (Mineur représenté par ses parents Michel Dardanelli et Sylvie Dardanelli et Madame Jeannine Henriette Bari s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 102 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 302 sise 7 Lotissement le Domaine de la Balme à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 5450 euros, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 33 m<sup>2</sup>.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 015-2514/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain sise 13 traverse de la Balme, appartenant à Monsieur Alain Giovannetti et Madame Marie-Hélène Viel, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13ème arrondissement**  
**MET 17/4376/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend

l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Alain Giovannetti et Madame Marie-Hélène Viel ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 72 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 E 13, moyennant la somme de 4320 euros (quatre mille trois-cent vingt euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3093 du 7 février 2017 ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;



Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 72 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 881 E 13 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Alain GIOVANNETTI et Madame Marie-Hélène VIEL s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 72 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 13 sise 13 traverse de la Balme à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement moyennant la somme de 4320 euros.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 016-2515/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain sise traverse de la Balme, appartenant à Madame Jeannine Bari Epouse Dardanellil, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers/La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement  
MET 17/4377/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au

réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Jeannine Henriette Bari ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 19 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 E 311, moyennant la somme de 1140 euros (mille cent-quarante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 37 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3098 du 7 février 2017 ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 19 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 311 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 37 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Jeannine Henriette BARI s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 19 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 311 sise Traverse de la Balme à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement moyennant la somme de 1140 euros, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 37 m<sup>2</sup>.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 017-2516/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 2 domaine des Durbecs, appartenant à Monsieur Gérard Surace, Mesdames Jacqueline Simon et Gwenola Simon, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement  
MET 17/4716/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au

réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Gérard Surace, Madame Jacqueline Simon et Madame Gwenola Simon ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 91 m<sup>2</sup> environ (76m<sup>2</sup> pour la DUP et 15m<sup>2</sup> à titre amiable) à détacher de la parcelle 882 E 308, moyennant la somme de 5310 euros (cinq mille trois-cents dix euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 118 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3096 du 7 février 2017 ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 91 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 308 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 118 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Gérard Surace, Mesdames Jacqueline SIMON et Gwenola SIMON s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 91 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 308 sise 2 Domaine des Durbecs à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 5310 euros, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 118 m<sup>2</sup>.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions y concourant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 018-2517/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 39 chemin de la Grave, appartenant à Monsieur Nikolaos Psychogios et Madame Isabelle Berbezier, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement  
MET 17/4717/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des

ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),

- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Nikolaos PSYCHOGIOS et Madame Isabelle BERBEZIER ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 291 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 879 C 30, moyennant la somme de 16 940 euros (seize mille neuf-cent quarante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 102 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V2585 en date du 24 février 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 291 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 30 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 102 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Nikolas PSYCHOGLIOS et Madame Isabelle BERBEZIER s'engagent à céder au profit de la

Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte, une emprise foncière de 291 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 30 sise 39 Chemin de la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement moyennant la somme de 16 940 euros (seize mille neuf-cent quarante euros) après consultation des services de France Domaine, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 102 m<sup>2</sup>.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 019-2518/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 43 chemin de la Grave appartenant à Monsieur Christian Guillem et Madame Claire Guillem nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement  
MET 17/4719/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin

de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n° 77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Christian Guillem et Madame Claire Guillem ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 643 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 879 C 167, au prix de 36 365 euros (trente-six mille trois-cent soixante-cinq euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 125 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V2587 du 24 février 2017.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 643 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 167 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 125 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Christian Guillem et Madame Claire Guillem s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 643 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 167 au 43 Chemin de la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 36365 euros. Aucune indemnité ne sera allouée pour l'occupation temporaire (se conférer à l'article 6 du présent protocole).

### Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions y concourant.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## URB 020-2519/17/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 143 chemin de la Grave, appartenant à Madame Simone Charles, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement**  
**MET 17/4721/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la

chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Simone Charles ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 139 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 C 193, moyennant la somme de 8240



euros (huit mille deux-cent quarante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Simone Charles ont trouvé un accord amiable sur l'institution d'une servitude de tréfonds au profit de la collectivité d'une emprise de 102m2 sur la parcelle cadastrée 882 C 193, au prix de 1 785 euros (mille sept cent quatre vingt cinq euros)

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 201 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3104 du 7 février 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 139 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 C 193 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que la servitude de 102m2 environ permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 201 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Simone Charles s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 139 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 C 193 à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 8240 euros, ainsi qu'une servitude de tréfonds d'une superficie de 102m2 au prix de 1 785 euros après consultation des services de France Domaine, et une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 201 m<sup>2</sup>.

##### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions y concourant.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 CP 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 021-2520/17/BM**

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain sise 163 avenue de Luminy à Marseille 9ème arrondissement appartenant à l'Etat, nécessaire au projet de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS)/Campus Luminy  
**MET 17/4383/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la place de Castellane et pôle universitaire de Luminy, a été approuvé par le Conseil de Communauté le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

Par délibération DTM 001-25/09/15 du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille et le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, relative à la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre la Place Castellane et le pôle universitaire de Luminy à Marseille (6<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> arrondissements).

Le Bus à Haut Niveau de Service permettra d'améliorer la desserte de l'université de Luminy depuis la station de métro de Castellane mais il sera aussi l'occasion de réaménager les espaces publics le long du tracé :

- Requalification des secteurs traversés aux nouveaux mobiliers urbains,
- Réalisation de cheminements piétons, trottoirs et de stations BHNS accessibles aux personnes à mobilité réduite,
- Création d'itinéraires cyclables,
- Aménagement d'un parking de rabattement afin de faciliter le stationnement des usagers du BHNS.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite obtenir la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération.

Par conséquent, la réalisation de ce projet nécessite l'acquisition d'un terrain appartenant à l'Etat (Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche).

Pour ce faire, l'Université d'Aix-Marseille a par délibération n° 2016/06/28-06 du 28 juin 2016, déclaré inutile l'emprise cadastrée 851 M 52 d'une contenance de 12 896 m<sup>2</sup> en vue de la réalisation des travaux du BHNS.

En date du 19 juillet 2016, la Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a pris une décision portant déclaration d'inutilité et remise à France Domaine de ladite emprise.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert à l'euro symbolique auprès de l'Etat, représenté par Monsieur Roland Guerin, une emprise de 12 896 m<sup>2</sup> cadastrée 851 M 52 sise 163 avenue de Luminy à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-209V0771 du 15 juin 2017 ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition à l'euro symbolique de cette parcelle de terrain de 12 896 m<sup>2</sup> environ cadastrée 851 M 52, permettra la création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel l'Etat s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 12 896 m<sup>2</sup> environ cadastrée 851 M 52 moyennant la somme de un euro conformément à l'avis de France Domaine.

## **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

## **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget DIFRA n° 2013108700 - Sous-politique C311 - Nature 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 022-2521/17/BM**

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain sise avenue Marie-Jeanne Bernardi à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement appartenant à la Société Domicil, nécessaire à son intégration dans le domaine public**  
**MET 17/4390/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'avenue Marie-Jeanne Bernardi qui a été transférée par procès-verbal du 8 mars 2002 par la ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, est en partie assise sur des parcelles privées.

Afin de régulariser cette situation juridique, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la Société Domicil afin d'acquérir une emprise de 28 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle 871 I 126 afin de l'intégrer dans le domaine public.

Aux termes des négociations engagées avec la société Domicil cette dernière a accepté de céder cette parcelle à la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition d'une emprise de terrain de 28 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle 871 I 126 permettra l'intégration de cette partie de voie dans le domaine public.

**Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société Domicil s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise de terrain de 28 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée 871 I 126 sise avenue Marie-Jeanne Bernardi à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement moyennant un euro symbolique.

## **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C 130 – Opération 2015110400- Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 023-2522/17/BM**

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain sise impasse des Vaudrans à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement, appartenant à Monsieur et Madame Carabelli, nécessaire à son intégration dans le domaine public**  
**MET 17/4391/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par courrier du 7 avril 2014 Monsieur et Madame Carabelli ont proposé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole de céder la parcelle 871 B 370 à l'amiable dans le cadre d'un arrêté de lotir n° 13055-97-6-00211 du 5 juillet 1994 accordé à l'ancien propriétaire et ce afin de régulariser la situation foncière de ce terrain aménagé en voirie.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame Carabelli, ces derniers ont accepté de céder cette parcelle de terrain à l'euro symbolique.

Il convient que le bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de la parcelle 871 B 370 permettra son intégration dans le domaine public.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Carabelli s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle cadastrée 871 B 370 sise impasse des Vaudrans à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement moyennant un euro symbolique.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant et se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 024-2523/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à la Société Anonyme Logis Méditerranée, sise 108 avenue François Mauriac à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Paul Claudel)**  
**MET 17/4392/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise, afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en quatre tronçons :

- 1er tronçon : Florian/Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse/Ste Marguerite,
- 3e tronçon : Ste Marguerite/ Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny/Tse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole Aix-Marseille-

Provence a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1<sup>er</sup> tronçon s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain de 398m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée 859 D 0003, sise 108 avenue François Mauriac, à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement, pour un montant de 88 560 Euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Société Anonyme Logis

Méditerranée, sise 108 avenue François Mauriac, à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société Anonyme Logis Méditerranée, représentée par la Présidente de son Directoire, Madame Sandrine Bordin, cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain de 398m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée 859 D 0003, pour un montant de 88 560 Euros (quatre vingt huit mille cinq cent soixante euros).

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique C311 - Opération 2015108400 - Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 025-2524/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain nécessaire à la réalisation du boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Paul Claudel), appartenant à la Société ERILIA, sise Bd de l'Octroi à Marseille 10ème arrondissement MET 17/4783/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise, afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian/Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse/Ste Marguerite,
- 3e tronçon : Ste Marguerite/ Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny/Tse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1<sup>er</sup> tronçon s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition de deux parcelles de terrain de 2445m<sup>2</sup>, cadastrées 858 L 92 et 93, sises boulevard de l'Octroi, à Marseille 13010, pour un montant de 29 380 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Société ERILIA, sise boulevard de l'Octroi, 13010 Marseille, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société ERILIA, représentée par son Directeur Général Délégué, Monsieur Bernard Ranvier, cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence, deux parcelles de terrain de 2445m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée 858 L 93 et 92, pour un montant de 29 380 euros.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-

Marseille-Provence, Sous Politique C311 - Opération 2015108400 - Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 026-2525/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Paul Claudel), appartenant à la Copropriété Les Marronniers, représentée par la Société Nexity, sise 123 boulevard Romain Rolland à Marseille 10ème arrondissement  
MET 17/4786/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise, afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian/Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse/Ste Marguerite,
- 3e tronçon : Ste Marguerite/ Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny/Tse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1<sup>er</sup> tronçon s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain de 5709m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée 859 A 0003, sise 123 bd Romain Rolland, à Marseille 13010, pour un montant de 367 746 euros (trois cent soixante sept mille sept cent quarante six euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Copropriété Les Marronniers, sise 123 boulevard Romain Rolland, à Marseille 13010, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Copropriété Les Marronniers, représentée par la Société Nexity, elle-même représentée par M. Philippe Halimi, cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une parcelle de terrain de 5709m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée 859 A 0003, pour un montant de 367 746 euros.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique C311 - Opération 2015108400 - Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 027-2526/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Paul Claudel), appartenant à l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille (APHM), sise 253 boulevard Paul Claudel à Marseille 10ème arrondissement  
MET 17/4787/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise, afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.



Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian/Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse/Ste Marguerite,
- 3e tronçon : Ste Marguerite/ Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny/Tse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1<sup>er</sup> tronçon s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain de 6337m<sup>2</sup> cadastrée 859 D 91, sise 253 bd Paul Claudel, à Marseille – 13010, pour un montant de 2 201 000 euros (deux millions deux cent un mille euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille, sise 253 boulevard Paul Claudel, 13010 Marseille, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel l'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille, représentée par la Secrétaire Générale, Madame Chantal Allard-Jacquín, cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une parcelle de terrain de 6337m<sup>2</sup>, cadastrée 859 D 91, pour un montant de 2 201 000 euros.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique C311 - Opération 2015108400 - Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 028-2527/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'un lot de copropriété nécessaire à la réalisation du boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Paul Claudel), appartenant à la Hoirie Guglielmo, sis 61 rue Verdillon à Marseille 10ème arrondissement MET 17/4791/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise, afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian/Vallon de Toulouse,
- 2ème tronçon : Vallon de Toulouse/Ste Marguerite,
- 3ème tronçon : Ste Marguerite/ Delattre de Tassigny,
- 4ème tronçon : Delattre de Tassigny/Tse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole Aix-Marseille-

Provence a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1<sup>er</sup> tronçon s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'un lot de copropriété issu d'une copropriété dont la parcelle 859 A 17 est le terrain d'assiette, sis 61 rue Verdillon – 13010 Marseille, pour un montant de 288 822 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière un lot de copropriété appartenant à l'Hoirie Guglielmo, sis 61 rue

Verdillon - 13010 Marseille, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel l'Hoirie Guglielmo cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence un lot de copropriété N° 13, issu d'une copropriété dont le terrain d'assiette est la parcelle cadastrée 859 A 17, pour un montant de 288 822 euros.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique C311 - Opération 2015108400 - Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 029-2528/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à la Société ADSR Real Estate, sise 165 bd Pont de Vivaux à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Paul Claudel)**  
**MET 17/4399/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en quatre tronçons :

- 1er tronçon : Florian/Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse/Ste Marguerite
- 3e tronçon : Ste Marguerite/ Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny/Tse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1<sup>er</sup> tronçon s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain de 863m<sup>2</sup>, à détacher de la parcelle cadastrée 857 B 0188, sise 165 bd Pont de Vivaux, à Marseille, 10<sup>ème</sup> arrondissement, pour un montant de 24 732,50 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Société ADSR Real Estate, sise 165 Bd Pont de Vivaux à Marseille, 10<sup>ème</sup> arrondissement, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société ADSR Real Estate, représentée par son Président en exercice, domicilié au Parc d'Activités – BP 24 – à Templemars (59175), cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle de terrain de 863m², à détacher de la parcelle cadastrée 857 B 188, pour un montant de 24 732,50 euros (vingt-quatre mille sept cent trente-deux euros et cinquante centimes).

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique C311 – Opération 2015108400 – Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 030-2529/17/BM**

**■ Acquisition à l'euro symbolique de deux parcelles de terrain sises traverse du diable à Marseille 12ème arrondissement appartenant à la Société Bouygues Immobilier, nécessaire à leur intégration dans le domaine public  
MET 17/4407/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Société Bouygues Immobilier a demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'acquérir les parcelles 872 A 498 et 499, d'une superficie respective de 236 m2 et 630 m2, afin de les intégrer dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Bouygues Immobilier cette dernière a accepté de céder les parcelles ci-dessus citées moyennant 1 euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition des parcelles 872 A 498 et 499, d'une superficie respective de 236 m<sup>2</sup> et 630 m<sup>2</sup>, permettra leur intégration dans le domaine public.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société Bouygues Immobilier s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence les parcelles cadastrées 872 A 498 et 499, d'une superficie respective de 236 m<sup>2</sup> et 630 m<sup>2</sup>, sises traverse du diable à Marseille 12<sup>ème</sup> arrondissement, moyennant un euro symbolique.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaire et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 031-2530/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence 16 impasse Davin d'une parcelle de terrain sise impasse Davin à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement, nécessaire à son intégration dans le domaine public métropolitain  
MET 17/4409/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Par courrier du 30 septembre 2011, la Société Neolia, propriétaire des biens et droits immobiliers sis à Marseille (15<sup>ème</sup>) impasse Davin, s'est rapprochée de la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin que celle-ci accepte la rétrocession des parcelles cadastrées 899 L 112 et 132 servant en partie d'assiette à l'impasse Davin. Dans la continuité des négociations et afin d'être cohérent la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée des copropriétaires de la résidence « 16 impasse Davin » propriétaires de la parcelle cadastrée 899 L 105 servant également en partie d'assiette à l'impasse Davin pour intégration dans le domaine public routier métropolitain, la finalité étant d'intégrer la totalité de l'impasse Davin.

La présente vente résulte d'un accord intervenu entre les Copropriétaires de la résidence 16 impasse Davin représentée par son Syndic Otim Immobilier et la Métropole Aix-Marseille-Provence, le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, la Société Locale d'Equipeement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette transaction s'effectue moyennant la somme totale de 12 560 euros après consultation des services de France Domaine.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- L'avis de France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition auprès des copropriétaires de la résidence « 16 impasse Davin » d'une emprise foncière sise impasse Davin à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement d'environ 311 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée 899 L 105, permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les copropriétaires de la résidence « 16 impasse Davin » s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 311 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 899 L 0105 sise impasse Davin à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement moyennant la somme de 12 560 euros.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant et se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 032-2531/17/BM**

**■ Acquisition à l'euro symbolique auprès des copropriétaires de l'immeuble 27 traverse des Baudillons d'une parcelle de terrain sise 27 traverse des Baudillons à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement nécessaire à son intégration dans le domaine public métropolitain  
MET 17/4411/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Par courrier du 22 juin 2012, Monsieur Christian Vilaseca alors propriétaire des biens et droits immobiliers sis à Marseille (13<sup>ème</sup> arrondissement) 27 impasse des Baudillons, s'était rapproché de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (aujourd'hui Métropole Aix-Marseille-Provence), afin que celle-ci accepte la rétrocession d'une partie de la parcelle cadastrée 884 A 72 divisée depuis en 884 A 351 et 352 servant en partie d'assiette à la traverse des Baudillons.

La finalité de cette régularisation étant d'intégrer la totalité de la traverse qui n'a pas vocation à rester dans le domaine privé de par sa nature.

La présente vente résulte d'un accord intervenu entre les copropriétaires de l'immeuble « 27 traverse des Baudillons » représentés par Madame Valérie Amsellem épouse Atteia Syndic Bénévole et la Métropole Aix-Marseille-Provence, le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa

Société Publique Locale, la Société Locale d'Équipement et l'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette transaction s'effectue moyennant la somme totale d'un euro après consultation des services de France Domaine.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 215-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition auprès des copropriétaires de l'immeuble « 27 traverse des Baudillons » d'une emprise foncière sise 27 traverse des Baudillons à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement d'environ 88 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée 884 A 0351 permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les copropriétaires de l'immeuble « 27 traverse des Baudillons » s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 88 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 884 A 0351 sise 27 traverse des Baudillons à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement moyennant la somme d'un euro symbolique.

##### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 033-2532/17/BM**

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de terrain située 27 traverse des Baudillons à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement appartenant à Monsieur et Madame Aykaz pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain  
MET 17/4713/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par courrier du 22 juin 2012, Monsieur Christian Vilaseca, le propriétaire des biens et droits immobiliers sis à Marseille (13<sup>ème</sup>) 27, impasse des Baudillons, s'était rapproché de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (aujourd'hui Métropole Aix-Marseille-Provence), afin que celle-ci accepte la rétrocession d'une parcelle cadastrées 884 A 72 divisée depuis en 884 A 351 et 352 servant en partie d'assiette à la traverse des Baudillons.

Dans la continuité des négociations et afin d'être cohérente la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée des propriétaires de la parcelle cadastrée 884 A 352 servant en partie d'assiette à la traverse des Baudillons pour intégration dans le domaine public routier métropolitain, la finalité étant d'intégrer la totalité de l'impasse Davin.

La présente vente résulte d'un accord intervenu entre Monsieur et Madame Aykaz Cuma, propriétaires de la parcelle cadastrée 884 A 352 et la Métropole Aix-Marseille-Provence, le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Pour la mise en œuvre de ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de faire appel à sa Société Publique Locale, la Société Publique Locale, la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières.

Cette acquisition s'effectue à l'euro symbolique, après consultation des services de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition d'une emprise de terrain sise 27 traverse des Baudillons de 326 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 884 A 0352, permettra son intégration dans le Domaine Public Métropolitain à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Aykaz s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise de 326 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 884 A 352 située 27 traverse des Baudillons 13<sup>ème</sup> arrondissement à l'euro symbolique après consultation des services de France Domaine.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions y concourant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 034-2533/17/BM**

■ **Acquisition gratuite auprès de la ville de Marseille d'une parcelle de terrain ainsi qu'une emprise de terrain en nature de délaissé de voirie nécessaires à la création d'un bassin de rétention situées boulevard Marcel Delprat Fournacle à Marseille 13ème arrondissement**  
**MET 17/4715/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :



La ville de Marseille est propriétaire d'un ténement foncier cadastré quartier les Olives (884) Section E n° 0028 et E n° 0042 situé à l'angle de l'avenue Fournacle et du boulevard Marcel Delprat dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement, d'une contenance respective de 1 238 m<sup>2</sup> et 11 400 m<sup>2</sup>.

Dans le cadre de la lutte contre le risque d'inondation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé des études pour la création d'un bassin de rétention des eaux pluviales drainées par le ruisseau de la Croix Rouge.

Aussi, afin de réaliser cet aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la ville de Marseille en vue d'acquérir le périmètre foncier nécessaire à ces travaux soit l'intégralité de la parcelle 884 E 0028 ainsi qu'une emprise d'environ 160 m<sup>2</sup> issue de la parcelle 884 E 0042 en nature de délaissé de voirie. Ces parcelles sont impactées par un emplacement réservé n° 42-R47 au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, inscrit au PLU de la ville de Marseille.

Conformément à l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques : « *Les biens des personnes publiques, qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public* ».

Compte tenu de l'intérêt général des travaux envisagés, la cession amiable intervient à titre gratuit.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis de France Domaine n° 2017-213V0388 du 27 mars 2017 ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition de la parcelle de terrain cadastrée 884 E 0028 d'une superficie de 1 238 m<sup>2</sup> ainsi que l'emprise de terrain de 160 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 884 E 0042, permettra la réalisation d'un bassin de rétention à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la ville de Marseille s'engage à céder à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une parcelle de terrain sise avenue Fournacle / Delprat cadastrée 884 E 0028 d'une superficie de 1 238 m<sup>2</sup> ainsi qu'une emprise de terrain de 160 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 884 E 0042.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions y concourant.

#### **Article 4 :**

Les frais nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 035-2534/17/BM**

■ **Acquisition à l'euro symbolique de deux parcelles de terrain situées avenue de Tarascon et rue de Rognac à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement appartenant à 13 Habitat nécessaires à leur intégration dans le domaine public**  
**MET 17/4800/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

13 Habitat, lors de la réalisation de la Cité Michélie, est resté propriétaire de parcelles consistant en des voies de liaisons circulées destinées, de par leur nature, à être intégrées au Domaine Public. Le principe d'intégration de ces deux voies a été acté par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, les parties ont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition des parcelles 870 A 157 et 870 A 158 permettra leur intégration dans le domaine public.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel 13 Habitat s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte, les parcelles cadastrées 870 A 157 et 870 A 158 sises avenue de Tarascon et rue de Rognac à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement, à l'euro symbolique.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions y concourant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 036-2535/17/BM**

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située chemin de la Montadette à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement appartenant à la Société AFIM Méditerranée, nécessaire à son intégration dans le domaine public**  
**MET 17/4802/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Société AFIM Méditerranée a par courrier du 25 juin 2015 demandé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole d'acquérir la parcelle 864 C 252 située « Le Clos Marie-Laure » chemin de la Montadette à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement.

Ce terrain est réservé sous le n° 11-080 au plan local d'urbanisme de Marseille pour élargissement de voie.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société AFIM Méditerranée, cette dernière a accepté de céder cette parcelle de terrain à l'euro symbolique compte tenu du transfert de charge qui en découle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de la parcelle 862 C 252 permettra son intégration dans le domaine public.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société AFIM Méditerranée s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte, la parcelle cadastrée 862 C 252 sise chemin de la Montadette à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement, à l'euro symbolique.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant légal est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions y concourant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 037-2536/17/BM**

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Ville de Marseille de deux emprises de terrain situées chemin de Fontainieu à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement, nécessaire à la création d'une voie de liaison entre le chemin de Fontainieu et la cité des Micocouliers**  
**MET 17/4720/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en place du dispositif des Zones de Sécurité Prioritaire, une démarche globale

associant les services de sécurité, les acteurs de la prévention et les bailleurs sociaux a été mise en place par la Préfecture des Bouches du Rhône afin d'améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers sensibles.

La Cité des Micocouliers, située dans le 14<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille, s'inscrit dans cette démarche.

L'enclavement de la cité souligné par l'ensemble des acteurs, et la configuration urbaine spécifique avec notamment une seule voie d'accès, contribue fortement à l'isolement de cet ensemble immobilier.

Tandis que la Logirem, en sa qualité de gestionnaire de la Cité des Micocouliers, porte un projet de réhabilitation du bâti et des espaces extérieurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée sur un projet viaire répondant à une logique de désenclavement et d'amélioration de la sécurité en créant un nouvel accès routier.

Aussi l'aménagement d'une liaison depuis le chemin de Fontainieu jusqu'à la voirie du bailleur nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un tènement foncier d'une contenance totale de 923 m<sup>2</sup> issu des parcelles cadastrées quartier Saint Joseph (895) section H n° 0188 et H n° 0223 d'une contenance respective de 7055 m<sup>2</sup> et 2790 m<sup>2</sup> dont la Ville de Marseille est propriétaire.

Ces parcelles avaient été acquises par la Ville de Marseille afin d'y construire un groupe scolaire ainsi que des équipements publics sportifs et socio-éducatifs depuis réalisés. Le reliquat est impacté par un emplacement réservé n° 14-092 pour création de voirie au bénéfice de la Métropole, inscrit au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

Conformément à l'article L.3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ; « *les biens des personnes publiques, qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public* ».

Suite à l'accord de la Ville de Marseille, il convient de constater la désaffectation de ces emprises.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-214V0550 du 17 juin 2017 ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition des emprises de terrain de 503 m<sup>2</sup> environ issue de la parcelle 895 H 0188 et 420 m<sup>2</sup> environ issue de la parcelle 895 H 0223, permettra la création d'une voie de liaison entre le chemin de Fontainieu et la Cité des Micocouliers à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Ville de Marseille s'engage à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les emprises de terrain sises chemin de Fontainieu à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement de 503 m<sup>2</sup> environ issue de la parcelle cadastrée 895 H 0188 et 420 m<sup>2</sup> environ issue de la parcelle cadastrée 895 H 0223.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au

31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions y concourant.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérent à l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 - Opération 2015 11 0400 – Chapitre 458 1151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 038-2537/17/BM**

#### **■ Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise de terrain appartenant aux consorts Fae - Gimenez nécessaire à l'aménagement de la montée des Gaulois à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement MET 17/4801/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les Consorts Fae – Gimenez sont propriétaires de la parcelle cadastrée 867 M 351.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a la nécessité d'acquérir une emprise d'environ 30 m<sup>2</sup> à détacher de cette parcelle située Montée des Gaulois à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement aux fins d'intégration dans le domaine public nécessaire à l'aménagement de cette voie.

Aux termes des négociations engagées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les Consorts Fae - Gimenez acceptent de céder cette emprise à l'euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition d'une emprise de terrain d'environ 30 m<sup>2</sup> permettra l'aménagement de la Montée des Gaulois.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les consorts Fae – Gimenez s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte, une emprise foncière d'environ 30 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée 867 M 351 sise Montée des Gaulois à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement à l'euro symbolique.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions y concourant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C 130 – Opération 2015110400- Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 039-2538/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux de trois parcelles de terrain, nécessaire à la réalisation du boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Paul Claudel), appartenant à la Copropriété Les Eaux Vives, représentée par Marseille Sud Gestion - Leandri Immobilière, sise 240 - 248 et 254 bd Paul Claudel à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement**  
**MET 17/4803/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise, afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian/Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse/Ste Marguerite,
- 3e tronçon : Ste Marguerite/ Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny/Tse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1<sup>er</sup> tronçon s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure un protocole foncier portant sur l'acquisition de trois parcelles de terrain d'une superficie totale de 1917m<sup>2</sup> à détacher des parcelles cadastrées 859 D 18, 19 et 88, sises 240, 248 et 254 Bd Paul Claudel, à Marseille 10<sup>ème</sup>, pour un montant de 268 380 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Copropriété Les Eaux Vives, sise 240, 248 et 254 Bd Paul Claudel, 13010 Marseille, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Copropriété Les Eaux Vives, représentée par Marseille Sud Gestion – Leandri Immobilière, cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte, trois parcelles de terrain d'une superficie totale de 1917m<sup>2</sup> à détacher des parcelles cadastrées 859 D 18, 19 et 88, pour un montant de 268 380 euros.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous Politique C311 - Opération 2015108400 - Chapitre 4581151084.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 040-2539/17/BM**

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain sise rue Saint Pierre à Marseille 12ème arrondissement appartenant à la Société Méditerranée Construction, nécessaire à son intégration dans le domaine public  
MET 17/4398/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La parcelle 876 D 96, d'une superficie de 338 m<sup>2</sup>, est réservée au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille sous le n° 12-168 pour élargissement de voie.

La SNC Méditerranée Construction a demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'acquérir la parcelle ci-dessus citée afin de l'intégrer dans le domaine public métropolitain.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Bouygues Immobilier représentant la SNC Méditerranée Construction, cette dernière a accepté de céder la parcelle ci-dessus citée à l'euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de la parcelle 876 D 96 permettra son intégration dans le domaine public.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SNC Méditerranée Construction s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle cadastrée 876 D 96, d'une superficie de

338 m2, sise rue Saint Pierre à Marseille 12<sup>ème</sup> arrondissement moyennant un euro symbolique.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant et se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 041-2540/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant à Monsieur et Madame Belloeuve nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la mar**  
**MET 17/4386/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit réaliser des travaux de confortement et de sécurisation dans le but d'élargir des trottoirs.

Pour ce faire la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir des emprises appartenant à des propriétaires privés (situées à l'extérieur des clôtures existantes) afin d'effectuer ces travaux.

Afin de régulariser l'assiette foncière de cette emprise, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite une régularisation juridique de cette partie de trottoir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain d'environ 3 m<sup>2</sup> permettra l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Belloeuve s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière d'environ 3 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée AH 27 sise avenue de la Plaine à Carry-le-Rouet moyennant une indemnité de 90 euros soit 30 euros le mètre carré.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.



#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C 130 – Opération 2015110400- Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 042-2541/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant à Monsieur Claude Abel nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar**

**MET 17/4389/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur Claude Abel est propriétaire de la parcelle cadastrée AH 32 de Carry-le-Rouet.

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille Provence doit réaliser des travaux de confortement et de sécurisation dans le but d'élargir des trottoirs.

Pour ce faire la Métropole Aix-Marseille Provence a demandé à Monsieur Claude Abel d'acquérir 25 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AH 32 moyennant une indemnité de 750 euros soit 30 euros le mètre carré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au

Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 25 m<sup>2</sup> permettra l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Claude Abel s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 25 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée AH 32 sise avenue Draïo de la Mar à Carry-le-Rouet moyennant une indemnité de 750 euros soit 30 euros le mètre carré.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole - Sous Politique C 130 – Opération 2015110400- Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 043-2542/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à la Société Foncière des Alpes Maritimes nécessaire à la requalification de l'avenue Joseph Roumanille - Projet de rénovation urbaine Abeille Maurelle Matagots à La Ciotat**  
**MET 17/4396/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Abeille-Maurelle-Matagots à La Ciotat, la Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser la requalification de l'avenue Joseph Roumanille depuis son croisement avec l'avenue de la gare jusqu'à l'entrée du quartier de l'Abeille conformément à l'emplacement réservé n° 67 au plan local d'urbanisme de la ville de La Ciotat.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la Société Foncière des Alpes Maritimes d'une emprise foncière de 61 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AZ numéro 75 sise 46 avenue Ritt à La Ciotat.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le propriétaire accepte de céder ce terrain au prix de 23 180 euros.

Par délibération n° VOI005-1604/17/BM du 9 février 2017, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'acquisition auprès des consorts Bronzo du terrain en cause.

Après vérifications hypothécaires, il est apparu que c'est la Société Foncière des Alpes Maritimes représentée par Monsieur Michel Bronzo qui est titrée sur la parcelle cadastrée AZ n° 75.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le nouveau protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière et abroge la délibération n° VOI 005-1604/17/BM du 9 février 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° VOI 005-1604/17/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 9 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition auprès de la Société Foncière des Alpes Maritimes d'une emprise foncière d'une contenance de 61 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AZ n° 75 permettra de réaliser l'aménagement de l'avenue Joseph Roumanille dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Abeille-Maurelle-Matagots à La Ciotat.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

La présente délibération annule et remplace la délibération n° VOI 005-1604-17/BM du 9 février 2017.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société Foncière des Alpes Maritimes s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière d'une superficie de 61 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AZ n° 75 sise 46 avenue Ritt à La Ciotat au prix de 23 180 euros.

#### **Article 3 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous documents y afférents.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 044-2543/17/BM**

##### **■ Acquisition à l'euro symbolique des voies du lotissement dénommé les Hauts de Rohan à La Ciotat en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain MET 17/4805/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre de deux arrêtés préfectoraux de lotir du 18 décembre 1974 et du 27 novembre 1978, il était exigé la cession à titre gratuit au profit de la commune de La Ciotat d'une parties des voies privées ouvertes à la circulation publique du lotissement dénommé « Les Hauts de Rohan » sis à La Ciotat.

Afin de permettre l'intégration de ces voies dans le domaine public métropolitain, les lotisseurs d'origine et leurs héritiers, représentés par Maître Blanc-Hirschauer, notaire à La Ciotat, acceptent de céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les emprises constituant l'assiette foncière des voies du lotissement Les hauts de Rohan à la Ciotat.

Au terme des négociations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les lotisseurs d'origine du lotissement les Hauts de Rohan et leurs héritiers, il a été convenu que les terrains en cause seraient cédés à l'euro symbolique.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'acquisition auprès des lotisseurs d'origine du lotissement les Hauts de Rohan et de leurs héritiers de treize emprises foncières pour une superficie totale de 5 205 m<sup>2</sup> environ permettra d'intégrer dans le domaine public routier métropolitain l'assiette foncière d'une partie des voies dudit lotissement.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée le protocole foncier ci annexé par lequel les propriétaires des voies du lotissement les hauts de Rohan s'engagent à céder à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte les emprises foncières suivantes sises à La Ciotat :

- la parcelle cadastrée Section CM n°540 d'une contenance de 12 m<sup>2</sup> environ
- la parcelle cadastrée Section CM n°541 d'une contenance de 183 m<sup>2</sup> environ
- la parcelle cadastrée Section CM n°542 d'une contenance de 108 m<sup>2</sup> environ
- une emprise de 2240 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CM n°550

- une emprise de 328 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CM n°572
- la parcelle cadastrée Section CM n°524 d'une contenance de 1059 m<sup>2</sup> environ
- la parcelle cadastrée Section CM n°485 d'une contenance de 34 m<sup>2</sup> environ
- la parcelle cadastrée Section CM n° 491 d'une contenance de 25 m<sup>2</sup> environ
- une emprise de 36 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CM n°493
- la parcelle cadastrée Section CM n°494 d'une contenance de 41 m<sup>2</sup> environ
- la parcelle cadastrée Section CM n°501 d'une contenance de 1006 m<sup>2</sup> environ
- la parcelle cadastrée Section CM n°536 d'une contenance de 67 m<sup>2</sup> environ
- la parcelle cadastrée Section CM n°538 d'une contenance de 66 m<sup>2</sup> environ

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions y concourant.

#### **Article 4 :**

Les frais nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 045-2544/17/BM**

#### **■ Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à la SCI Le Colibri nécessaire à l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane MET 17/4405/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 10 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle

castrée Section AT n° 453 propriété de la SCI Le Colibri.

Aux termes des négociations entreprises par la métropole Aix-Marseille-Provence, la SCI Le Colibri accepte de céder la bande de terrain moyennant la somme de 250 euros.

Il convient que le Bureau de la métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis n° 2016-054V1684 du 23 septembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue Lacanau sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SCI Le Colibri afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la SCI Le Colibri cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence une bande de terrain d'une superficie de 10 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AT n° 453 située avenue Lacanau à Marignane, moyennant la somme de 250 euros.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 046-2545/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle et d'une bande de terrain appartenant aux consorts Guiard-Marigny nécessaire à l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane  
MET 17/4807/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée section CM n° 165 d'une surface de 30 m<sup>2</sup> et d'une bande de terrain à détacher de la parcelle CM n° 161 d'une surface de 9 m<sup>2</sup> environ, propriété des Consorts Guiard-Marigny.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les Consorts Guiard-Marigny acceptent de céder ces terrains au prix de 6 240 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- L'avis n°2016-054V552 du 25 mars 2016;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les travaux d'élargissement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec les consorts Guiard – Marigny afin de permettre des travaux d'élargissement.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les Consorts Guiard – Marigny cèdent à la Métropole Aix-Marseille-Provence une parcelle d'une superficie de 30 m<sup>2</sup> cadastrée section CM n° 165 et une bande

de terrain d'une superficie de 9 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section CM n° 161 située avenue Lacanau à Marignane, au prix de 6 240 euros.

#### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 047-2546/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une bande de terrain appartenant aux consorts Borg, Brisse, Menage, Ferdinand, Cicero, Scotto d'Apollonia nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac la Nerthe.**  
**MET 17/4806/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 38 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AK n° 35, propriété des consorts Borg, Brisse, Menage, Ferdinand, Cicero, Scotto d'Apollonia.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les consorts Borg, Brisse, Menage, Ferdinand, Cicero, Scotto d'Apollonia acceptent de céder la bande de terrain au prix de 1 216 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-043V0763 du 26 mars 2015.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue du Bosquet sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec les consorts Borg, Brisse, Menage, Ferdinand, Cicero, Scotto d'Apollonia afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les consorts Borg, Brisse, Menage, Ferdinand, Cicero, Scotto d'Apollonia cèdent à la Métropole Aix-Marseille-Provence une bande de terrain d'une superficie de 38 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AK n° 35 située avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, au prix de 1 216 euros.

## **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

## **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 048-2547/17/BM**

#### **■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain dans le cadre de la réalisation d'un bassin de rétention des eaux pluviales, située sur la commune de Salon-de-Provence MET 17/4883/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La réhabilitation de la déchèterie de Salon-de-Provence est nécessaire pour améliorer les conditions de sécurité du site et la qualité du service offert aux usagers. Afin de répondre à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, une mise aux normes de la gestion des eaux pluviales du site est demandée. Celle-ci implique la réalisation d'un bassin de rétention des eaux du site pour prévenir toute pollution dans le milieu naturel.

Dans les limites actuelles du site, il est techniquement et économiquement compliqué d'implanter un tel ouvrage. Aussi, la parcelle cadastrée CV76, voisine de la déchèterie et appartenant à la commune de Salon-de-Provence, d'une surface de 9 640 m<sup>2</sup> (96 ares et 40 centiares) a été pressentie pour l'implantation du bassin de rétention.

Après échanges avec la commune, celle-ci a accepté de vendre ce terrain à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par avis du 28 juillet 2017, le service des évaluations foncières et domaniales de France Domaines a estimé la valeur vénale de ladite parcelle à 12 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- L'arrêté ministériel du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- L'avis des services fiscaux de France Domaines du 28 juillet 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017 ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain sur la commune de Salon de Provence permettra la réalisation d'un bassin de rétention des eaux pluviales ;

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux de la parcelle cadastrée CV76 sur la commune de Salon-de-Provence d'une superficie d'environ 9 640 m<sup>2</sup> appartenant à la commune de Salon-de-Provence pour un montant de 12 000 € HT.

#### **Article 2 :**

L'acquisition est consentie et acceptée au prix de 12 000 € HT (douze-mille euros hors taxe).

#### **Article 3 :**

L'ensemble des frais de notaire lié à cette opération est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais, Chapitre opération 4581173004, fonction 7212.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y afférents, notamment à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir ainsi que tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 049-2548/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 49 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 3, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Madame Fovis épouse Roux dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**

#### **MET 17/4483/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 49 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 3, propriété de Madame Fovis épouse Roux, située chemin de Taussane à Miramas.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré.

Madame Roux a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 3p, d'une contenance totale d'environ 49 m<sup>2</sup>, propriété de Madame Fovis épouse Roux, située chemin de Taussane à Miramas au prix de 15€ HT le mètre carré.

#### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.



### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, Chapitre 2017503300, Nature 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 050-2549/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 22 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 4, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Olivier et constitution d'une servitude de tréfonds de ladite parcelle au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**  
**MET 17/4484/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole-Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 22 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 4, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Olivier Guy.

Pour les besoins dudit projet, il convient également de constituer une servitude de tréfonds d'environ 68 m<sup>2</sup> pour le passage de canalisations souterraines sur la parcelle cadastrée section AV n° 4.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré ainsi que l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50€ HT le mètre carré.

Monsieur Olivier a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 4p, d'une contenance totale d'environ 22 m<sup>2</sup>, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Olivier, au prix de 15€ HT le mètre carré.

### **Article 2 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 68 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 4p, au prix de 1,50€ HT le mètre carré.

### **Article 3 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

## **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, Chapitre 2017503300, Natures 2111 et 21532. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 051-2550/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 92 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AT n° 280, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Messieurs et Madame Gosselin et constitution d'une servitude de tréfonds de ladite parcelle au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**  
**MET 17/4485/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 92 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AT n° 280, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Messieurs et Madame Gosselin.

Pour les besoins dudit projet, il convient également de constituer une servitude de tréfonds d'environ 178 m<sup>2</sup> pour le passage de canalisations souterraines sur la parcelle cadastrée section AT n° 280.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré ainsi que l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50€ HT le mètre carré.

Messieurs et Madame Gosselin ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AT n° 280p, pour une contenance totale d'environ 92 m<sup>2</sup>, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Messieurs et Madame Gosselin, au prix de 15€ HT le mètre carré.

### **Article 2 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 178 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AT n° 280, au prix de 1,50 € HT le mètre carré.

### **Article 3 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, natures 2111 et 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 052-2551/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 84 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AT n° 261, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Andreu dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas MET 17/4486/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 84 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AT n° 261, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Andreu.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré.

Monsieur Andreu a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AT n° 261p, pour une contenance totale d'environ 84 m<sup>2</sup>, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Andreu, au prix de 15€ HT le mètre carré.

#### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

#### **Article 4:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 053-2552/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 5 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AT n° 111 , sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Madame Vallauri dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas MET 17/4487/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 5 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AT n° 111, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Madame Vallauri.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré.

Madame Vallauri a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AT n° 111p, pour une contenance totale d'environ 5 m<sup>2</sup>, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Madame Vallauri, au prix de 15€ HT le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 054-2553/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 220 m<sup>2</sup> à détacher des parcelles cadastrées section AS n° 236 et AV n° 1, sises chemin du vieux château à Miramas, propriété des Consorts Trouillard dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas  
MET 17/4488/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole-Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 220 m<sup>2</sup> à détacher des parcelles cadastrées section AS n° 236 et AV n° 1, situées chemin du vieux château à Miramas, propriété des Consorts Trouillard.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré.

Les Consorts Trouillard ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie des parcelles cadastrées section AS n° 236p et AV n° 1p, pour une contenance totale d'environ 220 m², située chemin du vieux château à Miramas, propriété des Consorts Trouillard, au prix de 15€ HT le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3:**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

**Article 4:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 2111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 055-2554/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières d'environ 30 m² à détacher des parcelles cadastrées section AV n° 9 et AV n° 145, sises chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Montagard, et constitution d'une servitude de tréfonds d'environ 6 m² sur la parcelle cadastrée section AV n° 137 dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des Quartiers Est de Miramas  
MET 17/4505/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur de deux emprises d'une contenance totale d'environ 30 m² à détacher des parcelles cadastrées section AV n° 9 et AV n° 145, situées chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Montagard.

Pour les besoins dudit projet, il convient également de constituer une servitude de tréfonds d'environ 6 m² pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle AV n° 137.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15 € HT le mètre carré ainsi que l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

Monsieur et Madame Montagard ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

- territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie des parcelles cadastrées section AV n° 9p et AV n° 145p, pour une contenance totale d'environ 30 m², situées chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Montagard, au prix de 15 € HT le mètre carré.

**Article 2 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 6 m² pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 137, au prix de 1,50€ HT le mètre carré.

**Article 3 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, natures 2111 et 21532.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 056-2555/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière d'environ 15 mètres carrés à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 146, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Madame Dalmais, dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**

**MET 17/4506/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 15 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 146, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Madame Dalmais.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15 € HT le mètre carré.

Madame Dalmais a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 146p, pour une contenance d'environ 15 m<sup>2</sup>, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Madame Dalmais, au prix de 15 € HT le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 2111.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 057-2556/17/BM**

■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 6m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 150, sise chemin de l'agneau à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Lemaire, dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas  
**MET 17/4507/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 6 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 150, située chemin de l'agneau à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Lemaire.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré.

Les époux Lemaire ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 150p, pour une contenance totale d'environ 6 m<sup>2</sup>, située chemin de l'agneau à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Lemaire, au prix de 15 € HT le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 2111.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 058-2557/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle bâtie cadastrée section BT n° 226 sise 3 rue Gabriel Péri à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Esteve, pour le projet d'aménagement urbain et paysager du site stratégique de la gare de Miramas**  
**MET 17/4567/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur et Madame Esteve sont propriétaires d'une parcelle sur laquelle est édifée une maison à usage d'habitation de type 3, cadastrée section BT n° 226, d'une surface habitable d'environ 100 m², située 3 rue Gabriel Péri à Miramas.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, dudit bien immobilier, dans le cadre d'une politique foncière menée sur le projet d'aménagement urbain et paysager du site stratégique de la gare de Miramas.

Régulièrement saisi, le Domaine a évalué la valeur vénale dudit bien immobilier à 180 000,00 €. Il est précisé que l'ensemble des frais notariés lié à cette opération est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Monsieur et Madame Esteve ont donné leur accord sur les modalités de la transaction immobilière pour un montant de 180 000,00 €, en ce non compris les honoraires de l'agence immobilière Orpi Miramas Immobilier à Miramas, à la charge de l'acquéreur, pour un montant de 12 000,00 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle sur laquelle est édifée une maison à usage d'habitation de type 3, cadastrée section BT n° 226, d'une surface habitable d'environ 100 m², située 3 rue Gabriel Péri à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Esteve, pour un montant de 180 000,00 €, en ce non compris les honoraires de l'agence immobilière Orpi Miramas Immobilier à Miramas, à la charge de l'acquéreur, pour un montant de 12 000,00 € T.T.C.

### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

### **Article 3 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure pour un montant de 6 000,00 € environ, est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.



#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, Chapitre 2017501600, Nature 2115.

La dépense correspondant aux honoraires de l'agence immobilière Orpi Miramas Immobilier est imputée au budget de la Métropole, Chapitre 011, Nature 62268.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 059-2558/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 2 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 140, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Madame Brotons et constitution d'une servitude en tréfonds parcelle au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**

**MET 17/4840/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 2 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 140, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Madame Brotons.

Pour les besoins dudit projet, il convient également de constituer une servitude de tréfonds d'environ 50 m<sup>2</sup> pour le passage de canalisations souterraines sur la parcelle cadastrée section AV n° 140.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré ainsi que l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50€ HT le mètre carré.

Madame Brotons a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 140p, pour une contenance totale d'environ 2 m<sup>2</sup>, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Madame Brotons, au prix de 15 € HT le mètre carré.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 50 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AV n° 140, au prix de 1,50 € HT le mètre carré.

#### **Article 3 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 2111 et 21532.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération, l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 060-2559/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 4 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 42 , sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Beurive dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**

### **MET 17/4841/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 4 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 42, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Beurive.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré.

Les époux Beurive ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 42p, pour une contenance totale d'environ 4 m<sup>2</sup>, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Beurive, au prix de 15€ HT le mètre carré.

### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 2111.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 061-2560/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 9 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 148 , sise chemin de l'agneau à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Meyer dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas MET 17/4842/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 9 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AV n° 148, située chemin de l'Agneau à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Meyer.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré.

Les époux Meyer ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 148p, pour une contenance totale d'environ 9 m<sup>2</sup>, située chemin de l'agneau à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Meyer, au prix de 15€ HT le mètre carré.

#### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 2111.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 062-2561/17/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 55 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AT n° 118, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Latour, dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas MET 17/4844/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 55 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AT n° 118, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Latour.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré.

Monsieur Latour a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AT n° 118p, pour une contenance totale d'environ 55 m², située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Latour, au prix de 15€ HT le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 2111 et 21532.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 063-2562/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 19 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AT n° 107, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Aguera, dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas  
MET 17/4845/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 19 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AT n° 107, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Aguera.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré.

Les époux Aguera ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AT n° 107p, pour une contenance totale d'environ 19 m², située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Aguera, au prix de 15€ HT le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 2111 et 21532.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 064-2563/17/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux d'une emprise d'environ 171 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AT n° 106, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Maakaron dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas**  
**MET 17/4846/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit se porter acquéreur d'une emprise d'environ 171 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AT n° 106, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Maakaron.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale dudit terrain à 15€ HT le mètre carré.

Les époux Maakaron ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section AT n° 106p, pour une contenance totale d'environ 171 m², située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Maakaron, au prix de 15€ HT le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 2111 et 21532.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 065-2564/17/BM**

**■ Cession à titre onéreux au profit de la société Erilia d'emprises foncières sises place des Galions dans le cadre du projet de rénovation urbaine Plan d'Aou Saint-Antoine- La Viste à Marseille 15ème arrondissement  
MET 17/4401/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou – Saint Antoine – La Viste à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a, par un acte authentique en date du 6 juin 2012, acquis auprès de l'Etat Français, plusieurs parcelles de terrain sur lesquelles sont édifiés des bunkers afin de réaliser des voies nouvelles au sud de la rue des Frégates.

La réalisation de ces aménagements relevant désormais de la société Erilia, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence, créée depuis le 1<sup>er</sup>

janvier 2016, cède au profit d'Erilia les emprises foncières impactées par les aménagements de voirie prévus à savoir les parcelles cadastrées Section 907 I numéros 58 – 59 – 60 et 62 ainsi qu'une emprise de 168 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 907 I numéro 66.

Au terme des négociations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Erilia, il a été convenu que ces terrains seraient cédés moyennant la somme de 56 000 euros correspondant au prix d'acquisition de ces terrains auprès de l'Etat.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- L'avis de France Domaine du 2 mai 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la cession au profit de la société ERILIA de cinq emprises foncières pour une superficie totale de 1056 m² environ

cadastrees Section 907 I numéros 58, 59, 60, 62 et partie de 66 lui permettra de réaliser les voiries nouvelles du Plan d'Aou au sud de la rue des Frégates dans le cadre du projet de rénovation Plan d'Aou Saint-Antoine La Viste à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder au profit de la société Erilia les parcelles cadastrées Section 907 I numéros 58, 59, 60, 62 et une emprise de 168 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée Section 907 I n°66 sises place des Galions à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement moyennant la somme de 56 000 euros (cinquante-six mille euros) conformément à l'avis de France Domaine.

### **Article 2 :**

Le remboursement par l'acquéreur à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 - Nature 775 – Fonction 588.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 066-2565/17/BM**

### **■ Cession à titre onéreux au profit de la société Redman Newtown d'un terrain nu pour la réalisation de la zone d'activités artisanales du Brégadan à Cassis MET 17/4446/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre de leurs compétences en matière de développement et d'aménagement économique, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole puis la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis sa création le 1<sup>er</sup> janvier 2016, ont étudié et programmé

la réalisation d'une zone d'activités artisanales sur le territoire de la commune de Cassis.

Par délibération DEV 003-147/13/CC du 22 mars 2013, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative aux acquisitions foncières, études et travaux pour la réalisation de cette opération.

Par un acte authentique en date du 24 avril 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a acquis auprès de la société Lafarge Granulats France le terrain d'assiette de la zone artisanale dite du Brégadan classé en zone NAE3 au Plan Local d'Urbanisme de la ville de Cassis ainsi que sa voie d'accès.

La société Redman Newtown s'est portée acquéreur du terrain nu d'une superficie de 17 650 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AN numéro 104 pour un montant de 380 000 euros hors taxes en vue de l'aménagement de ladite zone d'activités artisanales.

Compte tenu des courbes de niveau et des soutènements exigés, l'opérateur a retenu un programme de construction de 6 bâtiments représentant une surface de plancher de l'ordre de 5 000 m<sup>2</sup> (4 380 m<sup>2</sup> d'emprise au sol + une superficie de 15% environ de bureaux en mezzanine), soit une surface de plancher relativement faible mais imposée par la topographie du terrain.

Les constructions à édifier ont vocation à accueillir des activités artisanales et/ou PME PMI.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pour sa part à réaliser les travaux de requalification de la voie d'accès au site et l'aménagement des réseaux nécessaires à l'aménagement de la zone d'activités, permettant également d'améliorer la desserte de l'antenne territoriale de la Métropole à Cassis et de la déchetterie.

Au terme des négociations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Redman Newtown, il a été convenu que le terrain en cause serait cédé moyennant la somme de 380 000 euros hors taxes conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code général des collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine du 19 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la cession au profit de la société REDMAN NEWTOWN d'un terrain nu d'une superficie de 17 650 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AN n° 104 permettra la réalisation d'une zone d'activités à vocation artisanale sur le site du Brégadan à Cassis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder au profit de la société REDMAN NEWTOWN une emprise foncière d'une superficie de 17 650 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AN n°104 située quartier du Brégadan à Cassis moyennant la somme de 380 000 euros hors taxes.

**Article 2 :**

Le remboursement par l'acquéreur à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

La recette correspondante est inscrite aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique B320 – Nature 7015

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 067-2566/17/BM**

**■ Cession à titre onéreux du lot n° 44 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V, sur la commune de La Ciotat, à la Société Méridionale de Matériels sise 95 rue du Plantier - Parc d'activités de Napollon à Aubagne  
MET 17/4977/BM**

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 1er octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opération d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire, sur la commune de La Ciotat, un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future Zone d'Aménagement Concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au Nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion, poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre un lot issu des parcelles cadastrées CE n° 0007, 0008, 0014, 0787 et CH 0013 à La Ciotat, d'une surface totale d'environ 5280 m<sup>2</sup> à la Société Méridionale de Matériels, pour



un montant global de 374 880 euros hors taxes outre T.V.A.

La surface de plancher envisagée par l'acquéreur étant d'environ 1679 m<sup>2</sup> pour l'édification d'un ensemble immobilier à usage d'activités et de bureaux, dont 1575 m<sup>2</sup> de SDP de locaux d'activité et 104 m<sup>2</sup> de SDP de bureaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la cession du lot n° 44 dans la ZAC Athélia V à La Ciotat doit permettre à la Société Méridionale de Matériels de réaliser un programme immobilier à usage d'activité et de bureaux.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à

la Société Méridionale de Matériels, le lot n° 44 issu des parcelles cadastrées CE n° 0007, 0008, 0014, 0787 et CH 0013 moyennant une indemnité de 374 880 euros (trois cent soixante quatorze mille huit cent quatre vingt euros) Hors Taxes, conformément à l'avis de France Domaine.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

#### **Article 3 :**

Le remboursement par la Société Méridionale de Matériels à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera conformément aux dispositions contenues dans la 2<sup>ème</sup> partie de l'acte authentique.

#### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2017 et suivants – Opération d'aménagement – Nature 7015 – Sous Politique C140 – Fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 068-2567/17/BM**

**■ Promesse de vente d'une partie de la parcelle cadastrée section AO n° 7p, sise rue Abbé Couture à Miramas, d'une contenance de 1073 mètres carrés, au profit de la société Immalliance MET 17/4360/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 009-2079/17/CM du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la désaffectation par anticipation ainsi que le déclassement d'une partie de la parcelle cadastrée AO7p sise rue Abbé Couture à Miramas, d'une contenance de 1073 m<sup>2</sup>.

Dans le cadre de la dynamisation du quartier des Chirons à Miramas, visant notamment à encourager la réalisation de programmes à usage d'habitation, la société Immalliance a sollicité la cession, à son profit, de la parcelle AO7p susvisée pour les besoins de création de places de stationnement attachées à son futur programme immobilier qui sera composé de locaux à usage d'habitation et de locaux commerciaux.

Par sa désaffectation et son déclassement, ladite parcelle a été incorporée au domaine privé de la Métropole et satisfait aujourd'hui aux conditions d'aliénabilité des biens de la personne publique. Aussi, la Métropole a émis un avis favorable quant à sa cession à titre onéreux dans le cadre du projet immobilier présenté par la société Immalliance.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de ce bien à 145 000,00 € H.T (cent quarante cinq mille euros hors taxes).

La société Immalliance a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Pour les besoins de commercialisation de son programme immobilier, la société Immalliance bénéficiera de la faculté de substitution à l'acquéreur lors de la réitération de la présente vente par acte authentique.

Il est précisé que l'ensemble des frais notariés lié à cette opération, estimé à 4600,00 € (quatre mille six cents euros) environ est à la charge de la société Immalliance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la promesse de vente de la parcelle cadastrée section AO n° 7p, sise rue Abbé Couture à Miramas, d'une contenance de 1073 m<sup>2</sup>, au profit de la société IMMALLIANCE, pour un montant de 145 000,00 € H.T (cent quarante cinq mille euros hors taxes) avec la faculté de substitution à l'acquéreur lors de la réitération de la présente vente par acte authentique.

#### **Article 2 :**

Maître Florence XIBERRAS, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

#### **Article 3 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure, pour un montant de 4600,00 € (quatre mille six cents euros) environ, est à la charge de la société IMMALLIANCE.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents y afférents..

#### **Article 5 :**

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 069-2568/17/BM**

**■ Transfert de propriété à titre gratuit de la parcelle sise à Entressen à Istres, lieudit Calameau, cadastrée section DR n° 57, d'une superficie de 14 m<sup>2</sup>, propriété de Ouest Provence Habitat, dans le cadre d'une régularisation foncière liée à la compétence eau et assainissement de la collectivité  
MET 17/4492/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence a approuvé, par délibération n° 17/15 du 10 février 2015, le transfert en pleine propriété, à son

bénéfice, de la parcelle sise à Entressen, commune d'Istres, lieudit Calameau, cadastrée section DR n° 57, assiette foncière d'un poste de relevage des eaux usées, d'une superficie de 14 m², propriété de Ouest Provence Habitat, dans le cadre d'une régularisation foncière liée à la compétence eau et assainissement de la collectivité.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs, ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

Il est précisé que ce transfert pour un euro symbolique s'effectuera par acte notarié et que l'ensemble des frais notariés lié à cette opération est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, et pour les besoins de la présente cession, la Métropole Aix-Marseille-Provence interviendra en lieu et place du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence pour l'exécution de la délibération ci-avant mentionnée. Il convient donc d'autoriser le Président de la Métropole à signer les actes authentiques et les documents en découlant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 17/15 du 10 février 2015 portant transfert en pleine propriété, à titre gratuit, au bénéfice du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, de la parcelle sise à Entressen, commune d'Istres, lieudit Calameau, cadastrée section DR n° 57, assiette foncière d'un poste de relevage des eaux usées, d'une superficie de 14 m², propriété de Ouest Provence Habitat, dans le cadre d'une régularisation foncière liée à la compétence eau et assainissement de la collectivité.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la modification de la délibération n° 17/15 du Bureau Syndical du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence du 10 février 2015 portant transfert en pleine propriété, au bénéfice du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence, de la parcelle sise à Entressen, commune d'Istres, lieudit Calameau, cadastrée section DR n° 57, assiette foncière d'un poste de relevage des eaux usées, d'une superficie de 14 m², propriété de Ouest Provence Habitat, dans le cadre d'une régularisation foncière liée à la compétence eau et assainissement de la collectivité, pour un euro symbolique.

#### **Article 2 :**

Maître Sabrina Dris, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

#### **Article 3 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure pour un montant de 500 € (cinq cents euros) environ, est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

## **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Assainissement, chapitre 011, nature 6227.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 070-2569/17/BM**

■ **Vente d'une parcelle de terrain cadastrée AO 268 sise sur la zone d'activités des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts au profit de la SARL Living Sofas**

**MET 17/4476/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC des Étangs sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, la Métropole Aix-Marseille-Provence vend à la SARL Living Sofas représentée par Monsieur Marc Dutrieux la parcelle de terrain cadastrée AO 268, constituant le lot n°44, d'une superficie de 1 484 m<sup>2</sup> pour un montant de 115 752 euros TTC soit 65 euros HT/m<sup>2</sup> conformément à l'évaluation domaniale du 16 juin 2017 N° 2017-098V0951.

La concrétisation de l'acte de vente devra intervenir au plus tard avant le 31 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la cession du lot 44 dans la ZAC des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre à la SARL Living Sofas d'implanter une activité de vente de canapés de la marque Fama-Sofas.

**Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvée la vente de la parcelle de terrain cadastrée AO 268 situées sur la zone d'activités des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, d'une superficie de 1 484 m<sup>2</sup>, au profit de la SARL Living Sofas représentée par Monsieur Marc Dutrieux pour un montant de 115 752 euros TTC soit 65 euros HT/m<sup>2</sup> conformément à l'évaluation domaniale du 16 juin 2017 N° 2017-098V0951.

## **Article 2 :**

Tous les frais inhérents sont à la charge de l'acquéreur.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 071-2570/17/BM**

■ **Vente d'une parcelle de terrain cadastrée AO 264 sise sur la zone d'activités des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts au profit de la Société FDM Consultants**

**MET 17/4477/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC des Étangs sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, la Métropole Aix-Marseille-Provence vend à la Société FDM Consultants représentée par Madame Françoise Moncho la parcelle de terrain cadastrée AO 264, constituant le lot n°45, d'une superficie totale de 2 046 m<sup>2</sup> pour un montant de 153 588 euros TTC soit 65 euros HT/m<sup>2</sup> conformément à l'évaluation domaniale du 16 juin 2017 N° 2017-

098V0953.

La concrétisation de l'acte de vente devra intervenir au plus tard avant le 31 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la cession du lot 45 dans la ZAC des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre à la Société FDM Consultants d'implanter un projet de construction de locaux professionnels pour l'activité en formation professionnelle après le baccalauréat.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la vente d'une parcelle de terrain cadastrée AO 264 située sur la zone d'activités des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, d'une superficie totale de 2 046 m<sup>2</sup>, au profit de la Société FDM Consultants représentée par Madame Françoise Moncho pour un montant de 153 588 euros TTC soit 65 euros HT/m<sup>2</sup> conformément à l'évaluation domaniale du 16 juin 2017 N° 2017-098V0953.

**Article 2 :**

Tous les frais inhérents sont à la charge de l'acquéreur.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 072-2571/17/BM**

**■ Constitution d'une servitude à titre onéreux sur une parcelle de terrain située 83 boulevard Bara, appartenant à Monsieur Jean-Louis Rampal, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13ème arrondissement  
MET 17/4718/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour

estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Jean-Louis Rampal ont trouvé un accord amiable sur la constitution d'une servitude d'une emprise de 142 m<sup>2</sup> environ sur la parcelle cadastrée 879 C 108, moyennant la somme de 3550 euros (trois mille cinq-cents cinquante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 94 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette constitution de servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V2580 en date du 22 février 2017 ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la constitution d'une servitude d'une emprise de terrain de 142 m<sup>2</sup> environ sur la parcelle cadastrée 879 C 108 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 94 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Jean-Louis Rampal s'engage à constituer une servitude au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une emprise de 142 m<sup>2</sup> environ sur la parcelle cadastrée 879 C 108 sise 83 Boulevard Bara à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement au prix de 3550 euros, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 94 m<sup>2</sup>.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au

31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions y concourant.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 073-2572/17/BM**

**■ Constitution de servitude de réseau souterrain et de passage par la société du Canal de Provence pour la protection cathodique du secteur Rebuty aux Pennes Mirabeau  
MET 17/4418/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La société du Canal de Provence sollicite auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une convention de servitude de réseau souterrain et de passage sur la parcelle cadastrée CI n° 87 secteur Rebuty située sur la commune des Pennes Mirabeau afin d'établir une protection cathodique sur une bande de 3 mètres de largeur à au moins un mètre de profondeur conformément au tracé indiqué sur le plan parcellaire joint à la convention de servitude.

Au terme des négociations, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société du Canal de Provence se sont entendues pour un prix de 360 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence autorise le Président à signer les conventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment des articles L 5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La convention de servitude entre la Société du Canal de Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que des travaux d'établissement de protection cathodique seront à la charge de la Société du Canal de Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la Société du Canal de Provence afin de permettre la réalisation de ces travaux.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de servitude de réseau souterrain et de passage ci-annexée, par laquelle la Métropole accepte de constituer une servitude sur la parcelle CI n° 87 moyennant la somme de 360 euros permettant l'établissement de la protection cathodique du secteur Rebuty aux Pennes Mirabeau.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au

31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C 130 – Opération 2015110400- Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 074-2573/17/BM**

**■ Constitution d'une servitude de passage, à titre onéreux, sur la parcelle cadastrée section B n° 1205, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au bénéfice d'une parcelle enclavée cadastrée section B n° 434, sises quartier de Cabasse à Miramas**

**MET 17/4491/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du désenclavement de la parcelle cadastrée section B n° 434, située quartier de Cabasse sur la commune de Miramas, propriété de Madame Magoutier, actuellement en cours de vente, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit consentir une servitude de passage sur la parcelle cadastrée section B n° 1205 lui appartenant.

France Domaine a été régulièrement saisi.

Il a été convenu d'établir une servitude de passage d'une emprise de 120 m<sup>2</sup> environ suivant une indemnisation d'un montant de cinq cents euros (500,00 €), due par le propriétaire du fonds dominant (parcelle cadastrée section B n° 434) au profit du propriétaire du fonds servant (parcelle cadastrée section B n° 1205).

Le propriétaire a donné son accord sur les modalités de la constitution de cette servitude.

Il est précisé que les frais de notaire seront à la charge du propriétaire du fonds dominant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage d'une emprise de 120 m<sup>2</sup> environ, traversant la parcelle cadastrée section B n° 1205, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au profit de la parcelle cadastrée section B n° 434, toutes deux situées quartier de Cabasse sur la commune de Miramas, dans le cadre du désenclavement de cette dernière, moyennant une indemnité de cinq cents euros (500,00 €), due par le propriétaire du fonds dominant (parcelle cadastrée section B n° 434) au profit du propriétaire du fonds servant (parcelle cadastrée section B n° 1205).

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras, notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.



### **Article 3 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge du propriétaire du fonds dominant.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

### **Article 5 :**

La recette correspondante est inscrite au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 70, nature 70388.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 075-2574/17/BM**

■ **Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AT n° 101, sise impasse Terras à Miramas, propriété de Monsieur Colombini dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**  
**MET 17/4495/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 101, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Monsieur Colombini, et en accord avec celui-ci. Dans ce contexte, il convient donc de constituer une servitude de tréfonds d'une surface d'environ 68 m<sup>2</sup> pour le passage de ladite canalisation souterraine sur la parcelle AT n° 101.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

Monsieur Colombini a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 68 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 101, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Monsieur Colombini au prix de 1,50 € le mètre carré.

### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

#### **URB 076-2575/17/BM**

■ **Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AT n° 98, sise impasse Terras à Miramas, propriété de Messieurs Colombini, Teissier et de Saint Paul dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**  
**MET 17/4496/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 98, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Messieurs Colombini, Teissier et De Saint Paul, et en accord avec ceux-ci. Dans ce contexte, il convient donc de constituer une servitude de tréfonds d'une surface d'environ 56 m² pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle AT n° 98.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50€ HT le mètre carré.

Les copropriétaires ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 56 m² pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 98, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Messieurs Colombini, Teissier et De Saint Paul au prix de 1,50 € le mètre carré.

#### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, Chapitre 2017503300, Nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 077-2576/17/BM**

■ **Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AT n° 223, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété des Consorts Trouillard dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**  
**MET 17/4497/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation

souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 223, située chemin de Taussane à Miramas, propriété des Consorts Trouillard et en accord avec ceux-ci. Dans ce contexte, il convient donc de constituer une servitude de tréfonds d'une surface d'environ 13 m² pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle cadastrée section AT n° 223.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50€ HT le mètre carré.

Les Consorts Trouillard ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 13 m² pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AT n° 223, située chemin de Taussane à Miramas, propriété des Consorts Trouillard au prix de 1,50 € le mètre carré.

#### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 078-2577/17/BM**

**■ Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une contenance d'environ 24 m² sur la parcelle cadastrée section AT n° 272, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Dumas dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas MET 17/4499/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AT n° 272, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Dumas et en accord avec celui-ci. Dans ce contexte, il convient donc de constituer une servitude de tréfonds d'une surface d'environ 24 m² pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle cadastrée section AT n° 272.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50€ HT le mètre carré.

Monsieur Dumas a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 24 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AT n° 272, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Dumas au prix de 1,50 € le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 079-2578/17/BM**

**■ Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille Provence sur la parcelle cadastrée section AV n° 5, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Vallier dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas  
MET 17/4500/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 5, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Vallier et en accord avec ceux-ci. Dans ce contexte, il convient de constituer une servitude de tréfond d'une contenance d'environ 40 m<sup>2</sup> pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle cadastrée AV n° 5.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50€ HT le mètre carré.

Les époux Vallier ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 40 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 5, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Vallier au prix de 1,50 € le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 080-2579/17/BM**

**■ Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AV n° 25, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Diot et Madame Chastan dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas  
MET 17/4501/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 25, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Diot et Madame Chastan, et en accord avec ceux-ci. Dans ce contexte, il convient de constituer une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 6 m<sup>2</sup> pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle AV n° 25.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50€ HT le mètre carré.

Monsieur Diot et Madame Chastan ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-

Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 6 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 25, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Diot et Madame Chastan au prix de 1,50 € le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 081-2580/17/BM**

**■ Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AV n° 40, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Rivoire, dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas  
MET 17/4502/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole

Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 40, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Rivoire, et en accord avec celui-ci. Dans ce contexte, il convient de constituer une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 17 m<sup>2</sup> pour le passage de ladite canalisation souterraine sur la parcelle AV n° 40.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50€ HT le mètre carré.

Monsieur Rivoire a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 17 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 40, située Chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Rivoire au prix de 1,50 € le mètre carré.

### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 082-2581/17/BM**

■ **Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AT n° 91, sise Impasse Terras à Miramas, propriété de Madame Reboul dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas MET 17/4508/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AT n° 91, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Madame Reboul et en accord avec celle-ci. Dans ce contexte, il convient donc de constituer une servitude de tréfonds d'une surface d'environ 37 m<sup>2</sup> pour le passage de ladite canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AT n° 91.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

Madame Reboul a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 37 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AT n° 91, située impasse Terras à Miramas, propriété de Madame Reboul au prix de 1,50 € le mètre carré.

### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 083-2582/17/BM**

■ **Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AT n° 96, sise Impasse Terras à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Mastengue dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**  
**MET 17/4509/BM**

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AT n° 96, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Mastengue, et en accord avec ceux-ci. Dans ce contexte, il convient de constituer une servitude de tréfonds d'une surface d'environ 52 m<sup>2</sup> pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle cadastrée section AT n° 96.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

Les époux Mastengue ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 52 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AT n° 96, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Mastengue au prix de 1,50 € le mètre carré.

### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



## **URB 084-2583/17/BM**

■ **Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AV n° 98, sise chemin de Belval à Miramas, propriété de Monsieur Caillard dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**

**MET 17/4511/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AV n° 98, située chemin de Belval à Miramas, propriété de Monsieur Caillard et en accord avec celui-ci. Dans ce contexte, il convient donc de constituer une servitude de tréfonds d'une surface d'environ 40 m<sup>2</sup> pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle cadastrée section AV n° 98.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50€ HT le mètre carré.

Monsieur Caillard a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 40 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AV n° 98, située chemin de Belval à Miramas, propriété de Monsieur Caillard, au prix de 1,50 € le mètre carré.

### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 085-2584/17/BM**

■ **Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AV n° 99, sise quartier de Cougnil, chemin de Belval à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Arcandipane dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**  
**MET 17/4513/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AV

n° 99, située quartier de Cougnil, chemin de Belval à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Arcandipane et en accord avec ceux-ci. Dans ce contexte, il convient donc de constituer une servitude de tréfonds d'une surface d'environ 44 m² pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle cadastrée AV n° 99.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

Les époux Arcandipane ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 44 m² pour le

passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AV n° 99, propriété de Monsieur et Madame Arcandipane, située quartier Cougnil, chemin de Belval à Miramas, au prix de 1,50 € le mètre carré.

#### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

#### **Article 4:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 086-2585/17/BM**

**■ Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AV n° 100 sise chemin de Belval à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Argiolas, dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas  
MET 17/4514/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 100, située chemin de Belval à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Argiolas et en accord avec ceux-ci. Dans ce contexte il convient donc de constituer une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ

55 m² pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle cadastrée AV n° 100.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

Les époux Argiolas ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 55 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 100, située chemin de Belval à Miramas propriété de Monsieur et Madame Argiolas, au prix de 1,50 € le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 087-2586/17/BM**

**■ Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AT n° 35, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Combes, dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas  
MET 17/4518/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 35, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Combes et en accord avec celui-ci. Dans ce contexte, il convient donc de constituer une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 48 m<sup>2</sup> pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle cadastrée AT n° 35.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

Monsieur Combes a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 48 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 35, située Chemin de taussane à Miramas, propriété de Monsieur Combes au prix de 1,50 € le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

**Article 4:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 088-2587/17/BM**

**■ Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AV n°138, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Armand, dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas  
MET 17/4519/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 138, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Armand et en accord avec celui-ci. Dans ce contexte il convient donc de constituer une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 3 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 138.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

Monsieur Armand a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 3 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AV n° 138, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de Monsieur Armand au prix de 1,50 € le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 089-2588/17/BM**

**■ Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les parcelles cadastrées section AV n° 106 et AV n° 107 sises chemin de Belval à Miramas, propriété de Madame Favaro, dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas  
MET 17/4520/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur les parcelles cadastrées AV n° 106 et

AV n° 107, situées chemin de Belval à Miramas, propriété de Madame Favaro et en accord avec celle-ci.

Dans ce contexte, il convient de constituer une servitude de tréfonds d'une contenance totale d'environ 130 m<sup>2</sup> pour le passage de ladite canalisation souterraine sur les parcelles cadastrées AV n° 106 et AV n° 107.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

Madame Favaro a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance totale d'environ 130 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur les parcelles cadastrées AV n° 106 et AV n° 107, situées chemin de Belval à Miramas propriété de Madame Favaro, au prix de 1,50 € le mètre carré.

### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 090-2589/17/BM**

■ **Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AT n°47, sise chemin de Taussane à Miramas, propriété de France Domaine, dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**

### **MET 17/4522/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 47, située chemin de Taussane à Miramas, propriété de France Domaine, et en accord avec celui-ci. Dans ce contexte, il convient de constituer une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 11 m<sup>2</sup> pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle AT n° 47.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

France Domaine a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 11 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 47, située Chemin de taussane à Miramas, propriété de France Domaine au prix de 1,50 € le mètre carré.

### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

### **Article 4:**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 091-2590/17/BM**

■ **Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AT n° 97, sise impasse Terras à Miramas, propriété de Monsieur Ferrandini et Madame Blineau dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**  
**MET 17/4524/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 97, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Monsieur Ferrandini et Madame Blineau, et en accord avec ceux-ci. Dans ce contexte, il convient de constituer une servitude de tréfonds d'une surface d'environ 38 m² pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle AT n° 97.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

Monsieur Ferrandini et Madame Blineau ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 38 m² pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 97, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Monsieur Ferrandini et Madame Blineau au prix de 1,50 € le mètre carré.

### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 092-2591/17/BM**

■ **Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AT n° 90, sise Impasse Terras à Miramas, propriété de Madame Tavasso dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**

**MET 17/4566/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AT n° 90, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Madame Tavasso, et en accord avec celle-ci. Dans ce contexte, il convient de constituer une servitude de tréfonds d'une surface d'environ 80 m² pour le passage de ladite canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AT n° 90.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

Madame Tavasso a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-

Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 80 m² pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AT n° 90, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Madame Tavasso au prix de 1,50 € le mètre carré.

**Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 093-2592/17/BM**

■ **Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AV n° 101, sise chemin de Belval à Miramas, propriété de Madame Corinne Favaro dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**

**MET 17/4848/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :



Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AV n° 101, située chemin de Belval à Miramas, propriété de Madame Corinne Favaro et en accord avec celle-ci. Dans ce contexte, il convient donc de constituer une servitude de tréfonds d'une surface d'environ 30 m² pour le passage de ladite canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AV n° 101.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50 € HT le mètre carré.

Madame Corinne Favaro a donné son accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 30 m² pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée section AV n° 101, située chemin de Belval à Miramas, propriété de Madame Corinne Favaro au prix de 1,50 € le mètre carré.

#### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 094-2593/17/BM**

**■ Constitution d'une servitude de tréfonds au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la parcelle cadastrée section AT n° 94, sise impasse Terras à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Michel dans le cadre de l'aménagement du réseau d'assainissement des quartiers Est de Miramas**  
**MET 17/4494/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet d'aménagement de voirie et réseaux des quartiers Est de Miramas, la Métropole Aix-Marseille-Provence a implanté une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 94, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Michel, et en accord avec ceux-ci. Dans ce contexte, il convient donc de constituer une servitude de tréfonds d'une surface d'environ 32 m² pour le passage de ladite canalisation sur la parcelle AT n° 94.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué l'indemnité de servitude de tréfonds à 1,50€ HT le mètre carré.

Les époux Michel ont donné leur accord sur les modalités de cette transaction immobilière.

Il est ici précisé que les frais de notaire sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds d'une contenance d'environ 32 m<sup>2</sup> pour le passage d'une canalisation souterraine sur la parcelle cadastrée AT n° 94, située Impasse Terras à Miramas, propriété de Monsieur et Madame Michel au prix de 1,50€ le mètre carré.

#### **Article 2 :**

Maître Florence Xiberras notaire à Miramas, est désignée pour rédiger l'acte authentique correspondant.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe CT5 - Assainissement de la Métropole, chapitre 2017503300, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 095-2594/17/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative aux opérations d'aménagement et d'ingénierie dans la cadre du Projet de Rénovation Urbaine du Quartier Abeille-Maurelle-Matagots à La Ciotat MET 17/4733/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Depuis 2010 et la signature de la convention de rénovation urbaine avec l'ANRU, La ville de La Ciotat et les autres partenaires se sont engagés dans la mise en œuvre d'un ambitieux projet de rénovation urbaine dans la zone Nord-est de la Commune sur le secteur Abeille/Maurelle/Matagots.

Aujourd'hui, depuis la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, la compétence en matière de politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce transfert de compétence entraîne une substitution de plein droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commune de La Ciotat dans toutes les délibérations et les actes, pris par cette dernière au titre de cette même compétence, y compris les contrats qu'elle a conclus.

Les délibérations de la Ville du 18 décembre 2015 et de la Communauté Urbaine Marseille Provence

Métropole du 21 décembre 2015 sont actés le transfert des opérations d'aménagement en cours sur la Commune de La Ciotat, est transférée l'opération de renouvellement urbain des quartiers Abeille/Maurelle/Matagots conduite en maîtrise d'ouvrage directe.

Les opérations portant sur l'ingénierie du projet sont transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En parallèle, des opérations ont fait l'objet d'une délégation de maîtrise d'ouvrage de la ville à MPM sur des opérations qui resteront de compétence Ville.

Ainsi, par délibération HN 061-104/16/CT du Conseil Métropolitain du 30 Juin 2016, a été approuvée la convention n°16/0242 de Maîtrise d'Ouvrage Unique entre la ville de la Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/ Maurelle / Matagots à La Ciotat, dans un souci de cohérence, et afin de coordonner les interventions sur le PRU, d'optimiser les investissements publics et limiter la gêne occasionnée pour les riverains et les usagers.

A cet effet et au titre de la convention ANRU, la Métropole Aix-Marseille-Provence est seule destinataire des subventions des partenaires financiers. Elle est seule responsable du montage des

dossiers de subventions auprès des différentes institutions, des demandes de versements d'acomptes et de soldes. La Métropole fait ainsi son affaire de la perception de ces subventions.

Les opérations concernées sont :

- L'aménagement des espaces limitrophes du centre social de l'Abeille
- L'aménagement de l'espace central Sainte Marguerite
- Le réaménagement du site sportif Valentin Magri
- L'élaboration et la formalisation d'un plan stratégique local

La présente délibération vise à approuver les demandes de subventions auprès de tous les partenaires du Projet de Rénovation Urbaine du quartier Abeille/Maurelle/Matagots à la Ciotat engagés dans la Convention ANRU et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de ces opérations est estimé à 2 908 899 € euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de ces opérations est le suivant :

	MAITRE D'OUVRAGE	MONTANT HT	Métropole Aix Marseille Provence		Conseil Général		Conseil régional		Caisse des dépôts et consignations		ANRU	
<b>AMENAGEMENT DES ESPACES LIMITOPHES DU CENTRE SOCIAL DE L'ABEILLE</b>	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE Suivant la convention n°16/0242 de Maitrise d'Ouvrage Unique	288 773	111 707	39%	69 511	24%	41 516	14%			66 039	23%
<b>AMENAGEMENT ESPACE CENTRAL SAINTE MARGUERITE</b>	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE Suivant la convention n°16/0242 de Maitrise d'Ouvrage Unique	900 000	758 400	84%							141 600	16%
<b>REAMENAGEMENT SITE SPORTIF VALENTIN MAGRI</b>	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE Suivant la convention n°16/0242 de Maitrise d'Ouvrage Unique	1 653 126	1 165 853	71%	321 961	19%					165 312	10%
<b>ELABORATION ET FORMALISATION D'UN PLAN STRATEGIQUE LOCAL</b>	METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE	67 000	24 600	37%					20 000	30%	22 400	33%
		2 908 899	2 060 560	70,84 %	391 472	13,46 %	41 516	1,43 %	20 000	0,69 %	395 351	13,59 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération RNOV 005-1710/09/CC du 18 décembre 2009 approuvant la convention avec l'Agence nationale pour la rénovation Urbaine
- Les délibérations de la ville de la Ciotat n° 8 du 18 décembre 2015 et de la Communauté urbaine n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 autorisant le transfert à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat (DGR 15/14361/CC)
- La délibération HN 061-104/16/CT du Conseil Métropolitain du 30 Juin 2016

approuvant la convention n°16/0242 de Maîtrise d'Ouvrage Unique entre la ville de la Ciotat et la Métropole d'Aix Marseille Provence pour le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/ Maurelle / Matagots à La Ciotat

- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder, dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine des quartiers Abeille-Maurelle-Matagots à La Ciotat, à la réalisation des opérations suivantes : m'aménagement des espaces limitrophes du centre social de l'Abeille, l'aménagement de l'espace central Sainte Marguerite, le réaménagement du site sportif Valentin Magri, l'élaboration et la formalisation d'un plan stratégique local ;
- Que, pour la réalisation de ces opérations, il est prévu, dans le cadre de la convention partenariale ANRU, la participation financière de l'ANRU, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Délibère

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de la Caisse des Dépôts et Consignations conformément à la Convention partenariale du Projet de Rénovation Urbaine des Quartiers Abeille-Maurelle-Matagots à La Ciotat et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

#### **Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence en Sous-Politique C140 -

Opération 2015121500 - Nature : 23152- Fonction : 515.

La recette sera constatée au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section d'investissement - Nature 1321 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 096-2595/17/BM**

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Travaux d'aménagement et de mise en valeur du site archéologique de Saint-Blaise à Saint-Mitre-les-Remparts**  
**MET 17/4899/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la mise en oeuvre de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le Pays de Martigues s'est engagé dans la valorisation du site archéologique de Saint-Blaise, classé monument historique depuis 1939. Le schéma d'aménagement a été approuvé en 2011 et à sa suite a été engagée une mission de maîtrise d'œuvre.

Les travaux programmés pour l'année 2018 consistent à réaliser l'aménagement et la mise en valeur du site ainsi qu'un pavillon d'accueil et d'interprétation sur l'archéologie, mais également sur le paysage et l'environnement en lien avec le site naturel des Étangs de Saint-Blaise et de la forêt de Castillon, en cours de classement.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 817 119,97 euros HT. Le budget est inscrit au Plan Pluriannuel d'Investissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, sous le numéro d'opération 4581 16.6009.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITÉS	TAUX SOLLICITÉS	MONTANTS SOLLICITÉS
Conseil Départemental 13 Aide exceptionnelle	40 %	726 847.97 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	60 %	1 090 272 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Aménagement et mise en valeur du site archéologique de Saint-Blaise.

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'état spécial du territoire du Pays de Martigues Opération : Aménagement et mise en valeur du site archéologique de Saint-Blaise n° 4581 16.6009.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 097-2596/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n 4 à la convention-cadre conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour le Projet métropolitain MET 17/5079/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 15 décembre 2000, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a adhéré à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM).

Cette agence, association régie par la loi de 1901, a pour mission de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI transformés et l'ensemble des biens, droits et obligations afférents lui sont ainsi transférés.

Dans ce contexte, une convention-cadre n°151744SUB a été passée avec l'AgAM, et approuvée par la délibération FCT 003-1386/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015.

Cette convention, d'une durée de trois années à compter du 1er janvier 2016, définit les règles

présidant au fonctionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), dont notamment les modalités de financement avec l'approbation des subventions annuelles.

Par avenant n°1, a été arrêté le montant de 2,8 millions d'euros relatif à la subvention annuelle au titre de l'année 2016.

Par avenant n°2, a été arrêtée une participation complémentaire de 1 million d'euros pour l'année 2016 afin de mettre en œuvre les outils métropolitains de planification pour les années 2016 et 2017.

Par avenant n°3, a été arrêté le montant de 2,8 millions d'euros relatif à la subvention annuelle au titre de l'année 2017.

Depuis le lancement de la démarche d'élaboration du Projet métropolitain par le Président de la Métropole en octobre 2016, les agences d'urbanisme ont accompagné la mise en place des ateliers de « la Fabrique du Projet » et la sortie de plusieurs publications visant à alimenter la réflexion.

Afin de poursuivre le travail engagé, il est proposé d'amplifier le partenariat autour des « missions spécifiques » suivantes :

- Alimentation en contenus, expertises spécifiques et accompagnement de la concertation autour du projet métropolitain (partenaires, grand public) y compris dans sa dimension territoriale ;
- Développement et mise en œuvre d'un outil statistique et cartographique de représentation « à la Maille » pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Appui à la rédaction, au développement d'une iconographie aux standards internationaux, maquettage et impression des deux premiers documents « Projet métropolitain » ;
- Organisation d'une mission spécifique de benchmark avec les élus.

L'objet du présent avenant dit « n°4 » à la convention-cadre n°151744SUB est de définir les missions d'accompagnement spécifiques relatives au projet métropolitain confiées à l'AgAM pour 2017 et 2018 et le montant de la participation financière correspondante.

Ce montant pourra permettre également d'absorber de nouvelles missions qui pourraient être confiées aux agences en cours d'année.

Cet avenant est à articuler avec les financements complémentaires dans le cadre du Pacte Etat-Métropole, qui seront versés aux deux agences d'urbanisme pour accompagner l'élaboration du projet métropolitain.

Dès la fin de l'année 2017, l'établissement des conventions pour attribuer les 500 000 euros de

FNADT permettra de fixer la répartition des missions entre les deux agences et les financements afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération FCT 003-1386/15/CC du 23 octobre 2015 approuvant la convention-cadre entre Marseille Provence Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour les années 2016, 2017 et 2018 ;
- La délibération HN009-17/03/16CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les missions confiées aux agences d'urbanisme contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient de préciser, dans le cadre d'un avenant n°4 à la convention initiale, une participation financière complémentaire exceptionnelle en 2017 au titre de missions spécifiques dévolues à l'AgAM, dans le cadre de la compétence «Elaboration du projet métropolitain » ;

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé, à la convention-cadre entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), qui précise une participation financière complémentaire en 2017 afin de poursuivre et amplifier l'élaboration du projet métropolitain pour les années 2017 et 2018.

### **Article 2 :**

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), une participation financière complémentaire exceptionnelle de 300 000 € (trois cent mille euros) en 2017.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C110 – Nature 6574 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville"***

\*\*\*\*\*

DEVT 001-2597/17/BM

■ **Approbation des conventions avec les Missions Locales pour les aides attribuées au titre du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) de la Métropole Aix-Marseille-Provence**  
**MET 17/4885/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 a créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) qui est destiné aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers, en situation de séjour régulier en France, qui connaissent de graves difficultés d'insertion sociale et professionnelle et qui ont besoin d'une aide financière assortie, ou non, d'un accompagnement social. La priorité doit être donnée à ceux qui cumulent les handicaps (notamment ceux qui n'ont aucun soutien familial) et à ceux ne pouvant être

pris à courte échéance dans le cadre de dispositifs d'insertion de droit commun.

Par délibérations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 et n°FAG 013-1016/16/CM du 17 octobre 2016 pour la commune de Saint-Zacharie, il a été approuvé le principe et le contenu des transferts de compétences départementales prévues par les lois n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Ainsi, par conventions, les Département des Bouches-du-Rhône et du Var ont transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence leurs compétences en matière d'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L.263-3 et L.263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, ci-après dénommé « FAJ » (Fonds d'Aide aux Jeunes).

Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) est un dispositif dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté en leur accordant des aides financières ponctuelles et subsidiaires.

Il est géré par le Fonds de Solidarité et de Promotion du mouvement associatif (FSPMA) qui :

- saisit les dossiers accordés, assure le traitement, contrôle la conformité des dossiers avec le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes et paye ;
- assure le suivi budgétaire ;
- établit des statistiques spécifiques.

Le FSPMA est assisté dans sa mission par des associations locales, chargées de l'instruction des dossiers de demande, qui assurent le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution du FAJ.

Il s'agit de :

- L'association Mission Locale du Pays d'Aix qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution d'Aix-en-Provence sur les communes de : Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabries, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes-Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Peynier, Peyrolles, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles.
- L'association Mission Locale d'Aubagne et de l'Etoile qui assure le secrétariat de la



Commission Locale d'Attribution d'Aubagne sur les communes de :

Aubagne, Auriol, Belcodène, Cadolive, Carnoux, Cassis, Ceyreste, Cuges-les-Pins, Gémenos, La Bouilladisse, La Ciotat, La Destrousse, La Penne-sur-Huveaune, Peypin, Roquefort-la-Bédoule, Roquevaire, Saint-Savournin et Saint-Zacharie.

- L'association Mission Locale Ouest Provence qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution d'Istres sur les communes :

Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Cornillon-Confoux, Ensues-la-Redonne, Fos-sur-Mer, Gignac-la-Nerthe, Grans, Istres, Le Rove, Marignane, Miramas, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins.

- L'association APIE / Mission Locale du Pays de Martigues Côte Bleue qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution de Martigues sur les communes de :

Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-Les-Remparts.

- L'association Mission Locale du Pays Salonais qui assure le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution de Salon-de-Provence sur les communes de :

Alleins, Aurons, Berre-l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues.

Ces associations interviennent dans le cadre d'une convention précisant les missions qui leur sont confiées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont l'échéance a été fixée au 31 décembre 2017 et qu'il convient de reconduire pour l'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques, notamment l'article 10 ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Les délibérations FAG 077-1357/16/CM et FAG 078-1358/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole relative à l'organisation de la répartition et des modalités des exercices de compétences départementales ;
- La délibération FAG 013-1181/16/BM du Bureau de la Métropole relative à l'approbation d'une subvention au Fonds de Solidarité et de Promotion de la Vie et à l'approbation de la convention type relative aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'Attribution du FAJ des Bouches-du-Rhône ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Le principe de la mise en œuvre du dispositif Fonds d'aide aux Jeunes (FAJ) sur le territoire métropolitain ;
- La nécessité de reconduire pour l'année 2018 les conventions relatives aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les conventions relatives aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexées conclues avec :

- L'association Mission Locale du Pays d'Aix,
- L'association Mission Locale d'Aubagne et de l'Etoile,
- L'association Mission Locale Ouest Provence,
- L'association APIE / Mission Locale du Pays de Martigues Côte Bleue,
- L'association Mission Locale du Pays Salonais.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 002-2598/17/BM**

**■ Approbation d'une convention relative à la lutte contre l'habitat indigne sur la commune de Septèmes-les-Vallons  
MET 17/4740/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Septèmes-les-Vallons (11 000 habitants, environ 4800 logements dont 30 % correspond à du logement locatif, pour moitié privé et pour moitié social) a mis en œuvre un certain nombre d'actions en s'inscrivant dans le Programme d'Intérêt Général de lutte contre l'Habitat dégradé aux côtés de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole par une délibération du Conseil Municipal du 21 juin 2012.

La lutte contre l'habitat indigne constitue désormais un enjeu pour la qualité résidentielle de Septèmes les-Vallons qui nécessite la prise en compte de plusieurs facteurs : veiller à la préservation de la santé et de la sécurité des occupants du logement tout en prenant en considération la situation sociale du propriétaire dans le respect de la réglementation en vigueur.

Il paraît nécessaire de s'engager aux côtés des services de l'Etat, de l'Agence Régionale de Santé, de l'Agence Départementale d'Information pour le Logement (ADIL) et de la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône (CAF) par la signature d'une convention de lutte contre l'habitat indigne.

Les actions prévues se structurent autour de plusieurs axes :

- Résorber les logements et les immeubles indignes et non décents pour supprimer les risques pour la santé (insalubrité) et la sécurité des occupants (péril), éviter l'occupation des logements frappés d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive et favoriser la mixité sociale ;
- Faire réaliser par les propriétaires ou ayants-droits concernés, les travaux de sortie d'insalubrité, d'exposition au plomb et de sortie de péril des logements ou immeubles, et à défaut, réaliser d'office ces travaux dans les meilleurs délais ;
- Encourager une réhabilitation de qualité des logements et immeubles concernés par une remise aux normes de décence ;
- Aider au relogement en urgence des familles en situation de danger au regard de la santé et de la sécurité, de manière temporaire ou durable.

D'une durée de 3 ans renouvelables, cette convention, que le Conseil Municipal de juin 2017 a déjà adoptée, permet de faire converger les interventions des différents acteurs de la lutte contre l'habitat indigne et la mobilisation coordonnée de leurs outils. Aux côtés de la Ville et de son CCAS, de la Justice, de l'État (DDTM) et de l'Agence Régionale de Santé qui mettent en œuvre les pouvoirs de police spéciale en matière d'habitat du Maire et du Préfet, mais aussi de la Caisse d'Allocations Familiales, de la Mutuelle Sociale Agricole et de l'Association Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13), la Métropole joue un rôle essentiel au travers de son Programme d'Intérêt général « Habiter Mieux », ainsi qu'au titre de sa compétence en matière d'intervention sur l'habitat privé et de lutte contre l'habitat insalubre. Gestionnaire par délégation de l'État des aides de l'Anah et des enveloppes nécessaires à la réhabilitation des logements très dégradés ainsi qu'à la production de logements conventionnés sociaux notamment en acquisition-amélioration, elle pourra apporter l'indispensable cohérence des actions entreprises pour la lutte contre l'habitat indigne.

Les modalités de coopération des différents acteurs sont décrites dans la convention annexée et leur coordination se fera à trois niveaux :

Un comité de pilotage sera mis en place et se réunira au moins une fois par an pour établir le bilan de l'année écoulée et approuver les objectifs de l'année à venir.

Un comité technique examinera en séance trimestrielle, toutes les situations enregistrées, orientera le dossier vers le partenaire compétent et validera le rapport de l'opérateur ou du technicien effectuant les visites. Il sera apporté aux propriétaires un soutien technique et juridique.

Le comité technique jugera de l'opportunité d'engager les procédures coercitives en cas d'échec des procédures amiables. Les modalités d'intervention sur ce parc sont complexes car elles nécessitent la prise en compte d'une diversité de champs ; social, de la santé, de la sécurité, de la justice, patrimonial, économique, foncier, de la gestion et de son organisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN009/011/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 09.06.2017 du 22 juin 2017 du Conseil Municipal de la commune de Septèmes-les-Vallons approuvant la convention relative à la lutte contre l'habitat indigne ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre et renforcer l'action pour un traitement des logements très dégradés voire indignes de Septèmes-Les-Vallons ;
- Qu'une gouvernance partagée et un engagement de l'action publique sont nécessaires pour atteindre le but collectivement visé ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de lutte contre l'habitat indigne sur la commune de Septèmes-les-Vallons, ci-annexée, entre l'État, l'Agence Régionale de Santé, la Ville de Septèmes-les-Vallons et son CCAS, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Caisse d'Allocations Familiales et l'Agence départementale d'information sur le logement des Bouches-du-Rhône.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 003-2599/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Ville de Marseille pour la réalisation d'une étude dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain à Air Bel à Marseille 11ème arrondissement MET 17/4912/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La cité Air Bel, située dans le quartier de La Pomme dans le 11ème arrondissement de Marseille, est classée quartier prioritaire pour la Politique de la Ville, et « quartier d'intérêt national » par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

Elle se trouve également en zone de sécurité prioritaire. Il s'agit d'un habitat exclusivement social (copropriété de trois bailleurs sociaux) confronté à de nombreuses difficultés. Dans ce contexte, un Programme de Renouvellement Urbain (PRU) est en cours de définition.

La Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, en concertation avec le GIP Marseille Rénovation Urbaine, souhaitent mettre en œuvre en partenariat une Evaluation d'Impact sur la Santé (EIS) sur certaines composantes du Projet de Renouvellement Urbain, notamment les aménagements liés à la création des deux voies traversant le site.

L'Evaluation d'Impact sur la Santé a pour objet d'identifier les éléments du projet urbain qui pourraient avoir des effets favorables ou défavorables sur la santé de la population.

Outil d'aide à la décision, elle est destinée à produire des recommandations visant à éviter les répercussions négatives et maximiser les effets potentiellement positifs du projet urbain sur la santé. Elle permet d'intégrer ou de renforcer l'intégration de la dimension « promotion de la santé » dans les projets urbains et en particulier de prendre en compte les besoins des populations dites vulnérables (enfants, personnes âgées, personnes à mobilité réduite, ...).

Elle s'appuie sur une vision holistique de la santé qui reconnaît l'influence majoritaire sur la santé d'un ensemble de déterminants physiques, sociaux et économiques. A ce titre, les environnements physiques et le cadre de vie sont des déterminants importants de la santé de la population et des individus. L'aménagement du territoire constitue donc un levier d'action important pour la santé publique.

Cette EIS vise donc à produire des recommandations qui seront intégrées au projet urbain et aboutiront à améliorer la santé des habitants d'Air Bel.

L'EIS sera de nature participative, elle associera l'ensemble des parties prenantes dont les habitants.

Il s'agira de la première Evaluation d'Impact sur la Santé sur un Quartier Politique de la Ville de Marseille

qui, en fonction des résultats de cette première expérimentation, pourrait être développée sur d'autres sites

Cette démarche s'inscrit dans les objectifs fixés à la fois par le Contrat de Ville 2015-2020, le Projet de Territoire du Grand Sud Huveaune et le Plan Local de Santé Publique de l'Atelier Santé Ville du Grand Sud Huveaune.

Le porteur de l'EIS est la Ville de Marseille (Direction santé publique et personnes handicapées)

Elle a obtenu une réponse favorable de financement de ce projet évalué à 77 000 euros de la part de l'Agence Régionale de Santé (25 000 euros) et de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (7000 euros).

La Métropole Aix-Marseille-Provence apportera un appui financier et opérationnel au projet.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver une convention permettant de définir les modalités pratiques de ce partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille ainsi que la participation financière de la Métropole pour un montant de 15 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale ;
- Le Contrat de Ville de Marseille Provence Métropole 2015-2020, signé le 17 juillet 2015, approuvé par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille le 29 juin 2015 et le

Conseil communautaire de MPM le 3 juillet 2015, entre autres institutions.

- Le Projet de Territoire Grand Sud Huveaune intégré dans le cahier 3 du Contrat de Ville susvisé ;
- Le Plan Local de Santé Publique de l'Atelier Santé Ville Grand Sud Huveaune approuvé le 13 janvier 2014 et prorogé jusqu'en 2020 le 4 mars 2016 par le Comité de Pilotage composé de la Préfecture des Bouches du Rhône (PDEC), de la Ville de Marseille, de l'Agence Régionale de Santé, du GIP Politique de la Ville, de la Caisse Primaire Centrale d'Assurance Maladie des Bouches du Rhône, du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, du Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ; des services de l'Education Nationale des Bouches du Rhône ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé une politique en faveur de la lutte contre les inégalités territoriales de santé et d'une meilleure prise en compte des enjeux sanitaires et environnementaux dans les quartiers prioritaires de la Ville, notamment dans le cadre de la Politique de la Ville, et plus particulièrement dans le cadre des Ateliers Santé Ville ;
- Que la réalisation d'une Evaluation d'Impact sur la Santé (EIS) sur certaines composantes du Projet de Renouvellement Urbain d'Air Bel s'inscrit dans le cadre de la politique engagée ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le versement à la Ville de Marseille de la somme de 15 000 euros au titre de la participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la réalisation de cette étude.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille relative à la réalisation d'une étude dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain d'Air Bel à Marseille.

### **Article 3**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-Politique E110, Nature 6574, Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEVT 004-2600/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de financement avec 13 Habitat relative à la réalisation de travaux d'aménagements de la Route Départementale RD4 aux Flamants-Iris à Marseille (14ème arrondissement) MET 17/4736/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Flamants-Iris à Marseille (14ème arrondissement) a été signée avec l'ANRU et ses partenaires en date du 22 septembre 2005 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Un avenant « plan de relance de l'économie 2009 » a été signé le 4 juin 2009 par l'ANRU et 13 Habitat modifiant le plan de financement de l'opération « Espaces urbains voies et places ».

Un avenant n°1 signé le 7 septembre 2009 entre l'ANRU, la Ville de Marseille et 13 Habitat a rectifié une incohérence dans l'imputation de l'opération « Pôle de formation et de services ».

Alors que la réalisation du projet avançait, tant du point de vue des équipements publics que des espaces publics, des démolitions et de la réhabilitation ou de la construction de logements, la découverte d'amiante en juin 2009 a remis en question les décisions prises et obligé à une redéfinition du projet.

Un avenant n°2 signé le 23 juillet 2014 a donc pris en compte les évolutions du projet, avec des démolitions supplémentaires et le transfert de la maîtrise d'ouvrage du réaménagement des voies de Marseille Provence Métropole à 13 Habitat.

Ultérieurement, un avenant n°3 ne concernant pas Marseille Provence Métropole a intégré une nouvelle opération de reconstitution de l'offre de logements sociaux proposée par Erilia.

A ce jour, le Projet de Rénovation Urbaine des Flamants-Iris est très engagé. Aux Flamants, 319 logements ont été démolis et 390 autres ont été réhabilités par le bailleur social « 13 Habitat », qui a également rénové le « Pôle de services », livré la Maison départementale de la solidarité et le centre social. Aux Iris, une première tranche de réhabilitation a eu lieu et les travaux de la tranche 2, qui vise à désamianter les locaux, sont en cour de réalisation. Les travaux de résidentialisation sont livrés sur les deux groupes. Ils ont permis notamment de créer un terrain de sport de proximité et des espaces publics. Pour les Flamants, l'achèvement de ces travaux est tributaire de l'avancement des opérations, notamment du « cœur » des Flamants qui doit être reconfiguré et sur lequel des constructions nouvelles doivent être édifiées, en lien avec l'adoption d'une nouvelle trame urbaine.

Les programmes destinés à reconstituer 541 logements sociaux sont identifiés.

L'avenant n°4 dit « avenant de clôture », qui a été délibéré le 3 juillet 2015, fixe les modalités d'achèvement de la convention.

Au-delà des opérations d'habitat cet avenant prend en compte plusieurs modifications d'opérations d'espaces publics, dont une nouvelle opération par 13 Habitat pour aménager un espace de qualité devant le nouveau centre social.

Des économies réalisées par la Métropole dans l'aménagement de l'avenue Georges Braque sont prises en compte : le montant des travaux est passé de 995 627 euros TTC à 533 039 euros TTC, les subventions de l'ANRU, de la Ville de Marseille, du Conseil Départemental et de la Région passant de 668 833 euros à 325 620 euros.

Outre cette maîtrise d'ouvrage, la Métropole participe aux aménagements d'espaces publics par des subventions apportées à 13 Habitat pour un montant total de 1 091 304 euros.

L'une de ces opérations est la requalification de la route départementale n°4 qui longe le quartier au nord dont les travaux sont en cour. C'est pourquoi il est nécessaire pour procéder au règlement de la participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence de disposer avec 13 Habitat d'une convention financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine pour le quartier Flamants-Iris à Marseille (14<sup>ème</sup> arrondissement) du 22 septembre 2005 ;
- L'avenant national de clôture N°4 du 3 juillet 2015 ;
- La délibération HN009/011/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt d'accompagner le projet de rénovation urbaine du quartier Flamants-Iris à Marseille (14<sup>ème</sup> arrondissement) conformément aux engagements pris dans la convention pluriannuelle ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de financement ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et 13 Habitat relative à la réalisation des travaux d'aménagement de la RD4 aux Flamants (Marseille, 14<sup>ème</sup> arrondissement).

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 – Sous-politique C310 – Chapitre budgétaire 458115118100 - Fonction 844.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 005-2601/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de financement avec la société Erilia relative à la réalisation des travaux de démolition et d'aménagement du site de la Tartane à Castellane à Marseille (15<sup>ème</sup> arrondissement)  
MET 17/4737/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le protocole de préfiguration du projet de rénovation urbaine de la Castellane à Marseille (15<sup>ème</sup> arrondissement) a été signé avec l'ANRU et ses partenaires le 15 janvier 2015.

Un avenant n°1 a modifié la maîtrise d'ouvrage de la ligne « équipements de proximité ».

L'avenant n°2 de clôture délibéré le 25 septembre 2015 au Conseil de Communauté prend acte :

↳ du remplacement de l'étude de préfiguration sûreté-sécurité-prévention situationnelle par une étude de programmation du futur centre social financée par la Ville de Marseille,

↳ du changement dans la reconstitution de l'offre de logements sociaux,

↳ de la date limite de demande de subvention auprès de l'ANRU fixée au 30 juin 2017 pour l'acompte et au 31 décembre 2018 pour le solde.

Enfin le montant financier pour la Communauté urbaine, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence le 1<sup>er</sup> janvier 2016, est inchangé, et est engagé à hauteur d'un montant de 800 000 euros, dont 500 000 euros de contribution à la démolition du parking et à l'aménagement du site de la Tartane par Erilia.

Pour cette dernière opération, il est nécessaire pour procéder au règlement de la participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence de disposer avec Erilia d'une convention financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération RNOV 016-913/13/CC du Conseil de Communauté du 13 décembre 2013 approuvant le principe de la participation de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole à un plan d'intervention partenarial avec l'ANRU sur la cité de la Castellane à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement ;
- La délibération HPV 005-345/14/CC du Conseil de Communauté du 18 juillet 2014 approuvant le protocole de préfiguration de la Castellane signé le 15 janvier 2015 ;
- La délibération HN009/011/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt d'accompagner le protocole de préfiguration de la Castellane à Marseille (15<sup>ème</sup> arrondissement) conformément aux engagements pris dans la convention pluriannuelle ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de financement ci-annexé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Erilia relative à la réalisation de la démolition et de l'aménagement du site de la Tartane à La Castellane (Marseille, 15<sup>ème</sup> arrondissement).

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 – Sous-politique E110 Développement Urbain Local - Opération n°2015111800 – Fonction 52 - Chapitre budgétaire 4581151118.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 006-2602/17/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°5 à la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires portant sur l'action foncière, la préparation et la réalisation des travaux de construction des Aires d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix MET 17/4743/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Bureau communautaire de la CPA n°2010\_B364 du 22 juillet 2010, il a été décidé de confier à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » la réalisation des Aires d'Accueil des Gens du Voyage incombant à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix dans le cadre du Schéma Départemental idoïne.

Dans cette perspective, le 30 août 2010, une Convention d'Aménagement a été conclue entre les deux établissements portant sur l'action foncière, la préparation et la réalisation de travaux de construction prévus à cet effet.

Cependant, compte tenu de l'avancée et des évolutions de certains dossiers, il est nécessaire aujourd'hui de modifier par avenant ce document contractuel.

Cette démarche s'explique par la nécessité de réactualiser cette convention afin d'inclure, dans les missions confiées à la SPLA « Pays d'Aix Territoires », les obligations du secteur se composant des communes de Lambesc, Saint-Cannat et la Roque-d'Anthéron. Le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage en vigueur stipule que ce secteur doit se doter d'une Aire d'Accueil disposant d'une capacité de 30 places.

L'aménagement de cet équipement est prévu sur des terrains, publics et privés, situés sur la commune de Lambesc, au lieu dit Camp-Long dans le quartier Garandeau. Les parcelles concernées ont fait l'objet d'un avis favorable des services de l'État du 28 décembre 2016.

Conformément à l'ensemble des Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix, celle-ci sera également conçue et construite selon les prescriptions techniques contenues dans la Charte Qualité de septembre 2007 afférente à ce type d'Équipement Public, déclinée à partir de la Charte de l'Environnement de l'EPCI approuvée par délibération

du Conseil communautaire n°2005\_A059 du 25 mars 2005.

L'avenant ci-joint consiste notamment à inclure cette opération dans la Convention d'Aménagement indiquée en objet en vue d'intégrer la programmation de cette nouvelle Aire d'Accueil pour le secteur précédemment cité ainsi que les acquisitions foncières idoines nécessaires.

Il convient, dans un premier temps, d'engager les études préalables et de faisabilité en vue, notamment, d'aboutir à un Programme détaillé et chiffré de l'opération. Dans un second temps, avant sa mise en œuvre, celui-ci devra recueillir l'avis favorable des instances décisionnaires par une approbation des Assemblées délibérantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'Accueil et l'Habitat des Gens du Voyage et ses décrets d'applications ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°2010\_B364 du Bureau communautaire de la CPA du 22 juillet 2010 approuvant la Convention d'Aménagement avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » pour l'action foncière, la préparation et la réalisation des travaux de construction des Aires d'Accueil de Gens du Voyage de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2011\_B478 du Bureau communautaire de la CPA du 2 décembre 2011 portant sur l'Avenant N°1 de la Convention citée ci-avant ;
- La délibération n°2015\_B190 du Bureau communautaire de la CPA du 23 avril 2015 portant sur l'Avenant N°2 de la Convention citée ci-avant ;
- La délibération n°2015\_B742 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 portant sur l'Avenant N°3 de la Convention citée ci-avant ;
- La délibération n°NH 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération N°DEVT 003-1238/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016

portant sur l'Avenant n°4 de la Convention citée ci-avant ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°5, ci-annexé, à la Convention d'Aménagement avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » portant sur l'action foncière, la préparation et la réalisation des travaux de construction des Aires d'Accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 007-2603/17/BM**

#### **■ Approbation de l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets MET 17/4784/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2013, poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'opérations d'aménagement antérieures.

La concession actuelle prévue sur une période de 4 années, doit donc se clôturer à la fin de l'année 2017. Toutefois, au regard des travaux d'aménagement restant à réaliser, de l'évolution de la mission de la SPLA sur la réhabilitation de la « maison seigneuriale », et afin de finaliser la cession du stock foncier, il est nécessaire de proroger la durée de la concession de deux ans, la portant ainsi à six ans. Il s'agit donc de modifier :



30. L'article 1, définissant la mission confiée à la SPLA pour la réhabilitation de la Maison Seigneuriale. En effet, la SPLA ne réalisera pas la mise hors d'eau et hors d'air du bâtiment et assurera seulement le contrôle des travaux de cette réhabilitation.
31. Les articles 7 et 36, afin de porter la durée de la concession de 49 mois à 73 mois ;
32. L'article 35 portant la rémunération du concessionnaire à 1 246 407 € au lieu de 1 146 407 € afin de tenir compte de l'allongement de la durée de la concession. Cette augmentation est absorbée par une diminution du coût des travaux et donc des dépenses, et n'a donc aucun impact financier sur le bilan de l'opération.

Les autres articles du traité sont inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A168 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération Centre Ancien de Trets ;
- La délibération n°2013\_A169 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 concédant l'opération Centre Ancien de Trets à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B351 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les missions restant à réaliser sur l'opération Centre Ancien à Trets.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, au traité de concession de l'opération Centre Ancien à Trets.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 008-2604/17/BM**

**■ Attribution de subvention forfaitaire aux logements T1-T2 au profit de la SA d'HLM Logis Méditerranée pour l'opération "Ilot Borel" à Salon-de-Provence  
MET 17/4619/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation, la somme correspondant aux prélèvements SRU des communes qui n'atteignent pas leurs obligations de 25% de logements sociaux, doit être reversée par l'Etat aux EPCI délégataires des aides à la pierre.

L'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopro Provence » est devenue délégataire des aides à la pierre le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les sommes perçues doivent alors être destinées au financement de la réalisation de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre Social de Habitat », l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopro Provence » a donc mis en place des actions et des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire.

Les principes de mixité et de développement durable sont des enjeux définis dans le Programme Local de l'Habitat de cet ancien EPCI. Ainsi il s'agit d'encourager la construction de logements sociaux sur le territoire des communes d'Alleins, Aurons, Berre l'Etang, Charleval, Eyguières, La Barben, La Fare-les-

Oliviers, Lamanon, Lançon-Provence, Mallemort, Pélissanne, Rognac, Saint-Chamas, Salon-de-Provence, Sénas, Velaux et Vernègues alliant ces deux objectifs.

C'est pourquoi, par délibération communautaire n°124/14 du 26 mai 2014, l'ex Communauté d'Agglomération a développé une aide de 4 000 € par logement PLAI ou PLUS de Type 2 maximum.

Par courrier en date du 2 mai 2017, la SA d'HLM Logis Méditerranée a sollicité auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention forfaitaire aux petits logements T1-T2 pour l'opération de construction de 22 logements locatifs sociaux T1-T2 (6 logements Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 16 logements Prêt Locatif à Usage Social (PLUS)) sur la commune de Salon-de-Provence.

La subvention forfaitaire à la production de petits logements de type T1-T2 s'établit comme suit :

**Subvention forfaitaire par logement PLAI/PLUS (T1-T2) : 4 000 € X 22 logements soit 88 000 €.**

En conclusion, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour une subvention forfaitaire d'un montant total de 88 000 € pour la construction de vingt-deux logements T1-T2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-10, L5216-5 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L.302-7 ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération communautaire n° 70/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- La délibération communautaire n° 124/14 du 26 mai 2014 de la Communauté d'Agglomération Salon - Etang de Berre - Durance, relative à l'aide à la production de logements sociaux et à l'attribution de subvention forfaitaire pour les logements PLAI – PLUS T2 maximum ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée une subvention forfaitaire de 88 000 € à la SA d'HLM Logis Méditerranée, pour l'opération de construction de 22 logements locatifs sociaux T1 - T2 (6 PLAI et 16 PLUS) « Ilot Borel » à Salon-de-Provence.

**Article 2 :**

La Métropole sera « délégataire » du/des logements du contingent réservataire.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section Investissement.  
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 009-2605/17/BM**

**■ Attribution de subventions aux opérateurs œuvrant dans le champ de la Prévention de la Délinquance  
MET 17/4835/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches-du-Rhône (ADDAP13) développe des projets spécifiques dans le champ de la Prévention de la Délinquance.

Engagée dans un processus de modernisation de son fonctionnement, la structure a procédé à un changement dans son organisation à travers la création d'un groupement associatif.

Elle comprend désormais l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches-du-Rhône - Groupe ADDAP13 maintenant les activités de prévention spécialisée, deux nouvelles associations « Médiations et Cohésion Sociale » (MCS) et « Insertion par l'Activité Économique et Solidaire » (IAES) et enfin l'adossment de l'association « Centre de Culture Ouvrière » (CCO).

Dans le cadre de cette réorganisation, l'ADDAP13 a transféré la mise en œuvre de l'action de médiation sociale « De la rue au lycée » à l'association « Médiations et Cohésion Sociale ». Cette action correspond au dossier de demande de subvention déposé par l'ADDAP13, en septembre 2016, sous la référence n°2017-526.

Par délibération DEVT 004-1689/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017, une subvention de 30.000 € a été attribuée à l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches-du-Rhône pour l'action de médiation sociale « De la rue au lycée » (n°2017-256).

Il est proposé de prendre acte du changement relatif au porteur de l'action de médiation sociale « De la Rue au Lycée », désormais l'association « Médiations et Cohésion Sociale » et de lui transférer la subvention totale de 30.0000 € allouée par la Métropole.

Il est également proposé de soutenir l'action « Urban Sport Truck » (dossier de subvention n°2017-757) proposée par l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches-du-Rhône - Groupe ADDAP13, à hauteur de 5.000 €.

Cette action a pour objectif de contribuer à la cohésion sociale dans les quartiers prioritaires des communes d'Aix-en-Provence, Gardanne et Vitrolles. Il s'agit d'aller à la rencontre de l'ensemble des habitants, dans l'espace public, et de proposer des activités ayant pour support un véhicule spécifiquement conçu pour cette action (Truck).

A ce titre, il est proposé la signature d'un avenant n°1 à la convention existante n°2017\_01\_PREV établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches-du-Rhône - Groupe ADDAP13. Cet avenant aura pour objet de modifier l'article II de ladite convention en supprimant de la liste des actions subventionnées, l'action de médiation sociale « De la Rue au Lycée » (n°2017-256) et en ajoutant dans la liste l'action « Urban Sport Truck » (n°2017-757).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

**Axe 2 : Médiation**

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBVENTION N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBVENTION SOLLICITÉE	SUBVENTION PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
526	ASSOCIATION MEDIATION ET DE LA RUE AU LYCEE COHESION SOCIALE - GROUPE ADDAP13		30 000	207 628 €	30 000 €	30 000 €	OUI
757	ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PREVENTION DES BOUCHES-DU-RHONE - GROUPE ADDAP 13	URBAN FOOT/ TRUCK		56 735 €	5 000 €	5 000 €	OUI
<b>TOTAL</b>					<b>35 000 €</b>	<b>35 000 €</b>	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,****Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 relative à la programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La signature du Contrat de Ville de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix le 30 juin 2015 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2015 (STSPD) de la commune d' Aix-en-Provence, signée le 10 octobre 2014 et prorogé jusqu'en 2017, par délibération du 03 décembre 2015 ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2016 (STSPD) de la commune de Gardanne ;
- Le Comité Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2013-2017

(STSPD) de Vitrolles, signée le 11 décembre 2013 ;

- La délibération DEVT 004-1689/17/BM du 30 mars 2017 portant attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix œuvrant dans le champ de la prévention de la délinquance ;
- Le courrier de l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches-du-Rhône, portant modification de son organisation interne ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,****Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,****Considérant**

33. Que par délibération DEVT 004-1689/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017, une subvention de 30.000 € a été attribuée à l'ADDAP13 pour l'action de médiation sociale « De la rue au lycée » enregistrée sous le n°2017-526. La structure a modifié son organisation en intégrant l'Association Médiations et Cohésion Sociale (MCS) au sein du Groupe ADDAP 13 et lui a confié la mise en œuvre de l'action n°2017-526. Il convient de prendre en compte ce changement.
34. Que par convention n°2017\_01\_PREV, établie entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches-du-Rhône, la liste des actions subventionnée a été définie. Il convient, dans le cadre d'un avenant n°1 à ladite convention de supprimer l'action

n°2017-526 «De la rue au Lycée » de cette liste.

35. Que l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches-du-Rhône, a déposé un dossier de subvention pour l'action n°2017-757 « Urban Sport Truck » pour laquelle il est proposé une subvention à hauteur de 5.000 €, il convient, dans le cadre de ce même avenant n°1 à la convention n°2017\_01\_PREV, de porter mention de cette action dans la liste des actions subventionnées énoncées dans l'article II de la convention existante.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est pris en compte le changement de porteur de l'action n°2017-526 « De la rue au Lycée», désormais l'Association Médiation et Cohésion Sociale - Groupe ADDAP13 et décide de transférer au profit de celle-ci la subvention de 30.000 € allouée à la mise en œuvre de l'action.

Le solde de la subvention sera liquidé conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole notamment sur production:

- du compte de résultat final de l'action, signé et certifié par le président et le trésorier de l'association. Ce compte de résultat sera établi dans la même forme que le budget prévisionnel de l'action. Il prendra en compte les ressources et les dépenses réelles afférentes à cette seule opération ;

- d'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action conventionnée, à savoir, les moyens mis en place pour développer les axes d'intervention inscrits dans la convention ;

- des derniers bilans et compte de résultat connus de l'association, certifiés par un commissaire aux comptes ou un expert comptable.

Si les dépenses justifiées s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant définitif de la subvention est calculé au prorata du montant des dépenses justifiées, rapportées au montant subventionnable et dans la limite de la subvention votée.

### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention de 5 000 € à l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches-du-Rhône -

Groupe ADDAP13 pour l'action n°2017-757 « Urban Sport Truck ».

Si les dépenses justifiées s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant définitif de la subvention est calculé au prorata du montant des dépenses justifiées, rapportées au montant subventionnable et dans la limite de la subvention votée.

### **Article 3 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°2017\_01\_PREV établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention des Bouches-du-Rhône - Groupe ADDAP13

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Médiations et Cohésion Sociale – Groupe ADDAP13.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que la convention.

### **Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en autorisations d'engagement sur le service 7D «Prévention de la Délinquance» chapitre 65 du budget de la Métropole 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEVT 010-2606/17/BM**

### **■ Demande de participation financière auprès du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires dans le cadre du fonctionnement de l'Atelier Santé Ville MET 17/3963/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'action concernée :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence a reçu délégation en matière de politique de la ville. Le Territoire du Pays de Martigues a par conséquent en charge l'animation des politiques contractuelles d'intérêt communautaire dont l'Atelier Santé Ville (ASV).

L'ASV met en œuvre, au profit des quartiers prioritaires des villes de Martigues et Port-de-Bouc, le Plan Local de Santé Publique (PLSP) constituant le volet prévention du PLSP du Territoire du Pays de

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 93 121,00 euros TTC. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANT SOLLICITES
Commissariat Général à l'Egalité des Chances	32,21 %	30 000 euros
Métropole Aix-Marseille Provence	67,79 %	63121 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2015-114 du 24 septembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues approuvant le Contrat de Ville 2015-2020 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Martigues et annexé au Contrat de Ville intercommunal.

L'ASV associe à cette mise en œuvre les habitants, les associations et réseaux de santé locaux, les professionnels de santé dont le Centre Hospitalier de Martigues ainsi que les partenaires institutionnels et financiers dont le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET) et l'Agence Régionale de Santé.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Commissariat Général à l'Egalité des Territoires et à signer tous les documents y afférents.

- Le Contrat de Ville du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir financièrement l'équipe opérationnelle de l'Atelier Santé Ville Martigues/Port-de-Bouc

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible

d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La recette correspondante sera constatée au budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence – Chapitre 74 - Nature 74788 - Fonction 4101.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEVT 011-2607/17/BM**

#### **■ Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération "Elaboration d'un diagnostic de territoire, d'un état des lieux et d'un plan d'actions de prévention de la radicalisation dans les six conseils de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence"**

#### **MET 17/4944/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans le cadre de la prévention de la radicalisation, la circulaire conjointe du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports du 2 décembre 2015 sur les orientations en matière de prévention de la radicalisation prévoit de favoriser les articulations les plus opérationnelles entre les cellules de suivi des Préfet et les instances de pilotage de la politique de la ville et de prévention de la délinquance, en fonction des contextes locaux.

Cette disposition a été par la suite complétée par, la circulaire d'orientation du Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports du 21 janvier 2016, précisant que chaque contrat de ville sera complété en 2016 par un plan d'actions sur la prévention de la radicalisation, qui en constituera une annexe.

Cette annexe a vocation à définir un plan d'actions partenarial entre l'Etat, les collectivités territoriales et les associations engagées dans la politique de la ville. Ainsi, le pilotage territorial de la politique de prévention de la radicalisation appartient au Préfet de

Police auquel les collectivités et les associations peuvent apporter leur concours.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, selon l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière "d'élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville, programmation d'actions définies dans le contrat de ville, animation et coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance".

A ce titre, elle a élaboré, en partenariat avec l'Etat et les collectivités concernées, un Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation qui sera annexé au différents Contrats de Ville de la Métropole.

Ce plan de prévention a été approuvé au Conseil de Métropole du 30 mars 2017.

L'inscription d'un plan d'action de prévention de la radicalisation au sein du Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation doit résulter : de la confrontation d'un diagnostic des phénomènes de radicalisation et de leurs évolutions à un état des lieux qui permettra de recenser tous les acteurs et dispositifs susceptibles d'être mobilisés dans les champs éducatif, social sanitaire ...

Ce projet a pour objectif de définir un plan d'actions partenarial entre l'État, les collectivités territoriales et les associations engagées.

Cette convention d'attribution de financement avec le Ministère de l'Intérieur permettra la mobilisation de l'expertise apportée par un cabinet d'étude auprès d'un groupe de travail métropolitain ayant en charge la rédaction de ce plan d'actions au sein du Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 25 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISME SOLLICITE	TAUX SOLLICITE	MONTANT SOLLICITE
Ministère de l'intérieur	100 %	25 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération réf DEVT 011-1846/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération "Elaboration d'un diagnostic de territoire, d'un état des lieux et d'un plan d'actions de prévention de la radicalisation dans les six conseils de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence" ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

La recette correspondante sera constatée au budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence en Sous politique E110 - Nature 74718 – Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 012-2608/17/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association Compagnons Bâisseurs Provence pour la réalisation d'une opération d'Auto Réhabilitation Accompagnée et de lutte contre la précarité énergétique sur le Territoire de La Ciotat et du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation d'une convention MET 17/5097/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

#### **1) Contexte et présentation de l'association**

L'Association Compagnons Bâisseurs Provence, créée en 1979, fonde son projet associatif sur des valeurs d'entraide, de solidarité et d'accès à l'autonomie, avec comme support le chantier. Membre de l'Association Nationale Compagnons Bâisseurs, elle s'inscrit dans une dynamique de réseau et bénéficie de l'expérience acquise par l'ensemble du mouvement.

Articulant compétences techniques, sociales, juridiques, l'association Compagnons Bâisseurs Provence, propose aujourd'hui différents dispositifs d'intervention au service des territoires des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse et du Var :

- Lutte contre l'habitat Indigne,
- Lutte contre la précarité énergétique : éco diagnostics et interventions techniques en auto réhabilitation accompagnée, accompagnement des propriétaires occupants à la rénovation thermique de leur logement, ateliers collectifs de sensibilisation, maîtrise des consommations et de bricolage adapté, formation de travailleurs sociaux au repérage des situations,
- Actions d'insertion sociale par le logement : ateliers de quartier et programmes d'auto réhabilitation accompagnée



- Insertion sociale et professionnelle : chantiers d'insertion, chantiers école

La Ville de La Ciotat a créé un partenariat avec l'association depuis 2011.

En 2015, malgré la réforme de la Politique de la Ville et la sortie de la commune de la géographie prioritaire, celle-ci a souhaité maintenir son engagement en termes de cohésion sociale et urbaine sur ces quartiers dits «territoires de veille» et développer un important projet de rénovation sociale, économique et urbaine du centre ancien. Ainsi, en concertation avec la Politique de la Ville qui identifie l'Auto Réhabilitation Accompagnée comme un outil pertinent pour répondre à la problématique habitat du territoire, notamment en direction du public le plus fragile, l'association a proposé un projet structurant pour le territoire, mettant à disposition l'ensemble de la palette d'outils et de compétences des Compagnons Bâtisseurs Provence, dont l'Auto Réhabilitation Accompagnée (ARA) constitue le fil rouge.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile mène une politique ambitieuse en faveur de la réhabilitation de ces centres anciens, de lutte contre l'insalubrité, la non décence et la précarité énergétique.

Dans le cadre de son programme local de l'habitat, elle a souhaité mobiliser l'ensemble des moyens pour améliorer la qualité de l'habitat et de permettre aux plus modestes de se maintenir dans leur logement. Les difficultés socio-économiques des propriétaires occupants des centres anciens ont amené le Conseil de Territoire à s'engager à construire des partenariats avec tous les acteurs de l'habitat et proposer des solutions innovantes. Le projet d'Auto Réhabilitation Accompagnée (ARA) répond pleinement à cet objectif.

C'est ce projet global, intégrant à la fois la dimension technique (diagnostic, réhabilitation), juridique (droits et devoirs, médiation propriétaire et locataire) et la dimension sociale (prise en compte et accompagnement tant individuel que collectif des occupants) pour lequel l'association sollicite le Conseil de Territoire Marseille Provence cette année.

## 2) L'Auto Réhabilitation Accompagnée sur le territoire de La Ciotat et du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

L'Auto Réhabilitation Accompagnée (ARA) est une démarche destinée à des habitants en difficulté dans la résolution de leurs problèmes de logement, qu'ils soient locataires ou propriétaires. Les territoires d'interventions sont très divers: parcs publics et privés, centres anciens, copropriétés dégradées, logements diffus en milieu rural,...

Cette action est basée sur le triptyque suivant :

- Un geste technique = FAIRE,
- Un accompagnement humain et pédagogique = FAIRE AVEC,

- Un projet collaboratif et territorial = FAIRE ENSEMBLE.

Ce sont des chantiers de rénovation, réparation, conçus et réalisés par les habitants avec l'aide d'un animateur technique professionnel.

Ces personnes acquièrent un savoir-faire et des connaissances techniques et une plus grande autonomie dans l'aménagement et l'entretien de leur logement. Au-delà de la rénovation et l'aménagement des logements, l'entraide permet de rompre l'isolement des personnes, de créer des liens sociaux.

### Les objectifs du projet en 2017 sur La Ciotat sont :

- Accompagnement collectif : 10 à 30 personnes sur des ateliers collectifs de bricolage,
- Minimum 10 diagnostics techniques ou éco diagnostics de logements,
- 3 accompagnements de propriétaires occupants (AMO, ARE, ARA) en priorité sur le centre ancien,
- 7 chantiers en « Auto Réhabilitation Accompagnée » en priorité sur les quartiers dits de veille, (Fardeloup, Le Jonquet, le Vieux La Ciotat),
- Mise à disposition pour 20 jours d'un animateur technique pour des travaux d'ARA dans le cadre du projet «captation de logement» porté par la Maison de la Solidarité – Guichet Unique de La Ciotat.

### Les objectifs du projet en 2017 sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sont :

- Accompagnement collectif : 10 à 30 personnes sur des ateliers collectifs de bricolage,
- Minimum 10 diagnostics techniques ou éco diagnostics de logements,
- 3 accompagnements de propriétaires occupants (AMO, ARE, ARA) en priorité sur les centres anciens des 12 communes,
- Participer au comité technique de suivi de lutte contre l'habitat indigne pour proposer des solutions innovantes,
- Mettre en place une dynamique collective sur toutes les communes du Territoire sur les questions de précarité énergétique.

## 3) Cohérence de l'action avec les dynamiques existantes sur le Conseil de Territoire Marseille Provence

Le parc de logements du Territoire de Marseille Provence est composé à 75 % de logements datant de plus de 40 ans (31 % construits avant 1949 et 44 % de logements construits entre 1949 et 1974), c'est-à-dire avant l'introduction des dispositifs d'économies

d'énergie dans les constructions, à la suite du 1<sup>er</sup> choc pétrolier. Ainsi, les bâtiments (logements et bureaux) sont le deuxième poste émetteur de Gaz à Effet de Serre (GES) sur le territoire (24 % des émissions de GES), non loin du premier poste que sont les transports (29 %).

De plus, l'augmentation avérée et programmée du coût de l'énergie (électricité mais aussi gaz) pose plus que jamais la question de l'augmentation du phénomène de «précarité énergétique» qui touche déjà les habitants de notre territoire.

Face à ce constat, Marseille Provence Métropole, à travers son Plan Climat-Energie Territorial (PCET) adopté le 26 octobre 2012, s'est fixée les objectifs ambitieux de :

- diminuer les émissions de Gaz à Effet de Serre : moins 11 % d'ici à 2020,
- réduire les consommations d'énergies : moins 12 % d'ici à 2020,
- produire de l'énergie renouvelable : 8 % d'ici à 2020.

Aussi, le projet proposé par l'association Compagnons Bâtisseurs Provence constitue un outil parfaitement complémentaire aux objectifs et orientations du PCET de notre territoire en matière de lutte contre la précarité énergétique et d'amélioration de l'habitat dégradé.

Le programme d'actions sur le CT1 est financé comme suit :

Financeurs	Montants (€)	Pourcentage
Région PACA	5 000	7%
Métropole - CT 1 (Droit Commun)	20 000	27%
CD 13	18 000	24%
CAF 13	12 000	16%
Montant total subventions publiques (€)	55 000	74%
Aides privées	3 000	4%
Autofinancement	17 000	22%
Coût total de l'action (€)	75 000	100%

L'enveloppe budgétaire de l'action sur le CT4 s'élève à 87 210 €. Les Compagnons Bâtisseurs ont sollicité un engagement annuel du Conseil de Territoire de 17,14%, soit 15 000 € considérant que les actions menées s'inscrivent dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) aussi bien en terme de réhabilitation du parc privé, que d'insertion par le logement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- Le programme d'actions du Programme Local de l'Habitat, approuvé le 24 février 2014 ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'action s'inscrit pleinement :
  - dans le cadre du Plan Climat-Energie Territorial (PCET) porté par le Conseil de Territoire Marseille Provence (et avant par MPM) depuis 2012,
  - dans le cadre de l'amélioration du Parc privé et de la lutte contre la précarité énergétique des ménages les plus modestes inscrit dans le Programme d'actions du PLH du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 20 000 euros à l'association « Compagnons Bâisseurs Provence » au titre de l'opération 24-1 du Plan Climat Energie Territorial (PCET) « soutenir des projets de maîtrise de l'énergie dans les bâtiments » pour l'année 2017.

Est attribuée une subvention de 15 000 euros à l'association « Compagnons Bâisseurs Provence » au titre du programme d'actions du PLH pour l'année 2017.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre l'association Compagnons Bâisseurs Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence déterminant les modalités d'attribution de la subvention.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de l'Etat Spécial de Territoire  
Sous-politique G610 – Opération 2014102800-Nature 4581141028 – Fonction 71

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de l'Etat Spécial de Territoire  
Sous politique D120 fonction 65

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 013-2609/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec le GIP du Centre de Ressources pour la Politique de la Ville PACA pour la réalisation de l'évaluation des contrats de ville 2015-2020  
MET 17/4691/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine pose l'obligation de l'évaluation des Contrats de Villes conclus à l'échelle intercommunale pour la période 2015-2020.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte six Contrats de Villes intercommunaux couvrant 59 quartiers prioritaires situés dans 15 communes et regroupant près de 300 000 habitants sur les 1 841 459 habitants que compte la Métropole, ainsi que des quartiers en veille active.

21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont 11 quartiers d'intérêt National et 10 d'intérêt Régional.

Cette obligation d'évaluation a d'ailleurs été présentée lors de la délibération du Conseil Métropolitain du 13 juillet 2017 concernant le débat sur le Rapport Politique de la Ville.

Pour sa part, le GIP Centre de Ressources pour la Politique de la Ville (CRPV) PACA, a pour objet de venir en appui aux acteurs de la politique de la ville chargés de mettre en œuvre, aux différentes échelles territoriales, cette politique publique.

Structure d'appui aux territoires, le CRPV PACA a pour mission d'accompagner la qualification des acteurs de la politique de la ville en PACA. Il est ainsi

un lieu d'échange et de confrontation, d'information et de formation, pour les différents acteurs de la Politique de la Ville. Ses missions consistent de façon prioritaire à :

- organiser les échanges d'expériences sur les savoirs et les savoir-faire ;
- élaborer et promouvoir des outils de capitalisation ;
- susciter la réflexion et le débat autour des questions clés de la Politique de la Ville ;
- favoriser la circulation de l'information par une veille informatique et la facilitation de l'accès aux sources et ressources documentaires ;
- contribuer au développement des fonctionnements en réseau.

Pour accompagner la montée en compétence des acteurs locaux de la politique de la ville, le CRPV PACA a notamment besoin d'identifier les bonnes pratiques et initiatives remarquables en la matière, afin de modéliser et diffuser auprès de ceux-ci les enseignements tirés de ces pratiques.

Le CRPV dispose en outre d'outils d'analyse des actions mises en œuvre dans le cadre des programmations financées par les crédits spécifiques de la Politique de la Ville inscrits aux États Spéciaux des Territoires ainsi que des crédits de droit commun des signataires mobilisés sur les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.

Dans ce cadre, le CRPV PACA souhaite s'associer à la démarche d'évaluation des contrats de villes de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Compte tenu de leurs intérêts convergents, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le CRPV PACA souhaitent mettre en place un partenariat pour la réalisation de l'évaluation des six contrats de ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce partenariat comporte trois phases de réalisation:

- Une première phase répondant à l'évaluation intermédiaire des Contrats de Ville 2015-2020 et mettant en place les éléments de référence de l'évaluation continue ;
- Une deuxième phase d'exploitation du référentiel d'évaluation ;
- Une troisième phase d'évaluation finale et de prospective.

Le plan de financement de la phase 1, dont le coût prévisionnel est estimé à 240 000 euros, est le suivant : CRPV : 50 000 euros ;

- Métropole : 150 000 euros (pris en charge par les États Spéciaux de Territoires)
- État : 40 000 euros.

La participation financière de la Métropole pour la réalisation de cette première phase fera l'objet de deux versements :

- un premier versement de 45% de la somme (soit 67 500 euros) sera effectué à la signature de la convention ;
- et un second versement de 55% de la somme (soit 82 500 euros) sera effectué à la fin de la première phase.

Le premier versement de 67 500 euros sera imputé sur les États Spéciaux de Territoire de la façon suivante :

- o Conseil de Territoire Marseille Provence : 40 000 euros
- o Conseil de Territoire du Pays d'Aix : 27 500 euros

Le second versement de 82 500 euros sera quant à lui imputé sur les États Spéciaux de Territoire de la manière suivante :

- o Conseil de Territoire Marseille Provence : 57.5 % soit 46 250 euros ;
- o Conseil de Territoire du Pays d'Aix : 20.8% soit 3 700 euros ;
- o Conseil de Territoire du Pays Salonais : 7.4% soit 11 100 euros ;
- o Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 5.4% soit 8 100 euros
- o Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence : 5.1% soit 7 650 euros ;
- o Conseil de Territoire du Pays de Martigues : 3.8% soit 5 700 euros.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP CRPV PACA pour la réalisation de l'évaluation des contrats de villes 2015-2020.

Il est précisé que la détermination des étapes de travail des phases 2 et 3 de cette opération ainsi que leur plan de financement feront l'objet d'avenants à la convention précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations n° HN 011-013/16/CM, HN 012-014/16/CM, HN 013-015/16/CM, HN 014-016/16/CM, HN 015-017/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 relatives aux délégations de compétences aux Conseils de Territoire ;
- Les signatures des Contrats de Villes de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 001-2382/17/CM du 13 juillet 2017 relative à l'approbation du Rapport Politique de la Ville ;

### Où le rapport ci-dessus,

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'évaluation des contrats de ville est une obligation pour la Métropole Aix-Marseille-Provence prévue par la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale ;
- Que le GIP CRPV PACA a pour objet de venir en appui aux acteurs de la politique de la ville chargés de mettre en œuvre, aux différentes échelles territoriales, cette politique publique et a pour mission d'accompagner la qualification des acteurs de la politique de la ville en PACA ;
- Que pour accompagner la montée en compétence des acteurs locaux de la politique de la ville, le CRPV PACA a notamment besoin d'identifier les bonnes pratiques et initiatives remarquables en la matière, afin de modéliser et diffuser auprès

de ceux-ci les enseignements tirés de ces pratiques ;

- Que le CRPV-PACA souhaite ainsi s'associer à la démarche d'évaluation des contrats de villes de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que l'évaluation est une obligation prévue par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale ;
- Que le CRPV, dans le cadre de ses missions est compétent sur l'évaluation, et qu'il propose à la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'accompagner dans cette démarche évaluative.

### Délibère

#### Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP CRPV PACA relative à la réalisation de l'évaluation des contrats de villes 2015-2020 .

#### Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets des Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

### ***Commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt"***

\*\*\*\*\*

#### **ENV 001-2610/17/BM**

■ **Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire d'une propriété communale - Réservoir de Meyrargues dans le cadre du Grand Site Sainte-Victoire  
MET 17/4892/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La direction du Grand Site Sainte-Victoire, sollicitée par la commune de Meyrargues, propose de porter un projet de démolition d'un ancien réservoir situé sur le domaine du château de Meyrargues dans le cadre de sa mission de suppression des « points noirs paysagers ».

Cet aménagement désaffecté impacte négativement la qualité paysagère du site et notamment la perspective depuis l'ouest du village, du fait de sa situation au pied de l'ancien château (patrimoine inscrit). Situé sur une parcelle communale, il est donc proposé de mettre en œuvre sa démolition.

Afin de permettre à la direction du Grand Site Sainte-Victoire d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération, il est proposé qu'une convention de mise à disposition temporaire de la parcelle sur laquelle est bâti le réservoir soit signée entre la commune de Meyrargues et le Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le coût global de l'opération s'élève à 21 770 € TTC. Les crédits nécessaires au financement du projet sont inscrits sur l'État Spécial de territoire du Pays d'Aix à la ligne 2970.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de mise à disposition temporaire du réservoir communal situé sur la parcelle n°AV0129 entre la commune de

Meyrargues et la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix.

#### **Article 2:**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3:**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, ligne 2970.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 002-2611/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire d'une propriété communale - Jas du Ligourès à Meyrargues dans le cadre du Grand Site Sainte-Victoire MET 17/4894/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Jas du Ligourès se situe à la limite sud de la commune de Meyrargues le long d'une piste forestière traversant le bois du Ligourès du nord au sud. Situé à 527 mètres d'altitude, sur la parcelle communale E0829, le site offre des vues vers le massif de la Sainte-Victoire, la vallée de la Durance, les pré-Alpes et le Sud du Luberon.

Cette ancienne bergerie est le témoin passé d'une occupation du territoire par l'homme et d'une activité pastorale aujourd'hui très réduite. Sur le circuit de plusieurs parcours de randonnées, le « relais » du Jas du Ligourès est une étape pour les randonneurs. Il est ouvert à tous même s'il est surtout utilisé comme relais par la société communale de chasse. Avec le temps, il est devenu un lieu de rencontre et un abris très apprécié de nombreux pratiquants du massif de Concors.

Le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône, a réalisé en 2015 un diagnostic de ce « petit » bâtiment. Il en ressort un état de conservation globalement bon même si l'enveloppe extérieure et les abords se sont dégradés avec le temps par manque d'entretien.

La réhabilitation de ce « relais » consiste en la reprise de plusieurs points :

- le traitement des abords
- la mise en peinture de la cuve métallique.
- La réfection de la gouttière et l'amélioration du système de récupération des eaux de pluie, le remplacement et le repositionnement de la cuve.
- La reprise des maçonneries du puits en respectant les matériaux existants.

- La réalisation d'un badigeon teinté à la chaux sur les façades du logis principal.
- Un « dégroutage » de l'enduit de l'appentis et la restitution d'un parement en pierre apparente en harmonie avec le puits.
- La restauration des menuiseries.
- La dépose et le traitement de la toiture en amiante et pose d'une toiture sans matériaux dangereux.
- La mise aux normes du relais pour l'accueil du public.

Dans le cadre de ses compétences en matière de mise en valeur du paysage et du patrimoine rural et dans le cadre de la valorisation des sites patrimoniaux du site classé de Concors, Le Grand Site Sainte Victoire propose d'entreprendre la réhabilitation du relais du Jas du Ligourès durant l'hiver 2017-2018 afin que le bâtiment soit de nouveau opérationnel au printemps lors de l'augmentation de la pratique de la randonnée dans ce massif.

Le coût global de l'opération est estimé à 60 000 HT. Les crédits nécessaires au financement du projet sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix à la ligne 2970

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de mise à disposition temporaire de la parcelle communale E0829 entre la commune de Meyrargues et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2017 à la ligne 2970.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 003-2612/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de mise à disposition temporaire d'une parcelle communale - Restanque de Beaurecueil dans le cadre du Grand Site Sainte-Victoire MET 17/4897/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Un projet de restauration d'un terrain agricole est en cours sur la commune de Beaurecueil. Une ancienne oliveraie a été en partie restaurée et un agriculteur est en charge de son entretien et de sa gestion.

Dans la continuité de ce projet, il est envisagé de reconstruire un mur de restanque en pierre sèche (mur de soutènement de la parcelle cultivée), situé sur la parcelle communale AM0131.

Cette réalisation permettra de consolider la parcelle de culture et améliorera la perception paysagère locale.

Dans le cadre de ses compétences en matière de valorisation du paysage et de sauvegarde du patrimoine rural et agricole et à la limite du site classé de Sainte-Victoire, Le Grand Site Sainte Victoire, en collaboration avec la commune, a proposé de restaurer cette restanque.

Elle interviendra en tant que maître d'ouvrage et prendra à sa charge la partie financière.

Sur un linéaire d'environ 100 mètres le mur de restanque sera remonté en pierres sèches selon les règles de l'art précisées par le maître d'œuvre.

Le coût global de l'opération est estimé à 35 000 € TTC. Les crédits nécessaires au financement du projet sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix à la ligne 2970.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de mise à disposition temporaire de la parcelle communale AM0131 entre la commune de Beaurecueil et la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent à son l'exécution.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2017 à la ligne 2970.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ENV 004-2613/17/BM**

#### **■ Demande de subventions pour l'animation des sites Natura 2000 FR9301605 "Montagne Sainte-Victoire - Forêt de Peyrolles - Montagne des Ubacs - Montagne d'Artigues" et FR9310067 "Montagne Sainte-Victoire" - Approbation d'une convention MET 17/4820/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Montagne Sainte-Victoire bénéficie de deux classements dans le cadre du réseau européen Natura 2000.

D'une part, le site FR9310067 « Montagne Sainte-Victoire », Zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive européenne 79-409/CEE du 2 avril 1979, dite directive « oiseaux » remplacée depuis par la directive européenne 2009/147/CEE du 30 novembre 2009 et d'autre part, le site FR9301605 « Montagne Sainte-Victoire Forêt de Peyrolles - Montagne des Ubacs - Montagne d'Artigues », Zone Spéciale de Conservation (ZSC) au titre de la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992, dite « directive habitats ».

La ZPS s'inscrit sur le territoire de 11 communes autour de la montagne Sainte-Victoire, soit une superficie de 15.500 ha. La ZSC s'inscrit sur le territoire de 17 communes autour des massifs Concors, Vautubières, montagne d'Artigues, Sainte-Victoire et forêt de Peyrolles, soit une superficie de 32.700 ha.

Ces deux sites constituent le plus vaste espace boisé des Bouches-du-Rhône. Ils abritent de nombreux habitats naturels et espèces caractéristiques des milieux méditerranéens.

Les enjeux principaux concernent la conservation des rapaces et oiseaux rupestres, la banalisation écologique des milieux du fait de la recolonisation de la forêt et du déclin des activités agro-pastorales, la compatibilité de la fréquentation avec la pérennité des habitats naturels et des espèces patrimoniales.

Les deux sites ont fait l'objet d'une consultation pour l'élaboration du Document d'objectifs (DOCOB) par le Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors Sainte-Victoire (Grand Site Sainte-Victoire), alors structure animatrice des sites, qui a été approuvé par arrêté préfectoral en juillet 2007.

Ce DOCOB retient comme objectifs prioritaires la conservation des pelouses sèches des massifs, l'augmentation de la superficie de chênaies âgées, le maintien des zones de nidification et d'alimentation pour les rapaces et les oiseaux rupestres, la promotion des activités sylvicoles et agricoles favorables à la préservation des milieux et des espèces et l'assurance d'une compatibilité des activités récréatives avec la protection de la biodiversité.

Le Grand Site Sainte-Victoire assurait, depuis 2007, l'animation de la démarche Natura 2000 sur les deux sites. Cela se concrétisait par la mise en œuvre des actions suivantes :

- mise en œuvre de la contractualisation (animation des chartes, contrats et MAEC) ;
- mise en œuvre des actions non contractuelles proposées par le DOCOB du site ;



- assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences ;
- amélioration des connaissances et du suivi scientifique ;
- réalisation d'actions de communication, de sensibilisation et d'information ;
- soutien à l'articulation de Natura 2000 avec les autres politiques publiques ;
- gestion administrative, financière ;
- organisation des comités de pilotage ;
- mises à jour et/ou révision du DOCOB ;
- suivi de la mise en œuvre du DOCOB.

Du fait de la dissolution du syndicat mixte et de la substitution de la Métropole Aix-Marseille-Provence à ce syndicat, le prochain comité de pilotage des sites aura en charge de désigner une nouvelle structure animatrice et un nouveau Président.

Afin de poursuivre l'animation et le suivi en cours des ZPS et ZSC « Montagne Sainte Victoire », la Métropole Aix-Marseille-Provence, à travers le Territoire du Pays d'Aix, souhaite proposer sa candidature à la fonction de structure animatrice de ces sites pour les trois années à venir couvrant la période 2018 à 2021 (juin 2018 à mai 2021).

Pour l'animation du DOCOB d'un site Natura 2000, les structures animatrices peuvent solliciter des aides de l'Etat et au titre du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER).

Le montant prévisionnel alloué pour l'animation et le suivi des deux sites Natura 2000 précités dits « Montagne Sainte-Victoire » est de 52.000€ par an pendant 3 ans (soit 156.000 € pour 3 ans), subventionné à 100 % par le FEADER et l'Etat. Le programme prévisionnel, associé à cette démarche pour la période 2018-2021, est le suivant :

<b>plan de financement Natura 2000 2018/2021 (3 ans)</b>				
		dépenses (€HT)		recettes
<b>Animation</b>				
	salaires	93000	Feader 53 %	49290
			Etat 47 %	43710
	<b>total dépenses</b>	<b>93000</b>	<b>total recettes</b>	<b>93000</b>
	Etudes : suivi de l'état de conservation des espèces	30000	Feader 53 %	15900
			Autofinancement 47 %	14100
	<b>total dépenses</b>	<b>30000</b>	<b>total recettes</b>	<b>30000</b>
	<b>total dépenses</b>	<b>123000</b>	<b>total recettes</b>	<b>123000</b>

Il est donc proposé de solliciter des aides de l'Etat et au titre du FEADER pour l'animation des sites Natura 2000 FR9301605 « Montagne Sainte-Victoire - Forêt de Peyrolles - Montagne des Ubacs - Montagne d'Artigues » et FR9310067 "Montagne Sainte-Victoire », et d'approuver la convention d'attribution d'aides correspondante entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « directive habitats », concernant la conservation des habitats naturels et de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre l'animation des sites Natura 2000 FR9301605 « Montagne Sainte-Victoire - Forêt de Peyrolles - Montagne des Ubacs - Montagne d'Artigues » et FR9310067 "Montagne Sainte-Victoire", menée jusqu'à lors par le Syndicat mixte départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire, aujourd'hui dissout ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite proposer sa candidature aux fonctions de structure animatrice de ces sites Natura 2000 ;
- Qu'il convient de solliciter des aides pour l'animation liée au DOCOB de ces sites.

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne et l'État ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour l'animation des sites Natura 2000 FR9301605 « Montagne Sainte-Victoire - Forêt de Peyrolles - Montagne des Ubacs - Montagne d'Artigues » et FR9310067 "Montagne Sainte-Victoire »,

**Article 2 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'attribution d'aides pour l'animation liée au DOCOB des sites Natura 2000 FR9301605 « Montagne Sainte-Victoire - Forêt de Peyrolles - Montagne des Ubacs - Montagne d'Artigues » et FR9310067 "Montagne Sainte-Victoire ».

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 4 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence Fonction 76 – Nature 617.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 005-2614/17/BM**

**■ Demande de subvention Opération Grand Site (OGS) auprès de la DREAL PACA  
MET 17/4425/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a par délibération intégré le Grand Site Sainte-Victoire, dont elle s'est engagée à poursuivre le projet de territoire autour du label Grand Site de France.

Pour 2017 doivent être prioritairement menés :

- la démarche de renouvellement de la labellisation Grand Site de France ;
- les projets de restauration des équilibres paysagers caractéristiques et du patrimoine.

L'Opération Grand Site est la démarche proposée par l'Etat aux collectivités territoriales, portée localement par la DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation.

Elle poursuit trois objectifs : restaurer et protéger la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site, améliorer la qualité de la visite, et favoriser le développement socio-économique dans le respect des habitants. Et elle a pour finalité d'accompagner le territoire vers l'obtention du label Grand Site de France.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention pour le programme OGS 2017 auprès de la DREAL PACA pour un montant de 60 000 euros HT.

Le coût prévisionnel de ces opérations est estimé à 103 750 euros HT.

**Le Plan de financement prévisionnel de ces opérations est le suivant :**

ORGANISMES SOLLICITES	OPERATIONS	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
ETAT OGS	Glacière Délubre	30 %	7 500 euros
	Restanque RD17	30 %	6 300 euros
	Accompagnement Label	80 %	46 200 euros
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	Glacière Délubre	70 %	17 500 euros
	Restanque RD17	70 %	14 700 euros
	Accompagnement Label	20 %	11 550 euros

### **Descriptif des opérations concernées :**

#### **Sauvegarde de la glacière du Délubre (commune de Vauvenargues) :**

La glacière du Délubre, située sur la commune de Vauvenargues en piémont du versant nord de Sainte-Victoire, est le seul élément de patrimoine rural de ce type des 2 massifs Concors et Sainte-Victoire. A proximité, les seules autres glaciers relativement bien conservées se trouvent dans les massifs de la Sainte Baume et de l'Étoile. Cet ouvrage, qui apparaît sur le cadastre napoléonien, avait pour fonction de fabriquer et conserver la glace pour l'approvisionnement de Marseille. A l'abandon, elle menace aujourd'hui de s'effondrer entièrement. Etant donné son intérêt patrimonial, un projet de sauvegarde a été initié en 2015. Une étude de faisabilité a été réalisée par le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches du Rhône. Il convient de mener des opérations de stabilisation et de reprise des murs en pierres sèches. Ces travaux peuvent bénéficier d'un financement à hauteur de 30 % par des crédits Opération Grand Site.

#### **Restauration d'un mur de restanque le long de la route RD17 (commune de Puyloubier) :**

Les débroussailllements effectués en bord de RD17 dans le cadre des obligations légales de débroussaillage, ont mis en évidence la présence d'une ancienne restanque présentant un état de détérioration avancé. Cet élément de patrimoine rural ancien est intégré dans un paysage remarquable visible directement depuis la route, présentant en arrière plan la face sud de la Montagne Sainte-Victoire.

Cette découverte a conduit la commune de Puyloubier à solliciter la direction du Grand Site Sainte-Victoire pour que soit instruit un projet de restauration du mur sur un linéaire d'environ 70 mètres.

#### **Accompagnement du renouvellement du label Grand Site de France :**

Le territoire du syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire organisé autour du site classé Sainte-Victoire s'est vu attribuer le label

Grand Site de France en 2004, puis renouveler en 2011 en reconnaissance des actions de préservation du site et des paysages entreprises depuis les années 90.

Aujourd'hui, après quatorze ans de labellisation, la Métropole est amenée à instruire une nouvelle demande d'attribution du label Grand Site de France dans un environnement radicalement différent.

En effet :

- le classement de Concors en 2013 a englobé la partie varoise du massif, hors des limites territoriales historiques du Grand Site ;
- la dissolution du syndicat mixte fin 2016 a été suivie de son intégration à la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que direction au sein du Territoire du Pays d'Aix ;
- les attentes en matière de labellisation ont évolué. Il ne s'agit plus d'inscrire uniquement des projets d'aménagement liés à l'accueil du public ou à la réhabilitation de sites dégradés, il s'agit aujourd'hui de proposer en supplément, l'intégration des habitants et acteurs sociaux et économiques au portage et au développement du label. La label ne concerne donc plus seulement que les aspects esthétiques et de paysages mais également le développement économique, les filières de produits et de prestations locales et l'emploi.

Ces évolutions rendent nécessaires une révision des limites du site, la mise en place d'une gouvernance, et l'établissement d'une stratégie qui répondent aux nouveaux enjeux de ce territoire. Le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire insiste notamment sur l'implication des acteurs économiques pour l'émancipation du label et l'adhésion de tous à ce projet de territoire.

Autant de démarches à co-construire par les élus et l'ensemble des partenaires et groupes sociaux présents sur et autour du site classé pour les six prochaines années.

Cette situation complexe demande une méthodologie adaptée, et fait appel à une ingénierie très spécifique de gestion de projet, de logiques d'acteurs et d'animation de réunions locales. La direction du Grand Site Sainte-Victoire, en charge de la démarche, ne dispose pas de ces compétences particulières, qui

relèvent de consultants spécialisés. Cette situation est également à mettre en rapport avec les évolutions de personnel subies et le non recrutement de 3 agents en remplacement de 3 cadres partis dans d'autres collectivités ou à la retraite fin 2016.

La Métropole est donc amenée à solliciter l'appui d'un intervenant ou d'un cabinet extérieur pour une durée de 12 à 16 mois.

Il convient de préciser que cet appui pourra, le cas échéant, apporter une aide méthodologique et stratégique aux regards des spécificités et attentes du ministère pour l'attribution du label.

Cet appui peut être soutenu à hauteur de 80 % dans le cadre des crédits de l'Opération Grand Site sollicités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des opérations suivantes : sauvegarde de la glacière du Délubre (commune de Vauvenargues), restauration d'un mur de restanque le long de la route RD17

(commune de Puyloubier), accompagnement du renouvellement du label Grand Site de France ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière de 60 000 euros HT auprès des services de l'État (DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), dans le cadre du programme Opération Grand Site, au titre de l'année 2017, et à signer tout document y afférant pour la réalisation de ces opérations.

#### **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les lignes 2970 en investissement et 611 en fonctionnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 006-2615/17/BM**

**■ Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération 7.6.4 Contrat NATURA 2000 - Chantier d'élimination et de limitation des espèces végétales indésirables du Programme de Développement Rural de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
MET 17/4902/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la mise en œuvre de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la gestion des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence porte la démarche Natura 2000 sur plusieurs sites inscrits au réseau européen sur son territoire.

Le Pays de Martigues porte la démarche du site Natura 2000 « Région des Étangs de Saint-Blaise » (FR9312015) depuis 2009. Le Document d'Objectifs (DOCOB), approuvé par arrêté préfectoral en date du 29 août 2012, préconise la mise en œuvre d'actions de gestion en faveur des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site. La

phase d'animation consiste en la mise en œuvre du DOCOB.

Pour répondre aux objectifs de conservation du site, tout propriétaire, mandataire ou gestionnaire peut entreprendre des mesures de gestion en signant des Contrats Natura 2000 sur les parcelles incluses dans le site Natura 2000. A ce titre, le Conservatoire du Littoral, en tant que propriétaire de 230 hectares dans le site Natura 2000 des « Étangs entre Istres et Fos » répartis autour des étangs du Citis et du Pourra, souhaite œuvrer dans la lutte contre les espèces végétales envahissantes. Cette action est prioritaire car celles-ci dégradent l'état, le fonctionnement et la dynamique des habitats d'espèces d'oiseaux d'eau visés par la Directive Oiseaux.

Les signataires de contrat Natura 2000 peuvent bénéficier de subventions. Le taux de financement de l'État est variable en fonction des priorités régionales, et de l'implication financière des collectivités et partenaires. Il peut atteindre le taux global de 100% du montant des dépenses éligibles. Le FEADER interviendra à hauteur de 53 % de la dépense retenue comme éligible. Une participation financière de 20 % est demandée pour les collectivités territoriales.

Le Conservatoire du Littoral a délégué la maîtrise d'ouvrage de l'opération au Conseil de Territoire du Pays de Martigues conformément à la convention d'occupation de site des propriétés du Conservatoire du Littoral du site naturel protégé Citis-Pourra, signée par délibération n°2017-032.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'État et l'Union Européenne et à signer tous les documents y afférents.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues a approuvé le projet de contrat Natura 2000 non agricole-non forestier suivant :

Nature : N20P et R (A32320P et R) - Lutte contre les espèces végétales envahissantes (référence du DOCOB : action GEH9)

Secteur : Citis-Pourra (plan cadastral et carte)

Surface concernée : 25 ha (environ)

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 15 250 euros TTC sur 5 ans sur la base de devis.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
État	27 %	4 117,50 euros
Union Européenne	53 %	8 082,50 euros
Conservatoire du Littoral	20 %	3 050,00 euros

La somme des travaux est avancée par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, en tant que structure porteuse du contrat Natura 2000. Le Conservatoire du Littoral se libérera des sommes dues au bénéficiaire du contrat à la fin d'achèvement des travaux.

En cas de non obtention du contrat Natura 2000 par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, la convention d'occupation du site Citis-Pourra sera automatiquement résiliée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2011-139 du Conseil Communautaire en date du 12 décembre 2011 approuvant la convention de gestion entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et le Conservatoire du Littoral
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues n°2017-032 en date du 28 juin 2017 approuvant la convention d'occupation de site du conservatoire du littoral dans le cadre d'un Contrat Natura 2000.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Contrat Natura 2000 Lutte contre les espèces végétales envahissantes sur le site Étangs entre Istres et Fos – Opération 7.6.4 du Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération 7.6.4 Contrat NATURA 2000 - Chantier d'élimination et de limitation des espèces végétales indésirables du Programme de Développement Rural de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'État, et du Conservatoire du Littoral et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues Nature : 61521 – Fonction : 761

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 007-2616/17/BM**

**■ Demande de subvention pour l'animation du site  
Natura 2000 FR9312015 Région des Étangs de  
Saint-Blaise - Approbation d'une convention  
MET 17/4905/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le site FR9312015 Étangs entre Istres et Fos localement appelé « Région des Étangs de Saint-Blaise » est une Zone de Protection Spéciale désignée par un arrêté ministériel du 3 mars 2006, au titre de la directive européenne 79-049/CEE du 2 avril 1979 dite Directive Oiseaux concernant la conservation des oiseaux sauvages.

Ce site est intégré au réseau européen Natura 2000 et fait partie des 15 sites Natura 2000 que compte le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La ZPS couvre 1 225 hectares répartis sur les communes de Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, Istres et Fos-sur-Mer.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, aujourd'hui Territoire de la Métropole dénommé Pays de Martigues, a élaboré le document d'objectifs (DOCOB) du site officialisé par arrêté préfectoral du 28 août 2012. Les objectifs de conservation prioritaires du site sont : restaurer, maintenir les marais d'eau douce pour les oiseaux paludicoles et les oiseaux hivernants ; restaurer et maintenir les marais salants et lagunes littorales pour la nidification des laro-limicoles ; la préservation des zones agricoles ; le maintien des liens fonctionnels écologiques entre les zones humides du site.

Le Pays de Martigues assure l'animation de la démarche Natura 2000 sur le site depuis mai 2012.

Pour se faire, il est tenu de réaliser les principales missions d'animation suivantes :

- La gestion des espèces et des habitats ;
- La communication, sensibilisation, valorisation ;
- Le suivi des « évaluation des incidences » ;
- La veille à la cohérence des politiques publiques et le conseil environnemental relatif au site ;
- Les suivis scientifiques ;
- La gestion administrative, financière, l'animation de la gouvernance, le suivi de la mise en œuvre du DOCOB.

Afin de poursuivre la mise en œuvre de la démarche Natura 2000 sur le site « Région des Étangs de Saint-Blaise », la Métropole Aix-Marseille-Provence au travers du Territoire du Pays de Martigues s'engage à nouveau en tant que structure animatrice de ce site pour une durée de 3 ans couvrant la période du 1<sup>er</sup> mai 2018 au 30 avril 2021.

Il convient de conclure une convention entre l'État, l'Union Européenne et la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant les modalités administratives, techniques et financières des missions confiées à la Métropole en tant que structure chargée du suivi du document d'objectifs du site Natura 2000 FR9312015.

Le montant prévisionnel alloué à la structure animatrice est de 75 000 euros H.T. sur une durée de trois ans au titre de l'opération 7.6.3 Animation d'un site Natura 2000 du programme de Développement Rural Régional de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre du FEADER.

Le programme prévisionnel associé à l'animation du site Natura 2000 FR9312015 pour la période 2018-2021 est le suivant :

BUDGET PREVISIONNEL – ANIMATION NATURA 2000				
DEPENSES PREVISIONNELLES		SUBVENTIONS		
Frais de personnel 50 % ETP (salaire du chargé de mission)	67 500 euros	FEADER	39 750 euros	53%
Etude pour mise en œuvre d'actions de gestion	7 500 euros	ETAT	35 250 euros	47%
TOTAL	75 000 euros	TOTAL	75 000 euros	
BUDGET PREVISIONNEL - AUTOFINANCEMENT METROPOLE CT6 (année 2017)				
DEPENSES PREVISIONNELLES		SUBVENTIONS		
Etudes et recherches	10 000 euros	FEADER	7 950 euros	53%
Actions de sensibilisation	5 000 euros	MAMP	7 050 euros	47%
TOTAL	15 000 euros	TOTAL	15 000 euros	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Que la convention d'animation du site Natura 2000 Étangs entre Istres et Fos entre l'État et le Pays de Martigues arrivant à échéance le 30 avril 2018, il convient de renouveler ladite convention entre l'État, l'Union Européenne et la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les modalités administratives, techniques et financières.

Cette opération est éligible au titre de la mesure 7.6.3 du PDRH PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une demande de subvention d'un montant de 75 000 euros sur trois années selon le plan de financement susvisé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution d'aides pour l'animation du site Natura 2000 FR9312015 Région des Étangs de Saint-Blaise du 1<sup>er</sup> mai 2018 au 30 avril 2021.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que l'ensemble des documents s'y afférents.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne et l'État ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document se rapportant à la réalisation de cette opération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Fonction 01 – Nature 74718. Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 008-2617/17/BM**

#### **■ Demande de subvention pour l'animation du site Natura 2000 FR9301603 "Chaîne de l'Étoile - massifs du Garlaban" - Approbation d'une convention**

#### **MET 17/5155/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les massifs de l'Étoile et du Garlaban bénéficient d'un classement dans le cadre du réseau européen Natura 2000, à savoir, le site FR9301603 « Chaîne de l'Étoile – massifs du Garlaban » Zone Spéciale de Conservation (ZSC) au titre de la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992, dite « directive habitats ».

Du fait de la dissolution du syndicat mixte et de la substitution de la Métropole Aix-Marseille-Provence à ce syndicat, le prochain comité de pilotage des sites

aura en charge de désigner une nouvelle structure animatrice et un nouveau Président.

Faute de structure animatrice, aucune action de gestion n'a pu être entreprise. Pour relancer l'animation et le suivi en cours de ce site ZSC « Chaîne de l'Étoile – massifs du Garlaban », la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite proposer sa candidature à la fonction de structure animatrice de ces sites pour les trois années à venir couvrant la période 2018 à 2020.

Pour l'animation du DOCOB d'un site Natura 2000, les structures animatrices peuvent solliciter des aides de l'Etat et au titre du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER).

Le plan de financement prévisionnel sur trois ans est donc le suivant :

Nature de la prestation d'Animation pour la période 2017-2020	Montant des dépenses prévisionnelles	Financeurs	Montant des recettes prévisionnelles
Animateur (technicien) 1/2ETP	60 000€	Europe FEADER (53%)	39 750€
Outils de communication	15 000€	État (47%)	35 250€
Études complémentaires	50 000€	Europe FEADER (53%)	26 500€
		Autofinancement (47%)	23 500€
Total des dépenses	125 000€	Total des recettes	125 000€

Il est donc proposé de solliciter des aides de l'Etat et au titre du FEADER pour l'animation du site FR9301603 « Chaîne de l'Étoile – massifs du Garlaban », et d'approuver la convention d'attribution d'aides correspondante entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « directive habitats » concernant la conservation des habitats naturels et de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**



**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre l'animation du site Natura 2000 FR9301603 « Chaîne de l'Étoile – massif du Garlaban » ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite proposer sa candidature aux fonctions de structure animatrice de ce site Natura 2000 ;
- Qu'il convient de solliciter des aides pour l'animation liée au DOCOB de ces sites.

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne et l'État ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent Pour l'animation du site Natura 2000 FR9301603 « Chaîne de l'Étoile – massif du Garlaban ».

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'attribution d'aides pour l'animation liée au DOCOB du site Natura 2000 FR9301603 « Chaîne de l'Étoile – massif du Garlaban »

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention

**Article 4 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence Fonction 76 – Nature 617

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 009-2618/17/BM**

**■ Demande de subvention pour l'animation des sites Natura 2000 FR9301601 "Côte bleue - chaîne de l'Estaque" et FR9312017 "Falaises de niolon" - Approbation d'une convention  
MET 17/5153/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La chaîne de l'Estaque bénéficie de deux classements dans le cadre du réseau européen Natura 2000, à savoir, d'une part, le site FR9312017 "Falaises de niolon", Zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive européenne 79/409/CEE du 2 avril 1979, dite « directive oiseaux », remplacée depuis par la directive européenne 2009/147/CEE du 30 novembre 2009, et, d'autre part, le site FR9301601 "Côte bleue – chaîne de l'Estaque", Zone Spéciale de Conservation (ZSC) au titre de la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992, dite « directive habitats ».

Concernant les deux sites de « la côte bleue – chaîne de l'Estaque » et « des falaises de Niolon » le comité de pilotage est actuellement présidé par le Préfet. Le travail réalisé en 2016 et 2017 par le Bureau d'étude ECOMED, a permis l'élaboration du Document d'objectifs, validé par le COPIL le 30 juin 2017. Ce document sera prochainement approuvé par arrêté préfectoral.

Afin de poursuivre l'animation et le suivi en cours des sites ZPS « Falaises de Niolon » et ZSC « Côte bleue – chaîne de l'Estaque », la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite proposer sa candidature à la fonction de structure animatrice de ces sites pour les trois années à venir couvrant la période 2018 à 2020.

Pour l'animation du DOCOB d'un site Natura 2000, les structures animatrices peuvent solliciter des aides de l'Etat et au titre du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER).

Le montant prévisionnel alloué pour l'animation et le suivi des sites est de 25 000€ par an pendant trois ans (soit un montant global de 75 000€). Ce montant est financé à 100 % sur le hors Taxes, 53 % par l'Union Européenne et 47 % par l'État. Ce montant sera accompagné d'un budget de 10 000€ pour la réalisation d'études complémentaires nécessaires à la mise en œuvre des contrats (financé à 53% par l'Union Européenne)

Le plan de financement prévisionnel sur trois ans est donc le suivant :

Il est donc proposé de solliciter des aides de l'Etat et au titre du FEADER pour l'animation des sites Natura 2000 FR9312017 "Falaises de niolon" et FR9301601 "Côte bleue – chaîne de l'Estaque", et d'approuver la convention d'attribution d'aides correspondante entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite proposer sa candidature aux fonctions de structure animatrice de ces sites Natura 2000 ;

Nature de la prestation d'Animation pour la période 2017-2020	Montant des dépenses prévisionnelles	Financeurs	Montant des recettes prévisionnelles
Animateur (technicien) 1/2ETP	60 000€	Europe FEADER (53%)	39 750€
Outils de communication	15 000€	État (33,5%)	35 250€
Études complémentaires	10 000€	Europe FEADER (53%)	5 300€
		Autofinancement (47%)	4 700€
Total des dépenses	85 000€	Total des recettes	85 000€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « directive habitats » concernant la conservation des habitats naturels et de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre l'animation des sites Natura 2000 FR9301601 "Côte bleue – chaîne de l'Estaque" et FR9312017 "Falaises de niolon"

- Qu'il convient de solliciter des aides pour l'animation liée au DOCOB de ces sites ;

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne et l'État ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour l'animation des sites Natura 2000 FR9301601 "Côte bleue – chaîne de l'Estaque" et FR9312017 "Falaises de niolon".

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'attribution d'aides pour l'animation liée au DOCOB des sites Natura 2000 FR9301601 "Côte bleue – chaîne de l'Estaque" et FR9312017 "Falaises de niolon"

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention

#### **Article 4 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence Fonction 76 – Nature 617.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 010-2619/17/BM****■ Demande de subvention pour la mise en œuvre du programme de travaux Défense de la Forêt Contre l'Incendie des plans de massif du Montaiguet, Pas des Lanciers, Arbois, Quatre Termes, Régagnas et Chaîne des Côtes et Trévaresse****MET 17/4426/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les politiques mises en place au sein de ses différents territoires depuis plusieurs années ont été poursuivies. Sur le Pays d'Aix, une politique de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) ambitieuse a été engagée avec la mise en œuvre de travaux forestiers de protection et d'accessibilité aux massifs pour les services de secours. Ces actions peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe, en conséquence, de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement leur participation.

**Descriptif de l'opération concernée :**

Chaque année, le Pays d'Aix établit, en s'appuyant sur la contribution des Comités consultatifs des massifs forestiers de son territoire, les programmes des travaux de Défense des Forêts Contre l'Incendie, à réaliser dans les secteurs qu'elle gère, conformément aux Plans de Massifs de Protection de la Forêt Contre l'Incendie (PMPFCI), anciennement appelés PIDAF.

Ces programmations comprennent des travaux de :

- diminution de la biomasse,

- mise en sécurité des bords de piste DFCI,
- réalisation de pistes DFCI,
- installation d'équipements hydrauliques.

Les services affectés au Territoire du Pays d'Aix en assurent la maîtrise d'ouvrage, après validation de ce programme.

Six plans de massifs forestiers sont concernés à ce jour par ce dispositif : le Montaiguet, le Régagnas - Monts Auréliens, le Pas des Lanciers et l'Arbois (depuis 2016), la Chaîne des Côtes - Trévaresse et enfin les Quatre Termes.

Dans le cadre de l'appel à projet DFCI 2017, du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de Défense des Forêts Contre les Incendies du FEADER, de nouvelles procédures émises au sein du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône nécessitent des modifications dans la formulation de la demande de financement émise lors du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 pour des travaux prévus en 2018.

La principale modification à apporter à la demande au Conseil Départemental 13 est d'inscrire le taux de 20 % de participation à chacun des partenaires financiers. Cet ajustement permet aussi d'actualiser la demande aux dernières évolutions techniques concernant certains chantiers à réaliser dans les « Plans de Massif » du territoire du Pays d'Aix (ajustement de périmètre, contenu des travaux...). Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 80 % par l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Un détail des travaux proposés à l'Appel à Projet est détaillé par massif comme suit :

Programme de travaux du <b>Plan de Massif du Régagnas – Monts Auréliens</b> (communes de Trets, Fuveau, Peynier, Gardanne et Gréasque) pour un montant HT de 55.367,00 €				
Localisation	Désignation chantier	Surface Linéaire	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Peynier	Interface « Marignon »	8 ha	8.070,00	9.684,00
Gardanne	Interface « Les Giboux »	13,5 ha	13.464,00	16.156,80
Gardanne	Eclaircie « Capeou Beauzil »	11,6 ha	13.519,00	16.222,80
Fuveau	Eclaircie « Bellevue »	14,5 ha	20.314,00	24.376,80
<b>Total « AP 2017 »</b>			<b>55.367,00</b>	<b>66.440,40</b>

Programme de travaux du **Massif du Pas des Lanciers** (communes de **Cabriès** et des **Pennes-Mirabeau**) et de **l'Arbois** (communes d'**Aix-en-Provence**, **Vitrolles** et **Ventabren**), pour un montant HT de 32.653,00 €

Localisation	Désignation chantier	Surface (ha)	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Cabriès	Le Couladou	6,3 ha	14.388,00	17.265,60
Aix-en-Provence	Les Vences	8,6 ha	18.265,00	21.918,00
<b>Total « AP 2017 »</b>			<b>32.653,00</b>	<b>39.183,60</b>

Programme de travaux du **Plan de Massif du Montaiquet et les collines environnantes** (communes d'Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne, Meyreuil) pour un montant HT de 83.553,00 €

Localisation	Désignation chantier	Surface Linéaire	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Bouc-Bel-Air	Interface Sainte Anne	3,8 ha	4.470,00	5.364,00
Aix-en-Provence	Éclaircie Vallon du coq	20 ha	35.903,00	43.083,60
Aix-en-Provence	Dépressage Sud Pré de Magnan	17 ha	43.180,00	51.816,00
<b>Total « AP 2017 »</b>			<b>83.553,00</b>	<b>100.263,60</b>

Programme de travaux du **Massif de la Chaîne des Côtes - Trévaresse** (communes d'Aix-en-Provence, Meyrargues, Saint-Cannat, Venelles, Rognes, Le Puy- Sainte-Réparate, Saint-Estève-Janson, La Roque d'Anthéron et Lambesc) pour un montant HT de 71.525,00 €

Localisation	Désignation chantier	Surface (ha)	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Le Puy-Ste-Réparate	Saint-Canadet	12,5 ha	22.077,00	26.492,40
Rognes	Pie Fouquet	11,9 ha	24.363,00	29.235,60
La Roque d'Anthéron	Gontard / D561a	12 ha	25.085,00	30.102,00
<b>Total « AP 2017 »</b>			<b>71.525,00</b>	<b>85.830,00</b>

Programme de travaux du Plan de **Massif des Quatre Termes** (communes de Coudoux, Ventabren, Eguilles, Saint-Cannat (Sud) et Lambesc (Sud)), pour un montant total HT de 56.445,00 €

Localisation	Désignation chantier	Surface (ha)	Montant HT (€)	Montant TTC (€)
Coudoux	Interface Bastide d'Astre sud	6,4 ha	14.145,00	16.974,00
Ventabren	Interface BDS piste QT 109	20 ha	42.300,00	50.760,00
			<b>56.445,00</b>	<b>67.734,00</b>

Le montant total des travaux programmés est donc de :

Appel à Projet 2017 - Programme de travaux	
Massif forestier concerné	Montant HT
Massif du Régagnas	55.367,00 €
Massif du Montaignet	83.553,00 €
Massifs de l'Arbois et du Pas des Lanciers	32.653,00 €
Massif de la Chaîne des Côtes - Trévaresse	71.525,00 €
Massif des Quatre Termes	56.445,00 €
<b>Total HT</b>	<b>299.543,00 €</b>
<b>TVA (20 %)</b>	<b>59.908,60 €</b>
<b><u>TOTAL TTC</u></b>	<b><u>359.451,60 €</u></b>

Le montant total des interventions faisant l'objet d'une demande de financement, dans le cadre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de Défense des Forêts Contre les Incendies du FEADER - Appel à Projet 2017 est de 299.543,00 € HT (soit 359.451,60 € TTC).

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>ORGANISMES SOLLICITES</b>	<b>TAUX SOLLICITES</b>	<b>MONTANTS SOLLICITES HT</b>
<b>Europe</b>	20 %	59.908,60 €
<b>État</b>	20 %	59.908,60 €
<b>Conseil Régional PACA</b>	20 %	59.908,60 €
<b>Conseil Départemental 13 « PIDAF »</b>	20 %	59.908,60 €
<b>Métropole Aix-Marseille-Provence</b>	20 %	59.908,60 €
<b>TOTAL HT</b>		<b>299.543,00 €</b>

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° ENV 002-1696/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 relative à la demande de subventions pour la mise en œuvre du programme de travaux prévus en 2018 de Défense des Forêts Contre l'Incendie dans le cadre des Plans de massifs du Montaignet, Pas des Lanciers, Arbois, Quatre Termes, Régagnas et Chaîne des Côtes et Trévaresse.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : demande de subvention pour la mise en œuvre du programme de travaux de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) des plans de massif du Montauquet, Pas des Lanciers, Arbois, Quatre Termes, Régagnas et Chaîne des Côtes et Trévaresse - Appel à projet DFCI 2017.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° ENV 002-1696/17/BM relative à la demande de subventions pour la mise en œuvre du programme de travaux prévus en 2018 de Défense des Forêts Contre l'Incendie dans le cadre des Plans de massifs du Montauquet, Pas des Lanciers, Arbois, Quatre Termes, Régagnas et Chaîne des Côtes et Trévaresse approuvée en Bureau de la Métropole du 30 mars 2017.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et des services de l'État, la DDTM (Guichet Unique) étant chargée d'instruire les dossiers, et à signer tout document y afférant pour la réalisation de cette opération.

### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les lignes 1317/76 pour la DDTM ; 1312/76 pour la Région ; et 1313/76 pour le Département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ENV 011-2620/17/BM**

### **■ Mise en oeuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) du Pays d'Aix. Intervention sur les communes d'Aix-en-Provence, Eguilles, Jouques, Lambesc, Le Puy-Sainte-Réparate, Rousset, Saint-Cannat et Trets MET 17/4731/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29 octobre 15 par le Bureau communautaire de la

CPA, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

### **Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel**

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant 13 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, Eguilles, Jouques, Lambesc, Le Puy-Sainte-Réparate, Rousset, Saint-Cannat et Trets.

## **36. Aix-en-Provence**

- Parcelle(s) : PH 54 ; 15 ares 30 centiares

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 14 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 000,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Ce bien a été retiré de la vente par le vendeur suite à l'intervention de la SAFER.

## **37. Eguilles**

- Parcelle(s) : AK 186; surface : 29 ares 70 centiares.



Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 27 500 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 178 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : AK 187; surface : 27 ares 60 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 30 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 730 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

#### 38. Jouques

- Parcelle(s) : G 0493; surface : 37 ares 21 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 15 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 4 396 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

#### 39. Lambesc

- Parcelle(s) : AO 259 ; surface : 13 ares 61 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 5 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 2 754 € plus frais de

notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

#### 40. Le Puy-Sainte-Réparate

- Parcelle(s) : F 0322; surface : 72 ares 30 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 12 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 450 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : F 535, 538, 539 ; surface : 45 ares 10 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 12 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 010 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : CE 2, E 245-282-283-284 ; surface : 7 hectares 38 ares 02 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 90 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 73 888 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : CH 74-76 ; surface : 1 hectare 20 ares 58 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 90 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 21 935 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

#### 41. Rousset

- Parcelle(s) : AR 234 (ancien n°140); surface : 1 hectare 13 ares 28 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 60 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 40 000 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

#### 42. Saint-Cannat

- Parcelle(s) : F 481 et 684 ; surface : 73 ares 40 centiares

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 12 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 570 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

#### 43. Trets

- Parcelle(s) : AV 162 ; surface : 35 ares 34 centiares

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 10 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 350 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : CH 18 ; surface : 48 ares 12 centiares

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 40 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 12 350 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_B531 du Bureau communautaire du 29 octobre 2015

approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 13 ventes de parcelles sur les communes d'Aix-en-Provence Eguilles, Jouques, Lambesc, Le Puy-Sainte-Réparate, Rousset, Saint-Cannat et Trets.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des 13 préemptions en révision de prix sur les communes d'Aix-en-Provence, Eguilles, Jouques, Lambesc, Le Puy-Sainte-Réparate, Rousset, Saint-Cannat et Trets dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

**Article 2 :**

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour chacune des 13 préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 012-2621/17/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association Brigade Anti Gaspi pour l'organisation du Salon Anti Gaspi les 10-11-12 novembre pour l'exercice 2017 - Approbation de la convention d'objectifs MET 17/4891/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Brigade anti gaspi organise le salon « Anti-Gaspi et du Partage » les 10-11- 12 novembre 2017 aux Docks des Suds à Marseille afin de promouvoir les pratiques éco-responsables permettant de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique et à la réduction des déchets. Ce salon est avant tout informatif, son objectif est de provoquer une prise de conscience de la part des visiteurs et mettre à leur disposition les outils pour adopter une conduite éco-responsable.

Ce salon vise à informer et à sensibiliser le public au gaspillage en lui donnant les outils pour lui permettre de changer son comportement au quotidien. Cette démarche représente une étape incontournable pour transformer le consommateur en consomm'acteur averti et responsable.

Le salon est agencé sous forme de villages qui seront des aires de partage et proposeront des projets et des concepts novateurs respectueux de l'environnement sur un thème en rapport avec l'antigaspi : village 3R (réduire, recycler, réutiliser), village habitat & énergies, village nutrition santé & cosmétiques, village innovation business digital, village mobilité, village médias et village enfant.

Afin que les visiteurs puissent appliquer concrètement les conseils de l'antigaspi, les villages accueilleront des ateliers participatifs. Des « tables rondes » s'ajouteront également à ces ateliers afin d'informer les visiteurs sur des initiatives et des procédés novateurs respectueux de l'environnement (Economie Circulaire, Energie Verte, Acte d'Achat, Auto conso énergétique, Consommer et produire autrement, Mobilité et transport, Gaspillage alimentaire, Le gâchis des talents).

Ce projet s'inscrit dans la politique environnementale de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au sens large, et plus spécifiquement en lien avec la lutte contre le réchauffement climatique. En effet, par délibération du 17 octobre 2016, le Conseil de Métropole a engagé l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Métropolitain qui fixe des objectifs de réduction des consommations d'énergie et de production d'énergie renouvelable. La mise en œuvre concrète de cette ambition doit s'appuyer sur bon nombre de politiques métropolitaines : agenda de la mobilité, agenda du développement économique, politique de l'habitat, aménagement, prévention des

déchets, économie circulaire, projets agricoles et charte forestière ...

Dans ce cadre, un des éléments essentiels de la réussite de la politique de réduction des émissions de gaz à effets de serre sur le territoire de la Métropole passe par une évolution comportementale du citoyen (rénovation énergétique de son logement, utilisation des transports en commun et/ou des modes actifs, achat de produits locaux, consommation d'énergies renouvelables, tri et valorisation des déchets ....). L'organisation de ce salon AntiGaspi contribue donc à cet objectif.

Le Territoire Marseille Provence est engagé dans une démarche Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage, concrétisé par la signature d'un « Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire » (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Ce CODEC est doté d'une subvention de l'ADEME pour les 3 années de 450 k€.

Les objectifs du CODEC seront atteints grâce à la mise en place d'un plan d'actions ambitieux visant à développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire selon 3 axes :

- Axe 1 : animer le projet, mobiliser les acteurs et promouvoir l'éco-exemplarité ;
- Axe 2 : développer l'économie circulaire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource ;
- Axe 3 : connaître et suivre les impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Le CODEC prévoit dans son axe 2 la mobilisation des habitants par la promotion des solutions permettant de réduire les déchets et d'économiser de la ressource.

Le projet de l'association Brigade Anti Gaspi de réalisation d'un salon présentant les solutions contre le gaspillage participe aux objectifs de la démarche Environnementale de la Métropole et aux objectifs du CODEC du Territoire Marseille Provence.

Il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'association Brigade Anti Gaspi durant le salon « Anti-Gaspi et du Partage » à hauteur de 18 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative aux modalités et principes de l'élaboration du Plan Climat-Air-Energie métropolitain.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que le projet de salon de l'anti gaspi et du partage représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Après en avoir délibéré :**

**Décide**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 18 000 euros à l'Association Brigade Anti-Gaspi pour l'organisation du salon « Anti-Gaspi et du Partage » les 10-11-12 novembre 2017.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, conclue avec l'Association Brigade Anti-Gaspi.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- Au budget Environnement de la Métropole 2017 chapitre 65 Nature 6574 pour un montant de 10.000 euros.
- Au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2017 du Territoire Marseille

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### ENV 013-2622/17/BM

#### ■ Approbation de la charte nationale EcoQuartier en soutien à «l'Ecoquartier 112, cœur de Métropole» porté par l'EPA Euroméditerranée MET 17/4926/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans son rôle d'aménageur, l'EPA Euroméditerranée acquiert des terrains, notamment via l'Etablissement Public Foncier (l'EPF), prend en charge l'aménagement des espaces publics et établit les programmes de construction. Les terrains sont cédés à des partenaires ou des opérateurs sur la base d'un cahier des charges programmatique et architectural.

Par son engagement dans la démarche EcoCité, l'EPA Euroméditerranée a souhaité amplifier son ambition et se positionner en « laboratoire de la ville durable méditerranéenne ».

L'objectif étant de construire un modèle intégré et exemplaire d'aménagement et d'architecture en climat méditerranéen reproductible au niveau métropolitain.

L'EcoCité permet ainsi d'expérimenter, dans une démarche pragmatique et opérationnelle, les bonnes pratiques qui pourront être exportées, non seulement à l'échelle de la Ville et du territoire Métropolitain mais aussi sur les deux rives de la Méditerranée.

Marseille doit, en effet, faire face comme les autres Métropoles du littoral méditerranéen, à des enjeux sociaux et environnementaux importants (gestion des risques d'inondation, mobilité...) accrus par le réchauffement climatique en cours.

L'EcoCité constitue ainsi, depuis plusieurs années, une opération de référence pour la Méditerranée, vitrine du savoir-faire local et national en la matière, contribuant ainsi au rayonnement métropolitain.

Pour promouvoir les initiatives vertueuses dans les territoires, l'État a lancé dès 2008, la démarche ÉcoQuartier, concrétisée en décembre 2012, par la création du label national ÉcoQuartier. Le label ÉcoQuartier se fonde sur 20 engagements rassemblés dans la Charte des ÉcoQuartiers. Ces 20 engagements peuvent s'appliquer à toute opération d'aménagement durable, indépendamment de sa taille et de son contexte territorial et géographique.

Le label n'est pas une norme et ne propose pas de modèle unique.

Il a été conçu comme un outil, permettant la contextualisation et l'adaptation de la démarche à tout type de territoire, quelle que soit sa taille, son contexte,

son histoire, sa culture et à tous les stades d'avancement du projet.

Levier vers la ville durable, le label EcoQuartier permet d'encourager, d'accompagner et de valoriser des projets d'aménagement et d'urbanisme réellement durables.

Transposable, évolutif, le label ÉcoQuartier incite au progrès et permet de réinterroger son projet au fil du temps, de le faire évoluer en accord avec les principes de la charte ÉcoQuartier.

Le territoire présenté par Euromed à la labellisation EcoQuartier, appelée « Ecoquartier 112 » se situe sur le périmètre de l'Ecocité étendu en 2007. Cette zone de 170 hectares est enserrée entre les emprises du port, la gare de fret ferroviaire du Canet et des axes primaires routiers et autoroutiers. Le périmètre est sous-densifié, avec des emprises industrielles encore en activité ou vides, dont les coûts de dépollution sont très élevés. La zone présente peu d'habitants : environ 3.000 personnes au sein du principal noyau villageois, celui des Crottes.

Les opérations marquantes sur ce périmètre sont :

- *Ilot Allar*, élément démonstrateur de l'EcoQuartier, il fera figure de « totem » des principes éprouvés à une échelle réduite,
- *Boucle à eau de mer*, construction d'un système de chauffage/refroidissement basé sur une énergie renouvelable, et devant, à terme, alimenter l'ensemble de l'EcoQuartier,
- *Prolongation des TCSP*, création d'un lien réel entre le centre et les quartiers nord,
- *Parc des Aygalades, 14 hectares de verdure à proximité immédiate de l'EcoQuartier* ayant pour vertu de limiter le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

La signature de la charte Ecoquartier, document standard de la démarche, et objet de cette délibération, constitue la première étape pour tous les prétendants au label.

Cette charte décrit les différentes étapes du label et mentionne un par un les 20 engagements de la démarche répartis en 4 « dimensions » :

- Démarche et processus,
- Cadre de vie et usages,
- Développement territorial,
- Environnement et climat.

Les autres étapes du label sont :

- Etape 2 : l'Ecoquartier en chantier, (le passage à cette étape peut être demandé par les lauréats, une fois les études achevées et les chantiers engagés)
- Etape 3 : l'Ecoquartier livré
- Etape 4 : l'EcoQuartier confirmé (3 ans après l'obtention du label, la structure porteuse mesure la tenue de ses engagements dans le temps).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi sur l'air n°96-1236 du 30 décembre 1996, sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° MET 16 /1623 /CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole approuvant les modalités et principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Energie métropolitain ;
- La délibération n° MET 16/1576/BM du 17 octobre 2016 du Bureau de la Métropole approuvant une convention cadre avec l'EPA Euroméditerranée, la Caisse des dépôts et consignations et la ville de Marseille pour le programme d'Investissements d'Avenir – Ville de demain- de l'Ecocité de Marseille ;

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que l'ambition de l'EPA Euroméditerranée ainsi que l'ensemble de ses partenaires techniques est parfaitement conforme aux orientations « Climat, Air, Energie » de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que cette délibération s'inscrit dans la continuité du partenariat entre la Métropole et Euromed entériné par la délibération n° MET 16/1576/BM du 17 octobre 2016 du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'approbation d'une convention cadre avec l'EPA Euroméditerranée, la Caisse des dépôts et consignations et la ville de Marseille pour le programme d'Investissements d'Avenir – Ville de demain- de l'Ecocité de Marseille.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la démarche de soutien à « l'Ecoquartier 112, cœur de Métropole ».

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la charte ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ENV 014-2623/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'Association AIR dans le cadre du Plan Climat Air Energie métropolitain MET 17/4591/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est soumise à l'obligation de se doter d'un Plan Climat-Air- Énergie territorial, dont la délibération de lancement a été adoptée par le Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016.

Au titre des diagnostics que la loi du 17 août 2015, relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte et son décret du 28 juin 2016, relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial imposent, figure une analyse de la capacité du territoire à la séquestration du CO2. Cette donnée est essentielle pour pouvoir établir le différentiel entre les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) générées et celles absorbées. Au-delà de la réponse à cette obligation de fournir le potentiel de séquestration du carbone du territoire, l'intérêt de cette analyse est de définir les enjeux territoriaux, d'identifier les zones susceptibles de jouer un rôle majeur, de cartographier les sites particulièrement intéressants pour les conserver, les développer et améliorer le bilan global du territoire.

Ces données permettront de dégager des informations et des recommandations à verser aux travaux du SCOT métropolitain (Schéma de COhérence Territoriale) et aux PLUi (Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux) des territoires. Elles permettront également d'envisager, dans le plan d'actions du PCAEM (Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain), des mesures de préservation de sites, voire de compensation d'équipements, accompagnées d'un guide pédagogique, ainsi que des mesures d'amélioration.

Eu égard aux obligations imposées dans le cadre de la réalisation de son plan climat, l'Association AIR (Association pour l'Innovation et la Recherche au service du climat) a souhaité proposer à la Métropole d'utiliser le territoire pour tester une méthode d'analyse en s'appuyant, notamment, sur le réseau GREC-PACA, qu'elle porte. Le GREC-PACA est le Groupe Régional d'Experts sur le Climat en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il a vocation à centraliser, transcrire et partager la connaissance scientifique sur le climat et le changement climatique en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Son objectif est d'identifier les enjeux et d'aider les acteurs (décideurs et gestionnaires) à orienter leurs actions et politiques publiques. À ce titre, il réunit la communauté scientifique afin de transférer le savoir et crée des interactions avec l'ensemble des acteurs du territoire régional. Le champ de travail du groupe dérive de celui du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) et son programme de travail est :

- la connaissance du climat et de son évolution, la compréhension des mécanismes climatiques aux différentes échelles spatiales, du régional au local ;
- l'évaluation des impacts du changement climatique sur les écosystèmes, les sociétés, les activités économiques, les modes de vie, de la résilience des systèmes humains et naturels, les stratégies d'adaptation ;
- enfin, l'analyse des émissions de Gaz à Effet de Serre et des moyens de les atténuer, à travers notamment la transition énergétique.

L'association souhaiterait réaliser une analyse sur le territoire métropolitain qui s'articulera en trois points :

- la réalisation d'un bilan des connaissances scientifiques et techniques relatives à la séquestration du carbone et ses méthodes de calcul,
- à partir de la carte d'occupation du sol à haute résolution spatiale réalisée par le CRIGE-PACA (Centre Régional de l'Information Géographique PACA), l'estimation territoriale de la séquestration carbone en fonction du potentiel des sols et des capacités des milieux agricoles et forestiers à stocker le carbone,
- l'identification des secteurs susceptibles de renforcer la séquestration de CO<sub>2</sub>.

AIR apportera ainsi à la Métropole un accompagnement scientifique et technique dans son Plan Climat. Cette démarche est à la fois complexe et innovante. Les méthodes pour réaliser ce travail sont aujourd'hui expérimentales.

La restitution de cette étude prendra la forme d'un cahier dédié à la séquestration du carbone dans la Métropole Aix-Marseille-Provence, et sa présentation au cours d'une journée d'échanges.

Cette collaboration présente l'avantage, pour la Métropole, de lui faire bénéficier d'une analyse parfaitement adaptée au territoire, réalisée selon la méthodologie de l'étude scientifique, permettant de valoriser les travaux d'un groupe d'experts climatiques locaux. Ce type d'investigation, à la fois scientifique et pratique, car débouchant sur des recommandations en matière d'aménagement et d'urbanisme, représente une première dans ce domaine dans lequel ces travaux ne sont pas encore très répandus et souvent exclusivement théoriques. Cette analyse répond aux caractéristiques de ce Plan Climat qui se veut néanmoins opérationnel, efficace, et pérenne.

Le travail se déroulera sur 2 ans.

Dans le cadre de cette collaboration, la Métropole participera à hauteur de 13.000 € pour l'exercice 2017.

L'association sollicitera une subvention auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, chef de file Climat-Air-Énergie, et auprès de l'ADEME en raison du caractère innovant expérimental de la démarche et de la reproductibilité de la méthode qui sera mise au point, et de sa diffusion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique et croissance verte ;
- Le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 relatif au contenu du Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°MET 16/1623/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur les modalités et principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association AIR pour l'élaboration d'une méthodologie d'estimation de la séquestration nette de dioxyde de carbone et de ses possibilités de développement sur le territoire métropolitain et son application au territoire de la Métropole, dans le cadre du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires, soit 13 000 euros TTC, sont inscrits à cet effet au Budget 2017 de la Métropole, Ligne 6568.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 015-2624/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'Association Air PACA dans le cadre de l'élaboration du Plan Climat Air Energie métropolitain MET 17/4592/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de la loi du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique et à la Croissance Verte instaurant les Plans Climat Air Énergie Territoriaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence est soumise à l'obligation de se doter d'un Plan Climat-Air-Énergie territorial, dont la délibération de lancement a été adoptée par le Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016.

L'objet du Plan Climat-Air-Énergie territorial est de construire une action climatique opérationnelle, efficace et pérenne pour améliorer la contribution du territoire à la réalisation des objectifs climatiques planétaires, adoptés lors de la COP 21, et participer à l'amélioration de la qualité de l'air local, dans un objectif global d'amélioration du cadre de vie des habitants de la Métropole.

Ce document transversal, dans son contenu, doit se traduire par une large collaboration avec les acteurs de la Métropole (entreprises, organismes représentatifs, administrations, associations...) dans sa construction et dans son programme d'actions. Ce portage partagé doit se manifester dans les instances de gouvernance et l'organisation de la concertation.

Le Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain (PCAEM) doit notamment déterminer le déploiement d'une stratégie climat-air-énergie à l'échelle de la Métropole, ce qui nécessite au préalable de disposer :

- des données de diagnostic de la situation initiale en matière d'émission de Gaz à Effets de Serre (GES) et de qualité de l'air, et leurs évolutions annuelles,
- d'une évaluation de l'impact des scénarios de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques, et d'exposition des populations, choisis par le PCAEM,
- d'un soutien au choix des indicateurs d'évaluation des actions évaluables au regard des GES et des polluants,
- d'une évaluation des impacts GES et qualité de l'air des actions du PCAEM.

Dans ce cadre, la Métropole s'est rapprochée de l'association Air PACA à laquelle elle adhère, par ailleurs, dans le cadre de sa compétence de lutte contre la pollution atmosphérique. Cette structure est agréée par le ministère en charge de l'Environnement pour la Surveillance de la Qualité de l'Air de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Elle a pour mission la mise en œuvre de la surveillance par tous moyens météorologiques et de modélisation afin d'assurer la caractérisation la plus exhaustive possible de l'atmosphère sur son territoire en constat et prévision. Elle assure la continuité historique des indicateurs et données environnementales sur l'atmosphère et sur les paramètres explicatifs et nécessaires à l'évaluation des impacts de la pollution atmosphérique. Elle gère, notamment, un observatoire pour pouvoir répondre aux réglementations européennes, nationales ou locales sur la surveillance de la qualité de l'atmosphère et les données environnementales.

Elle assure de manière indépendante auprès du public, de ses membres, des autorités et des médias la promotion et la diffusion des informations lui appartenant sous forme de base de données, études, bilans, dossiers de communication afin de porter à leur connaissance tout élément permettant une amélioration de l'état de l'environnement atmosphérique sur le territoire. Elle met en place des outils d'évaluation des politiques publiques, en vue, entre autres, du diagnostic et de la prospective pour les plans et programmes sur l'atmosphère relatifs ou ayant un impact sur l'air dans son territoire. Elle



participe à la concertation et à la mise en application des plans d'actions pour ce qui relève de sa compétence y compris des plans à court terme comme les dispositifs préfectoraux.

Elle participe à l'amélioration des connaissances sur l'atmosphère, utiles à la réalisation de ses missions, seule ou par le biais de collaboration de toutes échelles (suprarégionales, régionales ou locales).

Par conséquent, les études qui doivent être menées dans le cadre de la réalisation du PCAEM présentent également un intérêt particulier pour l'association Air PACA eu égard aux missions qui lui sont confiées. Il est donc proposé de conclure une convention de partenariat pour la réalisation de l'évaluation de l'impact sur les populations des scénarios de réduction des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques. Les modalités de ce partenariat sont fixées dans la convention ci-annexée qui prévoit également la participation financière de la Métropole à hauteur de 16.000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique et à la Croissance Verte instaurant les Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux ;
- Le décret du 28 juin 2016 relatif au contenu du Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°MET 16/1623/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Air PACA pour l'évaluation de l'impact sur les populations des scénarios de réduction des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques dans le cadre du Plan Climat Métropolitain.

##### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires, soit 16 000 euros sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole, Ligne 6568.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

#### ***Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"***

\*\*\*\*\*

##### **DEA 001-2625/17/BM**

■ **Approbation d'une convention avec le Ministère de la Culture et de la Communication pour le financement et la réalisation de l'opération "Restauration de l'aqueduc de Roquefavour"**  
**MET 17/4427/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'aqueduc de Roquefavour, ouvrage d'art emblématique du Canal de Marseille, constitue l'adduction d'eau principale du Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette infrastructure située sur les communes de Ventabren et d'Aix-en-Provence est classée au titre des monuments historiques, par arrêté ministériel n°MH.05-IMM.027 du 2 mai 2005.

Afin d'assurer la sécurité d'alimentation en eau, il est nécessaire d'engager une opération de restauration de l'aqueduc. A cet effet, le 26 mars 2009, le Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme permettant le financement de la maîtrise d'œuvre.

Une première convention entre le Ministère de la Culture et de la Communication et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a été établie au vu de l'avancement des études.

Une deuxième convention entre le Ministère de la Culture et de la Communication et la Métropole Aix-

Marseille Provence a été établie au vu de l'avancement des travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 11 020 000 € HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Ministère de la Culture et de la Communication	17 %	1 873 400 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	83 %	9 146 600 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel n°MH.05-IMM.027 du 2 mai 2005 portant sur le classement au titre des monuments historiques de l'aqueduc de Roquefavour ;
- La délibération du 20 novembre 2015 n° PEDD 004-1468/15/CC portant sur l'approbation d'une convention avec le Ministère de la Culture et de la Communication pour le financement et la réalisation de l'opération Etudes, projet de restauration des maçonneries de l'aqueduc de Roquefavour ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Ministère de la Culture et de la Communication s'est engagé à participer financièrement au projet de restauration de l'aqueduc de Roquefavour.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec le Ministère de la Culture et de la Communication pour le financement de l'opération « restauration de l'aqueduc de Roquefavour » dont l'aide s'élève à 1 873 400 € HT.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

**Article 3 :**

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe eau 2018 et suivants - Sous politique : F160 – Nature 13118 – Code gestionnaire : 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 002-2626/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de groupement de commandes relative à l'opération d'aménagement du secteur Mauran sur la commune de Berre-l'Etang  
MET 17/4602/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'une constitution de groupements de commandes par des collectivités territoriales et des établissements publics locaux en application de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

Dans le cadre d'une opération de travaux liés à la restructuration du secteur Mauran, la commune de Berre-l'Etang souhaite procéder à des travaux de réhabilitation du réseau d'eaux pluviales, l'enfouissement des réseaux secs, ainsi qu'une requalification des voiries et des espaces verts intégrant une réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'eaux usées.

Les travaux sur les réseaux d'eau potable et d'eaux usées, réalisés dans le cadre de ce programme, sont de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient donc dans ce cadre de conclure une convention constitutive de groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Berre-l'Etang.

La Commune de Berre-l'Etang est désignée coordonnateur de ce groupement. La Commission d'Appel d'Offres compétente sera celle de la Commune.

En application de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, le coordonnateur sera chargé de signer les différents marchés, de les notifier et de les exécuter au nom de l'ensemble des membres du groupement. La totalité des prestations (hors le marché de maîtrise d'œuvre déjà attribué par la commune) concernant cette opération doit donc être partagée entre la commune de Berre-l'Etang et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La convention annexée précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe les termes, afin de traiter globalement l'opération, de compétence mixte : Commune / Métropole.

La répartition financière prévisionnelle est définie comme suit :

- Le coût global estimatif s'élève à 3 510 000,00 € HT.
- Le coût global estimatif de la part communale s'élève à 2 986 520,00 € HT, dont 513 315,00 € HT pour la réhabilitation du réseau d'eaux pluviales.
- La part de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 164 470,00 € HT pour la part Eau Potable et 359 010,00 € HT pour la part Eaux Usées, soit un total estimatif plafonné de 523 480,00 € HT

Le règlement des dépenses de travaux réalisés et plafonnés au montant ci-dessus par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la commune s'effectuera toutes taxes comprises.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 28 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La nécessité de conclure cette convention de groupement de commandes.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de groupement de commandes avec la commune de Berre-l'Etang pour l'opération d'aménagement du secteur Mauran.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Investissement, opération 2017 3 012 01 – Chapitre 23 pour le Budget Annexe Eau Potable et 2017 3 011 01 – Chapitre 23 pour le budget annexe Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 003-2627/17/BM**

■ **Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement et de la réalisation d'opérations relatives au Contrat d'Agglomération : "Réhabilitation des prétraitements de Géolide - DSP SERAMM"**  
**MET 17/4573/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER 005-808/13/CC le contrat d'Agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de

nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape pourrait être engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Le contrat prévoit dans le cadre de la réhabilitation des prétraitements de Géolide, la fiabilisation et le renforcement des installations d'extraction et de lavage des sables, la création d'un piège à cailloux sur le réseau séparatif et le remplacement des dégrilleurs fin du réseau unitaire. Cette réalisation s'inscrit dans le cadre des actions majeures à mener pour l'amélioration du fonctionnement du système d'assainissement de Marseille et de la qualité de ses milieux aquatiques.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 4 289 290 euros HT avec une base de calcul pour l'Agence de l'Eau porté à 4 050 000 euros HT

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>ORGANISMES SOLLICITES</b>	<b>TAUX SOLLICITES</b>	<b>MONTANTS SOLLICITES</b>
Agence de l'Eau RMC	26 %	1 053 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	74 %	2 997 000,00 euros

L'Agence de l'Eau se propose de faire une avance à la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 2 974 320,00 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER 005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse du 13 décembre 2013 ;
- La délibération AGER 002-608/13/CC portant sur l'approbation du choix de la Société d'Exploitation du Réseau d'Assainissement Marseille pour l'exploitation du service public d'assainissement zone centre du 31 octobre 2013;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans le cadre du contrat d'agglomération, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet «Réhabilitation des prétraitements Géolide ».

**Délibère**

### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, des communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de l'Agence de l'Eau, de l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme

susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

La recette sera constatée au Budget annexe Assainissement 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F130 - Code gestionnaire : 3DEAAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 004-2628/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de servitude de tréfonds, parcelle cadastrée section D n°1021, autorisant le passage d'une canalisation d'eaux usées dans le secteur Pont Royal Sud, pour le raccordement du Centre de Formation des Apprentis en Travaux Publics à Mallemort MET 17/4612/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre le raccordement au réseau public des eaux usées du CFA Régional TP PACA installé sur le secteur Pont Royal Sud à Mallemort, une interconnexion a été réalisée par la pose d'une conduite située en partie en propriété privée.

L'établissement de servitude de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'évacuation des eaux usées sur la parcelle cadastrée section D n°1021, est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et éviter toutes dégradations.

Le CFA Régional TP PACA est titulaire du bail emphytéotique signé avec la commune de Mallemort, agissant en tant que propriétaire de la parcelle cadastrée secteur D n° 1021, sur le secteur Pont Royal Sud, constituant le Fonds Servant.

En vertu de la décision communautaire n°157/15 en date du 16 septembre 2015 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopole Provence, approuvant la signature de la convention de servitude de tréfonds avec le Centre de Formation TP-CFA-PACA en présence de la Commune de Mallemort, la convention de servitude de tréfonds établie a été notifiée au propriétaire le 28 septembre 2015 avant établissement de l'acte notarié et enregistrement au service de publicité foncière. Cette convention fixe les conditions dans lesquelles les emprises nécessaires seront mises à disposition de la Collectivité par le propriétaire.

Il est nécessaire à présent d'autoriser la signature de l'acte notarié finalisant cette servitude et de procéder à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°157/15 du 16 septembre 2015 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de finaliser la procédure d'établissement de la servitude de tréfonds de l'extension du réseau d'eaux usées situé sur la Commune de Mallemort, secteur Pont-Royal Sud.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la réitération par acte authentique, de la servitude de tréfonds constituée sur la parcelle cadastrée n° D 1021, à Mallemort.

#### **Article 2 :**

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la finalisation de cette servitude de tréfonds.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 du Budget Annexe Eau Potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 005-2629/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de servitude de tréfonds, parcelles cadastrées section F n°985, 598 et 599, autorisant le passage de canalisations d'eaux usées, pour le raccordement au réseau public d'assainissement du Quartier La Ferrage à Alleins  
MET 17/4613/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre le raccordement du Quartier La Ferrage situé au Nord-Ouest de la commune d'Alleins, la pose d'un réseau public d'assainissement des eaux usées et ouvrages annexes a été réalisée en partie en propriété privée.

L'établissement de servitude de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'évacuation des eaux usées sur la parcelle cadastrée section F n°985, 598 et 599, est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et éviter toutes dégradations.

L'Association Syndicale Autorisée (ASA) la Compagnie de Craponne, se substituant en vertu de l'article IV de ses statuts à l'Œuvre Générale de Craponne, est seule titulaire des parcelles cadastrées secteur F n° 985, 598 et 599, dans le Quartier La Ferrage à Alleins, constituant le Fonds Servant.

En vertu de la délibération Communautaire n°193/07 en date du 26 juin 2007 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence approuvant la signature de la convention de servitude de tréfonds avec l'ex Œuvre Générale de Craponne, la convention

de servitude de tréfonds établie a été notifiée au propriétaire le 3 décembre 2007 avant établissement de l'acte notarié, et enregistrement au service de publicité foncière. Cette convention fixe les conditions dans lesquelles les emprises nécessaires seront mises à disposition de la Collectivité par le propriétaire.

Il est nécessaire à présent d'autoriser la signature de l'acte notarié finalisant cette servitude et de procéder à l'enregistrement au service de la publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence n°193/07 du 26 juin 2007 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de finaliser la procédure d'établissement de la servitude de tréfonds de l'extension du réseau d'eaux usées situé sur la Commune d'Alleins, Quartier La Ferrage.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la réitération par acte authentique, de la servitude de tréfonds constituée sur les parcelles cadastrées n° F 985, 598 et 599, à Alleins.

#### **Article 2 :**

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la finalisation de cette servitude de tréfonds.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 du Budget Annexe Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 006-2630/17/BM**

■ **Approbation de conventions de servitude de tréfonds, parcelles cadastrées section A n°2, n°385 et n°386, autorisant le passage des canalisations d'eau potable et de transfert d'eaux usées permettant l'exploitation de la station d'épuration du quartier Cazan à Vernègues**  
**MET 17/4614/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre l'exploitation de la station d'épuration du quartier Cazan, commune de Vernègues, un transfert des effluents de l'ancienne station vers l'actuelle, ainsi qu'une adduction d'eau ont été réalisés par la pose de conduites situées en partie en propriété privée.

L'établissement de servitude de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'amenée d'eau potable et de la conduite de transfert des effluents d'eaux usées sur les parcelles cadastrées section A n°2, n°385 et n°386 est nécessaire afin d'assurer l'accès aux canalisations, leur entretien ou leur réparation et éviter toutes dégradations.

Madame Isabeau Arena (née Medawar), est seule propriétaire des parcelles cadastrées secteur A n°2 et n°385, Monsieur et Madame Gilbert Orjubin, Monsieur Stéphane Orjubin, et Madame Manon Pereira (née

Orjubin), sont propriétaires indivis de la parcelle cadastrée secteur A n°386, dans le quartier Cazan sur la commune de Vernègues, constituant les Fonds Servant.

En vertu de la délibération n°304/07 du 11 décembre 2007 du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopoie Provence déléguant à son Président la décision de constitutions de servitudes de tréfonds, les conventions de servitude de tréfonds établies ont été notifiées aux propriétaires le 25 avril 2008 (pour les parcelles cadastrées section A n°2 et n°385) et le 16 mai 2008 (pour la parcelle cadastrée section A n°386) avant établissement de l'acte notarié, et enregistrement au service de publicité foncière. Ces conventions fixent les conditions dans lesquelles les emprises nécessaires seront mises à disposition de la Collectivité par les propriétaires.

Afin de finaliser la procédure il est nécessaire d'autoriser la signature de l'acte notarié et de procéder à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopoie Provence n°304/07 du 11 décembre 2007 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de finaliser la procédure d'établissement de la servitude de tréfonds pour les réseaux desservant la station d'épuration située sur la Commune de Vernègues Quartier Cazan.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la réitération par acte authentique, des servitudes de tréfonds constituées sur les parcelles cadastrées A n°2, A n°385 et A n°386 sur la Commune de Vernègues.

##### **Article 2 :**

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la finalisation de ces servitudes de tréfonds.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 des Budgets Annexes Eau Potable et Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 007-2631/17/BM**

##### **■ Approbation d'une convention de gestion du périmètre de protection immédiate n°2 de la station de potabilisation des Aubes à Salon-de-Provence MET 17/4615/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vue d'assurer la protection de la qualité de l'eau destinée à l'alimentation humaine, le Code de la Santé prévoit qu'un arrêté de déclaration d'utilité publique détermine autour du point de prélèvement un Périmètre de Protection Immédiate (PPI) dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété.



L'article L1321-2 du Code de la Santé publique, modifié par la loi 201-788 du 12 juillet 2010 dispose que, lorsque ces terrains situés dans un PPI appartiennent à une collectivité publique, il peut être dérogé à l'obligation d'acquérir ces terrains par l'établissement d'une convention de gestion entre la collectivité publique propriétaire et l'EPCI.

L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2016 autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à traiter et distribuer les eaux provenant du Canal de Craponne à partir de la station de production d'eau potable des Aubes sur la commune de Salon-de-Provence, et notamment son article X, définit comme Périmètre de Protection Immédiate n°2 les parcelles cadastrées section BS sous les numéros 63, 65, 66, 123 et 187.

Ces parcelles, étant la propriété de la commune de Salon-de-Provence, exceptée la parcelle BS 66 qui appartenait déjà à l'ancienne communauté d'agglomération Agglopolo Provence, il est proposé d'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention ci-annexée de gestion du périmètre de protection immédiate n°2 de la station de potabilisation des Aubes, située à Salon-de-Provence.

La Métropole acquittera les contributions et taxes frappant le sol pour la surface ainsi délimitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment son article L1321-2 modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L215-13 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2016 autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à traiter et distribuer les eaux

provenant du Canal de Craponne à partir de la station de production d'eau potable des Aubes sur la commune de Salon-de-Provence, et notamment son article X ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion des parcelles BS 63, 65, 123 et 187 du périmètre de protection immédiate n°2 de la station de potabilisation des Aubes à Salon-de-Provence ci-annexée, à conclure avec la commune de Salon de Provence.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section fonctionnement du Budget Annexe Eau Potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 008-2632/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de gestion des périmètres de protection immédiate des captages d'eau potable de La Cabre à Sénas MET 17/4616/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En vue d'assurer la protection de la qualité de l'eau destinée à l'alimentation humaine, le Code de la Santé prévoit qu'un arrêté de déclaration d'utilité publique détermine autour du point de prélèvement un Périmètre de Protection Immédiate (PPI) dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété.

L'article L1321-2 du Code de la Santé Publique modifié par la loi 2010-788 du 12 juillet 2010, dispose que, lorsque ces terrains situés dans un PPI appartiennent à une collectivité publique, il peut être dérogé à l'obligation d'acquérir ces terrains par

l'établissement d'une convention de gestion entre la collectivité publique propriétaire et l'EPCI.

L'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique des captages d'eau potable de la Cabre à Sénas, du 15 janvier 2007, définit 2 périmètres de protection immédiate sur les parcelles cadastrées CD 0024 (#1 - 2440m<sup>2</sup>) et CD 0029 (#2 - 1730m<sup>2</sup>).

Ces parcelles étant la propriété de la commune de Sénas, il est proposé d'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention ci-jointe de gestion des périmètres de protection immédiate des captages d'eau du secteur de La Cabre situés à Sénas.

Cette convention n'induit pas de contribution financière. La Métropole acquittera les contributions et taxes frappant le sol pour la surface ainsi délimitée. Les charges d'exploitation et d'entretien du périmètre de protection et des forages sont déjà assurées par son délégataire APE filiale de la SEM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment son article L1321-2 modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L215-13 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral en date du 15 janvier 2007 autorisant l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolie Provence à prélever les eaux destinées à l'alimentation en eau potable et déterminant les périmètres de protection du captage situés sur la commune de Sénas, et notamment son article VII ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion des périmètres de protection immédiate des 2 captages d'eau potable du site de La Cabre ci-annexée, à conclure avec la commune de Sénas.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section fonctionnement du Budget Annexe Eau Potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 009-2633/17/BM**

**■ Demande de subventions d'investissement auprès de l'Agence de l'Eau pour le compte de propriétaires d'installations d'assainissement non collectif à réhabiliter et de subventions de fonctionnement dans le cadre de l'animation et la coordination du programme de réhabilitation sur le Territoire du Pays Salonais  
MET 17/4617/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence, outre sa compétence dans le contrôle des installations d'assainissement non

collectif, souhaite aider les propriétaires dont la construction dispose d'une installation d'assainissement polluante soumise à une obligation de réhabilitation en leur permettant de bénéficier des aides de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Dans le cadre de son 10<sup>ème</sup> programme d'intervention "Sauvons l'Eau" (2013-2018), l'Agence de l'Eau attribue des aides financières aux particuliers, aux collectivités maîtres d'ouvrage d'immeuble ainsi qu'aux petites activités économiques qui souhaitent réhabiliter leur dispositif d'assainissement non collectif sur la base d'un forfait de 3 300 € par installation réhabilitée (études et travaux).

Les dispositifs d'assainissement non collectif éligibles sont ceux :

- antérieurs à 1996 et pour lesquels le contrôle du SPANC a identifié une installation « absente », « présentant un danger pour la santé des personnes » ou « présentant un risque avéré de pollution de l'environnement » au sens de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.,
- implantés dans une commune possédant un zonage d'assainissement des eaux usées approuvé.

Ces installations d'assainissement sont recensées lors des contrôles de bon fonctionnement et d'entretien réalisés sur les communes du Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'aide de l'Agence de l'Eau n'est attribuée aux particuliers volontaires que si la collectivité compétente en matière de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif accepte de percevoir ces aides de l'Agence et de les redistribuer aux particuliers concernés dans le cadre de démarches groupées.

Les modalités de reversement des aides aux particuliers sont définies dans une convention de mandat entre l'Agence de l'Eau et la Métropole « relative à l'attribution et au versement des aides à la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectifs attribuées à des tiers » approuvée par délibération du Conseil de la Métropole du 21 septembre 2017.

Il est proposé de lancer une première campagne groupée de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif pour le compte des propriétaires qui font les travaux de réhabilitation sur le Territoire du Pays Salonais portant sur 30 opérations de réhabilitation, soit un montant d'aide de l'Agence de l'Eau de 99 000 € destiné à être intégralement reversé aux bénéficiaires.

Le SPANC du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence assurera pour le compte de l'Agence de l'Eau la réception et l'instruction des dossiers de demande de subvention. Celui-ci animera et coordonnera cette première campagne de réhabilitation.

L'Agence de l'Eau subventionne l'animation réalisée par le SPANC à hauteur de 300 € par installation d'assainissement non collectif réhabilité, soit 9000 € pour 30 installations concernées par cette première campagne.

La présente délibération vise à approuver la demande de subventions auprès de l'Agence de l'Eau susceptible d'apporter sa contribution financière aux propriétaires des installations d'assainissement non collectif à réhabiliter ainsi qu'au SPANC pour son animation et coordination.

Le montant total prévisionnel des subventions apportées à ce programme de réhabilitation est estimé à 108 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	FORFAITS SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « aides financières attribuées aux particuliers concernant la partie travaux et études » en lien avec la réhabilitation leur installation d'assainissement non collectif (ANC)	3 300 € par installation ANC x 30 installations ANC	99 000 euros
Agence de l'Eau RMC « partie animation et coordination » du programme de réhabilitation par le SPANC	300 € par installation ANC x 30 installations ANC	9 000 euros
TOTAL		108 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2224-8 ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment l'article L1331-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté interministériel du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;
- La délibération n° 2016-46 du 30 novembre 2016 de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse modifiant la convention de mandat type ;
- La délibération relative à l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le dispositif d'aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif adoptée par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 21 septembre 2017 et approuvant la convention de mandat avec l'Agence de l'Eau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Considérant l'obligation faite aux propriétaires des dispositifs d'assainissement non collectif défectueux présentant des risques sanitaires et/ou environnementaux d'effectuer des travaux de réhabilitation.
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération de première campagne de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif sur le

Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse pour le compte des propriétaires d'installations d'assainissement non collectif éligibles ainsi que pour l'animation et la coordination du SPANC et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ce programme,

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits en section fonctionnement au Budget Annexe «Assainissement» 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais - Nature : 6718.

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe «Assainissement» 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section fonctionnement - Nature : 7718.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 010-2634/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative aux travaux d'extension et de renforcement de la performance épuratoire de la Station d'Épuration de Sénas  
MET 17/4618/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La gestion et l'adaptation des réseaux d'assainissement des eaux usées est une priorité pour le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'assurer la continuité du service public, protéger la ressource en eau et répondre aux besoins de la population. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre un programme de travaux d'extension et de

renforcement de la performance épuratoire de la station d'épuration de Sénas.

La station d'épuration actuelle de Sénas, située au Nord de la commune a été construite en 1977. En 1998, une extension a permis de faire passer sa capacité de 3000 à 6000 EH. La station de type boues activées est autorisée par arrêté du 26 mars 2004, son exutoire est un canal d'irrigation, le Canal des Alpines. Cette réutilisation des eaux usées contribue à l'équilibre quantitatif de la gestion de l'eau par un principe de réutilisation.

Les performances de rejet de la station sont conformes à l'arrêté préfectoral, toutefois, ses réserves de capacité sont très limitées, moins de 450 équivalent habitant à fin 2016. Par ailleurs, la qualité du rejet actuel ne répond pas complètement à la qualité sanitaire requise pour une réutilisation en irrigation ou arrosage.

Suite à l'analyse de l'évolution de la population et des projets sur la commune soumis à une forte pression de création de logements sociaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais souhaite réaliser une extension de cette station portant sa capacité à 9 500 EH tout en améliorant et fiabilisant la performance épuratoire de la station.

L'estimation du coût prévisionnel pour cette opération s'élève à : 3 000 000 € HT

Ces travaux sont rattachés à l'opération 2017 3 011 03 – STEP, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>ORGANISMES SOLLICITES</b>	<b>DEPENSE SUBVENTIONNABLE</b>  coût hors taxes	<b>TAUX SOLLICITE</b>	<b>MONTANTS SOLLICITES</b>
CONSEIL DEPARTEMENTAL 13 «Fiche 26 – Aide à la gestion de l'eau / Optimiser le traitement des eaux usées»	3 000 000 €	60 %	1 800 000 €
AGENCE DE L'EAU RMC «Equilibre quantitatif de la ressource en eau – réduire les prélèvements – réutilisation de l'eau usée traitée »	3 000 000 €	20 %	600 000 €
METROPOLE AIX- MARSEILLE PROVENCE Territoire du Pays Salonais	3 000 000 €	20 %	600 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017 ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de réaliser les travaux d'extension et de renforcement de la performance épuratoire de la station d'épuration de Sénas,

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Primitif 2017 et

suivants du Budget Annexe « Assainissement » de la Métropole Aix Marseille Provence Territoire du Pays Salonais. Opération : 2017 3 011 03 - Nature : 2031 et 2315.

La recette correspondante sera constatée au Budget Primitif 2018 et suivants du Budget Annexe « Assainissement » de la Métropole Aix Marseille Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement - Nature 1313 et 13111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 011-2635/17/BM**

**■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau relative à une demande de subvention d'investissement pour le financement et de la réalisation d'opérations relatives au Contrat d'Agglomération : "Réhabilitation des regards port de la Pointe Rouge"**  
**MET 17/4878/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER 005-808/13/CC le contrat d'Agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape pourrait être engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de l'opération « Réhabilitation des regards port de la Pointe Rouge » est estimé à

130 410 euros HT avec une base de calcul pour l'Agence de l'Eau porté à 65 205 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	50 %	65 205,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	65 205,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse du 13 décembre 2013 ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Que dans le cadre du contrat d'agglomération, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au

projet «Réhabilitation des regards port de la Pointe Rouge ».

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération «Réhabilitation des regards port de la Pointe Rouge» dont l'aide s'élève à 65 205 € HT.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

#### **Article 3 :**

La recette sera constatée au Budget annexe Assainissement 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F110 - Code gestionnaire : 3DEAAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 012-2636/17/BM**

**■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau relative à une demande de subvention d'investissement pour le financement et la réalisation d'opérations relatives au Contrat d'Agglomération : "Protection des zones de baignade (Prophète), réhabilitation du système d'assainissement"**  
**MET 17/4881/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 13 décembre 2013, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération AGER 005-808/13/CC le contrat d'Agglomération avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme de travaux du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'adapter le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille à ce nouveau cadre réglementaire dont une première étape pourrait être engagée sur la période 2014-2018.

Elle a également inscrit certaines opérations d'amélioration dans le contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement du Secteur Centre. Néanmoins, les travaux et études envisagés sont très onéreux.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 185 millions d'euros HT dont 62 millions d'euros inclus dans le contrat de Délégation

de Service Public de l'Assainissement de la Zone Centre.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de l'opération « Protection des zones de baignade (Prophète), réhabilitation du système d'assainissement » est estimé à 136 500 euros HT avec une base de calcul pour l'Agence de l'Eau porté à 68 250 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	50 %	68 250,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	68 250,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse du 13 décembre 2013 ;

- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Que dans le cadre du contrat d'agglomération, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet «Protection des zones de baignade (Prophète), réhabilitation du système d'assainissement».

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération «Protection des zones de baignade (Prophète), réhabilitation du



système d'assainissement» dont l'aide s'élève à 68 250,00 € HT.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

#### **Article 3 :**

La recette sera constatée au Budget annexe Assainissement 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 13111 – Sous politique F110 - Code gestionnaire : 3DEAAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 013-2637/17/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de superposition d'affectation d'ouvrage public sur le domaine concédé à EDF pour la prise d'eau de Beauplan à Salon-de-Provence MET 17/4880/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est en charge de la compétence eau potable notamment sur les communes du Territoire du Pays Salonais.

La gestion de la ressource en eau potable est une priorité afin d'assurer la continuité du service public, de protéger la ressource en eau et de sécuriser l'alimentation en eau potable des communes du Territoire. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit la sécurisation de l'alimentation en eau de Salon de Provence et a entrepris un ensemble de travaux visant à déplacer la prise d'eau brute existante sur un réseau d'irrigation de l'ex Œuvre Générale de Craponne, maintenant dénommée Compagnie de Craponne, vers le plan d'eau de Beauplan, domaine public concédé à EDF pour l'exploitation énergétique.

La prise d'eau brute de la Métropole pour l'alimentation de l'usine de potabilisation de Salon aux Aubes a été créée au niveau du plan d'eau de Beauplan propriété d'EDF, au lieu-dit "Pesseguiet" à Salon de Provence et alimente le canal de Craponne. La Compagnie de Craponne détient les droits d'eau alimentant le canal de Craponne auprès d'EDF.

Depuis le 17 mars 2011, l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence est liée par une convention d'achat d'eau à l'ex Œuvre Générale de Craponne et depuis le 21 décembre 2016, la

Métropole Aix-Marseille-Provence est liée pour l'alimentation en eau brute de la station de filtration des Aubes à Salon de Provence par le canal de Craponne pour une durée de 20 ans.

Les ouvrages de la chute hydroélectrique de Salon, y compris les ouvrages du plan d'eau de Beauplan constituent le domaine public de l'État spécialement affecté à la production hydraulique. Ils sont inaliénables et imprescriptibles. Leur occupation temporaire ou définitive par les ouvrages ou pour les travaux sur l'ouvrage public de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'effectuera sans transfert de propriété ou de gestion. Il y a par conséquent superposition d'affectation ou juxtaposition de deux domaines ou ouvrages publics, le fonds les supportant restant affecté à la concession de force hydraulique.

Electricité de France a donné son accord à la réalisation des travaux de la prise d'eau brute dans le plan d'eau de Beauplan par la signature de la convention d'occupation temporaire et implantation d'une nouvelle prise d'eau conclue entre Electricité de France, l'Etat et l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence en date du 06 janvier 2015.

Cette convention couvrait la période relative aux travaux envisagés et prévoyait qu'à la fin des travaux, l'occupation définitive des lieux donnerait lieu à une convention de superposition d'affectation d'ouvrages publics, ce qui fait l'objet du présent rapport.

Aucune redevance pour superposition ou juxtaposition du domaine public tiers et du domaine public hydroélectrique ne sera mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son délégataire.

Il est proposé d'approuver la convention de superposition d'ouvrage public avec Electricité de France et l'Etat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L2123-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention d'achat d'eau entre l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence et l'ancienne Œuvre Générale de Craponne (maintenant dénommée Compagnie de Craponne) signée le 17 mars 2011 ;
- La convention d'occupation temporaire et implantation d'une nouvelle prise d'eau conclue entre Electricité de France, l'Etat et l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence en date du 06 janvier 2015 ;
- L'arrêté préfectoral n°100-2016 CS du 28 décembre 2016 d'autorisation de traitement et distribution de l'eau par la station de production d'eau potable des Aubes à Salon-de-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de signer une convention tripartite de superposition d'affectation d'ouvrage sur le domaine concédé à Electricité De France, pour la prise d'eau de Beauplan à Salon-de-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention tripartite ci-annexée relative à la superposition d'affectation d'ouvrage public tiers sur domaine concédé à Electricité De France à conclure avec Electricité de France et l'Etat.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 014-2638/17/BM**

**■ Demande de subvention d'Investissement relative aux travaux de renouvellement du réseau d'eau potable rue Anatole France à Fos-sur-Mer  
MET 17/4851/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Les fuites sur les réseaux publics d'eau potable constituent une perte économique et nuisent à la qualité du service rendu. Il en ressort que la connaissance du patrimoine est le préalable indispensable à la mise en œuvre d'une gestion durable des services d'eau, qui permet d'optimiser les coûts d'exploitation, d'améliorer la fiabilité des infrastructures et de maintenir un niveau de performance.

Afin d'enrayer le gaspillage de la ressource en eau et d'améliorer le rendement des réseaux de distribution, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle 2 », a imposé de nouvelles obligations aux collectivités organisatrices des services d'eau potable.

L'article L. 2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi modifié par la loi « Grenelle 2 », prévoit que les collectivités compétentes en matière de distribution d'eau potable doivent établir un plan d'actions en cas de rendement du réseau de distribution d'eau potable inférieur aux seuils fixés par décret.

Ainsi, le territoire Istres-Ouest Provence dispose d'un plan d'actions pour chacune des communes de son territoire dont la commune de Fos-sur-Mer. Ces plans d'actions ont fait l'objet d'une délibération du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 (DEA 020-1473/16/CM).

Le rendement du réseau de la commune de Fos-sur-Mer est inférieur aux seuils fixés par décret dans le cadre de la loi Grenelle 2 pour les années 2013, 2014 et 2015.

Le dispositif réglementaire issu de la loi portant engagement national pour la protection de l'environnement (dit Grenelle 2) impose de nouvelles obligations en matière de :

- Connaissance et gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable ;
- Performance du réseau d'eau potable.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de réaliser les travaux suivants sur la commune de Fos-sur-Mer :

- Travaux de renouvellement du réseau d'eau potable Rue Anatole France à Fos-sur-Mer.

La présente délibération vise à approuver toute demande de subvention auprès de nos partenaires

institutionnels et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 98 626,42 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse	30,00 %	29 587,93 €
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	50,00 %	49 313,21 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	19 725,28 €
<b>TOTAL</b>	<b>100,00 %</b>	<b>98 626,42 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 15/12/2016 (DEA 020-1473/16/CM).
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Renouvellement du réseau d'eau potable Rue Anatole France à Fos-sur-Mer » ;

- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de nos partenaires institutionnels ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Eau de la Métropole, opération 2017502700, nature 21531.  
Les recettes seront constatées au budget de la Métropole chapitre 13, natures 1321 et 1323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 015-2639/17/BM**

**■ Demande de subvention d'Investissement relative aux travaux de renouvellement du réseau d'eau potable, rue Capitaine sur la commune de Fos-sur-Mer  
MET 17/4856/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de

partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Les fuites sur les réseaux publics d'eau potable constituent une perte économique et nuisent à la qualité du service rendu. Il en ressort que la connaissance du patrimoine est le préalable indispensable à la mise en œuvre d'une gestion durable des services d'eau, qui permet d'optimiser les coûts d'exploitation, d'améliorer la fiabilité des infrastructures et de maintenir un niveau de performance.

Afin d'enrayer le gaspillage de la ressource en eau et d'améliorer le rendement des réseaux de distribution, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle 2 », a imposé de nouvelles obligations aux collectivités organisatrices des services d'eau potable.

L'article L. 2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi modifié par la loi « Grenelle 2 », prévoit que les collectivités compétentes en matière de distribution d'eau potable doivent établir un plan d'actions en cas de rendement du réseau de distribution d'eau potable inférieur aux seuils fixés par décret.

Ainsi, le territoire Istres-Ouest Provence dispose d'un plan d'actions pour chacune des communes de son territoire dont la commune de Fos-sur-Mer. Ces plans d'actions ont fait l'objet d'une délibération du Conseil

de la Métropole en date du 15/12/2016 (DEA 020-1473/16/CM).

Le rendement du réseau de la commune de Fos-sur-Mer est inférieur aux seuils fixés par décret dans le cadre de la loi Grenelle 2 pour les années 2013, 2014 et 2015.

Le dispositif réglementaire issu de la loi portant engagement national pour la protection de l'environnement (dit Grenelle 2) impose de nouvelles obligations en matière de :

- Connaissance et gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable ;
- Performance du réseau d'eau potable.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de réaliser les travaux suivants sur la commune de Fos-sur-Mer :

- Travaux de renouvellement du réseau d'eau potable Rue Capitaine à Fos-sur-Mer.

La présente délibération vise à approuver toute demande de subvention auprès de nos partenaires institutionnels et à signer tous les documents y afférents .

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 274 334,49 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse	30,00 %	82 300,35 €
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	50,00 %	137 167,24 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	54 866,90 €
<b>TOTAL</b>	<b>100,00 %</b>	<b>274 334,49 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 15/12/2016 (DEA 020-1473/16/CM).
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Renouvellement du réseau d'eau potable Rue Capitaine à Fos-sur-Mer » ;
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de nos partenaires institutionnels ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget Eau de la Métropole, opération 2017502700, nature 21531. Les recettes seront constatées au budget de la Métropole chapitre 13, natures 1321 et 1323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 016-2640/17/BM**

**■ Approbation d'un avenant à l'annexe de la convention de collecte séparée des textiles, linge et chaussures (T.L.C.) conclu avec l'éco-organisme EcoTLC  
MET 17/4468/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

EcoTLC est un éco-organisme dédié aux Textiles d'habillement, Linge de maison et Chaussures (T.L.C.) destinés aux ménages suite à la création d'une filière à R.E.P. (Responsabilité Elargie du Producteur) sur ces produits.

En mai 2014, cette société privée à but non lucratif, a reçu un nouvel agrément des pouvoirs publics pour la période 2014-2019 par la convention n°5000001328.

Les actions d'EcoTLC sont les suivantes :

- Percevoir les éco-contributions des metteurs en marché de TLC (distributeurs,

importateurs, donneurs d'ordre et fabricants assujettis);

- Conventionner avec les opérateurs de tri et leur permet ainsi de pérenniser ou développer leur activité, favorise l'embauche, notamment des personnes en difficulté au regard de l'emploi;
- Soutenir les collectivités territoriales au titre des actions de communication, pour sensibiliser les citoyens au tri des textiles d'habillement, linge de maison et chaussures;
- Accompagner le développement de nouveaux débouchés pour les produits en sortie de tri en finançant des projets de R&D, sélectionnés annuellement;
- Encourager le développement de produits éco-conçus.

Cet éco-organisme a conclu avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui ont précédé la Métropole Aix-Marseille-Provence des conventions de collecte séparée des T.L.C.

En outre, ce dernier apportait à chacune des structures concernées des soutiens financiers liés à la communication.

La création au 1er janvier 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence implique de redéfinir le cadre juridique de ce partenariat et d'étendre le périmètre aux 92 communes dont la commune de Marseille comptée pour 16 arrondissements, soit un total de 107 communes.

A cet effet, il convient donc d'approuver la conclusion d'un avenant à l'annexe entre la Métropole Aix-Marseille Provence et EcoTLC. Cet avenant reprendra l'ensemble des engagements précédents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- La convention type collectivité n°5000001328 du 16 mai 2014 entre Eco TLC et Marseille Provence Métropole.
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il y a lieu de prendre acte de la modification de l'annexe à la convention n°5000001328, qui acte l'étendu du périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de conclure un avenant avec EcoTLC.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant, ci-annexé, à l'annexe de la convention n°5000001328, conclu avec l'organisme agréé EcoTLC relatif aux textiles, linge et chaussures.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 017-2641/17/BM**

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition de contenants pour l'enlèvement des capsules de café en aluminium avec la société SUEZ RV France  
MET 17/4649/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le développement des machines à café utilisant des capsules a eu pour conséquence de générer un déchet spécifique supplémentaire qu'il convient, dans la mesure du possible, d'extraire des ordures ménagères pour lui appliquer un traitement en vue de sa valorisation.

Certains types de capsules à café contiennent de l'aluminium. Après extraction du marc de café, ce matériau peut être recyclé et réutilisé sous différentes formes.

Afin de faciliter le développement de cette collecte qui contribue à la diminution du volume des ordures ménagères non recyclées, il apparaît souhaitable de contribuer à la récupération de ces produits en développant les points de collecte sur les déchèteries de la collectivité.

En effet, les usagers apprécient de pouvoir déposer leurs capsules de café contenant de l'aluminium sur les centres d'apports volontaires en même temps que leurs autres déchets. Cela permet ainsi de limiter les déplacements en évitant de se rendre sur des points de collecte spécifiques créés à l'initiative des sociétés qui commercialisent ces produits.

La société SUEZ RV France assure la mise en place gratuite de contenants spécifiques pour le stockage de ce déchet et assure leur enlèvement et leur transport vers les filières de recyclage agréées.

En conséquence, il convient d'approuver l'équipement des déchèteries de la Métropole Aix-Marseille-Provence en contenants spécifiques pour assurer la collecte des capsules de café contenant de l'aluminium en vue de leur recyclage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-011//16/CM du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il est nécessaire de contractualiser avec la société SUEZ France RV pour la mise en place gratuite de contenants de stockage pour la collecte des capsules de café contenant de l'aluminium et leur enlèvement

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société SUEZ France RV pour la mise à disposition de contenants pour le stockage des capsules de café contenant de l'aluminium et leur enlèvement

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 018-2642/17/BM**

#### **■ Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Onyx Méditerranée MET 17/4748/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 21 mars 2017 au 3 avril 2017, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie du centre-ville de Marseille (1er/4ème /5ème/6<sup>ème</sup> et 7ème arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société Onyx Méditerranée de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers. Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

Il convient de régler par un protocole transactionnel les prestations exécutées par la société Onyx Méditerranée s'élevant à un montant de 24 783 euros TTC, résultat d'un abatement consenti par l'entreprise de 18,26 % sur le prix de la prestation.

Une première délibération DEA 014-2232/17/BM a été approuvée par le Bureau de la Métropole lors de sa séance du 13 juillet 2017. Toutefois celle-ci est entachée d'erreur dans la mesure où elle approuvait un protocole transactionnel avec Veolia Propreté Marseille alors que les prestations ont été réalisées par Onyx Méditerranée. Cette délibération qu'il convient d'abroger n'a cependant pas été suivie d'effet, le protocole rattaché n'ayant pas été signé. n'a

cependant pas été suivie d'effet, le protocole rattaché n'ayant pas été signé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient d'indemniser la société Onyx Méditerranée pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.
- Que la délibération n° DEA 014-2232/17/BM doit être abrogée.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération DEA 014-2232/17/BM du 13 juillet 2017.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le recours à une procédure transactionnelle avec la société Onyx Méditerranée, afin de régler les prestations réalisées (hors marché) par celle-ci et exécutées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

### **Article 3 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé conclu avec la société Onyx Méditerranée.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

### **Article 5 :**

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la Société Onyx Méditerranée est fixée pour solde de tout compte à 24 783 euros TTC.

### **Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets 2017 du Territoire de Marseille Provence - Sous politique G110 – Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 019-2643/17/BM**

#### **■ Demande de subventions pour la construction d'une nouvelle déchèterie à Venelles MET 17/4753/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses Territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Avec plus de 11.000 tonnes de déchets collectés en 2016, la déchèterie de Venelles est l'un des sites les plus fréquentés du Territoire du Pays d'Aix, et ce malgré une ergonomie mal adaptée à l'accueil du public (plate formes en « cul de sac »...). De plus, les terrains d'assise de l'actuelle déchèterie sont intéressants pour y aménager des infrastructures de transport d'envergure pour le territoire (Métro Express, voie de dérivation du passage à niveau...). C'est pourquoi, il a été étudié la construction d'une nouvelle installation sur des terrains communaux situés à proximité immédiate de la station d'épuration nord de la commune.

Le programme de travaux correspond à la création d'une nouvelle déchèterie sur les parcelles identifiées,

contiguës à la station d'épuration, dimensionnée au regard de la fréquentation rencontrée, dans le respect des exigences réglementaires, en intégrant les contraintes des parcelles mises à disposition par la commune (tout ou partie des parcelles BO132, 187, 188 et 66) et notamment le risque inondation.

Les investissements, nécessaires à la création de la déchèterie de Venelles ont été estimés à 1.050.000€HT. Les grandes lignes du programme technique des travaux sont les suivantes :

- Mise en œuvre des travaux de terrassements et de Génie Civil afin de réaliser la plate-forme de réception des déchets ;
- Création des réseaux secs et humides ;
- Construction d'une chaussée adaptée à la circulation des Poids Lourds en partie basse et des Véhicules Légers en partie haute ;
- Mise en place des dispositifs anti-chute réglementaires ;
- Sécurisation de l'accès ;
- Édification du local gardien ;
- Réalisation des aménagements nécessaires à l'insertion du site dans son environnement.

Ces estimations reposent sur l'étude de définition menée en 2017 par les services de la Direction Opérationnelle Traitement du Territoire du Pays d'Aix et confiée au cabinet d'études EODD Ingénieurs Conseils.

En amont des travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence lancera une consultation afin de choisir un maître d'œuvre dont les missions seront :

- de détailler la conception et le chiffrage du projet ;
- de proposer des aménagements conformes aux spécifications édictées par l'Architecte des Bâtiments de France ;
- de déposer le dossier de permis de construire et les dossiers réglementaires (déclaration ICPE, dossier d'incidence NATURA 2000...) nécessaires à la réalisation du projet ;
- de préparer la consultation des entreprises pour les marchés de travaux ;
- d'assurer le suivi des travaux et la réception des ouvrages.

En parallèle à cette mission de maîtrise d'œuvre, et notamment au moment des travaux, la Métropole Aix-Marseille-Provence devra également s'attacher la compétence d'un Contrôleur Technique et d'un Coordinateur en matière de sécurité et de prévention de la santé (CSPS).

La prestation de maîtrise d'œuvre, complétée de la mission de Contrôle Technique et Mission SPS a été estimée à 100.000€HT.

Par conséquent, les estimations relatives à la réalisation des travaux de construction de la nouvelle déchèterie de Venelles (missions de Maîtrise d'œuvre et de Contrôle Technique et travaux) sont les suivantes :



- 100.000€HT pour les missions de Maîtrise d'œuvre et de Contrôle Technique ;
- 1.050.000€HT pour les travaux de requalification ;
- soit 1.150.000€HT au total.

Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Consultation pour le choix d'un Maître d'œuvre : début 2018
- Début de la Mission de Maîtrise d'œuvre : été 2018 ;
- Dépôt du Dossier de Permis de Construire et du dossier ICPE : automne 2018 ;
- Obtention du permis de construire et de l'autorisation préfectorale d'exploiter au titre des ICPE : début 2019 ;
- Démarrage des travaux : été 2019 ;
- Fin des travaux : fin 2019.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Sur la base du programme de travaux envisagé et du chiffrage associé, il est proposé le plan de financement prévisionnel suivant :

**Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel de dépenses:**

Selon les lois NOTRE et MAPTAM, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

<b>CONSTRUCTION NOUVELLE DECHETTERIE VENELLES</b>		
<b>ORGANISMES SOLLICITES</b>	<b>TAUX SOLLICITES</b>	<b>MONTANTS SOLLICITES (€HT)</b>
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aide aux communes »	40%	460.000€
ADEME	20%	230.000€
Région	20%	230.000€
Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix	20%	230.000€
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>1.150.000€</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A242 en date du 11 décembre 2014 portant sur la création de l'Autorisation de Programme n°173 relative aux opérations de travaux sur les déchèteries du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Construction d'une nouvelle déchèterie à Venelles.

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de l'Ademe et du Conseil Régional PACA ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent sur la base du montant du programme d'achat et du plan de financement associé, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires aux dépenses d'investissement seront inscrits au Budget Annexe du Service Prévention et Élimination des Déchets (SPED) du Territoire du Pays d'Aix. Autorisation de Programme (AP) 110 : Création de nouvelles déchèteries – Fonction 7213 – Nature : imputations multiples.

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe SPED du Territoire du Pays d'Aix, section d'investissement – Fonction 7213 – Nature 1313 et 1328.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 020-2644/17/BM**

#### **■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Ville de Marseille pour le paiement des prestations relatives à la propreté des plages de Marseille par la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5052/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par la convention n° 2017-81202 (référéncée 17/0135 pour AMP) actée par délibération n° DEA 006-1263/16/BM au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016, la Ville de Marseille a confié à la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'entretien et le nettoyage des plages de Marseille pour un montant total annuel de 1 033 745 € TTC, faisant suite à la convention précédente, arrivée à échéance le 1er octobre 2016.

Ladite convention, bien que notifiée le 21 février 2017, a commencé à être exécutée dès le 2 octobre 2016, afin d'assurer la continuité du nettoyage des plages de Marseille.

Il y a donc lieu d'assurer le règlement des prestations exécutées hors convention par la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 2 octobre 2016 jusqu'au 21 février 2017 par la voie transactionnelle.

Les parties sont parvenues à un accord au terme duquel la Ville de Marseille reconnaît que les prestations de nettoyage des plages de Marseille ont été effectuées entre le 2 octobre 2016 et le 21 février 2017, date à laquelle la convention est devenue exécutoire et ce pour un montant de 405 000 € TTC (quatre cent cinq mille euros toutes taxes comprises).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits.
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEA 006-1263/16/BM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation de la convention avec la Ville de Marseille pour la gestion des plages de Marseille par la Métropole.

### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient d'indemniser la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les prestations de nettoyage des plages réalisées du 2 octobre 2016 au 21 février 2017.
- Qu'il convient d'autoriser le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence à signer le protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de nettoyages des plages réalisées du 2 octobre 2016 au 21 février 2017.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le recours à une procédure transactionnelle avec la Ville de Marseille afin de procéder au paiement des prestations de nettoyages des plages réalisées du 2 octobre 2016 au 21 février 2017.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé conclu avec la Ville de Marseille.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

### **Article 4 :**

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence est fixée pour solde de tout compte à 405 000 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 021-2645/17/BM**

#### **■ Approbation de l'avenant 1 à l'annexe 1 de la convention 17/0135 relative à la gestion de la propreté des plages de Marseille par la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/5074/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015. Elle exerce de plein droit, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place des Communautés d'agglomérations et Communauté Urbaine, les compétences énumérées à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il en est ainsi pour l'entretien des plages de Marseille concédées par l'État au bénéfice de la Ville de Marseille, et relevant donc de ses compétences, mais dont la propreté s'effectue grâce aux moyens des services du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Plusieurs délibérations entre la Ville de Marseille et l'ex Communauté urbaine MPM, ont acté la prise de la gestion de la propreté et l'entretien des plages de Marseille par les services communautaires, dans le cadre de conventions de prestations de services.

C'est dans ce contexte, que la convention n° 17/0135 (délibération n° DEA 006-1263/BM approuvée en Bureau de Métropole du 15 décembre 2016) a été approuvée entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cependant une erreur matérielle est apparue dans l'annexe 1 de cette convention « entretien annuel des plages » relative au détail du coût de la prestation, ladite erreur engendre des difficultés quant au paiement par la Ville de Marseille des prestations exécutées pour son compte par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Un avenant s'avère donc nécessaire afin de corriger cette erreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole
- La délibération n° DEA 006-1263/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant une convention (référéncée 17/0135) avec la Ville de Marseille pour la gestion des plages de Marseille par la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de corriger l'erreur matérielle au sein de l'article 1 « Coût de personnel » de l'annexe 1 « entretien annuel des plages » de la convention 17/0135 relative à la gestion des la propreté des plages de Marseille par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant 1 à l'annexe 1 « entretien annuel des plages » de la convention 17/0135, ci-annexé et ayant pour objet de corriger une erreur matérielle.

## **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Mer, Littoral et  
Ports, protection et mise en  
valeur des espaces maritimes et  
naturels"***  
\*\*\*\*\*

**MER 001-2646/17/BM**

■ **Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de baie de Marseille : "Equipement et mise aux normes de l'aire technique du port neuf de La Ciotat"**  
**MET 17/4650/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le contrat de baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme

d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain marseillais.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 151 000,00 € HT, est le suivant :

<b>ORGANISMES SOLLICITES</b>	<b>TAUX SOLLICITES</b>	<b>MONTANTS SOLLICITES</b>
Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	30 %	45 300,00 euros
Conseil Régional PACA	20 %	30 200,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	75 500,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance ;
- Que dans le cadre du contrat de baie, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet «Équipement et mise aux normes de l'aire technique du port neuf de La Ciotat».

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

La recette sera constatée au Budget annexe Ports de Plaisance 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1311 – Sous politique B220 - Code gestionnaire : 5DIPOR – n° Autorisation de Programme : 2013111703.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **MER 002-2647/17/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative à la : "Réhabilitation des aires techniques du port de plaisance de Sausset-les-Pins"**

**MET 17/4647/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le contrat de baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain marseillais.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 582 420,00 € HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	30 %	174 726,00 euros
Direction Inter Régionale de la Mer – DIRM	3,09%	18 000,00 euros
Conseil Régional PACA	20 %	116 484,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	46,91 %	273 210,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance ;
- Que dans le cadre du contrat de baie, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet «Réhabilitation des aires techniques du port de plaisance de Sausset-les-Pins».

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la Direction Inter Régionale de la Mer, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

La recette sera constatée au Budget annexe Ports de Plaisance 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1311 – Sous politique B220 - Code gestionnaire : 5DIPOR – n° Autorisation de Programme : 2013111705.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## **Commission "Culture et sport, grands événements métropolitains"**

\*\*\*\*\*

**CSGE 001-2656/17/BM**

**■ Approbation d'un protocole transactionnel  
relatif au marché avec l'entreprise Masfer dans le  
cadre de la construction de la médiathèque  
intercommunale à Pertuis sur le Territoire du Pays  
d'Aix  
MET 17/4761/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction de la médiathèque intercommunale à Pertuis (84), la CPA, aujourd'hui intégrée à la Métropole, a conclu un marché de travaux avec l'entreprise MASFER pour l'exécution des travaux du lot n°12 « Serrurerie » pour un montant de :

- pour la tranche ferme de 329 846,49 € HT, soit 395 815,79 € TTC,  
- pour la tranche conditionnelle de 9 149,00 € HT, soit 10 978,80 € TTC,  
- pour un total toutes tranches confondues de 338 995,49 € HT, soit 406 794,59 € TTC.

Le Décompte Général a été notifié à la société MASFER le 26 mai 2017 pour un solde de 0,00 € HT, dont 14 701,56 € HT de révision de prix négative.

L'entreprise a présenté un mémoire en réclamation le 19 juin 2017, demandant rémunération pour les travaux supplémentaires utiles, indispensables, non contestés, régularisés par voie d'ordres de service n°2, 4 et 5 établis par le maître d'œuvre à hauteur de 16 125,70 € HT. Ces ordres de services n'ont été transmis au maître d'ouvrage qu'au moment des réceptions et n'ont pu faire l'objet d'un avenant au marché.

Ces travaux ont été rendus nécessaires par :

– la modification du programme scientifique et culturel de la médiathèque ;

– les demandes du contrôleur technique (modification structurelle).

Après analyse du mémoire par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, il s'avère que le règlement d'une partie des travaux est justifié.

Après négociation entre les parties et dans leur intérêt réciproque, il est proposé de régler à l'amiable cette réclamation sur un montant négocié de 10 749,00 € HT, moins les révisions de prix concernant ces travaux d'un montant négatif de 247,23 € HT, sous la

forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil afin d'éviter ainsi toute procédure contentieuse, l'entreprise renonçant, par ailleurs, de façon expresse à toute autre demande d'indemnisation.

Il est donc proposé d'accorder une indemnité à l'entreprise de 10 501,77 € HT, sachant que ce protocole vaudra solde de tout compte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment ses articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la Commande Publique ;
- La délibération 2014\_B093 du Bureau communautaire du 20 février 2014 approuvant le marché de travaux n° 2013M146 de la société Masfer ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel, ci-annexé, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise MASFER, portant indemnisation de

prestations supplémentaires exécutées dans le cadre du marché de travaux n° 2013M146.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le présent protocole transactionnel.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Autorisation de Programme n°430 au Budget Prévisionnel 2017, dans le cadre de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **CSGE 002-2657/17/BM**

#### **■ Approbation d'un protocole transactionnel relatif à la modification de la délibération approuvant la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby pour la saison 2016/2017 MET 17/4934/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Au vu du résultat de cette étude, la CPA a déclaré, par la délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confié à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;

Une première phase de travaux a permis de livrer en septembre 2014 une tribune de 1.962 places et des espaces de réception de type loges et salon. Cette première phase s'est poursuivie lors de l'été 2015 par la réfection du terrain en gazon naturel et de l'éclairage.

La seconde phase de travaux, initialement programmée pour l'été 2016, devait permettre la finalisation du programme d'aménagement correspondant à la construction de deux tribunes au nord et au sud du terrain et à la réalisation d'un parvis et d'un bâtiment d'accueil en bordure de la route de Galice. Compte tenu de plusieurs contraintes calendaires de réalisation, la livraison de ces ouvrages ne sera effective qu'en septembre 2018.

Par la délibération n°2014\_B394, le Bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 25 septembre 2014 a adopté un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David au profit de la SASP le PARC, renommée depuis SASP Provence Rugby pour la saison 2015/2016.

Par la délibération n°2015\_B769 du Bureau communautaire du 17 décembre 2015, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté un avenant n°1 à cette convention, précisant les termes de la convention de mise à disposition du Stade Maurice David.

La délibération n°2016\_CT2\_340 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 décembre 2016 a renouvelé la convention de mise à disposition et d'utilisation du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby pour la saison 2016/2017.

Compte tenu des ouvrages réalisés lors de la première phase de travaux, le prix de la redevance annuelle pour la mise à disposition du Stade Maurice David à la SASP Provence Rugby a été fixé à 75.000 € pour la saison 2016/2017. Cette somme correspond, d'une part à la mise à disposition du terrain en gazon naturel, de la piste d'athlétisme et de certains locaux du stade, dans la limite de 1200 heures par an, et d'autre part, aux charges locatives, dépenses classiquement liées aux consommations d'eau, de gaz, d'électricité, de chauffage et de certaines charges.

Cette convention notifiée le 14 avril 2017 a été contestée par la SASP Provence Rugby par courrier du 24 avril 2017 au motif que le montant de la redevance entrainerait un déséquilibre économique important au regard de son budget prévisionnel 2016/2017 dont la charge d'occupation du stade s'élevait initialement à 11.000 €.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé de revoir à la baisse le montant de la redevance à 40.000 € pour la saison 2016/2017 et d'autoriser un échelonnement de paiement sur 5 ans maximum compte tenu des difficultés de trésorerie du club, tel que défini par le protocole transactionnel joint en annexe du présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A150 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du pays d'Aix du 18 juillet 2013 confiant une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan ;
- La délibération n°2013\_A300 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014\_B394 du Bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du pays d'Aix du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David au profit de la SASP le PARC, renommée depuis SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°2015\_B769 du Bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du pays d'Aix du 17 décembre 2015 adoptant un avenant à la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du Stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2016\_CT2\_340 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 décembre 2016 relative à l'approbation du renouvellement de la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby pour la saison 2016/2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé fixant le montant de la redevance d'occupation du stade Maurice David due par la SASP Provence Rugby pour la saison 2016/2017 à 40 000€, payables en 5 ans maximum.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

#### **Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en section de fonctionnement Ligne de crédit 21235 – Chapitre 70 – Fonction 326 – Nature 70388.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **CSGE 003-2658/17/BM**

#### **■ Demande de subvention pour l'informatisation, la réinformatisation et le développement de services numériques innovants de la Médiathèque intercommunale "Les Carmes" située à Pertuis MET 17/4785/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

#### **Descriptif de l'opération**

La Médiathèque Les Carmes va proposer un ensemble de services innovants, inédits en bibliothèque sur le Territoire du Pays d'Aix. L'atelier de fabrication – fablab – va être un espace d'expérimentation, de prototypage qui sera ouvert à tous les publics. Le pôle numérique va orienter ses ateliers vers l'accompagnement des usagers notamment autour de l'e-administration mais également sur d'autres thématiques telles que la cartographie participative, les logiciels libres, la photographie ou la culture numérique. Le portail

documentaire proposera dès l'ouverture de la structure au public un ensemble de services numériques (autoformation, écoute en ligne, vidéo en ligne, encyclopédie). L'espace de travail partagé (coworking) a été identifié comme lieu d'expérimentation par plusieurs pôles de la Métropole Aix-Marseille-Provence, notamment RH, transports, dans le cadre du Plan Déplacement des Agents (PDA). De plus, une démarche concernant l'accessibilité du lieu (signalétique interne, fonds documentaire adapté, portail documentaire) a été lancée.

Enfin l'espace Voir & Entendre va être doté d'équipements performants pour l'écoute de la musique : platine vinyl, chaîne stéréo, fauteuil d'écoute.

### **Objectifs poursuivis**

La Médiathèque Les Carmes s'inscrit dans le territoire du Val de Durance comprenant un bassin de population d'environ 53 000 habitants. Huit communes composent cet ensemble : Venelles, Jouques, Le Puy-Sainte-Réparate, Saint-Estève-Janson, Meyrargues, Saint-Paul-Lez-Durance, La Roque d'Anthéron et Peyrolles.

Chacune de ces communes possède une bibliothèque ou une médiathèque mais la plupart du temps sous-dimensionnée au regard des critères de l'État (0,07 m² par habitant).

Aujourd'hui ces différentes structures n'ont pas de liens formalisés entre elles. Il n'existe pas non plus de réseau de lecture publique (pas de catalogue commun, pas de carte unique).

Le projet scientifique, éducatif, social et culturel de la médiathèque Les Carmes indique que l'un des objectifs majeurs du projet pertuisien est de « mettre en cohérence le territoire du Val de Durance par le développement d'une offre adaptée en documents et en services ».

la Médiathèque les Carmes, de par sa position géographique centrale, se situe au cœur de ce territoire et permet de faire le lien entre le nord du Territoire du Pays d'Aix et le Luberon.

Enfin, la médiathèque des Carmes et le pôle des bibliothèques du Val de Durance qu'elle animera, s'inscrira dans un large réseau de lecture publique, priorité de la politique culturelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Durée de l'opération**

Les matériaux devront être livrés fin 2017 pour une ouverture au public fin janvier 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tout document y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 633 393 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel des travaux de cette opération est le suivant :

<b>ORGANISMES SOLLICITES</b>	<b>MONTANTS SOLLICITES</b>	<b>TAUX SOLLICITES</b>
<b>MÉTROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE</b>	<b>253 357,20 €</b>	<b>40 %</b>
<b>ÉTAT – DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES</b>	<b>316 696,50 €</b>	<b>50 %</b>
<b>CONSEIL RÉGIONAL PACA</b>	<b>31 669,65 €</b>	<b>5 %</b>
<b>CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES DU RHÔNE</b>	<b>31 669,65 €</b>	<b>5 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>633 393 €</b>	<b>100 %</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2007\_A510 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 créant l'Autorisation de Programme n° DI430AP de 8 713 261 euros relative à la construction de la médiathèque intercommunale de Pertuis ;
- La délibération n°2015\_A059 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant l'augmentation de 500 000 € de l'Autorisation de Programme n° DI430AP relative à la construction de la médiathèque intercommunale de Pertuis ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : informatisation et développement de services numériques innovants de la médiathèque Les Carmes située à Pertuis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'État, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de tout

organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

La recette correspondante sera constatée au Budget 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en section d'investissement, Code opération 430 - Nature 132- Fonction 317- Autorisation de Programme N°DI430AP .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**LES DELIBERATIONS**  
**CONSEIL DU 19 OCTOBRE 2017**

---

## METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

### Conseil de Métropole

19 OCTOBRE 2017

---

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 24 octobre 2017 et ce, pour une durée d'un mois.



#### ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Loïc BARAT - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Christian BURLE - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Robert DAGORNE - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Sophie DEGIOANNI - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Marie-France DROPY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Michel LAN - Eric LE DISSÈS - Stéphane LE RUDULIER - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Jean-Marie LEONARDIS - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCIEL - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Danielle MENET - Patrick MENNUCCI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Marie-Claude MICHEL - Danielle MILON - Pierre MINGAUD - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-

CORTI - Jean MONTAGNAC - Yves MORAIN - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

#### ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Guy BARRET représenté par Olivier GUIROU - Patrick BORÉ représenté par Jean-Pierre SERRUS - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Valérie BOYER représentée par Mireille BALLETTI - Gérard BRAMOULLÉ représenté par Maurice CHAZEAU - Marie-Christine CALATAYUD représentée par Michel AZOULAI - Henri CAMBESSEDES représenté par Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Jean-Louis CANAL représenté par Gaëlle LENFANT - Gaby CHARROUX représenté par Marc POGGIALE - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Bernard JACQUIER - Auguste COLOMB représenté par Henri PONS - Sandra DALBIN représentée par Didier PARAKIAN - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - Philippe DE SAINTDO représenté par Irène MALAUZAT - Jean-Claude DELAGE représenté par Yves MORAIN - Sylvaine DI CARO représentée par Alexandre GALLESE - Frédéric DOURNAYAN représenté par Marie-Louise LOTA - Claude FILIPPI représenté par Michel BOULAN - Jean-Christophe GROSSI représenté par Jacques BOUDON - Garo HOVSEPIAN représenté par Jean-Claude MONDOLINI - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Jean-Claude FERAUD - Nicole JOULIA représentée par François BERNARDINI - Robert LAGIER représenté par Georges CRISTIANI - Nathalie LAINE représentée par Bernard DESTROST - Albert LAPEYRE représenté par Xavier MERY - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Muriel PRISCO - Laurence LUCCIONI représentée par Virginie MONNET-CORTI - Bernard MARANDAT représenté par Jeanne MARTI - Bernard MARTY représenté par Gérard POLIZZI - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Pascal MONTECOT représenté par Roland GIBERTI - Roger PELLENC représenté par Robert DAGORNE - Christian PELLICANI représenté par Michel ILLAC - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Bernard RAMOND représenté par Olivier FREGEAC - Julien RAVIER représenté par Isabelle SAVON - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Richard MIRON - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Eliane ISIDORE - Guy TEISSIER représenté par Lionel ROYER-PERREAUT - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER.

## **ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :**

Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI - Jean-Louis BONAN - Frédérick BOUSQUET - Laurent COMAS - Eric DIARD - Hélène GENTE-CEAGLIO - Georges MAURY - Michel MILLE - Patrick PIN - Roland POVINELLI - Eric SCOTTO - Martine VASSAL - Philippe VERAN - Karim ZERIBI.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Finances et  
Administration Générale"**  
\*\*\*\*\*

**FAG 001-2659/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logeo Méditerranée pour le financement de l'opération de construction de 24 logements sociaux "Rue Berthelot" à Marseille 14ème arrondissement  
MET 17/4947/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 24 logements située 1 bis rue Berthelot à Marseille 13014.

Portée par la SA HLM Logeo Méditerranée, cette opération d'un montant total de 3 195 481 € est financée par un emprunt de 2 078 897 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 935 503,65 €.

L'analyse financière de la SA HLM Logeo Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2015, montre que l'actif comptable est égal à 211 545 189 €, le passif réel (dettes) à 156 475 012 €. L'actif net comptable s'élève donc à 55 070 177 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 1 117 318 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65455 en annexe signé entre la SA HLM Logeo Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 078 897 € souscrit par la SA HLM Logeo Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65455.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération de construction de 24 logements collectifs située 1 bis Rue Berthelot à Marseille 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logeo Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logeo Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logeo Méditerranée est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logeo Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logeo Méditerranée.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Logeo Méditerranée, ainsi que toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 002-2660/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 70 logements sociaux "Résidence Bon Secours" située à Marseille 14ème arrondissement MET 17/4942/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 70 logements sociaux située « Résidence Bon Secours », à Marseille, 13014.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société Domicil (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'Unicil.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM Unicil, cette opération, d'un montant total de 800 000 € est financée par un emprunt de 800 000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 360 000 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil (créée comptablement au 1<sup>er</sup> janvier 2017 suite à la fusion de SA HLM Phocéenne d'Habitations, de SNHM, et de Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718 392, un passif réel (dettes) à 977 724 626€. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur

au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 64179 en annexe signé entre la SA HLM Phocéenne d'habitations et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 800 000 € souscrit par la SA HLM Phocéenne d'Habitations, devenue Unicil à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64179.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 70 logements sociaux située « Résidence Bon Secours » à Marseille, 13014.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.



#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 003-2661/17/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 96 logements sociaux "Résidence Le Marignane" située à Marignane**  
**MET 17/4946/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 96 logements sociaux située « Résidence Le Marignane », à Marignane.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société Domicil (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'Unicil.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM Unicil, cette opération, d'un montant total de 1 110 000 € est financée par un emprunt de 1 110 000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la ville de Marignane.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 499 500 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil (créée comptablement au 1<sup>er</sup> janvier 2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne d'Habitations, SNHM, et Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718 392, un passif réel (dettes) à 977 724 626 €. L'actif

net comptable s'élève donc à 411 993 766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493 750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 64180 en annexe signé entre la SA HLM Phocéenne d'Habitations et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 110 000 € souscrit par la SA HLM Phocéenne d'Habitations, devenue Unicil à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64180.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destinée à financer une opération de réhabilitation de 96 logements sociaux située « Résidence Le Marignane » à Marignane.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 004-2662/17/CM**

### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération de réhabilitation de 245 logements sociaux "Encagnane 2" située à Aix-en-Provence MET 17/4834/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 245 logements sociaux « Encagnane 2 » située à Aix-en-Provence.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération, d'un montant total de 5 258.333 € est financée par un emprunt de 3 366.283 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville d'Aix-en-Provence.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 851.455,65 €.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2016, montre que l'actif comptable est égal à 369 553.486 €, le passif réel (dettes) à 253 643.820 €. L'actif net comptable s'élève donc à 115 909.666 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 2 718.219 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 64488 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 366.283 € souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64488.

Ce prêt, constitué d'une ligne du Prêt, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 245 logements sociaux située « Encagnane 2 » à Aix-en-Provence.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de treize logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Famille et Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 005-2663/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA (usufruit) de 15 logements sociaux (11 PLUS - 4 PLAI) "Pey Blanc" située Route d'Eguilles à Aix en Provence MET 17/4875/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA (usufruit) de 15 logements sociaux (11 PLUS - 4 PLAI) « Pey Blanc » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société DOMICIL (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'UNICIL.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 971.527 € est financée par un emprunt de 878.916 € proposé par la Caisse des dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % du Département des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 483.403,80 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil (créée comptablement au 1<sup>er</sup> janvier 2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne d'Habitations, SNHM, et Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €.

L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 63683 en annexe signé entre la SA HLM Phocéenne d'Habitations et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,  
Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 878.916 € souscrit par la SA HLM Phocéenne d'Habitations, devenue Unicil à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 63683.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA (usufruit) de 15 logements collectifs située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence. .

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM UNICIL opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 006-2664/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA (usufruit) de 8 logements sociaux PLS "Pey Blanc" située Route d'Eguilles à Aix-en-Provence  
MET 17/4876/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA (usufruit) de 8 logements sociaux PLS « Pey Blanc » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société Domicil (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'Unicil.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 554.383 € est financée par un emprunt de 554.383 € proposé par la Caisse des dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % du Département des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 304.910,65 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil (créée comptablement au 1<sup>er</sup> janvier 2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne d'habitations, SNHM, et Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 63676 en annexe signé entre la SA HLM Phocéenne d'habitations et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 554.383 € souscrit par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue Unicil à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 63676.

Ce prêt, constitué de deux lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA (usufruit) de 8 logements collectifs située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence. .

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM

Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 007-2665/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux (14 PLUS - 6 PLAI) "Pey Blanc" située Route d'Eguilles à Aix-en-Provence  
MET 17/4877/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux « Pey Blanc » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société Domicil (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'Unicil.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 3 130.968 € est financée par un emprunt de 2 199.388 € proposé par la Caisse des dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie

d'une garantie à hauteur de 45 % du Département des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 209.663,40€.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil (créée comptablement au 1<sup>er</sup> juin 2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne d'Habitations, SNHM, et Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de

vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- Le contrat de Prêt N° 63719 en annexe signé entre la SA HLM Phocéenne d'Habitations et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 199.388 € souscrit par la SA HLM Phocéenne d'Habitations, devenue Unicil à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 63719.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements collectifs située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et

sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 008-2666/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux PLS « Pey Blanc » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence  
MET 17/4896/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux PLS « Pey Blanc » située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société



DOMICIL (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'Unicil.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 1 245.467 € est financée par un emprunt de 959.611 € proposé par la Caisse des dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % du Département des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 527.786,05 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil (créée comptablement au 1<sup>er</sup> janvier 2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne D'habitations, SNHM, et Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;

- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de prêt N° 63681 en annexe signé entre la SA HLM Phocéenne d'Habitations et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 959.611 € souscrit par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue Unicil à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 63681.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements collectifs située 2865 Route d'Eguilles à Aix-en-Provence. .

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

##### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et

jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM UNICIL opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 009-2667/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération de réhabilitation de 168 logements sociaux "La Pourane" située à Meyrargues MET 17/4854/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 168 logements sociaux située « Résidence La Pourane », à Meyrargues.

Portée par la SA HLM FAMILLE ET PROVENCE, cette opération, d'un montant total de 3 686.815 € est financée par un emprunt de 2 520.000 € proposé par de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Meyrargues.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 386.000 €.

L'analyse financière de la SA HLM FAMILLE ET PROVENCE, effectuée à partir de son bilan 2016, montre que l'actif comptable est égal à 369 553.486 €, le passif réel (dettes) à 253 643.820 €. L'actif net comptable s'élève donc à 115 909.666 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 2 718.219 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars

2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 64489 en annexe signé entre la SA HLM FAMILLE ET PROVENCE et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 520.000 € souscrit par la SA HLM FAMILLE ET PROVENCE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64489.

Ce prêt, constitué d'une ligne du Prêt ; est destiné à financer une opération de réhabilitation de 168 logements sociaux située « Résidence La Pourane » à Meyrargues.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM FAMILLE ET PROVENCE dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM FAMILLE ET PROVENCE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM FAMILLE ET PROVENCE est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM FAMILLE ET PROVENCE opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de neuf (9) logements réservés concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM FAMILLE ET PROVENCE.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM FAMILLE ET PROVENCE, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 010-2668/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Neolia pour le financement de l'opération de construction de 2 logements sociaux PLUS "Rue des Marguerites" située à Mimet  
MET 17/4857/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 2 logements sociaux située « Rue des Marguerites » à Mimet.

Portée par la SA HLM Neolia, cette opération d'un montant total de 358.126 € est financée par un emprunt de 271.133 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 50 % de la ville de Mimet.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % soit 135.566,50 €.

L'analyse financière de la SA HLM Neolia, effectuée à partir de son bilan 2015, montre que l'actif comptable est égal à 1 642 614 027 €, le passif réel (dettes) à 1 309 158 764 €. L'actif net comptable s'élève donc à 333 455 263 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 13 856 889 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties

d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- Le contrat de Prêt N° 61100 en annexe signé entre la SA HLM Neolia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 271.133 € souscrit par la SA HLM Neolia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 61100.

Ce prêt, constitué de deux lignes du Prêt, est destiné à financer une opération de construction de deux logements sociaux située « Rue des Marguerites » à Mimet.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM NEOLIA dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM NEOLIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM NEOLIA est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM NEOLIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de zéro logement réservé concernant ladite opération.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Neolia.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Neolia, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 011-2669/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Neolia pour le financement de l'opération de construction de 19 logements sociaux (14 PLUS - 5 PLAI) "Rue de François" située à Gardanne MET 17/4859/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 19 logements sociaux située « Rue de François », à Gardanne.

Portée par la SA HLM Neolia, cette opération, d'un montant total de 2 601.790 € est financée par un emprunt de 1 027.777 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Gardanne.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 565.277,35 €.

L'analyse financière de la SA HLM Neolia, effectuée à partir de son bilan 2015, montre que l'actif comptable est égal à 1 642 614 027 €, le passif réel (dettes) à 1 309 158 764 €. L'actif net comptable s'élève donc à 333 455 263 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 13 856 889 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 64651 en annexe signé entre la SA HLM Neolia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La Lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 027.777 € souscrit par la SA HLM Neolia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64651.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du Prêt, est destiné à financer une opération de construction de 19 logements sociaux située « Rue de François » à Gardanne.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Neolia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Neolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Neolia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts

feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM NEOLIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Neolia.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Neolia, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 012-2670/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM SFHE pour le financement de l'opération de réhabilitation de 62 logements sociaux "Résidence L'Agora des Salyens" située à Vitrolles  
MET 17/4865/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 62 logements sociaux « Résidence L'Agora des Salyens », sur la commune de Vitrolles.

Portée par la SA HLM SFHE, cette opération, d'un montant total de 2 044.284 € est financée par un emprunt de 1 900.000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Vitrolles.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 1 045.000 €.

L'analyse financière de la SA HLM SFHE, effectuée à partir de son bilan 2016, montre que l'actif comptable est égal à 987 224.142 €, le passif réel (dettes) à 757 037.412 €. L'actif net comptable s'élève donc à 230 186.730 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 188.689 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65449 en annexe signé entre la SA HLM SFHE et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 900.000 € souscrit par la SA HLM SFHE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65449.

Ce prêt, constitué d'une ligne du Prêt, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 62 logements collectifs située « Résidence l'Agora des Salyens » à Vitrolles.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

##### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM SFHE dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM SFHE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM SFHE est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM SFHE opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM SFHE.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM SFHE, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 013-2671/17/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM SFHE pour le financement de l'opération de construction de 17 logements sociaux (7 PLUS - 5 PLAI - 5 PLS) "Résidence Versailles" situé Boulevard de l'Egalité à Bouc-Bel-Air  
MET 17/4867/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de construction de 17 logements située Boulevard de l'Egalité à Bouc Bel Air.

Portée par la SA HLM SFHE, cette opération d'un montant total de 2 689.742,60 € est financée par un emprunt de 1 944.563 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Bouc Bel Air.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 1 069.509,65 €.

L'analyse financière de la SA HLM SFHE, effectuée à partir de son bilan 2016, montre que l'actif comptable est égal à 987 224.142 €, le passif réel (dettes) à 757 037.412 €. L'actif net comptable s'élève donc à 230 186.730 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de

biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 188.689 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 63266 en annexe signé entre la SA HLM SFHE et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**



## **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 944.563 € souscrit par la SA HLM SFHE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 63266.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destiné à financer une opération de construction de 17 logements collectifs située Boulevard de l'Egalité à Bouc Bel Air.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM SFHE dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM SFHE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM SFHE est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM SFHE opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM SFHE.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM SFHE, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 014-2672/17/CM**

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux ( 13 PLUS - 7 PLAI) "Domaine de Garance" située Quartier Vesse Nord à Pertuis**  
**MET 17/4868/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements sociaux « Domaine de Garance » située Quartier Vesse Nord à Pertuis.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société Domicil (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'Unicil.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 3 708.706 € est financée par un emprunt de 2 318.273 € proposé par la Caisse des dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Pertuis.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 275.050,15 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil (créée comptablement au 1<sup>er</sup> janvier 2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne d'Habitations, SNHM, et Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €.

L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 64753 en annexe signé entre la SA HLM PHOCENNE D'HABITATIONS et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 318.273 € souscrit par la SA HLM Phocéenne d'Habitations, devenue Unicil à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64753.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 20 logements collectifs située Quartier Vesse Nord à Pertuis.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 015-2673/17/CM**

##### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements sociaux PLS "Domaine de Garance" située Quartier Vesse Nord à Pertuis MET 17/4873/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements sociaux PLS « Domaine de Garance » située Quartier Vesse Nord à Pertuis.

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société Domicil (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'Unicil.

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 783.264 € est financée par un emprunt de 603.023 € proposé par la Caisse des dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Pertuis.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 331.662,65 €.

L'analyse financière de la SA HLM Unicil (créée comptablement au 1<sup>er</sup> janvier 2017 suite à la fusion des SA HLM Phocéenne d'habitations, SNHM, et Domicil) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NORINT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 64759 en annexe signé entre la SA HLM Phocéenne d'habitations et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 603.023 € souscrit par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue Unicil à la suite d'une fusion absorption, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64759.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs située Quartier Vesse Nord à Pertuis. .

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période

sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de zéro logement réservé concernant ladite opération.

**Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Unicil, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 016-2674/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM SFHE pour le financement de l'opération de réhabilitation de 125 logements sociaux "Résidence Les Berges Basses" située à Pertuis MET 17/4863/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation de 125 logements sociaux située « Résidence Les Berges Basses », à Pertuis.

Portée par la SA HLM SFHE, cette opération d'un montant total de 3 305.315 € est financée par un emprunt de 3 000.000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Pertuis.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole-Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 1 650.000 €.

L'analyse financière de la SA HLM SFHE, effectuée à partir de son bilan 2016, montre que l'actif comptable est égal à 987 224.142 €, le passif réel (dettes) à 757 037.412 €. L'actif net comptable s'élève donc à 230 186.730 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 188.689 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 65448 en annexe signé entre la SA HLM SFHE et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 000.000 € souscrit par la SA HLM SFHE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 65448.

Ce prêt, constitué d'une ligne du Prêt, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 125 logements sociaux située « Résidence Les Berges Basses » à Pertuis.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM SFHE dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM SFHE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM SFHE est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM SFHE opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de sept logements réservés concernant ladite opération.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM SFHE.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM SFHE, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 017-2675/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA Promologis pour le financement de l'opération " Les loges de Gaia" située rue de la Cave à Auriol MET 17/4686/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder son engagement en garantie destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements en location accessions (PSLA), dénommée « Les loges de Gaia », située rue de la Cave, à Auriol.

Portée par la SA d'HLM Promologis, cette opération est financée par un emprunt de 650.000 € auprès du Crédit Foncier de France.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100 %, soit 650.000 €.

L'analyse financière de la SA HLM Promologis, dont le siège social est situé au 2 rue du Docteur Sanières, 31007 Toulouse, effectuée à partir du bilan certifié 2015, montre que l'actif comptable est égal à 1 804 296.418 €, le passif réel (dettes) à 1 358 777.836 €.

L'actif net comptable s'élève donc à 445 518.582 €.

Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens

immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur du bilan.

Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 35 040.437 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L.2252-5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation dite "loi Galland" ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi pour les régions, départements et communes ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération du 30 mars 2017 relative à la procédure simplifiée pour les prêts accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

#### **Où il le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

## Délibère

### Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 650.000 € à souscrire par la SA HLM Promologis, auprès du Crédit Foncier de France.

Ce prêt est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de quatre logements en location accession (PSLA), située rue de la Cave à Auriol.

### Article 2 :

Les caractéristiques financières du contrat de prêt à contracter auprès du Crédit Foncier de France sont les suivantes :

➤ *Montant* 650.000 € (six cent cinquante mille euros)

➤ *Durée totale maximale* : **30** ans

#### ➤ **Phase de Mobilisation des fonds**

*Durée* : 2 ans

*Conditions financières* : Tibeur (Euribor) 3 mois (arrondi au 1/100<sup>ème</sup> de point supérieur) + 1,10 % étant précisé que dans l'hypothèse où le Tibeur (Euribor) 3 mois serait inférieur à zéro, le Tibeur (Euribor) 3 mois retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro.

*Echéances* : règlement des intérêts calculés sur les fonds mobilisés

*Périodicité des échéances* : trimestrielle

*Versement des fonds* : en 1 ou plusieurs fois pour un montant minimum de 150.000 € par tirage

#### ➤ **Phase de Consolidation des fonds**

*Durée* : **28** ans soit

- Une période de différé d'amortissement de **5** ans

De leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;

A l'issue de la période de différé d'amortissement de **5** ans, une quotité de 260.000 € maximum pourra être amortie sur la durée résiduelle de **23** ans. Une réduction du montant du prêt de 60 % sera donc obligatoirement appliquée.

Conditions financières :

Taux révisable :

Tibeur (Euribor) **6 ou 12 mois** (arrondi au 1/100<sup>ème</sup> de point supérieur) + 1,10 %, étant précisé que dans l'hypothèse où le Tibeur (Euribor) **6 ou 12 mois** serait inférieur à zéro, le Tibeur (Euribor) **6 ou 12 mois** retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro.

- Une période d'amortissement de 23 ans pour un montant maximum de 260.000 € (deux cent soixante mille euros).

*Amortissement du capital* : progressif ou constant (au choix de l'emprunteur)

*Conditions financières* :

Taux révisable :

Tibeur (Euribor) **6 ou 12 mois** (arrondi au 1/100<sup>ème</sup> de point supérieur) + 1,25 %, étant précisé que dans l'hypothèse où le Tibeur (Euribor) **6 ou 12 mois** serait inférieur à zéro, le Tibeur (Euribor) **6 ou 12 mois** retenu pour le calcul du taux d'intérêts sera réputé égal à zéro.

Option module Taux fixe : possible uniquement à l'issue de la phase de différé d'amortissement, en cas de conservation des biens en patrimoine locatif (location selon les plafonds de loyer et de revenus des locataires applicables en cas de financement en prêt locatif social).

- Taux fixe du moment issu de la cotation proposée par le Prêteur et acceptée par l'Organisme Emprunteur selon modalités prévues au contrat. (durée minimale du module taux fixe : 2 ans)
- A l'issue du module Taux fixe : option entre Taux révisable (voir ci-dessus) ou nouveau module taux fixe

*Périodicité des échéances* : **semestrielle ou annuelle, selon l'index choisi**

#### ➤ **Faculté de remboursement anticipé :**

- *Indemnité de remboursement anticipé*
- En cas de remboursement en cours de module taux fixe : indemnité actuarielle dans le cas où le taux de réemploi du capital remboursé est inférieur au taux en vigueur avec un minimum de 6 mois d'intérêts.
- Pour tous les autres cas de remboursement anticipé volontaire : indemnité de 3 % du capital remboursé par anticipation
- *Frais de gestion* : (dans tous les cas de *remboursement anticipé*) 1 % du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3.000 €.

#### ➤ **Remboursement anticipé obligatoire :**

- Aucune indemnité ne sera perçue à l'occasion des ventes intervenant dans le cadre du dispositif PSLA (levée d'option accession)

### **Article 3 :**

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (phase de mobilisation et phase de consolidation des fonds) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Promologis dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Promologis serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée du Crédit Foncier de France, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM Promologis.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Promologis.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et la SA HLM Promologis, ainsi que tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 018-2676/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme d'HLM Grand Delta Habitat pour la construction de 9 logements sociaux "Les Terrasses de l'Ortolan" à Saint-Savournin MET 17/4687/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder son engagement en garantie destinée à financer une opération de construction de 9 logements sociaux à Saint-Savournin dénommée « Les Terrasses de l'Ortolan ».

Portée par la SA d'HLM Grand Delta Habitat, cette opération est financée par un emprunt de 1 516 594 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 834 126,70 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2252-1 à L.2252-5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation dite "loi Galland" ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les régions, départements et communes ;
- La Loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 018-2676/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de prêt N° 63119 en annexe signé entre la SA HLM Grand delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;



- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 516.594 € souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat, auprès à la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 63119.

Ce Prêt, constitué de quatre Lignes de prêt est destiné à financer une opération de construction de 9 logements sociaux aux Terrasses de l'Ortolan à Saint-Savournin.

Le dit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

Les caractéristiques financières du contrat de prêt constitué de 4 lignes de prêt sont définies comme suit :

	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Montant	241.976 €	108.665 €	782.657 €	383.296 €
<b>Phase de préfinancement</b>				
Durée	De 3 à 24 mois	De 3 à 24 mois	De 3 à 24 mois	De 3 à 24 mois
<b>Phase d'amortissement</b>				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel (1)	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt <b>-0,20%</b>	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt <b>-0,20%</b>	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt <b>+0,60%</b>	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt <b>+0,60%</b>
Profil d'amortissement (2)	Amortissement déduit avec intérêts différés			
Modalités de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances (3)	0 %	0 %	0 %	0 %

**(1) Taux d'intérêt actuariel annuel :** Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.

**(2) Profil d'amortissement :** Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de

l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.

**(3) Taux de progressivité des échéances :** de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A). Révision du taux de progressivité à chaque

*échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

### **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 4 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

### **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

### **Article 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Grand Delta Habitat ainsi que tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 019-2677/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme d'HLM Logirem pour l'acquisition en VEFA de 4 logements sociaux "Les Lys" situé à Auriol MET 17/4966/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder son engagement en garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements sociaux à Auriol dénommée « Les Lys ».

Portée par la SA d'HLM Logirem, cette opération est financée par un emprunt de 157 848 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la commune d'Auriol.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 86 816,40 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les Régions, Départements et les communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du

règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

#### Délibère

##### Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 157 848 € à souscrire par la SA HLM Logirem, auprès à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt, constitué de 2 lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements sociaux située « les Lys » à Auriol.

##### Article 2 :

Les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt sont définies comme suit :

	PLAI	PLAI FONCIER
Montant	58.151€	99.697 €
<b>Phase de préfinancement</b>		
Durée	De 3 à 24 mois	De 3 à 24 mois
<b>Phase d'amortissement</b>		
Durée	40 ans	60 ans
Périodicité	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel (1)	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt <b>-0,20%</b>	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt <b>-0,20%</b>
Profil d'amortissement (2)	Amortissement déduit avec intérêts différés	
Modalités de révision	DL	DL
Taux de progressivité des échéances (3)	0 %	0 %

- (4) **Taux d'intérêt actuariel annuel** : Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.
- (5) **Profil d'amortissement** : Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés.
- (6) **Taux de progressivité des échéances** : de 0% à 0,50% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de

*Prêt en cas de variation du taux du Livret A). Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A.*

##### Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues

par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 4 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de zéro logement réservé concernant la dite opération.

#### **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

#### **Article 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Logirem, le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA HLM Logirem, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 020-2678/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA Phocéenne d'habitations devenue SA d'HLM UNICIL pour l'acquisition en VEFA de 57 logements à Cuges-les-Pins - ZAC des Vigneaux MET 17/4967/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée

pour accorder son engagement en garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 57 logements sociaux à Cuges-Les-Pins dénommée « Zac des Vigneaux ».

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société DOMICIL (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'UNICIL

Ainsi, portée à l'origine par la SA HLM Phocéenne d'habitations, devenue la SA d'HLM UNICIL, cette opération est financée par un emprunt de 5 020 586 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 2 761 322,30 €.

L'analyse financière de la SA HLM UNICIL (créée comptablement au 1<sup>er</sup> janvier 2017 suite à la fusion des SA HLM PHOCENNE D'HABITATIONS, SNHM, et DOMICIL) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;

- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les Régions, Départements et les communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de prêt N° 64779 en annexe signé entre la SA Phocéenne d'Habitations nouvellement SA HLM UNICIL et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 5 020 586 € souscrit par la SA HLM PHOCEENNE D'HABITATIONS, devenue SA HLM UNICIL, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 64779.

Ce Prêt, constitué de 4 Lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 57 logements sociaux située « Zac des Vigneaux » à Cuges-Les-Pins.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM UNICIL dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM UNICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM UNICIL est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM UNICIL opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 6 logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM UNICIL.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM UNICIL ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 021-2679/17/CM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à SA d'HLM UNICIL pour l'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux situé au lieudit des Vigneaux à Cuges-les-Pins  
MET 17/4968/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder son engagement en garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux à (PLS) Cuges-les-Pins dénommée « Zac des Vigneaux ».

Il est à noter en préambule, que les sociétés SA Phocéenne d'Habitations (SIRET 059 800 383 0024) et SA Nouvelle d'HLM de Marseille (SIRET 305 119 950 00031) ont été absorbées par la société DOMICIL (SIRET 573 620 754 00032) le 27 juin 2017, qui a pris la dénomination d'UNICIL.

Ainsi, portée par la SA d'HLM UNICIL, cette opération est financée par un emprunt de 2 416 714 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 329 192,70 €.

L'analyse financière de la SA HLM UNICIL (créée comptablement au 01/01/2017 suite à la fusion des SA HLM PHOCENNE D'HABITATIONS, SNHM, et DOMICIL) effectuée à partir des trois bilans 2016 cumulés, montre un actif comptable égal à 1 389 718.392, un passif réel (dettes) à 977 724.626 €. L'actif net comptable s'élève donc à 411 993.766 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est bénéficiaire de 12 493.750 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les Régions, Départements et les communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de prêt N° 64775 en annexe signé entre la SA Phocéenne d'Habitations nouvellement SA HLM UNICIL et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 416 714 € souscrit par la SA HLM PHOCEENNE D'HABITATIONS, devenue la SA HLM UNICIL, auprès

à la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 64775.

Ce prêt, constitué de 3 Lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 24 logements sociaux (PLS) située « Zac des Vigneaux » à Cuges-Les-Pins.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM UNICIL dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM UNICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM UNICIL est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM UNICIL opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 3 logements réservés concernant ladite opération.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM UNICIL.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM UNICIL ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 022-2680/17/CM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Publique Locale "Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre" pour le financement de travaux d'adaptation réglementaire dans le cadre du programme industriel "Stratobus" situé à Istres MET 17/5030/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer des travaux d'adaptation réglementaire, d'organisation fonctionnelle du hall industriel, et de modification des portes en façade ouest dans le cadre du programme industriel « Stratobus ».

Portée par la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre », cette opération d'un montant total de 10 915 551,00 euros est financée par un emprunt d'un montant total de 3 300 000 euros proposé par la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse.

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % soit 1 650 000 euros.

Pour information, l'activité de la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre » est aujourd'hui exclusivement centrée sur la mise en œuvre du projet de diversification et de développement économique du pôle aéronautique « Istres-Jean Sarrail ». Son développement s'organise autour de deux axes structurants. D'une part l'accueil d'activités de services aéronautiques (maintenance, réparation, ingénierie, logistique aéroportuaire) principalement à destination militaire, et d'autre part l'accueil d'activités du domaine des essais, de la simulation, des mesures et de la certification en capitalisant sur les savoir-faire de niveau mondial d'ores et déjà présents à Istres. Ce projet fait partie des projets structurants, est intégré à l'Opération d'Intérêt Régional « Logistique et Mobilité Durable », et est labellisé sur l'axe principal de l'amorçage de la filière industrielle « Dirigeables ». L'opération de travaux envisagée permettra dès 2018 d'accueillir le démonstrateur du programme « Stratobus » porté par Thales Alenai Space ainsi que des activités de maintenance aéronautique dont la création d'un poste de travail « Gros porteur » de type A330.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir les projets industriels de son territoire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 300 000 euros à souscrire par la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre »

auprès de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse.

Ce prêt, est destiné à financer une opération de travaux d'adaptation réglementaire, d'organisation fonctionnelle du hall industriel, et de modification des portes en façade ouest dans le cadre du programme industriel « Stratobus ».

**Article 2 :**

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Montant	3 300 000 euros
Durée	25 ans
Taux fixe	2,60 %
Date de versement des fonds	Courant 2017
Différé d'amortissement partiel	Sans objet
Amortissement du capital	Progressif
Périodicité des échéances	Trimestrielle
Base de calcul des intérêts	30/360
Frais de dossier	3 300,00 euros
Remboursement anticipé du capital (total ou partiel)	Indemnité de remboursement anticipé actuarielle calculée sur le « rendement de la courbe des fixings CMS contre Euribor 6 mois minoré de 15 points de base l'an » avec un minimum d'indemnité de 3 % du capital remboursé.
Montant de l'échéance	44.982,23 euros
Type de garantie	Caution de la Métropole



### **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre », dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre » serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre ».

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre ».

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie avec la Société Publique Locale « Pôle Aéronautique Istres-Etang de Berre », ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 023-2681/17/CM**

#### **■ Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à manifestation d'intérêt - Territoires d'innovation de grande ambition - lancé dans le cadre du Programme d'Investissements d'avenir 3 MET 17/4577/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Doté de près de 57 milliards d'euros, le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA), piloté par le commissariat général à l'Investissement, a été mis en

place par l'Etat pour financer des investissements innovants et prometteurs sur le territoire, avec un principe de co-financement pour chaque projet.

Dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) 3ème génération, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé le 24 Mars 2017 pour les « Territoires d'innovation de grande ambition ». Il vise à identifier et sélectionner des projets originaux à travers de nouvelles formes de coopération, avec une redéfinition des périmètres s'appuyant sur les effets de la réforme territoriale, notamment avec la constitution des métropoles.

Des dynamiques d'innovation territoriale se structurent pour répondre aux enjeux de la transition énergétique et écologique, numérique, démographique et sociale des territoires. Les défis à relever sont en effet ambitieux :

- permettre et faciliter l'émergence d'idées et de nouvelles formes de coopération, ainsi que l'évolution des usages ;
- doter les entreprises, dans leur diversité de taille et de statut, d'avantages compétitifs ; être plus attractifs vis-à-vis d'investisseurs ou être en mesure d'exporter des technologies et des solutions éprouvées ;
- tenir compte, dans l'élaboration de solutions, des habitants dont l'environnement quotidien est modifié ;
- organiser des systèmes résilients face, notamment, aux risques induits par les changements climatiques.
- renouveler l'offre et révéler le potentiel culturel.

L'action « Territoires d'innovation de grande ambition » du Programme d'investissements d'avenir porte l'ambition de changer l'échelle et l'impact de ces dynamiques. Elle s'inscrit, également, dans le prolongement d'actions interministérielles telles que les démonstrateurs industriels pour la ville durable qui soutiennent le développement d'un vivier d'innovations.

Elle promeut une approche à la fois territorialisée, partenariale et décloisonnée de l'innovation.

L'objet de l'action PIA « Territoires d'Innovation de grande ambition » est d'identifier, de sélectionner et d'accompagner une dizaine de territoires d'intérêt national, dans les étapes clés d'un projet de transformation ambitieux et fédérateur, selon une stratégie clairement définie tenant compte des spécificités du territoire.

- Les projets soutenus devront articuler des innovations structurantes dans différents secteurs, des initiatives publiques et privées, des ressources académiques, scientifiques, économiques et industrielles, au service d'une ambition opérationnelle clairement énoncée, véritable cap dans la durée.

- Les expérimentations seront conduites à l'échelle du territoire ciblé, avec un impact visé substantiel sur la qualité de vie des habitants et la durabilité globale du territoire concerné, à l'exclusion d'actions innovantes mais sans lien particulier avec le territoire.

- Les projets relèveront d'une démarche intégrée de pilotage et d'évaluation, garante de l'acceptabilité sociale, de la faisabilité, de la pertinence des modèles d'affaires et des modèles économiques des expérimentations menées. L'évaluation, *ex ante* et *ex post*, construite en fonction de l'ambition initiale du projet, est au cœur des objectifs de l'action.

La réponse de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cet appel à manifestation d'intérêt « Territoires d'innovation de grande ambition » a pour objectif d'accompagner la dimension innovante du projet métropolitain en cours de définition.

La démarche proposée par cet AMI fait, en effet, totalement écho à celle mise en œuvre pour l'élaboration du Projet Métropolitain, puisqu'il s'agit de mise en perspective transversale d'enjeux majeurs pour le territoire de notre métropole au service d'une vision et d'une ambition. Il est fortement exprimé l'exigence d'une approche à grande échelle et justifiant que la Métropole soit le « terrain de jeu ».

La combinaison des calendriers entre l'AMI et l'élaboration du premier document transversal sur le projet métropolitain permet d'articuler pleinement l'un à l'autre.

L'AMI sera donc l'opportunité pour la Métropole de porter et reproduire les solutions qu'elle testera : créer, expérimenter, appliquer... en partageant les avancées avec des métropoles homologues du bassin méditerranéen, croisant les mondes institutionnels, économiques, sociaux et académiques : s'inspirer mutuellement et diffuser les acquis.

Il s'agira ainsi de relever l'excellence des innovations appliquées pour répondre aux défis d'Aix-Marseille-Provence sur son propre terrain, mais aussi d'affirmer sa place de leadership méditerranéen et africain dans un domaine qui se construit actuellement de manière éparse.

Les principaux domaines du développement durable impactés par le changement climatique et les enjeux environnementaux sont au centre de la proposition : urbanisme méditerranéen à la grande échelle, développement économique, énergie, intégration sociale.

La réponse à l'appel à manifestation d'intérêt s'appuiera sur un diagnostic circonscrit, une vision de la transformation souhaitée et une approche à la fois territorialisée, partenariale et décloisonnée.

Pour la Métropole, les acquis de l'agenda de la mobilité et de l'agenda du développement économique, de même que du Pacte d'Innovation Etat Métropole ou du Programme alimentaire territorial, sont autant d'atouts pour notre candidature.

A l'issue de l'AMI en 2018, une dizaine de territoires lauréats pourra être retenu dans le cadre d'un ou plusieurs Appels à Projets permettant de mobiliser les moyens en subventions, dont l'enveloppe est de

200M€, et en investissements en fonds propres, dont l'enveloppe est de 300M€.

Il est à noter que dès la première phase de l'action, les lauréats de l'AMI pourront bénéficier d'une subvention destinée à cofinancer leurs dépenses d'ingénierie technique, juridique, financière, à hauteur de 400 000 euros maximum.

Une délibération spécifique précisant la contrepartie de la Métropole à la subvention reçue sera adoptée ultérieurement. L'enjeu direct de la Métropole est de pouvoir bénéficier de cette aide financière, permettant un accompagnement de 6 à 12 mois.

L'échéance du dépôt de dossier de l'AMI étant fixée le 29 septembre 2017, le présent rapport porte à la connaissance des membres du Conseil le dépôt de la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 et notamment l'article 134 relatif au Programme d'investissements d'avenir.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La valeur ajoutée et la spécificité de l'action promue par l'AMI dans l'accompagnement de l'ambition territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- Le montant des aides allouées par le PIA et l'effet levier attendu tant à l'échelle de la stratégie territoriale sélectionnée qu'à l'échelle de sa répliquabilité.
- L'importance d'alimenter le projet métropolitain par l'expression la plus large possible des acteurs et porteurs de projet du territoire.

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à manifestation d'intérêt « Territoires d'innovation de grande ambition ».

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 024-2682/17/CM**

#### **■ Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption de la Décision Modificative n°2 et des Etats Spéciaux de Territoires de l'exercice 2017 MET 17/4932/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative n°2 est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Principal de la Métropole, elle enregistre des ajustements et les transferts intervenus dans la gestion depuis le vote du budget supplémentaire, mais également en opérations d'ordre les intégrations du patrimoine des territoires dans les comptes de la Métropole.

Le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre, il fait l'objet d'une présentation par fonction également.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les états spéciaux du territoire de Marseille-Provence, du territoire du Pays d'Aix, du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du territoire d'Istres-Ouest Provence (adoptés en équilibre réel par le conseil de territoire concerné) sont soumis au vote du conseil de métropole en même temps que le projet de budget de la métropole.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités

Territoriales, il est proposé que le conseil de métropole, arrête les états spéciaux de territoire, comme suit.

Monsieur le Président propose au Conseil de la Métropole d'approuver la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2017 portant élection du Président de la Métropole Aix Marseille-Provence
- La délibération n° FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 du budget Principal de la Métropole.
- La délibération n° FAG 010-1743/17/CM du 30 mars 2017 approuvant la décision modificative n°1 - 2017 du budget Principal de la Métropole.
- La délibération n° FAG 024-2280/17/CM du 13 juillet 2017 approuvant le budget supplémentaire 2017 du budget Principal de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion inscrites en Décision Modificative n°2 comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
<b>Marseille Provence</b>	0,00	7 429 809,00	7 429 809,00
<b>Pays d'Aix</b>	0,00	0,00	0,00
<b>Pays Salonais</b>	-	-	-
<b>Pays d'Aubagne</b>	0,00	0,00	0,00
<b>Istres Ouest Provence</b>	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
<b>Pays de Martigues</b>	-	-	-

### **Article 2 :**

Les états spéciaux de territoires sont arrêtés aux chiffres suivants :

EST du territoire Marseille Provence :

**Section de Fonctionnement 0,00 euros**  
**Section d'Investissement 7 429 809,00 euros**

EST du territoire du Pays d'Aix :

**Section de Fonctionnement 0,00 euros**  
**Section d'Investissement 0,00 euros**

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

**Section de Fonctionnement 0,00 euros**  
**Section d'Investissement 0,00 euros**

EST du territoire Istres-Ouest Provence :

**Section de Fonctionnement 193 284,00 euros**  
**Section d'Investissement 1 000 000,00 euros**

### **Article 3 :**

La Décision Modificative n°2 de l'exercice 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est votée et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.  
Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

**Section de Fonctionnement 887 408,70 euros**  
**Section d'Investissement 397 497 407,00 euros**

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 025-2683/17/CM**

#### **■ Budget annexe des Transports Métropolitains - Adoption de la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2017 MET 17/4935/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2017, la fusion des services transports des territoires est effective dans un budget unique des transports métropolitains avec le vote au 15 décembre 2016 du budget Primitif 2017

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n° 2 est établie selon la nomenclature M43, elle permet de réaliser des ajustements de crédits, le résultat de ce projet de Décision Modificative est présenté successivement en balance générale. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG033-1313/16/CM approuvant le Budget Primitif 2017 du budget annexe des Transports Métropolitains.
- La délibération n° FAG012-1745/17/CM approuvant la Décision Modificative n°1 du budget annexe des Transports Métropolitains.
- La délibération n° FAG026-2282/17/CM approuvant le Budget Supplémentaire du budget annexe des Transports Métropolitains.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

La Décision Modificative n°2 de l'exercice 2017 du budget annexe des Transports Métropolitains est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la balance générale.  
Elle s'équilibre en dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 0,00 euros  
Section d'Investissement 61 234 661 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 026-2684/17/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°2 du territoire Marseille Provence de l'exercice 2017  
MET 17/4933/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif et le Budget Supplémentaire, la Décision Modificative n°2 est établie selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets et pour le budget annexe Opérations d'Aménagement, voté par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes de l'Eau, de l'Assainissement, du Crématorium, des Ports de Plaisance, et Marché d'Intérêt National.

La Décision Modificative n°2 est un budget d'ajustements des crédits. Les résultats de ce projet de Décision Modificative sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Monsieur le Président propose au Conseil de la Métropole d'approuver la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2017 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- La délibération n° FAG 035-1315/16CM du 15 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 des budgets annexes du territoire Marseille Provence
- La délibération n° FAG 011-1744/17CM du 30 mars 2017 approuvant la décision modificative n°1 - 2017 des budgets annexes du territoire Marseille Provence
- La délibération n° FAG 028-2284/17CM du 13 juillet 2017 approuvant le budget supplémentaire 2017 des budgets annexes du territoire Marseille Provence

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

La Décision Modificative n°2 pour 2017 du territoire Marseille Provence est votée et arrêtée aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et Traitement des déchets, des Ports de Plaisance, du MIN, de l'Eau, de l'Assainissement et du Crématorium.

Elle s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Le budget annexe des opérations d'aménagement ne fait pas l'objet d'une décision modificative n°2

**Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :**

Section de Fonctionnement 945 065,00 euros  
Section d'Investissement - 83 000,00 euros

**Concernant le Budget Ports de Plaisance :**

Section de Fonctionnement - 62 974,00 euros  
Section d'Investissement - 77 974,00 euros

**Concernant le Budget Marché d'Intérêt National :**

Section de Fonctionnement 0,00 euros  
Section d'Investissement 0,00 euros

**Concernant le Budget Eau :**

Section de Fonctionnement 240 157,00 euros  
Section d'Investissement 0,00 euros

**Concernant le Budget Assainissement :**

Section de Fonctionnement - 318 840,00 euros  
Section d'Investissement 0,00 euros

**Concernant le Budget Crématorium :**

Section de Fonctionnement 0,00 euros  
Section d'Investissement 0,00 euros

**FAG 027-2685/17/CM**

**■ Adoption de la Décision Modificative n°1 du Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix de l'exercice 2017  
MET 17/4938/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole a adopté le 15 décembre 2016, le Budget Primitif 2017 du Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix.

Ce Budget Primitif a été amendé par le Budget Supplémentaire adopté le 13 juillet 2017 par le Conseil de la Métropole.

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 1 afin de procéder à des ajustements de crédits en section d'investissement et en section de fonctionnement.

Le budget annexe de l'Aménagement s'équilibre ainsi :

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**DEPENSES**

Chapitre	Article	Libellé	DM 2017
011	6015	Terrains à aménager	-
011	6045	Achat d'études. Prestations de service	-1 590 000
011	605	Achat de matériel. Équipement et travaux	-40 000
042	71355	Variation des stocks de terrains aménagés	-365 750
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>-1 995 750</b>

**RECETTES**

Chapitre	Article	Libellé	DM 2017
042	71355	Variation des stocks de terrains aménagés	-40 000
042	7133	Variation des stocks	-1 590 000
070	7015	Vente de terrains aménagés	-365 750
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>-1 995 750</b>

## SECTION D'INVESTISSEMENT

### DEPENSES

Chapitre	Article	Libellé	DM 2017
040	3555	Stocks de terrains à aménager	-40 000
040	315	Terrains	-
040	3354	Etudes et prestations de services	-1 590 000
040	3355	Travaux	
27	2745	Avances remboursables	
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>			<b>-1 630 000</b>

### RECETTES

Chapitre	Article	Libellé	DM 2017
16	168751	Avance du Budget Principal	-1 264 250
040	3555	Stocks de terrains à aménager	-365 750
27	2745	Avances remboursables	
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>			<b>-1 630 000</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 036-1316/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif 2017 du Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix;
- La délibération n° FAG 030-2286/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant le Budget Supplémentaire 2017 du Budget Annexe de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est approuvée la Décision Modificative n° 1 du Budget Annexe 2017 de l'Aménagement du Territoire du Pays d'Aix, par nature, telle qu'elle est présentée ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 028-2686/17/CM**

**■ Adoption de la Décision Modificative n°2 du Budget Annexe du Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix de l'exercice 2017  
MET 17/4937/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole a adopté le 15 décembre 2016, le Budget Primitif 2017 du Budget Annexe du S.P.E.D. (Service public d'Elimination des Déchets) du Territoire du Pays d'Aix.

Ce Budget Primitif a été amendé par une décision modificative n°1 adoptée le 18 mai 2017 par le Conseil de la Métropole.

Ce Budget Primitif a été amendé par le Budget Supplémentaire adopté le 13 juillet 2017 par le Conseil de la Métropole.

Il convient aujourd'hui de préparer une décision modificative n° 2 afin de procéder à des ajustements de crédits en section d'investissement et en section de fonctionnement

Cette décision modificative n° 2 de l'exercice 2017 s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section d'Investissement : - 331 133.33 €  
Section de Fonctionnement : 50 €

Les sections d'investissement et de fonctionnement s'équilibrent conformément au tableau ci-joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 036-1316/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif 2017 du Budget Annexe du Service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 050-2050/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant la décision modificative n°1 du Budget Annexe du Service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 030-2286/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant le Budget Supplémentaire 2017 du Budget Annexe du Service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique:**

Est approuvée la décision modificative n° 2 du Budget Annexe 2017 du Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix, par nature, tel qu'elle est présentée ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 029-2687/17/CM**

**■ Adoption de la décision modificative n° 1 des budgets annexes Eau potable-Assainissement et Traitement des déchets du Territoire Istres-Ouest Provence  
MET 17/4864/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En cours d'année, le Président peut présenter à l'assemblée délibérante une ou plusieurs décisions modificatives. Elles ont pour objet de réaliser un ajustement des prévisions budgétaires en recettes et/ou en dépenses et permettent ainsi de prendre en compte des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses en sections de fonctionnement et d'investissement sur les budgets annexes Eau Potable, Assainissement et Traitement des déchets, il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver la décision modificative n° 1 suivante :

- du budget Eau Potable pour un montant de 0 €,
- du budget Assainissement pour un montant de - 1 200 000 €,
- du budget Traitement des Déchets pour un montant de 2 938 €,

Les mouvements de crédits sont détaillés ci-dessous :

**Concernant le Budget Eau Potable :**

Dépenses d'investissement :

- Chapitre 2017502500 – Création d'un nouveau champ captant au Ventillon pour un montant de 10 800 €,
- Chapitre 2017502700 – Extension renouvellement mise en conformité de réseaux et ouvrages pour un montant de -10 800 €,

**Concernant le Budget Assainissement :**

Recettes d'investissement :

- Chapitre 16 - Emprunts et dettes assimilées pour un montant de 200 000 €,



- Chapitre 23 - Immobilisations en cours pour un montant de -399 999,99 €,
- Chapitre 041 - Opérations patrimoniales pour un montant de -1 000 000,01 €.

Dépenses d'investissement :

- Chapitre 2017502800 - Construction d'une nouvelle STEP à Fos-sur-Mer pour un montant de - 621 616,50 €,
- Chapitre 2017503000 - STEP de Rassuen pour un montant de -400 000 €,
- Chapitre 2017503200 - Construction du PR de Saint Chamas pour un montant de -800 000 €,
- Chapitre 2017503300 - Extension renouvellement mise en conformité de réseaux et ouvrages pour un montant de 1 621 616,51 €,
- Chapitre 041 - Opérations patrimoniales pour un montant de -1 000 000,01 €.

**Concernant le Budget Traitement des déchets :**

Recettes d'investissement :

- Chapitre 024 - Produits de cession d'immobilisations pour un montant de 2 938 €.

Dépenses d'investissement :

- Chapitre 2017503900 - Acquisitions de matériels, mobiliers, véhicules et autres pour un montant de 2 938 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le vote du budget primitif et du budget supplémentaire 2017 en date des 15 décembre 2016 et 13 juillet 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée la décision modificative n° 1 des budgets annexes Eau Potable, Assainissement et Traitement des déchets chapitre par chapitre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 030-2688/17/CM**

**■ Budget Annexe de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption de la décision modificative n°1 Régie des Eaux et Régie d'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues de l'exercice 2017 MET 17/5160/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 49, la décision modificative a pour vocation de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires, sans remettre en cause les équilibres du budget et permettent ainsi de prendre en compte des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses et recettes en sections de fonctionnement sur les Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence Régie des Eaux et Régie d'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues, il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver les décisions modificatives n°1 suivantes :

Du budget Eau potable pour un montant de - 11 726,67 euros

Du budget Assainissement pour un montant de - 31 500,03 euros

Les mouvements de crédit sont détaillés ci-dessous :

**Concernant le Budget Eau Potable**

Recettes de fonctionnement :

002 Résultat reporté ou anticipé pour un montant de - 11 726,67 euros

Dépenses de fonctionnement :

Chapitre 011 Charges à caractère général (6063) pour un montant de - 11 726,67 euros

**Concernant le Budget Assainissement**

Recettes de fonctionnement :

002 Résultat reporté ou anticipé pour un montant de - 31 500,03 euros

Dépenses de fonctionnement :

Chapitre 011 Charges à caractère général (6062) pour un montant de - 31 500,03 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 Octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée la Décision Modificative 2017 n°1, du Budget Annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Régie de Eaux et Régie d'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues, telle que proposée ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 031-2689/17/CM**

**■ Rapport sur la situation 2017 en matière de développement durable de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/4974/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret n°2011-687 du 17 juin 2011 pris en application de l'article 255 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite «Grenelle 2» soumet les collectivités territoriales et les Établissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre de plus de 50.000 habitants à la présentation, préalablement au débat sur le projet de budget, d'un rapport sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable.

Ce document s'inscrit dans un contexte général de transparence et d'information à destination des

citoyens, dans le sens d'une plus grande intégration du développement durable à tous les niveaux.

À l'origine, les rapports sur la responsabilité sociétale des organisations résultaient de démarches volontaires. Cependant, ils sont de plus en plus encadrés par des textes législatifs, réglementaires ou normatifs. Ainsi, les collectivités territoriales, tout comme l'État et les entreprises se doivent de produire un rapport annuel, nouvel outil de dialogue local, pour informer sur leur activité vis-à-vis du développement durable.

La présentation du rapport développement durable à l'assemblée délibérante est ainsi l'occasion de mettre au centre du débat démocratique les choix de l'action publique au regard du développement durable, de faire évoluer la maquette budgétaire dans ce sens, et ce, en adéquation avec les enjeux locaux et les orientations stratégiques retenues.

La création récente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en 2016 a impliqué une refonte complète de l'administration ainsi que la construction de nouveaux cadres stratégiques et plans d'actions.

De ce fait, ce troisième rapport «développement durable» métropolitain propose cette année non plus une compilation des actions des différents territoires, mais bien une lecture des stratégies territoriales en cours d'élaboration, au regard des objectifs du développement durable.

En effet, compte tenu de la jeunesse de la collectivité, il n'est pas possible d'établir un bilan à proprement parlé d'actions Développement Durable, mais on peut, d'ores et déjà, inventorier les démarches engagées ou en cours d'élaboration, qui s'inscrivent dans cette voie, et qui démontrent par leur nombre, la volonté de la Métropole d'adhérer à ces principes.

Il prend donc la forme d'un rapport synthétique, structuré autour d'un premier inventaire des politiques et schémas stratégiques déjà émergents et classés d'une part :

Selon les 5 finalités du développement durable :

- la lutte contre le changement climatique
- la préservation de la biodiversité et des ressources
- l'épanouissement de tous les êtres humains
- la cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations
- les dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables

Et d'autre part, en fonction des 5 éléments de démarche :

- la stratégie d'amélioration continue
- la transversalité de l'approche
- la participation des acteurs et des citoyens
- l'organisation du pilotage
- l'évaluation partagée

La Métropole Aix-Marseille-Provence est une entité administrative récente.

Après une année 2016 de mise en place, 2017 est donc la deuxième année de construction qui a été marquée par 3 temps forts :

- l'élaboration du projet métropolitain
- l'approbation de l'Agenda de la mobilité, celle du développement économique et le début des travaux sur les autres schémas directeurs
- la validation d'un premier organigramme et la constitution des équipes opérationnelles.

Le rapport Développement Durable se nourrit de l'ensemble des réflexions en cours sur les territoires, qui convergent vers l'objectif d'un territoire où il fait bon vivre, travailler, se distraire, s'épanouir. Les projets répondant à cet objectif sont nombreux sur le territoire, portés par des partenaires publics et privés, convaincus du rôle prééminent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui doit donner les orientations et les impulsions plus particulièrement dans le cadre du Projet Métropolitain.

Ils s'inscrivent aussi dans la continuité des réflexions et projets des intercommunalités antérieures à la Métropole, des communes et de leurs partenaires et bénéficient des avancements des politiques sectorielles de la Métropole au travers des différents agendas, schémas et documents en cours d'élaboration.

Les points mentionnés ci après constituent une première liste non exhaustive des politiques déjà engagées. Plusieurs autres programmes, schémas et plans sont à l'étude.

- Le **Schéma de cohérence territoriale** planifie l'organisation et la vocation générale des espaces à l'échelle intercommunale. Il encadre les futurs plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi).
- L'**Agenda de la mobilité** ambitionne de doubler l'usage des transports en commun d'ici 2030. Il engage un programme d'investissements : cars Premium, sites propres autoroutiers, modernisation des voies ferrées... Il sera prolongé par le **Plan de Déplacements Urbains**.
- L'**Agenda du Développement économique** définit un plan d'actions en faveur de l'emploi, moteur essentiel de la compétitivité et de l'attractivité du territoire. Il fait l'objet de déclinaisons territoriales et sectorielles au travers des schémas tertiaire, d'urbanisme commercial, de foncier productif...
- Le **Programme local de l'habitat** définit la politique de l'habitat de la Métropole. Il territorialise la production de logements, en réponse aux besoins des habitants et en intégrant des enjeux transversaux (déplacements, cohésion sociale...).
- Le **Plan climat air énergie Métropolitain** définit la politique énergétique et climatique de la Métropole, adaptant le territoire au changement climatique et aux évolutions prévisibles.

- Le **Livre Bleu Métropolitain** est un document d'initiative métropolitaine, fixant les objectifs pour la protection et la valorisation du littoral, assorti d'un programme d'actions.

- La **stratégie des réseaux d'énergie**, outil opérationnel de la stratégie réseau multi énergie du territoire,
- la **stratégie d'aménagement et de gestion de l'ensemble du patrimoine**.
- le **schéma de préservation des espaces naturels**.
- La **stratégie de prévention des risques**, qui encadre l'action de la métropole en faveur de ce domaine.
- Le **projet alimentaire territorial** vise à donner un cadre stratégique et opérationnel, à des actions partenariales autour de l'alimentation sur le territoire de la Métropole en circuit court. L'alimentation devient alors un axe intégrateur et structurant de mise en cohérence des politiques sectorielles sur ce territoire répondant aux enjeux sociaux, environnementaux, économiques et de santé.

Le rapport 2017 a été réalisé en interne par la Direction Générale Adjointe Stratégie Environnementale, Plan Climat et Risques Majeurs, avec la contribution de l'ensemble des DGA de la Métropole et des agences d'urbanisme du territoire.

Le rapport développement durable détaillé est joint en annexe de cette délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations;
- Le décret n°2011-687 du 17 juin 2011 pris en application de l'article 255 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que ce rapport présente un intérêt pour l'information des élus et les citoyens de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **Délibère**

### **Article unique :**

Est pris acte de la présentation du rapport sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable établi sur la base des données disponibles de l'année 2017 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 032-2690/17/CM**

#### **■ Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes MET 17/5087/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe constitutionnel depuis 1946. Il a été rappelé dans l'article 1er de la Constitution de 1958 ainsi que dans l'article 6 bis de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Ce principe a, également, été précisé dans la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emplois des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique. Celle-ci dispose, en effet : le Gouvernement présente devant le Conseil commun de la fonction publique un rapport sur les mesures mises en œuvre pour assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (article 50). Chaque année, est présenté devant les comités techniques, [...] un rapport relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes comportant, notamment, des données relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle (article 51).

Le 8 mars 2013, un protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique a été signé avec l'ensemble des organisations syndicales et les représentants des employeurs publics. Il comporte un ensemble de 15 mesures. La première d'entre elles rend obligatoire l'élaboration d'un rapport de situation comparée de l'égalité professionnelle, élargissant ainsi à la fonction publique une obligation qui incombait déjà aux entreprises (loi n° 83-635 du 13 juillet 1983 portant modification du code du travail et

du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes). Son objectif est d'assurer l'égalité professionnelle en réduisant les inégalités.

Ce rapport est inséré au bilan social et présenté devant les comités techniques dans les 3 fonctions publiques. Les collectivités sont toutefois restées dans l'attente de la parution des textes les concernant.

Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a été publiée au journal officiel le 5 août 2014. Son article 61 ajoute 2 nouveaux articles au code général des collectivités territoriales (CGCT). Ces articles disposent qu'il appartient aux collectivités de présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de l'administration, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Ces dispositions, applicables aux Communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de plus de 20 000 habitants ainsi qu'aux Conseils départementaux, sont également applicables à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport. Celui-ci fait état de la politique de ressources humaines en matière d'égalité professionnelle. Il fixe les orientations pluriannuelles et les programmes de nature à favoriser cette égalité. Il comporte un bilan des actions de conception, mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques et présente, notamment, le suivi de la mise en œuvre de la clause d'égalité dans les marchés publics. Ce décret s'applique aux budgets présentés par les collectivités à compter du 1er janvier 2016.

Contexte de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au 1er janvier 2016, a eu pour effet de réunir les effectifs de la Communauté Urbaine de Marseille, de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, de la Communauté d'Agglomération Salon-Étang de Berre-Durance, de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du SAN Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Les indicateurs disponibles aujourd'hui sont donc encore ceux des six conseils de territoires au 31 décembre 2016.

Enfin en ce qui concerne les marchés publics, la première démarche vise à exiger des candidats la production d'une déclaration sur l'honneur par laquelle l'entreprise s'engage à :

- ne pas avoir fait l'objet d'infractions mentionnées à l'article L.146-1 du code du travail,

- avoir mis en œuvre, avoir réalisé ou engagé la régularisation en matière d'égalité hommes-femmes (article L.2242-5 du code du travail) ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis émis par le comité technique du 9 octobre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte des éléments détaillés du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes établi sur la base des données disponibles de l'année 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 033-2691/17/CM**

**■ Rapport et débat sur les orientations budgétaires de l'exercice 2018  
MET 17/4930/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Code Général des Collectivités Territoriales a prévu, en son article L.2312-1, que l'élaboration proprement dite du Budget Primitif est précédée, pour les communes et les établissements publics locaux de 3500 habitants et plus, d'une phase préalable constituée par le débat d'orientations budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de la Métropole un débat sur les orientations générales du budget 2018 sur la base d'un rapport présenté en séance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2312-1 et L 5211-36 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte de la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires de l'exercice 2018 sur la base du rapport sur les orientations budgétaires présenté en séance.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 034-2692/17/CM**

**■ Modifications d'AP/CP - Budget Principal  
Métropolitain - Territoire du Pays d'Aix  
MET 17/4939/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers. Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris. Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Il convient aujourd'hui de réviser les autorisations de programme existantes compte tenu des modifications de programme.

Les modifications d'autorisation de programme proposées sont les suivantes :

**-CPER 2007-2013 – DI799AP**

Pour être conforme aux conventions relatives à cette opération il convient d'augmenter cette autorisation de programme de +1 € et de passer ainsi son montant à 16 140 001 €.

**-CHIAP – DI817AP**

Pour être conforme aux conventions relatives à cette opération, il convient d'augmenter cette autorisation de programme de + 60€ et de passer ainsi son montant à 32 525 600 €.

**-LGV PACA – DI644AP**

Il convient de revoir à la baisse le montant global de l'autorisation de programme et de lisser les crédits de paiement relatifs à la Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur afin de prendre en compte l'avenant n°1 à la convention initiale de financement des études, qui a fait l'objet d'une participation plus importante du Conseil régional. La concertation sur les tracés du projet s'est tenue d'avril 2016 à janvier 2017, donnant lieu à une décision ministérielle en date du 18 avril 2017. L'avenant n°1 à la convention de financement a été approuvé lors du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017.

Le montant de l'autorisation de programme est donc diminué de – 1 048 250 € pour atteindre le montant global de 5 351 750 €.

**-ZAC Vergeras à Saint Estève Janson – DI3203AP**

Il convient d'augmenter cette autorisation de programme de + 400 000 € suite au versement à la SPLA d'une avance budgétaire pour faire face au montant des travaux. Cette avance sera remboursée en fin d'opération, soit en 2023. Le montant global de l'AP est ainsi de 1 518 400 €.

**-ZAC de la Burlière à Trets – DI334AP**

L'autorisation de programme de cette opération doit être réévaluée afin de prendre en compte une avance budgétaire de 8 M€ à l'aménageur (SPLA). Cette avance sera remboursée en fin d'opération, soit en 2025.

Cela porte le montant global de l'opération à 10 265 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° FAG032-1312/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget primitif 2017 du budget principal ;
- La délibération N° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31 décembre 2015 dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG057-1337/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG041-2297/17/CM du Conseil de Métropole du 13 juillet 2017 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Supplémentaire Métropolitain Fractionné, Territoire du Pays d'Aix.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Sont approuvées les modifications des autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix et de leurs affectations suivant les éléments ci-dessous :

**-CPER 2007-2013 – DI799AP**

Montant initial de l'AP : 16 140 000 €

**Mouvement : + 1 €**

Montant global de l'AP : 16 140 001 €

Déjà Financé : 14 004 001 €

CP 2017 : 236 000 € CP2018 : 1 900 000 €

**-CHIAP – DI817AP**

Montant initial de l'AP : 32 525 540 €

**Mouvement : + 60 €**

Montant global de l'AP : 32 525 600 €

Déjà Financé : 2 212 360 €

CP 2017 : 4 791 000 € CP2018 : 8 046 650 €  
RAF : 17 475 590 €

**-LGV PACA – DI644AP**

Montant initial de l'AP : 6 400 000 €

**Mouvement : - 1 048 250 €**

Montant global de l'AP : 5 351 750 €

Déjà Financé : 4 300 425 €

CP 2017 : 100 000 € CP2018 : 75 000 €  
RAF : 876 325 €

**-ZAC Vergeras à Saint Estève Janson – DI3203AP**

Montant initial de l'AP : 1 118 400 €

**Mouvement : + 400 000 €**

Montant global de l'AP : 1 518 400 €

Déjà Financé : 111 906 €

CP 2017 : 1 086 666 € CP2018 : 40 000 €  
RAF : 279 828 €

**-ZAC de la Burlière à Trets – DI334AP**

Montant initial de l'AP : 2 265 000 €

**Mouvement : + 8 000 000 €**

Montant global de l'AP : 10 265 000 €

Déjà Financé : 1 100 000 €

CP 2017 : 2 300 000 € CP2018 : 2 300 000 €  
RAF : 4 565 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 035-2693/17/CM**

**■ Ouverture et affectation d'AP/CP - Budget Principal Métropolitain Fractionné - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile  
MET 17/4971/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) prévoyant que toutes les dépenses d'équipement soient liées à une autorisation de programme (AP) et que les crédits de paiement (CP) soient votés par opération.

Avant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, aucune dépense d'équipement n'était gérée comme le prévoit le RBF sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Un travail de recensement des dépenses d'équipement engageant la collectivité (conventions, marchés, fonds de concours, délibérations, etc...) a été effectué pour les intégrer dans la programmation de la Métropole.

Chaque engagement juridique a fait l'objet d'un rattachement à un programme, à une autorisation de programme et à une opération budgétaire ainsi que les marchés à lancer pour terminer les projets.

Ainsi, une programmation pluriannuelle des investissements du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a pu aboutir en fonction des engagements déjà effectués et des dépenses prévues pour terminer les projets comme suit :

**Programme 01 Gestion de l'administration AP 174011 BP – Gestion de l'administration Services généraux**

2017402400 Projet de réhabilitation du siège

Marchés notifiés en 2013, le bâtiment vise la certification Bâtiment Basse Consommation (effinergie) et l'obtention du label Bâtiment Durable Méditerranéen niveau OR. Les marchés de travaux ont démarré en 2013 et le bâtiment finira sa période de parfait achèvement au 21 décembre 2018. Au regard des décomptes finaux reçus, il apparaît peu probable que la totalité des prestations soit payées en 2017.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
1 050 000 €	1 050 000 €	€	€	€

2017403200 Projet réaménagement locaux collecte des déchets. Il s'agit de travaux de réhabilitation et de restructuration du RDC d'un bâtiment existant, la

construction d'un bâtiment R+2 et la réhabilitation d'un entrepôt existant, afin d'accueillir les locaux de la collecte des déchets.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
174 800 €	154 800 €	20 000 €	€	€

2017403300 Projet construction locaux La Boussole. Cette enveloppe finance les dépenses d'investissement afférentes à la construction des

locaux La Boussole du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
80 000 €	80 000 €	€	€	€

2017403800 Mise en conformité et réhabilitation des bâtiments

Cette enveloppe finance les dépenses d'investissement afférentes à la mise en conformité et réhabilitation des locaux du Conseil de Territoire du

Pays d'Aubagne et de l'Etoile (travaux de mise en conformité des bâtiments : électrique, accessibilité PMR... et travaux d'amélioration des équipements des bâtiments : CVC, plomberie, CFO, CFA...).

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
3 359 140 €	339 140 €	750 000 €	1 300 000 €	970 000 €

2017403900 Etude faisabilité fourrière / refuge

Le projet consiste à la création de locaux pour un refuge et fourrière d'animaux (chiens et chats) sur le

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Seuls les chiens et chats pourront être pris en charge par cet équipement.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
20 000 €	20 000 €	€	€	€

2017404100 Equipements logistiques

Cette enveloppe finance les dépenses d'équipements logistiques nécessaires au fonctionnement du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
1 080 000 €	540 000 €	210 000 €	175 000 €	155 000 €

Programme 01 Gestion de l'administration AP 174012

BP – Gestion administrative informatique

2017405600 Etudes et licences informatiques

Cette enveloppe finance les dépenses d'études et licences informatiques nécessaires au fonctionnement du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
320 000 €	80 000 €	70 000 €	80 000 €	80 000 €



2017405700 Matériel informatique

Cette enveloppe finance les dépenses en matériel informatique nécessaires au fonctionnement du

Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
488 000 €	172 000 €	106 000 €	110 000 €	100 000 €

Programme 03 Développement économique AP  
174031 BP – Développement entreprise

2017402500 Projet des nouveaux Paluds

La collectivité est engagée depuis 2012 dans le projet pluridisciplinaire dénommé les Nouveaux Paluds

visant à la requalification de la zone industrielle éponyme qui fêtera ses 50 ans en 2018. Son objectif principal est de positionner les Paluds comme zone d'activité productive d'excellence et de référence au sein de la Métropole Aix Marseille Provence.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
1 188 200 €	260 000 €	385 000 €	350 000 €	350 000 €

2017403400 Projet Pôle entrepreneurial des Paluds (pépinière)

Réhabilitation de la Pépinière des Paluds.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
8 670 000€	375 000 €	50 000 €	€	€

2017404000 Requalification Zone Industrielle (hors Paluds)

Afin de permettre au Pôle Alpha de se développer dans le bon sens, il paraît évident qu'une intervention matérielle de la collectivité s'impose. Si les contraintes inhérentes à la géographie du site sont et resteront figées, il est tout à fait possible pour la collectivité d'initier une mise à niveau de la zone. L'objectif final est de renforcer l'attractivité, la cohérence et l'identité

de ce pôle d'activités. Pour se faire, il est prévu la mise en place d'un véritable marquage au sol, la réfection des voiries les plus dégradées, la création d'un cheminement piéton pour répondre aux besoins des salariés à partir de la gare de la Penne-sur-Huveaune et des arrêts de bus, la création d'une signalétique claire et visible pour un accès aisé aux différents secteurs du pôle Alpha.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
561 000 €	111 000 €	150 000 €	150 000 €	150 000 €

Programme 03 Développement économique AP

174034 BP – Stratégie économique

2017403100 Acquisition et restauration d'objets d'art.

Cette enveloppe finance les dépenses relatives à l'acquisition et à la restauration d'objets d'art, dans le cadre de la filière argile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
83 000 €	13 000 €	50 000 €	10 000 €	10 000 €

2017403500 Projet réhabilitation Centre des Congrès Agora

Il s'agit d'une part de réaliser les études préalables et d'autre part de réaliser les travaux de réfection des

installations de chauffage / climatisation et de ventilation du centre AGORA à Aubagne.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
755 000 €	255 000 €	250 000 €	250 000 €	€

Programme 03 Développement économique AP  
174035 BP – Tourisme

2017403600 Projets touristiques divers

Il s'agit d'une opération de travaux pour des projets touristiques.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
1 676 400 €	498 400 €	678 000 €	300 000 €	200 000 €

2017403700 Projet Font de Mai

Il s'agit d'une opération de travaux de réhabilitation et de construction sur le domaine de la Font de Mai:

- Réhabilitation de la bâtisse et mise en conformité PMR et construction d'une salle de séminaire

- Théâtre de verdure
- Réhabilitation des restanques du Domaine
- Agroforesterie
- Création d'une bergerie

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
5 122 500 €	800 000 €	1 875 000 €	2 017 500 €	430 000 €

2017406000 Droits Pagnol

Un protocole d'accord entre le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et les sociétés Compagnie Méditerranéenne de Films - MPC et L'Eau des collines-Editions de la Treille est régulièrement conclu pour fixer le montant de l'exploitation des droits Pagnol relatifs à la Maison Natale de Marcel Pagnol et à la vente de circuits "Marcel Pagnol" par l'Office de

Tourisme Intercommunal. Le dernier a été signé le 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour une durée de 3 ans. Son montant s'élève à 5 045 € HT auquel s'ajoute 7,5 % du chiffre d'affaire en HT réalisé sur la vente des circuits Pagnol sur l'année N-1. Au cours de l'année 2018, un autre protocole d'accord ou un avenant à celui-ci pourra être conclu pour inclure les droits d'exploitation qui seront induits par le déménagement du Petit Monde de Marcel Pagnol et à la révision de son contenu.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
46 900 €	10 000 €	9 500 €	13 700 €	13 700 €

2017406100 Signalétique autoroutière

Dans le cadre de ses actions de développement touristique, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile met en place des circuits touristiques visant à diversifier l'offre des activités de pleine nature et à valoriser le patrimoine historique et naturel du territoire. L'aménagement de ces circuits nécessite l'implantation d'une signalétique touristique qui est un outil indispensable pour matérialiser les

itinéraires, valoriser les points d'intérêt touristique, renseigner et orienter les touristes. En partenariat avec le Conseil de Territoire de Marseille-Provence et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile travaille sur 2 projets structurants: le Fil vert de l'Huveaune et les circuits "Provence, mines d'énergies".

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
126 000 €	126 000 €	€	€	€

2017406200 Signalétique circuit minier

Cette enveloppe finance les dépenses relatives à la mise en œuvre d'une signalétique spécifique au circuit minier du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
40 000 €	40 000 €	€	€	€

Programme 06 Urbanisme et foncier AP 174064 BP –  
Aménagement du territoire  
2017405800 Orthophoto départementale

Cette enveloppe finance les dépenses relatives à l'orthophoto départementale.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
20 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €

2017405900 Elaboration d'un mode d'occupation du sol (MOS)

Cette enveloppe finance les dépenses relatives à l'outil unique de suivi et d'analyse de l'évolution de l'occupation du sol.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
30 000 €	30 000 €	€	€	€

2017406300 Participation BA Aménagement

Cette enveloppe correspond à la participation de l'Etat spécial au budget annexe Aménagement.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
48 000 €	48 000 €	€	€	€

2017406400 Travaux RD45e La Bouilladisse

Le Conseil communautaire a créé par délibération du 19 décembre 2012 la ZAC de la Chapelle à la Bouilladisse. Cette ZAC, dont l'aménagement a été confié à la SPL Façonéo, prévoit la construction de 350 logements dont 30% de logements sociaux, un lycée et des équipements sportifs, 1500 m<sup>2</sup> de commerces et d'activités et un complexe aqua ludique. La desserte viaire de cette opération nécessite de requalifier la RD45e. Ce projet est initialement sous maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental 13 (CD13). Il a été convenu en 2015 avec le CD13, un transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la requalification du RD45e à la Communauté d'Agglomération. Le CD13 a engagé les études préliminaires et d'avant-projet qui permettront de définir le scénario de desserte et d'établir le budget

prévisionnel. Une convention de financement spécifique déterminant l'enveloppe financière globale du projet et sa mise en œuvre devra être conclue entre le CD13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence d'ici la fin 2017. A l'issue de cette phase, la Métropole Aix-Marseille-Provence engagera les études nécessaires permettant l'engagement des travaux et aura en charge l'ensemble du volet foncier du projet (Déclaration d'Utilité Publique, démarche de négociation foncière etc ...) le coût global sera in fine supporté par le CD13. La SPL Façonéo étant l'aménageur de la ZAC de la Chapelle, il était opportun de lui confier la maîtrise d'ouvrage de la requalification de la RD45e. Il convient donc de programmer sa rémunération sur 3 ans, durée estimée du mandat.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
298 120 €	35 000 €	107 640 €	107 640 €	47 840 €

2017406500 Opération les Arcades La Penne sur Huveaune

Cette enveloppe finance les dépenses d'investissement afférentes à la mise en œuvre des

dispositions de la délibération du Conseil de Métropole du 30 juin 2016 actant cette participation et de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement établie en conséquence.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
131 000 €	131 000 €	€	€	€

2017406600 Etude définition projet urbain centre ville La Penne-sur-Huveaune

Cette enveloppe finance les dépenses d'investissement afférentes à la mise en œuvre du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
35 000 €	35 000 €	€	€	€

2017406700 Etude préfiguration PLUI

Cette enveloppe finance les dépenses d'investissement afférentes à la préparation de la

mise en œuvre du PLUI sur le territoire (compétence devenant intercommunale au 1er janvier 2018).

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
25 000 €	25 000 €	€	€	€

Programme 06 Urbanisme et foncier AP 174064 BAAMGT 2017407200 Site de Rousselot Aubagne

Cette enveloppe finance les dépenses relatives à

l'opération d'aménagement du site Rousselot, sur la commune d'Aubagne.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
900 000 €	343 496,77 €	153 000 €	€	€

**Programme 07 Transports urbains exploitation AP 164071 TP – Transport urbain billettique et système d'information Pays d'Aubagne**

2016400400 Système SAEIV

Le projet consiste à étendre le logiciel SAEIV mis en service pour la ligne de tramway à l'ensemble des lignes du réseau de bus, soit 11 lignes régulières, 30 véhicules en ligne. Une application logicielle sera ajoutée pour gérer les correspondances entre les réseaux de transport, ainsi qu'un module « statistique » permettant de connaître très finement le fonctionnement du réseau.

Le programme comprend :

- Des développements du logiciel existant intégrant les fonctionnalités nécessaires aux lignes de bus/car et les interfaces nécessaires (notamment avec le module « LePilote ») ;
- Des équipements embarqués dans les bus et cars (pupitre du conducteur, calculateur) ;
- L'installation de 60 bornes d'information voyageurs solaires ;
- 10 écrans LCD d'information voyageurs équiperont les 3 lignes principales du réseau.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
940 000 €	580 000 €	360 000 €	€	€

Programme 07 Transports urbains exploitation AP 164072 TP – Transport urbain points d'arrêt & mobilier urbain Pays d'Aubagne

2016400100 Arrêts de bus PMR

Cette enveloppe finance les travaux relatifs à la mise en accessibilité des arrêts de bus du réseau de transport du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
1 180 000 €	547 500 €	250 000 €	€	€

2016400200 Mobilier urbain

Cette enveloppe finance les dépenses relatives au mobilier urbain du réseau de transport du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
250 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €

Programme 07 Transports urbains exploitation AP 174073 TP – Transport urbain aménagement divers et participations Pays d'Aubagne

2017400300 Pistes cyclables + box (modes doux)

Il s'agit de réaliser des aménagements et proposer des services pour favoriser l'usage des modes actifs (piétons et cycles) comme mode de déplacement alternatif à la voiture individuelle et complémentaire des transports en commun.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
4 858 768 €	1 278 000 €	1 316 768 €	1 132 000 €	1 132 000 €

Programme 08 Eau, Assainissement AP 174124 BA  
ASSNT  
2017407300 Extension de la station d'épuration Auriol  
Saint-Zacharie

Cette enveloppe finance les dépenses relatives à l'opération d'extension de la station d'épuration Auriol Saint-Zacharie du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
1 734 048,84 €	1 734 048,84 €	€	€	€

Programme 08 Eau, Assainissement AP 174124 BA  
ASSNT  
2017407400 Extension réseau assainissement  
Hameau du Pigeonnier (La Bouilladisse)

Cette enveloppe finance les dépenses relatives à l'opération d'extension du réseau d'assainissement Hameau du Pigeonnier à La Bouilladisse, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
3 000 000 €	1 227 072,03 €	864 543 €	€	€

Programme 08 Eau, Assainissement AP 174124 BA  
ASSNT  
2017407500 Réhabilitation ovoïde eaux usées  
Aubagne / Marseille

Cette enveloppe finance les dépenses relatives aux travaux de réhabilitation de l'ovoïde des eaux usées entre Marseille et Aubagne.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
4 500 000 €	1 200 000 €	€	€	€

Programme 09 Politique du logement AP 174091 BP  
– Aide à la pierre  
2017404900 Convention délégation aides à la pierre

Cette enveloppe finance les dépenses relatives aux aides à la pierre dispensées par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
13 122 000 €	3 946 527 €	€	€	€

2017405000 Habitat – OPAH et OPAH  
Renouvellement Urbain (RU)  
 Cette enveloppe finance les dépenses qui interviennent dans le cadre de la convention OPAH et

OPAH RU portée par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
4 704 000 €	1 176 000 €	1 176 000 €	1 176 000 €	1 176 000 €

Programme 09 Politique du logement AP 174092 BP  
– Aide au logement  
2017404700 Habitat – Participation Communes –  
Aides directes (reversement SRU)

Cette enveloppe finance les dépenses relatives aux aides directes apportées aux communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
620 400 €	20 400 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €

2017404800 Habitat – Participation Bailleurs –  
Aides directes (reversement SRU)

Cette enveloppe finance les dépenses relatives aux aides directes apportées aux bailleurs soutenus par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
2 819 000 €	1 019 000 €	600 000 €	600 000 €	600 000 €

Programme 09 Politique du logement AP 174093 BP – Gens du voyage

2017402300 Etude faisabilité aire gens du voyage

Le Schéma départemental des gens du voyage a approuvé la mise en œuvre d'une 2ème aire sur le

territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Le terrain situé à Auriol a fait l'objet d'une délibération mais il est impacté par le Plan de Prévention du Risque Incendie (PPRI). Une nouvelle étude foncière doit donc être effectuée.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
188 000 €	15 000 €	€	€	€

Programme 16 Déchets AP 174160 BP – Déchets

2017405100 Réfection des points de collecte

Dans le cadre d'une gestion optimisée des déchets sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, la Collectivité assure des travaux d'infrastructures permettant la mise en œuvre d'espaces destinés à

recevoir des conteneurs et autres équipements nécessaires à la bonne organisation de la collecte des déchets. Ces derniers ont pour objectifs de faciliter le travail des ripeurs, d'améliorer la propreté des sites mais surtout de réduire les zones accidentogènes.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
253 000 €	73 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €

2017405200 Acquisition + travaux conteneurs enterrés

Dans le cadre d'une politique volontariste sur la thématique des déchets, la collectivité envisage la mise en place d'un parc conséquent de colonnes

enterrées, voire d'un système ascenseurs sur l'ensemble du Territoire. L'objectif est d'améliorer l'intégration paysagère des équipements de collecte tout en augmentant les performances de valorisation par la mise en place de colonnes pour le tri.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
3 450 000 €	1 350 000 €	700 000 €	700 000 €	700 000 €

2017405300 Travaux dans les déchetteries (vidéoprotection)

Dans le cadre de la prise en compte de la sécurité des personnes et des biens, mais aussi des contraintes réglementaires, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaite réhabiliter en priorité la déchèterie et le quai de transfert de Peypin mais aussi les autres déchèteries du territoire (Aubagne,

Auriol et Cuges-Les-Pins) et le quai de transfert d'Aubagne. Les travaux à réaliser correspondent à une réfection complète du quai de transfert de Peypin, des réhabilitations des quais des déchèteries, réfection du quai de transfert d'Aubagne, installations de signalétiques, mise en place de vidéo-protection, etc...).

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
680 000 €	0 €	60 000 €	270 000 €	270 000 €	80 000 €

2017405400 Acquisition matériel roulant (bennes)

Le Conseil de Territoire dispose d'un parc de 52 véhicules de collecte. L'objectif pour la collectivité est de renouveler le parc vieillissant (véhicules âgés de plus de 10 ans) afin de réduire les coûts liés à la maintenance et à la location de bennes. Dans ce

cadre, l'acquisition sur quatre ans de 6 bennes à ordures ménagères de 19 tonnes, 6 bennes à ordures ménagères de 16 tonnes, 5 bennes de 10 tonnes 1 véhicule grue de 12 tonnes et 1 véhicule grue de 26 tonnes est envisagée.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
2 850 000 €	930 000 €	720 000 €	600 000 €	600 000 €

#### 2017405500 Acquisition de conteneurs

Le Conseil de Territoire met à disposition de la population différents moyens de pré-collecte pour assurer un service de qualité. Les moyens aériens de pré-collecte se caractérisent aujourd'hui par : des bacs individuels pour la collecte des ordures ménagères (1200), des bacs de 770 litres pour la collecte des ordures ménagères (4506) et des

colonnes pour la récupération des recyclables secs (781). Afin d'assurer un renouvellement régulier du parc, de pallier aux différents aléas (feux, casses) mais aussi de réaliser une densification du parc des colonnes aériennes pour améliorer les performances de recyclage; le Conseil de Territoire provisionne une enveloppe annuelle de 200 000 € TTC.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
800 000 €	160 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	40 000 €

#### Programme 16 Déchets AP 174160 BA TOM 2017407000 Travaux divers site du Mentaure

Cette enveloppe finance les dépenses d'investissement afférentes à l'entretien du site du Mentaure.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
100 000 €	50 397,67 €	€	€	€

#### Programme 18 Environnement et cadre de vie AP 174180 BP – Stratégie environnementale 2017402600 Participation chauffe-eau solaire et composteurs

Une aide financière est attribuée sous conditions pour l'acquisition d'un composteur ou lombricomposteur et de chauffe-eaux solaires thermiques à tous les habitants du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Ces aides existent respectivement depuis 2013 et 2004.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
20 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €

#### 2017402700 Acquisition + travaux composteurs collectifs et individuels

Afin de soutenir la politique de réduction des déchets en amont, le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile propose aux résidences collectives, écoles et à tout organisme à but non lucratif, sous condition, de

pouvoir bénéficier d'un service de mise en place de composteurs collectifs et d'accompagnement par les équipes du Territoire. Pour cela, le Territoire s'est doté d'un marché d'acquisition de composteurs collectifs et d'un marché de travaux pour la pose des panneaux d'affichages et la réalisation de la dalle.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
75 000 €	18 750 €	18 750 €	18 750 €	18 750 €

#### 2017402800 Etude bilan gaz à effet de serre

La mise à jour du bilan de gaz à effet de serre est une obligation réglementaire. Dans le contexte

métropolitain, il s'agit de conserver cette opération afin d'incrémenter l'opération globale que devra mener la Métropole.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
40 000 €	20 000 €	0 €	€	€

#### 2017402900 Etude suivi et évaluation agenda 21

Il s'agit de l'acquisition d'un logiciel permettant d'optimiser et d'harmoniser l'utilisation de l'outil Agenda 21.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
10 000 €	10 000 €	€	€	€

#### 2017403000 AMO qualité environnementale SPL + Bennes

Cette enveloppe finance les dépenses relatives à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en matière

de qualité environnementale s'agissant des thématiques de l'eau et des déchets.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
19 158 €	19 158 €	€	€	€

Programme 23 Agriculture et forêt AP 174231 BP – Agriculture

2017402200 Portage foncier agricole

Cette enveloppe permet d'intervenir sur les opportunités foncières en zone agricole.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
390 000 €	90 000 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €

**Programme 23 Agriculture et forêt AP 174232 BP – Forêt**

2017404200 Etudes préservation des forêts

Cette enveloppe finance les dépenses d'investissement afférentes à l'actualisation de l'étude

du Plan de Massif de la Marcouline qui doit permettre de définir rapidement les ouvrages de DFCI à réaliser prioritairement.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
24 000 €	12 000 €	12 000 €	€	€

2017404300 Participations d'équipements aux syndicats mixtes PIDAF

Cette enveloppe correspond à la participation d'équipements de l'Etat spécial aux syndicats mixtes PIDAF.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
140 000 €	140 000 €	€	€	€

2017404400 Travaux d'amélioration forêt communale

Ces travaux de valorisation et protection des forêts communales sont réalisés annuellement. Ces

programmes dépendent des conditions locales d'évolution du milieu naturel (incendies, aléas climatiques...) et ne peuvent pas être anticipés.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
142 000 €	86 000 €	56 000 €	€	€

2017404500 Travaux Conservatoires Forêt Méditerranéenne (CFM)

Ces travaux de valorisation et protection des massifs forestiers sont élaborés annuellement avec le concours de tous les acteurs du milieu naturel et notamment ceux de la DFCI (Défense Forêt Contre

Incendie). Même s'ils s'inscrivent dans une logique de programmation déclinée au travers d'études conduites en amont, ces programmes dépendent totalement d'une part des aléas intervenus sur les massifs et d'autre part, de la capacité des différents financeurs au soutien de ces actions.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
982 000 €	457 000 €	525 000 €	€	€

2017404600 Travaux Divers forêts

Travaux forestiers de protection nécessaires au maintien opérationnel des ouvrages DFCI et devant

répondre aux désordres survenus sur le milieu naturel qu'il est impossible à anticiper.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
268 000 €	118 000 €	150 000 €	€	€

**Programme 28 Industrie et réseaux d'énergie AP 174280 BA RCU**

2017407100 Création chaufferie et réseau de chaleur site Rousselot

Le réseau de chaleur a été mis en service en 2014 avec une production 100% bois. Les problématiques rencontrées pour la levée des réserves sur le process

ont conduit à la mise en place d'une chaufferie mobile de secours. Au regard du coût de la location, il est envisagé de pérenniser un secours pour le réseau de chaleur. Pour ce faire, une étude de faisabilité est prévue en 2017 pour une réalisation des travaux en 2018.

Montant	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
600 000 €	336 950,26 €	150 000 €	€	€



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la programmation du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile des opérations d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la traduction des dépenses d'équipement engagées en programmation pluriannuelle des investissements traduite en programmes, en autorisations de programme et en opérations d'investissement énumérées ci-dessus.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur les budgets correspondants et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 036-2694/17/CM**

**■ Approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Principal  
MET 17/4587/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté son Règlement Budgétaire et Financier (RBF) prévoyant que toutes les dépenses d'équipement soient liées à une autorisation de programme (AP) et que les crédits de paiement (CP) soient votés par opération.

Avant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, aucune dépense d'équipement n'était gérée ainsi sur le territoire Istres-Ouest Provence. Dès lors, un travail de recensement des dépenses d'équipement engageant la collectivité (conventions, marchés, fonds de concours, délibérations, etc.) a été effectué pour les intégrer dans la programmation de la Métropole.

Chaque engagement juridique a fait l'objet d'un rattachement à un programme, à une autorisation de programme et à une opération budgétaire.

Ainsi, une programmation pluriannuelle des investissements du territoire Istres-Ouest Provence a pu aboutir en fonction des engagements déjà effectués et des dépenses prévues pour terminer les projets comme suit :

**Programme 01 Gestion de l'administration AP  
17501 A BP- GESTION DE L'ADMINISTRATION**

**- 2017503500, Réalisation, aménagement et  
réhabilitation des bâtiments**

Cette enveloppe finance les dépenses d'investissement afférentes aux bâtiments dédiés au fonctionnement du territoire Istres-Ouest Provence.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
1 976 841,43 €	1 576 841,43 €	400 000,00 €

**- 2017503800, Acquisition de matériels, mobiliers, véhicules et autres**

Cette enveloppe finance les dépenses de mobiliers, matériels et véhicules nécessaires au fonctionnement du territoire Istres-Ouest Provence.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
3 004 610,00 €	1 679 610,00 €	1 325 000,00 €

**Programme 01 Gestion de l'administration AP 17501 C RA - GESTION DE L'ADMINISTRATION**

**- 2017503700, Acquisition de matériels, mobiliers, véhicules et autres (budget Régie Action Sociale)**

Cette enveloppe finance les dépenses de mobiliers, matériels et véhicules nécessaires au fonctionnement de la Régie d'Action Sociale.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
38 000,00 €	15 000,00 €	23 000,00 €

**Programme 01 Gestion de l'Administration AP N° 17501 D CO - GESTION DE L'ADMINISTRATION**

**- 2017503900, Acquisition de matériels, mobiliers, véhicules et autres (budget Déchets)**

Cette enveloppe finance les dépenses de mobiliers, matériels et véhicules nécessaires au fonctionnement de la Régie des Déchets.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
2 280 000,00 €	665 000,00 €	1 615 000,00 €

**Programme 03 Action de développement économique AP N° 17503 A BP - ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**- 2017502000, Mandat d'études extension Clésud**  
Etudes pré-opérationnelles pour le développement d'une nouvelle plateforme logistique en continuité de CLESUD 1.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
235 200,00 €	180 000,00 €	55 200,00 €

**- 2017502300, Participations diverses**

Cette enveloppe vise à participer aux projets liés au développement économique du territoire Istres-Ouest

Provence et répondent aux exigences en matière de développement durable, transition énergétique et création d'emplois.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
687 580,00 €	287 580,00 €	400 000,00 €

**Programme 06 Urbanisme et Foncier AP N° 175060 BP - URBANISME ET FONCIER**

**- 2017501300, Foncier**

Acquisitions de réserves foncières dans le cadre de projets d'aménagements et de développement du territoire Istres-Ouest Provence. Acquisition de terrains d'assiettes d'équipements publics relevant de la compétence de la Métropole.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019
14 334 575,16 €	3 212 532,16 €	7 398 093,00 €	3 723 950,00 €

**- 2017501400, Etudes d'aménagement**

Etudes pré-opérationnelles pour des projets d'aménagement à vocation habitat. Enveloppe prévisionnelle liée aux études de planification et

d'urbanisme relevant de la compétence de la Métropole ou du Conseil de Territoire. Participation à des études de projets de voirie pour le développement du territoire Istres-Ouest Provence.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
672 216,20 €	402 216,20 €	270 000,00 €

**- 2017501500, Participations diverses**

Participation à la réalisation d'infrastructure et d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage Etat ou concédé.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
3 666 049,00 €	2 877 441,00 €	788 608,00 €

**- 2017501600, Projet d'aménagement urbain et paysager secteur Gare Pôle multimodal à Miramas**

Projet multi-sites avec la mise en œuvre d'un pôle d'échanges multimodal intégré dans un projet d'aménagement urbain mixte (habitat, commerces, tertiaires, etc.).

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
3 606 401,80 €	1 920 401,80 €	686 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00€

**Programme 07 Transports Urbains AP N° 175070 BP – Transports Urbains**

**- 2017504000, Participation aux travaux d'aménagement de la gare de Miramas**

Co-financement des études et travaux relatifs à la réhabilitation du bâtiment gare de Miramas sous maîtrise d'ouvrage Région et SNCF gares et connexions (dossier en lien avec le projet d'aménagement urbain et paysager secteur Gare Miramas).

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019
490 500,00 €	10 500,00 €	180 000,00 €	300 000,00 €

**Programme 09 Politique du logement AP N° 175 240 BP - POLITIQUE DU LOGEMENT**

**- 2017501100, Politique de l'habitat**

Dispositifs d'aides et d'accompagnement au parcours résidentiel, d'aides aux bailleurs dans le cadre de la création et/ou de la rénovation énergétique de logements sociaux.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
2 725 335,00 €	872 337,00 €	1 852 998,00 €

**- 2017501200, Rénovation urbaine**

Le quartier de la Maille II ainsi que le Mercure ont été retenus par l'ANRU dans la liste des quartiers d'intérêt

national. Il s'agit de solder l'opération initiale liée au programme de rénovation urbaine du quartier la Maille II.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019
1 842 595,00 €	1 293 674,00 €	155 204,00 €	393 717,00 €

**Programme 10 Déchets AP N° 175100 CO – DECHETS**

**- 2017503400, Réalisation, aménagement et réhabilitation déchetteries,**

Cette enveloppe finance les investissements nécessaires pour la mise en conformité et la pérennisation des déchetteries du territoire Istres-Ouest Provence mais également la réalisation de nouvelles déchetteries rendue nécessaire par l'accroissement de la population.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
1 562 116,00 €	909 558,00 €	652 558,00 €

**Programme 14 : Voirie Métropolitaine AP N° 175140 BP Voirie territoire Istres-Ouest Provence**

**- 2017500100, Opérations d'aménagements sur le territoire de Cornillon-Confoux**

Le village de Cornillon-Confoux est un exemple remarquable d'architecture rurale provençale avec ses

ruelles étroites, desservant des maisons en pierres sèches. Le programme d'aménagement de voirie, vise à poursuivre la mise en valeur du Centre Ancien du village par la création de chaussées pavées, la mise en place de fontaines, mais également l'aménagement de nouveaux quartiers.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
2 072 600,00 €	1 430 506,00 €	216 705,00 €	225 389,00 €	200 000,00 €

**- 2017500200, Opérations d'aménagements sur le territoire de Fos-sur-Mer**

Le réseau de voirie de la commune de Fos-sur-Mer est très étendu. La ville s'est développée dans le respect de son patrimoine naturel et historique et

s'étend en longueur du Nord au Sud. L'aménagement urbain de son territoire privilégie la qualité du cadre de vie et la mise en valeur des espaces naturels notamment par des travaux de réfection de voirie et réseaux divers sur l'ensemble du territoire de la commune.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
14 261 987,02 €	7 538 932,02 €	2 874 063,00 €	2 564 496,00 €	1 284 496,00 €

**- 2017500300, Opérations d'aménagements sur le territoire de Grans,**

La réalisation de divers travaux de voirie vise à répondre aux exigences de mise en sécurité et de

confort de certaines voies par un aménagement des trottoirs et en dissimulant les réseaux secs et le réseau pluvial afin de rendre le centre du « village » plus accessible.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
6 277 454,62 €	3 214 514,62 €	879 750,00 €	1 091 595,00 €	1 091 595,00 €

**- 2017500400, Opérations d'aménagements sur le territoire d'Istres,**

Le réseau de voirie de la commune d'Istres étant très étendu, de nouveaux projets sont en cours de développement afin de répondre aux exigences de mise en sécurité et d'accroissement de la population.

De plus, suite à la modification du PLU, et afin de répondre à l'urbanisation de certains quartiers, des travaux d'aménagement de voirie et de création d'assainissement collectif ont été programmés, notamment sur le quartier du Tour de l'Etang de l'Olivier ainsi que sur le secteur Rassuen Lavalduc.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
42 260 467,42 €	15 017 026,42 €	11 195 929,00 €	10 190 456,00 €	5 870 056,00 €

**- 2017500500, Opérations d'aménagements sur le territoire de Miramas**

La commune de Miramas dispose d'un réseau viaire très étendu qui nécessite des travaux réguliers. Des

réfections de voirie sont donc nécessaires pour l'amélioration de la sécurité et le cadre de vie. De plus, suite à la création du village des Marques, plusieurs opérations de requalification des voies sont prévues.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
38 303 929,08 €	17 226 236,08 €	9 261 598,00 €	5 027 279,00 €	6 788 816,00 €

**- 2017500600, Opérations d'aménagements sur le territoire de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

Afin de poursuivre la rénovation des voiries vieillissantes de ce territoire très étendu, des travaux de réaménagement des voies principales sont

programmés chaque année. Sont prévus notamment les travaux de la réfection complète des voiries et réseaux de l'Avenue du Port, qui dessert l'entrée de la ville pour mener au nord où se situe le cœur portuaire de la commune.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
16 187 880,51 €	5 056 708,51 €	4 080 872,00 €	3 525 150,00 €	3 525 150,00 €

**- 2017500700, Aménagements divers**

Ces travaux concernent la création ou la requalification d'espaces publics dans le cadre de l'aménagement et du développement du territoire Istres-Ouest-Provence.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
10 624 345,00 €	2 950 664,00 €	1 000 000,00 €	5 662 099,00 €	1 011 582,00 €

**Programme 15 Autres services d'intérêt métropolitain AP N° 175151 BP - CULTURE**

**- 2017500800, Participation d'équipement régie culturelle**

Afin de permettre à la régie Scènes et Cinés Ouest Provence chargée de la gestion du Spectacle Vivant et du cinéma sur le territoire Istres-Ouest Provence d'assurer ses missions en faveur des usagers, une subvention d'équipement est allouée en vue d'acquérir différents matériels nécessaires à son activité.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
700 000,00 €	175 000,00 €	175 000,00 €	175 000,00 €	175 000,00 €

**- 2017500900, Réalisation, aménagement, et réhabilitation de bâtiments**

Cette enveloppe finance les travaux de réalisation, mise en conformité et pérennisation des bâtiments culturels notamment la création d'une nouvelle médiathèque.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
23 696 116,49 €	3 413 362,49 €	4 463 271,00 €	6 759 483,00 €	9 060 000,00 €

**Programme 15 Autres services d'intérêt métropolitain AP N° 175152 BP - SPORT**

**- 2017501000, Réalisation, aménagement, et réhabilitation de bâtiments**

Cette enveloppe finance les travaux de réalisation, mise en conformité et pérennisation des bâtiments sportifs. Elle comprend notamment le solde d'exécution de la Halle couverte d'athlétisme sur Miramas.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
12 303 162,31 €	8 412 781,31 €	3 890 381,00 €

**Programme 22 Aide aux communes AP N° 175220 BP - AIDE AUX COMMUNES**

**- 2017501700, Fonds de concours sur le territoire de Grans**

Subventions d'équipement versées aux communes membres afin de financer la construction, la réhabilitation ou l'acquisition de bâtiments.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
1 428 533,00 €	429 933,00 €	998 600,00 €

**- 2017501800, Fonds de concours sur le territoire d'Istres**

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019
9 063 350,00 €	3 990 200,00 €	4 576 550,00 €	496 600,00 €

**- 2017501900, Fonds de concours sur le territoire de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

MONTANT	CP 2017	CP 2018
390 000,00 €	165 000,00 €	225 000,00 €

**- 2017504100, Fonds de concours sur le territoire de Cornillon-Confoux**

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019
829 030,00 €	100 000,00 €	643 200,00 €	85 830,00 €

**- 2017504200, Fonds de concours sur le territoire de Fos-sur-Mer**

MONTANT	CP 2017	CP 2018
750 000,00 €	375 000,00 €	375 000,00 €

- Qu'il convient d'approuver la programmation des opérations d'investissement du territoire Istres-Ouest Provence ;

- Qu'il sera nécessaire d'inscrire les crédits de paiement afférents aux exercices budgétaires concernés ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation de son Règlement Budgétaire et Financier.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la traduction des dépenses d'équipement engagées en programmation pluriannuelle des investissements, en programme, en autorisation de programme et en opérations d'investissement énumérées ci-dessus.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2017 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

**FAG 037-2695/17/CM**

**■ Approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement - Budget Eau  
MET 17/4583/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté son Règlement Budgétaire et Financier (RBF) prévoyant que toutes les dépenses d'équipement soient liées à une autorisation de programme (AP) et que les crédits de paiement (CP) soient votés par opération.

Avant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, aucune dépense d'équipement n'était gérée ainsi sur le territoire Istres-Ouest Provence. Dès lors, un travail de recensement des dépenses d'équipement engageant la collectivité (conventions, marchés, fonds de concours, délibérations, etc.) a été effectué pour les intégrer dans la programmation de la Métropole.

Chaque engagement juridique a fait l'objet d'un rattachement à un programme, à une autorisation de programme et à une opération budgétaire.

Ainsi, une programmation pluriannuelle des investissements du territoire Istres-Ouest-Provence a

pu aboutir en fonction des engagements déjà effectués et des dépenses prévues pour terminer les projets comme suit :

#### **Programme 12 Eau AP N° 175120 EA – EAU**

#### **- 2017502700, Extension renouvellement mise en conformité de réseaux et ouvrages**

Cette enveloppe vise à répondre aux obligations imposées par la loi « Grenelle 2 » ainsi que la loi 2010-788 du 12 juillet 2010 afin de réduire le gaspillage de la ressource en eau et d'améliorer le rendement des réseaux de distribution.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
12 060 263,03 €	7 472 418,61 €	4 587 844,42 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation de son Règlement Budgétaire et Financier ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la programmation des opérations d'investissement du territoire Istres-Ouest Provence ;

- Qu'il sera nécessaire d'inscrire les crédits de paiement afférents aux exercices budgétaires concernés ;

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la traduction des dépenses d'équipement engagées en programmation pluriannuelle des investissements, en programme, en autorisation de programme et en opérations d'investissement énumérées ci-dessus.

#### **Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au Budget Eau 2017 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 038-2696/17/CM**

#### **■ Approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Industriel et Commercial MET 17/4584/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté son Règlement Budgétaire et Financier (RBF) prévoyant que toutes les dépenses d'équipement soient liées à une autorisation de programme (AP) et que les crédits de paiement (CP) soient votés par opération.

Avant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, aucune dépense d'équipement n'était

gérée ainsi sur le territoire Istres-Ouest Provence. Dès lors, un travail de recensement des dépenses d'équipement engageant la collectivité (conventions, marchés, fonds de concours, délibérations, etc.) a été effectué pour les intégrer dans la programmation de la Métropole.

Chaque engagement juridique a fait l'objet d'un rattachement à un programme, à une autorisation de programme et à une opération budgétaire.

Ainsi, une programmation pluriannuelle des investissements du territoire Istres-Ouest Provence a

pu aboutir en fonction des engagements déjà effectués et des dépenses prévues pour terminer les projets comme suit :

**Programme 01 Gestion de l'Administration AP N° 17501 B EN - GESTION DE L'ADMINISTRATION**

**- 2017504300, Réalisation, aménagement et réhabilitation des bâtiments**

Cette enveloppe finance les dépenses d'investissement afférentes aux bâtiments.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
1 020 000,00 €	523 500,00 €	496 500,00 €

**- 2017503600, Acquisition de matériels, mobiliers, véhicules et autres**

Cette enveloppe finance les dépenses de mobiliers, matériels et véhicules nécessaires au fonctionnement.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
12 000,00 €	8 000,00 €	4 000,00 €

**Programme 03 Actions de Développement Economique AP N° 17503 B EN - ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

**- 2017502400, Réalisation d'ateliers relais Malleborge II à Port-Saint-Louis-du-Rhône**

Ce projet a pour but de répondre à la pénurie de locaux destinés à l'activité mixte, il s'agit de la construction d'un bâtiment de type industriel regroupant des modules d'ateliers relais destinés à la location des entreprises artisanales sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

MONTANT	CP 2017
334 300,00 €	334 300,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation de son Règlement Budgétaire et Financier ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la programmation des opérations d'investissement du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- Qu'il sera nécessaire d'inscrire aux exercices budgétaires concernés les crédits de paiement afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la traduction des dépenses d'équipement engagées en programmation



pluriannuelle des investissements, en programme, en autorisation de programme et en opérations d'investissement énumérées ci-dessus.

## **Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au Budget Industriel et Commercial 2017 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 039-2697/17/CM**

#### **■ Approbation de la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement au Budget Assainissement MET 17/4585/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté son Règlement Budgétaire et Financier (RBF) prévoyant que toutes les dépenses d'équipement soient liées à une autorisation de programme (AP) et que les crédits de paiement (CP) soient votés par opération.

Avant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, aucune dépense d'équipement n'était gérée ainsi sur le territoire Istres-Ouest Provence. Dès lors, un travail de recensement des dépenses d'équipement engageant la collectivité (conventions, marchés, fonds de concours, délibérations, etc.) a été effectué pour les intégrer dans la programmation de la Métropole.

Chaque engagement juridique a fait l'objet d'un rattachement à un programme, à une autorisation de programme et à une opération budgétaire.

Ainsi, une programmation pluriannuelle des investissements du territoire Istres-Ouest Provence a pu aboutir en fonction des engagements déjà effectués et des dépenses prévues pour terminer les projets comme suit :

#### **Programme 11 Assainissement AP N° 175110 AS – ASSAINISSEMENT**

##### **- 2017502800, Construction d'une nouvelle STEP à Fos-sur-Mer**

Les ouvrages de traitement actuels atteignant régulièrement les limites en raison de l'arrivée importante d'eau claire parasite, les travaux envisagés portent sur la reprise des filières traitement des eaux et traitement des boues. Ils permettront de faire face à l'accroissement de la population à l'horizon 2040.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
4 043 629,73 €	460 296,40 €	0,00 €	166 666,67 €	3 416 666,67 €

##### **- 2017503000, STEP de Rassuen**

Ces travaux consistent en l'augmentation de capacité de la station d'épuration pour un passage de 50 000 équivalent habitant à 75 000 rendue nécessaire suite à l'urbanisation liée à la révision du PLU.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020
13 450 000,00 €	50 000,00 €	2 400 000,00 €	7 000 000,00 €	4 000 000,00 €

##### **- 2017503100, Renforcement de la capacité STEP de Miramas/Saint-Chamas**

Suite à la révision du PLU et à l'urbanisation qui en découle, cette étude vise à déterminer s'il est nécessaire d'augmenter la capacité de la station ou de construire un nouvel équipement.

MONTANT	CP 2017
26 145,65 €	26 145,65 €

##### **- 2017503300, Extension, renouvellement et mise en conformité de réseaux et ouvrages**

Travaux d'extension ou de renouvellement de réseaux liés à l'urbanisation mais également à la mise en place

des systèmes d'auto-surveillance. En effet, les données recueillies ont mis en évidence la non-conformité de certains tronçons de réseaux qu'il sera nécessaire de renouveler ou de réparer afin d'éviter le transit de tout autre effluent que les eaux usées.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
16 778 831,73 €	6 646 875,06 €	10 131 956,67 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation de son Règlement Budgétaire et Financier.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la programmation des opérations d'investissement du territoire Istres-Ouest Provence ;
- Qu'il sera nécessaire d'inscrire les crédits de paiement afférents aux exercices budgétaires concernés.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la traduction des dépenses d'équipement engagées en programmation pluriannuelle des investissements, en programme, en autorisation de programme et en opérations d'investissement énumérées ci-dessus.

#### **Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au Budget Assainissement 2017 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 040-2698/17/CM**

**■ Approbation des autorisations de programme et affectation des opérations d'investissement - Création d'un nouveau champs captant au Ventillon au Budget Eau MET 17/4586/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté son règlement budgétaire et financier qui prévoit l'approbation des autorisations de programme et l'affectation des opérations d'investissement liées à l'instruction budgétaire et comptable M4.

L'opération d'investissement n° 2017502500, création d'un nouveau champ captant au Ventillon d'un montant de 10 477 943,44 € HT inscrite au budget Eau enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175120 EA du programme Eau de la Métropole doit être affectée.

#### **Programme 12 – EAU - AP N° 175120 EA – EAU**

**- 2017502500, Création d'un nouveau champ captant au Ventillon**

Cette opération vise à construire un nouveau champ captant permettant de répondre à la réglementation de l'adduction d'eau sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

MONTANT	CP 2017	CP 2018	CP 2019
10 477 943,44 €	899 026,78 €	4 791 958,33 €	4 786 958,33 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation de son Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 10 477 943,44 € HT de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire d'inscrire les crédits de paiement afférents aux exercices budgétaires concernés.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017502500, création d'un nouveau champ captant au Ventillon pour un montant de 10 477 943,44 € HT rattachée au programme Eau, code AP n° 175120 EA.

**Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au Budget Eau 2017 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 041-2699/17/CM**

**■ Création des Budgets Annexes Eau et Assainissement du Territoire du Pays d'Aix  
MET 17/4945/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au 1er janvier 2018, les compétences communales eau et assainissement sont transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Sur le Pays d'Aix, ces compétences sont exercées en délégation de service public (DSP) pour partie du Territoire, et en régie pour le reste.

### **1. Echelle d'organisation et mode de gestion pour l'exercice de ces compétences avant le transfert de compétence**

#### **Echelle d'organisation**

Ces compétences sont le plus souvent communales mais également exercées par quelques syndicats intercommunaux.

Sur le Pays d'Aix les syndicats qui sont compétents en matière d'eau sont :

- Le SIBAM (Gréasque, Mimet, Simiane-Collongue)
- Le SIVOM Durance-Lubéron (Pertuis)

Sur le Pays d'Aix les syndicats qui sont compétents en matière d'assainissement pour la totalité de la compétence sont :

- Le SIBAM pour la totalité de la compétence
- Le SIVOM Durance-Lubéron (Pertuis)

Et uniquement pour la station d'épuration

- Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement Coudoux-Ventaben
- Le SIPA (Bouc-Bel-Air – Simiane-Collongue)
- Le Syndicat de Rives Hautes (Fuveau-Gréasque)

Les syndicats sur l'eau et l'assainissement cités ci-dessus vont disparaître avec le transfert de ces compétences à l'exception du SIVOM Durance-Lubéron (Pertuis) où la Métropole remplacera la commune de Pertuis en représentation-substitution.

#### **Modes de gestion**

En considérant que Cabriès, en régie, a prévu de passer en DSP avant la fin de l'année, on aura au moment du transfert les modes de gestion suivants :

	Au 31 décembre 2017
Eau	26 communes en DSP et 10 en régie
Assainissement	24 communes en DSP et 12 en régie

## 2 Budgets à créer et règles afférentes aux budgets de l'eau et l'assainissement

Le principe de maintien des modes de gestion choisis par les maires avant transfert conduira à l'échelle du

Pays d'Aix à une gestion mixte avec une partie du Territoire en délégation de service public et une partie en régie.

En conséquence il convient de créer un budget par compétence et par mode de gestion soit :

Eau	Assainissement
Budget annexe de l'eau « DSP »	Budget annexe de l'assainissement « DSP »
Budget annexe de l'eau « régie »	Budget annexe de l'assainissement « régie »

Par ailleurs le budget du SPANC reste dans sa configuration actuelle et fait l'objet d'un rapport sur les orientations budgétaires particulier.

Les services publics de l'eau et de l'assainissement sont des Service Publics Industriels et Commerciaux (SPIC) qui relèvent de la comptabilité publique, qu'ils soient gérés en régie ou en DSP, et plus spécifiquement de l'instruction budgétaire et comptable M 49.

Les budgets de l'eau et de l'assainissement sont financés par les redevances perçues sur les usagers et affectées au service correspondant.

L'ensemble des dépenses relatives à ces services publics doit être pris en compte dans le budget annexe correspondant.

Ces budgets doivent être intrinsèquement équilibrés et ne peuvent bénéficier d'aucune subvention du budget général de la Métropole.

Pour autant, le niveau d'avancement du recueil de données engagé par la mission CLECT auprès des communes, ne permet pas aujourd'hui de présenter des éléments budgétaires consolidés et quantifiés. Le principe recherché dans l'établissement de ces budgets pour 2018 sera de maintenir les tarifs pratiqués par les communes en 2017.

## 3. Contenu des budgets annexes applicables à chaque compétence et par mode de gestion

Ces budgets comprennent une section d'exploitation et une section d'investissement qui doivent chacune être équilibrée.

- La section d'exploitation comprend en dépenses principalement : les charges d'exploitation (personnel etc ..), les charges

financières, les charges exceptionnelles, les dotations aux amortissement et provisions.

- La section d'exploitation comprend en recettes principalement les redevances versées par les usagers.

- La section d'investissement comprend en dépenses principalement l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles et le remboursement du capital des emprunts et dettes.

- La section d'investissement comprend en recettes principalement les emprunts, les subventions et les amortissements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Délibère

### Article unique:

Est approuvée la création de quatre budgets annexes à compter du 1er janvier 2018 :

Pour la compétence « eau potable » :

- Budget annexe de l'eau « DSP »
- Budget annexe de l'eau « régie »

Pour la compétence « assainissement » :

- Budget annexe de l'assainissement « DSP »
- Budget annexe de l'assainissement « régie »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 042-2700/17/CM**

#### **■ Ouverture, modifications d'AP/CP - Budget Annexe du Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix MET 17/4925/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisation déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris. Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Il convient aujourd'hui d'ouvrir et de réviser les autorisations de programme existantes compte tenu des modifications de programme.

Le site de l'Arbois est l'installation de traitement des déchets ultimes du Territoire du Pays d'Aix.

Une partie de l'activité du site de l'Arbois est soumise à la TVA (délibération n°2015\_A246 du Conseil communautaire du 12 novembre 2015).

Aussi, il convient de scinder l'opération existante (DI149AP) en deux parties, HT d'un côté et TTC de l'autre.

C'est la raison pour laquelle il est proposé :

- **d'ouvrir une Autorisation de Programme** d'un montant de 600 000 € H.T. pour l'opération 3ème Bassin de l'Arbois HT (DI149HT) avec les crédits de paiement suivants :  
CP 2017 : 228 000 €      CP 2018 : 48 767 €  
RAF : 323 233 €.

- **de diminuer l'autorisation de Programme** de l'opération 3ème bassin de l'Arbois TTC (**DI149AP**) de – 600 000 € pour la porter à un montant de 5 450 000 € TTC avec les crédits de paiement suivants :  
Déjà financé : 68 254.44€ CP2017 : 3 326 400 €  
CP2018 : 711 480€      RAF : 1 343 865.56€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération N° FAG032-1312/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget primitif 2017 du budget principal ;
- la délibération N° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 036-1316/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif 2017 du Budget Annexe du Service public d'élimination des déchets du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG051-1331/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Annexe du Service Public

d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix ,

- La délibération n° FAG042-2298/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Annexe du Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'ouverture d'une autorisation de programme du Territoire du Pays d'Aix et de son affectation suivant les éléments ci-dessous :

3ème Bassin de l'Arbois HT (DI149HT).

AP Globale : 600 000 € H.T.

CP 2017 : 228 000 € CP 2018 : 48 767 €  
RAF : 323 233 €.

**Article 2 :**

Est approuvée la modification d'une autorisation de programme du Territoire du Pays d'Aix et de son affectation suivant les éléments ci-dessous :

3ème Bassin de l'Arbois TTC (DI149AP)

AP initiale : 6 050 000 €

Mouvement : - 600 000 €

AP Globale : 5 450 000 € TTC :

Déjà financé : 68 254.44€ CP2017 : 3 326 400 €  
CP2018 : 711 480€ RAF : 1 343 865.56€

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 043-2701/17/CM**

**■ Participation du budget principal à l'équilibre du budget annexe Réseau de Chaleur Urbain pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour 2017**

**MET 17/4969/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est fait état d'une insuffisance du réseau de chaleur à fournir de façon constante et satisfaisante le niveau de chaleur attendu aux logements connectés sur le

site de Rousselot. Le réseau fournit 445 logements et 2 500m2 de tertiaire depuis le 1er mars 2014.

En effet, les interventions sont nombreuses tout au long de la période hivernale sur la chaufferie pour pallier à sa mise en défaut et à ses dysfonctionnements, occasionnant un surcoût.

Afin de prévenir tout risque de rupture de la fourniture de chaleur à la population concernée, il a été fait le choix de mettre en place une chaufferie de secours au fuel provisoire, depuis avril 2016 dont le coût de location est de près de 7000 € par mois (hors carburant). Sur l'année 2017, la chaufferie a beaucoup tourné entraînant des surcoûts important tant en location qu'en consommation de fuel.

Afin de permettre le financement des charges obligatoires imputées sur le budget annexe mais incombant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, propriétaire des équipements (amortissements, charges financières, taxe foncière), une subvention exceptionnelle prévisionnelle est inscrite au budget principal pour le budget annexe du Réseau de Chaleur Urbain. Elle s'avère nécessaire au regard des exigences du service public conduisant la Collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement pour maintenir une tarification raisonnable pour les usagers du service public industriel et commercial, conformément à l'article L.2224-2 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour ce budget annexe, le montant total du surcoût pour le maintien de la chaufferie de secours s'élève à 69 700 €.

Les recettes réelles d'exploitation hors subvention d'équilibre de 408 851,71 € sont d'un montant inférieur aux dépenses d'exploitation de 448 851,71 €.

En l'absence de subvention exceptionnelle versée par le budget principal au budget annexe, l'augmentation théorique des tarifs pour couvrir le financement des surcoûts serait de près de 13 %.

Les crédits prévisionnels votés pour la subvention exceptionnelle dans les différents documents budgétaires pourront ne pas être intégralement exécutés à l'issue de l'exercice selon le niveau de réalisation des recettes et du taux d'exécution des dépenses. Ils n'ont pas pour objet de compenser purement et simplement un déficit de fonctionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix Marseille-Provence ;
- La délibération N° FAG 039-1319/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération N°FAG 034-2290/17/CM du 13 juillet 2017 approuvant le budget supplémentaire 2017 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de fournir de façon constante et satisfaisante un niveau de chaleur attendu aux usagers ;
- Le besoin de conserver la chaufferie de location pour l'ensemble de l'exercice.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé l'octroi d'une subvention d'équilibre de 40 000 € au budget principal pour le budget annexe Réseau de Chaleur Urbain en section de fonctionnement sur la chapitre 77, nature 774.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 044-2702/17/CM**

**■ Approbation du principe de compensation financière pour l'occupation de locaux affectés au budget annexe CT5-Entreprises  
MET 17/4913/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire sur le territoire Istres-Ouest Provence d'un parc locatif industriel et commercial constitué de bureaux, d'ateliers et de pépinières d'entreprises. Ce patrimoine immobilier et la gestion qui s'y rattache sont affectés au budget annexe de la Métropole/CT5 Entreprises. Il est constitué d'un total de 3 229,47 m<sup>2</sup> de bureaux, 8 971 m<sup>2</sup> d'ateliers répartis sur les communes d'Istres, Miramas, Fos-sur-Mer, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Cornillon-Confoux, et a vocation à être loué à des entreprises.

Or, certains services administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence exerçant leurs missions sur le territoire Istres-Ouest Provence et relevant du budget principal de la Métropole, occupent les locaux de cet ensemble immobilier pour une surface totale de 2482 m<sup>2</sup>, bureaux et ateliers confondus, grevant ainsi le budget annexe de la Métropole/CT5 Entreprises.

Afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire, il est nécessaire d'évaluer le montant de la compensation financière représenté par l'occupation de ces locaux par les services administratifs de la Métropole.

La valorisation de cette occupation est calculée sur la base, des loyers moyens appliqués sur les baux commerciaux ou professionnels dans ces mêmes bâtiments, des charges sur les parties communes et de l'application de la quote-part de la taxe foncière des locaux occupés.

Pour information, le détail des services administratifs concernés, des surfaces, du montant des loyers et des charges est renseigné dans un tableau annexé à la présente délibération. Le montant de la compensation financière s'élève à 276 338,96 € au titre de l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés le principe de l'occupation par des services administratifs du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence affectés au budget principal de locaux affectés au budget annexe CT5-Entreprises, ainsi que le principe d'un remboursement par le budget principal au budget annexe CT5-Entreprises, au titre de la compensation financière pour cette occupation.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal et annexe CT5-Entreprises de la Métropole. Cette compensation financière fera l'objet d'une régularisation budgétaire par l'émission d'un titre de recette au budget annexe CT5-Entreprises, chapitre 70, nature 7087 et d'un mandat de paiement à l'Etat spécial de territoire chapitre 011, nature 62872.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 045-2703/17/CM**

**■ Participation financière de la Métropole aux dépenses liées à la défense des ports par le bataillon de marins-pompiers de Marseille - Approbation d'une convention  
MET 17/4714/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L-5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « la Métropole exerce

de plein droit, en lieu et place des communes membres les compétences ... en matière de gestion des services d'intérêt collectif » et notamment « les services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées aux chapitre IV, titre II, Livre IV ... du présent Code ».

Cette formulation vise donc par la référence au chapitre IV aussi bien le service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône que le bataillon de marins-pompiers de Marseille.

Ainsi, le principe d'un financement métropolitain de droit commun du bataillon a été rendu obligatoire par la loi du 7 août 2015 (loi NOTRe) aujourd'hui codifié à l'article L-2513-5 du Code Général des Collectivités Territoriales : « viennent en atténuation de ces dépenses... la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Enfin, le principe du financement des « missions d'intérêt général effectuées par le bataillon de marins-pompiers de Marseille » est ouvert par ce même article à « l'Union Européenne, les collectivités territoriales et les établissements publics ».

Alors que l'article L-2513-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose : « le bataillon de marins-pompiers de Marseille est chargé, sous la direction et les ordres du Maire des secours tant contre les incendies que contre les périls ou accidents de toute nature menaçant la sécurité publique sur le territoire de la commune et dans les ports de Marseille », il lui confie également « la même mission, sous la direction de l'autorité de police compétente, dans les bassins et les installations du Port Autonome de Marseille situés hors de la commune de Marseille ... Les modalités de prise en charge financière de cette mission font l'objet d'un accord entre les parties concernées ... Une convention passée entre ses autorités de tutelles et l'administration ou l'organisme demandeur précise l'étendue des missions qui sont confiées au bataillon de marins-pompiers de Marseille et détermine les moyens qui lui sont consacrés ».

Une telle convention de participation financière de la Métropole aux dépenses liées à la défense des ports par le bataillon est amplement justifiée par l'accroissement d'activité des bassins gérés sur cinq communes par le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), aussi bien que des ports de plaisance situés à Marseille ou dans les limites administratives du GPMM.

Ces activités génèrent des risques importants d'incendie et de pollution, liés aux opérations de réparation navale, d'avitaillement, de chargement ou de déchargement mais aussi au développement très rapide des croisières qui conduisent dans nos ports des navires géants.



Ainsi, le bataillon des marins-pompiers doit adapter sans cesse sa réponse tant sur le plan de la prévention que sur celui de l'intervention au moyen de personnels spécialement formés et de matériels adaptés.

Ce dispositif entraîne, tant en fonctionnement qu'en investissement, des dépenses dépassant largement celles auxquelles doit faire face un service d'incendie et de secours « traditionnel ».

Outre l'importante participation de l'Etat et de la Ville en matière de rémunération et de charges sociales des personnels ; celle du Grand Port Maritime de Marseille et du Conseil Départemental déjà accordées, le tour de table financier devrait intégrer le Conseil Régional.

La contribution métropolitaine envisagée prendrait la forme d'une convention décennale portant tout à la fois sur le fonctionnement (800 000 €) et sur le renouvellement des investissements (700 000 €).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 17/1629/DDCV du 26 juin 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la participation financière forfaitaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux dépenses de fonctionnement (800 000 €) et d'investissement (700 000 €) des moyens du bataillon de marins-pompiers de Marseille destinés à la sécurité du littoral et des ports de plaisances de la ville de Marseille ainsi que de l'ensemble des plans d'eau relevant du Grand Port Maritime de Marseille.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la ville de Marseille.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets de la Métropole en investissement et en fonctionnement sur les exercices 2017 à 2026

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 046-2704/17/CM**

#### **■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels MET 17/4696/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Sept dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 23 176,55 euros (vingt-trois mille cent soixante seize euros et cinquante-cinq centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Nicolas SALZANO – sinistre 18 janvier 2016 – Montant : 1 966,13 euros,
- M. Jean-Régis HIETIN – sinistre du 14 janvier 2017 – Montant : 2 321,12 euros,
- M. Alain COUDERT – sinistre du 5 février 2017 – Montant : 7 994,85 euros,
- M<sup>me</sup> Jacqueline GIRAUD – sinistre du 2 mai 2016 – Montant : 6 605,39 euros,

- M. Alain GARRIGUENC – sinistre du 7 février 2017 – Montant : 2 338,06 euros,
- M. Jean-Claude ARMANI – sinistre du 10 février 2017 – Montant : 1 231,00 euros,
- M<sup>me</sup> Cécile ROINET – sinistre du 4 décembre 2015 – Montant : 720,00 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-dessus, à hauteur de la somme globale de 22 456,55 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 11 264,57 € pour le budget principal, Sous Politique A 160 fonction 020 article 6718.
- 9 225,85 € pour le budget des Ports de plaisance, Sous Politique A 160 article 6718
- 1 966,13 € pour le budget Assainissement, Sous Politique A 160 article 6718.

- 720,00 € pour le budget Eau, Sous Politique A 160 article 6718.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 047-2705/17/CM**

**■ Approbation d'une convention d'avance de trésorerie au bénéfice de l'association Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif  
MET 17/4544/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de la loi NOTRe, La Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibérations du 30 juin 2016 puis du 15 décembre 2016, a approuvé le transfert conventionnel au 1<sup>er</sup> janvier 2017 de compétences du Conseil Départemental dont l'aide individuelle aux jeunes en difficulté (FAJ) visée aux articles L263-3 et L263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Le FAJ est un dispositif dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans en difficulté, au moyen d'aides financières ponctuelles.

Or depuis plusieurs années, l'association Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif (FSPMA) intervenait en appui au Conseil Départemental dans la gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ).

En effet, l'association qui rassemble un large réseau entre les différentes fédérations, unions et associations au plan régional et couvre tous les champs d'activités associatifs, assure principalement dans le cadre du FAJ, le traitement des dossiers, le contrôle de leur conformité avec le règlement intérieur du FAJ et le suivi budgétaire des aides versées.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu avec l'association une convention relative à l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2017, approuvée par délibération du Bureau de la Métropole en date du 15 décembre 2016, afin de poursuivre ces actions en direction des jeunes en difficulté.

Si la subvention allouée pour un montant de 1 187 000 € couvre au plus juste, le montant des aides à attribuer aux jeunes ainsi que les frais de gestion de l'association et des secrétariats en charge du FAJ sur l'exercice 2017, l'association qui présente une trésorerie très faible, ne disposera plus dans les mois qui viennent des disponibilités nécessaires pour remplir ses missions, notamment en raison du versement du solde de 20% de l'aide à la fin de l'exercice budgétaire en vertu du Règlement

Budgétaire et Financier auquel la Métropole doit se conformer.

Il apparaît également que le soutien apporté lors des années précédentes par le Conseil Départemental prenait notamment la forme d'une avance permanente permettant à l'association de reconstituer sa trésorerie.

Aussi afin de poursuivre sa mission auprès des jeunes sans interruption, le FSPMA sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une avance de trésorerie d'un montant de 700 000 € soit 350 000 € sur l'exercice 2017 et 350 000 € sur l'exercice 2018.

L'avance pourrait être remboursable sans intérêts, au plus tard le 31 décembre 2018 pour la première partie et le 31 décembre 2019 pour la seconde, permettant ainsi à l'association de ne pas interrompre le versement des aides.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Monétaire et Financier et notamment son article L511-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire de la DGCL en date du 22 février 1989 ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016;
- La délibération du Conseil de Métropole n°FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016;
- La délibération du Bureau de la Métropole n°FAG 013-1181/16/BM du 15 décembre 2016 portant octroi d'une subvention.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'avance de trésorerie allouée à l'association FSPMA pour un montant maximum de 700 000 € soit 350 000 € sur l'exercice budgétaire 2017 et sous réserve du vote des crédits nécessaires, 350 000 € sur l'exercice suivant.

**Article 2 :**

Est précisé que le remboursement de l'avance interviendra sans intérêts au plus tard le 31 décembre 2018 pour la première partie de l'avance.

**Article 3 :**

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une avance de trésorerie ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association FSPMA.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence et pour l'exercice suivant ils sont estimés à 350 000 € - Sous-Politique E120 – Chapitre 27 – Nature 2745.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 048-2706/17/CM**

**■ Approbation d'un avenant de réaménagement de la dette contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la SA HLM Habitat devenue SA HLM Logeo Méditerranée  
MET 17/4970/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM Sud Habitat, devenue SA HLM Logeo Méditerranée, a sollicité la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), pour réaménager sa dette. Ce réaménagement porte sur 6% de l'encours CDC soit 7 157 000 €, et permet à l'organisme HLM de diminuer son annuité de 477 000 € sur les années 2016-2020 soit presque 3% du ratio annuité/loyers.

De l'opération proposée par la Caisse des Dépôts et Consignations résulte un avenant N° 48494, avec de nouvelles caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées référencées en annexe à la présente délibération.

Pour information, la demande de réaménagement de la SA HLM LOGEO MEDITERRANEE a été déposée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en avril 2016. Le délai de traitement de ce réaménagement qui inclut l'étude de la demande, l'acceptation de la proposition et la signature de l'avenant de réaménagement par les deux parties, s'est étalé sur 13 mois, du 11 avril 2016 au 23 mai 2017. Ce réaménagement a été validé sur l'index « inflation ». Or, entre temps, le Conseil de la Métropole a délibéré sur de nouvelles conditions d'octroi de garanties d'emprunts, en favorisant les index basés sur des taux « fixes », « livret A », et « Euribor ». Il vous est donc proposé de déroger de façon exceptionnelle au règlement voté le 30 mars 2017.

En conséquence, la Métropole Aix-Marseille-Provence est appelée à délibérer en vue d'apporter sa garantie d'emprunt pour les remboursements desdites lignes du prêt réaménagées.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités d'octroi par les Régions, Départements et les communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;

- L'avenant de réaménagement en annexe signé entre la SA HLM Logeo Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie pour le remboursement de chaque ligne du prêt réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'annexe « caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées ».

La garantie est accordée pour chaque ligne du prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

#### **Article 2 :**

Les nouvelles caractéristiques des lignes du prêt réaménagées sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'annexe « caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes du prêt réaménagées à taux révisibles indexées sur l'inflation, les taux d'intérêt actuariel annuel mentionnés sont calculés sur la base de l'inflation en France mesurée par la variation sur douze mois de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) de l'ensemble des ménages hors tabac calculé par l'INSEE (Institut national des statistiques et des études économiques) et publiée au Journal Officiel.

L'index inflation est actualisé aux mêmes dates que celles prévues pour la révision du taux du Livret A, en fonction du taux d'inflation en glissement annuel publié au Journal Officiel pris en compte par la Banque de France pour calculer la variation du taux du Livret A.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du Prêt Réaménagée référencée à l'annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues. Le taux de l'indice de révision pour l'inflation au 1<sup>er</sup> février 2016 est de 0.20 %.

### **Article 3 :**

Est accordée la garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

### **Article 4 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à intervenir aux avenants qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Emprunteur et à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 049-2707/17/CM**

#### **■ Approbation du nouveau montant de l'attribution de compensation prévisionnelle de la commune d'Istres suite au transfert du personnel du CEC les Heures Claires et des ludothèques MET 17/4711/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 011-810/16/CM du 19 septembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé le retour des équipements et de l'action des services attachés au site du Centre Educatif et Culturel (CEC) les Heures Claires au bénéfice des communes du conseil de territoire Istres-Ouest Provence.

Ce transfert, porte sur les biens immobiliers présents sur le site du CEC propriété de la Métropole, les ludothèques situées sur la commune d'Istres ainsi que l'ensemble des activités qui y sont associées.

La restitution de ces activités implique également un transfert de personnel de la Métropole vers la commune d'Istres.

C'est dans ce cadre que la commission locale d'évaluation des charges a, le 26 juin 2017, adopté un rapport intermédiaire d'évaluation des charges. Il convient de noter que les travaux de la commission n'ont porté que sur les charges de personnel étant ici précisé que les autres postes de dépenses et de recettes feront l'objet d'une évaluation ultérieure. Le transfert effectif du personnel vers la commune d'Istres a été réalisé au 1<sup>er</sup> août 2017.

Ainsi, le montant prévisionnel des charges de personnel liées au transfert des équipements du CEC, des ludothèques et des activités qui y sont associées est évalué par la CLECT à la somme annuelle de 2 596 908,26 euros.

Il convient en conséquence de prendre acte de cette évaluation et de communiquer à la commune d'Istres le montant prévisionnel de son attribution de compensation tenant compte de ces transferts de charges.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;
- La délibération n° FAG 011-810/16/CM du conseil de la métropole du 19 septembre 2016 portant sur la restitution du CEC les Heures Claires ;
- La délibération n° FAG 009-1742/17/CM du conseil de la métropole du 13 juillet 2017 portant sur les attributions de compensation de l'année 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le rapport intermédiaire de la commission locale d'évaluation des charges transférées relatif à l'évaluation des charges de personnel concernant le transfert du CEC les Heures Claires et des ludothèques,

#### **Article 2 :**

Le montant prévisionnel de l'attribution de compensation annuelle de la commune d'Istres est fixé à la somme de 65 521 624,00 euros.

A compter du 1er août 2017, le montant complémentaire de l'AC 2017 de la commune d'Istres s'élève à 1 082 045,00 euros correspondant au 5/12ème du montant prévisionnel, évalué par la CLECT, des charges de personnel liées au transfert des équipements susvisés.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole est autorisé à signer tout document permettant de communiquer à la commune d'Istres l'attribution de compensation provisoire qui lui sera versée.

#### **Article 4 :**

Le montant prévisionnel de l'attribution sera, in fine, réajusté par le biais d'un versement égal à la différence entre le montant de l'AC provisoire versée et le montant de l'AC définitive lié audit transfert.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 050-2708/17/CM**

#### **■ Participation au financement d'équipements et approbation d'une convention avec la commune d'Istres pour la réalisation de plusieurs opérations MET 17/4860/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil Métropolitain a adopté le règlement budgétaire et financier qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités

Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L.5217-7 du code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L.5215-26 dispose : « Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés ».

Le montant total de la participation au financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au règlement financier approuvé par le Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans ce cadre doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

La commune d'Istres a déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un dossier de demande de financement pour les opérations suivantes :

- Chambre funéraire,
- Rénovation sols des écoles,
- Centre aéré de Lavalduc,
- Salle Polyvalente des séniors (Gouin),
- Création extension du centre social (quartier Prépaou),
- Rénovation des gymnases et des bâtiments sportifs,
- Parc à thème du Castellan,
- Aire de jeux tranche II,
- Réhabilitation des bâtiments communaux,
- Vidéoprotection des établissements scolaires,
- Vidéoprotection d'autres espaces publics.

Le coût estimé pour l'ensemble des opérations s'élève à 12 571 000 € HT. La participation sollicitée est évaluée à 4 557 950 € elle est entièrement financée dans le cadre de la dotation affectée au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 027-160/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la participation au financement d'équipements pour la réalisation de l'ensemble des opérations listées ci-dessus sur la commune d'Istres.
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la participation au financement d'équipements d'un montant de 4 557 950 € à la commune d'Istres pour l'ensemble des opérations listées ci-dessus ainsi que la convention correspondante entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres précisant les modalités de versement de la dite participation.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section

d'investissement, chapitre 2017501800, nature 2041412, code opération 2017501800.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 051-2709/17/CM**

**■ Participation au financement d'équipements et approbation d'une convention avec la commune de Fos-sur-Mer pour la réalisation de l'opération "travaux de construction des bases nautiques" MET 17/4338/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté le règlement budgétaire et financier qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L.5217-7 du code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L.5215-26 dispose : « Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés ».

Le montant total de la participation au financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au règlement financier approuvé par le Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans le cadre du fonds de concours doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

La commune de Fos-sur-Mer a déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un dossier de demande de financement de l'opération suivante :

- Travaux de construction des bases nautiques.

Le coût estimé pour cette opération s'élève à 1 500 000 € HT. La participation sollicitée est évaluée à 750 000 €, elle est entièrement financée dans le cadre de

la dotation affectée au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 027-160/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant adoption du règlement budgétaire et financier ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la participation au financement d'équipements pour la réalisation de l'opération « Travaux de construction des bases nautiques » sur la commune de Fos-sur-Mer ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la participation au financement d'équipements d'un montant de 750 000 € à la commune de Fos-sur-Mer pour l'opération « Travaux de construction des bases nautiques » ainsi que la

convention correspondante entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Fos-sur-Mer précisant les modalités de versement de ladite participation.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée avec la commune de Fos-sur-Mer relative aux modalités de cette participation.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement, chapitre 2017504200, nature 2041412, opération 2017504200.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 052-2710/17/CM**

**■ Rapport d'activités annuel retraçant l'activité de la Métropole en application du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2016  
MET 17/5073/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Créée au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe l'ensemble des communes membres de la communauté urbaine Marseille-Provence Métropole, de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, de la communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance, de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues..

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, elle exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux 6 établissements publics de coopération intercommunale susmentionnés, fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.



En vertu de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier. Les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale

Afin d'apporter une information claire et transparente à l'ensemble des Conseillers Métropolitains, ainsi qu'aux administrés, aux partenaires et aux acteurs locaux, le rapport d'activité annuel retraçant l'activité des différentes DGA de la Métropole au titre de l'exercice 2016 est proposé au vote de l'assemblée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance du rapport d'activités annuel retraçant l'activité de la

Métropole en application du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2016.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport d'activité annuel ci-annexé retraçant l'activité de la Métropole en application du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 053-2711/17/CM**

**■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs  
MET 17/4574/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes. Il est proposé aujourd'hui de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, des modifications sont à effectuer pour les raisons ci-après :

- Par délibération n°FAG 090-572/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné

son représentant au sein du conseil de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, en qualité de personnalité extérieure. Cependant, en vertu des dispositions du code de l'éducation et des statuts de la faculté, les personnalités extérieures, membres du conseil de la faculté, doivent désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de même sexe. Il convient donc de compléter cette désignation en procédant à la désignation d'un représentant suppléant de la Métropole au sein du conseil de la Faculté de droit et de sciences politiques d'Aix-Marseille et de modifier sur ce point la délibération n°FAG 090-572/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016.

- Suite au décès de Madame Colette BABOUCHE d'une part, et compte tenu de la démission de Monsieur Michel AMIEL de son mandat de maire de la commune des Pennes-Mirabeau et à la fin subséquente de son mandat d'élus métropolitain d'autre part, il convient de procéder à leur remplacement au sein de la Commission consultative de l'environnement de l'aéroport Marseille-Provence pour laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants titulaires et suppléants par délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016.
- Enfin, suite à l'élection de Monsieur Eric DIARD en tant que député de la 12<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, il y a lieu de procéder à son remplacement au sein des différents organismes pour lesquels il a été désigné pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence. En effet, et d'une part, par délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, Monsieur DIARD a été désigné pour représenter la Métropole au sein du conseil d'administration de l'établissement public national créé pour assurer la gestion et l'aménagement du Parc national des Calanques. De la même manière, par délibération n°FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, Monsieur DIARD a été désigné, avec d'autres élus métropolitains, pour représenter la Métropole au sein du conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier (EPF) PACA, établissement public de l'Etat. Cependant, en vertu de l'article LO 145 du code électoral, les fonctions de membre de conseil d'administration exercées dans les établissements publics nationaux sont incompatibles avec le mandat de député. Il convient donc de procéder au remplacement de Monsieur DIARD au sein

du conseil d'administration du Parc National des Calanques et du conseil d'administration de l'EPF PACA et de modifier sur ce point respectivement les délibérations n°HN 003-136/16/CM du 28 avril 2016 et n°FAG 084-1364/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole. D'autre part, Monsieur DIARD a été désigné pour représenter la Métropole au sein de différents organismes en lien avec la délégation de fonctions qu'il exerçait : « Mer, Littoral et Parcs naturels ». Néanmoins, en application de l'article L.5211-9 du CGCT, Monsieur DIARD ne peut, en raison de son mandat de député, conserver cette délégation de fonctions. Par suite, il convient de remplacer Monsieur DIARD au sein des organismes ci-après listés et de modifier sur ce point les délibérations afférentes :

- l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC), pour laquelle les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 ;
- le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional (PNR) de Camargue, pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 ;
- le Syndicat mixte de préfiguration du Parc naturel régional (PNR) de la Sainte-Baume, pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 ;
- le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional (PNR) des Alpilles, pour lequel les représentants de la Métropole ont été désignés par la délibération n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, modifiée sur ce point par la délibération n°FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que, dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

**Article 2 :**

Sont abrogées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du conseil de la Faculté de droit et de science politique,

telles qu'approuvées par la délibération n° FAG 090-572/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016.

**Article 3 :**

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Commission consultative de l'environnement de l'aéroport Marseille-Provence, du conseil d'administration du Parc national des Calanques, du conseil d'administration de l'EPF PACA, de l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC), du Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional de Camargue, du Syndicat mixte de préfiguration du Parc naturel régional de la Sainte-Baume et du Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional des Alpilles, telles qu'approuvées par la délibération modifiée n°HN 003-136/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et par la délibération n°FAG 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 054-2712/17/CM**

**■ Composition du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence : fixation du nombre de vice-présidents élus au Conseil de la Métropole MET 17/5154/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 15/0002/HN du 9 novembre 2015, le conseil de la métropole a fixé à vingt le nombre de ses vice-présidents élus.

Cette délibération a fait l'objet de requêtes, actuellement en cours d'instruction devant le Tribunal administratif de Marseille, émanant de conseillers métropolitains.

Ces requêtes sont sans incidence sur l'élection des vice-présidents qui n'a fait l'objet d'aucune protestation électorale et qui a donc acquis un caractère définitif.

Cependant, bien que le conseil de la métropole du 17 mars 2016 ait confirmé par délibération n° HN 003-005/16/CM la composition de son bureau – et notamment le nombre de ses vingt vice-présidents élus – et que le président de séance a pu constater l'assentiment de la majorité des conseillers présents à élire vingt vice-présidents avant de faire procéder à leur élection, il est proposé, par souci de bonne administration, d'abroger la délibération contestée du

9 novembre 2015 et de délibérer à nouveau sur la fixation du nombre de vice-présidents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 003-005/16/CM du 17 mars 2016 portant composition du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**Ouï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les requêtes formées auprès du Tribunal Administratif de Marseille à l'encontre de la délibération n°15/002/HN du Conseil de la Métropole du 9 novembre 2015.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° 15/0002/HN du Conseil de la Métropole du 9 novembre 2015.

**Article 2 :**

Sont supprimés, au quatrième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la délibération n° HN 003-005/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016, les mots « en application de la délibération n° 15/0002/HN du 9 novembre 2015 ».

**Article 3 :**

Le nombre de vice-présidents élus par le Conseil de la Métropole est fixé à vingt.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 055-2713/17/CM**

**■ Mises à jour du tableau des effectifs, définitions des postes dans le cadre du schéma directeur d'organisation des services de la Métropole MET 17/5151/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le schéma directeur de l'organigramme métropolitain présenté au Conseil Métropolitain du 18 mai 2017 a donné lieu, dès le mois de juin 2017 à la première campagne de mobilité interne à l'échelle de la Métropole afin de pourvoir en priorité les postes par la mobilité interne, favoriser les parcours professionnels et limiter les recrutements externes.

Pour mettre en œuvre cette opération de recrutements prioritaires par la voie de la mobilité interne très attendue pour faire fonctionner les services, 307 postes supplémentaires ont été créés au tableau des effectifs de la Métropole, afin de permettre les affectations prévisionnelles dès le 1er septembre, sans pouvoir préjuger des grades des agents qui seraient retenus.

Cette campagne de recrutement par la voie de la mobilité interne se poursuit. Elle a permis à ce jour d'identifier 216 agents métropolitains dont les compétences, la motivation et l'engagement dans la construction métropolitaine correspondent aux profils recherchés par les services.

Dès lors que les agents sont identifiés, le travail d'ajustement administratif progressif de suivi des postes, des grades et des missions peut se poursuivre.

Selon l'agent retenu, la fiche de poste précise les deux niveaux de missions remplies: le niveau métropolitain et le niveau de territoire. Ces 2 niveaux de missions représentent 1 poste dans le tableau des effectifs, qu'il convient d'ajuster.

De même, pour préparer l'accueil des agents à transférer au cours de l'année 2017, sans connaître précisément les grades des agents concernés, des unités avaient dans la même logique abondé de façon prévisionnelle le tableau des effectifs.

Tels sont les motifs qui justifient les ajustements au tableau effectifs qui vous sont proposés. Ces ajustements représentent un total de 500,55 suppressions de postes.

A cette occasion, l'administration procède à la définition des emplois du schéma d'organisation métropolitain qui accompagne l'ajustement du tableau des effectifs.

Elle procédera à un nouvel ajustement au prochain conseil pour permettre l'accueil des agents à transférer au 1er janvier 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- Le décret n°87-1097 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ;
- Décret n°87-1098 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux administrateurs territoriaux ;
- Le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Le décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Décret n° 2016-200 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux ;

- Le décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;
- Décret n° 2016-202 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs en chef territoriaux ;
- Le décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux ;
- La délibération n° FAG 045-2301/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 relative à la mise à jour des effectifs, créations, ajustements et modifications des postes dans le cadre des besoins de service et du mouvement de personnel ;
- L'avis du Comité technique de la Métropole du 9 octobre 2017 ;

**Où il rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, ne donnant pas lieu à la création de postes budgétaires. Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 catégorie A de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Enfin, la rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé dans chaque définition de poste.

En conséquence, il est proposé d'approuver les définitions d'emplois du schéma d'organisation métropolitain par DGA :

Description des missions et compétences attendues pour chacun de ces postes :

**Pour l'Inspection Générale des Services :**

- Un Inspecteur Général des Services inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs ou ingénieurs en chef territoriaux

Description du poste : Contrôler et évaluer le bon fonctionnement, la performance et l'efficacité des services dans tous les domaines d'activités de la collectivité. Encadrer et diriger l'équipe de l'inspection générale des services. Evaluer la performance des processus mis en oeuvre par la collectivité. Elaborer et proposer des solutions alternatives et des améliorations d'organisation ou de gestion.

Profil : Connaître les règles juridiques, aisance relationnelle, esprit de synthèse, capacité d'analyse, rigueur, piloter la mise en oeuvre d'indicateurs de contrôle et d'activité.

- Un directeur de la gestion externalisée inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Analyser les comptes financiers et les rapports des délégataires (Équilibre du contrat, Taux de rendement, ICR...). Effectuer une analyse prospective des avenants. Elaborer régulièrement le diagnostic des forces et des faiblesses des contrats DSP, des sociétés, ainsi qu'une typologie des risques.  
Profil : connaître les domaines de la gestion financière des financements, disponibilité et capacité d'adaptation.
- Un directeur de l'audit interne inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Manager les compétences des agents de la direction. Valider les hypothèses de travail et les préconisations établies par les experts fonctionnels. Organiser des espaces d'échanges (CODIR...). Elaborer des diagnostics forces/faiblesses compte tenu des enjeux budgétaires.  
Profil : connaître les modes de fonctionnement de l'organisation métropolitaine, rigueur disponibilité et capacité d'adaptation.
- Un auditeur interne inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Participer à l'élaboration des programmes d'audits opérationnels et financiers sur les processus de MPM et sur l'ensemble de ses activités, ainsi que sur les opérations financées par des fonds européens. Réaliser les missions d'audit interne (audit d'entité, de fonction de système, de procédures).  
Profil : maîtriser les méthodes d'analyse et de diagnostic participatif, capacité rédactionnelle, sens du travail en équipe, aisance relationnelle.

- Deux auditeurs en charge de la gestion externalisée inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Elaborer régulièrement le diagnostic des forces et faiblesses des contrats DSP et une typologie des risques. Contrôler la régularité et la fiabilité des opérations réalisées et des états financiers des structures contrôlées. Vérifier les comptes de résultat (analyse des clés de répartition, application des coefficients d'indexation, amortissements, provisions, identifications des marges cachées) et les comptes rendus annuels du délégataire.

Profil : maîtriser les méthodes d'analyse et de diagnostic participatif, capacité rédactionnelle, sens du travail en équipe, aisance relationnelle.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Emploi Insertion Economique Sociale :**

- Un chargé de mission suivi actions DGA inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : renforcer la collaboration avec les organismes et les branches professionnelles avec l'objectif de repenser une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences à l'échelle des territoires.  
Profil : maîtriser les méthodes d'analyse et de diagnostic participatif, capacité rédactionnelle, sens du travail en équipe.
- Un directeur de l'emploi et de l'insertion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer l'élaboration et la co-construction d'un schéma directeur dans les domaines de l'insertion, l'emploi, l'économie sociale et solidaire.  
Profil : connaître les domaines de la gestion financière des financements publics et des conditions d'attribution des subventions publiques, disponibilité et capacité d'adaptation.
- Un chargé de projet inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : mettre en oeuvre les orientations stratégiques de la délégation et l'organisation du pilotage opérationnel des programmes d'actions liés à l'insertion.  
Profil : connaître le fonctionnement des outils territoriaux en matière d'insertion, connaître les règlements d'attribution des aides publiques et des fonds européens, force de proposition.

**Pour la Direction Générale Adjointe Culture Sports et Stratégie Environnementale :**

- Un chef de service ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : superviser la gestion administrative de la DGA.  
Profil : piloter, suivre, contrôler et évaluer les activités, concevoir des outils et des procédures, gérer les délais impartis, maîtriser les outils d'aide à la décision, capacités managériales et relationnelles, capacité à travailler en équipe et en transversalité.
- Un directeur de la culture inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : piloter l'ensemble des missions en faveur de la Culture et du développement culturel.  
Profil : capacités de conception, de mise en œuvre et d'évaluation de projets, diplomatie, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures spécialisées dans la direction de projets culturels.
- Un chef de service équipements culturels inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : coordonner la gestion par les territoires des équipements déclarés d'intérêt métropolitain, travailler à leur mutualisation et réaliser le suivi de leur transfert ou de leur développement.  
Profil : conduire une analyse sur le positionnement des équipements, identifier et anticiper les évolutions de l'environnement et leurs incidences pour les équipements culturels métropolitains, techniques de négociation, pragmatisme, Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service lecture publique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : coordonner la gestion par les territoires des équipements de lecture publique déclarés d'intérêt métropolitain, travailler à leur mutualisation et réaliser le suivi de leur transfert ou de leur développement  
Profil : maîtriser les méthodes d'analyse et de diagnostic, pragmatisme, sens de la conviction, de la négociation, sens des

responsabilités. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service développement culturel inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : proposer et gérer les dispositifs métropolitains dédiés à des orientations stratégiques.  
Profil : connaître les techniques de planification et de programmation, connaître les leviers et les modes opératoires de développement culturel à l'échelle métropolitaine en France et en Europe, sens du travail en équipe, techniques de négociation. Diplôme d'études supérieures.
- Un directeur des sports inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : piloter les actions et initiatives métropolitaines en faveur des Sports et des équipements sportifs.  
Profil : diplomatie, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures spécialisées dans la direction de projets sportifs.
- Un chef de service équipements sportifs inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : coordonner la gestion par les territoires des équipements déclarés d'intérêt métropolitain, travailler à leur mutualisation et réaliser le suivi de leur transfert ou de leur développement.  
Profil : connaître la réglementation de la commande publique et de la délégation de service public, maîtriser les méthodes d'analyse et de diagnostic, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service équipements aquatiques et du savoir-nager inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : accompagner le transfert des piscines d'intérêt métropolitain, réaliser la mise en réseau des piscines et développer la politique du savoir-nager.  
Profil : connaître les techniques de planification et de programmation, maîtriser les méthodes d'analyse et de diagnostic, connaître la typologie des risques liés aux équipements aquatiques, techniques de

négociation, pragmatisme. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service développement sportif inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : proposer et gérer les dispositifs métropolitains dédiés à des orientations stratégiques, proposer et mettre en œuvre des dispositifs spécifiques pour le développement des Sports à l'échelle des 92 communes.  
Profil : connaître les techniques de planification et de programmation, pragmatisme, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.
- Un directeur stratégie environnementale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : piloter les services en charge de l'élaboration des Plans métropolitains de l'Environnement, du Climat et de l'Energie.  
Profil : connaître le code des marchés publics, comprendre les enjeux sociétaux vis à vis de l'environnement, qualités relationnelles, disponibilité. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service prévention des risques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : organiser la réponse de l'établissement face aux risques, piloter et animer l'élaboration du Plan de Continuité des Activités de la Métropole. Profil : connaître l'organisation institutionnelle et des systèmes de prise de décisions, connaître le code des marchés publics, qualités relationnelles, dynamisme et motivation, disponibilité. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service plan climat inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : piloter et animer l'élaboration du Plan Climat Air Énergie Métropolitain, organiser la mise œuvre, le suivi et l'évaluation.  
Profil : connaître l'organisation institutionnelle et des systèmes de prise de décisions, connaître le code des marchés publics, dynamisme et motivation, disponibilité. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service environnement développement durable inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter et animer l'élaboration et/ou la mise à jour de la Cartographie du Bruit et plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement à l'échelle du territoire de la métropole, en organiser la mise œuvre, le suivi et l'évaluation. Profil : connaître l'organisation institutionnelle et des systèmes de prise de décisions, connaître le code des marchés publics, connaître le domaine de l'énergie de l'air et du climat, motivation, disponibilité. Diplôme d'études supérieures.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Développement Economique et Attractivité :**

- Un directeur ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : accompagner et conseiller le Directeur Général Adjoint pour la programmation budgétaire et la gestion des affaires comptables et juridiques propres à la DGA ainsi que la gestion de ses personnels.  
Profil : élaborer et suivre un budget, concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, esprit de synthèse, esprit d'équipe, force de proposition, réactivité. Diplôme d'enseignement supérieur.
- Un chef de service budget comptabilité logistique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : évaluer avec l'ensemble des services les besoins budgétaires, et veiller à la bonne exécution des budgets.  
Profil : connaître les procédures d'élaboration des marchés publics, concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, connaître les cadres juridique, budgétaire et comptable, curiosité d'esprit, disponibilité, esprit d'équipe.
- Un chef de service enseignement supérieur et recherche inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : établir et mettre en œuvre la stratégie et les actions de la Métropole en faveur du développement de l'Enseignement Supérieur Recherche sur son territoire.  
Profil : connaissance des procédures d'élaboration des marchés publics,



connaissance de la préparation des rapports pour les assemblées, analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme, sens de la conviction, de la négociation. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur innovation stratégie et mutations industrielles inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : concevoir, porter et faire évoluer les réflexions stratégiques en matière d'Innovation, accompagner et développer les mutations industrielles.

Profil : connaissance des procédures d'élaboration des marchés publics, curiosité d'esprit, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme, sens de la conviction, de la négociation. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur adjoint en charge du service innovation et stratégies inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : proposer une politique d'innovation métropolitaine et mettre en œuvre les différentes actions.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, assister les décideurs dans l'élaboration des projets, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions, maîtriser l'anglais professionnel, aisance relationnelle, curiosité d'esprit, mobilité intellectuelle, souplesse.

- Un chef de service mutations industrielles économie circulaire et transition énergétique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assister le directeur dans l'accompagnement des mutations industrielles par la conduite d'actions de pérennisation des sites industrielles et par l'émergence de nouvelles filières.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, assister les décideurs dans l'élaboration des projets, maîtriser l'anglais professionnel, mobilité intellectuelle, souplesse, sens des responsabilités.

- Un chef de service développement numérique Smart-City inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la définition et du développement de la stratégie Territoires

Numériques. Proposer et assurer la mise en œuvre de la stratégie, définir et coordonner la stratégie numérique.

Profil : connaissance des procédures d'élaboration des marchés publics, connaissance des acteurs locaux de l'écosystème de l'innovation numérique, sens de l'organisation, rigueur, souplesse. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service Europe inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : orienter et piloter les missions et objectifs de l'équipe europe.

Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, encadrer et diriger une équipe, maîtriser l'anglais professionnel, connaître les institutions européennes et ses politiques, diplomatie, sens de la conviction, de la négociation.

- Un chef de service urbanisme commercial et commerce de proximité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : accompagner le Directeur dans l'analyse et la prise en compte des enjeux du commerce pour le développement économique de la Métropole Aix Marseille Provence.

Profil : connaissance de la préparation des rapports pour les assemblées, connaissance et application de la réglementation des marchés publics, aisance relationnelle, disponibilité, capacité d'adaptation. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur des projets structurants de l'industrie et des zones d'activités inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : proposer et mener à bien les missions de la Direction composée de trois services.

Profil : connaissance des procédures d'élaboration des marchés publics, connaissance et compréhension du fonctionnement des collectivités territoriales, sens de l'organisation, capacité d'écoute, persévérance. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur adjoint en charge du service projets économiques structurants inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : piloter les grands projets économiques structurants du

territoire. Animer de manière transversale et partenariale les services métropolitains et les partenaires et acteurs des projets.

Profil : connaissance des procédures d'élaboration des marchés publics, connaissance de la préparation des rapports pour les assemblées, connaissance du montage d'opérations économique, -capacité d'écoute, ouverture d'esprit.

- Un chef de service offre foncière et immobilière pour les entreprises inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer et piloter une équipe, participer à l'élaboration du schéma métropolitain de l'offre foncière et immobilière et au pilotage de sa mise en œuvre, définir des objectifs.

Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, coordonner les différents projets et éléments d'un dispositif, autonomie, rigueur, curiosité d'esprit, disponibilité, esprit d'équipe.

- Un chef de service entreprises et grands comptes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : coordonner l'action des services entreprises, suivre les Grands comptes et accompagner celles-ci sur le territoire de Marseille Provence au niveau métropolitain.

Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, aptitude à la communication, disponibilité, esprit d'équipe.

- Un directeur attractivité économique et promotion internationale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre la politique d'attractivité économique et conduire l'action économique internationale de la Métropole.

Profil : connaître les procédures d'élaboration des marchés publics, maîtriser l'anglais professionnel, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service promotion et événements économiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : rendre lisible et attractive l'offre économique de la Métropole

et mettre en œuvre sa politique de promotion économique.

Profil : aptitude à la communication orale et écrite, concevoir des outils et des procédures, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, disponibilité, esprit d'équipe, sens des responsabilités.

- Un chef de service marketing territorial inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : mettre en place la stratégie marketing territorial de la Métropole.

Profil : connaître les procédures d'élaboration des marchés publics, connaître la préparation des rapports pour les assemblées, comprendre et s'exprimer dans une ou des langues étrangères, conduire et animer des réunions, mobilité intellectuelle, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités.

- Un chef de service rayonnement international et méditerranéen inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : conduire l'action économique internationale de la Métropole. Piloter l'activité de l'équipe du service.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, comprendre et s'exprimer dans une ou des langues étrangères, conduire et animer des réunions, curiosité d'esprit, mobilité intellectuelle.. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de mission tourisme croisières et cinéma inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : mettre en place les actions tourisme, croisière et cinéma conformément à l'agenda de développement économique métropolitain.

Profil : connaître les procédures d'élaboration des marchés publics, connaître de la préparation des rapports pour les assemblées, conduire et animer des réunions, maîtriser l'anglais professionnel, aisance relationnelle, curiosité d'esprit, sens de la conviction, de la négociation.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Eau Assainissement Déchets :**

- Un directeur ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assister le DGA sur le pilotage budgétaire et financier, des ressources humaines, des marchés publics et juridiques.

Profil : analyser rapidement une situation et proposer des solutions, communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur des équipements funéraires métropolitains inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : élaborer et mettre en œuvre la stratégie métropolitaine en matière funéraire.

Profil : communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, savoir conduire et animer des réunions internes et externes, encadrer et diriger une équipe, sens de la conviction, sens des responsabilités, capacités managériales. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service gestion des équipements funéraires métropolitains inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : animer et coordonner le réseau des crématoriums métropolitains, gérer les équipements funéraires métropolitains.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, savoir conduire et animer des réunions internes et externes, encadrer et diriger une équipe, diplomatie, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme.

- Un directeur coordination des politiques de l'eau de l'assainissement et du pluvial inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : participer à la définition et au pilotage des orientations de la politique globale Eau et Assainissement de la métropole.

Profil : conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques en plan d'actions, travailler en mode projet, connaître et mettre en œuvre la réglementation et statut de la fonction publique, sens des responsabilités, mobilité intellectuelle, sens de la conviction, de la négociation. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service de la politique tarifaire inscrit à la nomenclature en référence au

cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter, animer, coordonner et contrôler l'activité du service.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, savoir conduire et animer des réunions internes et externes, encadrer et diriger une équipe, diplomatie, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme, sens de la conviction.

- Un chef de service coordination et harmonisation des pratiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter, animer, coordonner et contrôler l'activité du service.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, savoir conduire et animer des réunions internes et externes, encadrer et diriger une équipe, diplomatie, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme.

- Un chef de service pilotage des contrats inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter, animer, coordonner et contrôler l'activité du service.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, savoir conduire et animer des réunions internes et externes, encadrer et diriger une équipe, diplomatie, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme.

- Un directeur de l'eau inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : définir et élaborer avec le DGA la stratégie de l'eau à l'échelle métropolitaine.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, traduire les orientations politiques en plan d'actions, assister les décideurs dans l'élaboration des projets, connaissances de l'environnement territorial, diplomatie, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service du schéma métropolitain de l'eau inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : élaborer le schéma métropolitain de l'eau selon les orientations et les objectifs définis avec le directeur de l'eau et le DGA.

Profil : conduire et animer des réunions internes et externes, traduire les orientations politiques en plan d'actions, travailler en mode projet, encadrer et diriger une équipe, diplomatie, souplesse, pragmatisme, sens de la conviction, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service patrimoine et relations avec l'agence de l'eau inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : faciliter les relations avec l'Agence de l'eau et construire les outils permettant à la Métropole de mettre en œuvre une gestion patrimoniale des ouvrages liés à l'eau.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, encadrer et diriger une équipe, diplomatie, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service défense extérieure contre l'incendie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : définir les moyens à mettre en œuvre pour assurer la couverture des réseaux de lutte contre l'incendie et mettre en œuvre les actions nécessaires.

Profil : savoir conduire et animer des réunions internes et externes, traduire les orientations politiques en plan d'actions, avoir des connaissances en sécurité incendie, diplomatie, esprit critique. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur de l'assainissement et du pluvial inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : définir et élaborer avec le DGA la stratégie de l'assainissement à l'échelle métropolitaine, piloter les études nécessaires à la réalisation de cette stratégie.

Poste : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, traduire les orientations politiques en plan d'actions, diplomatie, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service pluvial inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : élaborer et mettre en œuvre le schéma métropolitain pluvial, assurer la gestion patrimoniale du pluvial et la mise en cohérence des actions du pluvial avec la Gestion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations. Profil : traduire les orientations politiques en plan d'actions, travailler en mode projet, encadrer et diriger une équipe, diplomatie, pragmatisme. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service assainissement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : élaborer et mettre en œuvre le schéma métropolitain de l'assainissement.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, traduire les orientations politiques en plan d'actions, travailler en mode projet, diplomatie, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service coordination du service public d'assainissement non collectif inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : coordonner les pratiques des Services Publics d'Assainissement Non Collectif des territoires métropolitains.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, travailler en mode projet, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, sens de la conviction. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur stratégie du traitement et des transferts des déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter la définition des orientations de la Métropole en matière de traitement et de transfert des déchets et l'élaboration du schéma métropolitain. Profil : communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, traduire les orientations politiques en plan d'actions, esprit critique, sens de la conviction. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service schéma métropolitain des déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : élaborer et suivre le Plan Local de Prévention des déchets Métropolitains en lien avec le directeur et le DGA, identifier les outils, les méthodes et moyens à déployer.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, travailler en mode projet, encadrer et diriger une équipe, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme, sens de la conviction. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service ingénierie technique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : élaborer les projets d'équipements, le dimensionnement des outils de portage financier et le pilotage des appels à projets.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, travailler en mode projet, encadrer et diriger une équipe, diplomatie, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur de la coordination des politiques de gestion des déchets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : définir et élaborer avec le DGA la stratégie de la politique de la gestion des déchets à l'échelle métropolitaine.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, savoir conduire et animer des réunions internes et externes, encadrer et diriger une équipe, diplomatie, esprit critique, sens de la conviction, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service coordination et harmonisation des pratiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : coordonner de façon opérationnelle l'organisation du service. Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, savoir conduire et animer des réunions internes et externes, traduire les orientations politiques en plan d'actions, diplomatie, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme, sens de la conviction. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service ingénierie financière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : suivre la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères et à la détermination du zonage, harmoniser les Rapports sur le Prix et la Qualité du Service.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer sur les finalités et les enjeux des projets, diplomatie, esprit critique, sens de la conviction, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale :**

- Un directeur de la coordination inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter et coordonner des politiques publiques mises en place au niveau central et les décliner sur le terrain.

Profil : conduire et animer des réunions, élaborer et gérer des outils d'évaluation de l'activité, coordination des projets et des équipes, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, capacité d'adaptation.

- Un directeur des ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : suivre et assurer la bonne exécution des projets, les contrôler et les évaluer, optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services de la direction.

Profil : élaborer et gérer des outils d'évaluation de l'activité, connaissance de la réglementation en matière de commande publique et droit administratif, connaître les règles de la comptabilité publique, aptitude à la communication orale et écrite, capacité d'analyse, force de proposition, sens des responsabilités.

- Un directeur général adjoint délégué inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : participer au collectif de direction générale. Représenter la DGA Développement Urbain et Stratégie Territoriale au sein de la collectivité et à l'extérieure, seconder le DGA dans l'ensemble de ses missions.

Profil : connaissances juridiques en droit de l'urbanisme, maîtrise des procédures administratives et des réglementations,

capacité d'analyse, disponibilité, force de proposition, sens des responsabilités.

- Un directeur stratégie et cohérence territoriale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter la planification urbaine et spatiale et mettre en œuvre des principes du développement durable. Participer à la définition et à la mise en œuvre des orientations stratégiques en matière d'urbanisme et de projet urbain.

Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, conduire et animer des réunions, connaissances en architecture et fonctionnalités des bases de données en information géographique, capacité d'analyse, disponibilité, force de proposition.

- Un directeur adjoint stratégie et cohérence territoriale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assister le directeur dans le pilotage de la planification urbaine et spatiale et mise en œuvre des principes du développement durable.

Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, connaître les instances et processus de décision de la collectivité et des institutions, connaître les techniques de formalisation des stratégies, de négociation et de communication, capacité d'analyse, disponibilité, force de proposition, sens des responsabilités.

- Un chef de service planification inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer l'ensemble des tâches liées à l'élaboration du Schéma de cohérence territoriale métropolitain.

Profil : connaissance en droit de l'urbanisme et en particulier des procédures d'élaboration et de révision des documents d'urbanisme, connaissances des principes de fiscalité, de l'urbanisme, du CGCT et du droit de l'environnement, disponibilité, force de proposition, sens des responsabilités.

- Un chef de service projet territorial et urbain inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : participer à la conception de la stratégie globale de développement, la dynamisation d'un territoire et la mettre en œuvre.

Profil : coordonner les projets et les équipes du service, connaissances juridiques, droit de

l'urbanisme, de la construction, de l'environnement, des contrats, maîtrise de la gestion financière, capacité d'analyse, disponibilité, force de proposition, sens des responsabilités.

- Un chef de service observatoire et information inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer et piloter de l'équipe de l'Observatoire-SIG. Conduire des projets d'études dans le domaine de l'aménagement du territoire,

Profil : techniques de formalisation des stratégies, de négociation et de communication, conduire et animer des réunions, repérer et réguler les conflits, techniques et outils de communication, discrétion, organisation, autonomie.

- Un directeur mer littoral ports et énergie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : contrôler et évaluer l'activité des services de la Direction dans le domaine de la Mer, du littoral et de l'énergie. Définir les enjeux et décliner des plans d'actions pour l'ensemble des thématiques relevant de la Direction

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, assister les décideurs dans l'élaboration des projets, déléguer une activité, connaître et appliquer les réglementations de commande publique et aux finances, diplomatie, esprit critique.

- Un chef de mission énergie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des agents du service. Mettre en œuvre les plans d'actions pour l'ensemble des thématiques relevant du service.

Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, connaître la réglementation de la commande publique, aisance relationnelle, aptitude à la communication, diplomatie, mobilité intellectuelle, souplesse.

- Un chef de service mer littoral milieux aquatiques et stratégie portuaire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des

agents du service. Mettre en œuvre les plans d'actions pour l'ensemble des thématiques relevant du service.

Profil : conduire et animer des réunions, repérer et réguler les conflits, mettre en œuvre les orientations politiques/stratégiques et les plans d'actions, diplomatie, esprit critique, force de proposition, mobilité intellectuelle, souplesse, ouverture d'esprit.

- Un chef de service exploitation portuaire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des agents du service. Mettre en œuvre les plans d'actions pour l'ensemble des thématiques relevant du service.

Profil : conduire et animer des réunions, connaître et appliquer les réglementations de commande publique et aux finances, connaître et mettre en œuvre le statut de la FPT, diplomatie, mobilité intellectuelle, souplesse.

- Un directeur aménagement durable inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : élaborer, coordonner, superviser des projets et des opérations d'aménagement urbain durable, dans un contexte de développement de politiques publiques transversales.

Profil : organiser les tâches et activités de la direction, coordination des projets et des équipes, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, capacité d'analyse, disponibilité, force de proposition, sens des responsabilités.

- Un directeur adjoint aménagement durable inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : élaborer, coordonner, superviser des projets et des opérations d'aménagement urbain durable. Piloter la maîtrise d'ouvrage des projets et superviser les conditions de leur mise en œuvre, manager et coordonner les services.

Profil : organiser les tâches et activités de la direction, coordonner les projets et les équipes, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, repérer et réguler les conflits, connaissance des marchés publics, capacité d'analyse, force de proposition, sens des responsabilités.

- Un chef de service stratégie et opérations métropolitaines inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre l'aménagement d'envergure métropolitaine. Intervenir comme conseil sur des missions d'études en amont impliquant interviews d'acteurs, formulation de synthèses, analyses de données et recommandation.

Profil : coordonner les projets et les équipes du service, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités du service grâce à l'actualisation des outils dédiés, maîtriser le SIG, connaître les principes de la commande publique, autonomie, esprit d'équipe.

- Un chef de service montages complexes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : aider la ou les collectivités à choisir les modes de réalisation innovants pour leurs projets d'aménagement. Gérer au bon déroulement des opérations au service d'un double objectif qualitatif et financier.

Profil : évaluer les activités du service grâce à l'actualisation des outils dédiés, connaître les principes de la commande publique, disponibilité, force de proposition, sens des responsabilités.

- Un directeur de l'habitat et de la politique de la ville inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : construire un socle commun des politiques publiques en matière d'habitat et de politique de la ville. Piloter des dispositifs en faveur de l'accès et du maintien dans le logement,

Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, conduire et animer des réunions, connaissance de l'environnement des collectivités territoriales, aisance relationnelle, discrétion, esprit d'équipe, force de proposition, sens des responsabilités.

- Un directeur adjoint de l'habitat et de la politique de la ville inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assister le pilotage et l'animation de la direction au sein de l'établissement. Participer à la définition et à la construction de la politique de la direction.

Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, conduire et animer des réunions, élaborer et gérer des outils d'évaluation de l'activité, animer et manager

une équipe projet regroupant des partenaires divers, capacité d'analyse, disponibilité.

- Un chef de service habitat et logement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : participer à la définition et à la mise en œuvre de la politique publique locale en matière d'habitat et logement  
Profil : aptitude à la communication orale et écrite, assister les décideurs dans l'élaboration des projets, connaissance des jeux d'acteurs dans le domaine de l'habitat au niveau local et national, capacité d'analyse, disponibilité, force de proposition.
- Un chef de service cohésion sociale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : contribuer à la définition, la conception, à la mise en œuvre et au suivi des politiques et programmes de la cohésion urbaine et sociale.  
Profil : techniques de formalisation des stratégies, de négociation et de communication, connaissance des politiques sectorielles de droit commun, esprit d'équipe, capacité d'analyse.
- Un chef de service renouvellement urbain inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : assurer la coordination générale des projets de rénovation urbaine en lien avec les pilotes opérationnels.  
Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, élaborer, connaissance des finances publiques, connaissance et pratique des dispositifs liés à la politique de la ville et à l'ANRU, discrétion professionnelle, esprit d'équipe.
- Un chef de mission habitat privé et copropriétés dégradées inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : contribuer à la définition, la conception, à la mise en œuvre et au suivi de la politique et programmes d'intervention dans les copropriétés dégradées de la Métropole.  
Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, organiser les tâches et activités de la direction, connaître le droit immobilier et la gestion de patrimoine, connaissance des finances publiques,

connaissance juridiques, disponibilité, force de proposition, sens des responsabilités.

- Un chef de mission accueil gens du voyage inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : contribuer à la définition, la conception, à la mise en œuvre et au suivi du schéma des Aires d'accueil des gens du voyage existantes et à venir à l'échelle de la Métropole.  
Profil : aptitude à la communication orale et écrite, conduire et animer des réunions, connaissance des finances publiques, connaissance juridiques, capacité à travailler en équipe, disponibilité, force de proposition, sens des responsabilités
- Un directeur du foncier et du patrimoine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : contribuer à l'élaboration d'une politique foncière à long terme. Piloter en transversalité et mettre en œuvre des procédures d'actions foncières, gérer le patrimoine,  
Profil : élaborer et gérer des outils d'évaluation de l'activité, organiser les tâches et activités de la direction, connaître les principes, périmètres et usages du domaine public et privé de la collectivité, connaissances en fiscalité de l'immobilier et de l'urbanisme, capacité d'analyse, force de proposition, sens des responsabilités.
- Un directeur adjoint du foncier et du patrimoine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : assister le Directeur du foncier et du patrimoine dans ses missions. Contribuer à l'élaboration d'une politique foncière à moyen et long terme.  
Profil : aider à la décision, assister les décideurs dans l'élaboration des projets, comprendre et interpréter des documents budgétaires et comptables, connaissances en techniques de prospection et de négociation foncière, aisance relationnelle, discrétion professionnelle.
- Un chef de service stratégie foncière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : mettre en place le plan d'actions foncières métropolitaines et sa déclinaison opérationnelle en articulation avec les thématiques métropolitaines, les territoires et les communes.



Profil : coordonner les projets et les équipes du service, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités du service grâce à l'actualisation des outils dédiés, repérer et réguler les conflits, de l'urbanisme et du droit de l'environnement, capacité d'analyse, disponibilité, force de proposition.

- Un chef de service action foncière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : mettre en place les outils fonciers opérationnels au service des projets d'aménagement et de développement à l'échelle métropolitaine et territoriale.  
Profil : assister la direction dans l'élaboration des projets à arbitrer par les décideurs, connaissance des principes de fiscalité de l'immobilier et de l'urbanisme, aisance relationnelle, discrétion professionnelle, esprit d'équipe.
- Un chef de service gestion du patrimoine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : participer à l'optimisation du patrimoine immobilier pour répondre aux besoins et objectifs des directions et services ainsi que des projets.  
Profil : coordonner la mise en œuvre et le suivi des délégations des fonctions de gestion du patrimoine dans les territoires, connaître les principes de fiscalité de l'immobilier et de l'urbanisme, capacité d'analyse, disponibilité, force de proposition.
- Un directeur du patrimoine bâti inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : mettre en œuvre des orientations stratégiques en matière de patrimoine bâti et notamment avec des processus innovants et des montages complexes.  
Profil : techniques de formalisation des stratégies, de négociation et de communication, assister les décideurs dans l'élaboration des projets, capacité d'analyse, disponibilité, force de proposition, sens des responsabilités.
- Un chef de service études et programmation inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : assister le maître d'ouvrage dans le processus décisionnel des projets de bâtiment. Piloter le programme et

prendre en compte des notions de coût global et de QEB.

Profil : aider à la décision, analyser rapidement une situation ou des événements imprévus et proposer les solutions ad hoc, notions en techniques de construction, disponibilité, force de proposition, sens des responsabilités.

- Un chef de service projets opérationnels inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : piloter le programme et l'exécution des travaux. Prendre en compte les notions de coût global et de QEB, représenter le maître d'ouvrage.  
Profil : organiser les tâches et activités de la direction, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, repérer et réguler les conflits, maîtriser la conception assistée par ordinateur et le dessin assisté par ordinateur.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité Déplacements Transports Espace Public et Voirie :**

- Un directeur ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : garantir la bonne application des règles et procédures au sein de la DGA. Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'emploi des ressources, mobiliser et faire évoluer sur un plan collectif les compétences professionnelles des agents.  
Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, encadrer et diriger une équipe, connaître le fonctionnement d'un budget annexe, maîtriser le droit public Sens de la conviction, de la négociation, conscience professionnelle.
- Un directeur adjoint finances inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : piloter et participer à la mise en œuvre des missions financières et comptables de la DGA.  
Profil : connaître les règles de comptabilité publique, aisance relationnelle, capacité d'analyse
- Un chef de service budget et comptabilité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : piloter et mettre en œuvre le Budget annexe unique transport.

Profil : encadrer et diriger une équipe, connaître les cadres juridique, budgétaire et comptable, rigueur, précision.

- Un chef de service ressources humaines et affaires juridiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : piloter et mettre en œuvre la fonction juridique au sein de la Direction ressources pour la DGA, encadrer et animer les équipes ressources humaines et juridique.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, connaître et mettre en œuvre la législation sociale, capacité d'animation.

- Un chef de service commande publique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : piloter et participer à la mise en œuvre de la fonction commande publique de la DGA.

Profil : connaître l'actualité des collectivités territoriales, maîtriser le droit public, capacité d'écoute.

- Un directeur renouvellement du métro de Marseille inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter les projets de renouvellement du système métro conformément aux arbitrages pris par AMP. Analyser et proposer les arbitrages AMP pour les conventions d'AMO ou de Conduite d'Opérations de l'exploitant RTM,

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, comprendre et s'exprimer dans une ou des langues étrangères piloter un projet complexe / pluri annuel.

- Un directeur adjoint renouvellement du métro inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer le pilotage administratif, juridique et financier du projet et le pilotage de la rédaction des marchés. Assurer l'exécution contractuelle et le suivi financier de l'ensemble des marchés et conventions relatifs au projet.

Profil : concevoir et conduire un projet complexe, rédiger des comptes rendus à sa hiérarchie, capacité de planification.

- Un directeur général délégué service de transport inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs et ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre la politique de la collectivité en matière de transports publics, de réalisation et de gestion des infrastructures de transport sur le territoire de la Métropole.

Profil : mettre en œuvre des actions de gestion de projet, planifier les étapes d'un projet, maîtriser les évolutions techniques du domaine d'activité.

- Un directeur infrastructures et équipements de mobilité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : définir les orientations de gestion et la politique de maintenance des équipements de mobilité.

Profil : piloter un projet complexe pluri annuel, être titulaire d'un diplôme d'études supérieures spécialisé en technique VRD, bâtiments, projets d'infrastructures.

- Un directeur adjoint infrastructures, patrimoine et équipements de mobilité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Assurer la maîtrise d'ouvrage de projets complexes d'aménagement, d'infrastructures et de super structures.

Profil : piloter un projet complexe/pluri annuel, connaître les bases du code des marchés publics, esprit de synthèse. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service MOA/AMO Infrastructures inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : définir les orientations de gestion et la politique de maintenance des équipements de mobilité.

Profil : piloter un projet complexe pluri annuel, être titulaire d'un diplôme d'études supérieures spécialisé en technique VRD, bâtiments, projets d'infrastructures.

- Un chef de service gestion infrastructure, patrimoine, points d'arrêts inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la maîtrise d'ouvrage de la réalisation et le suivi des points d'arrêts nécessaires aux réseaux métropolitains ainsi que des travaux ponctuels favorisant les modes actifs.

Profil : connaître le code des marchés publics, être titulaire d'un diplôme d'études supérieures spécialisé en technique VRD, bâtiments, projets d'infrastructures.

- Un chef de service gares routières/ parcs relais mobilité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la gestion technique et opérationnelle des pôles d'échanges. Assurer la permanence fonctionnelle des sites et des services associés.

Profil : connaître le code des marchés publics, être titulaire d'un diplôme en ingénierie technique et d'une formation en management.

- Un chef de service stationnement et gestion déléguée DA sur poste de CDS inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : participer à l'élaboration de la politique de stationnement de la collectivité et être garant de sa mise en œuvre au sein des équipements gérés par ces services.

Profil : traduire les orientations en plan d'actions, être titulaire d'un diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service entretien et maintenance inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la gestion de la maintenance, de la mise en sécurité sites. Définir un plan d'action visant à assurer la maintenance préventive et curative des équipements de mobilité.

Profil : connaître le code des marchés publics, être titulaire d'un diplôme en ingénierie technique et d'une formation en management.

- Un directeur réseau interurbain, transport scolaire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre la politique transport de la Métropole sur le réseau de lignes régulières interurbaines. Déployer une politique harmonisée de gestion des réseaux scolaires sur le territoire de la Métropole.

Profil : piloter un projet complexe pluri annuel, connaître le fonctionnement des collectivités territoriales.

- Un chef de service exploitation et proximité grandes lignes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer et mettre en œuvre l'exploitation du Réseau Interurbain Grandes Lignes.

Profil : connaître les règles d'exploitation d'un réseau de transport, avoir une expérience significative dans les transports publics de voyageurs et du réseau interurbain départemental.

- Un chef de service administration scolaires inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Administrer les réseaux scolaires métropolitains.

Profil : connaître les règles d'exploitation d'un réseau de transport, aisance relationnelle, esprit d'équipe.

- Un directeur de proximité ouest et marketing clientèle inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter la conception et le développement des systèmes de déplacement sur le territoire Ouest. Piloter la Direction Marketing/clientèle.

Profil : organisation de projets complexes, savoir conduire et animer des réunions, créativité, aisance relationnelle.

- Un directeur adjoint exploitation de proximité secteur Istres inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : organiser et développer la mobilité durable sous toutes ses formes sur l'ensemble du Territoire. Animer et coordonner la direction technique de la DPAO.

Profil : coordonner/contrôler les prestataires privés et sous-traitants, piloter suivre contrôler évaluer les activités, esprit d'équipe, esprit d'initiative.

- Un chef de service qualité attente et satisfaction client inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : participer à la définition des objectifs, à la coordination et à la mise en œuvre des projets de la direction Marketing/Clientèle.

Profil : traduire les orientations politiques/stratégiques en plan d'actions, connaître la réglementation des transports, curiosité d'esprit.

- Un chef de service marketing et opérationnel et communication inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer le management de son service en articulation avec les autres services de la direction et les

acteurs extérieurs de la mobilité, mettre en œuvre la stratégie marketing et le marketing opérationnel de la mobilité Métropolitaine  
Profil : arbitrer les choix stratégiques et hiérarchiser les impacts, esprit de synthèse

- Un chef de service agence de la mobilité et relations usagers et entreprises et promotions inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : organiser, harmoniser, coordonner les services de la mobilité en contact avec la clientèle et les générateurs de déplacements. Promouvoir les services de la mobilité.  
Profil : arbitrer des choix stratégiques et hiérarchiser les impacts, esprit de synthèse, sens de l'organisation.
- Un chef de service études générales approche client support technique de la direction inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : réaliser et analyser toutes études en lien avec l'approche client. Intégrer de nouvelles technologies et des supports techniques de la direction.  
Profil : connaître l'actualité des collectivités territoriales, connaître l'actualité des collectivités territoriales, esprit de synthèse, sens de l'organisation.
- Un directeur de proximité sud, offre, régie systèmes d'informations inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services de la Direction. Piloter et suivre les activités transports et la gestion des contrats d'Obligation de Service Public de la RTM et de la RDT 13.  
Profil : élaborer et gérer des indicateurs d'activité, connaissance du monde du transport et de la mobilité, esprit critique.
- Un chef de service information des transports inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : développer et mettre en œuvre les politiques tarifaires métropolitaines en partenariat avec les services concernés des transports et les partenaires extérieurs.  
Profil : élaborer et gérer des indicateurs d'activité, connaissance de l'économie des transports, aisance relationnelle, curiosité d'esprit.

- Un chef de service développement de l'offre de proximité sud, offre, régie systèmes d'informations inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : réaliser le programme du réseau Métroexpress. Restructurer et développer l'offre de transport au niveau métropolitain.  
Profil : identifier les enjeux et les finalités d'un projet, connaître la réglementation des transports, esprit de synthèse, sens de l'organisation.
- Un chef de service gestion des régies et suivi de l'exploitation inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : aider à la décision et à la mise en œuvre de la politique en matière de réseaux de transports collectifs. Gérer et suivre les contrats d'Obligation de Service Public de la RTM et de la RDT.  
Profil : concevoir des outils et des procédures, connaître l'évolution réglementaire et législative du domaine d'activité, capacité d'anticipation, curiosité d'esprit.
- Un directeur de proximité Nord-Est, accessibilité des Transports inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : piloter l'exploitation des réseaux de transport de la Direction de Proximité nord-est et du service handicap et accessibilité.  
Profil : aptitude au management d'équipe et à la conduite du changement, esprit de synthèse, disponibilité.
- Un chef de service exploitation proximité Pays d'Aix inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : suivre l'organisation et l'exploitation des réseaux de transports urbain et interurbain de la Direction de Proximité nord-est.  
Profil : connaître les techniques de management des petites équipes, sens de la conviction, de la négociation, capacité rédactionnelle
- Un chef de service handicap et accessibilité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : définir et mettre en application une offre de transports à destination des Personnes à Mobilité réduite homogène sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

Profil : élaborer une stratégie, aisance relationnelle, sens du service public, capacité d'écoute.

- Un directeur de proximité est qualité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : superviser la gestion des équipements et l'exploitation des réseaux de transport, y compris le suivi sécurité de la ligne de tramway, dans le cadre du STRMTG.  
Profil : arbitrer des choix stratégiques et hiérarchiser les impacts, connaître les bases du code des marchés publics, disponibilité.
- Un chef de service exploitation de proximité secteur Aubagne inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction Générale Déléguée Service de Transport / Direction de proximité Est qualité.  
Description du poste : Mettre en œuvre la stratégie de Transports sur le périmètre d'actions, coordonner les équipes  
Profil : connaître la réglementation des transports, sens du service public, aisance relationnelle.
- Un chef de service qualité sécurité métropolitaine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : concevoir ou adapter un processus Démarche qualité/sécurité sur l'ensemble des réseaux de transport.  
Profil : planifier les étapes d'un projet, mettre en œuvre des actions de gestion de projets, connaître le fonctionnement des opérateurs de transport, autonomie.
- Un directeur de proximité Nord-ouest inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : participer à la définition de la politique Transport et pilotage des moyens nécessaires mis en œuvre en lien avec la DGA.  
Profil : maîtrise des techniques et réglementation liées aux divers domaines des Transports, réserve professionnelle.
- Un chef de service exploitation de proximité Secteur pays Salonnais (Direction Générale Déléguée Service de Transport / Direction de proximité Nord-ouest)  
Description du poste : Mettre en œuvre la stratégie de Transports sur le périmètre d'actions, coordonner les équipes  
Profil : connaître la réglementation des transports, sens du service public, aisance relationnelle

- Un directeur de proximité centre, contrats, économie des Transports inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : participer à la définition de la politique Transport et piloter les moyens nécessaires à sa mise en œuvre en planifiant et en coordonnant.

Profil : gérer un budget, aide à la décision, connaître la réglementation des transports, sens du service public, aisance relationnelle.

- Un chef de service exploitation de proximité secteur Etang de Berre contrats économie des Transports inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : suivre l'organisation et l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang. Participer à la réalisation du projet BHNS.

Profil : encadrer et diriger une équipe, concevoir et conduire un projet, aisance relationnelle, capacité rédactionnelle.

- Un directeur général délégué stratégie et programmation service accessibilité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs et ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : piloter, manager et gérer des ressources. Participer au collectif de direction générale et représenter son secteur au sein de la métropole.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, conscience professionnelle, mobilité intellectuelle, souplesse, aisance relationnelle.

- Un chef de service accessibilité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : garantir le fonctionnement de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité Métropolitaine. Coordonner la mise en œuvre de la feuille de route « Accessibilité aux personnes handicapées » de la Métropole.

Profil : concevoir et conduire un projet, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, curiosité d'esprit, disponibilité.

- Un directeur études et stratégies inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : impulser, étudier et proposer les orientations générales de la politique mobilité de la Métropole, notamment grâce à l'élaboration des différents schémas directeurs.

Profil : encadrer une équipe, gestion de projet, règles et attributions de la commande publique, esprit de synthèse.

- Un chef de service stratégie planification inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : définir les orientations stratégiques de la Métropole en matière de politique de Mobilité et piloter l'ensemble des moyens nécessaires à sa mise en œuvre.  
Profil : évaluer la faisabilité d'un projet, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, esprit de synthèse, esprit d'équipe.
- Un chef de service prospection, études projet, programmation inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : mener les études nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre opérationnelle de l'Agenda de la Mobilité et des différents schémas Directeurs.  
Profil : savoir conduire et animer des réunions, connaître les bases du code des marchés publics, sens de l'organisation, disponibilité.
- Un chef de service modélisation, observatoires inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : mettre en place, gérer et animer les outils d'observatoire, de cartographie et de modélisation, nécessaires à la compréhension de la mobilité sur le territoire.  
Profil : identifier, développer un réseau de partenaires, connaître les bases de la cartographie, sens de l'organisation, force de proposition.
- Un directeur agenda et programmation inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : suivre l'agenda de la mobilité et de son financement, du CPER et de la promotion des modes de transports alternatifs.

Profil : améliorer les pratiques professionnelles des agents, repérer et réguler les conflits, aisance relationnelle, esprit d'équipe.

- Un chef de service modes actifs inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : mettre en place la politique en faveur du développement de l'usage de la marche, des cycles et plus largement de tous les modes actifs sur le territoire métropolitain.

Profil : connaissance des problématiques des modes actifs et de la voirie, capacité d'analyse, esprit de synthèse.

- Un chef de service environnement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : apporter son expertise réglementaire et accompagner la DGA dans l'analyse et la prise en compte des enjeux environnementaux.  
Profil : connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, maîtriser le droit public, esprit de synthèse, esprit d'équipe.
- Un chef de service marchandise et logistique urbaine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : apporter son expertise et accompagner la DGA dans l'analyse et la prise en compte des enjeux de la logistique sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence.  
Profil : être familier avec l'environnement du secteur d'activité, esprit de synthèse, sens de l'organisation.
- Un directeur général délégué grandes infrastructures inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs et ingénieurs en chef territoriaux.  
Description du poste : participer au collectif de direction générale et représenter son secteur au sein de la métropole.  
Profil : savoir conduire et animer des réunions, connaître l'évolution réglementaire et législative du domaine d'activité, diplomatie.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Agriculture Forêts Paysages Intérêt Métropolitain :**

- Un directeur général adjoint délégué agriculture forêt paysages inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux et ingénieurs en chef.  
Description du poste : assurer la coordination fonctionnelle et stratégique de la DGA aux côtés du DGA. Piloter, manager et gérer des ressources, participer au collectif de direction générale et représenter son secteur au sein de la métropole.

Profil : savoir conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques et/ou stratégiques en plan d'actions, capacité d'analyse, capacité d'animation.

- Un conseiller technique : inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : En qualité d'expert au service de la définition de la politique métropolitaine en matière d'agriculture et d'économie agricole notamment. Assister et conseiller le DGA dans la conduite et le portage des projets innovants de la métropole. Conduire les audits et analyses des filières de la DGA. Préparer et coordonner le travail des commissions métropolitaines dédiées en relation avec les élus concernés. Etre chargé du traitement des dossiers et courriers réservés du DGA en relation avec les partenaires institutionnels et privés.

Profil : aider à la décision, aptitude à la communication orale et écrite, concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, sens de l'écoute et du travail en équipe, capacité d'initiative, autonomie, capacité d'adaptation.

- Un chef de service ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : être en charge de l'ensemble des fonctions support relatives à l'activité du service.

Profil : aider à la décision, aptitude à la communication orale et écrite, concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, sens de l'écoute et du travail en équipe, capacité d'initiative, autonomie, capacité d'adaptation.

- Un directeur de l'agriculture inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés principaux et ingénieurs principaux territoriaux.

Description du poste : piloter, animer et coordonner la direction agriculture, manager les relations avec les partenaires et institutions, veiller à la bonne réalisation des objectifs assignés à l'ensemble du service.

Profil : capacité à travailler en réseau avec les nombreux partenaires internes et externes, assister les décideurs dans l'élaboration des projets, élaborer une stratégie, mobilité intellectuelle.

- Un chef de service foncier agricole inscrit à la nomenclature en référence au cadre

d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer et piloter la politique foncière métropolitaine en vue d'y maintenir et développer l'agriculture.

Profil : encadrer et diriger une équipe, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, connaissance techniques et réglementaires dans le domaine du foncier et de l'urbanisme, autonomie, capacité d'adaptation.

- Un chef de service économie agricole et innovations inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer l'animation et le pilotage des actions économiques et de soutien à l'innovation sur le territoire métropolitain.

Profil : concevoir et conduire un projet, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, encadrer et diriger une équipe, capacité d'adaptation, curiosité d'esprit, disponibilité.

- Un chef de service alimentation et environnement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : piloter l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial porté par la métropole dans le cadre d'une démarche de co-construction visant à impliquer l'ensemble des acteurs concernés.

Profil : encadrer et diriger une équipe, connaître les règles juridiques applicables dans la FPT, aptitude à la communication, autonomie, capacité d'adaptation.

- Un chef de mission ressources en eau inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer et piloter les orientations politiques métropolitaines sur le rôle de l'irrigation et du développement de l'agriculture dans un contexte de changement climatique.

Profil : élaborer et gérer des indicateurs d'activité, encadrer et diriger une équipe, aptitude à la communication orale et écrite, connaître les règles juridiques applicables dans la FPT, connaître la réglementation dans le domaine de l'eau et de l'irrigation, autonomie, capacité d'adaptation.

- Un directeur de la forêt inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés principaux et ingénieurs principaux territoriaux.

Description du poste : piloter, animer et coordonner la direction forêt, manager les

relations avec les partenaires et institutions, veiller à la bonne réalisation des objectifs assignés à l'ensemble du service.

Profil : encadrer et diriger une équipe, élaborer une stratégie, connaître les instances, processus et circuits de décision, connaître et mettre en œuvre le statut de FPT, curiosité d'esprit, diplomatie, esprit critique, mobilité intellectuelle.

- Un chef de service mise en valeur de la forêt inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer et piloter des actions métropolitaines relative à la promotion du patrimoine forestier dans l'ensemble de ses dimensions et dans une logique de gestion globale de la forêt.

Profil : aider à la décision, aptitude à la communication orale et écrite, curiosité d'esprit, sens de l'organisation, sens des responsabilités.

- Un chef de service économie forestière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer l'animation et le pilotage des actions métropolitaines relatives à la structuration de la filière productive de la forêt métropolitaine dans le cadre d'une gestion globale.

Profil : aider à la décision, aptitude à la communication orale et écrite, concevoir et conduire un projet, connaître les règles juridiques applicables dans la FPT, curiosité d'esprit, disponibilité.

- Un chef de service préservation de la forêt inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer et piloter des actions métropolitaines relatives à la préservation de la forêt métropolitaine en relation avec l'ensemble des partenaires concernés.

Profil : concevoir et conduire un projet, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, encadrer et diriger une équipe, connaître les règles juridiques applicables dans la FPT, autonomie, curiosité d'esprit, disponibilité.

- Un chef de mission paysage inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer et piloter une équipe, définir des objectifs, assurer la mise en œuvre et coordonner des projets du

service, concevoir des études et outils d'aide à la décision stratégique.

Profil : capacité à travailler en réseau avec les nombreux partenaires internes et externes, capacités d'analyse, connaître les règles juridiques applicables dans la FPT, curiosité d'esprit, disponibilité, esprit d'équipe.

- Un chef de mission sites et espaces naturels inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre des actions relatives à la préservation des espaces naturels et de la mise en œuvre des partenariats avec les parcs naturels régionaux.

Profil : concevoir et conduire un projet, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, connaître les règles juridiques applicables dans la FPT, capacité d'adaptation, curiosité d'esprit, disponibilité, esprit d'équipe.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Concertation Territorial Conférence Métropolitaine des Maires :**

- Un chargé de mission inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : apporter un appui technique à la préparation et au suivi des travaux menés dans le cadre de la concertation territoriale.

Profil : croiser des données pour produire une analyse globale, mobilité intellectuelle, souplesse, capacité d'analyse, esprit de synthèse.

- Un conseiller technique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assister la directrice du projet métropole au plan juridique, dans les domaines de compétences des Communautés Urbaines et Métropoles et des mutations institutionnelles.

Profil : croiser des données pour produire une analyse globale, connaître les cadres juridique, budgétaire et comptable, connaître et mettre en œuvre les techniques de recherche et d'analyse de document.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Projet Métropolitain et Conseil de Développement :**

- Un directeur du conseil de développement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer la gestion du secrétariat général du Conseil de Développement métropolitain tant dans



l'animation de ces différentes instances que dans la formalisation et la communication de ses travaux.

Profil : connaître les problématiques d'aménagement du territoire et du développement local, connaître l'organisation et des compétences de la Métropole, réactivité, dynamisme. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur appui au projet métropolitain inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : animer le dispositif d'élaboration et de suivi du Projet métropolitain.  
Profil : connaître les instances, processus et circuits de décision, qualités relationnelles, réactivité, dynamisme. Diplôme d'études supérieures.
- Un directeur contractualisation partenariat et projets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer le pilotage, la coordination et le suivi de l'ensemble des contractualisations et partenariats métropolitains.  
Profil : connaître les partenaires et principaux financeurs des projets structurants, connaître les instances, processus et circuits de décision, aisance relationnelle, esprit de synthèse. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer les missions administratives, la préparation et l'exécution comptable et budgétaire, les marchés et un appui à l'ensemble des équipes de la DGA sur l'organisation de leurs événements.  
Profil : encadrer et diriger une équipe, connaître le fonctionnement des collectivités territoriales, esprit de synthèse Diplôme d'études supérieures.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget :**

- Un directeur ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : assurer le pilotage de la fonction administrative « pivot » de la DGA, coordonner le suivi des grands dossiers de la DGA en lien avec les directions et services.  
Profil : conduire et animer des réunions, travailler en mode projet sur l'optimisation des ressources de la collectivité, rigueur,

esprit de synthèse, capacité d'analyse, esprit critique.

- Un directeur de projet CLECT inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : Participer à préparation et à la planification des opérations permettant d'installer les Commissions locales d'évaluation des charges. Constituer la direction et organiser le travail de façon à assurer la supervision des travaux d'évaluation des charges transférées.  
Profil : communiquer de façon pédagogique, encadrer une équipe, animer des groupes de travail, gérer les délais impartis, sens de la négociation.
- Un chef de service certification des comptes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : mettre en œuvre une méthodologie évolutive de contrôle de la sincérité des comptes, apporter un soutien aux équipes comptables pour assurer les corrections nécessaires à la mise en état de certification sur cinq ans.  
Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, conduire et animer des réunions, curiosité d'esprit, esprit critique.
- Un chef de service contrôle de gestion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : assurer la bonne qualité de la gestion budgétaire et financière. Mettre en place une analyse quantitative et qualitative des coûts et une évaluation des besoins des services et la répartition des crédits par service gestionnaire.  
Profil : assister les décideurs dans l'élaboration des projets, établir et proposer des outils, pragmatisme, sens des responsabilités.
- Un directeur budget programmation prospective inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : organiser le processus budgétaire pour garantir le respect des trajectoires financières définies par la gouvernance métropolitaine, optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'emploi des ressources.  
Profil : encadrer et diriger des équipes, définir et mettre en œuvre un projet de management, sens des responsabilités, de

l'organisation et de la gestion des priorités, pragmatisme.

- Un chef de service budget inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : animer et piloter une équipe, définir des objectifs. S'assurer de la bonne exécution des projets, contrôler, évaluer.  
Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, mobilité intellectuelle, autonomie, esprit d'initiative..
- Un chef de service programmation inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : assurer la gestion du processus de planification métropolitaine en lien avec les directions fonctionnelles et opérationnelles. Animer et piloter une équipe, définir des objectifs.  
Profil : savoir identifier les finalités, les enjeux et la faisabilité d'un projet, assurer la gestion et le suivi d'un projet, connaître les principes des engagements comptables, esprit d'équipe, capacité relationnelle.
- Un chef de service prospective et analyse des coûts inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : produire les éléments de réflexion liés à la Prospective et à l'analyse des coûts de la Métropole.  
Profil : connaître l'environnement financier et juridique d'une collectivité et le fonctionnement du budget, autonomie, esprit d'initiative, réactivité, disponibilité.
- Un directeur gestion exécution financière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : manager l'équipe de la Direction, analyser et expertiser le domaine de l'exécution financière, participer à l'identification et à la gestion des risques financiers inhérents à la collectivité.  
Profil : traduire les orientations politiques et stratégiques en plan d'actions, identifier les finalités, les enjeux et la faisabilité d'un projet, connaître les marchés publics, autonomie, esprit d'initiative, réactivité, souplesse.
- Un chef de service comptabilité inscrit à la nomenclature en référence au cadre

d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la comptabilité et la validation / contrôle de l'exécution, animer et piloter une équipe, définir des objectifs, s'assurer de la bonne exécution des projets, contrôler, évaluer.

Profil : maîtriser les notions de management, travailler en mode projet sur l'optimisation des ressources de la collectivité, esprit d'équipe, capacité relationnelle.

- Un chef de service harmonisation des processus comptables inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : harmoniser les processus, de rédiger les procédures, de diffuser les bonnes pratiques comptables.

Profil : élaborer, suivre et exécuter un budget, interpréter des documents budgétaires et comptables, rigueur, esprit de synthèse, capacité d'analyse, esprit critique, curiosité, mobilité intellectuelle.

- Un chef de service de centre de services partagés pilotage SIF inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : renouveler le système d'information financier, mettre en œuvre, développer et diffuser les outils du Système d'Information Financier.

Profil : répartir la charge de travail au sein d'une équipe, connaître les marchés publics, autonomie, curiosité d'esprit.

- Un directeur recettes ingénierie financière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : organiser l'analyse, l'expertise dans le domaine financier au sein de la Direction afin qu'elle soit force de proposition. Participer à la définition et la mise en place de la stratégie financière à long-terme de la Métropole.

Profil : définir et mettre en œuvre un projet de management, développer les collaborations transversales entre les Services de la Direction, sens des responsabilités, sens de l'organisation et de la gestion des priorités.

- Un chef de service fiscalité et dotations inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : coordonner la communication interne et externe du service et superviser les analyses et la gestion des risques financiers, piloter l'observatoire fiscal métropolitain et contribue à la diffusion d'une culture fiscale au sein de la Métropole.

Profil : travailler en mode projet sur l'optimisation des ressources de la collectivité, connaître et mettre en œuvre la législation fiscale, réactivité, disponibilité, souplesse, discrétion.

- Un chef de service subventions et partenariats externes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer le service afin de mettre en œuvre les orientations stratégiques de la collectivité en matière de financements publics.

Profil : concevoir des outils et des procédures, sens des responsabilités, sens de l'organisation et de la gestion des priorités.

- Un chef de service dette inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer la communication, la négociation et la contractualisation avec les partenaires financiers, effectuer le suivi quotidien de la trésorerie.

Profil : communiquer avec les financeurs de la collectivité, maîtriser les montages d'opérations financières, autonomie, esprit d'initiative.

- Un chef de service ingénierie financière de projet inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : participer à la mise en place de la stratégie financière à long-terme de la métropole et déterminer les modes de financements optimaux des projets d'investissement.

Profil : élaborer, suivre et exécuter un budget, interpréter des documents, capacité à développer et analyser des modèles financiers complexes, autonomie, esprit d'initiative.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :**

- Un directeur de la commande publique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : superviser l'ensemble des procédures de mise en concurrence et coordonner l'action des cinq services placés sous son autorité.

Profil : maîtriser la réglementation des marchés publics et dsp, connaître les finances publiques requises. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

- Un chef de service ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : être chargé de l'ensemble des fonctions support relatives à l'activité du service, piloter une équipe, mettre en œuvre et coordonner des projets du service, concevoir des études et outils d'aide à la décision stratégique.

Profil : aider à la décision, gérer des indicateurs d'activité, être familier avec l'environnement du secteur d'activité, piloter les activités. Niveau Bac +3.

- Un directeur adjoint de la commande publique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : piloter et coordonner l'ensemble des procédures de mise en concurrence dans le respect de la réglementation en organisant l'ensemble des procédures de passation des marchés publics et des contrats de concession.

Profil : encadrer une équipe, contrôler la passation et l'exécution des marchés publics, concevoir des procédures, piloter les activités. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

- Un chef de service marchés publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : superviser les procédures de passation des marchés publics métropolitains, coordonner l'action des responsables de la commande publique affectés dans les territoires, encadrer l'équipe chargée de la passation des marchés publics.

Profil : piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, capacité d'analyse, capacité rédactionnelle. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

- Un chef de service concessions et DSP inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : animer le service concessions et délégations de services publics, piloter et coordonner la passation de ces contrats, assurer la régularité juridique.

Profil : maîtriser la réglementation des concessions et délégations de services publics. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

- Un chef de service processus qualité et outils inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : piloter la mise en place du processus qualité Commande Publique au sein de la Métropole.  
Profil : aisance relationnelle, maîtriser la réglementation des marchés publics, connaître les finances publiques.
- Un chef de service veille formation et contrôle juridique interne inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : animer le service veille, participer à la sécurisation juridique des procédures de marchés et DSP et à la diffusion d'une veille juridique, réaliser des formations internes en matière de commande.  
Profil : maîtriser la réglementation des marchés publics, connaissances en finances publiques et contentieux administratif de la commande publique. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service CAO/CDSP logistique-ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : encadrer une équipe, gérer l'organisation logistique des commissions et de réceptions des plis, contrôler le déroulement de la procédure de mise en concurrence des marchés publics à compter de l'ouverture des plis.  
Profil : manager une équipe, maîtriser les règles de la Commande Publique, avoir des connaissances en finances publiques.
- Un directeur programmation et performance achats inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : définir et animer la politique achat de la Métropole, piloter la programmation des achats de la Métropole et garantir la computation des seuils.  
Profil : piloter les activités, traduire les orientations politiques et stratégiques en termes d'action, expériences réussies dans le management des fonctions transversales de gestion, achats et finance. Diplôme d'études supérieures.
- Un directeur adjoint programmation et performance achat inscrit à la nomenclature

en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : élaborer des projets pour atteindre des objectifs d'économies et de qualité, mettre en œuvre des stratégies de mutualisation au niveau métropolitain, piloter la programmation des achats de la Métropole.

Profil : diriger une équipe, traduire les orientations politiques et stratégiques en termes d'action. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public ou école de commerce.

- Un chef de service achats inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : déployer la politique achat et définir les axes et stratégies de développement de la performance économique des achats de la Métropole, décliner les objectifs stratégiques de la politique achat dans les procédures de la Métropole.  
Profil : diriger une équipe, mener une conduite de projet et construire des outils de pilotage, être expert en achats et en matière de réglementation des marchés publics.
- Un chef de service programmation computation et SI achats inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : élaborer et mettre à jour la programmation des achats de la Métropole, garantir la computation des seuils, piloter l'activité de l'équipe du service.  
Profil : encadrer une équipe, connaître et appliquer les règles de l'achat et de la commande publique, maîtriser les règles de la computation des seuils. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service qualité et processus achats inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : évaluer la performance du processus achat, simplifier les processus achats de la Métropole, aider à la passation des marchés subséquents pour les directions dépourvues d'entité ressource.  
Profil : diriger une équipe, connaître les règles de l'achat et de la commande publique. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit des affaires.
- Un directeur institutionnel et juridique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : soutenir les directions de la Métropole et des territoires dans le traitement de dossiers qui relèvent du champ

d'intervention de la direction institutionnel et juridique.

Profil : manager une équipe, être expert en droit public et droit privé, capacité d'analyse, capacité rédactionnelle. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

- Un chef de service juridique satellites et politiques publiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer le pilotage de dossiers thématiques, assurer le suivi de la cellule association. Diriger le service, mettre en place et formaliser les procédures de travail, assister et conseiller juridiquement les services et les élus en matière de satellites.

Profil : maîtriser le droit administratif, le droit civil, le droit des associations, le droit des sociétés et le droit en matière de finances publiques. Sens de l'organisation et de l'optimisation des procédures. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit.

- Un chef de service conseil juridique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Assurer le pilotage de dossiers thématiques, contrôler et sécuriser les actes, diriger le service, assister et conseiller juridiquement les services et les élus.

Profil : maîtriser le droit administratif, le droit civil, le droit du contentieux, connaître les procédures contentieuses, capacité rédactionnelle. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit.

- Un chef de service des assurances inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : conseiller et assister sur les orientations et la réalisation des objectifs de la collectivité.

Profil : maîtriser le droit des assurances, le droit administratif, le droit civil et le droit du contentieux, sens de l'organisation et de l'optimisation des procédures. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur juridique schémas grands projets et contentieux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer le management de la direction adjointe et des services qui sont rattachés à la direction, piloter l'ensemble de leurs activités ainsi que le traitement des dossiers qui relèvent du champ d'intervention de la direction.

Profil : avoir une expertise en droit public et droit privé. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

- Un directeur adjoint juridique schémas grands projets et contentieux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : participer au management des services qui sont rattachés à la direction, assurer l'assistance juridique pour l'organisation des transferts des compétences en matière d'eau et d'assainissement et pour l'activité des services publics en matière d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets.

Profil : posséder une expertise en droit public et droit privé. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

- Un chef de service juridique aménagement et environnement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer le management du service, piloter les activités du service et le traitement des dossiers qui relèvent du champ d'intervention du service. Conseiller pour accompagner l'élaboration des schémas de la réalisation des opérations d'aménagement et de travaux.

Profil : être capable de travailler en réseau et en mode projet, esprit d'équipe, capacité à gérer le stress. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

- Un chef de service juridique accompagnement des services publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer le management et l'encadrement du service, piloter les activités du service, le traitement des dossiers qui relèvent du champ d'intervention du service.

Profil : être capable de définir des objectifs, esprit de synthèse, curiosité d'esprit, disponibilité. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

- Un chef de service juridique ingénierie de projet inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer le management du service juridique ingénierie de projet. Superviser le traitement des dossiers qui relèvent du champ d'intervention du service.

Profil : connaissances de la commande publique, être capable de travailler en réseau et en mode projet, curiosité d'esprit. Diplôme

d'études supérieures spécialisation droit public ou école de commerce.

- Un chef de service contentieux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer le management du service contentieux, piloter et superviser l'ensemble des activités du service contentieux, ainsi que le traitement des dossiers précontentieux et contentieux de l'établissement.  
Profil : être capable de travailler en réseau et en mode projet, être capable de définir des objectifs, esprit de synthèse. Diplôme d'études supérieures spécialisation droit public.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines :**

- Un conseiller technique du DGA ressources humaines inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : coordonner, optimiser les procédures de la DGA Ressources Humaines. Garantir le respect des délais impartis pour le pilotage de chantiers RH.  
Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, conduire et animer des réunions, connaître et mettre en œuvre le statut de FPT, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse. Diplôme d'études supérieures.
- Un directeur ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Optimiser les moyens de la DGA RH tout en opérant une action transversale, dans un environnement contraint, en matière de contrôle interne, de management des ressources et des moyens ainsi que de communication et d'information.  
Profil : encadrer et diriger une équipe, répartir la charge de travail au sein d'une équipe, capacité rédactionnelle. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service juridique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : conseiller et assister les Directions RH dans le traitement juridique des dossiers. Veiller à la fiabilité et à la sécurité juridique des actes produits par la DRH.  
Profil : piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, encadrer et diriger une équipe, esprit d'équipe, esprit de synthèse. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service management des ressources et moyens inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer le contrôle de gestion RH. Contribuer au dialogue de gestion RH en matière budgétaire.  
Profil : élaborer et gérer des indicateurs d'activité, encadrer et diriger une équipe, connaître l'architecture des systèmes d'information, capacité rédactionnelle, capacité d'analyse. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service information communication interne ressources humaines inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : piloter les grands projets d'informations et de communication interne en coordination avec la DGA Communication. Développer et animer un dispositif d'information RH.  
Profil : collecter et diffuser l'information en l'adaptant aux publics, connaître les techniques de communication facilitantes, curiosité d'esprit, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.
- Un directeur méthodes et projet inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : maîtriser les outils à mobiliser et manager les services correspondants pour optimiser le déploiement de grands projets RH.  
Profil : élaborer des préconisations, concevoir et analyser des indicateurs d'activité, être familier avec l'environnement du secteur d'activité, esprit de synthèse, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service conseil en organisation inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : accompagner la Direction dans la conduite de projets d'organisation et de méthodes.  
Profil : croiser des données pour produire une analyse globale, élaborer des préconisations, connaître les techniques d'analyse du travail, des organisations et des compétences, autonomie, capacité d'adaptation. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service qualité et méthode inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Accompagner le développement de la mise en place de

procédures formalisées, de méthodes de travail partagées et de au sein de la DGA.

Profil : élaborer et gérer des indicateurs d'activité, organiser le travail en transversalité, connaître les principes et normes qualité de la collectivité, esprit d'équipe, sens de l'organisation. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service direction de projets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : participer au pilotage des grands projets de la fonction RH, et à la maîtrise d'ouvrage de la mutation vers un système d'information RH unifié.

Profil : concevoir des outils et des procédures, croiser des données pour produire une analyse globale, élaborer une stratégie, autonomie, capacité d'adaptation. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur général adjoint délégué ressources humaines inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : Conduire les projets à fort enjeux de la DGARH et animer les équipes placées sous sa responsabilité.

Profil du poste : déléguer une activité, connaître les instances, processus et circuits de décision, analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, conscience professionnelle, mobilité intellectuelle, souplesse, aisance relationnelle, diplomatie. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service relations sociales inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : piloter l'ensemble des activités relatives aux instances consultatives et à la gestion du protocole syndical.

Profil : connaître les instances, processus et circuits de décision, connaître le fonctionnement des collectivités territoriales, capacité d'analyse. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur emploi et compétences inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Coordonner, optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, assister les décideurs dans l'élaboration des projets, esprit critique, mobilité intellectuelle, souplesse. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service recrutement emploi postes et effectifs inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : coordonner les emplois et les compétences de la collectivité, mettre en œuvre la politique de recrutement/mobilité de la collectivité.

Profil : rédiger des rapports d'aide à la décision, concevoir et conduire un projet, travailler en mode projet, aisance relationnelle aptitude à la communication, diplomatie, disponibilité. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service formation inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : identifier et analyser les besoins en formation individuels et collectifs favorisant l'acquisition, le développement et le maintien des compétences. Concevoir, mettre en œuvre et évaluer le plan de formation.

Profil : négociateur et arbitrer des choix, rédiger des cahiers des charges, esprit de synthèse, adaptabilité. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service accompagnement individuel inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : définir, piloter et animer des dispositifs d'accompagnement des agents favorisant le développement de leur potentiel et leur évolution professionnelle.

Profil : maîtriser les règles juridiques de l'évolution professionnelle, maîtriser les outils de l'individualisation des parcours professionnels. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur gestion administrative du personnel inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : coordonner, gérer et contrôler l'ensemble des procédures de gestion administrative du personnel dans le cadre des règles statutaires.

Profil : connaître le statut de la FPT, connaissance du fonctionnement du contrôle de légalité, capacité à travailler en équipe et en transversalité. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service paie carrières temps inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : coordonner, gérer et contrôler l'ensemble des procédures de

gestion administrative en matière de gestion des carrières, de la paie, des absences et des temps de travail, en vue d'une gestion individualisée pluridisciplinaire.

Profil : identifier et communiquer les finalités et enjeux des projets, aider à la décision, capacité d'analyse et de synthèse, disponibilité. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service retraites inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : coordonner, gérer et être le garant de l'ensemble des processus liés à l'activité retraite.  
Profil : analyser, comprendre et répondre à un besoin, communiquer, identifier les enjeux et les finalités d'un projet, connaître et mettre en œuvre le statut de la FPT, diplomatie, disponibilité. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service ingénierie expertise inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : faciliter le fonctionnement des processus métiers de la direction. Mettre en œuvre l'atteinte des objectifs de la direction.  
Profil : gérer les délais impartis, rédiger des rapports et rendre compte à sa hiérarchie, connaître le fonctionnement des instances paritaires, capacité d'analyse et esprit de synthèse. Diplôme d'études supérieures.
- Un directeur qualité de vie au travail inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : piloter, conduire, animer et évaluer la politique RH en matière de Qualité de Vie au Travail s'articulant sur les services de l'Action Sociale, la Prévention des Risques, le Maintien dans l'Emploi, la Médecine Préventive et la mission Handicap en direction des 7500 agents de la collectivité.  
Profil : aide à la décision, capacité à faire émerger les problématiques et l'élaboration de préconisations et schémas de résolution de problème, curiosité et esprit de créativité. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service médecine de prévention inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des médecins territoriaux.  
Description du poste : mettre en œuvre la politique de médecine préventive de la métropole et veiller à son fonctionnement territorial. Assister et conseiller la collectivité territoriale en matière de grands projets.  
Profil : culture territoriale, gestion de projets, rigueur, précision, méthodologique, esprit de synthèse. DES de médecine du travail.

- Un chef de service hygiène et sécurité prévention des risques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assister et conseiller l'autorité territoriale et les services en matière de prévention des risques professionnels. Mettre en œuvre la politique de Prévention et d'amélioration des conditions de travail.

Profil : savoir traduire les orientations politiques /stratégiques en plan d'actions, maîtriser l'outil informatique, connaître et mettre en œuvre le statut de la FPT, discrétion et confidentialité, réactivité. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service maintien dans l'emploi inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : définir et coordonner la mise en œuvre de la politique en matière de maintien dans l'emploi de la collectivité, déployer les outils et procédures afin de favoriser le maintien dans l'emploi.

Profil : encadrer une équipe, aptitude à la communication orale et écrite, connaissance du fonctionnement des instances médicales et représentatives du personnel, organisation et rigueur, qualités relationnelles. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service action sociale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre la politique d'action sociale de la métropole et veiller à son rayonnement territorial, manager les équipes du service.

Profil : maîtrise des outils de gestion de projets, aptitude à manager et à animer une équipe, connaissances de la réglementation sociale, capacité d'organisation et de gestion de dossiers, confidentialité.

- Un chargé du suivi des situations individuelles inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre la politique d'accompagnement des agents de la métropole. Mettre en place des outils de pilotage de l'activité.

Profil : maîtrise des outils de gestion de projets, aptitude à conduire des entretiens individuels, connaissances de la réglementation RH, capacité d'organisation et de gestion de dossiers, confidentialité, maîtrise des outils bureautiques.



**Pour la Direction Générale Adjointe  
Communication et Relations Extérieures :**

- Un chef de service presse inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer l'ensemble des relations entre la presse et la métropole. Piloter le plan de communication, élaborer et rédiger des contenus, élaborer des supports de communication.  
Profil : techniques rédactionnelles du journalisme, appliquer les techniques rédactionnelles, adaptabilité aux situations et aux changements.
- Deux attachés de presse inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer l'ensemble des relations entre la presse et la métropole. Rédiger des communiqués et dossiers de presse.  
Profil : méthodologie et construction de plans de communication, maîtriser les délais, créativité, rigueur.
- Un chargé de communication revue et analyse de presse métropolitaine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : éditer d'une revue de presse quotidienne. Effectuer une veille média, contribuer aux plans de communication.  
Profil : techniques de communication et de communication de crise, orthographe, syntaxe, orthotypographie, sens du service public, respect des consignes.
- Un chef de service ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer la gestion des ressources humaines de la Direction, le suivi et l'élaboration budgétaires, la gestion des marchés publics, la veille juridique et la prévention du contentieux.  
Profil : maîtriser le droit administratif, maîtriser des délais, analyse, esprit de synthèse.
- Un responsable des processus inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer la gestion des ressources humaines de la Direction, le suivi et l'élaboration budgétaires, la gestion des marchés publics de la DGA, la veille juridique et la prévention du contentieux.

Profil : droit public et jurisprudence administrative, travail en transversalité, respect des consignes.

- Un responsable juridique et marchés publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer la gestion des ressources humaines de la Direction, le suivi et l'élaboration budgétaire, la gestion des marchés publics, la veille juridique et la prévention du contentieux.  
Profil : savoir évaluer les risques juridiques, connaître les différents types de contrats des marchés publics.
- Un responsable financier et marchés publics inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : contrôler l'imputation budgétaire des engagements et des liquidations, mettre à jour les nomenclatures de gestion.  
Profil : maîtriser le droit public et la jurisprudence administrative, capacité d'analyse, esprit de synthèse.
- Un chargé de projet ressources humaines inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : proposer, élaborer, actualiser et implémenter la politique RH pour tous les agents de la DGA. Assurer le rôle de coordination des outils RH.  
Profil : maîtrise des logiciels, orientation client, esprit d'initiative.
- Un chargé de mission études et prospectives inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : commander ou conduire des études à caractère stratégique ou prospectif pour mieux comprendre et prévoir les tendances, afin d'aider à définir des orientations de la stratégie de communication de la Métropole.  
Profil : maîtriser la méthodologie de projet, connaissance d'un ou plusieurs logiciels de création et traitement d'enquête, curiosité intellectuelle.
- Un directeur des projets inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer la mise en œuvre de la politique de communication interne et externe et l'organisation, la coordination et l'évaluation des actions et des plans de communication de la métropole.  
Profil : techniques de communication, organiser et manager un service, gérer des moyens financiers, capacité d'analyse.

- Un chef de service communication interne inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : proposer des plans d'actions internes sous l'impulsion du DGS et de la DRH, assurer la parfaite information et mobilisation des collaborateurs internes sur l'ensemble des projets et actualités des politiques publiques.  
Profil : techniques de communication, comprendre les enjeux et proposer une stratégie, réactivité, disponibilité, sens de l'initiative.
- Un chef de service communication coordination projets métropolitains inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer l'encadrement, la coordination et l'évaluation des actions et des plans de communication managés par les chefs de projet.  
Profil : contexte administratif et législatif, connaître les techniques de communication, évaluer les besoins de communication, esprit de synthèse, capacité d'écoute.
- Un chef de service communication territorial de proximité inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer la coordination des plans d'action communication des territoires en lien avec la stratégie de communication métropolitaine.  
Profil : maîtriser des délais, synthétiser les informations, capacité d'analyse, esprit de synthèse, capacité d'écoute.
- Un responsable de service communication territorial du territoire Marseille Provence inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Encadrer, piloter et évaluer les opérations de communications territoriales et territorialisées. Organiser des manifestations d'envergure territoriale. Assurer la déclinaison des actions de la DGACRE dans les territoires.  
Profil : Travailler en mode projet, maîtriser les techniques et outils de communication, connaître le contexte administratif et d'organisation des territoires de la métropole.
- Un responsable de service communication territorial du territoire Pays d'Aix inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Encadrer, piloter et évaluer les opérations de communications territoriales et territorialisées. Organiser des manifestations d'envergure territoriale. Assurer la déclinaison des actions de la DGACRE dans les territoires.
- Un responsable de service communication territorial du territoire Pays Salonnais inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Encadrer, piloter et évaluer les opérations de communications territoriales et territorialisées. Organiser des manifestations d'envergure territoriale. Assurer la déclinaison des actions de la DGACRE dans les territoires.  
Profil : Travailler en mode projet, maîtriser les techniques et outils de communication, connaître le contexte administratif et d'organisation des territoires de la métropole.
- Un responsable de service communication territorial du territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Encadrer, piloter et évaluer les opérations de communications territoriales et territorialisées. Organiser des manifestations d'envergure territoriale. Assurer la déclinaison des actions de la DGACRE dans les territoires.  
Profil : Travailler en mode projet, maîtriser les techniques et outils de communication, connaître le contexte administratif et d'organisation des territoires de la métropole.
- Un responsable de service communication territorial du territoire d'Istres Ouest Provence inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Encadrer, piloter et évaluer les opérations de communications territoriales et territorialisées. Organiser des manifestations d'envergure territoriale. Assurer la déclinaison des actions de la DGACRE dans les territoires.  
Profil : Travailler en mode projet, maîtriser les techniques et outils de communication, connaître le contexte administratif et d'organisation des territoires de la métropole.
- Un responsable de service communication territorial du territoire du Pays de Martiques inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Encadrer, piloter et évaluer les opérations de communications territoriales et territorialisées. Organiser des manifestations d'envergure territoriale. Assurer la déclinaison des actions de la DGACRE dans les territoires.

Profil : Travailler en mode projet, maîtriser les techniques et outils de communication, connaître le contexte administratif et d'organisation des territoires de la métropole.

- Un chargé communication territorial du territoire Marseille Provence inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Sous l'impulsion du responsable de service communication de son territoire, mettre en œuvre les opérations de communication territoriale et/ou territorialisée, organiser des manifestations d'envergure territoriale.
- Un chargé communication territorial du territoire Pays d'Aix inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Sous l'impulsion du responsable de service communication de son territoire, mettre en œuvre les opérations de communication territoriale et/ou territorialisée, organiser des manifestations d'envergure territoriale.
- Un chargé communication territorial du territoire Pays Salonnais inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Sous l'impulsion du responsable de service communication de son territoire, mettre en œuvre les opérations de communication territoriale et/ou territorialisée, organiser des manifestations d'envergure territoriale.
- Un chargé communication territorial du territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Sous l'impulsion du responsable de service communication de son territoire, mettre en œuvre les opérations de communication territoriale et/ou territorialisée, organiser des manifestations d'envergure territoriale.
- Un chargé communication territorial du territoire d'Istres Ouest Provence inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Sous l'impulsion du responsable de service communication de son territoire, mettre en œuvre les opérations de communication territoriale et/ou territorialisée, organiser des manifestations d'envergure territoriale.
- Un chargé communication territorial du territoire Pays de Martigues inscrit à la

nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : Sous l'impulsion du responsable de service communication de son territoire, mettre en œuvre les opérations de communication territoriale et/ou territorialisée, organiser des manifestations d'envergure territoriale.

- Un chef de projet communication interne inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : il met en œuvre les plans d'actions internes et assure également la parfaite information et mobilisation des collaborateurs internes.  
Profil : Maîtriser les règles des marchés publics, connaître la chaîne graphique, synthétiser les informations, capacité d'analyse, esprit de synthèse, capacité d'écoute.
- Un directeur grands événements et partenariats inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer l'organisation et l'évaluation des manifestations BtoB et BtoC de la métropole, participer à l'organisation des manifestations organisées par des tiers.  
Profil : maîtriser le droit de la communication, contrôler des prestataires, disponibilité, autonomie.
- Deux chefs de projets événementiels inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer la mise en œuvre de la politique de communication événementielle et partenariale interne et externe de la métropole.  
Profil : techniques de communication événementielle et de scénographie, savoir conseiller dans le choix des actions événementielles, esprit de synthèse.
- Un chef de projets partenariat, mécénat et sponsoring inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Analyser le marché, rechercher et identifier les partenariats potentiels  
Définir la stratégie, le contenu et les axes des programmes de partenariats  
Profil : Connaissances de la culture marketing, Maîtrise des techniques commerciales et de négociation, Maîtrise des techniques conduite de réunion, connaissances des services de la métropole

- Un chargé de projets événementiels inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : programmer des événements, en fonction des demandes des services. Mettre en œuvre un dispositif d'évaluation des partenariats.  
Profil : savoir élaborer des cahiers des charges d'organisation d'événements et des supports de communication, capacité d'écoute, bonne présentation.
- Un directeur général adjoint délégué en charge de la marque et des médias inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs et ingénieurs en chef territoriaux.  
Description du poste : assister la directrice générale adjointe de la communication des relations extérieures dans la structuration de la DGA. Mettre en œuvre les pôles de compétences internes et processus de coordination.  
Profil : maîtriser les principes de la communication de crise, savoir évaluer les besoins de communication, disponibilité, sens de l'initiative.
- Un chef de service média planning inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer la gestion du parc d'affichage public de la métropole, assurer les prestations d'achat d'espaces publicitaires dans la presse.  
Profil : techniques et environnement publicitaires, assurer la relation avec les prestataires, créativité, maîtrise de soi.
- Un directeur des éditions inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer l'organisation, la coordination et l'évaluation des actions et des plans de communication éditoriaux de la métropole.  
Profil : maîtriser les procédures budgétaires et achats publics, animer des équipes projet, esprit de synthèse, capacité d'écoute.
- Un chef de service édition print inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : assurer la collecte, la mise en forme, la diffusion des informations et des messages de la métropole sur les supports print et imprimés.  
Profil : communication des marchés publics, de la propriété intellectuelle, proposer des solutions technologiques les plus adaptées aux besoins, esprit de synthèse.
- Quatre journalistes rédacteurs inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer la collecte, la mise en forme, la diffusion des informations et des messages de la métropole sur les supports digitaux et imprimés par ses soins, tant à l'attention des publics externes qu'internes.  
Profil : effectuer des recherches documentaires, techniques de communication et de communication de crise, esprit de synthèse.
- Un chef de service éditions digitales inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : piloter et mettre en œuvre la stratégie de communication interne et externe de la métropole sur des supports digitaux.  
Profil : savoir gérer la stratégie digitale, organiser et diriger un service, esprit de synthèse, autonomie.
- Un conseiller en techniques digitales inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : analyser des écosystèmes des institutions référentes, des tendances et typologies des publics. Contribuer à la définition des stratégies communication via Internet, son intégration et son adéquation à la stratégie globale.  
Profil : management par projet, identifier et analyser les besoins, sens de l'initiative.
- Un chargé de projet communication digitale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : assurer la création et l'alimentation de toutes les publications métropolitaines pour le « print » ou le digital.  
Profil : évaluer et anticiper les besoins, savoir concevoir un plan médias, créativité.
- Un chef de projet communication digitale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : élaborer le plan de communication et s'assurer de la bonne réalisation des outils de communication, sécuriser les contenus diffusés sur les médias en ligne.  
Profil : travail et animation d'équipe, veille, analyse et gestion documentaire, animation d'équipe.
- Un webmaster inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer la diffusion des informations et la communication de la métropole sur les supports digitaux.

Profil : administrer et animer un compte sur les réseaux sociaux, retoucher des photos, créativité.

- Un community manager inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer toutes les prestations éditoriales accompagnant la communication métropolitaine, sites Internet, applications, réseaux sociaux et publications.

Profil : codes et usages des réseaux sociaux, gérer une situation de crise, organiser une veille continue des réseaux sociaux, sens de l'organisation.

- Un directeur de la création inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assurer toutes les prestations graphiques et audio-visuelles accompagnant les actions de communication.

Profil : connaissance du droit de la propriété intellectuelle, droit de l'image, droits et obligations des collectivités en matière de communication, maîtrise de soi, réactivité.

- Deux infographistes expert inscrits à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : l'infographiste expert devra réaliser des supports en fonction des instructions données à des fins de communication de la Métropole.

Profil : Analyser le brief et collecter les informations manquantes. Réaliser des benchmarks, la production graphique et l'exécution des documents. Diplôme avec spécialité graphisme

- Un responsable trafic fabrication inscrits à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer toutes les prestations graphiques et audio-visuelles accompagnant les actions de communication.

Profil : maîtriser l'environnement professionnel du domaine d'activité, savoir suivre et recourir aux marchés publics d'impression et de création, rigueur, précision.

- Un concepteur rédacteur inscrits à la nomenclature en référence aux cadres

d'emplois des attachés territoriaux et des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : concevoir la campagne ou des opérations pertinentes et originales, collecter et analyser des informations se rapportant au sujet, aux cibles concernées, analyser des campagnes passées et celles des structures similaires.

Profil : maîtriser l'environnement professionnel du domaine d'activité, concevoir un support, un document de communication, sens de l'organisation.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'Information :**

- Un directeur général adjoint délégué à l'innovation numérique et aux systèmes d'information inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Description du poste : proposer la ligne stratégique de développement des Systèmes d'Information.

Profil : maîtrise de l'environnement et des enjeux des collectivités territoriales, savoir conduire et animer des réunions, connaissance des marchés publics, encadrer et diriger une équipe, esprit critique et constructif, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme.

- Un directeur ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : coordonner l'activité des services placés sous l'autorité de la direction.

Profil : savoir conduire et animer des réunions, management participatif, gestion de portefeuille de projets, encadrer et diriger une équipe, qualité relationnelle et sens de l'écoute, sens de la conviction, de la négociation.

- Un chef de service ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : animer et piloter l'équipe composant le service.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux du service, connaissance des marchés publics, animer et encadrer une équipe, sens du service aux utilisateurs, qualité relationnelle et sens de l'écoute, sens des responsabilités.

- Un chef de service administratif et logistique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : animer et piloter l'équipe composant le service.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux du service, savoir conduire et animer des réunions, agilité intellectuelle, souplesse, rigueur et sens de l'organisation, pragmatisme et autonomie.

- Un chargé de mission pilotage et coordination du système d'information inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : prendre en charge la mission pilotage et coordination du système d'information.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux de la direction, savoir conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions, sens des responsabilités.

- Un délégué à la protection des données inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre la conformité au règlement européen sur la protection des données pour l'ensemble des traitements mis en œuvre par la Métropole.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux de la direction, connaissance de la réglementation en matière de protections des données, culture juridique, agilité intellectuelle, rigueur, précision.

- Un responsable de la sécurité des systèmes d'information inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : proposer la politique de sécurité des systèmes d'Information de la Métropole.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux, savoir conduire et animer des réunions, savoir mobiliser, faire partager, qualité relationnelle et sens de l'écoute, sens de la communication, capacité à convaincre, sens des responsabilités.

- Un directeur des infrastructures informatiques et télécommunications inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : coordonner l'activité des services placés sous l'autorité de la direction.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux de la direction, savoir conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions, connaissance des marchés publics, encadrer

et diriger une équipe, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités.

- Un directeur adjoint des infrastructures informatiques et télécommunications inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assister le directeur des infrastructures informatiques et télécommunications dans le pilotage et l'animation de la direction au sein de l'établissement.

Profil : savoir conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions, assister les décideurs dans l'élaboration des plans d'actions, avoir des connaissances des marchés publics, pragmatisme, sens du service aux utilisateurs, capacité à convaincre et à négocier.

- Un chef de service pilotage coordination cohérence inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : coordonner l'ensemble des projets lancés au sein de la direction des infrastructures informatiques et télécommunications.

Profil : savoir conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions, connaissance sur la réglementation des marchés, encadrer et diriger une équipe, sens de l'intérêt général, sens de la conviction, de la négociation.

- Un chef de service outils collaboratifs inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : prendre en charge les outils collaboratifs, messageries, agenda, partage de données, GED collaborative, outils de productivités de groupes.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer, connaissance et mise en œuvre des marchés publics, encadrer et diriger une équipe, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités, autonomie.

- Un chef de service centre de ressources techniques et expertise sud inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : diriger l'ensemble des opérations et des moyens de production de l'activité du centre de ressources.

Profil : savoir conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions, connaître

la réglementation des marchés publics, connaître l'offre, sens des responsabilités, autonomie, disponibilité, force de proposition.

- Un chef de service centre de ressources techniques et expertise nord inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : diriger l'ensemble des opérations et des moyens de production de l'activité du centre de ressources.  
Profil : savoir conduire et animer des réunions, la méthodologie de conduite de projets, sens des responsabilités, autonomie, disponibilité, force de proposition, sens de l'organisation.
- Un chef de service centre de ressources techniques et expertise ouest inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : diriger l'ensemble des opérations et des moyens de production de l'activité du centre de ressources.  
Profil : savoir conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions, gérer un portefeuille de projets, sens des responsabilités, autonomie, disponibilité, force de proposition, sens de l'organisation.
- Un chef de service centre de ressources techniques et expertise centre inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : diriger l'ensemble des opérations et des moyens de production de l'activité du centre de ressources.  
Profil : savoir conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions, sens des responsabilités, autonomie, disponibilité, force de proposition, sens de l'organisation.
- Un directeur des études et du développement du système d'information inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : manager, piloter et encadrer les équipes de la direction, coordonner l'activité des services placés sous l'autorité de la direction, coordonner structurer et consolider la préparation du plan de charge applicatif de la DGA.  
Profil : savoir conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions, connaissance des marchés publics, encadrer

et diriger une équipe, agilité intellectuelle, souplesse, rigueur.

- Un chef de service études et développement fonctionnel finances inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : coordonner l'ensemble de l'activité projets pour les domaines Finances, commande publique, courrier et décisionnel.  
Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux de la Direction, savoir conduire et animer des réunions, gestion de portefeuille de projets, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions, force de proposition, disponibilité, esprit d'équipe.
- Un chef de service études et développement fonctionnel ressources humaines inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : coordonner l'ensemble de l'activité projets pour les domaines Ressources Humaines, élus et assemblées.  
Profil : savoir mettre en place l'organisation permettant le bon déroulement des projets au sein du service, savoir coordonner et assurer le suivi des projets du service, être en capacité de superviser, appliquer la réglementation des marchés publics, force de proposition, implication, sens des responsabilités.
- Un chef de service mobilité voirie inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : coordonner l'ensemble de l'activité projets pour les domaines Système d'information des transports, Application innovante, voirie, Ports, Jalonnements et Engagé au quotidien.  
Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux de la direction, savoir conduire et animer des réunions, disponibilité, force de proposition, capacité d'adaptation, sens de l'organisation.
- Un chef de service applications métiers inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : coordonner l'ensemble des projets, organiser les moyens afin de garantir le fonctionnement des applications dans son domaine de compétence. Profil ; connaître la réglementation des marchés publics et les mécanismes budgétaires, analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, savoir rendre compte, esprit de synthèse, savoir déléguer.

- Un directeur du système d'information géographique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : manager, piloter et encadrer les équipes de la direction, coordonner l'activité des services placés sous l'autorité de la direction.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux de la direction, connaître le langage informatique des bases de données géographiques, assister les décideurs dans l'élaboration des plans d'actions, mobilité intellectuelle, pragmatisme, capacité à convaincre et à négocier.

- Un chef de service géo-services et promotion inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : conduire et contrôler l'activité du service.

Profil : encadrer, diriger, évaluer les activités d'une équipe, identifier les enjeux et les finalités d'un projet, aider à la décision, avoir des connaissances des bases de la cartographie et de la géomatique, capacité d'écoute, curiosité d'esprit, esprit de synthèse, esprit d'équipe.

- Un chef de service topographie et 3D inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : animer, piloter et contrôler l'activité du service "Topographie et 3D" en charge de la gestion des marchés de prestations topographiques et foncières.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, rigueur et méthode, sens de la hiérarchie, sens des responsabilités.

- Un chef de service administration des données inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : conduire et contrôler l'activité du service.

Profil : rédiger les pièces de marchés publics, connaître le fonctionnement des collectivités territoriales, identifier les enjeux et les finalités d'un projet, accompagner l'élaboration de projets, connaître le langage informatique des bases de données géographiques, sens de l'organisation, notions de pédagogie, sens de la hiérarchie.

- Un chef de service géomatique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : manager et piloter le service en vue d'assurer les missions liées à la mise à disposition des données via la plateforme de diffusion SIG et via un panel d'outils web et desktop.

Profil : utiliser et renseigner un Système d'Information Géographique, maîtriser l'outil informatique, créer et gérer une base de données, conseiller dans son domaine de compétences, connaître le langage de requêtes SQL, connaître les techniques d'interface de matériels et de logiciels, capacité d'anticipation, capacité d'analyse, esprit de synthèse, esprit d'équipe.

- Un directeur du développement numérique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : proposer, diriger et faire la promotion des orientations stratégiques relatives au développement du numérique de la métropole.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux de la direction, savoir conduire et animer des réunions, connaissance des marchés publics, encadrer et diriger une équipe, mobilité intellectuelle, souplesse, pragmatisme.

- Un chef de service aménagement numérique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : valoriser le territoire par le développement des infrastructures de communications électroniques et l'aménagement numérique.

Profil : concevoir et conduire un projet, identifier les enjeux et les finalités d'un projet, mettre en œuvre des actions de gestion de projets, esprit de synthèse, sens de la conviction, de la négociation.

- Un chef de service smart services inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : organiser et mettre en œuvre la politique numérique par les actions et expérimentations nouvelles.

Profil : piloter un projet complexe / pluriannuel, savoir conduire et animer des réunions, encadrer et diriger une équipe, agilité, sens des responsabilités, curiosité d'esprit, force de proposition.

- Un chef de service médiation numérique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.



Description du poste : manager et coordonner l'activité des équipes placées sous l'autorité du service.

Profil : piloter un projet, savoir conduire et animer des réunions, avoir une culture technologique et juridique dans les domaines du numérique, de la médiation numérique, aisance relationnelle et dans le travail en équipe, capacité d'écoute et de communication.

- Un directeur des services support inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : manager, piloter et encadrer les équipes de la direction.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux de la direction, savoir conduire et animer des réunions, traduire les orientations politiques ou stratégiques en plan d'actions, assister les décideurs dans l'élaboration des plans d'actions, pragmatisme, capacité à convaincre et à négocier, sens des responsabilités.

- Un chef de service support aux communes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : participer à la mise en œuvre d'un Centre de services métropolitain pilotant les services informatiques au bénéfice des communes.

Profil : rédiger des comptes rendus à sa hiérarchie, mettre en œuvre des actions de gestion de projets, encadrer et diriger une équipe, maîtriser des processus qualité, esprit critique et constructif, souplesse, pragmatisme.

- Un chef de service support aux usagers inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : proposer, définir et mettre en œuvre les nouveaux modes de fonctionnement de la relation citoyenne et piloter la relation entre le centre d'appel et les directions opérationnelles de la Métropole.

Profil : mettre en œuvre des actions de gestion de projets, analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, communiquer, identifier les finalités et enjeux du service, autonomie, aisance relationnelle, agilité intellectuelle, souplesse.

- Un chef de service support aux utilisateurs inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : participer à la mise en œuvre d'un centre de services métropolitain

intégrant les processus métiers dans la gestion des services IT.

Profil : rédiger des comptes rendus à sa hiérarchie, mettre en œuvre des actions de gestion de projets, analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, aisance relationnelle, agilité intellectuelle.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Affaires Générales et Moyens Généraux :**

- Un directeur général adjoint délégué moyens généraux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

Description du poste : assister le DGA dans le domaine des Moyens Généraux et de la Logistique pour atteindre les objectifs déterminés dans le cadre métropolitain et assurer la coordination avec les territoires.

Profil : communiquer, identifier les finalités et enjeux des projets, traduire les orientations politiques et/ou stratégiques en plan d'actions, sens de la conviction, de la négociation. Expérience requise dans un poste similaire.

- Un chef de service ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : assister le DGA Délégué dans la gestion budgétaire, comptable et juridique des missions de la DGA Délégué ainsi que dans la gestion Ressources Humaines.

Profil : aider à la décision, encadrer et diriger une équipe, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, capacité d'analyse. Diplôme d'études supérieures.

- Un chef de service de coordination technique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : coordonner les prestations techniques de proximité et notamment les Régies et prestataires extérieurs entre les différents Territoires.

Profil : connaître les instances, processus et circuits de décision, connaître les bases du code des marchés publics, esprit de synthèse, force de proposition. Diplôme d'études supérieures.

- Un directeur de la direction des moyens généraux et logistique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assister le DGA et le DGA délégué dans le domaine des Moyens

Généraux et de la Logistique pour atteindre les objectifs déterminés dans le cadre métropolitain et assurer la coordination avec les territoires.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, sens de la conviction, de la négociation, sens des responsabilités, aisance relationnelle. Expérience requise dans un poste similaire.

- Un chef de service du parc des véhicules légers et ressources associées inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : animer et piloter les projets définis par la DGA et le DGA délégué, s'assurer de la bonne exécution des projets, contrôler, évaluer.  
Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, connaître le fonctionnement du budget d'une collectivité, capacité d'analyse, disponibilité, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures.
- Un chef de service moyens généraux logistique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : animer et piloter les projets définis par le DGA Affaires Générales et Moyens Généraux et son DGA délégué.  
Profil : piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, connaître les cadres juridique, budgétaire et comptable, maîtriser le droit administratif, aptitude à la gestion de projet transversal, capacité d'analyse. Diplôme d'études supérieures.
- Un adjoint au chef de service volet moyens généraux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Assister le chef de service Moyens Généraux et Logistique dans le domaine des Moyens Généraux et la gestion du siège institutionnel.  
Profil : encadrer et diriger une équipe, piloter, suivre, contrôler, évaluer les activités, disponibilité, esprit de synthèse.
- Un adjoint au chef de service volet logistique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux.  
Description du poste : Assister le chef de service Moyens Généraux et Logistique dans le domaine de la Logistique nécessaire au fonctionnement de l'ensemble des Directions.

Profil : concevoir des outils et des procédures, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, esprit d'équipe, sens des responsabilités.

- Un chargé de mission inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : Assister le DGA et le directeur dans l'organisation du travail.  
Profil : analyser les besoins d'organisation, concevoir des outils et des procédures, esprit de synthèse, rigueur, précision.
- Un directeur des affaires générales inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : organiser et gérer la vie de l'institution, préparer le Conseil et le Bureau ainsi que les commissions de la Métropole.  
Profil : communiquer sur les finalités et les enjeux d'un projet, encadrer et diriger une équipe, assister les décideurs dans l'élaboration d'un projet, autonomie, diplomatie, pragmatisme. Etudes supérieures spécialisation juridique.
- Un chef de service assemblées et vie de l'institution inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.  
Description du poste : organiser et gérer de la vie de l'institution, préparer le Conseil et le Bureau ainsi que les commissions de la Métropole.  
Profil : communiquer sur les finalités et les enjeux d'un projet, encadrer et diriger une équipe, aisance relationnelle, capacité rédactionnelle. Expérience sur poste similaire requise.

## **Article 2 :**

Pour absorber un accroissement de l'activité de certains services de la Métropole, il y a lieu de créer 18 emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité des emplois ci-dessous dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi n°84-53 (contrat d'une durée maximale de 12 mois compte-tenu des renouvellements pendant une même période de 18 mois consécutifs).

Ces emplois non permanents sont créés à temps complet. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emploi précisé dans chaque définition de poste.

- Un chargé de mission (DGST / Direction Grand Site Sainte Victoire) en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Description du poste : chargé des questions de consultation dans le cadre des marchés publics, du suivi de l'exécution des prestations extérieures, d'accompagnement des démarches administratives spécifiques pour les remboursements de l'Union Européenne.

Profil : Maîtriser la langue anglaise (parlée, lue, écrite), capacité au suivi administratif et financier, mobilisation et animation d'acteurs,...

- Un chargé d'opération voirie (DGST / Direction des Infrastructures Communautaires) en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : assurer et suivre les opérations de voiries, assurer le transfert des ZAE et préparer le transfert des voiries.

Profil : connaître les techniques réglementaires en voirie et réseaux divers ainsi qu'en espaces verts, maîtriser les marchés publics, la loi MOP et les finances publiques, connaître les outils DAO (Draftsight), être autonome et capable de prendre des initiatives, bonnes capacités de négociation avec élus, riverains et partenaires extérieurs (Départements, Etat, architectes des bâtiments de France,...), posséder de bonnes capacités de présentation de projets et de tenue de réunions publiques.

- Un contrôleur en assainissement non collectif (DGST / Direction de l'Assainissement) en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Description du poste : contrôler les installations d'assainissement non collectif existantes ou neuves en application des dispositions réglementaires relatives à cette compétence et dans un objectif de protection de l'environnement et de la salubrité publique, conseiller, rédiger les rapports de visite et mettre à jour la base de données informatique et cartographique du SPANC.

Profil : être titulaire d'un BTS dans le domaine du traitement des eaux et/ou environnement, posséder des compétences techniques et juridiques dans le domaine de l'assainissement pratique des SIG et de bases de données....).

- Un technicien environnement (DGST / Direction de l'environnement) en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux.

Description du poste : Participer à l'animation du programme d'éducation environnement et développement durable et pour l'animation de la charte vers un développement durable, sur le projet ecoresponsable.

Profil : être titulaire d'un BAC+2 scientifique, connaître les techniques sur l'air et le bruit, pratiquer le SIG,...

- Dix agents de bibliothèque (DGSA / Direction de la Culture) en référence au cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine

Description du poste : assurer le traitement physique et intellectuel des collections.

Profil : assurer la réception, l'équipement physique et le rangement des collections, utiliser le logiciel de gestion des bibliothèques (Orphée), utiliser le guide de classification, savoir travailler en équipe et en réseau, être capable de s'adapter à des populations variées, posséder des qualités pédagogiques.

- Un chargé d'opérations d'aménagement (DGA Prospective, Aménagement, Emploi et Formation / Direction des Opérations d'Aménagement) en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

Description du poste : mettre en œuvre, de la conception à la réalisation, les différents projets qui relèvent de son domaine de compétences (aménagement, urbanisme opérationnel et réglementaire, foncier).

Profil : connaître les métiers de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier, maîtriser la lecture des plans et des cartes, connaître le SIG (Geo@aix), maîtriser la conduite de réunion.

- Un chargé de mission SIG numérique (DGA des Interventions Economiques, de l'Insertion, de l'Emploi et de la Formation / Direction des Interventions Economiques) en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux

Description du poste : assurer la gestion des données SIG Economie Numérique du Territoire du Pays d'Aix.

Profil : posséder des connaissances liées à l'aménagement numérique (réglementation, acteurs, stratégies), connaître le domaine des réseaux télécommunications, détenir une forte technicité des SIG (systèmes d'informations géolocalisés), maîtriser les logiciels de bureautiques et applicatifs métiers ARCGIS, Quantum GIS, connaître le fonctionnement des collectivités, avoir des capacités rédactionnelles.

- Un agent de saisie (Direction Financière / Marchés publics) en référence au cadre

d'emplois des adjoints administratifs territoriaux

Description du poste : Assurer la migration des données sur le logiciel comptable dédié et assurer la saisie pour permettre le passage en dématérialisation totale

Profil : connaître les outils bureautiques, disposer d'une aisance relationnelle

- Un agent de saisie (Direction Transports) en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux

Description du poste : Assurer le suivi des dossiers d'inscription transport scolaire, répondre aux réclamations des usagers et seconder les équipes « transports scolaires » dans le contrôle du service rendu par les exploitants. Favoriser la préparation des impacts sur le réseau de bus des travaux du tramway d'Aubagne.

Profil : connaître les outils bureautiques, disposer d'une aisance relationnelle, savoir organiser des données, disposer de bonnes qualités rédactionnelles.

**Le tableau des effectifs constitue l'annexe de la présente délibération.**

### **Article 3 :**

Ces mesures seront financées par les crédits figurant à cet effet au chapitre 012 des budgets 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 056-2714/17/CM**

#### **■ Définition des taux de promotion pour les avancements de grades des agents métropolitains MET 17/5027/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée, prévoit que chaque collectivité doit définir des taux de promotion pour l'avancement de grade de ses agents, fixés par l'assemblée délibérante après avis du comité technique.

Ces taux de promotion peuvent être fixés entre 0 et 100%, et sont appliqués à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour l'avancement de grade ou l'accès à l'échelon spécial, pour déterminer le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus.

Ces dispositions s'appliquent à tous les cadres d'emplois, à l'exception du cadre d'emplois des agents de police municipale et des grades à accès fonctionnel (administrateur général, attaché hors classe, ingénieur général et ingénieur hors classe). Dans ce dernier cas, le taux de promotion est remplacé par un quota d'avancement fixé par chaque statut particulier.

D'une manière générale, les taux de promotion sont déterminés en fonction du nombre d'agents promouvables, de la pyramide du cadre d'emplois, de la taille de la collectivité et des orientations budgétaires en matière de ressources humaines.

Dans le contexte de construction métropolitaine, et étant rappelé que le nombre obtenu après application des taux de promotion demeure un nombre plafond de fonctionnaires pouvant être promus, en fonction des critères de classement tenant compte de la valeur professionnelle, de l'expérience professionnelle, de l'investissement professionnel et de la motivation hiérarchique, il est proposé de retenir des taux de promotion de 100% pour l'ensemble des cadres d'emplois représentés au sein de la collectivité (annexe ci-après) et d'appliquer une règle d'arrondi à l'entier supérieur.

Le tableau des effectifs fixera le nombre de postes à pourvoir au regard des besoins et possibilités fonctionnelles de l'organigramme des services métropolitains.

Cette orientation permet de tenir compte, d'une part, de la structuration organisationnelle évolutive des services, et d'autre part, de l'enjeu de capitalisation des ressources internes, par la montée en compétences et en responsabilité des collaborateurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 49 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Délibération FAG 007-2007/17/CM portant approbation des critères de classement des agents promouvables à un avancement de grade ou à une promotion interne ;
- L'avis émis par le comité technique du 9 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le taux de promotion applicable, au sein de la collectivité, à l'ensemble des agents remplissant les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'un avancement au grade supérieur tel que précisés dans le tableau des taux de promotion annexé ci-après.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Chapitre globalisé 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 057-2715/17/CM**

**■ Dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage ou de l'alternance MET 17/4670/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le dispositif de recrutement par la voie de l'apprentissage ou de l'alternance mis en place dans tous les territoires de la Métropole répond à un besoin et une volonté de transmission des savoirs s'inscrivant dans une vision à long terme de remplacement des départs et d'évolution des métiers.

Pour la Métropole, il s'agit, de prendre part à la formation des jeunes en sa qualité d'employeur dans son bassin d'emploi et, de promouvoir l'insertion professionnelle et le développement des compétences des jeunes dans un souci de dynamisation de la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences.

Le recours à l'apprentissage et à l'alternance permet d'anticiper les pertes de savoirs résultant des départs à la retraite. Il favorise la valorisation des compétences internes par un partage de savoirs réciproques entre l'apprenti et le maître d'apprentissage.

Ces apprentis préparent des diplômes allant du CAP au Master 2 et sont répartis dans des directions opérationnelles et fonctionnelles.

Le montant des salaires est fonction de l'âge, du diplôme et de l'année de préparation du diplôme comme mentionné dans le tableau ci-après :

**Barème de rémunération des apprentis (en % du SMIC)**

Age de l'apprenti	Diplôme préparé niveau V (CAP, BEP)			Diplôme préparé niveau IV (BAC)			Diplôme préparé Niveau III (BTS, DUT, etc.), Niveau II (Licence, Master 1), Niveau I (Master 2, Diplôme ingénieur, etc.)		
	1ère année	2ème année	3ème année	1ère année	2ème année	3ème année	1ère année	2ème année	3ème année
Moins de 18 ans	25 %	37 %	53 %	35 %	47 %	63 %	45 %	57 %	73 %
18 à 20 ans	41 %	49 %	65 %	51 %	59 %	75 %	61 %	69 %	85 %
21 ans et plus	53 %	61 %	78 %	63 %	71 %	88 %	73 %	81 %	98 %

Les apprentis bénéficient des prestations d'actions sociales suivantes, l'accès au restaurant administratif ou les titres-restaurant au choix et une prise en charge des frais de transport aux conditions légales en vigueur.

En vue de maintenir la continuité et le développement de ce dispositif, il est proposé d'accueillir un total de 60 apprentis.

La durée de ces contrats sera comprise entre 1 et 3 ans en fonction du niveau de diplôme préparé.

Un maître d'apprentissage, détenant une compétence professionnelle attestée par un diplôme ou l'expérience correspondant à la finalité de celui préparé par l'apprenti, doit être désigné par la collectivité. Il bénéficie également d'une bonification indiciaire de 20 points.

La collectivité prend en charge le coût de la formation des apprentis dans les C.F.A. qui les accueillent. En contrepartie, elle bénéficie de l'exonération des charges patronales de sécurité sociale et d'une aide unique du Conseil Régional.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail ;
- La loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°93-162 du 2 février 1993 relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public ;
- Le décret n° 98-888 du 5 octobre 1998 relatif au développement d'activité pour l'emploi des jeunes ;
- Le décret n° 2013-915 du 11 octobre 2013 relatif aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans ;
- Le décret n° 2014-1031 du 10 septembre 2014 modifiant diverses dispositions relatives à l'apprentissage en application de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-456 du 12 avril 2016 abrogeant le décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle, et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;
- Le décret n° 2016-1070 du 3 août 2016 relatif à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d'effectuer des travaux dits « réglementés » ;
- L'arrêté du 3 août 2011 modifiant l'arrêté du 5 juin 1979 relatif aux cotisations forfaitaires de sécurité sociale afférentes à l'emploi d'apprenti ;
- La circulaire du 8 avril 2015 relative à la mise en œuvre de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

**Où il rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le principe d'accueil d'un effectif de 60 apprentis pour l'ensemble des territoires de la Métropole Aix Marseille Provence.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le principe d'encadrement par un maître d'apprentissage de chaque apprenti.

#### **Article 3 :**

Est approuvé le principe du bénéfice des prestations sociales suivantes, l'accès au restaurant administratif ou les titres-restaurant au choix et une prise en charge des frais de transport aux conditions légales en vigueur.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les contrats de recrutement en découlant.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires au financement de ce dispositif sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Chapitre 012 Nature 6417.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 058-2716/17/CM**

#### **■ Dispositif Service civique MET 17/5141/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Service Civique, crée par la loi n°2010-241 du 10 mars 2010 s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme, qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif ou une personne morale de droit public pour accomplir une mission d'intérêt général dans un domaines ciblés par le dispositif.

Ce dispositif est accessible sous conditions de nationalité (jeunes de nationalité française ou ressortissants de l'un pays de l'Espace Economique Européen).

Les volontaires peuvent se voir confier une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'intervention reconnus prioritaires pour la Nation : solidarité, santé, éducation, pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence.

Il est envisagé d'affecter ces volontaires à des missions d'ambassadeur de la propreté au sein du Territoire Marseille Provence.

La procédure prévoit au préalable le dépôt d'une demande d'agrément auprès des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports et de la Cohésion Sociale. Cet agrément est attribué jusqu'au 7 février 2019 accordée par décision préfectorale n° PR-000-16-00004-01 en date du 28 juillet 2017.

A compter de Novembre 2017, 15 nouveaux volontaires seront accueillis sur la mission d'Ambassadeurs de la Propreté durant 6 mois.

La collectivité confirme ainsi son engagement en faveur de l'emploi des jeunes, de la préservation de l'environnement et de la qualité de vie de ses habitants dans le cadre de Contrat Local de Propreté.

Depuis sa mise en place, les directions d'accueil ont confirmé l'efficacité des missions accomplies par les volontaires. Afin d'optimiser l'organisation et la gestion de ce dispositif, le territoire de Marseille a

conventionné avec une association spécialisée dans ce domaine : Unis Cité.

En séance du 13 juillet 2017, il a été donc approuvé la mise en place d'une convention de partenariat avec cette association. Les prestations proposées représentent un coût de 15 750 € dont les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole.

Par ailleurs, l'engagement civique ouvre droit à une indemnité versée mensuellement et fixée indépendamment de la durée hebdomadaire du contrat. La rémunération des volontaires comprend :

- 472.97 € financés et versés directement par l'Etat au volontaire
- une indemnité complémentaire versée par la collectivité dont le montant est de 107,58 €

Sous réserve de remplir certaines conditions sociales, une bourse mensuelle de 107,67 € nets peut également être financée et versée par l'Etat, aux volontaires.

Le volontaire a droit à un régime complet de protection sociale financé par l'Etat.

Chaque volontaire sera accompagné par un tuteur dédié, désigné en début de mission et qui l'accompagnera tout le long de celle-ci. Un tuteur peut accompagner un à quatre volontaires.

Les volontaires devront effectuer deux formations obligatoires :

- une formation civique et citoyenne dont les frais seront pris en charge par Unis-cité
- une formation aux premiers secours financée par le territoire de Marseille, pendant la durée de leur mission. Le coût de la formation est de 100 euros par volontaire.

La durée de la mission au sein du territoire de Marseille est de 6 mois. La durée hebdomadaire de travail est de 24 heures par semaine réparties sur 4 jours du lundi au jeudi.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Service National
- La loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique ;
- Le décret n° 2010-485 du 12 mai 2010 relatif au service civique et l'instruction ASC-2010-01 du 24 juin 2010
- Le décret n°2010-1032 du 30 août 2010 relatif à la protection sociale de la personne volontaire effectuant un service civique ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- La délibération HN 01-001/16/CT du Conseil de Territoire de Marseille Provence en date du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence ;
- La délibération DEA 017-2235/17/BM du 13 juillet 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec Unis Cité Méditerranée pour le recrutement et le suivi de jeunes volontaires en service civique pour le territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déposer une demande d'agrément auprès de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse et des Sports et de la Cohésion Sociale pour l'engagement de 15 volontaires maximum en service civique, sur des missions d'ambassadeur de la propreté.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'engagement de 15 volontaires dans le cadre du dispositif du Service Civique pour le Conseil de Territoire Marseille Provence dans les conditions suivantes :

- Durée des contrats : 6 mois ;
- Durée hebdomadaire de travail : 24 heures ;
- Rémunération : 472,97€ versé par l'Etat
- Versement d'une indemnité complémentaire égale à 107,58 €

Le coût de l'accueil de ces 15 volontaires s'élève à 18 863 € (1 257,53 € / volontaire) se décomposant comme suit :

- 1 613 € d'indemnité mensuelle pour 15 services civiques,
- 1 500 € de formation obligatoire
- 15 750 € de prestations Unis-cité

#### **Article 3 :**

Est approuvé le principe du tutorat pour chaque bénéficiaire.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les contrats établis entre la collectivité et les volontaires ainsi que tous les documents y afférents.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole - Sous Politique G 120 – Chapitre 611 – Fonction 7222

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 059-2717/17/CM**

**■ Approbation des tarifs de court séjour à Andorre et des locations d'appartements pour l'hiver 2017/2018 applicables aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Territoire Istres-Ouest-Provence MET 17/4952/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifiés par les lois n°2001-2 du 3 janvier 2001 et 2007, a consacré le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n°479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leur ayants droit.

Ainsi, par délibération n°476/04 du 24 septembre 2004, avait fixé la liste des prestations d'action sociale. La Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n°FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre



2016, mis à jour les conditions d'attributions des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence.

Suite à la parution du catalogue hiver 2017/2018, il est proposé aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale un court séjour à Andorre et des locations d'appartements suivantes :

- Résidence La Forêt d'Or aux Orres ;
- Résidence La Pra Palier à Orcières 1850 ;
- Résidence Les Balcons du Viso à Abriès ;
- Résidence Les Toits du Dévoluy à Super Dévoluy ;
- Résidence Les Terrasses de Labrau à la Foux d'Allos ;
- Résidence Le Domaine de Castella à Font-Romeu ;
- Résidence l'Ecrin des neiges à Chamrousse ;
- Résidence Les Terrasses de la Toussuire à la Toussuire.

Il appartient à la Régie Action Sociale de suivre la mise en œuvre de ces tarifs et de faciliter l'accès à cette prestation par l'instauration d'un échéancier de paiement (mensuel).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la mise à jour des conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence ;

- L'avis du Conseil d'Exploitation de la Régie Action Sociale rendu le 20 septembre 2017 concernant les tarifs du court séjour à Andorre et des locations d'appartements pour la saison hiver 2017/2018 ;

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que la Régie Action Sociale propose aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence des locations d'appartements ;
- Qu'il convient d'approuver des tarifs de ces prestations aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence ;
- Qu'il appartient à la Régie Action Sociale de suivre la mise en œuvre de ces tarifs et de faciliter l'accès à cette prestation par l'instauration d'un échéancier de paiement (mensuel) ;

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée l'application des tarifs ci-annexés du court séjour à Andorre et des locations d'appartements pour l'hiver 2017/2018 aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence.

##### **Article 2 :**

L'accès à cette prestation est facilité par l'instauration d'un échéancier de paiement (mensuel).

##### **Article 3 :**

Il appartient à la Régie Action Sociale de suivre la mise en œuvre de ces tarifs.

##### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Régie Action Sociale, chapitre 70, nature 70688.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 060-2718/17/CM**

**■ Approbation des tarifs relatifs à une journée détente sur l'île de Porquerolles, un séjour enfants en Corse et un séjour jeunes à New-York  
MET 17/4588/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, modifié par les lois n° 2001-2 du 3 janvier 2001 et 2007-148 du 2 février 2007, a consacré le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n° 479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit.

Ainsi, par délibération n° 476/04 du 24 septembre 2004, avait fixé la liste des prestations d'action sociale. La Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n° FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016, mis à jour les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Il est proposé aux bénéficiaires de la Régie Action Sociale :

- une journée détente sur l'île de Porquerolles ;
- un séjour enfants en Corse du Sud ;
- un séjour jeunes à New-York ;

Il appartient à la Régie Action Sociale de suivre la mise en œuvre de ces tarifs et de faciliter l'accès à cette prestation par l'instauration d'un échancier de paiement (mensuel).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la mise à jour des conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence/Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que la Régie Action Sociale propose aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence/Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence une journée détente à Porquerolles, un séjour enfants en Corse du Sud et un séjour jeunes à New-York ;
- Qu'il convient d'approuver l'application des tarifs de ces prestations aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence/Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les tarifs ci-annexés relatifs à une journée détente à Porquerolles, un séjour enfants en Corse du Sud et un séjour jeunes à New-York aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence/Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Régie Action Sociale, Chapitre 70, Nature 70688.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 061-2719/17/CM**

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition des agents métropolitains auprès de la régie Scènes et Cinés Ouest Provence  
MET 17/5033/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°416/05 du 1er juillet 2005, le SAN Ouest Provence a approuvé la création d'une régie personnalisée, à caractère industriel et commercial, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma sur le territoire de Ouest Provence, dénommée Régie Scènes et Cinés Ouest Provence.

Par délibération n° 033-1036/16/CM du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le renouvellement de la convention relative à la mise à disposition de personnels auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence pour l'exercice 2017.

Ladite convention arrivant à échéance le 31 décembre 2017, la Régie sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la conclusion d'une nouvelle convention relative à la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Régie Scène et Cinés sollicite la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la conclusion d'une nouvelle convention relative à la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2018 ;
- Que conformément aux dispositions législatives et réglementaires, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend faire droit à cette demande

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée, la convention ci-annexée avec la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, relative à la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2018.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 062-2720/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 2 à la convention de mise à disposition de personnels au profit de la Régie Culturelle Scènes et Cinés Ouest Provence pour l'exercice 2017  
MET 17/4337/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 033-1036/16/CM du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention de mise à disposition de personnels liées aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2017 au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, régie personnalisée, à caractère industriel et commercial, chargée de la gestion du spectacle vivant et du cinéma sur le territoire Istres-Ouest Provence.

Par délibération n° FAG 002-2002/17/CM du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé un avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de personnels au profit de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence concernant la modification touchant à un changement de poste d'un agent mis à disposition.

Aujourd'hui, dans le cadre d'une mobilité, visant d'une part à pourvoir un poste vacant «billetterie» pour prendre en compte la modification touchant au changement de filière du poste concerné, d'autre part à pourvoir un poste de catégorie B actuellement vacant de «chargée de la presse, de la communication et des relations publiques», il convient de modifier, par un avenant n° 2 l'annexe à la convention initiale, relative à la liste des emplois mis à disposition auprès de la Régie pour prendre en compte le changement de catégorie du poste.

Il est prévu en effet, la modification suivante :

**Concernant le poste vacant «billetterie» :**

**Version actuelle :**

Catégorie : C  
Filière : Administrative  
Fonction : Billetterie  
Quotité : 100 %

**Modification objet de l'avenant n° 2 :**

Catégorie : C  
Filière : Technique  
Fonction : Billetterie  
Quotité : 100 %

**Concernant le poste vacant de chargée de presse, de la communication et des relations publiques :**

**Version actuelle :**

Catégorie : B  
Filière : Administrative  
Fonction : Chargée de la presse, de la communication et des relations publiques  
Quotité : 100 %

**Modification objet de l'avenant n° 2 :**

Catégorie : C  
Filière : Administrative  
Fonction : Chargée de la presse, de la communication et des relations publiques  
Quotité : 100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 033-1036/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la convention avec la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, relative à la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2017 ;
- La délibération n° FAG 002-2002/17/CM du 18 mai 2017 du Conseil de la Métropole approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de personnels auprès de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'en raison de la mobilité d'un agent issu de la filière technique en vue de pourvoir un poste vacant «billetterie» au sein de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, jusque là tenu par un agent de la filière administrative ;
- Qu'en raison de la mobilité d'un agent issu de la filière administrative de catégorie C en vue de pourvoir un poste vacant de «chargée de la presse, de la communication et des relations publiques» au sein de la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, qui était jusque là un poste de catégorie B de la filière administrative ;
- Qu'il convient dès lors de prendre en compte ces changements en modifiant par avenant n° 2 l'annexe à la convention initiale de mise à disposition auprès de la Régie telle qu'approuvée par la délibération n° FAG 033-1036/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 2 ci-annexé à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Scènes et Cinés Ouest Provence, relatif à la mise à disposition de personnels liés aux fonctions administratives, techniques, culturelles et d'animation pour l'exercice 2017, modifiant l'annexe fixant la liste des emplois mis à disposition auprès de la Régie telle que présentée.

## **Article 2 :**

Les dispositions de la convention de mise à disposition de personnels pour l'exercice 2017 au profit de la Régie Culturelle Scènes et Cinés Ouest Provence issues de la délibération n° FAG 033-1036/16/CM du 17 octobre 2016 restent inchangées.

## **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 063-2721/17/CM**

#### **■ Création d'un emploi non permanent de non titulaire MET 17/5092/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est exposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin de créer un emploi de non titulaire pour une durée déterminée afin de répondre à un accroissement temporaire d'activité pour le Territoire du Pays Salonais, comme le prévoit l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Considérant l'importance que revêt le conseil aux élus, dans la définition des stratégies liées aux compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui nécessite une mission spécifique de conseil et d'expertise auprès du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, il convient de créer un emploi de non titulaire, pour une durée déterminée, à raison de six heures par semaine, afin de recruter un agent du niveau de la catégorie A, chargé de mission auprès du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Le niveau de recrutement correspondrait au grade d'Attaché Territorial, expérimenté dans les fonctions de conseil et d'expertise.

Sa rémunération serait calculée sur la base de l'indice brut 801 de la fonction publique et du régime indemnitaire en vigueur, au prorata du temps de travail de six heures hebdomadaires.

Les conditions de recrutement seraient fixées ultérieurement par arrêté individuel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- Le décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique.

### **Où il le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- La nécessité de créer un emploi de non titulaire du niveau de la catégorie A pour une durée déterminée, afin de répondre à un accroissement temporaire d'activité pour le Territoire du Pays Salonais, à raison de six heures par semaine ;

### **Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvée la création d'un emploi de non titulaire pour une mission de chargé de mission auprès du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, représentant six heures de travail par semaine, pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 2017 au 30 avril 2019.

## **Article 2 :**

Est approuvée la rémunération mensuelle de cet emploi sur la base de l'indice brut 801 de la fonction publique, au prorata du temps de travail de six heures hebdomadaires, ainsi que le régime indemnitaire en vigueur.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent ainsi nommé et les charges sociales s'y rapportant, sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 064-2722/17/CM**

■ **Modification des délibérations n° HN 008-010/16/CM du 17 mars 2016 et HN 003-030/16/CM du 7 avril 2016 : Mise en oeuvre du décret N°2017-85 du 26 janvier 2017 fixant un nouvel indice brut terminal de la fonction publique**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application du décret n°2017-85 du 26 janvier 2017, un nouvel indice brut terminal de la fonction publique a été fixé en lieu et place de l'indice indiqué dans les délibérations HN 008-010/16/CM du 17 mars 2016 et HN 003-030/16/CM du 7 avril 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de la Métropole de modifier les délibérations précitées, en visant simplement l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique et ce, en vue de permettre auxdites délibérations de demeurer juridiquement valides malgré tout changement ultérieur de l'indice chiffré de référence.

Les taux votés dans les délibérations HN 008-010/16/CM du 17 mars 2016 et HN 003-030/16/CM du 7 avril 2016 sont maintenus ainsi que les annexes auxdits actes.

La modification vise uniquement à supprimer dans les délibérations précitées toute référence à l'indice brut terminal de la fonction publique 1015. Dès lors, les indemnités des élus restent fixées selon les taux déjà approuvés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 fixant un nouvel indice brut terminal de la fonction publique, indice servant de base au calcul des indemnités de fonction des élus ;
- La délibération HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 fixant un nouvel indice brut terminal de la fonction publique fixant un nouvel indice brut terminal de la fonction publique en lieu et place de l'indice 1015, indice servant de base au calcul des indemnités de fonction des élus.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont modifiées les délibérations HN 008-010/16/CM du 17 mars 2016 et HN 003-030/16/CM du 7 avril 2016.

### **Article 2 :**

Les taux des indemnités des élus, tels qu'approuvés par les délibérations précitées sont maintenus et fixés en référence directe à l'indice brut terminal de la fonction publique,

### **Article 3 :**

Les autres dispositions des délibérations HN 008-010/16/CM du 17 mars 2016 et HN 003-030/16/CM du 7 avril 2016, ainsi que leurs annexes, demeurent inchangées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 065-2851/17/CM**

■ **Dotations de Gestion 2018 des Territoires - Information**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article L.5218-8 du Code Général des Collectivités

Territoriales, ainsi que les articles 5218-8-1 et 5218-8-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précisent le cadre général de la dotation de gestion affectée aux territoires.

Le Président de la Métropole a consulté les Présidents de Territoire par lettre du 13 octobre 2017 sur le montant de la dotation de gestion de leurs territoires respectifs.

A l'issue de cette consultation, le Conseil de la Métropole est informé par son Président du montant total des crédits que ce dernier propose d'inscrire au titre des dotations de gestion des territoires au budget de la Métropole pour l'exercice 2018.

Le montant des dotations qu'il est envisagé d'attribuer sur cette base à chaque Conseil de Territoire est notifié au Président du Conseil de Territoire par le Président du Conseil de Métropole, de façon à ce que chaque Conseil de Territoire puisse ensuite élaborer et adopter son état spécial de territoire en équilibre réel au sens de l'article L. 1612-4 sur la base de ses dotations de fonctionnement et d'investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2017 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les courriers adressés par le Président de la Métropole à chaque Président de Conseil de Territoire le 13 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article unique :**

Le montant total des crédits que le Président du Conseil de la Métropole se propose d'inscrire au titre des dotations de gestion des territoires au budget de la Métropole pour l'exercice 2018 est de 493 503 683 euros, se décomposant en 165 177 677 euros pour les dotations de fonctionnement et 328 326 006 euros pour les dotations d'investissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

### ***Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"***

\*\*\*\*\*

**ECO 001-2723/17/CM**

**■ Présentation du rapport d'activités 2016 du  
délégataire de service public Très Haut Débit  
MET 17/4479/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

#### **1. Rappel du cadre juridique et des réalisations**

Par délibération en date du 26 juin 2008, la Communauté du Pays d'Aix a attribué au groupement Eiffage/LD Collectivités, la Délégation de Service Public relative à l'Établissement et l'Exploitation d'un Réseau de Communications Électroniques à Très Haut Débit. D'une durée de 20 ans, ce contrat de concession a pour objet la construction et l'exploitation du premier réseau d'initiative publique à l'échelle du département. Son exécution a été confiée à la société dédiée Capaix Connectic, issue du groupement précité. Signé en septembre 2008, le contrat a été mis en œuvre à compter du mois de novembre de la même année.

Pour la réalisation de ce projet, d'un montant de 16,53 M€, le délégataire a bénéficié d'une première subvention publique à hauteur de 7,85 M€. Cette somme correspond au besoin de financement nécessaire pour compenser tout ou partie des surcoûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public mises à la charge du délégataire. Le coût pour la collectivité a été allégé grâce aux subventions de l'Europe (FEDER) et de l'État (FNADT), pour un montant total de 1 586 000 €.

Depuis la recette générale prononcée le 23 décembre 2011, le réseau initial a été modifié par quelques interventions complémentaires qui ont eu lieu au cours des années 2012 et 2013. Ces extensions ont

été régularisées en 2015 par un protocole transactionnel. La signature d'un premier avenant à la DSP, a été contractualisée le 16 novembre 2015 concernant les axes suivants :

- la mise en capillarité de certaines Zones d'activités (Aix-en-Provence, Vitrolles, Rousset, Pertuis);
- la mise en place d'un nouveau catalogue de services et d'une nouvelle offre à destination des TPE et PME ;
- la mise en œuvre d'une Montée en débit (MeD) sur les sous répartiteurs éligibles ;
- l'arrêt de l'Exploitation et de la maintenance des services en Wifimax ;
- l'intégration des communes de Gardanne et de Gréasque dans le périmètre de la DSP;

Cet avenant a fait l'objet d'une subvention complémentaire de 3 470 285€, soit 1 860 000€ pour les travaux de montée en débit et 1 610 285€ pour la réalisation de capillarité dans les zones d'activités ciblées.

## 2. L'activité 2016 de la DSP (détails en annexes)

### 2.1. Le périmètre du réseau

Au terme de 2016, un réseau de 481 km de fibre optique en liaison avec le réseau national via le Data Center Interxion de Marseille, a été mis en service et a permis de raccorder 73 zones d'activité. Le délégataire a également procédé à ce jour au dégroupage de 20 centraux téléphoniques, à la mise en capillarité du réseau au sein de 5 zones d'activités et à la réalisation d'un projet de montée en débit sur 10 PRM. Quatre salles techniques ont été réalisées dans le cadre de cette concession.

### 2.2. État de la commercialisation des services proposés par le délégataire

Au cours de l'année de 2016, la commercialisation du DSL, à travers les centraux dégroupés (desserte Grand Public) s'est maintenue au-dessus du plan d'affaires initial. En effet, au terme de l'exercice 2016, en volume, le DSL (technologie à destination au Grand public) représente un total de 9970 abonnés issus du territoire du Pays d'Aix auprès des opérateurs clients de Capaix Connectic (soit 1672 abonnés de plus par rapport au Business Plan initial qui prévoyait 8298 abonnés en fin 2016).

L'année 2016 voit également le chiffre d'affaires lié aux services « actifs » en fibre optique destinée aux entreprises poursuivre sa progression.

A fin 2016, Capaix Connectic dispose de 208 contrats signés. Le BP initial prévoyait pour sa part un total de 194 contrats signés à fin 2016.

Concernant la technologie hertzienne Wifimax, compte tenu notamment qu'aucun usager n'a adhéré à cette technologie, les parties se sont accordées au titre de l'avenant n°1 à la DSP sur la nécessité d'abandonner la commercialisation de ce service, le démantèlement effectif du réseau hertzien restant à la charge du délégataire.

Quant à l'offre satellite, mise en place par le délégataire (pour information : prise en charge d'une partie de l'acquisition du kit satellitaire à hauteur de 300€), elle n'a pas eu tous les effets escomptés compte tenu de la préexistence de ces équipements dans les zones blanches avant l'arrivée de la DSP, 10 usagers ont bénéficié de cette subvention versée par le délégataire.

## 3. Communication

Le délégataire et la collectivité délégante ont poursuivi les actions de communication et d'information auprès des entreprises afin de leur présenter les nouvelles offres ajoutées au catalogue de services de Capaix Connectic.

Celles-ci ont été présentées au GIHVA à Rousset en janvier 2016, au Pôle d'activités d'Aix en Provence en février 2016 et à Vitropole en juin 2016, lors de réunions d'information organisées en présence des opérateurs partenaires, des représentants d'association des zones d'activités et de professionnels.

Par ailleurs, des flyers ont été envoyés par courrier électronique et par voie postale auprès des entreprises des 5 Zones d'Activités concernées par la capillarisation prévue au premier avenant à la DSP.

## 4. Résultats financiers (détails en annexes)

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires est en hausse par rapport au budget prévisionnel 2016, ce constat est lié à un plus grand nombre de contrats signés Lan to Lan et CECA. En effet, on constate une augmentation de 179 000€ soit plus de 6 %. Cette augmentation est le résultat d'un bon lancement de la nouvelle offre CECA auprès des TPE et PME et d'une très bonne commercialisation des offres Lan to Lan poursuivie auprès des entreprises.

Pour, l'année 2016, 208 contrats ont été signés contre 194 prévus initialement au contrat de DSP.

Néanmoins, le délégataire évoque la nécessité de poursuivre le déploiement de la capillarité jusqu'au bâtiment en ZA afin de maintenir la dynamique de la



commercialisation auprès des TPE et PME (pour information, l'avenant n°1, signé en novembre 2015, porte notamment sur la réalisation de capillarisation dans 5 zones d'activités du Pays d'Aix).

Concernant les offres ADSL, le budget initial prévoyait pour 2016 un chiffre d'affaires de 2 372 000€, le chiffre d'affaires réalisé est de 2 356 000€, soit un écart négligeable de 16 000€ correspondant à 0,7 % de moins par rapport au prévisionnel.

## 5. Perspectives pour l'avenir

Le délégataire structure le développement commercial de la DSP pour 2017 autour de trois axes.

- A ce titre, le taux de croissance sur le DSL étant de 0% en 2016, l'un des principaux enjeux porte sur le segment « Grand Public » à travers la commercialisation des PRM (Point de Raccordement Mutualisé), seul et unique levier de croissance concernant la cible grand public suite aux opérations de montée en débit.
- L'autre enjeu porte sur la commercialisation de l'offre CECA dans les 5 principales ZA du Territoire du Pays d'Aix ciblé par l'avenant n°1 de la DSP. Le délégataire prévoit une augmentation du nombre de contrats dédiés aux entreprises de 34% de plus par rapport au BP initial. En parallèle la nouvelle grille tarifaire très compétitive permet de soutenir la commercialisation par les opérateurs télécoms locaux auprès des TPE-PME.
- Enfin, il est précisé que le réseau sera en mesure de répondre aux besoins en capacité des opérateurs mobiles pour la diffusion massive d'offre 4G/4G+. Ce besoin croissant des opérateurs fera notamment l'objet d'une nouvelle offre de location de FON (Fibre Optique Noire) de la part du délégataire.

## 6. Commentaires sur le rapport

Globalement, le rapport annuel 2016 de Capaix Connectic est positif et fait état de résultats remarquables sur le plan commercial avec une augmentation de 44 % de contrats signés sur l'année par rapport à 2015, toutefois compte tenu de la baisse tarifaire, l'évolution du chiffre d'affaires n'est pas proportionnelle à la croissance des contrats signés.

Il apparaît en effet que le retard de commercialisation du réseau relevé par le délégataire dans son rapport annuel de 2015 semble pouvoir être comblé grâce à la signature, le 16 novembre 2015, de l'avenant à la Convention destiné à relancer l'économie de la DSP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local ;
- La délibération n° 2008\_A076 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 relative au choix du délégataire ;
- Le contrat de concession signé entre la « Communauté du Pays d'Aix » et le groupement d'entreprises composé par SFR Collectivités et Eiffage S.A. et notifié le 19 septembre 2008 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

### **Article unique :**

Est pris acte du rapport du délégataire 2016 et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau Très Haut Débit sur le territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 002-2724/17/CM**

### **■ Rapport annuel 2016 du délégataire de service public Numéricable pour l'exploitation du réseau câblé de vidéocommunication sur le territoire Istres-Ouest Provence MET 17/4699/CM**

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a signé le 21 janvier 1998 une convention avec la Société SUD CABLES SERVICES, reprise par acquisition par la Société UPC-FRANCE, dénommée par la suite NOOS, puis par NC NUMERICABLE.

Le transfert de l'ensemble des droits et obligations à la Société UPC-FRANCE découlant de ladite convention avait fait l'objet d'une délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence le 29 septembre 2000, transfert qui concerne donc à présent la Société NC NUMERICABLE qui commercialise l'ensemble de ses services sous la marque NUMERICABLE.

NUMERICABLE fait partie des marques qui opèrent dans le segment grand public (B2C) du groupe « NUMERICABLE-SFR » apparu le 27 novembre 2014, rebaptisé depuis « SFR ». Ce dernier est aussi présent dans le segment « entreprise » (B2B) et sur le segment de « gros » (Wholesale).

En France, SFR annonce d'une part être doté du premier réseau fibre (ftth/fttb) avec 9,6 millions de prises éligibles au Très Haut Débit (THD) et d'autre part maintenir le rythme de déploiement de la fibre en estimant à 11 millions de prises éligibles fin 2017. Il annonce aussi une accélération du développement de son réseau mobile ainsi que ses offres de contenus avec la création de son nouveau pôle « SFR média ».

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire a fourni son rapport pour l'année 2016. Les données de celui-ci sont les suivantes :

#### **L'offre de services proposée par SFR comporte :**

- les offres TV :
  - TV STARTER (jusqu'à 200 chaînes),
  - TV POWER MINI,
  - TV POWER,
  - TV POWER + (plus de 240 chaînes),
  - TV PREMIUM (plus de 280 chaînes),
- Les bouquets regroupent plusieurs chaînes sous un angle géographique de type « Ocean Indien », « Allemand », etc.
- Les « PASS » regroupent plusieurs chaînes sous un angle thématique: Découverte Premium, Emotion, Sport Premium, Cinéma Premium, Famille Premium.

Quelques exemples de prix (TTC) au mois :

PASS Emotion 10,99 €/mois, les PASS Découverte Premium, PASS Sport Premium, PASS Cinéma Premium sont à 12,99 €/mois, le PASS Sport Premium X-expérience 16,99 €/mois.

Les bouquets et pass sont complètement détaillés dans le compte rendu fourni par le délégataire.

Parmi d'autres services proposés, les Box sont commercialisées à partir de 34,99 €/mois et jusqu'à 69,99 €/mois + location de la box (5 €/mois) offrant : jusqu'à plus de 280 chaînes TV, l'accès à internet (jusqu'à 1Gb/s Méga suivant éligibilité), la téléphonie illimitée vers les numéros fixes, le contenu SFR Presse.

Quelques tarifs (TTC) de prestations sont repris depuis le rapport du délégataire :

Les frais d'ouverture de service : 29 €, déplacement d'un technicien pour intervention, 60 € (stable depuis 2013), frais d'échange de matériel : 60 €.

#### **Les incidents de réseau :**

Le délégataire mentionne dans son rapport des informations statistiques concernant la qualité de service sur le réseau. Ainsi, le taux de disponibilité du service est établi à 99,93 % (99,97 % en 2015), le temps de rétablissement (durée moyenne en heure) est de 99 heures (29 en 2015), 50 perturbations ont été recensées (89 en 2015) réparties en 44 « faibles », 4 « moyennes », 1 « forte » et 1 « crise ».

#### **Le Service Clientèle regroupe au plan national :**

- un centre d'appel et d'information (numéro 39 90, appel gratuit ou facturé au prix d'une communication locale)
- un service technique et d'assistance à la clientèle (numéro: 0 892 020 010 - 0,34 €/minute depuis un poste fixe)
- un service de contact par internet ([www.numericable.fr](http://www.numericable.fr)) : assistante/conseillère virtuelle, Tchat, facebook, tweeter, mail.
- un service par courrier (Service clients Numéricable – TSA 61000 – 92894 Nanterre Cedex 9)

#### **Le compte annuel de résultat de l'exploitation :**

Indicateurs commerciaux :

Le réseau compte au 31 décembre 2016, 16 085 prises (16 046 en 2015).

Les résultats commerciaux présentés par le délégataire font apparaître une hausse du nombre des abonnés individuels :

- 4 abonnés TV analogique (6 en 2015, 76 en 2014, 103 en 2013) : en baisse continue
- 3046 abonnés TV numérique (2543 en 2015, 2227 en 2014, 1947 en 2013) : en hausse continue
- soit 3050 abonnés TV (2549 en 2015, 2303 en 2014, 2050 en 2013) : en hausse continue

Chiffre d'affaires Télévision : 1242 K€

Total charge d'exploitation : 1067 K€

Excédent Brut d'exploitation : 308 K€

Résultat d'exploitation : 176 K€

Résultat Net : - 212 K€

Le compte-rendu financier présente, pour le réseau, les informations suivantes :

- un C.A. de 1153 K€ (1007 K€ en 2015, 934 K€ en 2014, 1020 K€ en 2013)
- un résultat financier de -34 K€ (-29 K€ en 2015, -27 K€ en 2014, -64 K€ en 2013)
- un résultat exceptionnel de -207 K€ (77 K€ en 2015, 2 K€ en 2014, -70 K€ en 2013)

Il est rappelé dans le compte rendu du délégataire que l'année 2016 est basée sur un exercice comptable du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Concernant la méthode de restitution des données comptables, il est rappelé que la répartition des coûts totalement pris en charge par la Société SFR est faite «au poids» (en nombre d'abonnés ou en nombre de prises) du réseau par rapport au chiffre global de NC Numéricable ; le CA généré par les abonnés individuels et collectifs est issu des données analytiques en fonction de la tête de réseau à laquelle est rattaché le client.

Il est précisé que ces services n'entraînent aucun coût pour la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Délibère**

##### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 relatif à l'exploitation du réseau cablé de vidéocommunication sur le territoire Istres-Ouest Provence, remis par la Société SFR.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 003-2725/17/CM**

#### **■ Achat des terrains restant à commercialiser dans le cadre du transfert des opérations d'aménagement "Zone d'Activités du Bas Taulet" et "Zone d'Activités des Vignerolles" de la commune de Pélissanne MET 17/4608/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Pélissanne a pris une délibération le 17 décembre 2015 actant le transfert de la compétence économique à la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre- Durance dite « Agglopolo Provence » pour transférer leurs deux zones d'activités économiques (ZA Les Vignerolles ; ZA du Bas Taulet).

Cette délibération municipale a été réactualisée par celle du 28 septembre 2016.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par la fusion de six EPCI et reprend donc la procédure de transfert.

S'agissant des modalités du transfert des opérations en cours, les dispositions législatives et réglementaires propres aux Communautés Urbaines et aux Métropoles, prévoient (article L.5215-29 du Code Général des Collectivités Territoriales et articles R. 5215-3 et suivants du même Code) des modalités particulières pour les ZAC et autres opérations d'aménagement relevant des compétences de la Métropole.

Ces deux zones d'activités n'étant pas des ZAC, les opérations décidées et ayant reçu un commencement d'exécution, comme c'est le cas ici, seront poursuivies par la Métropole Aix-Marseille-Provence, par accord amiable avec la commune (article R.5215-4 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Par courrier du 23 décembre 2016, la Préfecture des Bouches du Rhône a porté à la connaissance du Président de la Métropole les délibérations du Conseil Municipal de Pélissanne visant au transfert des deux zones d'activités déclenchant à sa réception un délai de 60 jours au cours duquel il appartient au Conseil de la Métropole de se prononcer sur le transfert de ces deux zones.

Le Conseil de la Métropole s'est prononcé le 30 mars 2017 sur le transfert de ces zones d'activités ainsi que sur les modalités financières et patrimoniales du transfert de façon à ce que suite à des délibérations concordantes de la Commune et de la Métropole, le

Préfet puisse prendre un arrêté constatant le transfert effectif de ces deux zones.

Aujourd'hui, les travaux d'aménagement sont achevés et toutes les parcelles contenues dans ces deux zones d'activités sont vendues ou sous compromis de vente.

Il est rappelé que les modalités de prise en charge par l'intercommunalité des coûts d'entretien de ces zones ont été actées par délibération de l'ex-Communauté Agglomération Agglopoie Provence en date du 7 décembre 2015, cette délibération reprenant les conclusions du rapport de la CLECT en date du 13 octobre 2015.

Un transfert au 31 décembre 2016 n'ayant pas été possible dans le cadre de la procédure détaillée ci-dessus, la Commune et la Métropole ont acté la date d'un transfert effectif au 30 juin 2017.

Par arrêté du 12 mai 2017, le Préfet des Bouches-du-Rhône a formalisé cette procédure.

Les modalités financières du transfert sont établies sur le principe d'un transfert financier équitable entre les parties. S'agissant d'une opération quasiment terminée, il importe en effet que la commune qui a porté le risque de la réalisation et de la commercialisation des zones puisse bénéficier du résultat associé.

La délibération du Conseil de la Métropole n° ECO 004-1778/17/CM du 30 mars 2017 approuve le principe d'une acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la Commune des terrains en attente de cession à la date du transfert (libres ou sous compromis).

A charge pour l'EPCI de procéder à la commercialisation des parcelles et/ou à la réalisation des ventes associées.

La valorisation des terrains pour la Zone d'Activités des Bas Taulet est établie selon l'avis rendu par France Domaine le 8 septembre 2017 soit 991 743 € Hors Taxes.

Les terrains concernés sont référencés lots 1, 4, 5, 12, 13, 14, 15, 17, 19 et 22 cadastrés parcelles AT n°737, 740, 741, 746, 748, 749, 751, 753 et 756 pour une surface totale de 16 991 m<sup>2</sup>.

La Zone d'Activités des Vignerolles est quant à elle entièrement commercialisée.

Le montant dû par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Commune au titre de la valeur des terrains restant à céder s'établit donc à 991 743 € Hors Taxes soit 1 190 091.60 € Toutes Taxes Comprises.

Les flux financiers interviendront dans le strict respect des obligations en matière de TVA tant du point de vue de la Commune que de celui de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Conseil Municipal de la Commune de Pélissanne doit par ailleurs adopter une délibération concordante sur ces modalités financières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- L'arrêté préfectoral portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2014-173 du février 2014 de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°145/15 du 2 juillet 2015 de l'ancienne Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance, relative à la déclaration d'intérêt communautaire de zones d'activités ;
- Les délibérations de la commune de Pélissanne du 24 juin 2015, 17 décembre 2015 et du 28 septembre 2016 ;
- Le courrier du 23 décembre 2016 de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône ;
- La délibération ECO 004-1778/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, relative au transfert patrimonial des opérations d'aménagement "Zone d'Activités du Bas Taulet" et "Zone d'Activités des Vignerolles" depuis la commune de Pélissanne vers la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 12 mai 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine du 8 septembre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'achat à la commune de Pélissanne du reliquat de parcelles restant à céder au prix de 991 743 € Hors Taxes soit 1 190 091,60 € Toutes Taxes Comprises.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe des Zones d'Activités du Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 004-2726/17/CM**

#### **■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité et approbation de l'avenant n°14 à la concession d'aménagement n°98/432 "La Barasse" à Marseille 11ème arrondissement MET 17/4380/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°98/870 EUGE du 30 novembre 1998, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé la concession d'aménagement de « La Barasse » (n°98/432) confiée à la SPL Soleam (ex SEML Marseille Aménagement).

Par arrêté du 7 juillet 2000 Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prononcé la création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, dont la commune de Marseille est membre.

En conséquence du transfert automatique des compétences, la Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée dans tous ses droits et obligations à la Communauté Urbaine Marseille Provence

En partie Est du terrain, le lotissement d'activités du Parc de la Barasse a été livré en 2007.

La partie Ouest, d'environ 5 hectares, doit accueillir le pôle d'échange de la Barasse et l'opération SNCF Réseau, consistant en la création d'une 3<sup>ème</sup> voie ferroviaire Marseille-Aubagne. En outre, il était prévu également sur ce site des travaux d'infrastructure consistant à réaliser deux voies supplémentaires, un quai et un passage souterrain par RFF (travaux réalisés par RFF en 2014), la construction d'une halte ferroviaire (travaux réalisés par RFF en 2014).

Dans l'attente de la livraison par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du parking définitif de 250 places attenant à la halte ferroviaire, le parking provisoire de 100 places de stationnement réalisé au second semestre 2014 par la Soleam avait été mis en service de manière concomitante avec l'ouverture à l'exploitation de la 3<sup>ème</sup> voie de la ligne ferroviaire Marseille-Aubagne-Toulon et de la halte ferroviaire de la Barasse le 14 décembre 2014.

L'occupation anarchique par des caravanes au mois de novembre 2015 de ce parking et de celui réalisé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en 2015, a donné lieu à l'intervention des forces de l'ordre en vue de leur évacuation, et à la fermeture de ces deux équipements, fermeture demeurant à l'heure actuelle.

Par ailleurs, la commercialisation du solde des terrains appartenant à Soleam a été suspendue en attendant que le tracé de la 4<sup>ème</sup> voie Marseille-Aubagne-Toulon soit précisé. Les emprises foncières devant faire l'objet d'une cession auprès de SNCF réseau (emprise voies et halte ferroviaires) et de MPM (pour le parking) devront être adaptées en fonction du tracé retenu. La décision ministérielle sur les propositions de tracé sur le secteur de la Barasse est attendue avant l'été 2017.

Aussi, la concession d'aménagement a été prorogée de deux ans, par délibération DEV 003-20/11/15 CC, afin que la Soleam puisse accompagner le concédant dans cette réflexion, du 20 novembre 2015.

Suite à la réalisation par la SOLEAM du parking provisoire de la halte ferroviaire ouverte à l'exploitation par la SNCF le 14 décembre 2014, l'opportunité d'envisager un complément d'aménagement sur ce site semble d'affirmer afin d'y créer un véritable pôle d'échange multimodal qui répondrait également à des besoins plus larges, dont les études de mobilité et de déplacement lancées conjointement par la Métropole et la SOLEAM sur le secteur élargi de la Valentine permettront en 2018 de définir l'ampleur.

Aussi, il convient donc d'acter dès à présent la nécessité de proroger de deux années supplémentaires la durée de la concession d'aménagement pour permettre à la SOLEAM d'accompagner son concédant dans la réflexion sur l'aménagement du pôle multimodal et l'achèvement du développement immobilier du site de la Barasse. Cette prorogation (portant ainsi l'échéance de la concession au 9 décembre 2019), ainsi qu'une rémunération forfaitaire de 50 000 euros pour la mission d'accompagnement définie ci-dessus sont intégrées dans le CRAC soumis pour approbation au Conseil de la Métropole, et le remboursement de l'avance consentie par le concédant sera différé à la clôture de l'opération.

Il convient donc d'annuler la précédente délibération n°ECO 001-2314/17/CM approuvée le 13 juillet 2017 et qui prévoyait une fin de la concession fixée au 9 décembre 2017, puisque les hypothèses et orientations prises lors de l'élaboration de ce CRAC sont caduques.

Le montant de la participation de la collectivité au coût de l'opération passe de 1 749 632 € à 1 772 452 €.

L'objet du présent rapport est :

- de proposer l'approbation du CRAC ci-joint, arrêté au 31 décembre 2016, dont les montants prévisionnels en dépenses et en recettes s'élèvent à 6 254 184 euros TTC, soit une augmentation de 3.76 % par rapport au CRAC précédent (6 027 710 euros TTC) ;
- de proposer l'approbation de l'avenant n°14 qui proroge de deux années la durée de la concession en portant son échéance au 9 décembre 2019 et modifie la participation du Concédant au coût de l'opération, ainsi qu'il en découle du CRACL, arrêté au 31 décembre 2016

Ce bilan s'analyse de la manière suivante :

#### **DEPENSES :**

##### En hausse :

- Le poste Travaux et Honoraires techniques est en hausse (+ 15 000 euros HT), du fait de la constitution d'une provision pour imprévus
- La rémunération forfaitaire (+50 000 euros HT) compte tenu de la prorogation de la concession

##### En baisse :

- Le poste aléas et imprévus (- 5 682 euros HT)
- Les charges de gestion (-31 667 euros HT)
- La rémunération sur dépenses (-4 862 euros HT)

#### **RECETTES :**

##### En hausse :

La participation de la Métropole (+22 820 euros HT), compte tenu de la prorogation de la concession.

La participation du concédant à l'opération passe de 1 749 632 euros à 1 772 452 euros TTC, soit 1.3% de plus que le CRAC précédent.

L'avance de 900 000 euros, versée en 2004, sera remboursée en fin de concession, en 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVAEC 023-1608/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole portant sur l'approbation du CRAC arrêté au 31 décembre 2014 ;
- La délibération n°ECO 007-1052/16/CM du 17 octobre 2016 portant sur l'approbation de l'avenant n°13
- La délibération n°ECO 006-1370/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur l'approbation du CRAC arrêté au 31 décembre 2015 ;
- La délibération n°ECO 001-2314/17/CM du 13 juillet 2017 portant sur l'approbation du CRAC arrêté au 31 décembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il appartient à la Métropole Aix-Marseille Provence d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2016, relatif à la concession d'aménagement n°98/432 « la Barasse » confiée à la SOLEAM et d'approuver l'avenant n°14 qui proroge de deux années la durée de la concession et modifie le montant de la participation du concédant au coût de l'opération

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, arrêté au 31 décembre 2016, ci-annexé, relatif à la concession d'aménagement n°98/432 « La Barasse » confiée à la SPL SOLEAM.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le nouveau montant de la participation au coût de l'opération porté de 1 749 632 € TTC à 1 772 452 € TTC.

Son versement sera étalé sur 2 ans comme suit :

-2018 : 220 000 €

-2019 : 11 410 €

### **Article 3:**

Afin de tenir compte de la nouvelle prorogation de la concession, la Métropole octroie à la SPL SOLEAM une rémunération de 50 000 € pour tenir compte des frais de portage de cette opération. Elle sera prise selon l'échéancier ci-joint :

-2017 : 25 000 €

-2018 : 25 000 €

### **Article 4 :**

Est approuvé l'avenant n°14, ci-annexé, à la concession d'aménagement n°98/432 à intervenir entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la SPL SOLEAM, prorogeant sa durée de deux années supplémentaires et portant son échéance au 9 décembre 2019, et modifiant la participation du concédant au coût de l'opération.

### **Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant mentionné à l'article 4.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 005-2727/17/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la restructuration du site de l'Anse du Pharo à Marseille 7ème arrondissement MET 17/3817/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'anse du Pharo, à l'embouchure du Vieux-Port de Marseille, est un lieu historique d'accueil d'activités liées à la construction et à la réparation navale. Du fait de son ancienneté, celle-ci s'est organisée au fil de l'eau et de façon anarchique, déqualifiant ainsi un site remarquable par son environnement, tant naturel que patrimonial. Par ailleurs, ce site dispose de qualités techniques indéniables dont un slip-way de 70 mètres portée et de facilités d'accès, par tous modes, enviables.

Ce site, inclus dans le centre-ville, est fort convoité ; il a donc fait l'objet de nombreux projets d'aménagement mais qui n'ont pu aboutir car ne s'inscrivant pas dans une stratégie de long terme en associant les occupants actuels qui disposent d'un véritable savoir-faire et ont leur place dans l'offre technique des métiers du nautisme du littoral marseillais.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de ses compétences en matière de développement

économique, a souhaité engager les études de positionnement de ce site dans le marché de la réparation, l'entretien et la maintenance des embarcations de plaisance en s'inscrivant dans l'offre actuelle (pôles de la Ciotat, Marseille Sud, GPMM et l'Estaque).

Les deux premières phases d'études de l'existant ont permis de détailler les occupations actuelles, proposer des scénarios d'aménagement, et analyser les potentialités du marché de la réparation nautique de petite et moyenne plaisance.

La Métropole a ainsi validé des orientations d'aménagement de ce site dont la vocation sera de devenir une zone d'activité dédiée à la réparation, l'entretien et la maintenance de la petite et moyenne plaisance.

L'objectif à terme consiste donc à implanter et organiser des services dédiés à l'entretien / réparation de bateaux, couvrant l'ensemble de la gamme des besoins plaisanciers métropolitains, et disposant d'une palette compétitive de services et des équipements nécessaires à leur exploitation : ateliers, bureaux, parkings clients, postes à flot, espace à terre, aire de carénage et moyens de levage, sur un site sécurisé. Sur le littoral méditerranéen, ces pôles multiservices sont de plus en plus privilégiés par les plaisanciers qui y trouvent une diversité d'acteurs et de savoir-faire, préférables à un essaimage d'installations moins performantes.

Cette offre de service sera concentrée sur le segment des bateaux de 12 à 18 mètres. Celle-ci voisinerait avec l'offre très spécifique en place du chantier Sainte Marie (jusqu'à 40 mètres).

Ainsi, 30 entreprises, représentant 45 emplois, pourront être accueillies sur le site.

Les coûts prévisionnels estimés de cette opération s'élèvent à 10 800 000 € HT, dont 9.5 millions d'euros pour les aménagements terrestres et maritimes : infrastructures et superstructures terrestres et maritimes (pontons, équipements).

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit confier prochainement à un concessionnaire, la SPL SOLEAM, la réalisation de cette opération.

La participation de la Métropole à l'opération est estimée à 4 000 000 € HT, correspondant aux subventions à demander auprès des collectivités départementales et régionales.

Il est en conséquence proposé la création et l'affectation d'une opération pour la restructuration du site de l'Anse du Pharo (Marseille 13007).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEV 012-1689/15 du 21 décembre 2015 relative à la convention n°17/0091 confiant à la SOLEAM la réalisation d'une étude de restructuration de l'anse du Pharo ;
- La délibération n°ECO 006-1051/16/CM du 17 octobre 2016 portant sur l'avenant n°1 à la convention n°17/0091 ;

**Ouï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget Principal pour procéder à la restructuration du site de l'Anse du Pharo.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement au budget principal de la Métropole d'un montant total de 4 000 000 € HT en vue de la restructuration du site de l'anse du Pharo.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole – Natures 238-2031-231321-204182 – Fonction 515 – Opération 2017107400

L'échéancier des crédits des paiements s'établit comme suit :

**Année 2018 :** 500 000 €

**Année 2019 :** 2 000 000 €

**Année 2020 :** 1 000 000 €

**Année 2021 :** 500 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 006-2728/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement pour la requalification de bâtiments du campus Saint-Charles Marseille centre dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020  
MET 17/4705/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La recherche et l'enseignement supérieur sont des fonctions métropolitaines stratégiques, facteurs de rayonnement et d'attractivité pour les territoires et vecteurs de développement économique car la recherche produit les connaissances scientifiques dont sont issues les innovations technologiques.

Marseille Provence Métropole a souhaité afficher une ambition forte et volontariste en accompagnant financièrement quelques projets académiques à la hauteur et en cohérence d'appui avec sa stratégie d'attractivité et ses projets dans l'économie de la connaissance.

A ce titre, une délibération approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020/Volet Enseignement Supérieur Recherche » de 12 millions d'euros a été votée le 3 juillet 2015 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, engagement repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence, portée à 16 millions d'euros au BS 2017.

Les engagements financiers qui ont été proposés dans ce cadre concernent huit opérations :

- Centrale Marseille ;
- Polytech Marseille ;
- Le regroupement des neurosciences à la Timone ;
- Le campus de Marseille Saint-Charles ;
- L'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT) ;
- Equipement de recherche Marseille Immunopôle ;
- La plateforme mécanique CEMEA ;
- La Fondation Méditerranée Infection/Biobank ;

La présente délibération concerne le projet de « Requalification de bâtiments du Campus Saint-Charles Marseille Centre ».

Le campus Saint-Charles est l'un des sites universitaires d'AMU les plus importants en terme d'effectif (environ 6 230 étudiants, 1 284 enseignants et personnels administratifs).

Situé à proximité de la gare Saint-Charles, le site universitaire de Saint-Charles Marseille Centre est un campus à dominante scientifique qui constitue un des



pôles académiques majeurs de la métropole marseillaise. Il est notamment le siège de la Direction de la Faculté des Sciences de l'Université d'Aix-Marseille.

Profitant d'une desserte privilégiée en transport en communs (Bus, train, métro), ce site universitaire propose une très grande variété de formations (Sciences de la Vie et de la Terre, Physique, Chimie, Mathématiques, Informatiques, et Sciences et Humanités). Il accueille également de nombreux laboratoires de recherche et comprend un espace muséal qui abrite une importante collection d'instruments et de mobiliers de recherche certains ayant plus de 150 ans.

En outre, un certain nombre d'autres acteurs de l'Université sont présents sur le campus Saint-Charles tels que la Faculté des Arts, Lettres, Langues et Sciences Humaines (ALLSH) et plusieurs services communs ou centraux. Le site héberge également un restaurant universitaire, un bâtiment administratif et une résidence étudiante gérée par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS). Dans cette opération, plusieurs opérations immobilières répondant aux objectifs de réorganisation fonctionnelle des composantes et de rationalisation du patrimoine ont été identifiées.

- Le regroupement des espaces d'enseignement et le redéploiement en parallèle de la recherche,
- Le regroupement des unités de recherche pour développer des synergies et bénéficier d'équipements communs de qualités,
- La rationalisation des surfaces occupées.
- Le regroupement des surfaces d'enseignement dans le bâtiment 5 (salles banalisées, Maison Interdisciplinaire des Ressources et Recherches en Langues : MIRREL) pour faciliter et optimiser l'exploitation des locaux d'enseignement,
- L'accueil des équipes du laboratoire Institute de Mécanique de Marseille (I2M) implantées à Château-Gombert pour regrouper l'unité de recherche sur seulement 2 sites et pour la rapprocher du département de mathématiques,
- La rationalisation des surfaces affectées aux laboratoires implantés dans les bâtiments 7 et 8 (Centre Européen de Recherche et d'Enseignement des Géosciences de l'Environnement CEREGE, Laboratoire Population Environnement et Développement LPED) pour les mettre en adéquation avec leurs effectifs et leurs besoins,

- Le regroupement des organismes de recherche des bâtiments 7 et 8 par thématique (Observatoire des Sciences de l'Univers Pythéas) pour faciliter les interactions et améliorer la mutualisation des équipements.
- L'accueil de l'équipe Delmas en provenance du site Nord pour le rapprocher du reste du Laboratoire des Neurosciences Cognitives LNC.

Les travaux concernent plus particulièrement la sécurité, l'accessibilité, le confort thermique et l'adaptation des locaux aux besoins fonctionnels pour permettre une réorganisation des unités de recherche et une restructuration des surfaces occupées.

Le détail des réaménagements qui seront effectués est décrit ci-après :

Pour le bâtiment 5, immeuble de grande hauteur ayant la forme d'une barre, le périmètre du projet est de 560 m<sup>2</sup>. Ces surfaces permettront :

- L'installation des services de la MIRREL et du DCL dans le bloc C du 2e étage,
- L'installation de locaux d'enseignement dans le bloc A du 3e étage,
- L'installation de locaux d'enseignement dans le bloc B du 6e étage.

Pour le bâtiment 7, appelé « bâtiment chimie », le périmètre du projet est de 1 350 m<sup>2</sup>. Ces surfaces permettront :

- L'implantation d'une partie du laboratoire I2M au rez-de-jardin et au 1er étage.

Pour le bâtiment 8, appelé « bâtiment des sciences naturelles » le périmètre du projet est de 2 400 m<sup>2</sup>. Ces surfaces permettront :

- La rationalisation du laboratoire CEREGE au rez-de-jardin,
- L'installation de l'UMS Pythéas au RDJ (en provenance du bâtiment 7),
- L'installation d'une partie du laboratoire I2M au rez-de-jardin et 1er étage,
- L'installation d'une équipe du laboratoire LNC au 2e étage,
- L'extension du laboratoire LPED au 2e et 3e étage.

La surface totale des bâtiments impactés est de 4 310 m<sup>2</sup>.

Le montant total des travaux est de 7,7 millions d'euros.

Le plan de financement de l'opération se présente de manière suivante :

- Etat	2 500 000 €
- Conseil Régional PACA	1 500 000 €
- Conseil Départemental 13	1 700 000 €
- Métropole Aix-Marseille-Provence	1 000 000 €
- Ville de Marseille	1 000 000 €
<b>Total</b>	<b>7 700 000 €</b>

L'expertise du dossier de « Requalification de bâtiments du Campus Saint-Charles Marseille Centre » ayant été approuvée par l'État le 24 juillet 2017, cette opération entre maintenant en phase opérationnelle.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la création et l'affectation de l'opération n° 2015112604 pour la requalification de bâtiments du Campus Saint-Charles Marseille Centre dans le cadre du CPER 2015-2020 pour un montant de 1 000 000 euros TTC..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération DEV 010-1180/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan État Région 2015-2020-Volet Enseignement Supérieur Recherche » ;
- L'approbation de l'expertise du dossier Campus Saint-Charles Marseille Centre par le Préfet du 24 juillet 2017.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- L'intérêt de soutenir l'opération de « Requalification de bâtiments du campus Saint-Charles Marseille Centre » dans le cadre du CPER 2015-2020 pour aider à la modernisation et à la rationalisation des campus universitaires.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 million d'euros TTC selon le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'opération

d'investissement afin de permettre sa réalisation.

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférent.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2015112604 relatif à la « Requalification de bâtiments du Campus Saint-Charles Marseille centre » pour un montant de 1 000 000 euros TTC, inscrit au budget 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-politique B360 – Chapitre 204 – Nature 204182 – Fonction 67.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement est établi comme suit :

- Année 2017 : 100 000 euros TTC
- Année 2018 : 400 000 euros TTC
- Année 2019 : 400 000 euros TTC
- Année 2021 : 100 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

##### **ECO 007-2729/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement pour le projet de recherche IHUBIOTK à "Méditerranée Infection" dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020**

**MET 17/4838/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La recherche et l'enseignement supérieur sont des fonctions métropolitaines stratégiques, facteurs de rayonnement et d'attractivité pour les territoires et vecteurs de développement économique car la recherche produit les connaissances scientifiques dont sont issues les innovations technologiques.

Marseille Provence Métropole a souhaité afficher une ambition forte et volontariste en accompagnant financièrement quelques projets académiques à la hauteur et en cohérence d'appui avec sa stratégie d'attractivité et ses projets dans l'économie de la connaissance.

A ce titre, une délibération approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020/Volet Enseignement Supérieur

Recherche » de 12 millions d'euros a été votée le 3 juillet 2015 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, engagement repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et portée à 16 millions d'euros au Budget Supplémentaire 2017.

Les engagements financiers qui ont été proposés dans ce cadre concernent huit opérations :

- Centrale Marseille ;
- Polytech Marseille ;
- Le regroupement des neurosciences à la Timone ;
- Le campus de Marseille Saint-Charles ;
- L'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT) ;
- Equipement de recherche Marseille Immunopôle ;
- La plateforme mécanique CEMEA ;
- La fondation Méditerranée Infection/Biobank ;

La présente délibération concerne le projet de recherche IHUBIOTK mené par la fondation « Méditerranée Infection » qui permettra de renforcer et de compléter la bibliothèque de l'Institut Hospitalo Universitaire installé sur le campus de la Timone.

Parmi les pôles d'excellence métropolitains, le Campus de la Timone a accueilli en 2017 le bâtiment de l'Institut Hospitalo Universitaire (IHU). A ce titre la Métropole a octroyé une subvention d'1 million de euros de manière suivante :

- Fonds Européens	2 500 000€
- Financement privé (valorisation RH de la Fondation)	900 000€
- Métropole Aix-Marseille-Provence	500 000€
- Ville de Marseille	500 000€
- IRD	300 000€
- Autofinancement	100 000€
- Recettes générées par l'opération	200 000€
<b>Total (en euros en TTC)</b>	<b>5 000 000€</b>

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la création et l'affectation de l'opération n° 2015112607 pour le projet de Recherche IHUBIOTK porté par la Fondation « Méditerranée Infection » pour un montant de 500 000 euros TTC. Une convention relative aux modalités d'attribution d'une subvention de 500 000€ pour ce projet, est soumise à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

d'euros, par délibération au Bureau de la Métropole le 13 juillet 2017. Cet IHU a pour ambition de permettre à la Métropole Aix-Marseille Provence de devenir une référence mondiale dans le domaine de la recherche et de la prise en charge des maladies infectieuses et contagieuses.

L'IHU est l'un des 6 instituts Hospitalo Universitaires sélectionnés dans le cadre des Investissements d'Avenir. Cette opération constitue un instrument unique d'observation, de dépistage et de traitement des maladies infectieuses et plus particulièrement des maladies contagieuses.

Le projet IHUBIOTK, dont le coût global est de 5 millions d'euros, permettra de constituer une bibliothèque de souches microbiennes, qui sera unique en Europe de par ses capacités de stockage et de conservation. En effet, l'un des points clés pour le développement de nouveaux tests diagnostics est la capacité à conserver pendant plusieurs décades le matériel biologique comprenant des prélèvements cliniques prélevés chez des patients, les acides nucléiques extraits de ces prélèvements (ADN), ainsi que des souches de micro-organismes pathogènes. La conservation dans une bibliothèque doit, d'autre part, obéir à des impératifs techniques (conservation à - 80°C, informatisation totale) et réglementaires (respect de l'anonymat, respect du confinement).

Le plan de financement de l'opération se présente

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEV 010-1180/15/CC votée le 3 juillet 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan État Région 2015-2020-Volet Enseignement Supérieur Recherche » ;
- La délibération ECO 007-2320/17/CM votée le 13 juillet 2017 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement pour le projet de recherche IHUBIOTK à "Méditerranée Infection" » ;

Infection" dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de soutenir le projet de Recherche IHUBIOTK porté la fondation « Méditerranée Infection » dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 500 000 euros TTC selon le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférent.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015112607 relative au projet de recherche IHUBIOTK porté la fondation « Méditerranée Infection » pour un montant de 500 000 euros TTC, inscrit au budget 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-politique B360 – Chapitre 204 – Nature 204181 – Fonction 67.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

- CP 2017 : 250 000 euros TTC
- CP 2018 : 250 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 008-2730/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement pour "l'Acquisition d'équipements scientifiques dans le cadre du projet Marseille Immunopôle" - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020  
MET 17/4853/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La recherche et l'enseignement supérieur sont des fonctions métropolitaines stratégiques, facteurs de rayonnement et d'attractivité pour les territoires et vecteurs de développement économique car la recherche produit les connaissances scientifiques dont sont issues les innovations technologiques.

Marseille Provence Métropole a souhaité afficher une ambition forte et volontariste en accompagnant financièrement quelques projets académiques à la hauteur et en cohérence d'appui avec sa stratégie d'attractivité et ses projets dans l'économie de la connaissance.

A ce titre, une délibération approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan Etat Région 2015-2020/Volet Enseignement Supérieur Recherche » de 12 millions d'euros a été votée le 3 juillet 2015 par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, engagement repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence et portée à 16 millions d'euros au Budget Supplémentaire 2017.

Les engagements financiers qui ont été proposés dans ce cadre concernent huit opérations :

- Centrale Marseille ;
- Polytech Marseille ;
- Le regroupement des neurosciences à la Timone ;
- Le campus de Marseille Saint-Charles ;
- L'Institut Méditerranéen de la Ville et des Territoires (IMVT) ;
- Equipement de recherche Marseille Immunopôle ;
- La plateforme mécanique CEMEA ;
- La Fondation Méditerranée Infection/Biobank/IHUBIOTK;

La présente délibération concerne l'acquisition d'équipements scientifiques dans le cadre du projet Marseille Immunopôle - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

Marseille Immunopôle a pour objectif d'accélérer la découverte et le développement de nouvelles immunothérapies contre les cancers et les maladies inflammatoires et de faire bénéficier les patients le plus tôt possible de ces innovations.

Outre des entreprises phares du domaine comme Innate Pharma et Aix-Marseille Université, le consortium Marseille Immunopôle regroupe différents organismes de recherche : le Centre d'Immunologie de Marseille Luminy (CIML), le Vascular Research Center of Marseille (VRCM), le laboratoire de Technologies Avancées pour le Génome et la

Clinique (TAGC) et le démonstrateur préindustriel MI-mAbs.

Le Centre d'Immunologie de Marseille Luminy (CIML) est l'un des principaux instituts de recherche en immunologie en France. Il compte plus de 240 personnes, 15 équipes de recherche (dont 5 dirigés par des chercheurs internationaux).

Le Vascular Research Center of Marseille (VRCM) vise à obtenir une meilleure compréhension des processus biologiques liés aux pathologies à travers une approche génétique et épigénétique.

La plateforme Transcriptomique et Génomique de Marseille-Luminy est intégrée au laboratoire TAGC (Technologies Avancées pour le Génome et la Clinique). Cette plateforme permet de nouvelles méthodes d'analyse moléculaire constituant le socle d'une médecine de précision basée sur une meilleure compréhension de la maladie dont souffre un patient, ou encore de sa prédisposition à cette maladie.

Les besoins en équipements pour ces trois plateformes sont les suivants :

- des portoirs de stabulation de souris,
- un nouveau stérilisateur de type autoclave,
- des appareils d'analyse cellulaire par cytométrie de flux (cytomètre 18 couleurs, cytomètre haute performance et cytomètre d'imagerie),
- des appareils d'analyse par microscopie (scanner de lames) permettant aux

chercheurs d'évaluer des différents marqueurs cellulaires et tissulaires,

- un trieur de cellules rares,
- un trieur/enrichisseur de cellules par la plateforme d'immunomonitoring.

La plateforme MI-mAbs (**M**arseille **I**mmunopole **m**onoclonal **A**nti**B**odies) est un démonstrateur de pré industrialisation, phase amont et outil indispensable dans le processus depuis la recherche académique jusqu'à la phase d'industrialisation biopharmaceutique.

Ce démonstrateur a pour mission de valider le potentiel thérapeutique de nouvelles cibles, générer des anticorps contre ces dernières, caractériser leur mécanisme d'action et fournir les données précliniques qui ouvrent la voie au développement clinique dans deux domaines d'application : les cancers et les maladies inflammatoires.

Pour renforcer cet équipement, les besoins sont les suivants :

- la mise en place d'une unité de production flexible d'anticorps monoclonaux à l'échelle du gramme,
- un complément de matériels sur la plateforme MI-mAbs,
- un appareil de luminescence permettant le suivi tumoral chez le petit animal.

Le plan de financement des équipements des plateformes CIML, VRCM et TAGC se présente de manière suivante :

• Etat	350 000 €
• Région	1 150 000 €
• <b>Métropole Aix-Marseille-Provence</b>	<b>315 835 €</b>
• Conseil Départemental 13	355 377 €
• Autofinancement INSERM	551 621 €
• FEDER	1 151 148 €
<b>Soit en TTC un total de :</b>	<b>3 873 981 €</b>

Le plan de financement des équipements du démonstrateur MI-mAbs se présente de manière suivante :

• Recettes contrats entreprises	408 306 €
• <b>Métropole Aix-Marseille-Provence</b>	<b>184 165 €</b>
• Autofinancement INSERM	211 379 €
• FEDER	435 519 €
<b>Soit en TTC un total de :</b>	<b>1 239 369 €</b>

La demande de subvention sollicitée auprès de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est de **500 000€** TTC sur un budget total de 5 113 350€ TTC.

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la création et l'affectation de l'opération n°

2015112606 pour l'acquisition d'équipements scientifiques par la Délégation Régionale PACA de l'INSERM dans le cadre du projet Marseille Immunopôle - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, pour un montant de 500 000 euros TTC.

Une convention relative aux modalités d'attribution de cette subvention pour ce projet Immunopôle, est soumise à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEV 010-1180/15/CC votée le 3 juillet 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération « Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Volet Enseignement Supérieur Recherche » ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de soutenir le projet d'acquisition d'équipements scientifiques par la Délégation Régionale PACA de l'INSERM dans le cadre du projet Marseille Immunopôle - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 500 000 euros TTC selon le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférent.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015112606 relative au projet d'acquisition d'équipements scientifiques par la Délégation Régionale PACA de l'INSERM dans le cadre du projet Marseille Immunopôle - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, pour un montant de 500

000 euros TTC, inscrit au budget 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-politique B360 – Chapitre 204 – Nature 204181 – Fonction 67-Opération n°2015112606

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

- CP 2017 : 250 000 euros TTC
- CP 2018 : 250 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 009-2731/17/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2017100400 relative au projet de création du Centre d'Immunologie Intégrative (C2I) dans le cadre de Marseille Immunopôle  
MET 17/4889/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La recherche et l'enseignement supérieur sont des fonctions métropolitaines stratégiques, facteurs de rayonnement et d'attractivité pour les territoires et vecteurs de développement économique car la recherche produit les connaissances scientifiques dont sont issues les innovations technologiques.

La santé est par ailleurs l'une des six filières sur laquelle Marseille Provence Métropole a souhaité afficher une ambition forte et volontariste dans son agenda du Développement Economique voté en mars 2017.

Projet structurant dans le domaine de la santé, Marseille Immunopôle a pour objectif d'accélérer la découverte et le développement de nouvelles immunothérapies contre les cancers et les maladies inflammatoires et de faire bénéficier les patients le plus tôt possible de ces innovations.

La présente délibération concerne le projet de création du Centre d'Immunologie Intégrative - C2I au sein de la Faculté de Médecine de Marseille dans le cadre de Marseille Immunopôle.

A côté des entreprises du secteur, des laboratoires de l'INSERM et du CNRS, du pôle de compétitivité Eurobiomed, le C2I, véritable centre de recherche fondamental, s'inscrit dans l'écosystème Marseille

Immunopôle. Il permettra une nouvelle approche intégrative: analyse du continuum molécule/cellule/organisme/pathologie avec un recours massif à la modélisation mathématique à toutes les échelles et, en parallèle, une évaluation/validation des concepts sur des échantillons de patients.

Les thématiques innovantes présentes au démarrage du C2I incluront la neuro-immunologie, les biomathématiques et le ciblage d'un nouveau monde lymphocytaire (celui des cellules cymphoïdes innées).

Ce centre a été pensé pour s'intégrer au sein de la Faculté de Médecine de Marseille, sur le campus de la Timone afin de pouvoir développer avec les autres acteurs du site une recherche fondamentale de haut niveau, avec un lien renforcé avec l'hôpital et la pratique clinique couplée à de l'enseignement et avec un potentiel de développement industriel.

L'implantation sur le Campus Timone nécessite des travaux de réhabilitation des premier et deuxième étages de l'aile bleue de la faculté de Médecine soit 1272m<sup>2</sup>. L'état vétuste et la configuration des locaux actuels nécessitent en effet une réhabilitation permettant de disposer à terme :

- d'espaces de bureau
- d'espaces de laboratoire traditionnel (incluant les plateaux technologiques)
- d'espaces de stockage (pour consommables de laboratoires et zone de stockage froid)
- d'espaces de laboratoire L2 pour la culture cellulaire
- d'espaces communs : salle de détente, salles de réunion

Le plan de financement de la création du C2I se présente de manière suivante :

Conseil Régional PACA	250 000€
Conseil Départemental 13	250 000€
<b>Métropole Aix-Marseille-Provence</b>	<b>250 000€</b>
Ville de Marseille	250 000€
Fondation Bettencourt Schueller	250 000€
Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse	500 000€
Aix-Marseille Université	300 000€
INSERM	300 000€
CNRS	300 000€
Crédits Contrats de Recherche (Inserm, AMU, CNRS)	450 000€
<b>Total (en euros TTC)</b>	<b>3 100 000€</b>

Il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017100400 relative au projet de création du Centre d'Immunologie Intégrative (C2I) au sein de la Faculté de Médecine de Marseille dans le cadre de Marseille Immunopôle pour un montant de 250 000 euros TTC. Une convention relative aux modalités d'attribution d'une subvention de 250 000 euros pour la création de ce centre, est soumise à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de soutenir le projet de création du Centre d'Immunologie Intégrative (C2I) au sein de la Faculté de Médecine de Marseille dans le cadre du projet structurant Marseille Immunopôle.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 250 000 euros TTC selon le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférent.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2017100400 relative au projet de création du Centre d'Immunologie Intégrative (C2I) au sein de la Faculté de Médecine de Marseille, dans le cadre du projet structurant Marseille Immunopole, pour Aix-Marseille Université et pour un montant de 250 000 euros TTC, inscrit au budget 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-politique B360 – Chapitre 204 – Nature 204182 – Fonction 67 opération n°2017100400.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

- CP 2018 : 125 000 euros TTC
- CP 2019 : 125 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 010-2732/17/CM**

### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à la réalisation du Technocentre Henri Fabre sur la ZAC des Florides à Marignane - Opération 2016 MET 17/5046/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses actions en faveur du développement économique, la Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée dans la réalisation du projet Henri Fabre. Ce projet né en fin 2011 à la suite de la Conférence Régionale de l'Industrie Provence-Alpes-Côte-d'Azur, traduit la volonté des acteurs publics de déployer et mettre en cohérence des initiatives concrètes au service du développement industriel de la région pour « bâtir l'industrie du Futur ».

Le projet Henri Fabre repose sur une démarche collective qui réunit les entreprises, les acteurs du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation, autour de deux axes : la mécanique / matériaux / procédés du futur / ingénierie numérique et virtuelle et plus globalement dans les Services

Avancés à l'industrie.

Le Technocentre sera un lieu modulable et évolutif. Il permettra, à travers des projets collaboratifs inter-filières et des partenariats technologiques entre industriels et académiques, d'accélérer l'émergence de nouvelles technologies, usages ou marchés, de faciliter la diversification des PME et de contribuer à l'attractivité du territoire comme à son essor industriel. Il sera une vitrine des compétences et des innovations technologiques réalisées sur les axes stratégiques du projet. C'est un lieu de collaboration et de fertilisation croisée.

L'offre de services aux entreprises du Technocentre est actuellement mise en œuvre sur le Technoparc des Florides dans le Technocentre « Phase 0 », outil de préfiguration sur 2100m², exploité pour le compte des industriels par l'association Team Henri Fabre. Avec 7 filières industrielles engagées, 200 entreprises accompagnées et 12 M€ de moyens technologiques mis à disposition par les entreprises, il a d'ores et déjà rempli ses objectifs.

Au vu de ces résultats positifs, les entreprises utilisatrices et l'association Team Henri Fabre ont souhaité passer à l'étape suivante.

Pour cela, il est prévu la construction d'un ensemble immobilier de 13.500 m² environ, composé de plateformes industrielles, de plateaux tertiaires et d'espaces communs, sur un terrain du Technoparc des Florides à Marignane.

Le coût prévisionnel estimé de cette opération s'élève à un montant de 29 Millions d'Euros HT environ, dont 26 Millions pour les travaux d'aménagement et de construction du Technocentre Henri Fabre.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite confier la réalisation de cette opération de construction à la SPL SOLEAM, par convention de mandat.

Par cette convention de mandat, la SPL SOLEAM sera chargée de coordonner la finalisation des études de programmation de l'opération avec la Team Henri Fabre, de lancer les concours de Maîtrise d'œuvre ou de Conception –Réalisation, et de piloter les travaux de construction.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement pour la réalisation de cette opération pour un montant total de 35 000 000 d'Euros TTC soit 29 166 666 d'Euros HT correspondant au montant de l'Autorisation de Programme ouverte en 2016.

Afin de mener à bien cette opération qui est la traduction d'une volonté des différents acteurs publics et privés, la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de solliciter des engagements financiers auprès des différentes collectivités partenaires et de l'Etat.

L'obtention de subventions publiques comme les engagements locatifs des industriels sur au moins 50 % des surfaces seront un préalable à la réalisation de



cette opération. Un plan de financement prévisionnel sera approuvé par délibération et viendra préciser les participations des acteurs publics et privés pour cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation du Technocentre Henri Fabre sur le Technoparc des Florides à Marignane.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement sur le budget principal, concernant la réalisation du Technocentre Henri Fabre sur le Technoparc des Florides à Marignane, pour un montant de 29 166 666 € HT soit 35 000 000 € TTC.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Service 900000 - Natures 238 – 231321 - 2031 - Fonction 515 - Opération 2016103100

L'échéancier des crédits de paiements s'établit comme suit :

Année 2017 : 10 000 000 € HT

Année 2018 : 100 000 € HT

Année 2019 : 150 000 € HT

Année 2020 : 10 000 000 € HT

Année 2021 : 7 000 000 € HT

Année 2022 : 1 916 666 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 011-2733/17/CM**

#### **■ Approbation du principe de soutien au commerce de proximité et de développement des centre-villes de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/4975/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain le 30 mars 2017. L'une de ses orientations stratégiques consiste à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi de co-construire une stratégie de soutien aux commerces de proximité en partenariat étroit avec les collectivités en veillant au maintien des grands équilibres commerciaux des territoires métropolitains.

Le commerce de proximité et l'artisanat contribuent à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Mais certaines communes voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en dynamisme. Les raisons sont multiples et varient d'un territoire à un autre, de la concurrence des grandes surfaces et des zones commerciales implantées en périphérie des zones urbaines, à l'émergence de nouveaux comportements d'achat (e-commerce...). Soutenir et dynamiser le commerce de proximité et l'artisanat constituent, à ce titre, une priorité métropolitaine.

#### **Le commerce métropolitain, un poids économique important :**

- Un marché de 18 Milliards d'euros (dont 13 Mds hors restauration et automobile).
- 33 000 commerces.
- 3,3 millions de m² de surface de vente.
- 13 % d'enseignes nationales.
- 3 250 commerçants non sédentaires, près de 200 marchés.
- Une densité commerciale importante (14,2/1000 habitants) contre 11,9 à l'échelle nationale.

#### **L'armature commerciale métropolitaine**

L'armature commerciale métropolitaine s'appuie principalement sur 20 pôles commerciaux structurants qui concentrent l'essentiel des surfaces de vente du territoire, associés à des pôles intermédiaires. Sur ces 20 pôles, on compte 8 pôles régionaux totalisant presque 4,9 milliards d'euro de chiffre d'affaire (**56% du marché métropolitain**, hors automobile et restauration), 12 pôles majeurs et une vingtaine de pôles intermédiaires, hiérarchisés selon leur chiffre d'affaire :

- les 8 pôles régionaux (à partir de 300 M€ de CA) :
  - o Aubagne la Martelle,
  - o Marseille Centre-Ville,
  - o Grand Vitrolles,
  - o Aix Centre-Ville,
  - o Marseille Grand Littoral,
  - o La Valentine,
  - o Aix les Milles,
  - o Plan de Campagne
- les 12 pôles majeurs (à partir de 75 M€ de CA) :
  - o Aix Jas-de-Bouffan,
  - o La Ciotat Ancre Marine,
  - o Marseille Saint Loup,
  - o Marseille Sormiou,
  - o Marseille Bonneveine,
  - o Marseille Le Merlan,
  - o Marignance Leclerc
  - o Chateaufort Valampe
  - o Martigues Canto Perdrix
  - o Saint Mitre les Etangs
  - o Istres Les Cagnets
  - o Salon La Gadonne
- Les pôles intermédiaires correspondent aux pôles commerciaux de moindre importance et aux centres villes disposant d'une armature commerciale significative (hors Marseille et Aix).

Cette concentration des grandes et moyennes surfaces dans les zones moins denses génère de nombreux flux de déplacement : le commerce de détail est devenu le premier générateur de déplacements, avant le domicile travail selon la dernière enquête ménage-déplacement effectué sur le territoire. Il pose aussi des questions urbanistiques très fortes, de consommation foncière, de qualité et de requalification urbaine, d'impact sur les centres-urbains et d'éviction des activités productives situées en périphérie. C'est un secteur d'activités qui est, aujourd'hui, en mutation, par l'évolution des modes de distribution (e-commerce, retour en centre-ville) et des modes de consommations (circuit court, consommation collaborative, désintermédiation).

Premier motif de déplacement des métropolitains, l'activité commerciale a des effets importants sur le fonctionnement urbain de la métropole. Celle-ci est marquée par des décennies de stratégies concurrentielles entre les différents territoires, entraînant une hypertrophie de la périphérie commerciale et une fragilité des commerces de proximité. Alors que les plus grandes zones commerciales du territoire impactent aujourd'hui fortement le fonctionnement urbain et la consommation foncière en périphérie.

Il convient de veiller à ce que les nombreux projets annoncés ne viennent pas renforcer l'impact négatif sur l'attractivité et la vitalité commerciale des centres villes : un juste équilibre et une complémentarité doivent être recherchés.

### Saturation du marché et vacances commerciales

L'étude de l'armature commerciale métropolitaine, effectuée par le cabinet PIVADIS fin 2015, mettait en lumière la déconnexion de l'évolution de l'offre commerciale métropolitaine avec l'évolution du marché théorique.

Les prévisions démographiques relevées dans les SCOT des territoires de la métropole, associées à l'évolution prévisible de la consommation sur internet et des comportements d'achats conduisent à une augmentation potentielle du marché métropolitain d'environ 1 Milliard d'euros d'ici 2030, ce qui correspond à 200 000 m<sup>2</sup> de surface de vente supplémentaires. Depuis cette étude, la totalité des 200 000 m<sup>2</sup> ont déjà été autorisés en CDAC, soit 13 ans d'avance sur les projections démographiques les plus optimistes (+ 157 000 ménages d'ici 2030). Par ailleurs, 150 000 m<sup>2</sup> de surfaces commerciales sont actuellement en projet.

Ces récentes études montrent à la fois l'état de suroffre à l'échelle métropolitaine, mais aussi les risques de désaffectation de certains sites et centres villes, ce qui pose des problèmes majeurs en termes d'animation et d'attractivité. Il convient de s'interroger sur l'affectation du foncier disponible, dans la recherche d'un juste équilibre.

Cette dynamique actuelle, qui porte en partie la production d'espaces commerciaux, contribue à l'augmentation de la vacance commerciale dans un grand nombre de centres villes de la Métropole, avec un taux supérieur à 8%, soit un niveau considéré comme problématique (plus de 11% pour le centre-ville de Marseille, source « Trait Urbain de novembre 2016 »).

Ce phénomène de dévitalisation des centralités urbaines, bien que contrasté d'un territoire à l'autre, devient préoccupant tant le commerce participe à la vie de la cité et la façonne en grande partie. Si le commerce en centre-ville est avant tout dépendant du contexte socio-économique de son territoire, il est aussi très sensible au bon équilibre des concurrences

au sein de l'appareil commercial ainsi qu'à la qualité de son environnement.

La vacance commerciale n'arrive pas seule, les facteurs liés et aggravant cette situation peuvent être regroupés autour des trois grands déterminants observés sur le territoire métropolitain :

- l'existence d'un marché de consommation non dynamique et restreint (faible évolution de la population, paupérisation, hausse de la vacance des logements...) ;
- des conditions d'exploitation qui ne facilitent pas l'activité commerciale (pression fiscale, coût du foncier et des baux commerciaux...) et un environnement défavorable en centre-ville (équipements et services, accessibilité, sécurité...) ;
- un déséquilibre de l'offre commerciale entre la centralité et sa périphérie.

L'ensemble de ces éléments de cadrage démontrent l'importance de la prise en compte de l'urbanisme commercial à l'échelle métropolitaine, l'échelle la plus pertinente pour changer les modes de faire et offrir une réponse efficace aux enjeux qui se dessinent. Afin de répondre aux problématiques commerciales métropolitaines, la métropole a défini les actions suivantes, à travers son agenda du développement économique :

- Objectif à court terme : mettre en œuvre des premiers outils de proximité et lancer le Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial (SDUC métropolitain).
- Objectif à moyen terme : déployer des outils et des expérimentations sur les centres villes.
- Objectif à long terme : redynamiser les centres villes et satisfaire les besoins de proximité des habitants.

Au regard de la saturation commerciale observée sur le territoire métropolitain et du déficit d'attractivité de ses centres villes, il apparaît indispensable de mettre en œuvre des actions pour soutenir le commerce de proximité et redynamiser les centres villes.

L'attractivité des centres villes est une problématique nationale. Certaines Métropoles s'en emparent et développent des programmes d'action visant à aider les communes à agir pour renforcer l'attractivité de leur centre ville

Face à l'aggravation de la vacance commerciale au cœur de villes françaises et leur désertification, l'association « Centre-Ville en mouvement » veut lancer une vaste réflexion nationale sur l'avenir des centres villes et a saisi officiellement le gouvernement pour faire du centre-ville, la « grande cause nationale 2018 ».

Notre jeune Métropole, sur la base des premiers éléments de diagnostic sur son territoire, se veut réactive et également force de propositions.

### **Le Groupe de Travail « Commerces de proximité » de la Conférence des Maires**

Le territoire de la Métropole se caractérise notamment par des cœurs de ville en déficit d'attractivité commerciale, concurrencés par des zones commerciales périphériques. A titre d'illustration, sur des agglomérations de plus de 250 000 habitants en France, 58 % des consommateurs viennent de l'extérieur. Pour le centre-ville de Marseille, ce chiffre s'élève à peine à 18 %.

Des commerces dynamiques et durables sont indispensables à l'attractivité des centres villes, la vie locale des communes et la vitalité de la Métropole. Faire vivre les « commerces de proximité » est une attente forte partagée par les communes et leurs habitants et représente un véritable enjeu de développement économique.

Dans ce cadre, afin de répondre à la problématique de la revitalisation des centres villes, de faire émerger les partages d'expérience et d'identifier les besoins des communes auxquels une réponse métropolitaine peut être apportée, le Vice-Président de la Métropole délégué au développement des entreprises, zones d'activité et commerce, anime un groupe de travail relatif au commerce de proximité dans le cadre de la conférence métropolitaine des maires.

Installé le 22 septembre 2016, ce groupe s'est décliné à ce jour en 6 séances réunissant plus de 400 participants représentant 64 communes. Des ateliers thématiques viennent renforcer les travaux d'ensemble dont l'objectif principal est de co-construire avec les collectivités locales une stratégie de soutien au commerce de proximité, facteur clé de l'attractivité des centres villes.

Orientations identifiées par le groupe de travail :

- Mise en place d'une ingénierie à l'échelle métropolitaine au service des communes pour les assister dans leur stratégie commerciale et dans l'utilisation des outils ;
- Création d'une application relative au commerce de proximité (plateforme dématérialisée) ;
- Elaboration d'un guide métropolitain du commerce de proximité ;
- Mise en œuvre d'actions de promotion et de communication (à destination des locaux vacants)
- Mise en place d'un appui technique pour fédérer les associations de commerçants ;
- Poursuite des ateliers thématiques de partage d'information et de pratiques, et d'approfondissement des problématiques ;

- Développement du partenariat avec les acteurs engagés (conventions avec les chambres consulaires, mobilisation des agences d'urbanisme) ;
- Mise en place et animation des outils stratégiques et d'observation : l'observatoire du commerce et le lancement du Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial métropolitain (SDUC).

### **Le Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial métropolitain (SDUC)**

La Métropole a exprimé en 2017, dans le cadre de l'agenda du développement économique métropolitain et du groupe de travail « Commerces de proximité » (Conférence métropolitaine des Maires), sa volonté de créer un Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial (SDUC). Il s'agit d'un document de référence qui fixe les grandes orientations de politique d'urbanisme commercial sur le territoire de la Métropole. Il est basé sur l'analyse des données de l'offre et des comportements d'achat et cherche notamment à organiser et dimensionner l'appareil commercial de la Métropole en accompagnant le développement urbain du territoire (grands projets ou opérations d'aménagement en centralité). Le SDUC métropolitain aura vocation à orienter les préconisations du SCOT métropolitain en matière d'implantation commerciale. Le SDUC constituera avant tout un outil d'aide à la décision à l'attention des élus du territoire et de l'ensemble des acteurs de l'urbanisme commercial. Il sera réalisé et mis en œuvre par la Métropole en partenariat avec les chambres consulaires (CCIMP et CMAR PACA), les agences d'urbanisme du territoire (AGAM et AUPA), les communes du territoire métropolitains et l'ensemble des acteurs du commerce (fédérations, représentations des enseignes par branche, grandes enseignes alimentaires, propriétaires fonciers, investisseurs...). L'objectif est de finaliser et approuver le SDUC métropolitain début 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de maîtriser le développement de l'armature commerciale de la Métropole et de soutenir le commerce de proximité, facteur de l'attractivité des centres villes.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence approuve la mise en œuvre des actions en faveur du commerce de proximité, proposées dans le cadre de la conférence métropolitaine des Maires.

#### **Article 2 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le lancement du Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial (SDUC) métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 012-2852/17/CM**

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Groupement d'Intérêt Public - Grand Prix de France-Le Castellet - Approbation de la convention et désignation des représentants**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la suspension du Grand Prix de France de Formule 1 en 2008, des acteurs locaux, au premier rang desquels, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ont continuellement manifesté leur volonté de rétablir l'organisation de cette compétition sur le circuit Paul Ricard, eu égard aux retombées économiques et touristiques potentielles attachées à une manifestation d'une telle envergure.

Un Grand prix de Formule 1 pourrait ainsi, être organisé à nouveau en 2018 sur le circuit Paul Ricard près de la commune du Castellet, comme ce fut le cas à plusieurs reprises entre 1971 et 1990.

Vingt-huit ans après la dernière course, cet événement représenterait un formidable enjeu pour nos territoires, en termes de développement économique, de tourisme, mais aussi de rayonnement sportif, culturel et historique.

Dans cette optique, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est à l'initiative de la création d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP) dénommé «Grand Prix de France- Le Castellet ». Ce GIP est constitué, à la date de sa création, de la Région PACA et de la Société Par Action Simplifiée EXCELIS, propriétaire du circuit Paul Ricard. La convention constitutive du GIP, conclue le 16 décembre 2016 entre ses deux membres fondateurs a été approuvée par arrêté préfectoral du Préfet de la Région PACA en date du 9 janvier 2017.

Ce GIP, constitué pour une durée de 10 ans, a fixé son siège social à l'Hôtel de Région, 27 place Jules Guesde, 13 481 Marseille, Cedex 20.

Les droits appartenant aux membres représentent 100% des droits du GIP et sont répartis comme suit à la date de sa création :

- La Région PACA : 98%
- La société EXCELIS : 2%

A la création du GIP, la composition de son assemblée générale se présente comme suit :

- 6 représentants de la Région PACA,
- 1 représentant de la société EXCELIS.

Il est précisé qu'en vertu de la convention constitutive du GIP, la Fédération française du Sport Automobile (FFSA) dispose du statut de personnalité qualifiée et, est invitée à prendre part aux assemblées générales et réunions du conseil d'administration avec voix consultative. Néanmoins, ce statut ne lui confère pas la qualité de membre du GIP.

Conformément à l'objectif poursuivi par un GIP qui est notamment, d'associer des personnes morales de droit public et de droit privé, concernées, en vue d'exercer ensemble des activités d'intérêt général à but non lucratif, en mettant en commun les moyens nécessaires à leur exercice, outre les deux membres fondateurs, le GIP pourrait également, être ouvert aux principales collectivités locales de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

A ce titre, se portent candidats les collectivités et établissements publics suivants :

La communauté d'agglomération de Toulon Provence Méditerranée, dont le siège est sis 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 09,

Le département du Var, dont le siège est sis 390 avenue des Lices, BP1303, 83076 Toulon Cedex,

La Métropole Nice Côte d'Azur, dont le siège est sis 5, rue de l'Hôtel de Ville, 06364 Nice cedex 4,

La chambre de commerce et d'industrie de Région, dont le siège est sis 8 rue Neuve Saint-Martin CMCI, CS 81880, 13222 Marseille,

La chambre de commerce et d'industrie du Var, dont le siège est sis 236, boulevard Général Leclerc, 83000 Toulon,

La communauté d'agglomération du Sud Sainte Baume, dont le siège est sis à la Mairie de Sanary, place de la République, CS 70001, 83112 Sanary sur Mer.

Le Conseil départemental des Bouches du Rhône dont le siège est sis 52 avenue de Saint-Just, 13004 Marseille.

Enfin, la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est sis 58, boulevard Charles Livon, 13007 Marseille,

Par conséquent, cela représente pour notre Métropole, limitrophe du Castellet par le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile, une occasion unique de participer à ce projet de manifestation sportive à rayonnement international, qui relève incontestablement de l'intérêt général, puisqu'il contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives et participe de l'éducation, de la culture, de l'intégration et de la vie sociale comme le rappelle le Code du Sport dans ses principes généraux (articles L100-1 et L100-2).

Il convient de préciser que le projet porte sur cinq Grands Prix de France sur le circuit du Castellet à partir de 2018.

➔ Les missions principales du GIP s'articuleront de la façon suivante :

- Mettre en œuvre les moyens juridiques, financiers techniques et commerciaux en vue de promouvoir l'organisation d'un Grand Prix de Formule 1 sur le Circuit Paul Ricard et trouver les partenaires adéquats,
- Mettre en œuvre toutes actions destinées à démontrer la qualité sportive et organisationnelle du Projet de Grand Prix, populariser la candidature, valoriser et promouvoir l'image des collectivités territoriales organisatrices et du sport automobile et inscrire le projet de Grand Prix de France au service du développement du territoire,
- Etre l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et organismes officiels en charge, d'une manière ou d'une autre, de la désignation des Grands Prix inscrits au calendrier des Championnats du Monde et de la bonne marche de l'évènement,
- Informer le public, par des réunions et publications régulières, de la candidature et de l'évolution des discussions et négociations avec les organismes concernés,
- Concevoir et valoriser tous évènements sportifs et culturels annexes afin de

promouvoir cette candidature, puis chaque édition de l'évènement.

Il est rappelé en outre que du fait de son activité de service public à caractère industriel et commercial, le groupement d'intérêt public sera soumis, conformément à l'article 112 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 tel que modifié par la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, aux règles de la comptabilité privée.

Néanmoins, conformément à l'article 2.2 de la convention constitutive du GIP, postérieurement à la création dudit Groupement, l'acquisition de la qualité de membres du GIP n'est possible qu'après « délibération en ce sens de l'assemblée générale à la majorité des deux tiers ». Il en résulte que les membres du GIP devront voter en faveur de l'intégration de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les conditions précitées.

A l'intégration d'un nouveau membre, conformément à l'article 8.1, la convention prévoit de revoir la répartition des droits au sein du GIP, laquelle est fonction des contributions financières de ses membres.

Sur ce point, l'article 9 de la convention constitutive précise que « les contributions proposées par chacun des membres devront être conformes à l'objet du GIP et validées par le Conseil d'Administration ».

Ainsi, la répartition des contributions après l'intégration des nouveaux membres sus visés, serait la suivante :

- La région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 29,67%
- La société EXCELIS : 0,91%
- La communauté d'agglomération de Toulon Provence Méditerranée : 14,13%
- Le département du Var : 14,13%
- La métropole Nice Côte d'Azur : 14,13%
- La métropole Aix-Marseille-Provence : 10,60%
- La chambre de commerce et d'industrie régionale : 6,97%
- La chambre de commerce et d'industrie du Var : 3,78%
- La communauté d'agglomération du Sud Sainte Baume 2,13%
- Le Département des Bouches du Rhône : 3,53%

S'agissant de la participation de la Métropole Aix Marseille Provence, celle-ci devrait être de 164 400 € en 2017 sur un montant total de 1 700 000 € et de 1 500 000 pour les trois années suivantes sur un montant annuel total de 14 100 000 €.

Après signature de la convention par les parties, Monsieur Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, sera saisi afin d'approuver, par nouvel arrêté, l'intégration de la Métropole Aix Marseille Provence audit GIP.

Le fonctionnement du groupement s'articulera autour d'un Président, d'un Directeur Général et d'une Assemblée Générale qui serait composée de la façon suivante :

- 6 représentants de la région Provence-Alpes Côte d'Azur ;
- 1 représentant de la société EXCELIS ;
- 2 représentants de la communauté d'agglomération de Toulon Provence Méditerranée ;
- 2 représentants du département du Var ;
- 2 représentants du département des Bouches du Rhône ;
- 2 représentants de la métropole Nice Côte d'Azur ;
- 2 représentants de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 1 représentant de la chambre de commerce et d'industrie régionale ;
- 1 représentant de la chambre de commerce et d'industrie du Var ;
- 1 représentant de la communauté d'agglomération du Sud Sainte Baume.

Le GIP serait administré par un Conseil d'Administration, composé au maximum de 12 membres comme suit :

- 3 représentants de la région Provence-Alpes Côte d'Azur ;
- 1 représentant de la société EXCELIS ;
- 1 représentant de la communauté d'agglomération de Toulon Provence Méditerranée ;
- 1 représentant du département du Var ;
- 1 représentant du département des Bouches du Rhône ;
- 1 représentant de la métropole Nice Côte d'Azur ;
- 1 représentant de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 1 représentant de la chambre de commerce et d'industrie régionale ;
- 1 représentant de la chambre de commerce et d'industrie du Var .
- 1 représentant de la communauté d'agglomération du Sud Sainte Baume.

Etant précisé que, le nombre de voix attribuées à chacun des membres au sein du conseil d'administration et de l'assemblée générale est proportionnel au pourcentage de droits.

Ainsi il convient de désigner deux représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'assemblée générale du GIP, ainsi qu'un représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du conseil d'administration du GIP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;
- La loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;
- Le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêts public ;
- L'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêts public ;
- L'arrêté du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 9 janvier 2017 portant approbation de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public « Grand Prix de France – Le Castellet » ;
- La convention constitutive du groupement approuvée par délibération n°16-1051 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, signée le 16 décembre 2016 et notamment son article 2.2 permettant l'acquisition de la qualité de membre du « GIP » de toute personne morale publique ou privée, après délibération à la majorité des deux tiers.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- que la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public, « Grand Prix de France–Le Castellet » dispose que « postérieurement à la création du GIP, peut acquérir la qualité de membre toute personne morale, publique ou privée, après délibération en ce sens de l'assemblée générale à la majorité des deux tiers »,
- l'intérêt pour la Métropole Aix Marseille Provence, d'intégrer ce « GIP »,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intégration de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Groupement d'Intérêt Public

« Grand Prix de France – Le Castellet » aux côtés de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la société EXCELIS.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public et tout document permettant de finaliser l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

**Article 4 :**

Sont désignés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'assemblée générale du GIP :

- M. Jean ROATTA en tant que membre titulaire,
- Mme Dominique VLASTO en tant que membre suppléant.

Est désignée pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au conseil d'administration du GIP :

- M Jean ROATTA en tant que membre titulaire.

**Article 5 :**

Est approuvé le versement d'une contribution maximale de 164 400 € à ce groupement pour l'année 2017.

**Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence et pour les 3 exercices suivants ils sont estimés à 1 500 000 € par an.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Transports,  
Déplacements et Accessibilité"***  
\*\*\*\*\*

**TRA 001-2740/17/CM**

**■ Mise en œuvre de la réforme de la dépenalisation décentralisation du stationnement payant sur voirie au sein des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/4735/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n°2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exercera pleinement la compétence « parcs et aires de stationnement » sur l'intégralité de son territoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A cette date, la réforme de décentralisation et dépenalisation du stationnement payant sur voirie entrera en vigueur au sein de toutes les communes françaises qui disposent de cette compétence. Les objectifs de cette réforme sont multiples. Il s'agit de :

- Mieux lier le stationnement et les politiques de mobilité,
- Confier aux collectivités tous les pans de la politique de stationnement payant,
- Redonner de l'équité, de la cohérence et de l'efficacité aux politiques de stationnement.

Pour ce faire, il convient de donner aux collectivités locales placées au plus près des usagers, la possibilité d'agir sur le stationnement payant sur voirie.

Si aujourd'hui le stationnement est lié à l'exercice du pouvoir de police et que le non-paiement spontané constitue une infraction, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le stationnement relèvera d'une modalité d'occupation du domaine public. Le non-paiement sera assimilé au choix de l'usager, d'opter pour le paiement forfaitaire ultérieur.

Ainsi, par cette réforme, l'amende à 17 € qui s'applique uniformément sur tout le territoire français, sera remplacée par le forfait post stationnement (FPS) dont le montant sera défini librement par les communes, en considérant la pression du stationnement constaté sur leur territoire et plus globalement, la politique de déplacements définie par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Aussi, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, les communes membres disposant de stationnement payant sur voirie devront organiser le stationnement sur voirie, en définissant les barèmes de stationnement et le montant du ou des FPS, ainsi que la durée maximum d'occupation du domaine public. Elles se chargeront de mettre en œuvre les évolutions techniques nécessaires pour ce faire, et pourront si elles le souhaitent, externaliser tout ou partie des prestations concernant la gestion de cette compétence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence émet un avis favorable quant aux montants des FPS définis par les communes du Conseil de Territoire Marseille Provence dont la voirie relève de la Métropole. Un état joint en annexe, présente l'ensemble des FPS approuvés par certaines communes disposant de stationnement payant sur voirie et ayant déjà délibéré.

Du point de vue financier, les recettes inhérentes aux paiements spontanés resteront propriété des communes. Elles continueront à abonder le budget général de ces dernières. Le fruit du FPS sera quant à lui, reversé soit en totalité à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour les villes relevant du Conseil de Territoire Marseille Provence eu égard à ses compétences voirie et mobilité, soit partiellement, pour les communes encore gestionnaires de la voirie (communes hors CT Marseille Provence).

Afin de couvrir les frais de mise en œuvre des FPS engagés par les communes du CT Marseille Provence, la Métropole AMP, reversera une part du FPS à ces dernières. Dans ce cadre, avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année N (2018), les communes du CT Marseille Provence, présenteront à la Métropole Aix-Marseille-Provence, un état de leurs dépenses afin de définir la part des FPS qui devra leur être reversée pour couvrir certaines charges définies par l'article L. 2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour les communes qui dépendent des autres Conseils de Territoires et qui demeurent compétentes en matière de voirie jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020, une convention devra être établie entre chaque commune et la Métropole AMP, avant le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année N et pour la première fois en 2018, fixant la part des recettes issues des FPS qui sera reversée à MAMP, en année N+1, pour l'exercice de ses compétences en matière d'organisation de la mobilité et de voirie d'intérêt métropolitain.

Il est par ailleurs précisé, qu'eu égard à l'article R 2333-120-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, les recettes issues des FPS seront affectées aux opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation. A cet effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence délibérera chaque année, la liste des opérations auxquelles seront affectées ces recettes pour l'année N+1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;



- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 16 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 18 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

Que la réforme de dépenalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

- Que par cette réforme, l'amende à 17 € sera remplacée par le forfait post stationnement (FPS) dont le montant est défini librement par les communes, à l'instar des autres barèmes d'occupation du domaine public.
- Qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, le non-paiement du stationnement sera considéré comme le choix de l'usager d'opter pour le post paiement ;
- Que dans ce contexte, il convient de définir les différentes relations de gestion organisationnelle et financière, entre les communes membres gestionnaires du stationnement payant sur voirie et la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Que la Métropole émet un avis favorable s'agissant des montants de FPS définis par les communes membres ;
- Que les recettes issues des paiements spontanés restent propriété des communes alors que les forfaits post stationnement seront reversés à la Métropole Aix-Marseille-Provence en totalité (communes du CT Marseille Provence) partiellement, pour les communes rattachées aux autres Conseils de Territoire ;
- Qu'une partie du FPS sera reversée aux communes du CT Marseille Provence en considérant les frais de mise en œuvre de la réforme, et que pour les autres communes compétentes en matière de voirie jusqu'en 2020, une convention sera mise en place avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année N, pour traiter de la répartition du FPS entre ces dernières et la MAMP ;
- Que la ressource FPS devra être exclusivement affectée à des opérations destinées à améliorer les transports en

commun ou respectueux de l'environnement et la circulation et qu'à cet effet, la Métropole Aix-Marseille Provence délibérera en année N, avant le 1<sup>er</sup> octobre, la liste des opérations auxquelles seront affectées ces recettes pour l'année N+1.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est pris acte de la mise en œuvre de la réforme de dépenalisation, décentralisation du stationnement payant sur voirie, au sein des communes membres qui la composent et émet un avis favorable quant au montant des FPS définis par ces dernières.

**Article 2 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres disposant de stationnement payant sur voirie, conviennent de mettre en place les relations de gestion organisationnelle et financière conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures utiles au recensement exhaustif des équipements et espaces concernés au titre de cette compétence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 002-2741/17/CM**

**■ Précisions concernant la consistance de la compétence - parcs et aires de stationnement - transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/4152/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n°2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république, la métropole Aix-Marseille-Provence exercera pleinement la compétence « parcs et aires de stationnement » sur l'intégralité de son territoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Afin de garantir la lisibilité de l'action publique et permettre une meilleure compréhension des obligations réciproques des communes et de la Métropole au regard notamment du transfert de cette

compétence, il apparaît nécessaire de préciser la consistance de celle-ci.  
En effet, il convient de mieux définir ce que sont les parcs et les aires de stationnement.

#### **Parc de stationnement :**

Un parc de stationnement est défini comme « un emplacement qui permet le remisage des véhicules automobiles et de leurs remorques en dehors de la voie publique, à l'exclusion de toute autre activité. Il peut se trouver dans un immeuble bâti en superstructure (partie en élévation à l'air libre) ou en infrastructure (partie enterrée ou en dessous du sol artificiel, dalle par exemple), sur une aire aménagée ou non pour le stationnement, sur une terrasse d'un immeuble, sous un immeuble bâti ».

Il convient à ce stade de rappeler que seuls les parcs publics sont concernés.

#### **Aires de stationnement:**

Les aires de stationnement sont définies comme les espaces affectés exclusivement au stationnement des véhicules, aménagés à cette fin, et à l'intérieur desquels la circulation routière est limitée, qu'ils soient gratuits ou payants.

Ces espaces doivent être situés en dehors de la voirie et trois critères cumulatifs doivent être réunis :

- domanialité publique du bien ;
- identification d'une entrée et d'une sortie ;
- zone non dédiée à un équipement public ou un usage spécifique.

Donc ne sont pas considérées comme aires de stationnement :

- les espaces de stationnement qui forment une unité fonctionnelle avec un équipement public municipal (parking d'un stade...), et qui sont principalement utilisés par les usagers de ces derniers ou des agents contribuant à leur exploitation ;
- les espaces de stationnement situés sur la voirie ou sur ses dépendances, ou qui en constituent l'accessoire.

Il est précisé que les aires de stationnement actuellement gratuites, le resteront dans la majorité des cas à l'issue du transfert.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 16 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 18 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que pour garantir la lisibilité de l'action publique et permettre une meilleure compréhension des obligations réciproques des communes et de la Métropole au regard notamment du transfert de la compétence « parcs et aires de stationnement » sur l'intégralité de son territoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, il apparaît nécessaire de préciser la consistance de cette compétence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est précisée la consistance de la compétence « parcs et aires de stationnement » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1<sup>er</sup> janvier 2018, telle que proposée dans la présente délibération.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes les mesures utiles au recensement exhaustif des équipements et espaces concernés au titre de cette compétence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 003-2742/17/CM**

**■ Approbation de tarifs promotionnels destinés aux opérations de promotion et de valorisation des réseaux de transport en commun métropolitains  
MET 17/4645/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux engagements pris dans l'Agenda de la Mobilité, il convient d'attirer de nouveaux usagers sur les différents modes de transport en commun et sur les services de modalité alternatifs.

A ce titre, il est nécessaire de proposer, lors d'actions ciblées organisées et pilotées par la Métropole, des titres de transport promotionnels permettant de faire découvrir aux usagers ces nombreux services de mobilité.

Afin d'atteindre cet objectif, il est proposé, à l'instar d'une offre découverte 6 voyages gratuits commercialisée sur le Réseau CARTREIZE depuis plusieurs années à destination des salariés des zones d'activité, de dupliquer par la présente délibération cette offre sur chacun des réseaux de transport urbain existant sur le territoire.

Ces offres promotionnelles seront distribuées exclusivement dans le cadre d'opérations de promotion de la mobilité organisées par la Métropole en échange des coordonnées individuelles des bénéficiaires afin de nourrir la base de données clients.

Dans le même esprit, il est proposé d'uniformiser les modalités d'obtention des cartes de transport en commun qui sont actuellement différentes en fonction des réseaux (cartes gratuites sur le réseau de la RTM, carte payante sur le réseau Aix en Bus...). Cette mesure, visant à fabriquer et délivrer gratuitement une carte aux usagers sur tous les réseaux de transport urbain métropolitains, devrait pouvoir inciter davantage les administrés métropolitains à s'équiper de carte de transport et permettrait également d'enrichir la base de données clients de la mobilité.

De même, afin de favoriser le développement des modes actifs et notamment du vélo, il est proposé de créer pour le système de vélo en libre-service présent sur la commune de Marseille un système de coupons promotionnels permettant d'accéder gratuitement à un abonnement 7 jours sans aucun frais de location dans la limite de locations n'excédant pas 24h.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1111-8 et R1111-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où il le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de proposer lors d'actions ciblées organisées et pilotées par la Métropole des titres de transport promotionnels permettant de faire découvrir aux usagers ces nombreux services de mobilité ;
- Qu'il est proposé, à l'instar d'une offre découverte 6 voyages gratuits commercialisés sur le Réseau CARTREIZE depuis plusieurs années à destination des salariés des zones d'activité de dupliquer par la présente délibération, cette offre sur chacun des réseaux de transport urbain existant sur le territoire ;
- Qu'il est proposé d'uniformiser les modalités d'obtention des cartes de transport en commun qui sont actuellement différentes en fonction des réseaux (cartes gratuites sur le réseau de la RTM, carte payante sur le réseau Aix en Bus...). Cette mesure, visant à fabriquer et délivrer gratuitement une carte aux usagers sur tous les réseaux de transport urbain métropolitains, devrait pouvoir inciter davantage les administrés métropolitains à s'équiper de carte de transport et permettrait également d'enrichir la base de données clients de la mobilité ;
- Qu'il est proposé de créer pour le système de vélo en libre-service présent sur la commune de Marseille un système de coupons promotionnels permettant d'accéder gratuitement à un abonnement 7 jours sans aucun frais de location dans la limite de locations n'excédant pas 24h.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la création d'un Pass découvertes gratuit 6 voyages pour les réseaux suivants :

- RTM
- Aix en Bus
- Pays d'Aix mobilité
- Ulysse
- Libeabus

Les conditions de distribution de ce Pass promotionnel sont conditionnées par l'organisation d'opérations promotionnelles conduites par la Métropole et par la nécessité de fabriquer une carte de transport personnalisée.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le principe visant à délivrer gratuitement l'ensemble de cartes de transport des réseaux urbains et interurbains métropolitains. Les montants fixés pour la délivrance des duplicatas restent inchangés.

#### **Article 3 :**

Est approuvé pour le service de vélo en libre-service un système de coupons promotionnels permettant d'accéder gratuitement à un abonnement 7 jours sans aucun frais de location dans la limite de locations n'excédant pas 24h.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 004-2743/17/CM**

##### **■ Déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation d'une convention et d'un avenant MET 17/4936/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La création d'abonnements de transport illimités pour tous les réseaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence est un des premiers engagements de l'Agenda à être tenu et une première concrétisation du découplage des réseaux promis par la Métropole.

Si la Métropole développe déjà depuis plus d'une dizaine d'années des titres de transport permettant de combiner l'usage de plusieurs réseaux de transports, elle a souhaité aller plus loin en faveur de l'intermodalité et développer avec la région PACA une gamme tarifaire multimodale zonale à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans ce cadre, les deux Autorités Organisatrice se sont accordées pour déployer progressivement à compter de 2018 des abonnements permettant de voyager sur tous les réseaux de transport du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un abonnement mensuel grand public sera ainsi mis en œuvre dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2018. Il permettra à son

titulaire d'enchaîner pour le même prix et sur l'ensemble du territoire de la Métropole, parcs-relais, bus, vélos, métro, tramway, autocars et TER.

Son tarif sera fixé à 73 euros TTC par mois, bien inférieur à la juxtaposition des tarifs de chaque réseau. Avec la part prise en charge par l'employeur dans le cadre de la prime transport, le prix payé par l'utilisateur salarié ne dépassera pas les 36,50 euros TTC par mois.

Ce Pass s'adressera à près de 12 000 clients réguliers utilisant chaque jour l'offre multimodale pour se déplacer sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Pour la majorité des usagers, ce niveau de prix représente une diminution par rapport aux tarifs de leurs abonnements multimodaux actuels. A titre d'exemple, l'abonnement Aix-Marseille ou Vitrolles Marseille par Car associant les réseaux urbains d'origine et destination coûtent aujourd'hui respectivement 87,80 € et 79,60 €.

Cet abonnement est également une opportunité pour un grand nombre d'usagers monomodaux des lignes TER ou Carreze qui pourront basculer pour quelques euros de plus sur cette formule métropolitaine leur permettant de voyager librement et tous les jours sur tous les réseaux de transport du territoire de la Métropole.

Dès septembre 2018, un abonnement annuel et une formule annuelle mensualisée viendront compléter la gamme pour un tarif de 816 euros TTC par an soit 68 euros par mois.

Les tarifs multimodaux inférieurs à ces nouveaux tarifs seront maintenus pendant un an. Les tarifs publics monomodaux resteront quant à eux inchangés lorsqu'ils sont moins chers.

Ces produits métropolitains seront vendus dans de nombreux points du territoire. Dans un premier temps, huit agences commerciales (Gares Routières d'Aix en Provence, Marseille, Aubagne, Salon, Vitrolles, la Ciotat et les agences commerciales de Martigues et Miramas) et vingt-trois points de ventes SNCF (gares ferroviaires) seront équipés des outils billettiques nécessaires pour pouvoir vendre et assurer le service après-vente de ce produit multimodal. Celui-ci sera également vendu dans les distributeurs de la RTM.

La SNCF et la RTM seront chargées de centraliser les recettes et procéder à leur reversement auprès de la Métropole.

La description de la gamme tarifaire, les tarifs, les modalités de vente et les principes de répartition de recettes sont définis par convention.

Les résultats de l'étude conduite pour définir les conditions de mise en œuvre de ces nouveaux Pass ont permis d'établir les incidences financières et les modalités initiales de répartition des recettes à

hauteur de 65% pour la Métropole et 35% pour la Région. Les deux Autorités Organisatrices ont convenu d'établir par ailleurs un suivi et bilan partagé des ventes et de l'usage de ces nouveaux titres afin de procéder aux ajustements des dispositions financières si cela s'avérait nécessaire. Un Comité de suivi est constitué à cet effet en vue d'assurer le suivi de l'exécution de la convention, conclue pour une durée de cinq ans renouvelable.

Enfin, les deux autorités organisatrices ont souhaité prolonger de deux ans à compter du 26 novembre prochain l'actuelle convention conclue en 2015 permettant aux titulaires de Pass XL d'emprunter librement, outre le réseau RTM, les TER entre toutes les gares situées sur Marseille, donnant lieu à un financement de la Métropole au Conseil Régional de 234 keuros par an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 003-13/19/15/CC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 25 septembre 2015 approuvant la convention conclue avec la région Provence Alpes Côte d'Azur pour l'utilisation des TER sur les communes de Marseille et Septèmes- les- Vallons par les titulaires de Pass ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 16 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 18 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent répondre durablement aux besoins de mobilité des habitants en facilitant l'usage des transports en commun et le passage d'un réseau à un autre ;
- Que les deux Autorités Organisatrices ont souhaité poursuivre leur action en matière d'intermodalité en prolongeant les accords actuels de la convention relative à l'utilisation des TER sur les communes de Marseille et Septèmes les Vallons par les titulaires de Pass XL et conclure une nouvelle convention relative à la mise en place d'une tarification multimodale de type zonale sur le périmètre de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la mise en place d'une tarification multimodale de type zonale sur le périmètre de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant 1 ci-annexé à la convention conclue avec le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur pour l'utilisation des TER sur les communes de Marseille et Septèmes- les-Vallons par les titulaires de Pass XL

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

#### **Article 4 :**

Les recettes seront constatées au budget annexe Transport de l'exercice 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 005-2744/17/CM**

**■ Approbation de produits libre circulation sur les réseaux urbains et interurbains métropolitains pour l'opération « Mobile sans ma voiture 2017 » MET 17/4911/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'opérateur d'autopartage Citiz pour participer à l'opération « Mobile sans ma voiture » qui se déroulera du 18 novembre au 16 décembre 2017. Cette opération consiste à proposer à une centaine de volontaires de se séparer de leur véhicule personnel pendant un mois. En échange, les partenaires de l'opération offriront, sur la période, la gratuité des transports en commun et des offres de voitures et de vélos partagés (Citiz, Twizy, Le Vélo,...).

L'objectif est de démontrer de manière ludique qu'un quotidien sans véhicule individuel est possible. À ce titre, cette opération d'initiative associative s'inscrit dans les objectifs de l'agenda de la mobilité métropolitaine, approuvé par le Conseil le 15 décembre 2016, qui vise à diminuer le nombre de trajets automobiles en coordonnant toutes les offres alternatives, publiques et privées. L'intérêt de l'opération est également de s'adresser aux particuliers et de les encourager à tester de nouveaux usages, en valorisant l'offre de services existante actuellement, sans attendre la création de nouvelles infrastructures.

Aussi, il convient par la présente délibération d'approuver des produits libre circulation dédiés spécifiquement à cette opération permettant aux volontaires de pouvoir utiliser pendant la durée de cette expérimentation les services de transport urbains et interurbains de la Métropole suivants :

- Cartreize,
- RTM
- Pays d'Aix Mobilité,
- Aix en bus,
- Bus de l'étang,
- Ulysse,
- Libébus,
- Lignes de l'Agglo,
- Le vélo en libre-service
- Ulysse.

Le coût supporté par la Métropole pour cette opération de promotion et de découverte de l'offre de mobilité métropolitaine est estimé à 20 000€ TTC

Cette opération sera précédée par une campagne de communication et suivie par une démarche d'évaluation. Pour des raisons de calendrier, l'opération 2017 s'adresse en priorité à des ménages marseillais mais une opération 2018 pour un public métropolitain est prévue, en fonction des résultats obtenus.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Pays d'Aix du 12 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 16 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 18 octobre 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du pays de Martigues du 12 octobre 2017 ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que cette opération s'inscrit dans le champ de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, votée en décembre 2016, qui vise à diminuer le nombre de trajets automobiles en coordonnant toutes les offres alternatives, publiques et privées.
- Qu'il convient par la présente délibération d'approuver un produit libre circulation dédié spécifiquement à cette opération permettant aux volontaires de pouvoir utiliser en libre circulation pendant la durée de cette expérimentation les services de transport urbains et interurbains métropolitains et le Vélo en libre-service

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée la création, pour l'opération « Mobile sans ma voiture 2017 », de produits libre circulation mensuels délivrés pour les réseaux suivants :

- Cartreize,
- RTM
- Pays d'Aix Mobilité,
- Aix en bus,
- Bus de l'étang,
- Ulysse,
- Libébus,
- Lignes de l'Agglo,
- Le vélo en libre-service
- Ulysse.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 006-2745/17/CM**

#### **■ Création de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Abrogation de la délibération TRA 014-2338 17 CM du 13 juillet 2017 MET 17/4694/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus.

Dans ce cadre, par délibération n°TRA 014-2338/17/CM du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé sa commission intercommunale pour l'accessibilité, présidée par le Président de la Métropole et composée d'un collège associatif, d'un collège d'élus, membres des Conseils de Territoire, et d'un collège de Vice-Présidents de la Métropole.

Toutefois, compte tenu des missions de cette commission, il est souhaitable, voire nécessaire, d'ouvrir ce dernier collège à des membres du Bureau métropolitain dont les domaines d'intervention sont en lien avec les problématiques d'accessibilité.

Dans ces circonstances, il convient d'abroger la délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 014-2338/17/CM du 13 juillet 2017 et de délibérer sur la création et la composition de la commission intercommunale pour l'accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En application des dispositions de l'article L.2143-3 du CGCT précité, cette commission consultative, présidée par le Président de la Métropole, est composée notamment :

- de représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- de représentants d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap (notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique),

- de représentants d'associations ou organismes représentant les personnes âgées,

- de représentants des acteurs économiques,

- et de représentants d'autres usagers.

I - Elle a pour missions de :

- dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports ;

- établir un rapport annuel présenté en Conseil métropolitain ;

- faire toutes les propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant ;

- tenir à jour, par voie électronique, la listes des établissements recevant du public (ERP) situés sur le territoire intercommunal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées ;

- organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

Par ailleurs, la commission est destinataire :

- des projets d'agendas d'accessibilité programmée concernant les ERP situés sur le territoire intercommunal ;

- des documents de suivi définis par le décret prévu à l'article L.111-7-9 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'attestation d'achèvement des travaux prévus dans l'agenda d'accessibilité programmée, quand l'agenda d'accessibilité programmée concerne un ERP recevant du public sur le territoire intercommunal ;

- pour les services de transport ferroviaire, des schémas directeurs d'accessibilité – agendas d'accessibilité programmée prévus à l'article L.1112-2-1 du Code des Transports quand ils comportent un ou plusieurs ERP situés sur le territoire intercommunal ainsi que des bilans des travaux correspondant à ces schémas directeurs d'accessibilité – agendas d'accessibilité programmée prévus à l'article L.1112-2-4, I du même code.

Enfin, la Commission intercommunale pour l'accessibilité et les commissions communales pour l'accessibilité, lorsqu'elles existent, veillent à la cohérence des constats qu'elles dressent.

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil de se prononcer sur les principes de composition et de fonctionnement de cette commission.

II-1/ La commission intercommunale pour l'accessibilité se compose de trois collèges, fonctionne avec des groupes de travail et chaque membre dispose d'un suppléant. En cas de vote, le Président de la commission dispose d'une voix prépondérante.

II-1-1 Un collège composé de 11 Vice-Présidents et de 3 membres du Bureau métropolitain, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité :

- Mobilité, Déplacements, Transports
- Habitat, Logement et Politique de la ville
- Espace Public et Voirie
- Territoire numérique et Innovation technologique
- Promotion et Développement du Tourisme
- Patrimoine, Logistique et Moyens Généraux
- Développement des entreprises, Zones d'Activités, Commerce et Artisanat
- Sports et Equipements sportifs
- Equipements d'Intérêt Métropolitain
- Culture et Equipement culturels
- Ports et infrastructures portuaires
- Enseignement Supérieur, Recherche et Santé
- Emploi, Insertion, Economie sociale et solidaire
  
- Grands événements métropolitains

Tout autre Vice-Président ou membre du Bureau métropolitain dont la délégation viendrait à être concerné par l'accessibilité, pourrait être sollicité ultérieurement.

II-1-2 Un collège de 18 élus, membres des Conseils de Territoire, garants de la proximité avec les personnes handicapées (trois élus par Conseil de Territoire) :

Chaque groupe d'élus du territoire pourra inviter la Commission ou ses groupes de travail à partager avec ses partenaires des problématiques locales d'accessibilité. Ainsi, la coordination entre commissions communales et commission intercommunale, prévue par la loi, sera rendue possible.

II-1-3 Un collège dit « associatif » de 18 associations et organismes, répartis en trois sous collèges pour respecter les termes de la loi :

- un collège représentant les personnes handicapées

Dix associations qui seront proposées par le mouvement inter-parcours handicap 13.

Du fait du très grand nombre d'associations du handicap, ce mode de désignation permet d'assurer une grande transparence et l'objectivité de la Métropole.

Le mouvement Parcours devra respecter les termes de la loi en proposant une association représentative du handicap physique, une du handicap visuel, une du handicap auditif, une du handicap cognitif, mental ou psychique.

Pour répondre à la composition des groupes de travail (voir les modalités de fonctionnement de la CIA ci-après), il désignera également une association spécialisée dans la problématique transport, une dans l'habitat, une dans les questions culturelles, une dans les activités sportives, une dans l'emploi protégé et une dans l'emploi ordinaire.

Soit un total de dix associations représentatives des personnes en situation de handicap.

- un collège représentant les personnes âgées

Trois associations dont deux regroupant des associations représentatives des retraités et l'une intervenant dans les activités de proximité auprès des personnes âgées.

- un collège représentant les acteurs économiques et les usagers

Cinq représentants dont trois représentants des chambres consulaires ou comités départementaux, un représentant des familles et un représentant du conseil de développement.

Toute association, tout collectif d'associations ou tout autre organisme intervenant dans le champ de l'accessibilité pourra, à tout moment, demander son intégration dans la Commission en faisant acte de candidature auprès du Président de celle-ci.

Monsieur le Président du Conseil de la Métropole arrêtera la liste des membres de la Commission. Il pourra également nommer, par arrêté, un conseiller métropolitain de son choix afin de le représenter à la présidence de la commission.

II-2/ Afin de remplir ses missions, il est proposé que la Commission fonctionne sur la base des principes suivants :

- la coordination générale et le pilotage de la Commission sont assurés par le Président de la Commission (à savoir le Président de la Métropole ou l' élu désigné à cet effet), avec le support d'un service dédié à l'accessibilité et, dans les Directions Générales Adjointes, d'un réseau de correspondants



identifiés pour lesquels la fonction « accessibilité » figure sur la fiche de poste ;

- la constitution de groupes de travail par thématiques traitées dans le cadre de la Commission afin de faciliter les échanges et d'approfondir les enjeux relatifs à un domaine de compétence. Il est proposé que ces groupes de travail soient composés d'au moins un membre de chaque collège de la Commission, des correspondants des directions et de personnes qualifiées ne siégeant pas au sein de la commission mais dont la participation pourrait être jugée utile.

Les thématiques retenues pour la constitution des groupes de travail sont les suivantes :

Transport - mobilité - Espaces publics : transports ordinaires et transport adaptés, chaîne du déplacement

ERP : base de données et suivi de l'accessibilité des ERP existants ou à venir

Habitat - logement : logements adaptés et accessibles

Emploi : emploi protégé et emploi ordinaire, emploi public et emploi privé

Vivre ensemble : activités sportives et culturelles, tourisme, nouvelles technologies, sensibilisations, manifestations diverses

Soit cinq groupes de travail.

Ces groupes pourront évoluer en fonction du programme de travail que se fixera annuellement la Commission. Ainsi, d'autres groupes de travail pourront être créés au sein de cette Commission, en particulier autour de thèmes qui nécessitent plus de transversalité.

Chaque groupe fonctionnera selon la fréquence et le mode de fonctionnement nécessaires à sa thématique : par projet, par réseau, par territoire, par sous-groupe, etc.

Pour autant, la cohérence globale du dispositif sera assurée par le Président et une commission plénière qui se réunira à minima une fois par an. La cohérence des outils de planification (SDAT, PAVE, Ad'AP, PDU, PLH, PLU/PLUi, SIG) devra être aussi une préoccupation permanente.

Le rapport annuel de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité fera état des divers thèmes et sujets abordés. Il sera soumis à l'approbation de la commission, en séance plénière, puis du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2143-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA 014-2338/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant création de la commission intercommunale pour l'accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que, par délibération n°TRA 014-2338/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé sa commission intercommunale pour l'accessibilité, présidée par le Président de la Métropole et composée d'un collège associatif, d'un collège d'élus, membres des Conseils de Territoire, et d'un collège de Vice-Présidents de la Métropole ;
- Que toutefois, compte tenu des missions de cette commission, il est souhaitable, voire nécessaire, d'ouvrir ce dernier collège à des membres du Bureau métropolitain dont les domaines d'intervention sont en lien avec les problématiques d'accessibilité ;
- Qu'il convient, notamment pour ce motif, d'abroger la délibération précitée et de délibérer sur la création et la composition de la commission intercommunale pour l'accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 014-2338/17/CM du 13 juillet 2017.

## **Article 2 :**

Est approuvée la création de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **Article 3 :**

Sont approuvés les principes de composition et de fonctionnement de la Commission tels qu'expliqués ci-avant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 007-2746/17/CM**

#### **■ Approbation d'un schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public MET 17/4901/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe), en lien avec la politique d'égalité des territoires, marque la volonté du gouvernement de renforcer l'accessibilité des services au public. Il s'agit de mieux répondre aux usagers qui ont des difficultés à accéder aux transports, aux commerces de proximité, aux services de l'emploi, et de manière générale aux services qu'ils soient publics ou privés.

Un chapitre de la loi sur la décentralisation est entièrement consacré à ce sujet en prévoyant l'approbation de schémas départementaux d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP).

Depuis octobre 2016, une démarche partenariale a été engagée, pilotée par l'Etat et le Conseil départemental, en associant la Région, la Métropole, les EPCI, et les opérateurs de services et les autres partenaires concernés.

A l'issue d'une analyse territoriale réalisées par l'INSEE, les d'objectifs du Schéma ont été précisés pour s'adapter au contexte des Bouches du Rhône :

- Mieux répondre aux attentes des usagers en renforçant et en harmonisant des services publics de proximité, pour les rendre plus lisibles
- Mettre en cohérence les stratégies des opérateurs publics et privés, des collectivités territoriales, de l'Etat pour améliorer la coordination et la présence des services publics sur l'ensemble du territoire départemental
- Elargir le périmètre de services utiles au quotidien, qu'ils soient marchands ou non marchands

Le schéma permet d'identifier et de hiérarchiser les services réellement essentiels du point de vue des habitants, de repérer leurs principales carences en

matière de présence et d'accessibilité grâce à une analyse territoriale.

Il permet enfin d'apporter des réponses à ces manques identifiés et ce dans un contexte de rationalisation de la présence physiques des services publics et privés.

Le plan d'actions du schéma, validé lors du comité de pilotage de mai 2107, a déterminé quatre orientations stratégiques :

- 1 Améliorer l'offre d'accès physique aux services au public
- 2 Développer l'offre d'accès numérique aux services publics
- 3 Garantir une offre sanitaire et sociale accessible à la population
4. Prendre en compte les besoins d'accès aux services publics des publics les plus fragiles

Le projet de schéma est transmis, pour avis, aux organes délibérants des EPCI du Département, au Conseil Régional ainsi qu'à la Conférence territoriale de l'action publique. Après avoir été éventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis, il sera soumis pour approbation au Conseil Départemental des Bouches du Rhône

A l'issue de ces délibérations, le Préfet arrêtera définitivement le Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au Public.

Les différents organismes associés lors de l'élaboration du schéma participeront à sa mise œuvre, en tant que partenaires ou maîtres d'ouvrages des actions

C'est dans cette perspective que le Conseil de la Métropole est invité, par la présente délibération, à émettre un avis favorable à l'adoption du Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Oùï le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que la proposition de Schémadépartemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public présenté en annexe du présent rapport est conforme aux attentes de la Métropole en la matière
- Que le programme des actions à mener dans le cadre de l'agenda métropolitain de la mobilité est concordant avec les objectifs de ce Schéma départemental

### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est émis un avis favorable à l'approbation du Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public présenté en annexe de la délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 008-2747/17/CM**

■ **Approbation du principe d'une délégation de service public pour la construction et l'exploitation d'une station d'avitaillement Gaz Naturel pour véhicules à l'Anjoly à Vitrolles pour les besoins du dépôt des Bus de l'Etang et ouverte aux professionnels du transport**  
**MET 17/4794/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence va organiser la création d'une station GNV (gaz naturel pour véhicules) à Vitrolles – l'Anjoly en 2018.

Ce projet permettra d'avitailer en GNV le nouveau dépôt des Bus de l'Etang construit en 2018 et de créer une station GNV publique, ouverte à tous véhicules, notamment les poids lourds.

Cette opération se réalise sur un emplacement stratégique pour les flux routiers métropolitains, sur la zone d'activités de Vitrolles L'Anjoly, aux abords immédiats de l'autoroute A7 et du pont de l'Anjoly.

Le terrain est occupé par le parking public poids lourds de l'Anjoly, dont une parcelle a été détachée pour la construction du dépôt des Bus de l'Etang.

La future station GNV, qui sera construite et exploitée par un opérateur spécialisé, sera implantée entre le dépôt de bus et le parking poids lourds, ce dernier faisant l'objet d'un réaménagement qualitatif.

Ce type de configuration associant une station GNV publique et une station dédiée au dépôt de bus a été adopté par plusieurs réseaux de transport urbains français ayant équipé leur flotte de bus en motorisation GNV.

La motorisation GNV offre par rapport au diesel des avantages en matière environnementale (disparition des particules fines, baisse importante des émissions de Nox). Elle procure également une baisse notable du niveau sonore des moteurs et offre un avantage économique pour l'exploitation des réseaux (diminution d'environ 30 % des frais de carburant, par rapport au gazole).

La Métropole Aix-Marseille-Provence se met en conformité avec les obligations imposées aux collectivités territoriales par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Elle met en application le programme défini dans son Agenda métropolitain de la mobilité adopté en décembre 2016.

Un montage juridique approprié permettra, au sein d'une délégation de service public globale :

- de construire et d'exploiter la station GNV,
- d'avitailer le dépôt des Bus de l'Etang attenant,
- d'avitailer les poids lourds et autres véhicules (notamment les flottes GNV des collectivités, bennes à ordures) dans une station GNV publique,
- de maintenir la présence d'un parking poids lourds public rénové.

#### **A) Rappel des obligations découlant de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) – Article 37**

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) a pour ambition un changement de paradigme énergétique en France, tous secteurs confondus, et révisé pour cela les objectifs de la politique énergétique nationale. Il s'agit de favoriser l'émergence d'une économie compétitive et « verte », assurer la sécurité d'approvisionnement, maintenir un prix de l'énergie compétitif, préserver la santé humaine et l'environnement et lutter contre la précarité énergétique. L'Etat et les collectivités doivent notamment veiller à maîtriser la demande d'énergie, diversifier les sources d'énergie et réduire le recours aux énergies fossiles.

Les dispositions de la loi relative au secteur des transports fixent un ensemble d'orientations qui visent à transformer ce secteur, et qui sont ensuite déclinées en mesures concrètes. Parmi celles-ci, figurent notamment la priorité donnée au développement des

transports en commun à faibles émissions de gaz à effet de serre (GES) et de polluants atmosphériques.

Selon l'article 37 (Art. L. 224-8 du Code de l'Environnement) :

« L'Etat, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements, le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la métropole de Lyon, lorsqu'ils gèrent directement ou indirectement un parc de plus de vingt autobus et autocars pour assurer des services de transport public de personnes réguliers ou à la demande, acquièrent ou utilisent lors du renouvellement du parc, dans la proportion minimale de 50 % de ce renouvellement à partir du 1er janvier 2020 puis en totalité à partir du 1er janvier 2025, des autobus et des autocars à faibles émissions définis en référence à des critères fixés par décret selon les usages desdits véhicules, les territoires dans lesquels ils circulent et les capacités locales d'approvisionnement en sources d'énergie. »

Le décret n° 2017-23 du 11 janvier 2017 pris pour l'application de l'article L. 224-8 du code de l'environnement définit les critères caractérisant les autobus et autocars à faibles émissions prévus par l'article 37 de la loi TECV. Ce décret précise les critères à respecter par ces véhicules à faibles émissions selon les usages, les territoires dans lesquels ils circulent et les capacités locales d'approvisionnement en source d'énergie.

## **B) Les orientations de l'Agenda métropolitain de la mobilité**

L'Agenda métropolitain de la mobilité a été adopté le 15 décembre 2016 par le Conseil de Métropole. Proposant d'apporter une réponse à l'enjeu métropolitain prioritaire que constituent les déplacements et la mobilité, l'Agenda de la mobilité métropolitaine donne une vision stratégique globale et cohérente de la mobilité à l'échelle métropolitaine et propose un calendrier de déroulement des actions devant concourir à sa mise en œuvre.

Parmi les objectifs de l'Agenda figure le développement quantitatif et qualitatif de l'offre de services de transport public afin de proposer des solutions alternatives à l'omniprésence automobile et à ses effets néfastes (congestion et saturation des réseaux routiers, pollution de l'air due aux transports, temps perdu dans les embouteillages, insécurité routière, etc.).

L'Agenda engage la Métropole vers une sortie progressive du diesel, vers un réseau mixte électrique - biogaz, avec environ 2000 cars et bus en circulation à faire évoluer :

### **1) Une sortie progressive du diesel :**

Outre ces objectifs de développement quantitatif et qualitatif des transports collectifs, l'Agenda se fixe notamment comme objectif de sortir progressivement du diesel dans les transports en commun, face à la

mauvaise qualité chronique de l'air dans la Métropole et conformément aux orientations de la loi de Transition énergétique pour la croissance verte.

Deux types d'énergies constitueront a priori le futur « mix énergétique » : l'électricité, priorisée en milieu urbain, et le gaz naturel pour véhicule (GNV) pour les liaisons interurbaines.

Les motorisations associées permettront une baisse des émissions de gaz polluants (quasi-disparition des particules fines, diminution des oxydes d'azote ou NOx..) et une amélioration du confort et du bruit, que ce soit à bord, pour les passagers et les conducteurs, ou pour les riverains et passants.

### **2) Vers un réseau mixte électrique - biogaz :**

Sur la Métropole, tous les choix ne sont pas figés, mais l'option électrique est retenue pour les bus de la RTM (600 véhicules), le BHNS d'Aix-en-Provence (15 véhicules, avec solution de recharge dite d'opportunité, aux terminus de la ligne).

Quant à la technologie GNV, elle est, pour les bus, parfaitement fiable, sécurisée et d'un surcoût limité.

Des autocars GNV existent aussi dans le catalogue de quelques constructeurs et des nouveaux modèles vont être mis sur le marché (IVECO, Man, Mercedes, Scania, ...).

La valorisation du biogaz issu des stations d'épuration est actuellement à l'étude : on estime qu'environ 250 bus pourraient ainsi circuler au biogaz renouvelable, produit localement.

### **3) Environ 2000 cars et bus en circulation à faire évoluer :**

Cette transition énergétique est un défi majeur qu'entend relever la Métropole, pour le parc de véhicules, mais aussi pour les quelques 36 dépôts à équiper en stations de recharge gaz ou électrique.

L'aménagement de stations GNV dans les dépôts de transports en commun pourrait contribuer au développement de cette énergie dans les flottes de véhicules spécifiques des collectivités (camion benne, bennes à ordures ménagères...), mais aussi pour l'activité logistique en ville.

Au vu de ces enjeux, l'Agenda a pour ambition de faire rouler ses bus et cars au biogaz et à l'électricité, à hauteur de 15 % en 2020 et 50 % en 2025.

## **C) Vitrolles l'Anjoly : une station d'avitaillement GNV alimentant le dépôt des Bus de l'Étang couplée à une station GNV publique accessible aux poids lourds**

### **1) Le réseau des Bus de l'Étang**

Les Bus de l'Étang sont un réseau de transport en commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence desservant huit communes de l'Est de l'étang de Berre : Berre-l'Étang, Gignac-la-Nerthe, Les Pennes-Mirabeau, Marignane, Rognac, Saint-Victoret, Velaux et Vitrolles.

Les Bus de l'Étang étaient à l'origine gérés par le SMITEEB, le Syndicat mixte des transports de l'Est de

l'étang de Berre (auquel participait l'Agglopro Provence, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole).

Le 1er janvier 2016, les trois intercommunalités responsables du réseau ont été fusionnées au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, devenue unique autorité organisatrice de la mobilité durable, et le SMITEEB a été dissous.

Le réseau est exploité dans le cadre d'une convention de délégation de service public (DSP) pour l'exploitation et la gestion du service public de transport urbain (le délégataire est la société des Autobus de l'Etang, une société du groupe Transdev) d'une durée de 8 ans à compter du 1er janvier 2013. L'offre de transport est constituée de 14 lignes, plus une nouvelle ligne BHNS (Zénibus). On distingue :

- Les lignes essentielles (le BHNS Zénibus Marignane-Les Pennes-Mirabeau et la ligne 4) avec une fréquence de passage de 7 à 15 mn ;
- Les lignes principales (lignes 5, 7, 11, 12) avec une fréquence de passage de 20 à 30 mn
- Les lignes de proximité (1, 2, 3, 6, 8, 9, 10, 13, 14) avec une fréquence variable (de 20 mn à 60 mn).

## **2) Le nouveau dépôt des Bus de l'Etang en construction à l'Anjoly**

Le dépôt actuel situé 37, rue d'Athènes à Vitrolles (dépôt Transprovence) se trouve sur la zone d'emprise du projet de ZAC Vitrolles Cap Horizon ; le dépôt doit être transféré sur le secteur de l'Anjoly, voie du Portugal, à l'extrémité sud de l'avenue de l'Europe. Il occupera une partie du terrain affecté à un parking poids lourds public gratuit. Une restructuration de ce parking poids lourds permettra de conserver un nombre de places de stationnement équivalent. Le nouveau dépôt permettra d'accueillir 50 bus du réseau des Bus de l'Etang.

Un marché public de travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence est en cours de lancement pour la construction de ce dépôt (attribution prévue fin 2017).

Les travaux consistent en la construction d'un dépôt de bus devant permettre le stationnement de :

- 70 bus ou cars dont 38 bus de 12,5 mètres et 13 mètres
- 69 véhicules légers (conducteurs et administration) et 15 deux roues.

Le dépôt sera constitué principalement :

- de parkings, de voies de circulation ;
- d'un atelier de 856 m<sup>2</sup> ;
- d'un bâtiment regroupant la direction et les bureaux d'exploitation ; et des locaux pour l'atelier de 1 200 m<sup>2</sup> sur 2 niveaux ;

- d'une aire de carburant et deux stations de lavage des véhicules ;
- d'espaces verts.

## **3) Le parking public poids lourds de l'Anjoly**

Le parking poids lourds de l'Anjoly est un équipement public de l'ex-ZAC de l'Anjoly à Vitrolles (dominante fret et logistique).

Le terrain relève actuellement du domaine public communal.

Le parking comporte 70 places de stationnement poids lourds environ.

Deux arrêtés municipaux du 27 novembre 2015 réglementent la circulation et le stationnement sur le parking poids lourds de la ZI de l'Anjoly : le parking est gratuit et en partie en zone bleue (durée de stationnement limitée).

Fléché et balisé, ce parking public gratuit est très utilisé par la profession.

Des commerçants sont installés autour du parking (restauration, hôtellerie...).

## **D) Le projet de station GNV**

En conformité avec les orientations de l'Agenda de la mobilité de la Métropole et les exigences de la loi de transition énergétique, la flotte du réseau des Bus de l'Etang sera à terme équipée de véhicules roulant au GNV.

Les bus au gaz ont fait leur apparition en France au début des années 90, d'abord à titre expérimental, et à partir des années 2000 les ventes de bus GNV ont progressé de manière significative en France : 2 600 bus environ roulent au GNV en France, représentant près de 10 % du parc roulant, 2/3 des villes de plus de 200 000 habitants ont fait ce choix.

Le gaz utilisé pour les transports publics peut être soit du gaz naturel, composé de méthane à 93 %, soit du biogaz issu de la fermentation de déchets ménagers ou des boues d'épuration. Le gaz est ensuite comprimé à 200-220 bars et stocké dans des bouteilles.

Outre la réduction des Nox, particules fines et hydrocarbures, la combustion du gaz naturel ne produit ni oxyde de soufre, ni plomb, ni poussières.

Un réseau décidant d'investir dans une flotte de véhicules au gaz doit prendre en compte le coût et les contraintes techniques spécifiques à l'aménagement d'un atelier et d'un dépôt pour motorisation au gaz. Le méthane est un gaz incolore et inodore, ateliers et dépôts doivent respecter des normes de sécurité strictes (ventilations spécifiques, détecteur de gaz, outillages spécifiques, etc.).

De plus, une station de compression est indispensable pour assurer le remplissage en carburant des véhicules GNV. Le remplissage effectué en charge lente se fait de nuit.

Chaque emplacement de stationnement doit donc posséder une arrivée de gaz.

La présence d'une station d'avitaillement GNV à proximité du dépôt de bus permettra de minimiser les trajets « haut le pied » (à vide de clientèle) pour faire le plein de carburant.

La station GNV en projet sera implantée sur le terrain occupé par le parking poids lourds et sera attenante au dépôt.

Cette station aura deux vocations : avitailler la flotte des Bus de l'Etang roulant au GNV et fonctionner comme une station GNV publique, ouverte à tous véhicules et notamment aux poids lourds, aux autocars, aux véhicules utilitaires de la collectivité (bennes à ordures, autres véhicules utilitaires).

Le dépôt de bus sera alimenté par un système dit de charge lente : la durée moyenne pour recharger un bus est de 6 à 7 heures ; l'opération s'effectue la nuit, chaque bus se charge auprès d'une tétine de gaz dédiée. Ce système ne nécessite pas le poste d'agent chargé du remplissage, chaque conducteur de bus enclenche la tétine au réservoir de son véhicule en fin de service ; un système informatisé régle le remplissage.

Le coût d'exploitation est plus économique en charge lente.

La station GNV publique fonctionnera en charge rapide, avec un temps de charge compris entre 5 et 15 minutes, 8 minutes en moyenne (selon le réglage, selon les besoins) et avec une compression du gaz plus importante qu'en charge lente. Faire le plein d'un réservoir prend grosso modo le même temps que pour un carburant issu du pétrole (super, gazole).

Charge lente et charge rapide peuvent tout à fait cohabiter, il s'agit d'un réglage du compresseur.

## **E) Situation juridique et montage envisagé :**

### **1) Contexte institutionnel : la compétence métropolitaine**

Une partie du terrain a fait l'objet d'un transfert de domaine public au SMITEEB, aujourd'hui intégré à la Métropole, pour la réalisation du futur dépôt des Bus de l'Etang : sur une superficie totale du terrain de 34.827 m<sup>2</sup>, 15.815 m<sup>2</sup> ont été cédés le 1/12/2015 (acte notarié) pour la somme de 1,5 millions d'euros (environ 100 €/m<sup>2</sup>).

Le terrain restant, occupé par le parking poids lourds, classé au domaine public fera l'objet d'un transfert à la Métropole le 1er janvier 2018, au titre du transfert de la compétence des Zones d'activités. C'est une compétence reconnue par la loi MAPTAM et inscrite dans l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Locales :

« I.-La métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire,

artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire (...) »

Le 1er janvier 2018, le terrain classé au domaine public communal fera l'objet d'un transfert vers le domaine public métropolitain.

Le projet de station GNV de l'Anjoly intéresse plusieurs compétences métropolitaines reconnues par la loi.

En vertu de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est notamment compétente pour la création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire (...), l'organisation de la mobilité (...), les parcs et aires de stationnement, mais aussi la lutte contre la pollution de l'air, la contribution à la transition énergétique, le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.

### **2) Montage juridique : avantages présentés par la délégation de service public (DSP)**

Le montage contractuel du projet de station d'avitaillement GNV et de la gestion du parking de l'Anjoly à Vitrolles a été étudié et le principe de délégation de service public (DSP) est retenu.

Ce type de prestation doit être effectué par des professionnels spécialisés, présentant notamment toutes les garanties en matière de sécurité.

L'analyse juridique fait ressortir les éléments suivants : le montage contractuel le plus adapté en l'espèce consistera à faire réaliser et exploiter la station GNV au titre d'un contrat de concession de type DSP par un titulaire, choisi après publicité et mise en concurrence, auquel serait également confié la réfection, la gestion et l'entretien du parking poids lourds.

L'activité de service public objet du contrat serait ainsi constituée de trois éléments :

- approvisionnement en carburant de bus GNV, prolongement du service public de transports de voyageurs ;
- soutien à l'offre publique de carburant à effet environnemental limité, prolongement de la compétence de la Métropole en matière de Contribution à la transition énergétique (Article L 5217-2, I, 6°, d du CGCT) ;
- gestion d'une aire stationnement, compétence métropolitaine au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La solution du recours à une concession de type DSP pour la réalisation du projet ne serait pas une première : le SIGEIF (*Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France*) et la Communauté urbaine d'Alençon, notamment, ont d'ores et déjà lancé des procédures en ce sens. Il est d'ailleurs à noter que le contrat que se propose de conclure la Communauté Urbaine d'Alençon porte sur une station GNV destinée à la fois au public et aux besoins des véhicules de services et des bus qu'elle opère.

Au regard des caractéristiques du service à exploiter, le recours à une DSP présente les avantages suivants :

Unicité du contrat portant à la fois sur le parking et la station service :

Le contrat unique permettrait d'adosser une prestation non productive de revenus (gestion d'un parking gratuit) à une activité productive de revenus auprès du public et de la Métropole (l'exploitation d'une station GNV au profit du public et des Bus de l'Etang). L'agrégation de ces deux services distincts est juridiquement possible dès lors que les contrats de DSP peuvent porter de manière globale sur différents services à l'objet distinct (*Conseil d'État, 21 septembre 2016, Communauté urbaine du Grand Dijon et Société Keolis, n°399656*) et justifiée dans la mesure où le parking est un élément d'attractivité pour des poids lourds qui constituent aujourd'hui le gros de la flotte de véhicules GNV en circulation.

Pérennisation des conditions techniques et financières d'approvisionnement :

Le cadre contractuel de la DSP permettra de prévoir la réalisation de l'infrastructure de recharge lente des bus GNV (éventuellement de manière différée en fonction de la croissance prévisible des besoins. Voir ci-dessous), et la négociation d'une tarification préférentielle au profit de la Métropole par rapport aux prix publics en vigueur.

Evolutivité du contrat :

Dès lors que la mise en service de bus GNV constitue l'expression des obligations légales et réglementaires en matière de transition énergétique, les besoins de la Métropole seront amenés à évoluer et nécessiteront une adaptation qualitative et quantitative du service rendu par la station GNV.

Or, le régime des concessions et concessions de type DSP issu de la réforme de marchés publics de 2016 a connu un assouplissement des règles relatives aux modifications en cours d'exécution du contrat.

Auparavant limités par le principe de non bouleversement de l'économie générale du contrat, les contrats de concession admettent aujourd'hui des facultés d'évolution plus large.

Ainsi, le contrat de DSP à conclure pourra notamment être modifié sans limite de montant sur des points prédéfinis, s'il a été inclus dans le contrat initial des clauses de réexamen ou d'options claires, précises et non équivoques portant sur des cas déterminés d'évolution du besoin.

### **3) Procédure interne à la Métropole**

Une procédure d'appel d'offres sera engagée pour aboutir à la signature d'une convention de délégation de service public pour la construction, la maintenance et exploitation de la station d'avitaillement GNV de l'Anjoly.

L'objet de la délégation de service public sera donc :

- de construire et d'exploiter la station GNV de l'Anjoly ;
- d'avitaillement le dépôt des Bus de l'Etang attenant, en charge lente ;
- d'avitaillement les poids lourds et autres véhicules, notamment les cars des lignes métropolitaines (Métroexpress,...), les flottes GNV des collectivités, les bennes à ordures) via une station GNV publique, en charge rapide ;
- de rénover et assurer la gestion du parking poids lourds existant sur le site.

Après consultation du Comité Technique, de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) sur le principe de délégation de service public, dans les conditions fixées par l'article L 1411-4 du CGCT, une procédure de consultation des entreprises sera engagée avec publication d'un avis de publicité.

Les candidats seront invités à remettre leur candidature pour la présente délégation de service public dans le délai imparti. Les candidats dont la candidature a été retenue seront destinataires du Dossier de consultation des entreprises (DCE) relatif à l'opération. La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) donnera, après ouverture des plis et examen de ces offres, son avis au vu duquel la Métropole, autorité délégante, engagera toutes discussions utiles avec un ou plusieurs candidats. Les négociations permettront d'établir le contrat de délégation de service public pour l'exploitation d'infrastructures de recharge de véhicules au gaz, sur la base du projet transmis aux candidats et de la proposition retenue.

Le Vice-Président de la Métropole Délégué à la Mobilité, aux Déplacements et aux Transports décidera du choix du candidat et soumettra ce choix, ainsi que le projet de Contrat de délégation, à l'approbation du Conseil de Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

- Le décret n° 2017-23 du 11 janvier 2017 pris pour l'application de l'article L. 224-8 du code de l'environnement définissant les critères caractérisant les autobus et autocars à faibles émissions ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°16/2355/CM du 15 décembre 2016 portant approbation de l'Agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération du SMITEEB n°2012/595 du 20 décembre 2012 portant approbation de la signature de la convention de Délégation de Service Public avec la Société des Autobus de l'Etang ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le principe de la délégation de service public pour la construction et l'exploitation d'une infrastructure de recharge de véhicules au gaz à Vitrolles – l'Anjoly. Cet équipement permettra l'avitaillement du dépôt des Bus de l'Etang attenant et d'une station GNV publique accessible aux poids lourds. La convention de délégation de service public inclut la remise en état et la gestion du parking poids lourds existant.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 009-2748/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°9 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transports urbains Aix en Bus  
MET 17/4979/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus » est confiée pour une période de huit ans (2012-2019) à la société Keolis Pays d'Aix, par convention de Délégation de Service Public (DSP). L'évolution de

ce contrat régulièrement rendue nécessaire par l'adaptation de l'offre engendre des modifications des conditions d'exploitation. Les objectifs de développement durable, les dispositions transport de la loi de transition énergétique imposent de recourir à des outils et matériels modernes propres à développer l'attractivité du transport public urbain pour organiser et répondre aux besoins en déplacement toujours croissants de la population. Depuis 2012, les parties à la convention de DSP « Aix en Bus » optimisent par voie d'avenants les services rendus aux usagers et depuis 2016, la modernisation du réseau monte en puissance, avec la mise en service du P+R Krypton et d'un service d'aide à l'exploitation et d'information voyageurs performant, puis en 2017 avec le lancement des travaux d'une ligne BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) qui sera mise en service à l'horizon 2019 via des matériels électriques. A deux ans de l'échéance de la convention de DSP, études et réflexions ont été échangées entre le Déléataire et la Métropole Autorité délégante. Le présent avenant, après avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public de la Métropole, introduit les actions qu'il convient aujourd'hui d'envisager et d'organiser pour que les engagements pris se poursuivent dans les meilleures conditions.

#### **1/ Historique du contrat de DSP « Aix en Bus »**

##### **A/ Consistance de l'offre de transports urbains**

##### **Activités principales de la DSP Aix en Bus**

##### **Le périmètre géographique et les prestations ont été élargis :**

- Le périmètre urbain desservi comprend les communes d'Aix-en-Provence, Le Tholonet, Saint-Marc-Jaumegarde et l'intégration de Venelles,
- 500 000 Kms supplémentaires parcourus chaque année avec de nouveaux quartiers mieux reliés entre eux (soit un total d'environ 6 300 000 kilomètres par an),
- Une vidéosurveillance dans les bus pour améliorer la sécurité des usagers et des conducteurs,
- Un parc de véhicules considérablement rajeuni (véhicules neufs au 1er janvier 2012 et un âge moyen de 3 ans, contre 7 ans dans l'ancienne DSP),
- Une agence commerciale prévue en centre ville, ainsi qu'une agence mobile pour aller au plus près des habitants de tout le territoire compris dans le périmètre de la DSP,
- En fin de convention, le(s) dépôt(s) construit(s) par le délégataire, accueillant l'ensemble du matériel roulant, des bureaux et des ateliers, revenant en pleine propriété à la



collectivité ; investissement de 12,6 M€ sur la durée du contrat, pour environ 1,575 M€ / an en moyenne,

#### Activités connexes intégrées au contrat de DSP

Cette convention met à la charge du délégataire plusieurs nouvelles prestations précédemment effectuées au travers de marchés publics distincts :

- exploitation et gardiennage des parcs-relais existants et à venir,
- lignes de Diablines du centre-ville d'Aix-en-Provence,
- services scolaires de Luynes, Les Milles, La Duranne, Les Granettes et Puyricard,
- Parcs relais.

#### B/ Modifications intervenues au contrat : avenants passés entre 2012 et 2017

- L'avenant n°1 à cette DSP, approuvé lors du Conseil communautaire de la CPA le 12 juillet 2012, a porté sur la modification des statuts de la société Keolis Pays d'Aix, et la prise en compte de services supplémentaires (lignes régulières, scolaires et services Diablines),
- L'avenant n°2, approuvé lors du Conseil communautaire de la CPA le 28 mars 2013, a validé les modifications des modalités de règlement du délégataire, l'impact du changement du taux de TVA (passage du taux réduit applicable aux transports de 5,5 % à 7%), ainsi que les incidences de modifications de la gamme tarifaire des réseaux CPA .
- L'avenant n°3, ainsi qu'un protocole transactionnel approuvés lors du Conseil communautaire de la CPA le 10 octobre 2013, validaient un certain nombre de modifications d'offres intégrées au nouveau réseau, pour répondre à la demande des usagers ainsi que leurs incidences financières,
- L'avenant n°4, approuvé lors du Conseil communautaire de la CPA le 3 juillet 2014, a validé des ajustements de l'offre commerciale, l'ouverture du Parc Relais Plan d'Aillane, les modalités de l'alternative abonnement (en cas de PV pour fraude), des restrictions horaires pour les abonnements scolaires et la prise en compte de l'évolution du taux de TVA à 10%,
- L'avenant n°5, approuvé lors du Conseil communautaire de la CPA le 19 février 2015, entérinait l'augmentation de la gamme tarifaire au 1<sup>er</sup> mars 2015, la compensation du ½ tarif étudiant accordé sur les P+R, la libre circulation entre les réseaux du SMITEEB et de la CPA, les ajustements de l'offre

commerciale, les modifications de la centrale de réservation Flexibus, les coûts de communication et les Parcs Relais.

- L'avenant n°6, approuvé par le Conseil communautaire de la CPA le 7 juillet 2015, modifiait l'offre commerciale, restructurait les transports scolaires du secteur de Luynes, permettait l'adaptation du plan marketing pour renforcer les moyens de communication et prendre en compte les opérations événementielles, actait la gestion directe par la collectivité du P+R Krypton (travaux d'agrandissement et construction d'un pôle d'échanges), organisait le regroupement des activités de centrale d'appel téléphonique pour les services de transport à la demande (TAD), dont le service Flexibus.
- L'avenant n°7, approuvé par le Conseil communautaire de la CPA le 30 juin 2016, modifiait l'offre commerciale, afin de prendre en compte divers aménagements en Centre-Ville notamment sur les deux places de la Madeleine et de Verdun. Cet avenant achevait également la rationalisation des transports scolaires par le maintien dans le contrat des seuls doublages scolaires et actait des conséquences techniques et financières de la mise en service du P+R Krypton et de son pôle d'échanges. Enfin, une adaptation pérenne du plan marketing était nécessaire avec une enveloppe supplémentaire de 35K€ HT/an pour mettre à niveau les moyens de communication avec la mise en service du SAE-IV et accompagner la modernisation des dispositifs d'information voyageurs jusqu'à la fin du contrat.
- L'avenant n°8, approuvé par le Conseil de la Métropole le 18 mai 2017, modifiait l'offre de services pour répondre aux besoins des usagers et rationaliser les nouveaux flux de déplacements générés par la mise en service P+R du Krypton notamment au niveau des établissements du second degré situés à proximité, mais également au niveau des facultés. Au cœur de ville l'offre de services est plus directe avec l'itinéraire de la Diabline B desservant l'hôtel de ville, les arrêts de la ligne 4 sont adaptés et les passages par le Cours Sextius des lignes 3 et 13 sont optimisés. En périphérie, les fréquences de la ligne 14 impactée par les travaux du centre de détention – Zac de Lenfant sont optimisées, les horaires de la ligne 6 sont revus afin d'améliorer le cadencement de la ligne 141 desservant Vauvenargues. Enfin l'avenant 8 prend

en compte à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2017 et jusqu'à une date butoir établie au 31 mars 2019, les conséquences des travaux d'aménagement du BHNS qui vont perturber les conditions de circulation rendant plus difficiles les services opérés sur des lignes importantes du réseau urbain.

In fine l'avenant n°8 avec une variation de + 2,78% des kilomètres commerciaux induisant une valorisation de l'offre de + 1 251 425€/HT toutes sujétions incluses pour les adaptations courantes et de + 2 686 838€/HT de coûts supplémentaires induits par les travaux du BHNS ainsi qu'une baisse de l'engagement de recettes du délégataire de 937 250€/HT, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,437%.

## **2/ Principe d'une résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général dans l'hypothèse de la mise en service du BHNS avant le 31 décembre 2019**

L'avenant 8 sus-visé a pris en compte l'impact des travaux de mise en place du BHNS sur les conditions d'exploitation du service délégué jusqu'à une date envisagée comme l'échéance anticipée du contrat au 31 mars 2019.

Les Parties à l'issue de plusieurs échanges et après diverses simulations ont en effet convenu que le contrat en cours ne pouvait intégrer les conséquences patrimoniales, opérationnelles et financières, ni de l'acquisition des véhicules électriques dédiés au projet BHNS, ni de leur marche à blanc, ni de l'exploitation de la ligne à haut niveau de service prévue au 1er septembre 2019.

Par ailleurs si le BHNS était mis en service à cette date les éléments constitutifs de ce service tels que l'acquisition de 15 véhicules électriques dédiés, leur lieu de remisage et de recharge, les conditions de leur entretien et de l'exploitation de ce service de transport spécifique n'étant par ailleurs ni prévus, ni décrits dans la convention de DSP, il a été établi, d'un point de vue juridique, que l'exécution de celle-ci ne pouvait être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions des articles 55 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et de l'article 36 du décret n°2016-85 du 1<sup>er</sup> février 2016 pris pour son application, dispositions qui sont immédiatement applicables aux contrats en cours. Notamment, les termes de la clause de réexamen de l'article 51 de la convention ne prévoyant, ni la nature ni le champ d'application des modifications envisageables au titre de la mise en service du BHNS, ni les conditions dans lesquelles il peut être fait usage de cette clause, ne pouvaient être qualifiés sans risque, comme l'exige la nouvelle réglementation ni de clairs, ni de précis ni sans équivoque.

Par conséquent, même si la convention prévoit la faculté d'adapter certaines conditions d'exécution, mêmes importantes, n'en fixant ni la nature ni les modalités d'application en ce qui concerne le BHNS, les sujétions liées à la mise en place de ce service ne peuvent être intégrées à la délégation de service public en cours ni pour les 4 mois restant à exécuter au-delà du 1<sup>er</sup> septembre 2019, ni dans le cadre d'une prolongation de contrat au demeurant délicate à mettre en œuvre en raison de l'abrogation de l'article idoine du Code Général des Collectivités Territoriales, L.1411-2.

Ainsi, compte tenu de l'échéance du 1<sup>er</sup> septembre 2019 prévue pour la mise en exploitation du BHNS il est nécessaire d'anticiper la continuité du service public via un nouveau contrat d'exploitation, dont la mesure des enjeux juridiques, patrimoniaux, opérationnels et économiques induisent entre autre scénario l'hypothèse d'une fin anticipée du contrat dont la date estimée au plus tôt a été étudiée par les Parties au 31 mars 2019.

Délégataire et Autorité Délégante ont donc conclu un avenant n° 9 actant de ce principe ainsi que de la méthodologie qui serait adoptée pour tirer les conséquences notamment financières et patrimoniales d'une résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général.

## **3/ Motif d'intérêt général**

L'article 46 de la Convention de Délégation de Service Public a pour objet de rappeler que l'Autorité Délégante bénéficie de la possibilité de résilier unilatéralement et à tout moment la Convention, pour tout motif d'intérêt général et détermine les conséquences d'une telle décision de résiliation.

Or, il est établi qu'il est impossible de modifier légalement le contrat d'exploitation en cours en confiant au délégataire toutes sujétions liées à la mise en exploitation dès le 1<sup>er</sup> septembre 2019 de la ligne BHNS l'Aixpress implantée au coeur du réseau urbain opéré depuis 2012.

En effet, les modifications apportées au contrat si l'exécution en était poursuivie seraient contraires aux dispositions de l'ordonnance et de l'article 36 du décret du 1<sup>er</sup> février 2016 pris pour son application aux motifs suivants :

- La clause de réexamen prévue à l'article 51 du contrat ne peut être qualifiée sans risque de claire, précise et non équivoque car elle ne décrit pas les modifications induites par la mise en service du BHNS.
- Les travaux supplémentaires rendus nécessaires par le BHNS notamment en ce qui concerne le remisage et la recharge des matériels électriques spécifiques n'étaient pas prévus par le contrat. Cependant, il n'est pas apparu impossible à l'Autorité

Concédante de recourir à un autre opérateur tiers pour en assurer l'exécution et il n'est pas apparu non plus que cette intervention tierce entraînerait une augmentation substantielle des coûts ou créerait un inconvénient majeur.

- Le service supplémentaire que constitue l'exploitation de la ligne BHNS, bien que devenu indispensable compte tenu des besoins en déplacement de la population et de la priorité nationale de développer l'attractivité des transports en commun de proximité, pourrait être confié à un autre opérateur économique que le concessionnaire initial notamment parce qu'aucune disposition législative ni aucun principe général n'interdit à l'Autorité Organisatrice de la Mobilité de conclure une convention spécifique pour l'exploitation du réseau de BHNS.
- L'intégration de l'exploitation du BHNS dans le périmètre du contrat en cours ne procède pas de la réalisation d'une circonstance imprévisible en raison de la préexistence du projet et de l'existence d'une clause d'adaptation relative à la mise en service de lignes de BHNS.
- La modification induite par la mise en service du BHNS modifierait de manière substantielle le contrat en cours dès lors, d'une part, que le poids financier, patrimonial, managérial (...) des actions à mettre en œuvre pour y parvenir modifierait son équilibre économique, d'autre part, qu'elle étendrait le champ d'application matériel de la convention en modifiant la consistance même des services et enfin, qu'il est impossible de s'assurer que l'intégration du BHNS dans le périmètre des services concédés n'aurait pas modifié les conditions initiales de la procédure de mise en concurrence.
- Enfin, le montant cumulé des avenants successifs à la convention de délégation de service public excède le seuil de 10% en dessous duquel une modification peut être décidée sans nouvelle mise en concurrence.

Ainsi, tel qu'en dispose l'article 55 de l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, la mise en service du BHNS prévue au 1<sup>er</sup> septembre 2019, ne permettant pas la poursuite de l'exécution du contrat en cours sans modification contraire aux dispositions prévues par son décret d'application, la Métropole envisage l'hypothèse d'une résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général à une date qui pourrait être fixée au plus tôt le 31 mars 2019.

L'avenant n°9 acte de cette hypothèse et présente ci-après la méthodologie qui serait appliquée en la circonstance.

#### **4/ Méthodologie adoptée pour tirer les conséquences d'une éventuelle résiliation unilatérale**

Il s'agit d'une part, de la prescription des délais d'intervention des parties qui ne sont pas prévus à la convention ou qui étant prévus nécessitent des adaptations et, d'autre part, des modalités de calcul des montants dus au délégataire. Ces prescriptions seront décrites et accompagnées d'annexes justificatives dans un avenant à passer dès lors que la décision de résiliation sera notifiée au délégataire.

L'article 46 de la convention de délégation de service public décrit le dispositif en cas de résiliation unilatérale du contrat pour motif d'intérêt général. Cet article est complété des dispositions suivantes ou modifié par celles-ci :

##### Délai de prévenance :

Les Parties ont convenu compte tenu notamment de la gestion des contrats conclus par le délégataire pour l'exécution du service que le délai de prévenance de 9 mois serait étendu à 12 mois.

##### Délai pour établir la liste des biens de reprise :

Compte tenu des délais procéduraux liés au renouvellement du contrat d'exploitation, les Parties ont convenu que la liste des biens propres du délégataire figurant à l'inventaire B (hors matériel roulant) ainsi que des biens ne figurant ni à l'inventaire A, ni à l'inventaire B, biens matériels et le cas échéant immatériels concourant à l'exploitation du réseau, devait être établie contradictoirement à la date du 30 novembre 2017 au plus tard. Cette liste mentionne la valeur nette comptable de chacun des biens que les parties désignent comme étant des biens de reprise.

La liste de ces biens constituera l'inventaire des biens de reprise à la date de mise en concurrence du nouveau contrat, elle sera mise à jour en tant que de besoin par le délégataire, notamment pour l'établissement de l'éventuel protocole de transfert qui sera conclu entre le délégataire sortant et le nouvel exploitant.

##### Délai pour établir l'inventaire physique des biens :

L'inventaire physique et l'état des lieux des biens de retour notamment le dépôt et tous ses équipements indissociables, et des biens dits de reprise susvisés s'établira, au plus tard, trois mois avant la date d'expiration du contrat telle quelle résulte de la résiliation.

##### Délai pour établir l'inventaire contradictoire et l'état des lieux relatifs aux véhicules affectés à l'exploitation :

Trois mois avant la date de prise d'effet de la résiliation, les Parties établissent l'inventaire et l'état des lieux des véhicules affectés à l'exploitation du réseau.

##### Délai pour effectuer la totalité des travaux de remise en état des biens et véhicules en cas de mauvais état dûment constaté :

Le délégataire effectue à ses frais toutes réparations utiles dans le délai de deux mois suivant l'inventaire physique des biens de retour et biens de reprise (hors matériel roulant). Il dispose du même délai pour exécuter les réparations du matériel roulant suivant l'inventaire contradictoire et l'état des lieux relatif aux véhicules affectés à l'exploitation du service.

Délai de résiliation des sous-contrats conclus par le délégataire :

Le délégataire s'engage à résilier sans indemnité à la date communiquée par l'Autorité délégante dans son préavis l'ensemble des contrats conclus y compris les contrats de sous-traitance, l'Autorité délégante n'ayant à supporter aucune indemnité de résiliation de ces contrats.

Délai de paiement :

Les sommes dues au Délégataire sont payées en respect des dispositions en vigueur, relatives à la lutte contre le retard dans les délais de paiement établies pour l'ensemble des contrats de la Commande Publique soit dans un délai maximum de trente jours à compter de la réception de la facture et non dans le délai de six mois tel que prévu par l'article 46.2 de la convention. Les factures seront transmises par le Délégataire postérieurement à la date de prise d'effet de la résiliation.

Valeur non amortie des biens de retour :

Dans la mesure où ces derniers n'ont pas pu faire l'objet de l'amortissement prévu au vu du raccourcissement de la durée d'exploitation, l'indemnité versée au délégataire correspond à la valeur non amortie de ces biens.

Valorisation des biens de reprise :

L'évaluation de ces biens est établie à leur valeur nette comptable compte tenu de l'état de ces biens tel qu'il résultera de l'inventaire qualitatif et quantitatif sus visé selon la grille de vétusté du délégataire si celle-ci est plus avantageuse que la valeur argus pour le repreneur.

Les matériels roulants en pleine propriété du délégataire :

L'Autorité délégante s'engage à faire racheter par le nouvel exploitant les véhicules du parc en bon état tels que désignés d'un commun accord et affectés à l'exploitation ainsi que le matériel embarqué hors inventaire A de ces véhicules. L'indemnité versée au délégataire pour la reprise de ces biens ne saurait excéder leur valeur nette comptable.

Les matériels roulants sous contrat de location longue durée avec option d'achat :

Le délégataire après avoir obtenu l'engagement écrit de ses bailleurs s'engage à céder ses contrats de location avec option d'achat au futur exploitant pour leur durée résiduelle.

Futur exploitant non agréé pour le bailleur :

Le délégataire s'engage à sous-louer au nouvel exploitant à des conditions financières strictement identiques à celles convenues avec ses bailleurs, les matériels roulants concernés.

Frais liés à l'émission des nouvelles cartes grises :

Sur la base d'un montant estimatif de 1000€/HT par véhicule, l'Autorité Délégante prend en charge cette dépense qui lui sera facturée par le délégataire dans le mois suivant la notification du nouveau contrat d'exploitation.

Véhicules de service sous contrat de location avec la société ALD :

L'Autorité Délégante s'engage à indemniser le délégataire des locations restant à courir pour la période comprise entre la date de prise d'effet de la résiliation et le terme normal des contrats de locations conclus avec la société ALD.

Reprise du personnel :

Pour rappel les personnels du Délégataire sont couverts par la garantie d'emploi en application des dispositions de l'article L.1224-1 du Code du Travail.

Indemnité de résiliation :

Keolis Pays d'Aix est une Société en participation, filiale de Keolis SA, à ce titre elle bénéficie des services supports de la maison mère sous forme d'interventions forfaitisées à raison des dépenses dites « d'Assistance Technique » qui recouvrent les besoins en : Assistance juridique et fiscale, Conseil et études techniques, Assistance comptable et financière notamment en matière de paie.

Sur présentation des justificatifs, l'Autorité délégante s'engage à verser au délégataire une indemnité couvrant le préjudice direct et certain, subi par ce dernier du fait de la résiliation.

## **5/ Modifications apportées au contrat**

Les Parties sont également convenues de plusieurs modifications tenant à l'ajustement de l'offre commerciale, à la mise en place d'un dispositif pic de pollution, au câblage billettique des véhicules, à la mise en place de la tarification métropolitaine. Les conséquences financières de ces modifications sont prises en compte par le présent avenant :

- Ajustement de l'offre commerciale ;
- Dispositif pic de pollution ;
- Câblage billettique des véhicules ;
- Impact de la mise en place de la tarification métropolitaine ;
- Création de nouveaux produits dans la gamme tarifaire.

A/ Ajustement de l'offre commerciale

Pérennisation de l'expérimentation menée du 27 février 2017 au 1<sup>er</sup> juillet 2017 :

- Il s'agit d'un départ supplémentaire depuis le centre ville, arrêt Les Belges entre 7h45 et 8h30 constitutif d'un doublage de la ligne sauf vacances scolaires permettant d'offrir une meilleure fréquence aux usagers en heures de pointe.

Impact unités d'œuvre (kilomètres commerciaux – véhicules supplémentaires – valorisation financière) :

	2016	2017	2018	2019 (date butoir 31/03/2019)	Cumul
<b>Kilomètres commerciaux avt 5 Réf Contractuelle Art 13</b>	<b>6 101 602</b>	<b>6 101 602</b>	<b>6 101 602</b>	<b>6 101 602</b>	<b>24 406 408</b>
Impact km com offre Sept 2015 (avenant 6)	60 702	60 702	60 702	60 702	242 808
Impact km com offre Sept 2016 (avenant 7)	60 704	60 704	60 704	60 704	507 737
Impact km com 2016/2017 hors création de lignes (avenant 8)	- 1 617	-50 377	-114 883	-114 883	-281 760
Impact km com créations lignes 15/165 (avenant 8))	0	29 311	90 728	90 728	210 768
<b>Impact km com Ligne 15 (avenant 9) (date butoir 31/03/2019)</b>		1 228	3 683	921	5 831
<b>Impact km com totaux</b>	<b>119 789</b>	<b>222 887</b>	<b>189 242</b>	<b>153 467</b>	<b>685 385</b>
<b>Augmentation km com vs avenant 5</b>	<b>1,96%</b>	<b>3,65%</b>	<b>3,10%</b>	<b>2,52%</b>	<b>2,81%</b>
<b>Impact annuel sur nombre de véhicules affectés au 31 déc</b>		1	1	1	
<b>Contribution Financière doublage Ligne 15</b>		14 176	42 527	10 632	<b>67 335</b>

Le tableau ci-dessus synthétise l'impact des modifications d'offre, sur les kilomètres commerciaux, les véhicules affectés et l'impact financier cumulé qui en résulte sur la contribution financière forfaitaire, soit **+ 67 335€/HT**.

B/ Impact financier de la mise en œuvre du dispositif préfectoral « Pic de Pollution »  
Pérennisation de l'expérimentation menée du 27 février 2017 au 1<sup>er</sup> juillet 2017 :

- Le Code de l'Environnement autorise le représentant de l'Etat à imposer des restrictions d'activité afin de limiter l'exposition de l'ensemble de la population aux émissions polluantes **en cas de dépassement du seuil d'alerte**. Durant la période d'application des mesures d'interdiction de circulation de certaines catégories de voitures particulières, les autorités organisatrices de transports peuvent faciliter par toute mesure tarifaire incitative l'accès aux réseaux de transport public en commun de voyageurs.

Dans ce cadre, la Métropole qui souhaite inciter la population à prendre les transports en commun se saisit de cette faculté conformément à l'article L223-2 du Code de l'Environnement, et prévoit l'instauration durant ces périodes d'application dites de mesures d'urgence de niveau N2, d'une part un ticket unité permettant de voyager toute la journée et d'autre part la gratuité des parkings relais.

D'un commun accord entre les parties, la perte de recettes est estimée pour le délégataire en cas de

mise en œuvre de ces deux actions, à **moins 5000 euros par jour du lundi au samedi**, le délégataire abandonnant toute compensation en cas de dimanche et jour férié.

C/ Câblage billettique des 13 véhicules supplémentaires induits par les modifications d'offres de l'avenant 8 :

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017 vont être opérées les modifications d'offre pérennes du réseau et liées aux travaux BHNS tirées de l'avenant 8. Les parties ont convenu de manière exceptionnelle et pour satisfaire ce délai, que le câblage des équipements billettiques mis à disposition du délégataire par l'Autorité Délégante, serait techniquement pris en charge par le délégataire qui doit être indemnisé du coût induit, soit **12 700€/HT pour 13 véhicules**.

D/ Tarification Métropolitaine :

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Métropole offrira aux usagers un abonnement permettant d'accéder à tous les réseaux de son ressort Territorial, complétant ainsi sa gamme tarifaire et entamant le processus d'harmonisation de la tarification.

Compte-tenu du fait que la compensation sur les différents réseaux de ce nouveau titre s'effectue à due concurrence d'une quote part estimée équivalente de titres inter-réseaux déjà compensés au délégataire, cette nouvelle tarification n'induit aucune conséquence financière.

	2018	2019 (premier trimestre)
Compensation Titres hebdomadaires CARTREIZE	-20000	-5000
Compensation Abonnement tous réseaux métropolitains	20000	5000
<b>Total Impact compensations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

E/ Nouveau produits de la gamme tarifaire Aix en Bus :

- Mesure incitative de lutte contre la fraude

De nouveaux produits sont induits par les retours d'expérience de la solution incitative Troc It mise en œuvre par le délégataire permettant à un voyageur sans titre de contracter un abonnement annuel (jeune<sup>+</sup> ou tout public) ou a minima un abonnement de trois mois (tout public) en lieu et place de la verbalisation pour absence de titre. Il s'agit d'étendre cette solution incitative aux :

- Le troc kit jeune plus en lieu et place de la verbalisation
- Jeunes de moins de 26 ans circulant sans titre (Scolaire ou jeune<sup>+</sup>)
  - Substitution d'abonnement en cours d'année pour les :
- Abonnés scolaires vers un abonnement jeune+ 50€
- Abonnés jeune<sup>+</sup> vers un abonnement scolaire - 50€

Ces mesures sont sans impact financier pour le délégataire.

## **6/ Impacts financiers de l'avenant 9**

Sur la durée restante du contrat, l'ensemble des impacts financiers des éléments du présent avenant est récapitulé ci-dessous et représente une augmentation des charges du délégataire de 80 035€ (valeur avril 2011) impactant directement la Contribution forfaitaire les recettes étant inchangées.

En intégrant les effets des avenants précédents et du protocole transactionnel de 2013 l'augmentation globale du prix du contrat passe ainsi de 242 515 000€/HT à 275 182 815.€/HT. Soit une progression de +0,03% telle que retracée dans le tableau ci-dessous.

## **CONTRAT AIX EN BUS : IMPACTS FINANCIERS PROTOCOLE ET AVENANTS 1 A 9**

	Montant HT Global Total sur les 8 ans du contrat	Montant HT Global Moyen par mois sur la durée du contrat	Montant HT Global Moyen par an sur la durée du contrat
Contrat initial	242 515 000	2 526 198	30 314 375
Protocole	9 243 832	96 290	1 155 479
Protocole : effets recettes	-770 543	-8 026	-96 318
Protocole : montant global retenu	8 473 289	88 263	1 059 161
Contrat protocole inclus	250 988 289	2 614 461,34	31 373 536
Impact protocole	3,49%	3,49%	3,49%
Avenant 1	438 556	4 568,29	54 820
Avenant 2	0	0	0
Avenant 3	19 014 432	198 067	2 376 804
Avenant 4	-515 506	-5 369 85	-64 438
Avenant 5	96 966	1 010,06	12 121
Avenant 6	-113 595	-1 183 28	-14 199
Avenant 7	1 211 403	12 618,78	151 425
Avenant 8	3 982 235	41 481,61	497 779
Avenant 9	80 035	833,70	10 004
Avenants 1+1+2+3+4+5+6+7+8+9	24 194 526	252 026	3 024 316
Impact des avenants en %	9,98%	9,98%	9,98%
Contrat avenant inclus	242 595 035	2 778 224	33 338 691
Cumul Protocole et Avenants	32 667 815	340 290	4 083 477
Contrat protocole et avenants inclus	275 182 815	2 868 487,66	34 397 852
Impact global ( Protocole + Avenant 1,2,3,4,5,6,7,8,9)	13,47 %	13,47 %	13,47 %

Nota bene : Avenants 8 et 9 prenant en compte l'hypothèse d'une fin anticipée du contrat au 31 mars 2019

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2012\_A094 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012 approuvant l'avenant n°1 ;
- La délibération n°2013\_A048 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 approuvant l'avenant n°2 ;
- La délibération n°2013\_A178 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 approuvant le protocole transactionnel ;
- La délibération n°2013\_A179 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 approuvant l'avenant n°3 ;
- La délibération n°2014\_A148 du Conseil communautaire de la CPA du 3 juillet 2014 approuvant l'avenant n°4 ;
- La délibération n°2015\_A009 du Conseil communautaire de la CPA du 19 février 2015 approuvant l'avenant n°5 ;
- La délibération n°2015\_A138 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 ;
- La délibération n°TRA 006-602/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°7 ;
- La délibération n°TRA 015-2071/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant l'avenant n°8 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public le 5 octobre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°9 ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus ».

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 010-2749/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT13 avec la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/4532/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016, le contrat d'Obligation de Service Public de la RDT 13 a été approuvé.

Par délibération n°2015\_A204 du 8 octobre 2015, le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et le parking relais Krypton à Aix-en-Provence.

Cette ligne de BHNS dite « l'Aixpress » qui reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais et qui desservira les grands quartiers d'habitat social d'Aix-en-Provence (Le Jas de Bouffan, Encagnane), le centre-ville (gares, Rotonde) et les facultés, vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison des grands équipements aux différents quartiers.

Le planning des travaux de réalisation débutant mi-2017, pour une mise en service prévue en septembre 2019, il importe d'organiser dans les délais les plus appropriés, l'acquisition d'une flotte de bus propres qui répondra aux objectifs défendus par l'agenda Métropolitain de la mobilité, de réduction des nuisances et des émissions polluantes, tout en garantissant un niveau élevé de performance énergétique et d'exploitation. La technologie électrique à recharge rapide en terminus a donc été choisie.

En ce sens, le Conseil de la Métropole a, par délibération n°010-1798/17/CM du 30 mars 2017, autorisé le programme d'investissement portant sur



l'acquisition de 15 bus électriques et de leur infrastructure de recharge.

Considérant d'une part, que la Régie est propriétaire d'un dépôt idéalement placé sur le ressort territorial de la Métropole visé par le BHNS Aixpress et que d'autre part, le caractère innovant de la technologie à mettre en œuvre impose la recherche d'un exploitant étroitement associé aux choix techniques qui seront opérés en phase d'acquisition, il est apparu que l'opérateur interne de la Métropole Aix-Marseille-Provence présentait les meilleures garanties pour obtenir un matériel conforme aux exigences du futur service à opérer.

Dans ce contexte, eu égard :

- à l'économie foncière induite par la préexistence d'un équipement aisément adaptable et idéalement situé,
- à l'enjeu stratégique, financier et patrimonial qu'emporte l'acquisition de bus électriques sur le ressort territorial Métropolitain,
- au calendrier de renouvellement du contrat d'exploitation des services de transports urbains du Réseau Aix en Bus.

Dans une double exigence de préservation du denier public, de préservation de la valeur du patrimoine mobilier et immobilier ainsi que dans l'objectif de l'optimisation de sa pérennité, il est décidé que la Régie prendra en charge, l'acquisition du matériel roulant, de ses infrastructures de recharge et des équipements associés.

En ce sens, le contrat d'obligation de service public liant actuellement la RDT13 à la Métropole, doit être modifié par avenant, de sorte à stipuler que la RDT13 assurera :

- l'acquisition des bus innovants et de leur infrastructure de recharge, les dépenses d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui seront nécessaires postérieurement à la notification du marché de matériel roulant, ainsi que la maintenance et les formations associées à la bonne prise en main du BHNS,
- le remisage des nouveaux bus au sein de son Centre de Maintenance du Pont de l'Arc dont la situation offre des facilités d'exploitation évidentes avec une réduction du « haut le pied », et un dimensionnement au plus juste des capacités du système de transport.

La Métropole, en tant que Maître d'Ouvrage ayant assuré la faisabilité et l'opportunité de la création de la ligne BHNS l'Aixpress, ayant déterminé sa

localisation, définit son programme et budgète son financement, sera associée aux démarches engagées par la Régie sur chacune des étapes du projet BHNS.

A ce stade d'avancement du projet, pour acter des premières missions relatives à la mise en place du BHNS, il est proposé d'approuver l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT13.

Pour rappel, l'avenant n°1, approuvé en Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, portait sur le transfert de la gestion de prestations de transport ferroviaire des déchets ménagers et assimilés à destination de l'incinérateur de Fos sur Mer à la RDT13. Cet avenant n°1 modifiait également les conditions d'organisation des circuits de transport pour les scolaires sur la Côte Bleue, Châteauneuf-Les-Martigues, Gignac-la-Nerthe et Marignane.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A204 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 011-1386/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le contrat d'obligation de service public avec la RDT13 ;
- La délibération n°022-1076/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation du principe de transfert de la Régie Départementale des Transports des Bouches-du- Rhône (RDT13) ;
- La délibération n°010-1798/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation du programme d'acquisition du Matériel Roulant pour le Projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 013-2069/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant l'avenant n°1 au contrat

d'obligation de service public avec la RDT13 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n°2 relatif au Contrat d'Obligation de Service Public signé avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

La Régie des Transports « RDT13 » procède à l'acquisition des matériels roulants électriques et infrastructures de recharge de la ligne BHNS l'Aixpress, et assure à cet effet l'aménagement du dépôt dont elle est propriétaire et maître d'ouvrage, en association avec la Métropole sur l'ensemble des étapes du projet de création de ligne BHNS.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé modifiant le contrat d'obligation de service public liant la Métropole à la dite Régie en ajoutant cette nouvelle mission afférente à l'acquisition des matériels indispensables au fonctionnement de la ligne de BHNS « l'Aixpress ».

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets annexes à venir des transports métropolitains, sous politique C220 Nature budgétaire 61109.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 011-2750/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 11 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation de la desserte de l'archipel du Frioul  
MET 17/1982/CM**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération TRA 1/419/CC du Conseil de Communauté du 22 mai 2006 a approuvé le choix de l'entreprise CGFTE (Compagnie Générale Française de Transport et d'Entreprise), pour le contrat de délégation de service public et ses annexes relatifs à l'exploitation de la desserte maritime de l'Archipel du Frioul et la cession du contrat au profit de la société dédiée Frioul If Express (Objet d'une publication au JOUE en date du 30 novembre 2014)

Ce contrat a déjà fait l'objet de 10 avenants dont seuls 3 concernent l'équilibre financier du contrat.

- Avenant n° 1 (2006) : compléments d'annexes techniques ;
- Avenant n° 2 (2007) : création de tarifs dédiés aux résidents, aux plaisanciers et aux personnes titulaires du RSA ;
- Avenant n° 3 (2007) : création du titre mensuel plaisanciers ;
- Avenant n° 4 (2008) : création d'une contribution financière forfaitaire ;
- Avenant n° 5 (2009) : création de deux nouveaux tarifs (titres annuels scolaires et boursiers) ;
- Avenant n° 6 (2010) : modalités de gestion et d'entretien de la future gare maritime du Frioul et mise en service de la billetterie ;
- Avenant n° 7 (2012) : modification du taux réduit de TVA de 5.5 à 7%, modifications tarifaires ;
- Avenant n° 8 (2013) : intégration de la gamme tarifaire métropolitaine ;
- Avenant n° 9 (2015) : régularisation des modifications de service et modification des modalités de calcul de la contribution financière ;
- Avenant n° 10 (2016) : création d'un tarif unité aller-retour destinés aux personnes dont les ressources sont égales ou inférieure au plafond fixé par la sécurité sociale.

Le présent avenant a pour objet définir les modalités techniques, financières et contractuelles de la construction de la nouvelle gare maritime du Vieux Port.

En effet, aux termes de l'article 9.2 de la convention, le délégataire était tenu de réaliser une nouvelle gare maritime au Vieux port dans un délai de 18 mois à compter de la notification.

Or dès 2007, une première modification du projet est intervenue, à l'initiative de la collectivité, qui a demandé au délégataire de déplacer la gare à l'angle du Quai Rive Neuve et du Quai des Belges en créant de nouveaux pontons. Le montant de 780 000 euros de cette modification a été pris en compte dans l'avenant 4 en date du 19 décembre 2008 (article 9.2.1)

Le plan d'eau du Vieux-Port étant classé, la Commission des sites, saisie en 2009 par le délégataire sur son projet de gare maritime a rendu en avril 2010 un avis défavorable en raison :

- d'une surface de l'équipement jugée trop importante
- de son intégration dans le nouveau projet de réhabilitation du Vieux-Port porté par le Cabinet Foster.

Cette intégration dans un site classé a eu pour conséquence de modifier le dessin initial de la gare maritime afin qu'il puisse parfaitement s'intégrer dans le cadre du nouveau Vieux-Port.

Le dessin de ce nouvel équipement a été approuvé par décision ministérielle, sur avis favorable de la commission des sites en juin 2013.

Suite aux modifications du dessin initial imposées les prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France, il a fait l'objet d'un nouveau passage en Commission des sites en octobre 2016 qui a rendu un avis favorable.

L'avis ministériel positif d'aménagement consécutif a été rendu le 14 février 2017.

Le délai minimum de construction d'un tel ouvrage est de 12 mois, rendant sa livraison impossible pendant la durée d'exécution du contrat (fin en mai 2018).

Aussi, il est proposé par le présent avenant de prolonger la durée du contrat de 7.5 mois, soit un terme au 31 décembre 2018.

Ce report permettra de sécuriser la livraison de la gare pendant la durée du contrat.

Sur le plan financier, les modifications de dessin et de structure induites par la requalification du Vieux-Port dans le cadre du projet Foster ont impacté le budget du projet.

Ce dernier, fixé initialement à 800 000 euros est aujourd'hui actualisé à 1 953 000 euros.

Cette cause étant extérieure aux parties, l'autorité concédante ne pouvant raisonnablement pas la prévoir à la date de la mise en concurrence lancée en 2004, il convient d'en régler les conséquences sur le plan financier :

Il convient de rappeler que la gare, qui sera réalisée par le délégataire et sur lequel la Commission des sites a rendu défavorable, a déjà fait l'objet d'un amortissement à hauteur de 282 000 euros.

A l'issue de négociations conduites entre la Métropole et le délégataire, ce dernier s'est engagé à prendre à son entière charge en charge :

- Un montant de 600 000 euros
- Un montant de pénalités de retard fixé à 219 000 euros

De fait, le montant total pris en charge par le délégataire s'établit à 1 101 000 euros.

Les autres clauses du contrat s'appliquent et notamment celle relative au versement d'une contribution financière forfaitaire versée au délégataire.

En effet, celle-ci était fixée initialement à 220 000 euros HT pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 23 mai 2018.

Du fait du rallongement de la durée du contrat de 7.5 mois, le nouveau montant de la contribution financière forfaitaire pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018 est fixé à 550 000 euros HT, soit un montant identique à celle de 2017.

L'impact financier de cet avenant en termes de recettes supplémentaires est de 14.6% par rapport au contrat initial..

Sur le plan juridique on peut considérer que cet avenant :

- Entre dans les conditions posées par l'article 36-3 du décret du 1<sup>er</sup> février 2016 dans la mesure où cette modification du projet résulte de circonstances imprévisibles que l'autorité concédante à la date du lancement de la consultation, ne pouvait pas prévoir. Elle est inférieure à 50% du montant du contrat de concession initial.
- Entre dans les conditions fixées par l'article 36.5 de ce même décret dans la mesure où :
  - a) Cette modification du délai et du coût du projet n'aurait pas permis d'attirer davantage de participants ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis, ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue, étant rappelé que seul le titulaire du contrat avait par ailleurs déposé une offre ;
  - b) L'équilibre économique n'est pas modifié de façon substantielle en faveur du délégataire, la perception de recettes supplémentaires était strictement limitée à la prolongation de la convention, générant pour lui des coûts supplémentaires et s'établissant pour

cette durée de 7.5 mois à 4.9% et pour la durée totale du contrat à 14.6% ;

- c) Le champ d'application du contrat de concession n'est pas modifié;
- d) Le projet d'avenant n'a pas pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1111-8 et R1111-1 ;
- Le Code des Transports et notamment son article L1113-1;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les modifications de dessin et de structure induites par la requalification du Vieux-Port et la réglementation sur l'accessibilité ont impactées de manière conséquente le budget du projet de gare maritime au Vieux-Port ;
- Que le contrat est prolongé pour une durée de 7.5 mois jusqu'au 31 décembre 2018 et qu'en conséquence, le montant de la contribution financière forfaitaire pour 2018 est porté à 550 000 euros HT.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant 11 à la délégation de service public pour la desserte maritime de l'archipel du Frioul.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 012-2751/17/CM**

#### **■ Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire du service public pour le service de transport de véhicules entre Marseille et l'Archipel du Frioul MET 17/4673/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération POR 001-687/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 a approuvé le choix du groupement Icard Maritime / Méditerranéenne des Services Maritimes pour l'exploitation du service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2016 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération POR 001-687/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 approuvant le choix du groupement Icard Maritime / Méditerranéenne des Services Maritimes pour l'exploitation du service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul ;
- La délibération DTM 002-1318/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- Le Procès verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par le groupement TRANSRADE.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016, remis par le groupement TRANSRADE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 013-2752/17/CM**

**■ Présentation du rapport annuel 2016 du délégataire du service public pour l'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille/Aéroport par autoroute au groupement Transprovence / Kéolis Bouches-du-Rhône MET 17/3979/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de la convention signée le 2 novembre 2010, avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le Département a confié par le contrat de délégation de service public du 21 décembre 2011, l'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille / Aéroport par autoroute au

groupement Transprovence / Kéolis Bouches-du-Rhône, pour une durée de 6 ans.

Ce contrat a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2017.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, dès la communication du rapport du délégataire mentionné à l'article 52 de l'ordonnance du 29 janvier 2016, son examen est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire de la ligne Marseille-Aéroport, relatif à l'exercice 2016, est joint en annexe.

Sa synthèse se décompose en deux parties :

### **Compte rendu technique**

#### **1°) L'offre de service**

L'offre de service qui s'est élevée à 1 343 471 kilomètres, est en légère hausse de 0,5% par rapport à 2015 (1 336 446 km). Des courses supplémentaires ont été mises en place lors de l'Euro de football 2016 et pour les fêtes de fin d'année.

#### **2°) Tarification**

Les tarifs ont fait l'objet de deux modifications au 1<sup>er</sup> mars et au 1<sup>er</sup> juin 2016.

#### **3°) Véhicules.**

10 cars de type Magelys Pro, renouvelés en 2015, assurent le service. Il s'agit de véhicules de grand tourisme, d'un haut niveau de confort et équipés d'un système d'information voyageur en temps réel.

#### **4°) Fréquentation**

La fréquentation a bénéficié de l'effet Euro 2016 au mois de juin et juillet 2016.

En 2016, 869 539 voyages ont été réalisés sur la navette, soit + 8,7% par rapport à 2015 (800 022). La part de marché de la navette sur le total des déplacements Marseille-Aéroport se monte à 10,4%.

Il est à noter que 64,6% des voyages ont été effectués avec un billet unité et 24% avec un titre aller-retour.

### **Compte rendu financier**

L'engagement sur les recettes 2016 était égal à 5 289 396 € HT. Les recettes relatives à l'année 2016 se sont élevées à 5 550 348 € HT, soit +10,7% par rapport à 2015 (5 011 921 € HT).

Il s'est dégagé un excédent de 260 818,08 € HT. En application de l'article 26 de la convention du 21 décembre 2011, cet excédent a été réparti à raison de 196 526,49 € HT pour le délégataire et 64 291,59 € HT pour l'autorité organisatrice.

L'intéressement annuel indexé revenant au Département était égal à 1 624 384 € HT à majorer de l'excédent de recettes (64 292 € HT) soit un total de 1 688 676 € HT.

Compte tenu des montants à déduire au titre des frais d'accostage en gare routière de Marseille Saint-Charles (119 378 € HT) et de l'intéressement à la qualité de service (84 030 € HT), en application de l'article 27 de la convention, la redevance nette perçue par l'autorité organisatrice est égale à 1 485 268 € HT, en hausse de 37,64% par rapport à l'exercice 2015 (1 079 119 € HT).

L'examen de ce rapport annuel du délégataire de la ligne d'autocars Marseille - Aéroport n'a pas d'incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par le groupement Transprovence / Kéolis Bouches-du-Rhône

##### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016, remis par le groupement Transprovence / Kéolis Bouches-du-Rhône.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 014-2753/17/CM**

#### **■ Présentation du rapport annuel 2016 du délégataire du réseau de transports urbains "Aix en Bus"**

#### **MET 17/3971/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par convention de délégation de service public du 29 juillet 2011, prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2012 et arrivant à expiration le 31 décembre 2019, l'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable dite l'AOMD a confié à la Société Kéolis Pays d'Aix, dite « Le Délégataire », la gestion déléguée du réseau de transports publics « Aix en Bus ».

En application de l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de prendre connaissance du Rapport Annuel du Délégataire établi en respect de l'article 52 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016, remis le 15 avril 2017 tel que prévu contractuellement et présenté dans sa version finalisée le 5 mai 2017.

Ce rapport retrace pour l'année 2016 l'exécution des services mis à la charge du délégataire par voie de convention, ces services recouvrent les prestations suivantes :

- Exploitation du réseau urbain constitué au 31 décembre 2016 de 24 lignes régulières comportant 8 doublages scolaires et de 4 mini lignes de proximité desservant l'hyper centre.
- Exploitation de services spéciaux constitués de 3 circuits de l'hyper centre desservis par des navettes électriques, les Diablins, de navettes desservant depuis le parking des trois Bons Dieux le site remarquable des Carrières de Bibemus, de 7 secteurs de transport à la demande et de 2 zones de bus de nuit au départ du centre-ville les vendredis et samedis soirs jusqu'à 23h et minuit.
- Exploitation et le gardiennage de 2 parkings-relais en surface et d'un parking relais en ouvrage.

Le rapport annuel du délégataire introduit l'année 2016 par 3 faits marquants :

- La mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016 impliquant le transfert du contrat de

DSP auparavant sous l'autorité de la Communauté du Pays d'Aix.

- Les travaux au centre-ville qui ont impacté l'offre de transport et les conditions de circulation des bus ainsi que la ré-ouverture du parking-relais du Krypton, ouvrage structurant d'une capacité de 900 places de parkings en silo, comportant un pôle d'échange, une gare routière de 12 quais.
- Le projet d'entreprise Keolife dont l'objectif est de se concentrer sur la performance opérationnelle de la filiale et d'améliorer la qualité de service, dans un contexte perturbé par 3 mouvements sociaux.

Le rapport annuel 2016 rénove la présentation du service délégué en donnant la priorité à l'exploitation de tous les services délégués au travers de l'offre de transport dans son aspect quantitatif en kilomètres produits ainsi qu'en fréquentation.

Le rapport poursuit sur l'aspect qualitatif de l'offre en retraçant les résultats obtenus en terme de recettes commerciales et de voyages pour déboucher sur les constats et perspectives tirés de l'enquête fraude menée en 2016.

Le délégataire donne une photographie au 31 décembre 2016 des moyens humains et matériels affectés au service et fait le bilan des actions de marketing et de communication menées en direction des usagers, enfin est traitée la qualité du service au travers de la première mise en œuvre complète du référentiel accepté par les parties.

22	M1	5	M2	13	7	6	M3	M4
54 881kms	58 017kms	25 963kms	23 493kms	22 074kms	18 902kms	18 632kms	17 592kms	14 503kms

En 2016, des modifications d'itinéraire pour l'évitement du Cours Sextius ont visé les lignes 3,5,6,13, 25 à titre d'exemple :

La Ligne 5 visée par les travaux, évitant le cours Sextius, était prolongée à l'Ouest jusqu'au centre commercial des Milles afin d'offrir aux habitants des quartiers nord d'Aix et d'Encagnane une liaison avec cette zone d'activités très importante. La fréquence est de 20mn environ en heure de pointe et 30 mn environ le reste de la journée. Son prolongement passe par Avenue du Camp de Menthe / chemin de la Pioline / avenue Guillaume du Vair (D9A), pour atteindre le terminus Centre Commercial les Milles. Les arrêts desservis seront L'Ensoleillé / Aubépines / Camp de Menthe / Valcros /

Le rapport présente en dernier lieu les comptes de la délégation au 31 décembre 2016, y compris les régularisations prévues à la date l'arrêté des comptes fixée au 31 mars de N+1.

Les différents chapitres du rapport sont illustrés par une table des annexes.

### **I – Offre de transport du réseau Aix en Bus**

L'offre de transport en 2016 a été marquée par l'ouverture du parking relais du Krypton, nouvel équipement structurant, sa répartition par ligne, les adaptations opérées pour répondre aux besoins des usagers et aux déviations temporaires nécessitées par le réaménagement des trois places du centre-ville, Madeleine, Prêcheurs, Verdun et les travaux de la ZAC de Lenfant :

- Avec 6 179 736 km commerciaux exécutés en 2016, le réseau Aix en Bus a augmenté son offre kilométrique de 174 363 kms (+2,82%) par rapport à 2015 (6 005 376 kms). Ce niveau est supérieur de 34 745 kms au niveau d'offre issue de l'avenant n°3 toutes choses égales par ailleurs (*hors 165 260 kms de services spéciaux scolaires repris en 2015 par le réseau interurbain et hors autres services spéciaux*). L'offre 2016 se trouvant ainsi quasi équivalente à l'offre de référence prévisionnelle de l'avenant 3 (+34 000kms).

En 2016, dans le cadre de l'avenant 7, les lignes modifiées par les adjonctions les plus significatives étaient les suivantes :

- Parmi ces lignes, celles visées par les travaux étaient les suivantes : M1, M2, M3, M4, 13, 6.

- Beauvoisin / Château / La Pioline et Centre Commercial les Milles,

En 2016, des renforts ont été nécessaires pour les lignes 7,8,10,11,12,21,23, à titre d'exemple :

- La Ligne 7 a été renforcée dans le cadre de l'ouverture du Parking Relais du Krypton, en heure de pointe avec la mise en place d'un bus supplémentaire entre le Parking Relais et la Gare Routière. Ce renfort permet d'offrir une fréquence de 7 à 8 minutes en heure de pointe au lieu des 15 mn le reste de la journée,

En 2016, au titre de ses renforts, la mini 4 a notamment été créée :

- La Mini 4 : il s'agissait d'une création d'itinéraire qui durant la période des travaux,

permet de relier les parkings du quartier Carcassonne au centre-ville en passant par la clinique Rambot avec terminus à l'arrêt Bellegarde. Cette ligne effectuée avec un véhicule 9 places effectuera son terminus à la piscine Yves Blanc pour desservir les arrêts Parking Carcassonne / Cimetière Saint Pierre / RCM / Docteur Aurientis / Parc Rambot / Arts et Métiers / Bellegarde. Elle effectuera son retournement et reprendra la desserte en sens retour dès l'arrêt Parc Rambot. Son itinéraire est Avenue des Déportés de la Résistance Aixoise / Rue du RCM / Avenue du Dr Aurientis / Cours des Arts et Métiers / Cours Saint Louis / Boulevard François et Emile Zola / Rue Pétrarque / Rue Nostradamus / Avenue du Dr Aurientis pour retour sur le trajet identique à l'aller. (Pendant la durée des travaux soit jusqu'au 1er juillet 2018).

C'est dans le cadre de l'avenant 7 que 14 lignes ont été concernées par des diminutions d'offres dont les plus significatives sont les suivantes :

23	16	12s
-41 732kms	-16 803kms	-2 062kms

Enfin dans le cadre de l'optimisation des lignes, des dessertes ont été supprimées :

- Ligne 20 (limitée au Bois de l'Aune), ligne 25 (boucle de l'Agnel)

	KPA	RDT 13	SUMA	SAP	Diablines	Total
2015	5 110 726	1 226 723	320 445	555 355	222 718	7 435 967
2016	5 235 581	1 245 893	293 105	467 560	235 984	7 478 123

## II- La fréquentation du réseau Aix en Bus

La fréquentation du réseau a été pénalisée malgré le plan d'information des voyageurs, par 200 jours de déviation liée à des événements locaux, des manifestations et à des zones de travaux mais également par trois mouvements sociaux, de niveau national en mars 2016 puis en mai-juin et en septembre 2016 au niveau de Kéolis Pays d'Aix,

Après avoir augmenté de 22.93 % entre 2013 et 2014, la tendance à la baisse relevée en 2015 à hauteur de -4%, se confirme avec un taux constaté de **-3,6%** en 2016.

La fréquentation est établie sur la base des cellules compteuses installées par le délégataire dans les bus desservant le réseau, en 2016 ce système de comptage a été perturbé sur une période s'étalant du juin à août principalement, en raison du remplacement du SIV Luciol du délégataire par un équipement plus

A noter que l'offre kilométrique commerciale sous-traitée avec un taux de 29% est toujours très proche du maximum contractuel fixé à 30%, cette offre sous traitée diminue car l'offre exécutée en propre d'une part, augmente de 5,26% et parce que d'autre part les services sous traités enregistrent une baisse de 57 560kms due en grande partie à la sortie des services spéciaux scolaires de la DSP entre 2015 et 2016.

**Au 31 décembre 2016 le réseau Aix en Bus est composé de 23 lignes régulières, de 4 mini lignes desservant l'hyper-centre, de 3 circuits de Diablines, navettes électriques réservées au centre ville ancien et de 7 secteurs de transport à la demande.**

**A l'instar de 2014 et 2015, le réseau a été perturbé par des mouvements totalisant une perte totale de 41 466 kms commerciaux** (soit l'équivalent de 2 jours et demi de service):

- Mouvements de grève 2016 : du 17 mai au 17 juin 2016 en heures de pointe, du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 2016 en heures de pointe, un mouvement national le 31 mars 2016 affectant les lignes sous traitées, 11, 15, 20 et 21
- **Au 31 décembre 2016 le réseau produit un total de 7 478 123kms contre 7 435 967kms en 2015 répartis comme suit :**

performant et plus complet de l'autorité délégante, le SAEIV Opéryo.

Durant cette période, les comptages n'ont pu être opérés sur les bus déséquipés. La baisse de 3.7% sur ces trois mois peut être pondérée à hauteur de **-2.4%** en considération du poids moyen constaté antérieurement sur ces trois mois d'activité par rapport à la fréquentation totale annuelle :



JUN	2013	2014	2015	2016	JUILLET	2013	2014	2015	2016
RAD relevé	1 271 488	970 204	815 580	1 244 748	RAD relevé	1 271 488	970 204	815 580	1 244 748
Poids/ Total	8%	8,2%	8,7%	8,8%	Poids/ Total	6,7%	6,6%	6,7%	5,9%
AOUT	2013	2014	2015	2016					
RAD relevé	1 271 488	970 204	815 580	1 244 748					
Poids/ Total	5,7%	5,4%	5,6%	4,9%					

L'évolution du nombre de voyages relevés par les cellules compteuses est la suivante :

Nbre voyages	2012	2013	2014	2015	2016
Cellules compteuses	NC	12 313 512	15 136 111	14 540 627	14 013 646
Evolution	NC	NC	+22,93%	-4%	-3,7%

Il est à noter que les données de fréquentation issues des cellules compteuses sont obérées par les modalités d'équipement des véhicules puisque sont exclus de cet équipement tous les services spéciaux soit, les véhicules assurant le transport à la demande, les diablins assurant les navettes centre ville et antérieurement les autocars qui assuraient les services spéciaux scolaires

- La fréquentation via les données de billetterie**

Lignes	total 2016	total 2015	Ecart	Lignes	total 2016	total 2015	Ecart
1	205 957	204 892	0,52%	25	477 835	435 697	9,67%
2	1 482 554	1 502 185	-2,02%	025	15 397	27 233	
3	1 101 008	1 184 821	-5,32%	035	18 427	27 880	
4	1 285 294	1 257 724	2,19%	055	6 654	6 657	
5	1 869 018	1 910 960	-2,19%	085	18 510	35 630	
6	643 504	762 953	-15,66%	095	16 014	23 885	
7	873 724	824 397	5,98%	105	12 172	16 356	
8	1 655 147	1 765 665	-6,09%	115	11 032	21 731	
9	360 585	379 381	-5,61%	195	10 964	15 750	
10	586 917	580 402	2,96%	N11	167 474	150 750	11,07%
11	289 512	313 529	-7,66%	N12	326 121	269 667	20,93%
12	122 128	175 793	-32,59%	N13	99 635	95 934	3,86%
13	633 804	642 424	-1,34%	N14	3 639	-	
14	48 993	49 780	-1,58%	Scolaires	92 126	158 723	-41,96%
15	292 415	329 213	-11,18%	Diab A	90 316	91 202	-0,97%
16	-	4 987		Diab B	59 659	56 264	6,05%
18	359 313	377 070	-4,71%	Diab C	115 316	100 700	14,51%
19	398 773	407 134	-3,34%	Bus nuit	818	309	164,72%
20	107 423	133 802	-19,71%	Flexi	8 926	13 864	-35,61%
21	39 992	42 689	-6,32%	Total général	14 013 647	14 540 627	-3,62%
22	72 351	25 792	180,52%				
23	69 686	138 872	-49,82%				
24	3 868	9 230	-58,10%				

- La fréquentation des services spéciaux est en progression : Diablines, Navettes Bibemus, Bus de nuit à l'exception des Transports à la demande.

*(La baisse de la fréquentation des services spéciaux scolaires correspond au retrait de ces services de la DSP après le 30 juin 2016).*

- **La fréquentation par titres validés :**

La ventilation par famille de titres évolue peu entre 2015 et 2016, on relève néanmoins une hausse des abonnements tous publics, au détriment des tickets unitaires, marquant une timide fidélisation.

La part des abonnements tous publics est croissante de 19 % en 2015 à 21% en 2016, tandis que celle des titre « à décompte de voyages » baisse de 32% en 2015 à 31% en 2016.

- **La fréquentation des services spéciaux :**

- Les services spéciaux non équipés de cellules compteuses présentent en terme de fréquentation les caractéristiques suivantes pour 2016 :

**Les Diablines**

3 circuits dans l'hyper centre-ville sont réalisés en petits bus électriques. La fréquentation est en hausse de 6.46%, en particulier sur le circuit C.

**Les navettes Bibémus**

L'office de Tourisme organise des visites guidées des Carrières de Bibémus et Keolis Pays d'Aix organise le transport des visiteurs depuis le parking des Trois Bons Dieux. En 2016, 2705 visiteurs ont été transportés contre 2772 en 2015.

**Les services Bus de nuit**

Lancé en septembre 2015, ce service est réalisé tous les vendredis et samedis soir au départ du centre-ville (Ronde, Bellegarde, De Lesseps Mairie) à 23h et Minuit. En 2016, 818 voyages ont été réalisés.

**Les services Flexibus**

Les données 2016 relatives au transport à la demande n'ont pas encore pu être analysées faute d'avoir été livrées.

- **Le ratio voyages kilomètres V/K :**

Il s'agit d'un ratio qui permet de mesurer le nombre de voyages effectués par kilomètre parcouru (kms cciaux + kms Hlp). Il s'agit d'un ratio de rendement et d'efficacité, fortement dépendant de la densité et de la morphologie urbaine, le territoire Aixois étant étendu.

Selon les données du RAD 2015 le réseau urbain d'Aix en Provence obtient un ratio V/K de 1,98\* en 2016, en baisse par rapport à 2015 (2,09) étant précisé que ce ratio est calculé sur les kms commerciaux et non totaux.

Pour mémoire le V/K était en 2015 (sur kms totaux) le suivant \*\* :

<b>Aix en bus</b>	1,99
<b>Amiens</b>	2,44
<b>Pau</b>	2,26
<b>Avignon</b>	1,69
<b>Bayonne</b>	1,1
<b>Ville de 100 000 à 250 000 hbts</b>	2,25

**Moyenne d'un panel de 10 réseaux comparables = 1,93**

*\*Ce ratio correspond également en 2016 à 93 voyages / habitant*

*\*\* Référence : données UTP 2015*

#### IV- La fréquentation des parkings relais



La DSP intègre la gestion des Parkings Relais de stationnement Hauts de Brunet – Malacrida et Route des Alpes donnant droit à l'utilisation du réseau Aix en Bus, ouverts de 6h30 à 21h00 (sortie au-delà laissée libre).

Cette gestion est sous-traitée à la société Kisio filiale Effia.

En 2016 la fréquentation des parcs relais est marquée par la ré-ouverture du parking Krypton et la mise en place de l'accompagnement des travaux du parking de l'Hôpital, entraînant une utilisation des P+R par ses salariés, notamment du parking relais de Hauts de Brunet. L'impact de ce dernier élément doit cependant être relativisé compte-tenu du fait que les salariés de l'hôpital utilisent des abonnements et non des tickets journaliers.

On note une fréquentation à la hausse des P+R Aixois par rapport à 2015 avec 80 862 tickets délivrés en 2016 contre 52 654 en 2015 générant une recette de 240 906€ contre 198 787 € en 2015 et 171 625€ en 2014 (soit +21,2%).

Dans le cadre de l'avenant 7, la gratuité d'accès aux PMR instaurée en 2015, a fait l'objet d'une compensation établie sur la base de 3% des ventes. Le bilan 2016 de la vente des tickets aux PMR, n'ayant pas été tenu par le sous-traitant, il ne peut être établi si ce taux est confirmé ou non.

#### V- Les recettes

##### • Les recettes totales:

Avec un total de 36 027 569 € en 2016 contre 34 397 875€ en 2015, les recettes totales sont en hausse de 4,5 % (contre une baisse de - 4,46 % entre 2015 et 2014). Cette hausse est portée principalement par le périmètre contractuel (Contribution forfaitaire et compensations tarifaires).

A noter que l'engagement prévisionnel issu de l'avenant 7 fixait les recettes totales à 35 950 009 € (montant actualisé issu de l'avenant 7) soit un écart de 0,21% entre contrat et réalisé.

Les recettes de trafic indirectes (compensations de l'autorité délégante) étaient prévues en 2015 à l'issue de l'avenant 6 à hauteur de 987 287€, elles ont été réalisées à hauteur de 1 022 462€, soit +3,5%.

- **Les recettes liées au trafic**

Avec un total de 5 129 000 € en 2016 contre 4 988 506€ en 2015 et 4 478 333 € en 2014, les recettes commerciales sont en hausse de 2,7 %. (contre 11,4% en 2015).

Le poids des recettes commerciales et annexes est fixé en 2016 à 15%, pour des compensations sociales de 3% et contre 82% pour la contribution financière. L'autorité délégante donc prend en charge 85 % des produits de la délégation contre 84% en 2015.

Avec un engagement prévisionnel pour les recettes commerciales directes de 5 505 975€ en 2016 à l'issue de l'avenant 7, l'objectif contractuel bien que proche en ce qui concerne les recettes commerciales directement tirées du trafic, n'est cependant pas atteint contrairement à 2015 et 2014, ce qui révèle une difficulté relative à l'engagement de recettes.

Les perturbations liées au trafic, l'augmentation et le glissement tarifaire qui lui est associé pèsent de manière plus aigue en 2016 que les années passées, sur l'engagement de recettes.

Les recettes commerciales ont connu en 2016 une hausse tarifaire de 10 centimes au 1<sup>er</sup> septembre 2016 pratiquées sur le Ticket unitaire et le Ticket deux voyages. Le constat est fait d'une baisse des recettes commerciales issues des tickets unitaires au profit des titres deux voyages et de la plupart des formules d'abonnements qui progressent.

Les abonnements (mensuel, annuel, jeune et scolaire) représentent une part conséquente des recettes 38,6%. Les tickets unités et 2 voyages représentent 38 % des recettes usagers.

L'évolution des recettes commerciales en euros est principalement porté par :

- L'abonnement annuel tout public (+19%)
- L'abonnement mensuel tout public (+6%),
- Les Jeunes Plus (+ 4.7%)
- Les tickets 10 voyages (+3%) et
- Les ventes P+R (+21%).

Il faut noter le recul de -1% des titres 1 et 2 voyages visés par une augmentation tarifaire de +10% au 01/09/2016. Ceci met en évidence un effet d'élasticité et de migration tarifaire au profit d'un développement de la fidélisation faible cependant.

Au bilan, il est à noter que la part des recettes commerciales demeure faible en comparaison des réseaux de taille comparable, même si depuis la signature du contrat en 2012 les recettes commerciales ont progressé de 27% passant de 3,764M€ à 5,129M€.

- **Le ratio recettes /voyages :**

Le réseau Aix en Bus obtient pour 2016 un ratio Recettes par voyage (R/V), y compris les compensations, de 0,54 €.

Les recettes de billetterie par voyage s'élèvent à 0,45€ en 2016 contre 0,43€ en 2015.

Après un repli généralisé ces dernières années, le ratio recette au voyage est en progression à l'instar des moyens et grands réseaux nationaux, démonstration que l'optimisation tarifaire porte ses fruits.

## **VI- La fraude et la sécurité**

- **La fraude :**

Les résultats de l'enquête fraude d'avril 2016 constatant une baisse d'un point du taux de fraude global (11,9% contre 11,1%) issue de la baisse de la non validation mais freinée par une hausse des voyageurs sans titre qui représentent 40 % des irrégularités constatées, impliquant un plan de contrôle ciblé.

L'enquête fraude 2016 présente une hausse des voyageurs sans titre : 7.6 % en 2016 pour 6.9 % (enquête Fraude 2014), (+0.7 point) en cohérence avec les résultats des contrôles inopinés.

Le taux de fraude constaté (contrôles quotidiens) est passé de 2.8% en 2015 à 3.3% en 2016 (+0.5 point).

Le nombre de voyageurs contrôlés pour 2016 est de 270 644, contre 297 957 en 2015 soit une baisse de 9 %. Le taux de contrôle a cependant augmenté de 11 % en lien avec la politique de contrôles ciblés : Focus sur les lignes à taux de fraude élevé identifiées grâce à l'enquête fraude 2016.

Les lignes où le taux d'irrégularité global est le plus élevé sont les lignes : 9,1,12 avec des taux de 30) 22% puis les lignes 2,5,19 et 25.avec des taux bien au dessus de la moyenne globale.

Le taux de recouvrement était en 2015 de 45,5%, il est en 2016 de 40,4 %, malgré une hausse de 5% des

procès verbaux dressés, les facteurs de cette baisse sont les suivants :

- Baisse de l'alternative Trok'it
  - Recrudescence des adresses erronées
  - Suppression des échéanciers en faveur des contrevenants en difficulté
- **La sécurité sur le réseau :**

Le délégataire assure la sécurité de son réseau selon une politique qui articule prévention, médiation et dissuasion, laquelle s'exerce au travers des actions de contrôle préventive ou répressive, contribuant au sentiment de sécurité de l'usager, ce sont 12 agents ETP (équivalent temps plein), soit 3,5% de l'effectif qui y sont consacrés. A titre de comparaison, en 2015, 5,4% des effectifs de la branche interurbaine (source UTP) étaient consacrés à la sécurité.

Sur le réseau Aix en Bus ce sont les insultes et les outrages qui représentent la plus grande part des incidents suivis de très près des jets de projectiles, les secteurs les plus concernés sont , le centre ville, Encagnane et le Jas de Bouffan ( sites à risque : Rond point de Galice – Arrêt Saint Exupéry – Arrêt Tubingen – Arrêt les Belges.

En 2016, ces faits ont occasionné 36 dépôts de plainte contre 12 en 2015. Keolis Pays d'Aix participe aux veilles du CLSPD.

#### **VI- Les moyens humains affectés au service en 2016**

Les moyens humains sont relativement stables quantitativement et qualitativement (CDD/CDI) avec un turn-over des conducteurs accentué, justifié par la recherche d'un service de qualité, avec un absentéisme en légère baisse et un budget formation toujours au-dessus du taux légal.

Il est à noter que l'organigramme a été étoffé en 2016 avec :

En janvier, la création d'un poste de manager de proximité, la création du poste de Responsable Méthodes et Ordonnancement, en avril avec la création du poste de Responsable Produits et Informations Voyageurs, puis en Juin avec le renforcement temporaire du pôle Administratif et financier par la création d'un poste d'assistant de gestion pour 12 mois.

La fonction Qualité Hygiène Sécurité et Environnement est répartie, suite au départ du responsable, sur 2 agents de maîtrise du service RH et sur un cadre du Comité de Direction.

Depuis Septembre 2016, l'organisation s'est dotée d'un poste d'assistant- Exploitation, occupé par un manager de proximité promu à cette nouvelle fonction ainsi que d'un pôle Management Opérationnel et d'un pôle Suivi Temps Réel.

**Les effectifs :** Le délégataire dispose d'un effectif total au 31 décembre 2016 de **344** personnes (dont 277 conducteurs), contre 347 personnes en 2015 (dont 283 conducteurs). Les effectifs conducteurs sont en baisse apparente, cependant il convient de préciser qu'en 2015 des contrats à durée déterminée étaient destinés à pallier à l'absentéisme des conducteurs en hausse de 3 points.

L'effectif total reste donc relativement stable d'une année sur l'autre.

Il est à noter que la majorité des mouvements entrants de personnel se fait sur la population conducteurs en compensation des fins de contrats (fin de CDD, retraite, licenciement, inaptitude). Le renforcement des exigences en matière de qualité explique le fort turn-over sur la population conduite.

Le service maintenance a connu la plus forte variation d'effectif avec la poursuite des recrutements de mécaniciens suite à l'internalisation de la maintenance opérée en 2015.

Il est à noter également que la part du personnel féminin n'évolue pas en 2016 (14% de l'effectif).

**L'absentéisme :** Il convient de rappeler que cette donnée est susceptible de peser significativement dans les coûts variables du service dès que l'effectif de conduite est touché (augmentation du coût unitaire de l'heure de conduite).

La filiale Keolis Pays d'Aix reste marquée en 2016 par un absentéisme quasi 1,5 fois supérieur à celui du secteur d'activité.

Pour mémoire entre 2014 et 2015, le taux d'absentéisme avait augmenté de 31%. Après avoir atteint 12,26% en 2015, de nombreuses actions ont été entreprises afin de réduire ce

taux, avec pour objectif de passer durablement en dessous des 10%.

En 2016, le taux d'absentéisme de l'ensemble du personnel est passé de 12,26 % en 2015 à 11,81 % en 2016, ce qui constitue une optimisation des coûts d'exploitation.

Particularisme du réseau : En comparant les données de la filiale avec celles du groupe, on constate que l'absentéisme pour maladie est dans la moyenne alors que l'absentéisme pour accident du travail est trois fois plus élevé.

La formation : Le coût de la formation déjà très élevé en 2015 passe de 218 95€ à 325 690€ en raison des efforts de formation exigés par l'internalisation de la maintenance (atelier)

Le plan de formation demeure au dessus du taux légal prévu au contrat soit 1.6 % (ce taux est de 3,5% de la masse salariale brute de l'entreprise en 2016).

## **VII- Les moyens matériels affectés au service en 2016**

### **• Le parc de matériel roulant**

La convention de délégation de service public met le matériel roulant à la charge du délégataire qui satisfait cette obligation principalement via des contrats de location longue durée, assurant ainsi le maintien de l'exigence de véhicules peu âgés. La majorité des véhicules étaient neufs au 1er janvier 2012. La majorité des véhicules sont aux normes EURO V et utilisent un carburant alternatif type DIESTER, ce qui a pour effet de réduire les émissions polluantes.

L'âge moyen du parc est de 4,4 ans au 31 décembre 2015 contre 3,81 ans en 2014. La majorité des véhicules étaient neufs au 1er janvier 2012 et aux normes EURO V utilisant un carburant alternatif type DIESTER, de nature à réduire les émissions polluantes.

Aspects quantitatifs : Le parc passe de 185 véhicules en 2015, à 164 en 2016 dont 126 fournis par le délégataire (exploités en propre et affrétés à

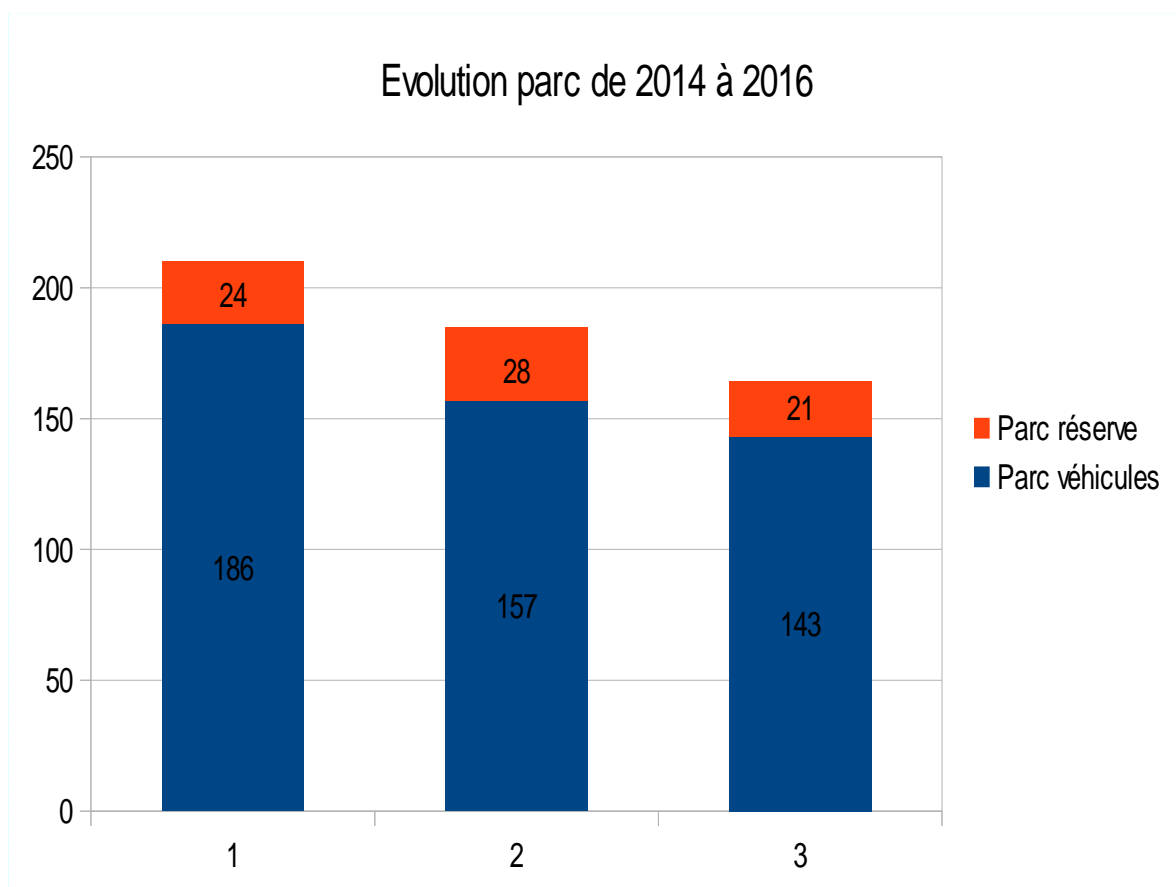
l'usage des sous-traitants), avec un taux de réserve en baisse qui passe de 17,8 % à 14,7 %.

	Parc véhicules	Parc réserve
2014	<b>186</b>	<b>24</b>
2015	<b>157</b>	<b>28</b>
2016	<b>143</b>	<b>21</b>

Cette évolution s'explique pour partie par la baisse de la part des véhicules Keolis utilisée par les sous-traitants (de 25 % en 2015 à 12% en 2016).

La diminution du parc est liée en grande partie au transfert de l'activité des services scolaires à la société SAP titulaire du marché de transport interurbain correspondant au besoin.

Quant à la diminution du taux de réserve elle est liée au transfert différé des véhicules retirés du parc exploité mais toujours sur le parc physique (véhicules Autocars sortis de l'offre en 2015 et transférés en 2016).



Un autre facteur induisant également une baisse du taux de réserve est l'internalisation de la maintenance ; ce facteur devrait peser de manière progressive.

Le taux de réserve global est de 14,7%, ce qui est élevé selon les standards de la profession établissant la fourchette basse à hauteur de 10%. Un taux de réserve élevé traduit des difficultés dans la gestion des « pointes » qui pèsent dans le prix du service délégué payé par l'Autorité délégante.

Il convient de relever que le taux de réserve des véhicules standards et Low Entry (les plus nombreux) est inférieur à 10%.

C'est le taux de réserve des Minibus qui est élevé compte-tenu de la petite quantité de véhicules mis à disposition des services concernés.

Répartition des véhicules	Nombre de véhicules au 31/12/2016	Véhicules de réserve 2016	Total 2016	Nombre de véhicules au 31/12/2015	Véhicules de réserve 2015	Total 2015
Exploitation en propre	100	11	111	97	12	109
Standard	50	3	53	49	5	54
Low Entry	29	3	32	27	3	30
Midibus	8	2	10	7	2	9
Minibus	3	1	4	3	1	4
Minibus +	10	2	12	11	1	12
Exploitation par des sous-traitants	11	4	15	27	10	37
Standard	0	1	1	0	0	0
Midibus	4	0	4	2	1	3
Minibus	7	3	10	7	3	10
Midicar	0	0	0	4	1	5
Autocar	0	0	0	14	5	19
Total propriété de Keolis	111	15	126	124	22	146
Low Entry	12	2	14	13	2	15
Minibus	4	1	5	4	1	5
véhicule électrique	16	3	19	16	3	19
Total propriété des sous-traitants	32	6	38	33	6	39
Total général	143	21	164	157	28	185

**Aspects qualitatifs :** L'âge moyen du parc est de 4,74 au 31 décembre 2016 contre 4,4 ans au 31 décembre 2015.

évolution de l'âge du parc				
Type de véhicule	âge moyen		âge maximum	
	2015	2016	2015	2016
Autobus Standard, Low entry et midibus	3,91	4,39	4,07	10,07
Minibus	2,27	2,67	3,86	4,86
Autocar et midicar	4,68		9,07	
navettes électriques	9,50	9,17	13,79	14,56
	4,4	4,74		

*\* Les données sont fournies au 31 décembre de chaque année*

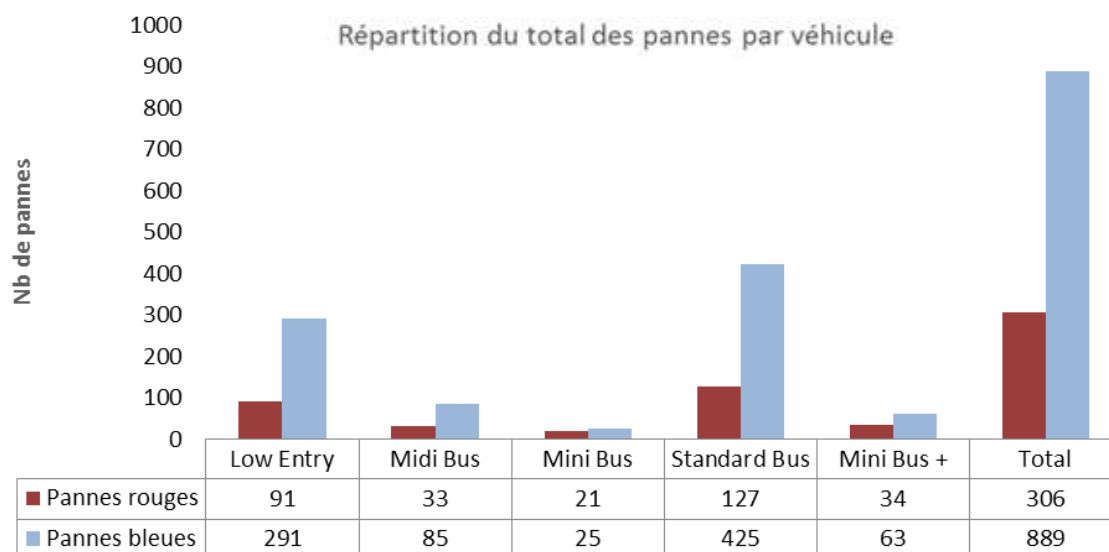
- **Sinistralité**

**Pannes :** Les pannes sont réparties en deux catégories :

- pannes rouges : générant une gêne pour la clientèle (remplacement du véhicule en ligne) et perte de kilomètres d'exploitation.
- pannes bleues : n'ont pas d'influence sur les clients et ne génèrent pas de perte de kilomètre ni de retard

Cette donnée est nouvelle, il ne peut être réalisé de comparatif avec 2015.





*\*SAEIV = Système d'aide à l'exploitation et information voyageur*

**Accidentologie :** Avec 170 accidents déclarés en 2016 contre 172 accidents en 2015, la baisse de la sinistralité amorcée entre 2014 et 2015 ( -12,7 %) est confirmée.

L'année 2016 a connu 140 accidents matériels et 30 accidents corporels (143 pour 29 en 2015), pour lesquels le délégataire est responsable dans 30,6% des cas ( contre 31,2 % en 2015).

Globalement, on observe en parallèle une hausse de 19.2 % des sinistres où la responsabilité du délégataire est engagée à 50 %.

Il est à noter une baisse de 11.6 % sur les sinistres où la responsabilité du délégataire est engagée à 100 %, contre -25,7 % entre 2015 et 2016, confirmant ainsi la tendance à la baisse amorcée.

- **Les équipements embarqués**

Une augmentation des signalements ainsi qu'une augmentation du temps de résolution des pannes ont été constatées.

L'augmentation des pannes 2016 s'explique par le vieillissement de la billettique Vix. et la mise en place d'Opéryo (déploiement du SAEIV de la Société INEO \* sur 169 véhicules urbains en juin 2016 ) perturbée par des incidents d'installation entraînant mécaniquement une augmentation des signalements SAEIV à partir de juin 2016.

Il est à noter l'augmentation du temps d'intervention en 2016 due d'une part à la concentration des ressources sur la mise en place d'Ineo de juin à août 2016 et d'autre part au temps de prise en main du nouveau système et ses interfaces.

- **Les Biens**

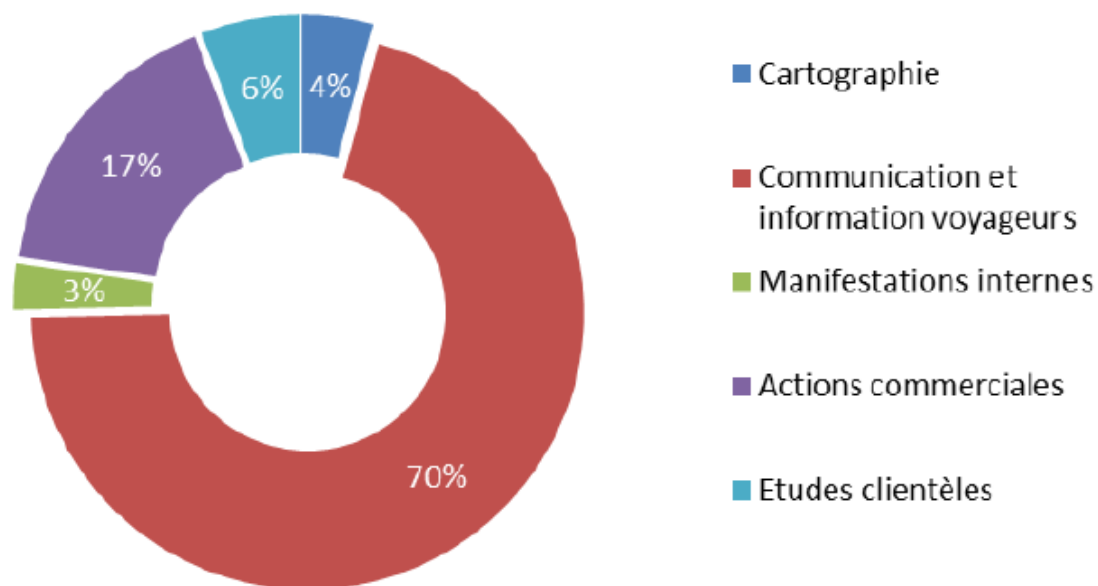
Le rapport annuel présente en annexe l'état comptable des biens de retour au 31 décembre 2016. Le dépôt a connu en décembre 2016 une inondation sur une partie du parking causée par des essais de la Société du Canal de Provence ; l'expertise a eu lieu en début d'année 2017.

## **VIII– Communication interne et usagers et qualité du service rendu**

- **Le plan marketing**

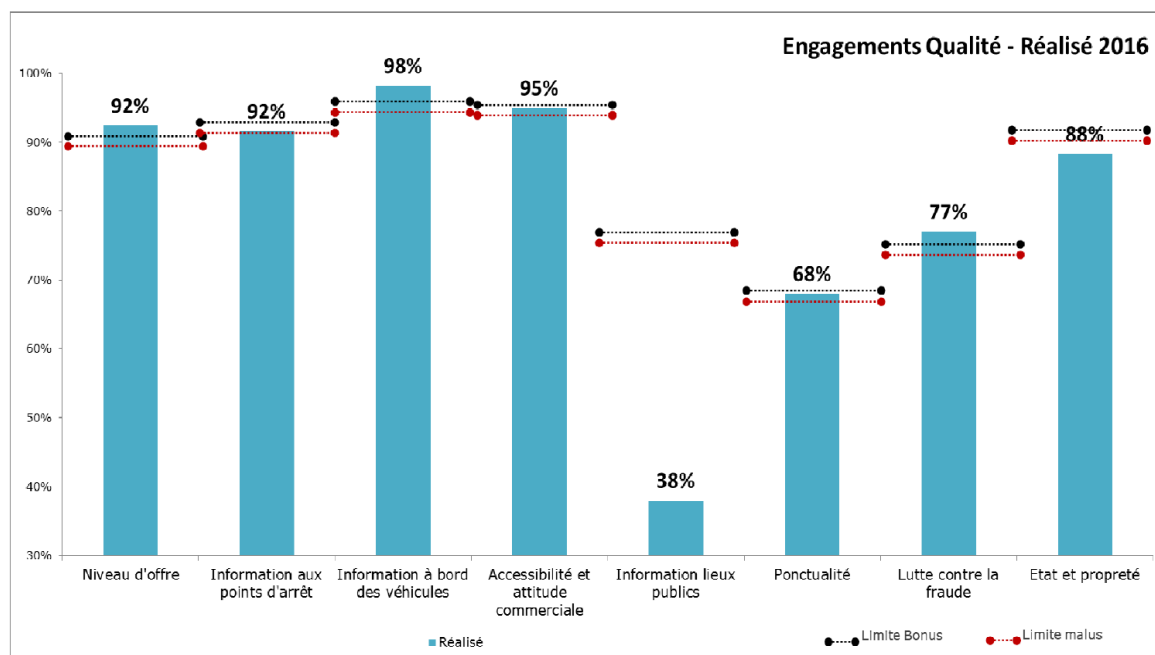
En 2016, les dépenses de marketing ont atteint 457 000 euros dont la majeure partie concerne la communication auprès du public et l'information des voyageurs (éditions et productions horaires, informations aux points d'arrêts...).

En valeur avril 2011, le plan marketing s'élevait à 355 000 euros, faisant l'objet d'une remise à nouveau pérenne dans le cadre de l'avenant 7, qui prévoit à partir de 2017 que le budget marketing annuel soit porté à hauteur de 460 000 euros ( valeur 2011) ;



- **La qualité de service**

Avec la mise en place d'un plan de progrès partagé, la mesure de la qualité de service a permis au délégataire de dégager un léger bonus au bénéfice des usagers



Le contrôle concerne 3 thèmes majeurs :  
 La qualité du service offert (Niveau d'offre, Ponctualité)  
 La qualité des relations avec la clientèle  
 La qualité du matériel

La plan de progrès a permis de dégager un bonus de 33 000 euros (plafond annuel fixé à 200 000 euros) pour le niveau d'offre, l'information aux points d'arrêt et à bord des véhicules avec notamment la mise en service du SAEIV et des efforts sur l'accessibilité et l'attitude commerciale.

	ventilation	Montant du bonus/Malus	Résultat 2016
Niveau d'offre	20%	40 000 €	20 870 €
Information aux points d'arrêt	20%	40 000 €	8 000 €
Information à bord des véhicules	10%	20 000 €	- €
Accessibilité et attitude commerciale	10%	20 000 €	11 892 €
Information lieux publics	5%	10 000 €	- €
Ponctualité	5%	10 000 €	- 10 000 €
Lutte contre la fraude	5%	20 000 €	8 000 €
Etat et propreté	20%	40 000 €	- 5 667 €
		200 000 €	33 095 €

#### **IX- Les comptes de la délégation**

Les comptes de la délégation ont été affectés par la conclusion en juin 2016 d'un avenant n°7. Approuvé par le Conseil de Communauté du 30 juin 2016, cet avenant modifiait l'offre commerciale, afin de prendre en compte divers aménagements en Centre-Ville notamment sur les deux places de la Madeleine et de Verdun.

Cet avenant, outre les adaptations courantes de l'offre, achevait également la rationalisation des transports scolaires par le maintien dans le contrat des seuls doublages scolaires et actait des conséquences techniques et financières de la mise en service du P+R Krypton et de son pôle d'échanges. Enfin, une adaptation pérenne du plan marketing était nécessaire avec une enveloppe supplémentaire de 35K€ HT/an pour mettre à niveau les moyens de communication avec la mise en service du SAE-IV et accompagner la modernisation des dispositifs d'information voyageurs jusqu'à la fin du contrat.

#### **• La rémunération du délégataire**

**Contribution forfaitaire :** La contribution forfaitaire est en légère hausse suite à l'avenant 7, des recettes commerciales en hausse et un nombre de kilomètres commerciaux en hausse pour un nombre d'heures de conduite en charge en baisse et moins de véhicules pour des effectifs conducteurs relativement stables, reflet d'une amélioration de la productivité, dans un contexte où le nombre de voyages baisse néanmoins.

Evolution de la contribution financière forfaitaire (Hors reversement de la Taxe sur les salaires et de la contribution économique Territoriale)

La CFF évolue entre 2015 à 2016 de -1,28% contre - 1,25% prévu au contrat initial (CEP Annexe 20) et - 2,38 % selon le CEP de l'avenant 3 (compte d'exploitation prévisionnel)

€	2015	2016	2016 vs 2015
Contribution forfaitaire contractuelle non indexée hors CET et TS	26 104 307	25 773 608	-330 699
Annuité dépôt perçue par avance	-625 876	682 852	1 308 728
Indexation	1 867 244	1 980 798	113 554
Impact cut off 2014/2015 et autres	-371 609	-139 886	231 723
<b>Contribution forfaitaire réelle hors CET et TS</b>	<b>26 974 066</b>	<b>28 297 372</b>	<b>1 323 306</b>

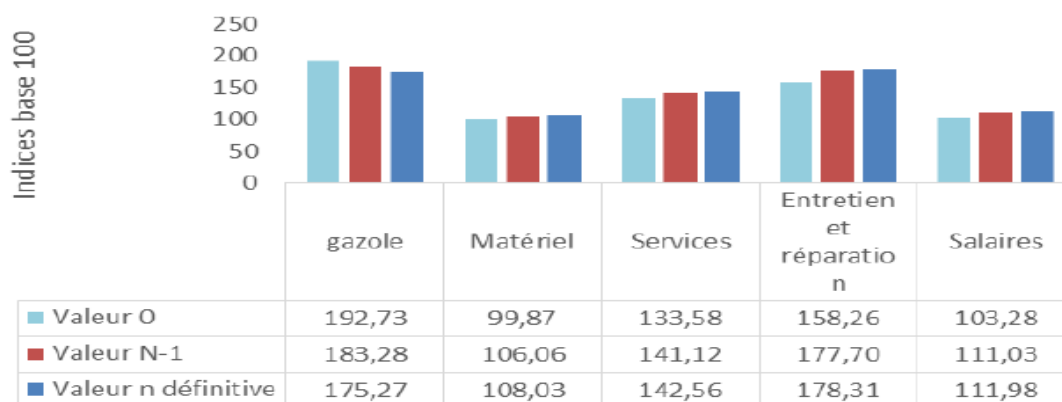
Au 31 décembre 2016 la CFF comptabilisée (avant indexation définitive et régularisation annuelle du 30 mars de N+1) se décompose comme suit :

Décomposition de la Contribution Financière avec TS et CET comptabilisée au 31/12/2016 (€)	
Contribution Financière Avenant 7 valeur € Avril 2011	25 773 608
Actualisation estimative 2016	2 472 289
Provision écart indexation	-491 491
Régularisation/cut-off CF 2015	-112 653
Annuité Dépôt perçue d'avance valeur € Avril 2011	682 852
Reversement duplicatas	-27 233
Refacturation CET	340 336
Refacturation Taxe sur les salaires	756 077
<b>Total</b>	<b>29 393 785</b>

Les dépenses forfaitaires du contrat sont révisées selon la formule contractuelle suivante :

$$R = 0,10 + (0,0) \frac{E}{E0} + (0,0790) \frac{G}{G0} + (0,0756) \frac{M}{M0} + (0,1174) \frac{P}{P0} + (0,0179) \frac{R}{R0} + (0,6101) \frac{S}{S0}$$

### Evolution des indices contractuels



L'indexation globale définitive ressort au 30 mars de N+1 à 6.06% en 2016 contre 5.542% en 2015 soit 114k€. Cette très faible évolution s'explique par une baisse de l'indice gazole et une très faible évolution des autres indices.

La collectivité émettra donc un titre de recettes de 482 967€ au titre de la régularisation de la contribution forfaitaire. Cette régularisation étant en grande partie provisionnée, l'impact 2017 de cette régularisation sera de 8 523€ (impact dit de cut-off).

L'élaboration de la facturation définitive 2016 réalisée sur la base des indices définitifs de l'INSEE amène à une contribution forfaitaire de **27 762 930€**.

<b>Contribution forfaitaire (€ valeur 2016)</b>	<b>2016</b>
Acompte versé par la collectivité en 2016	28 245 897
Provision de facturation définitive comptabilisée à fin décembre 2016	-491 491
<b>CF estimée comptabilisée dans les comptes 2016 de KPA</b>	<b>27 754 406</b>
<b>Facturation CF définitive 2016 réelle</b>	<b>27 762 930</b>
<i>impact comptable sur 2017</i>	<i>8 523</i>

**Compensations :** Les acomptes versés au titre des compensations sont égales aux compensations provisionnées dans les comptes (pas d'effet d'indexation).

<b>Compensations (€ valeur 2016)</b>	<b>2016</b>
Acompte versé par la collectivité	1 051 813
<b>CF comptabilisé dans les comptes 2016 de KPA</b>	<b>1 051 813</b>
<i>impact comptable sur 2017</i>	<i>0</i>

**Intéressement sur les recettes :** L'article 38 du contrat prévoit un intéressement de l'Autorité délégante en cas de recettes supérieures à leur montant prévisionnel. Les recettes réelles étant largement inférieures au contrat, il n'y a pas eu de déclenchement de cette clause en 2016.

**Ratios annexe 22 :** La lecture des ratios d'exploitation montre une amélioration sensible de la productivité. Les ratios financiers liés à la contribution forfaitaire sont perturbés par les éléments comptables expliqués supra.

- **Le CARE 2016 Compte annuel du résultat d'exploitation**

**CEP Réel 2016 vs contrat actualisé :** Le résultat avant impôts 2016 est inférieur de - 3 121k€ par rapport à l'objectif contractuel. L'analyse ligne à ligne n'est pas pertinente au regard des déformations contractuelles évoquées dans le rapport annuel du délégataire (décalage du dépôt, cut-off, etc.).

**CEP réel 2016 vs réel 2015 :** Le résultat avant impôts 2016 est en amélioration de 452k€ par rapport à 2015 mais toujours déficitaire.

Cette amélioration est à netter des impacts cut-off évoqués précédemment (232k€), l'amélioration du résultat hors effet cut-off est de +220k€.

Cette amélioration est à rapprocher de la sortie des contrats scolaires de la DSP (contrat déficitaire) et d'une légère baisse de l'absentéisme et de l'accidentologie.

Unités d'œuvre	Contrat	Actualisation Définitive	Contat actualisé 2016	Réel 2016	Réel vs Contrat actualisé	Réel 2015	2016 vs 2015
Rappel des principales données techniques et financières							
Kilomètres commerciaux	6 223	-	6 223	6 180	- 43	6 005	174
Kilomètres haut-le-pied	1 096	-	1 096	1 149	53	1 282	- 133
Kilomètres techniques	135	-	135	150	14	149	1
Kilomètres totaux	7 454	-	7 454	7 478	24	7 436	42
			-		-		
Heures de conduite commerciales	351	-	351	357	6	360	- 3
Heures de conduite totales	471	-	471	480	9	484	- 4
Heures productives	534	-	534	544	10	550	- 6
Heures improductives	153	-	153	146	- 7	136	10
Heures totales	687	-	687	690	3	686	4
					-		
Nombre de conducteurs	0	-	0	0	0	0	0
Nombre de véhicules	0	-	0	0	0	0	- 0
			-		-		
Nombre de voyages = validations redressées de la non validation	18 923	-	18 923	12 217	-6 707	12 565	- 348
			-		-		
Recettes directes	6 007		6 007	5 477	- 530	5 340	136
Coûts de conduite	14 272	1 196	15 468	15 656	188	15 206	450
Coûts totaux	33 191	2 047	35 238	38 593	3 355	37 415	1 178
Contribution forfaitaire	26 910	1 981	28 891	29 394	503	28 035	1 359
Compensations tarifaires	1 052	-	1 052	1 157	105	1 022	135
<b>Ratios</b>							
Ratios d'exploitation							
Kilomètres haut-le-pied/kilomètres totaux	14,7%		14,7%	15,4%	223,4%	17,2%	-315,6%
Heures de conduite commerciales/kilomètres commerciaux	5,6%		5,6%	5,8%	-14,8%	6,0%	-1,6%
Heures improductives/heures totales	22,3%		22,3%	21,2%	-209,2%	19,8%	247,9%
Kilomètres commerciaux/conducteur	16 494		16 494	16 304	-189	15 939	365
Kilomètres commerciaux/véhicule	35 304		35 304	34 479	-825	32 461	2 017
Ratios d'offre et de fréquentation							
Voyages/kilomètre commercial	3,04		3,04	1,98	-1,06	2,09	-0,12
Ratios financiers							
Recettes directes/dépenses totales	18,1%		17,0%	14,2%	-15,8%	14,3%	11,6%
Recettes directes/voyage	0,317		0,317	0,448	0,131	0,425	0,023
Coût/ETP conduite	37 827		40 998	41 306	308	40 359	947
Contribution forfaitaire/kilomètre commercial	4,324		4,643	4,756	0,114	4,668	0,088
Contribution forfaitaire+compensation /kilomètre commercial	4,493		4,812	4,944	0,132	4,839	0,105
Contribution forfaitaire/voyage	1,42		1,53	2,41	0,88	2,23	0,17
Contribution forfaitaire+compensation /voyage	1,48		1,58	2,50	0,92	2,31	0,19

## **X - Conclusion - Perspectives**

Cette année 2016 se caractérise par :

- L'ouverture du parking relais du Krypton, nouvel équipement structurant
- La fréquentation du réseau pénalisée malgré le plan d'information des voyageurs
- La fréquentation des services spéciaux en progression
- Une hausse tarifaire de 10 centimes sur le Ticket unitaire et le Ticket deux voyages
- L'intégration d'un nouveau Système d'Aide à l'Exploitation et d'Information Voyageur
- Un ratio recette au voyage en progression à l'instar des moyens et grands réseaux nationaux
- Les moyens humains relativement stables quantitativement et qualitativement
- Le projet d'entreprise lancé en 2016 visant à développer les bonnes pratiques

L'année 2017 est axée sur :

- Mobilisation autour du projet d'entreprise pour pérenniser les résultats obtenus sur la fin de l'année 2016
- Les évolutions technologiques, notamment le projet « My Keolis Services », permettant l'accès à chaque salarié à son planning, la bourse d'échange, et à la gestion de ses congés
- Le début d'une période délicate de travaux en vue de la transformation du service de transport urbain de voyageurs (travaux de la ligne BHNS)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et notamment son article 52 ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession et notamment son article 33 ;
- L'avis de la Commission de Consultation des Services Publics Locaux

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'article 52 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession prévoit que "le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services".
- L'article 33 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession, qui prévoit que ce rapport doit être remis à l'autorité concédante avant le 1er juin. Dès réception, le rapport, qui doit être joint au compte administratif en application de l'article R. 1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, est inscrit à la plus proche réunion de l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement public (en vertu de l'article L. 1411-3 du même code), et en tout état de cause avant le 30 juin, échéance avant laquelle l'assemblée délibérante doit arrêter les comptes.
- Le rapport d'activité 2016 permet le contrôle des comptes présentés par le délégataire pour l'exécution du service public délégué, il permet le contrôle de la qualité du service rendu aux usagers dans des conditions et avec des moyens modernes et durables.

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport d'activités annuel pour l'exercice 2016 de la Délégation de Service Public Aix en Bus, annexé au présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 015-2754/17/CM**

**■ Présentation du rapport annuel 2016 du délégataire de service public de transports urbains de voyageurs du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile  
MET 17/4679/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 27 août 2007, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié, au « GIE Autobus Aubagnais », la gestion et l'exploitation des services de transports publics de voyageurs sur son territoire, dans le cadre d'une délégation de service public pour une durée de 10 ans. L'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que tout délégataire d'un service public doit produire, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Les faits marquants de cette année 2016, dernière année pleine du contrat, sont résumés ci-après :

- 1 La fréquentation s'élève à 5, 819 millions contre 5,694 millions de voyages en 2015, soit une hausse de 2,2%,
- 2 La ligne de tramway, pour sa deuxième année de mise en service, progresse encore de 4,4%, avec une fréquentation moyenne journalière qui a dépassé les 8000 voyageurs jour sur certains mois forts comme septembre et novembre 2016,
- 3 L'offre kilométrique commerciale est, pour 2016, de 2,355 millions de km parcourus, soit une hausse de 1,5 % par rapport à 2015,
- 4 Les actions du plan Marketing 2016 ont été orientées principalement sur :
  - La réalisation d'une étude sur la satisfaction des usagers, auprès de 900 personnes, en face à face, à bord bus qui a permis une photographie des profils et usages de notre clientèle et révélé une très forte satisfaction vis-à-vis du service, avec une note de 8,10/10, similaire à la précédente enquête de 2012. En complément de cette enquête, une étude spécifique a été réalisée auprès des utilisateurs du service Résa'bus, par téléphone, auprès d'un échantillon représentatif de 176 usagers du service. Le service a obtenu la note de 7,99/10 ;

- Une présence accrue : sur les réseaux sociaux en recourant au service d'un « community manager » ; sur le terrain, avec la participation à des stands d'information en entreprise, sur les marchés et la réalisation d'une opération de « street marketing » ou encore des actions de sensibilisation dans les écoles (opération CM2 sécurité tram) et les collèges (« théâtre Citoyen ») ;
- Une démarche de sensibilisation, en interne à l'entreprise, pour sensibiliser l'ensemble du personnel à la conduite responsable ;
- La réalisation d'exercice de sécurité tramway ;
- La promotion des nouveaux services d'informations voyageurs (SAEIV et dispositif NFC).

- 5 En 2016, le taux de qualité de service de 92% est en recul par rapport à 2015 (94,9%). Ce taux résulte des différents taux de conformité obtenus par critère avec par exemple la ponctualité : 86% (contre 87% en 2015), l'information voyageur aux points d'arrêt (99%) ou le comportement conducteur (93% contre 99%). Parmi les actions correctives mises en œuvre, on peut citer des signalements de dysfonctionnement de girouette par un logiciel pour information systématique de l'atelier, une campagne sur la conduite responsable et sur l'interdiction du téléphone au volant,
- 6 Conformément à l'avenant 4 à la DSP, l'exploitant s'est engagé dans une démarche en faveur de l'insertion professionnelle. En 2016, l'exploitant a proposé un volume de 6752 h d'insertion contre 6 625 heures l'année précédente,
- 7 Sur l'année 2016, seuls 3 procès- verbaux ont été dressés pour perturbation de service dans les bus, à l'occasion d'une intervention sur un bus scolaire contre 2 en 2015.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi d'orientation n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des des Transports Intérieurs ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;



- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport d'activité du délégataire « GIE Autobus Aubagnais » pour l'année 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 016-2755/17/CM**

**■ Présentation du rapport annuel 2016 du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille-Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang  
MET 17/4872/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant le transport et la mobilité.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du SMITEEB à compter du 31 mars 2016 et transfert des biens, droits et obligations du SMITEEB à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Comité syndical du 20 décembre 2012 n° 595 portant choix du délégataire et autorisation du Président à signer la convention de délégation de service public relative à l'exploitation du réseau de transport « Les Bus de l'Etang » ;
- La délibération du Comité syndical du 20 décembre 2013 n° 647 approuvant l'avenant n°1 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1<sup>er</sup> septembre 2013 ;
- La délibération du Comité syndical du 26 février 2015 n° 735 approuvant l'avenant n°2 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1<sup>er</sup> septembre 2014 ;
- La délibération du Comité syndical du 14 décembre 2015 n° 774 approuvant l'avenant n°3 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°4 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au 1<sup>er</sup> septembre 2016 ;
- La délibération du Conseil Métropolitain du 18 mai 2017 approuvant l'avenant n°5 à la DSP portant modifications apportées à l'offre de transport au cours de l'année 2017 ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2016 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par la Société Autobus de l'Etang.

## Délibère

### Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016, remis par la Société Autobus de l'Etang.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## TRA 017-2756/17/CM

### ■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au projet de Communauté d'Innovation et de Connaissance Mobilité Urbaine (Knowledge and Innovation Community Urban Community) MET 17/5034/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les Communautés d'Innovation et de Connaissances (Knowledge and Innovation Centre, KIC) sont des partenariats promus par l'Union Européenne et plus précisément par l'Institut Européen d'Innovation et de Technologie (EIT). Ces Communautés regroupent des entreprises, des centres de recherche, des universités et des autorités publiques.

Elles permettent de développer:

- Des produits et des services innovants dans les domaines à haute valeur ajoutée technologique,
- La création de nouvelles entreprises et start up,
- La formation d'une nouvelle génération d'entrepreneurs.

Les Communautés d'Innovation réalisent des activités couvrant l'ensemble de la chaîne d'innovation:

- Des programmes de formation et d'éducation,
- Le renforcement des passerelles entre la recherche et la mise sur le marché,
- Les projets d'innovation, les incubateurs d'entreprises et les accélérateurs.

Le rôle de l'EIT est de guider le processus et de définir les stratégies, mais il incombe aux communautés d'innovation de mettre ces stratégies en pratique et de rendre disponibles les résultats.

Il existe actuellement six communautés d'innovation et chacune se concentre sur un défi sociétal spécifique :

1- KIC Climat : atténuation et l'adaptation aux changements climatiques,

2- KIC Digital : technologies de l'information et de la communication,

3- KIC InnoEnergie : énergies renouvelables,

4- KIC Santé : santé globale vieillissement,

5- KIC Matières Premières : exploration, extraction, transformation, recyclage et remplacement durables,

6- KIC Alimentation visant à mettre l'Europe au centre d'une révolution mondiale en matière d'innovation et de production alimentaire.

La Commission européenne reconnaît le rôle essentiel que jouent l'entrepreneuriat, la formation professionnelle, le développement des entreprises et les actions de démonstration, dans l'impulsion de l'innovation en matière de mobilité urbaine, ainsi que pour rassembler représentants d'entreprises, centres de recherche et université dans l'objectif de faire prospérer en Europe une éducation, une innovation et des entreprises de renommée mondiale. Dans cette perspective, au mois de juillet 2017, l'Institut Européen d'Innovation et de Technologie a publié un appel à propositions en vue de l'émergence d'une Communauté d'Innovation et de Connaissance consacrée à la Mobilité Urbaine.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par un groupement composé d'une diversité d'institutions européennes comprenant des entreprises, des universités et centres de recherche français en vue de se positionner sur cet appel à propositions. Ce groupement souhaite intégrer des territoires en vue de contribuer à la définition des besoins et des solutions puis de tester celles-ci in situ. D'autres territoires urbains de tailles et spécificités variées, en France, en Europe et ailleurs, seront réglementés parties prenantes.

En apportant son soutien à cette initiative, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficierait ainsi de façon privilégiée de l'ensemble des résultats et des productions émergeant de la future communauté d'innovation concrétisant ainsi son ambition de devenir un véritable laboratoire de la ville de demain.

Le projet de Communauté d'Innovation et de Connaissance Mobilité Urbaine s'inscrit donc pleinement en cohérence avec les objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement avec ceux de l'Agenda Mobilité métropolitain adopté par le Conseil de Métropole le 15 décembre 2016. L'Agenda Mobilité souligne l'importance de mise en place de réseaux intégrés, multimodaux et innovants pour le transport routier et la logistique urbaine. Dans cette perspective, une attention particulière est portée à l'innovation, aussi bien procédurale, qu'organisationnelle et

technologique, comme levier d'amélioration de la mobilité métropolitaine. Le projet est également en cohérence avec l'Agenda de Développement Economique Métropolitain adopté par le Conseil de Métropole le 30 mars 2017.

A ce stade, l'implication de la Métropole prend la forme d'une simple manifestation d'intérêt lui permettant la participation à la gouvernance du groupement candidat et autorisant celui-ci à se prévaloir de cette implication.

Des discussions ultérieures, pour le Conseil sera saisi le moment venu, permettant de préciser le niveau d'implication de la Métropole dans le projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le règlement (UE) n°1290/2013 du parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 définissant les règles de participation au programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » (2014-2020)
- L'Agenda d'Innovation Stratégique de l'Institut Européen de Technologie pour 2014-2020
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La TRA 001-1376/16/CM du Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016 approuvant l'Agenda Mobilité métropolitain,
- La ECO 001-1775/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du Développement Economique Métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que le projet de Communauté de Connaissance et d'Innovation Mobilité Urbaine est tout à fait conforme aux

orientations de l'Agenda de Mobilité métropolitain ainsi qu'à son Agenda de Développement Economique Métropolitain;

- Que la participation de la Métropole à ce projet permettra à celle-ci d'accéder de façon privilégiée aux résultats de production issus de ce programme de recherche et de développement et de valoriser sa vocation de territoire d'innovation.

##### **Délibère**

##### **Article unique :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à engager la Métropole dans la préparation et, le cas échéant, la mise en œuvre du projet de Communauté de Connaissance et d'Innovation Mobilité Urbaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

##### **TRA 018-2757/17/CM**

##### **■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour l'étude et le développement des technologies NFC MET 17/4949/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'opération « étude et développement des technologies NFC », le développement d'une solution de dématérialisation complémentaire est nécessaire à la sécurisation du projet.

Il est en conséquence proposé de revaloriser et d'affecter une opération d'investissement rattachée au programme n° 07 – Transports Urbains Exploitation – Etude et développement des technologies NFC – 141071TP d'un montant de 2 000 000 HT portant le montant de l'opération à 2 200 000 HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour l'étude et le développement des technologies NFC dans le cadre de l'activité du budget annexe transport

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération pour l'étude et le développement des technologies NFC d'un montant de 2 000 000 HT, ce qui porte le montant total de l'opération à 2 200 000 HT.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires à l'opération 2011123900 – 141071TP – Etude et développement des technologies NFC – sont inscrits au budget annexe transport de la métropole Aix-Marseille-Provence Nature 2153 – Sous politique : C210

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 450 000.00 ht  
Année 2018 : 112 000.00 ht  
Suivantes : 200 000.00 ht

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 019-2758/17/CM**

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Aubagne et Gémenos  
MET 17/5056/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'opération de réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre la Gare d'Aubagne et la zone industrielle des Paluds, l'étude de faisabilité conduite en 2017 fait apparaître un besoin de financement de 28 920 000 € TTC.

Le programme initial, évalué à 23 760 000 € TTC, prévoyait l'insertion du BHNS sur la voirie existante. Les études de trafic ont démontré la nécessité d'élargir la voirie en certaine zone contrainte. L'augmentation du coût du projet est donc liée à la revalorisation des postes « acquisition foncière », « déviation des réseaux » et « voirie et espace public » et à la prolongation jusqu'à Gémenos, qui ne figurait pas dans le programme initial.

Il est en conséquence proposé de revaloriser l'opération d'investissement rattachée au programme n° 43 – Bus à Haut Niveau de Service – BHNS Pays d'Aubagne – n° 174490TP d'un montant de 5 160 000 € TTC portant le montant de l'opération à 28 920 000 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour la réalisation du Bus à Haut Niveau de Service entre Aubagne et Gémenos dans le cadre de l'activité du budget annexe transport
- La nécessité de répartir les crédits de paiements correspondants sur les exercices 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021.

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération pour la réalisation du Bus à Haut Niveau de Service entre Aubagne et Gémenos d'un montant de 5 160 000 € TTC portant le montant de l'opération à 28 920 000 € TTC.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2017400200 – 174490TP – BHNS Pays d'Aubagne – sont inscrits au budget annexe transport de la métropole Aix-Marseille-Provence Nature 238 – Nature 217 – Sous politique : C210

### Article 3 :

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 380 000.00 ttc  
Année 2018 : 570 000.00 ttc  
Année 2019 : 1 200 000.00 ttc  
Année 2020 : 8 500 000.00 ttc  
Suivantes : 18 270 000.00 ttc

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## **Commission "Urbanisme et Aménagement"**

\*\*\*\*\*

### **URB 001-2759/17/CM**

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Savine Bas à Marseille 15ème arrondissement établi au 31 décembre 2016 et approbation de l'avenant 5 au contrat de concession MET 17/3953/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15ème arrondissement a été signée le 30 mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine MPM et les partenaires locaux.

Ce projet de renouvellement urbain doit permettre de créer un pôle de centralité sur le versant Est du vallon des Tuves comprenant des logements, des commerces, des services et des équipements. Il prévoit également de rapprocher la cité de la Savine du tissu urbain environnant par de nouvelles constructions.

Par délibération du conseil municipal du 17 octobre 2011 la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de sept ans qui a été prorogée de deux années par avenant n°2 portant son échéance au 15 décembre 2020.

Par délibération du conseil municipal n°09/0040/DEVD du 9 février 2009 la Ville a confié par convention à l'établissement Public Foncier PACA (EPF), la veille et la maîtrise foncière sur le site bas de la Savine dont le terme a été porté au 31 décembre 2018 par avenant n°4 approuvé par le conseil municipal lors de la séance du 15 décembre 2015.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements, il a été envisagé de procéder à une démolition massive du site haut de la Savine.

Ce changement d'orientation du PRU a conduit le GIP Marseille Rénovation Urbaine à mener une étude urbaine en 2012 et à étudier les conditions financières de mise en œuvre d'un nouveau projet.

En 2013 l'ANRU a souhaité mener une expertise sur les conditions temporelles et financières de la mise en œuvre de ce nouveau projet dans sa globalité. Cette étude a permis de définir le contenu d'une première phase de réalisation du PRU à l'échéance de 2018 et d'élaborer un programme et un bilan financier du projet d'ensemble à échéance de 2025.

La première phase du projet vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal où vont s'implanter de nouvelles constructions.

La seconde phase permettra de renforcer et de diversifier l'offre en logements sur un périmètre élargi au plateau de la Savine et le long du boulevard du Bosphore.

Par délibération n°15/0078/UAGP du 16 février 2015 sur le redéploiement de crédits de la Ville au titre des conventions ANRU, la Ville de Marseille a approuvé pour le PRU de la Savine les augmentations budgétaires permettant de financer la première phase du projet.

Par délibération n°15/0207/UAGP du 13 avril 2015 la Ville de Marseille a approuvé l'avenant n°3 à la convention pluriannuelle n°755 avec l'ANRU et l'avenant n°6 à la convention financière n°09/0387 entre le GIP-MRU et la Ville de Marseille pour la mise en œuvre du programme de rénovation urbaine de la Savine (phase 1 du projet). Cette convention financière a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2018

par l'avenant n°7 approuvé en séance du conseil municipal du 14 septembre 2015

Ce nouveau programme de rénovation prévoit :

- la démolition de 172 logements supplémentaires sur le site haut de la Savine portant à 389 le nombre de logements démolis,
- la reconstruction de 389 logements sociaux répartie sur site et dans d'autres quartiers de Marseille, et la réhabilitation de la petite Savine,
- la création d'un centre urbain sur le site bas au vallon des Tuves constitué de logements, de commerces et d'équipements publics autour d'espaces et voiries requalifiés,
- le réaménagement des voiries et des espaces publics dont l'aménagement du parc du canal.

L'avenant n°2 à la convention de concession approuvé par le conseil municipal de Marseille en Juin 2015 a pris en compte le nouveau projet (phase 1 du PRU) et le bilan financier de l'opération d'aménagement qui en résulte.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement n°T1600909CO notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'avenant n°4 approuvé par le conseil métropolitain du 17 octobre 2016 a eu pour objet de modifier le périmètre de la concession et de préciser la participation du concédant.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2016.

#### Le CRAC établi au 31 décembre 2016

Le PRU de la Savine est entré dans sa phase opérationnelle, la SOLEAM a mis au point le projet d'aménagement des espaces publics au stade avant projet et le bailleur social LOGIREM a démarré la construction de 145 logements sociaux en lisière du Parc.

Par ailleurs sur le site bas de la Savine la société d'HLM Immobilière Méditerranée a déposé les demandes de permis de construire pour la réalisation de 66 logements sociaux et des commerces, et la Ville de Marseille a obtenu en décembre 2016 le permis de construire pour la crèche et le centre social.

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2016 a porté principalement sur :

- l'acquisition auprès de l'EPF de parcelles de terrains situés boulevard du Bosphore et chemin du Vallon des Tuves par acte de vente signé le 21/12/16, ces terrains constituant une réserve foncière pour la phase 2 du PRU,

- la réalisation des études pré-opérationnelles (géotechniques, pollution, géomètre, fiches de lots) menées en vue de la commercialisation des terrains, et l'élaboration du dossier de DUP,

- l'avant projet de l'ensemble des travaux établi en concertation avec les services de la Ville et de la Métropole qui a été validé par le concédant en Juillet 2016,

- le lancement des phases PRO pour la requalification du mail et du boulevard de la Savine et la réalisation de la nouvelle traverse Bérenger. En parallèle de nouvelles études ont été engagées pour proposer une alternative à cette voie dont le tracé a été remis en question par une partie des habitants.

• Les perspectives 2017 et années suivantes vont porter sur :

- la procédure d'expropriation avec un dépôt des dossiers DUP et enquête parcellaire en préfecture suite à la délibération du conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 pour demander au préfet l'ouverture des enquêtes publiques conjointes DUP et parcellaire.

- les acquisitions de biens publics et privés nécessaires à l'opération.

Les biens en apport en nature par le concédant à l'aménageur concernent des terrains municipaux que la Ville de Marseille doit transférer à la Métropole, les procédures de division de terrains et de déclassement du domaine public restant à finaliser et le contentieux avec un locataire de la Ville restant à aboutir pour libérer le foncier.

- les études et travaux d'aménagement de voiries et du Parc du Canal qui vont s'échelonner entre mi 2017 et fin 2020. Les premiers travaux en 2017 concernent des déviements ou des renouvellements des réseaux par les concessionnaires.

#### **Le bilan arrêté au 31 décembre 2016**

**Les dépenses :**

Sur l'exercice écoulé, les dépenses réalisées qui s'élèvent à 1 076 740 euros TTC sont en diminution de 1 275 430 euros TTC par rapport aux prévisions et se décomposent en :

- 89 582 euros TTC d'études, 256 966 euros TTC d'acquisitions, 165 754 euros TTC de travaux et honoraires techniques, 22 445 euros TTC de charges de gestion.

Ces postes sont en diminution par rapport au budget prévisionnel en lien avec l'avancement retardé de l'opération, principalement en raison du décalage du paiement en 2017 des acquisitions menées en 2016 et du report en 2017 d'études générales et de maîtrise d'œuvre.

- 200 981 euros TTC de rémunération forfaitaire sur dépenses correspondant au montant approuvé par avenant 4 au CRAC précédent,
- 341 012 euros de TVA en augmentation de 198 925 euros en lien avec l'évolution des dépenses et recettes.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016,

les dépenses réalisées, hors TVA reversée, s'élèvent à 1 904 539 euros TTC (6,7 % du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

- 117 518 euros TTC pour les études soit 24% du budget total prévisionnel des études,
- 950 776 euros TTC pour le foncier soit 42% du budget total prévisionnel du foncier,
- 165 754 euros TTC pour les travaux et honoraires techniques, soit 0,7 % du budget total de ces postes,
- 31 933 euros TTC pour les dépenses annexes soit 22% du budget total prévisionnel des dépenses annexes,
- 2 067 euros de frais financiers court terme soit 1,8 % du budget prévisionnel en frais financier,
- et 636 491 euros de rémunération soit 52 % du montant total du budget global de ce poste.

Compte tenu du retard pris sur cette opération en raison des délais nécessités pour la définition des aménagements en phase projet, la SOLEAM ne sera pas en capacité de respecter le calendrier fixé par l'ANRU pour la demande de premier acompte. Aussi une demande de prorogation de ce délai jusqu'au 30 juin 2018 a été transmise à l'ANRU au second trimestre 2017, la décision doit être prise dans le cadre du Comité National d'Engagement du 29 juin 2017.

Au terme de la concession, les dépenses totales de l'opération d'aménagement, hors TVA reversée (2 255 278 euros), qui sont estimées à 28 415 380 euros TTC sont en diminution de 1 346 570 euros par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2015.

Ce montant global des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

- 491 274 euros TTC pour le budget études (1,7 % des dépenses totales) qui est en augmentation (+ 69 292) par rapport au CRAC précédent,
- 5 045 982 euros TTC pour le foncier (18% des dépenses totales) ; la diminution de ce budget de 2 338 275 Euros résulte de l'actualisation des surfaces de terrains à acquérir et de l'estimation des biens établi lors du dossier de DUP revue à la baisse,
- 21 416 499 euros TTC de travaux d'aménagement (démolitions, VRD, dépollution) et d'honoraires techniques (75,4% des dépenses totales) ; ce montant qui résulte de l'estimation des travaux au stade avant projet est en augmentation de 832 729 euros par rapport au CRAC précédent pour répondre au programme qualitatif du PRU et aux contraintes du site,
- 146 437 euros TTC pour les dépenses annexes stables (0,5% des dépenses totales),
- 120 126 euros TTC de frais financiers en augmentation de 118 060 euros par rapport au CRAC précédent en lien avec un niveau de trésorerie moins favorable,
- 1 195 062 euros TTC de rémunération (4,2% des dépenses totales) en diminution de 24 813 euros. Le montant résulte de la somme des rémunérations sur dépenses (973 394 euros), sur recettes (135 657 euros) de liquidation (36 517 euros) et de l'ajout d'une rémunération supplémentaire sur les acquisitions de biens auprès du concédant ou de partenaires institutionnels rémunérée à 3% de l'estimation du prix du terrain (49 496 euros).

### Les recettes

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues en 2016 d'un montant de 2 453 595 euros TTC comprennent :

- 2 400 000 euros versés par la Métropole au titre de la convention tripartite Ville /MPM/Soléam de 2015 sur les équipements publics du PRU,
- 41 348 euros TTC de produits de cessions perçus à la signature de compromis de vente,
- et 12 247 euros TTC de produits financiers.

Elles sont en diminution de 1 493 313 euros TTC par rapport au prévisionnel en raison principalement du

décalage à 2017 du versement de la subvention de la Ville de Marseille au titre du PRU initialement envisagé en 2016.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31/12/2016, les recettes s'élèvent à 4 249 312 euros TTC, soit 16% des recettes globales, et correspondent :

- aux cessions constructeurs encaissées pour 41 348 euros TTC soit un taux d'avancement des cessions de 1,9 %,
- aux participations de la Ville pour 500 000 euros et de la Métropole pour 2 400 000 euros, soit un taux d'avancement du versement des participations de 33 %,
- à la subvention de l'ANRU pour 1 290 019 euros soit un taux d'avancement de 9,3 % des subventions attendues de l'ANRU et des collectivités partenaires,
- aux produits de gestion locative et produits financiers pour 15 945 euros soit un taux d'avancement de 23,8 %.

Au terme de la concession, les recettes (hors la participation du concédant à l'équilibre de l'opération et l'apport foncier en nature) s'élèvent à un montant global de 26 160 101 euros TTC et reposent sur :

- les cessions aux constructeurs à hauteur de 2 206 811 euros TTC, montant en augmentation de 42 286 euros ajusté au programme des constructions.
- les cessions des biens de retour au concédant pour 1 276 970 euros TTC, montant stable,
- les produits financiers pour un montant de 18 048 euros TTC inchangés et de nouveaux produits de gestion locative pour un montant de 49 033 euros TTC,
- la participation financière des différents partenaires de la convention ANRU n°755, inchangée à savoir :
  - la Ville de Marseille pour 3 942 450 euros TTC au titre du financement du programme des équipements publics dont le Parc du canal,
  - MPM désormais Métropole pour 3 000 000 euros TTC prévus à la convention ANRU n°755,
  - l'ANRU pour 8 613 461 euros TTC prévu dans l'avenant n°3 à la convention ANRU,
  - la Région pour 1 283 000 euros TTC au titre de l'aménagement et au titre de l'attractivité commerciale du Vallon des Tuves.

#### **La participation de la Ville**

La Ville concédante de l'opération jusqu'au 31 décembre 2015 a versé 500 000 euros qui resteront acquis à l'opération au titre de la participation d'équilibre.

Le versement de sa participation contractualisée avec l'ANRU pour la réalisation d'équipements publics sus visée, d'un montant de 3 942 450 euros TTC a fait l'objet d'une convention de financement tripartite (Métropole/Ville/Soléam) approuvée par le conseil municipal du 3 octobre 2016.

#### **La participation de la Métropole**

La Métropole concédante de l'opération à compter du 1er janvier 2016 versera à la Soléam la participation à l'équilibre du bilan pour un montant prévisionnel de 4 852 051 euros TTC inchangé par rapport au précédent CRAC suivant le nouvel échéancier prévisionnel :

2018 : 2 684 265 euros TTC

2019 : 2 167 787 euros TTC

La participation liée au conventionnement ANRU d'un montant de 3 000 000 euros TTC sera versée à l'opération en fonction de l'échéancier suivant :

2 400 000 euros TTC déjà versés en 2016

600 000 euros TTC en 2018

La convention financière tripartite n°15/1757 permettant ce versement, passée entre la CUMPM, la Ville et la Soléam le 24 novembre 2015 lorsque la Ville était l'autorité concédante est périmée, aussi sa résiliation est soumise à l'approbation de notre assemblée.

Enfin l'estimation de l'apport foncier en nature du concédant à la Soléam passe de 1 621 298 euros TTC à 418 277 euros TTC qui se répartissent au CRAC pour 277 636 euros TTC en 2017 et 140 642 euros TTC en 2018.

#### **La TVA et la trésorerie**

La TVA reversée à l'opération est estimée à 2 255 278 euros.

La trésorerie cumulée de l'opération est positive (+ 2 006 221 euros en fin 2016) en lien avec le différentiel des dépenses et recettes réalisées.

#### **Avenant à la concession**

L'avenant 5 à la concession d'aménagement du site bas de la Savine T1600909CO (ex n°11/1342) soumis à votre approbation a pour objet d'acter :



- la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, l'apport foncier en nature et la participation aux équipements publics ainsi que l'échéancier de versement des sommes dues par la Métropole à la SOLEAM,

- la rémunération sur dépenses qui passe de 1 047 700 euros à 973 394 euros dont 607 548 euros déjà versés, et le solde à percevoir : 112 664 euros en 2017, 190 000 euros en 2018 et 63 202 euros en 2019,

- la mise en place d'une nouvelle rémunération pour les missions liées aux acquisitions de biens auprès du concédant et de partenaires institutionnels pour un montant de 49 496 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 et l'avenant n°5 au contrat de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement du site bas de la Savine arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2016 ci-annexé.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la participation du concédant à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel inchangé de 5 352 051 en numéraire dont 500 000 euros ont déjà été versés par la Ville de Marseille, le solde, 4 852 051 euros restant à verser suivant l'échéancier suivant :

- 2018 : 2 684 265 euros
- 2019 : 2 167 787 euros

#### **Article 3 :**

Est approuvée la participation en nature de la Métropole par un apport foncier estimé à 418 277 euros.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la participation de la Métropole liée au conventionnement avec l'ANRU d'un montant de 3 000 000 euros dont 2 400 000 euros déjà versés et 600 000 euros restent à verser en 2018.

#### **Article 5**

Est approuvé l'avenant 5 à la convention d'aménagement T1600909CO (N° Ville n°11/1342) ayant pour objet :

- d'actualiser la participation du concédant en apport foncier,
- de préciser l'échéancier de paiement des participations de la Métropole, à l'équilibre du bilan, en apport foncier et aux équipements publics,
- d'actualiser la rémunération de la Soléam sur les dépenses versées par anticipation,
- et de prévoir une nouvelle rémunération pour les missions d'acquisitions auprès du concédant et des partenaires institutionnels.

#### **Article 6**

Est résiliée la convention tripartite entre la Ville de Marseille, MPM et la SOLEAM signée le 24 novembre 2015 sur la participation financière de MPM à la concession.

#### **Article 7**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout documents y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 002-2760/17/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement - participation de la Métropole à l'équilibre du bilan  
MET 17/4457/CM**

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château-Gombert a été créée par délibération du Conseil Municipal du 28 avril 1986 et son dossier de réalisation approuvé le 31 mars 1988. Cette ZAC a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte d'Equipement du Technopôle de Château-Gombert de Marseille Provence, dénommé SME, qui a confié l'aménagement de la zone à la Société d'Economie Mixte Marseille Aménagement (anciennement SOMICA).

L'avenant n°17 à la convention notifié le 14 Mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement le 28 novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600900CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à 5 reprises par délibérations du Conseil Municipal n°97/690/EUGE du 29 septembre 1997, n° 99/0797/EUGE du 4 octobre 1999 et n° 01/0066/EUGE du 19 janvier 2001 et par délibérations du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°URB/009-1162/07/CC du 17 décembre 2012 et n°AEC/012-401/12/CC du 29 juin 2012 pour adapter les règles aux évolutions du contexte.

Le dernière modification du PAZ a principalement permis de clarifier la nature des constructions autorisées dans les différents zonages et les règles relatives au stationnement et d'ajuster les limites des réservations pour voiries.

La ZAC de Château Gombert a été intégrée au PLU dont la révision a été approuvée par délibération n°AEC001-377/13/CC du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013. Les règlements des différents secteurs ainsi que le document graphique du PLU ont globalement conservé les dispositions du PAZ qui étaient en vigueur jusqu'alors.

La modification n°2 du PLU, approuvée par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°AEC 012-1597/15/CC du 21 décembre 2015, a principalement permis d'harmoniser les règles de stationnement avec les autres secteurs du PLU, d'encadrer la surface de plancher des commerces en zonage UzcgE et de corriger des erreurs d'affectation d'emplacements réservés au niveau des ruisseaux de la Grave et de la Fumade.

#### **PRESENTATION DE L'OPERATION :**

La ZAC du Technopôle de Château-Gombert a été créée avec pour objectif d'aménager un technopôle et un quartier d'habitat, sur un secteur de 180 hectares se situant entre les noyaux villageois de la Rose et de Château Gombert, dans les quartiers Nord-Est de la Ville.

Le Technopôle accueille sur un même site des universités et grandes écoles, des laboratoires de recherche, des centres de formation et des entreprises, complétés par une offre de logements pour les étudiants. Le Technopôle a généré plus de 4 000 emplois privés et publics, dont environ 1 160 enseignants et chercheurs et 2850 employés dans les entreprises et services, avec environ 2 360 étudiants, grâce à l'implantation de plus de 170 entreprises, de 2 grandes écoles d'ingénieurs ECM (Ecole Centrale Marseille) et Polytec, de 2 centres universitaires CMI (Centre de Mathématiques et d'Informatique) et UNIMECA (Centre Inter Universitaire de Mécanique et Technologie Mécanique) et de 8 laboratoires de recherche. Il est aujourd'hui doté de 708 logements dédiés aux étudiants. L'objectif est de constituer sur le Technopôle la base d'un «arc de la connaissance» qui doit permettre de développer l'accueil et la mise en réseau des activités de recherche et de formation du territoire marseillais.

Le nouveau quartier d'habitat du plateau de la Croix Rouge accueille plus de 1 600 logements et des équipements publics majeurs (collège André Malraux, groupe scolaire Athéna et crèche, parc Athéna), programme qui a été complété en 2014 par les travaux de confortement du parc Athéna, la création de jardins familiaux et partagés et l'aménagement par

le Conseil Départemental des Bouches du Rhône des équipements sportifs du collège André Malraux (plateau sportif, gymnase et vestiaires).

La réussite de ce nouveau quartier a conduit à modifier en décembre 2007 l'affectation de quelques terrains qui sont passés de l'activité économique au logement. Ce sont ainsi environ 30 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher supplémentaires qui ont permis de compléter l'offre de logements et ont concouru à la mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement.

#### AVANCEMENT DE L'OPERATION :

L'ensemble des terrains dédiés au logement sont commercialisés, les terrains restant disponibles pour l'activité devraient l'être d'ici la clôture de la concession d'aménagement prévue en octobre 2022.

- Maîtrise foncière : La SOLEAM doit encore acquérir 19 600 m<sup>2</sup> de terrains en friche correspondant à une dizaine de parcelles appartenant au Conseil départemental, réparties sur le Technopôle. Le Conseil départemental, qui a été saisi dès juillet 2014 à ce sujet et a été relancé en 2015 et 2016, ne s'est pas encore positionné.

#### - Commercialisation des droits à construire :

Au 31 décembre 2016, le cumul des constructions autorisées (y compris dans le cadre des conventions de participations avec les constructeurs) représente 410 000 m<sup>2</sup> sdp (soit 66% de l'objectif de 625 300 m<sup>2</sup> sdp de la ZAC) dont 209 000 m<sup>2</sup> pour de l'activité/enseignement supérieur/recherche (soit 54% de l'objectif de 389 646 m<sup>2</sup> sdp activité de la ZAC) et 201 000 m<sup>2</sup> pour le logement (soit 85% de l'objectif de 235 654 m<sup>2</sup> sdp logement de la ZAC).

La ZAC dispose encore d'un foncier commercialisable de 68 800 m<sup>2</sup>.

49 200 m<sup>2</sup> (72%) de ce foncier appartiennent à la SOLEAM et 19 605 m<sup>2</sup> (28%) appartiennent au Conseil départemental 13.

Ce foncier porte un potentiel constructible d'environ :

- 32 400 m<sup>2</sup> SDP pour l'activité qui devraient permettre d'atteindre à terme 241 400 m<sup>2</sup> SDP, soit 62% de l'objectif annoncé pour la ZAC et

- 700 m<sup>2</sup> SDP qui devraient permettre d'atteindre à terme 201 700 m<sup>2</sup> SDP de logement, soit 86% de l'objectif annoncé pour la ZAC.

Au global, la surface de plancher produite devrait ainsi atteindre 443 100 m<sup>2</sup> SDP (activité et logement confondus), soit 71% des objectifs de la ZAC.

#### - Travaux d'aménagement des équipements publics :

Ils sont avancés à plus de 95%. Il reste principalement à réaliser des cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade, les travaux de VRD destinés à améliorer la desserte du secteur et à assurer la viabilisation des derniers terrains à bâtir.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016.

#### ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE :

##### - Commercialisation des droits à construire :

Sur l'année 2016, le cumul des sdp autorisées représente 12 800 m<sup>2</sup> dont :

- 10 500 m<sup>2</sup> sdp d'activité

- 2 300 m<sup>2</sup> sdp de logement

La SOLEAM a par ailleurs engagé un travail de réécriture (clauses de retour et de revoyure, correction d'erreurs dans l'identification des surfaces à céder) du compromis de vente passé en 2014 avec l'Etat à qui sont cédés gratuitement environ 40 000 m<sup>2</sup> de foncier nécessaires à l'extension du campus de l'Ecole Centrale Marseille. Cette cession a été approuvée par la délibération du Conseil Municipal n°15/0474/UAGP du 29 juin 2015. La signature du nouveau compromis de vente et l'agrément de cette cession par la Métropole, initialement prévus en 2016 sont reportés en 2017.

##### - Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2016 la SOLEAM a aménagé la voie de desserte des programmes de logements construits ou restant à construire au Nord du giratoire Fresnel / Copernic (plateau des Bessons).

Ont également été initiés divers travaux de parachèvement ou remise à niveau d'ouvrages de VRD en vue de leur prise en gestion par la Métropole.

##### - Permis de Construire :

PC délivrés en 2016 : 3 160 m<sup>2</sup> SDP dont

- Activité : 2 PC (crèche Sauvegarde 13 et Grand Frais) et 1 DP (kiosque alimentaire de la Place Haute) totalisant 2 991 m<sup>2</sup> SDP

- Logement : 1 PC de 169 m<sup>2</sup> SDP (3 logements individuels)

Constructions livrées en 2016 : 6 542 m<sup>2</sup> SDP dont :

- 3 775 m<sup>2</sup> d'Activité (KETIBAT et Index Education),

- 2 767 m<sup>2</sup> de Logement dont 36 logements collectifs (FCG) et 5 maisons individuelles

#### ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES 2 PROCHAINES ANNEES :

##### - Maîtrise foncière :

En 2017 est prévue l'acquisition auprès de la Ville de Marseille d'un tronçon désaffecté de l'ancienne traverse Belin (au niveau de la rue Louis Neel).

En 2018 est prévue l'acquisition auprès du Conseil Départemental 13 de la parcelle 213879 K0010 nécessaire au remembrement de terrains mitoyens appartenant à la SOLEAM.

En 2019 est prévue l'acquisition de 19 605 m<sup>2</sup> en friche appartenant au Conseil Départemental 13 (négociation à relancer par SOLEAM en 2017 avec le CD 13).

##### - Prévion de commercialisation des terrains :

En 2017-2018, il est prévu de commercialiser 2 terrains totalisant 13 500 m<sup>2</sup>, sur le secteur "Baronne", auprès des sociétés Viaxoft (pour la construction de 800 m<sup>2</sup> sdp de bureaux) et Fives Pillard (4 300 m<sup>2</sup> sdp de bureaux+ locaux d'activité).

L'aménagement de ces terrains, englobant le versant Ouest de la colline boisée sur laquelle est implanté le parc "champêtre" du Technopole, nécessitera la prise en compte de l'unité paysagère de la colline et des usages qui y sont liés.

En 2017 la SOLEAM doit céder à l'Etat les 40 000 m<sup>2</sup> de foncier du secteur "Becquerel" nécessaires à l'aménagement du campus de l'Ecole Centrale Marseille (pour implantation d'équipements sportifs et logements sociaux pour étudiants).

En 2018 est également prévue la cession à la Ville de Marseille d'environ 5 000 m<sup>2</sup> de foncier, entre le parc Athéna et le n°180 rue A. Einstein, pour la construction d'un nouveau groupe scolaire.

##### - Travaux d'aménagement des équipements publics :

Cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade : le démarrage des études de maîtrise d'œuvre et des travaux sont reportés de 2016 à 2019 dans l'attente d'un arbitrage sur la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et de la Protection contre les Inondations).

Requalification des équipements publics en cœur du Technopole : études et travaux à programmer en 2019-2020 sur la base des résultats d'une étude lancée fin 2016 par le service Innovation – Enseignement Supérieur - Recherche de la

Métropole :

#### Permis de Construire :

##### •PC devant être délivrés en 2017 :

- Activité : 2 PC totalisant 5 772 m<sup>2</sup> SDP (SCI M&D PRO et HELIOPOLIS 3)

##### •Constructions devant être livrées en 2017:

- Logement: 4 997 m<sup>2</sup> SDP (SFHE) soit 71 logements collectifs + 469 m<sup>2</sup> de commerces en RC

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 s'établit comme suit :

#### DEPENSES :

Les principaux postes retenus pour apprécier l'évolution des dépenses sont :

- le budget Foncier (acquisitions+études)

- le budget Travaux et honoraires techniques

- le budget Dépenses Annexes (Charges de Gestion + Taxes foncières et autres taxes + Assurances + Promotion et Animation du Technopole)

- le budget Rémunérations (rémunération sur dépenses, sur recettes et sur Liquidations)

- le budget Frais Financiers

- le budget TVA (Charge Prorata/TVA sur Marge+TVA Résiduelle+Crédit de TVA remboursée)

- les remboursements de Financement (remboursement Emprunts + remboursement Avances)

##### • Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2016, les dépenses s'élèvent à 628 665 euros, soit une baisse de 224 039 euros (-26%) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse du poste TVA (-104 374 euros) s'expliquant essentiellement par: une diminution de la TVA résiduelle (-98 040 euros) consécutive au décalage des ventes Bourrely, SCI FRANPARO et Provence Technologie.

- d'une baisse du budget Travaux (-84 465 euros) provenant essentiellement d'une diminution du poste Honoraires Techniques liée au report des études relatives aux cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade, à des

décalages de règlements (voie de desserte Einstein), à des ajustement de rémunération sur le montant effectif des travaux de VRD et à des provisions surévaluées,

- d'une baisse du budget Rémunération (-33 534 euros) s'expliquant essentiellement par une réduction de la rémunération sur recettes (-28 829 euros) consécutive à un décalage en 2017 des ventes Bourely, SCI FRANPARO et Provence Technologie,

- d'une baisse du budget Foncier (-22 022 euros) s'expliquant par la suppression de l'acquisition auprès de l'Etat des emprises du Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique occupées par le domaine public métropolitain en bordure de la rue E. Fermi (régularisation foncière). Cette acquisition sera directement réalisée par la Métropole.

La baisse de ces postes est partiellement compensée par une hausse de 24 052 euros du budget des dépenses annexes consécutive à une provision insuffisante pour le poste Charges de Gestion.

#### • Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Au 31 décembre 2016 le montant cumulé des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 76 704 303 euros, soit 92% du montant des dépenses à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (83 554 137 euros). Ce montant se répartit entre les postes suivants:

- dépenses Foncières : 20 569 659 euros, soit 95% du budget foncier à terme (les 5% restants correspondant essentiellement à l'achat des 19 605 m2 de foncier du Conseil Départemental 13 estimés à 784 200 euros et aux études générales et particulières restant à réaliser pour commercialiser les derniers terrains de la ZAC).

- dépenses Travaux (Travaux + Aménagements de sols + Honoraires Techniques) : 32 012 259 euros, soit 92% du budget travaux à terme (34 722 714 euros). Quasiment toutes les voies et équipements publics de la ZAC ont été aménagés. Il ne reste principalement qu'à réaliser l'aménagement des cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade, les ouvrages de VRD destinés à améliorer la desserte et le cadre de vie du secteur et à viabiliser les derniers terrains à commercialiser. Les conditions de mise en œuvre et de financement d'un deuxième groupe scolaire, en bordure de la rue Albert Einstein, à proximité du bassin de rétention des eaux pluviales du parc Athéna, seront définies ultérieurement.

- dépenses Annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Assurances + Dépenses non rémunérables + Promotion et Animation du Technopole) : 8 127 408 euros, soit 92% du budget dépenses annexes à terme (8 833 462 euros).

- rémunérations du concessionnaire: 6 303 603 euros, soit 85% du budget dépenses de rémunération à terme (7 458 654 euros).

- frais financiers à court et long terme : 5 915 519 euros, soit 100% du budget Frais Financiers à terme, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée.

- TVA résiduelle: 3 652 790 euros, soit 73% de la TVA résiduelle à terme

#### • Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 83 554 137 euros. Il se répartit entre budget "foncier" (26%), budget "travaux" (42%), budget "dépenses Annexes" (11%), les "Rémunérations" du concessionnaire sur dépenses, recettes, participations et liquidations (9%), "Frais Financiers" (7%) et TVA Résiduelle (6%).

Ce montant prévisionnel de dépenses augmente de 1 098 930 euros (+1,5%) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2015 (82 455 207 euros). Cette hausse des dépenses résulte essentiellement :

- d'une forte hausse de la TVA Résiduelle (+ 772 185 euros) qui s'explique par la régularisation liée à l'application du dernier arrêté ministériel relatif aux cessions de terrains.

- d'une hausse du budget «travaux» (+312 254 euros HT) s'expliquant notamment par la nécessité de réaménager le carrefour Max Planck au niveau du restaurant "Les Terrasses du Midi", de sécuriser le parking provisoire de la rue Louis Neel (devant la copropriété "les jardins d'Athéna) et de réaliser des travaux de parachèvement avant remises d'ouvrages de VRD à la Métropole,

- d'une hausse des dépenses Annexes (+142 010 euros HT) s'expliquant principalement par la création d'une ligne "abandon de créances" pour anticiper la perte possible de participations constructeurs sur deux dossiers faisant l'objet d'un contentieux.

Ces hausses étant partiellement compensées par une légère baisse de la rémunération de la SOLEAM (-165 599 euros HT) qui découle de l'évolution des dépenses et recettes.

#### RECETTES :

##### • Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2016 les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 2 491 644 euros, en baisse de 381 329 euros (-13%) par rapport aux prévisions (2 872 973 euros). Cet écart s'explique principalement par :

- le report en 2017 de signatures des compromis de vente avec Viaxoft et Exotismes et le report de signature des actes authentiques avec Provence Technologie et Franparo (- 405 243 euros),

- l'annulation de l'échange foncier avec soulte (32 916 euros) en faveur de la SOLEAM qui devait intervenir au niveau du Laboratoire d'Acoustique et de Mécanique pour régularisation foncière avec report en 2018 de la cession à l'Etat des parcelles K117 et 51

- le report en 2017 de la facturation de 3 participations constructeurs (-21 390 euros) et de l'encaissement de participations sur 2 dossiers faisant l'objet d'un contentieux (-139 005 euros)

Ces baisses de recettes sont partiellement compensées par les signatures anticipées des compromis de vente avec HélioPolis 3 et Eurolinks (24 926 euros), l'absence d'abattement sur recettes de cessions d'activité (+ 160 275 euros) et le supplément de prix versé par BNPPi en raison de l'évolution de son programme de logements collectifs de la rue E. Miège (+37 332 euros).

#### • Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des recettes, y compris les participations (en numéraire et en apport foncier) du concédant à l'équilibre du bilan, s'élève à 68 112 457 euros, soit 82 % des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (83 554 140 euros). Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions autres (recettes avant concession + ventes d'immeubles en droits d'enregistrement): 1 290 962 euros, soit 100% du poste à terme,

- cessions secteurs Activité: 13 192 301 euros, soit 64% du poste à terme (20 507 375 euros). Il est à noter que ce poste intègre le rachat par la Métropole des emprises de la future voie LINEA dont la valeur est estimée à 1 235 160 euros,

- cessions secteurs Logement: 30 176 112 euros, soit 90% du poste à terme (33 491 656 euros). Les terrains "Arrière SERETE" ont fait l'objet en 2015 d'un compromis de vente avec ADIM mais la cession ne s'est pas concrétisée. Un nouveau compromis de vente devrait être signé en 2017 avec SNI. Le dernier terrain disponible de l'allée des Maraîchers (3 098 m<sup>2</sup>) a été commercialisé auprès de la SOGIMA (compromis de vente signé fin 2016 et agrément donné par le Concédant début 2017) pour la construction de 2 300 m<sup>2</sup> sdp de logements collectifs,

- cessions secteurs Centre Urbain: 14 766 496 euros, soit 92% du poste à terme (15 988 611 euros). La commercialisation des derniers terrains du Centre Urbain (environ 1ha) est dédiée à de l'Activité et des services et dépend en partie du remembrement de 3

000 m<sup>2</sup> de foncier appartenant à la SOLEAM avec environ 7 000 m<sup>2</sup> de foncier en friche à acquérir auprès du Conseil Départemental 13,

- participations constructeurs: 3 248 219 euros, soit 95% du poste à terme (3 411 477 euros),

- budget divers (produits de gestion locative + produits divers + produits financiers): 1 138 989 euros, soit 95% du poste à terme (1 203 677 euros),

- subventions : 1 325 377 euros, soit 100 % du poste à terme (1 325 377 euros),

- participations du concédant à l'équilibre de l'opération<sup>1</sup> : 1 374 000 euros versés par la Ville sous forme d'apport foncier, soit 29% du poste à terme qui représente 4 735 005 euros dont 1 374 000 euros en apport foncier par la Ville et 3 361 005 euros en numéraire par la Métropole.

#### • Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations (en numéraire et en apport foncier) du Concédant à l'équilibre du bilan, s'élève à 83 554 140 euros. Il se répartit principalement entre cessions de charges foncières (87%), participations constructeurs (4%), participations du concédant à l'équilibre du bilan de l'opérations (5,5%), produits divers dont produits de gestion locative et produits financiers (1,5%) et subventions (1,5%).

Le montant prévisionnel total des recettes augmente de 1 098 933 euros (soit + 1,5%), par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2015 (82 455 207 euros). Cette augmentation s'explique principalement par :

- une hausse des recettes de cessions de charges foncières pour Activité (869 660 euros TTC) résultant :

- de la suppression du poste «abattement / marge d'erreur » (827 389 euros HT) qui était jusqu'à présent porté au bilan pour anticiper des pertes de recettes liées aux aléas affectant la constructibilité de certains terrains (zones inondables, contraintes topographiques, etc),

- d'une augmentation du prix de cession des fonciers HélioPolis 3 et Eurolinks liée à une augmentation de la SDP (+248 769 euros HT),

- d'une hausse de la TVA applicable aux cessions de terrains suite à l'application par la SOLEAM du dernier arrêté ministériel relatif à la taxation des cessions de terrains,

- ces hausses étant partiellement compensées par une réduction du prix de cession des emprises de la LINEA constituant des biens de retour à la Métropole (-617 580 euros HT),

- une hausse des recettes de cessions de charges foncières pour Logements (+221 660 euros TTC) résultant d'une meilleure commercialisation du foncier de l'allée des maraichers à la SOGIMA.

#### PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part métropolitaine de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant et ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

A l'origine de cette décision, ces participations étaient recouvrées par la Ville de Marseille pour les reverser ensuite à l'Aménageur qui assure les dépenses d'équipement. Une convention cadre n°08/554 entre la Ville et l'Aménageur, du 16 mai 2008, a permis à l'Aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant total prévisionnel des participations constructeurs s'élève à 3 411 477 euros.

Au 31 décembre 2016 l'Aménageur a encaissé 3 248 219 euros, soit 95% des participations constructeurs prévues au bilan de la ZAC. 142 142 euros de participations constructeurs encore dues font actuellement l'objet de dossiers au contentieux.

L'Aménageur prévoit néanmoins de percevoir le solde des participations en 2017.

Il est rappelé que le programme de logements sociaux pour étudiants et les équipements sportifs et lieux de vie pour étudiants projetés dans le cadre de la mise en œuvre du campus de l'Ecole Centrale Marseille, sur les 40 000 m<sup>2</sup> de foncier que la SOLEAM doit céder gratuitement à l'Etat en 2017, sont exonérés du paiement des participations constructeurs aux équipements publics.

#### PARTICIPATION DE LA METROPOLE A L'EQUILIBRE DE L'OPERATION :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 4 735 005 euros et est inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2015 :

- la participation en numéraire à l'équilibre de l'opération est maintenue à 3 361 005 euros et doit être versée en totalité en 2022 par la Métropole,

Concédant depuis 2016.

- la Ville a apporté gratuitement à la SOLEAM le foncier dont elle était propriétaire sur la ZAC. Cette participation, inchangée depuis le dernier CRAC, a été estimée à 1 374 000 euros par France Domaines et a été versée dans son intégralité à ce jour.

#### SUBVENTIONS :

L'opération a bénéficié de 1 325 377 euros de subventions qui ont déjà été versés en intégralité par le FEDER.

#### AVANCE :

Une avance de trésorerie de 21 602 026 euros a été versée à l'Aménageur aux débuts de la concession sur la base d'un déficit prévisionnel qui ressortait alors du bilan d'aménagement. Il est prévu que l'Aménageur rembourse cette avance au Concédant, les versements se faisant quand la trésorerie de l'opération le permet.

Sur l'exercice 2016, la SOLEAM n'a pas effectué de remboursement à la Métropole, conformément au CRAC au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2016 le montant cumulé des remboursements de l'avance à la Ville, précédant concédant, s'élève à 12 708 000 euros. Le solde de l'avance restant à rembourser à la Métropole s'élève donc à 8 894 026 euros.

La SOLEAM propose de maintenir l'échéancier de remboursement de l'avance à la Métropole approuvé avec le CRAC établi au 31/12/2015 par délibération du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, comme suit :

- 1 000 000 euros en 2018
- 1 000 000 euros en 2019
- 500 000 euros en 2020
- 1 000 000 euros en 2021
- 5 394 026 euros en 2022

ces montants pouvant être ajustés selon la trésorerie de l'opération.,

#### SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2016 le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 404 664 euros. Ce niveau de trésorerie est proche de celui prévu au CRAC au 31 décembre 2015 (561 952 euros).

Le solde de trésorerie cumulée prévisionnel restera

positif de 2017 à 2021.

#### EMPRUNTS:

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à court et long terme.

Il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

**Délibère**

#### Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC «du Technopole de Château-Gombert» établi au 31 décembre 2016 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

#### Article 2 :

Est approuvée la participation en numéraire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan d'un montant de 3 361 005 euros, inchangé en regard du précédent CRAC. L'intégralité de cette participation doit être versée par la Métropole à l'échéance de la concession d'aménagement actuellement prévue pour le 27 octobre 2022.

#### **URB 003-2761/17/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement établi au 31 décembre 2016 et approbation de l'avenant 7 à la convention de concession  
MET 17/4463/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Vallon de Malpassé dans le 13ème arrondissement a été signée le 28 juin 2010 par l'ANRU, la Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux.

Ce projet de renouvellement urbain doit permettre la mutation d'un quartier déconnecté des pôles d'attractivité, comptant un vaste patrimoine foncier public ou para-public non exploité, constituant presque exclusivement un secteur d'habitat social vétuste.

Par délibération n°12/1164/DEVD du 10 décembre 2012, la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site des Cèdres à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°13/00019 d'une durée de 4 ans qui a été prorogée à 2 reprises de deux années par avenants portant son échéance au 31 janvier 2021.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements, il a été décidé de procéder à la démolition du groupe des Cèdres sud et de la tour des Cyprès. Du fait de sa désaffectation, il a également été envisagé de recycler le centre commercial des Cèdres.

Ce changement d'orientation du PRU a conduit le GIP Marseille Rénovation Urbaine à mener une étude urbaine en 2012 et à étudier les conditions financières de mise en œuvre d'un nouveau projet.

Cette étude a permis de redéfinir le contenu du PRU et d'élaborer un programme et un bilan financier du projet d'ensemble. Ce nouveau programme a été approuvé par un avenant n°2 à la convention ANRU qui a été signé le 12 avril 2016 par les partenaires.



Le PRU a pour objectif d'accompagner la mutation d'un quartier presque exclusivement constitué d'habitat social vétuste en accélérant la réhabilitation ou la rénovation du bâti, en apportant une offre diversifiée de logements et d'activités, en rénovant les espaces publics et privés et en créant des connexions vers les pôles d'attractivité de l'agglomération.

Dans ce cadre la concession du Vallon de Malpassé vise sur une surface d'environ 3 hectares, à reconstruire des logements neufs dans toute une gamme résidentielle et à réaliser des aménagements publics.

L'avenant n°3 à la convention de concession approuvé par le conseil municipal de Marseille du 13 avril 2015 a pris en compte le nouveau projet et le bilan financier de l'opération d'aménagement qui en résulte.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Au regard de cette substitution, un avenant n°5 à la convention de concession d'aménagement notifié le 7 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Dans ce contexte également, la convention tripartite n°15/1756 entre la Ville de Marseille, la CUMPM et la SOLEAM, signée le 24 novembre 2015, permettant la participation financière de la CUMPM à la concession n'a plus lieu d'être. Il est donc proposé de la résilier.

L'objet du présent rapport est de présenter au conseil de la Métropole le compte rendu annuel de cette concession à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2016.

#### Le CRAC établi au 31/12/ 2016

L'année 2016 est la quatrième année de la concession d'aménagement. Les trois premières années ont permis de conduire les différentes études, d'acquiescer les terrains municipaux nécessaires à l'opération d'aménagement, d'établir un protocole d'échanges fonciers avec le bailleur social Habitat Marseille Provence et préparer les premiers appels d'offres.

•L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2016 a porté principalement sur :

- les travaux des jardins partagés des Lauriers qui ont été réceptionnés,

- la définition du programme de la crèche sur le lot 3, jusqu'à l'obtention du permis de construire,

- la désignation du maître d'ouvrage qui réalisera la traverse des collèges et le square des collèges,

- la réalisation d'acquisitions dans le centre commercial des Cèdres suite à l'instauration du droit de préemption et sa délégation à Soléam par le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 19 décembre 2016.

•2017 et années suivantes vont porter sur :

- les acquisitions de biens publics et privés nécessaires à l'opération

Il est prévu de réitérer par acte authentique les échanges fonciers entre HMP et la SOLEAM, conformément au protocole d'échange signé le 31 décembre 2014 pour l'acquisition du lot à bâtir n°3, du foncier d'assiette des jardins partagés et de la traverse des collèges. Un avenant à ce protocole devra être signé en 2017 pour intégrer le lot 2 destiné à l'Association Foncière Logement et le lot à bâtir n°22. Les acquisitions de murs et des fonds de commerce du centre commercial « Les Cèdres » seront poursuivies entre 2017 et 2020, il sera nécessaire d'engager les acquisitions de l'emprise permettant la réalisation de la traverse des Cyprès entre 2018 et 2020.

- la commercialisation des lots à bâtir

La pré-commercialisation des lots 4 et 6 est envisagée en 2018 ; la commercialisation du lot 10 sera engagée après l'acquisition des murs et fonds du centre commercial, si nécessaire un dossier de déclaration d'utilité publique sera établi pour permettre l'expropriation. La commercialisation du lot 22 est conditionnée par la libération par HMP des terrains du groupe des « Cèdres sud ».

- les études

Les études de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la traverse des collèges et du square des Cèdres seront poursuivies. Une étude de faisabilité du parachèvement de l'esplanade des Cèdres nord sera engagée.

- les travaux

Les travaux du square de collèges sont envisagés pour le début d'avril 2017, ceux de la traverse des collèges pour le deuxième trimestre. Le lancement des travaux de la Descente des Cèdres est envisagé en 2018. Les autres travaux d'espaces publics se dérouleront de 2018 à 2020.

## **Le bilan arrêté au 31 décembre 2016**

### **Les dépenses :**

Sur l'exercice écoulé, les dépenses réalisées s'élèvent à 1 033 537 euros TTC, en diminution de 340 704 euros TTC et se décomposent en :

- 15 979 euros TTC d'études, 516 786 euros TTC d'acquisitions, 293 247 euros TTC de travaux VRD et honoraires techniques, 866 euros de frais financiers.

Ces postes sont en diminution par rapport au budget prévisionnel principalement en raison du décalage en 2017 de paiements prévus en 2016 et de poste provisionnés non consommés,

- 19 743 euros TTC de dépenses annexes, en augmentation de 3 843 euros qui fait des charges de copropriété consécutives aux acquisitions de locaux dans le centre commercial,

- 180 204 euros TTC de rémunération forfaitaire sur dépenses correspondant au montant approuvé au CRAC précédent,

- 6711 euros de TVA, au regard d'une recette de 10 109 euros attendue, soit une augmentation de 16 730 euros en lien avec la nature des dépenses et recettes sur l'exercice.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016,

Les dépenses réalisées, hors TVA reversée, s'élèvent à 1 682 343 euros TTC (12,75 % du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

- 44 648 euros TTC pour les études soit 30,6 % du budget total prévisionnel des études,

- 950 776 euros TTC pour le foncier soit 18,6 % du budget total prévisionnel du foncier,

- 308 540 euros TTC pour les travaux et honoraires techniques, soit 4,5 % du budget total de ces postes,

- 36 029 euros TTC pour les dépenses annexes soit 19,5 % du budget total prévisionnel des dépenses annexes,

- 802 euros de frais financiers soit 2,1 % du budget prévisionnel en frais financier,

- 399 055 euros de rémunération soit 48,6 % du montant total du budget global de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses totales de l'opération d'aménagement s'élèveront, hors TVA non récupérable (477 666 euros) à 13 184 720 euros, en augmentation de 697 126 euros par rapport au bilan

arrêté au 31 décembre 2015.

Ce montant global des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

- 145 807 euros TTC pour le budget études (1,1% des dépenses totales) qui est en augmentation de 27 261 euros par rapport au CRAC précédent,

- 5 116 543 euros TTC pour le foncier (38,8% des dépenses totales) ; en augmentation de 165 984 euros du fait de l'acquisition du lot 2 destiné à être cédé à la foncière logement,

- 6 909 003 euros TTC de travaux d'aménagement (démolitions, VRD, dépollution) et d'honoraires techniques (52,4 % des dépenses totales) ; ce montant qui résulte de l'estimation des travaux au stade avant projet et aux réponses aux appels d'offre est en augmentation de 451 202 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent pour répondre au programme qualitatif du PRU et aux contraintes du site,

- 153 809 euros pour les dépenses annexes et les frais de commercialisation (1,16% des dépenses totales), en augmentation de 26 842 euros,

- 37 876 euros TTC de frais financiers, en augmentation de 4 693 euros par rapport au CRAC précédent en lien avec un niveau de trésorerie moins favorable,

- 821 682 euros TTC de rémunération (6,23% des dépenses totales) en augmentation de 21 144 euros résultant de l'ajout d'une nouvelle rémunération sur les acquisitions des biens auprès du concédant ou de partenaires institutionnels.

### **Les recettes**

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues en 2016 d'un montant de 1 860 730 euros TTC comprennent :

- 360 000 euros versés par la Métropole au titre de la convention tripartite Ville/MPM/Soléam de 2015 sur les équipements publics du PRU,

- 1 500 000 euros de participation de la Métropole à l'équilibre du bilan,

- 730 euros TTC de produits financiers et divers.

Elles sont en diminution de 88 190 euros TTC par rapport au prévisionnel en raison principalement du décalage à 2017 des règlements de la cession du lot 3 (13 000 euros) et de la subvention du Conseil Régional au titre du PRU (73 214 euros) ; initialement prévus en 2016.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre

2016, les recettes s'élèvent à 2 594 505 euros TTC, soit 19,9 % des recettes globales, et correspondent :

- aux cessions constructeurs encaissées pour 209 880 euros TTC soit un taux d'avancement des cessions de 4,6 %,

- aux participations de la Ville de Marseille pour 210 331 euros d'apport foncier et de la Métropole pour 1 860 000 euros, soit un taux d'avancement du versement des participations de 39,3 %,

- à la subvention de l'ANRU pour 310 973 euros soit un taux d'avancement de 15 % des subventions attendues de l'ANRU et des collectivités partenaires,

- à des produits financiers et divers pour 3 321 euros.

Au terme de la concession, les recettes (hors la participation du concédant à l'équilibre de l'opération et l'apport foncier en nature) s'élèvent à un montant global de 8 302 501 euros, stable en regard du bilan approuvé l'an dernier. Elles comprennent principalement :

- les cessions de charges foncières à hauteur de 4 529 053 euros TTC,

- la participation financière des différents partenaires de la convention ANRU, inchangée à savoir :

- la contribution financière de la Ville à la réalisation d'équipements publics d'un montant de 964 834 euros TTC qui a fait l'objet d'une convention de financement tripartite n°16/077 entre la Métropole, la Ville et la Soléam, signée le 23 novembre 2016. Cette participation sera versée en deux règlements égaux de 482 417 euros TTC en 2017 et 2018,

- l'ANRU pour 2 073 153 euros TTC,

- la Région pour 732 139 euros TTC, dont 73 214 euros attendus en 2017, 200 000 euros en 2018 et 458 925 euros en 2020.

#### **La participation de la Ville alors concédante**

La Ville a contribué à l'équilibre du bilan par le biais d'un apport foncier en nature à la SOLEAM d'un montant de 210 332 euros.

#### **La participation de la Métropole**

La Métropole concédante de l'opération à compter du 1er janvier 2016 versera à la SOLEAM une participation en numéraire à l'équilibre du bilan pour un montant prévisionnel de 4 127 879 euros, en augmentation de 259 655 euros par rapport au précédent CRAC suivant le nouvel échéancier

prévisionnel :

- 1 500 000 euros TTC déjà versés en 2016

- 617 583 euros TTC en 2018

- 615 619 euros TTC en 2019

- 1 135 022 euros TTC en 2020

- 259 655 euros TTC en 2021

La participation liée au conventionnement ANRU prévue dans la convention tripartite passée entre la Métropole/Ville/Soléam n°16/077 susvisée d'un montant de 392 147 euros TTC sera versée à l'opération en fonction de l'échéancier suivant :

- 360 000 euros TTC déjà versés en 2016

- 32 147 euros TTC en 2020

#### **Avance**

Le concessionnaire a bénéficié d'une avance de trésorerie de 400 000 euros TTC. Cette avance sera remboursée à la Métropole en 2021 à la fin de la concession

#### **La TVA et la trésorerie**

La TVA reversée à l'opération est estimée à 629 527 euros.

La trésorerie cumulée de l'opération est positive à hauteur de 1 310 958 euros fin 2016, en lien avec le différentiel des dépenses et recettes réalisées.

#### **Les emprunts**

Un emprunt de 900 000 euros sera souscrit en 2018.

#### **Avenant à la concession**

L'avenant 7 à la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé T1600908CO soumis à votre approbation a pour objet d'acter :

- l'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, ainsi que l'échéancier de versement des sommes dues par la Métropole à la SOLEAM au titre de cette participation et au titre du conventionnement avec l'ANRU,

- la rémunération sur dépenses qui est ramenée de 514 965 euros à 510 445 euros dont 379 813 euros déjà versés, et le solde à percevoir : 100 644 euros en 2017, 8 083 euros en 2018 ; 15 844 euros en 2019 et 6 061 euros en 2020,

- la mise en place d'une nouvelle rémunération pour les missions liées aux acquisitions de biens auprès du concédant et de partenaires institutionnels pour un montant de 25 653 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ; Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole .

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2016 et l'avenant n°7 à la convention de concession passée avec la SOLEAM.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2016 ci-annexé.

**Article 2 :**

Est approuvée la participation du concédant à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 4 338 211 euros, en augmentation de 259 655 euros, dont :

- 210 332 euros versés par la Ville de Marseille sous forme d'apport foncier,

- 1 500 000 euros versés par la Métropole en 2016.

Le solde sera versé selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 617 583 euros en 2018

- 2 010 296 euros entre 2019 et 2021

**Article 3**

Est approuvé l'avenant 7 à la convention d'aménagement T1600909CO ayant pour objet :

- d'actualiser la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan

- de préciser l'échéancier de versement de cette participation et de la participation contractualisée avec l'ANRU,

- d'approuver la rémunération de la SOLEAM sur les dépenses versée par anticipation,

- et de prévoir une nouvelle rémunération pour les missions d'acquisitions auprès du concédant et des partenaires institutionnels, d'un montant prévisionnel de 25 653 euros.

**Article 4**

Est résiliée la convention tripartite n°15/1756 entre la Ville de Marseille, la CUMPM et la SOLEAM signée le 24 novembre 2015 sur la participation financière de la CUMPM à la concession.

**Article 5**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 004-2762/17/CM**

### **■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement établi au 31 décembre 2016 - approbation de l'avenant 6 à la convention de concession d'aménagement MET 17/4464/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études et compte tenu de la maîtrise foncière d'un certain nombre de terrains par la collectivité, le Conseil municipal a approuvé la convention de concession d'aménagement « Mardirossian - Madrague Plan » entre la Ville de Marseille et la SOLEAM par délibération n°10/0978/DEVD du 25 octobre 2010.

Cette opération devait redonner au secteur un caractère attractif visant le développement de l'offre en logement et des activités économiques, permettant de développer environ 90 000 m² de surface de planchers.

La concession d'aménagement d'une durée initiale de 7 ans à compter de la notification en date du 7 janvier 2011 recouvre un périmètre de 9 hectares englobant trois secteurs : Mardirossian, Madrague-Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

Cette concession a été prorogée de 5 ans, soit jusqu'au 7 janvier 2023 par avenant n°3 approuvé par le Conseil municipal de Marseille le 16 décembre 2015.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par les délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°4 à la convention de concession d'aménagement N° T1600910CO (n° Ville 11/0013) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'objet du présent rapport est de présenter à la Métropole le compte rendu annuel de la concession

établi au 31 décembre 2016 et l'avenant n°6 à la convention de concession.

L'évolution de l'opération.

Le terrain situé 211 chemin de la Madrague Ville a été acquis par la SOLEAM auprès de l'EPF PACA, puis à la demande de la Ville, a été cédé à titre gratuit en 2012 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser un pôle de création d'entreprises et un pôle artisanal dans le cadre du Plan local de redynamisation avec l'État. Sur ce secteur la SOLEAM est devenue l'opérateur de MPM et sa mission dans le cadre de la concession est terminée.

Le secteur Mardirossian prévu initialement pour de l'habitat est désormais positionné pour de l'activité économique en raison du marché de l'immobilier du logement qui n'est pas favorable dans cette zone pour de l'accession et suite à des dispositions gouvernementales qui ne favorisent pas le logement social dans le quartier prioritaire dont fait partie le périmètre de l'opération. Le positionnement en secteur d'activité a été conforté par une étude menée en 2015.

L'implantation de services municipaux et d'activités est à l'étude sur les terrains libres de ce secteur, maîtrisés par la Ville de Marseille, l'EPF et l'aménageur.

La modification n°3 du PLU approuvée en juin 2016 prévoit un zonage réglementaire adapté permettant un programme d'activités dans un tissu urbain mixte.

Enfin le service propreté de la Métropole occupe des bâtiments industriels implantés sur 13 150 m² de terrain. La perspective d'une relocalisation de cette activité reste à l'étude mais la date de libération du foncier n'est pas déterminée.

Sur le secteur Madrague Plan un appel à projet lancé en 2012 a été interrompu car le terrain principal nécessaire à l'opération, situé au 287 chemin de la Madrague Ville, n'a finalement pas été maîtrisé. En effet, la décision de préemption par la Ville de ce bien a été annulée par la juridiction administrative (jugement du TA de Marseille du 22 mars 2012, arrêt de la cour administrative d'appel du 29 novembre 2012, Conseil d'État du 27 Août 2014) et la Ville est condamnée à rétro-céder le bien à l'acquéreur évincé.

Aussi l'opération d'aménagement sur ce secteur est désormais conditionnée par l'acquisition du foncier à un tiers qui ne pourra s'envisager probablement que par voie d'expropriation, option qui n'est pas retenue à ce jour. Ainsi les dépenses d'acquisition et de travaux d'aménagement ainsi que les recettes de commercialisation prévisionnelles sont abandonnées sur ce secteur.

Enfin l'éviction des entreprises occupant les bâtiments (ex Baccuet) appartenant à la Ville le long du chemin de la Madrague Ville a été menée à terme. La Ville souhaite conserver ces locaux et prévoit d'y reloger les décors de l'opéra.

Pour l'ensemble de ces raisons l'intervention de l'aménageur ne porte plus que sur le secteur de Mardirossian, avec :

- l'acquisition par SOLEAM des terrains maîtrisés par l'EPF à l'exception de la parcelle K42 qui a été acquise par la Ville en 2016, soit une superficie de terrain de 8 356m². Ces acquisitions (actes authentiques signés) ont été menées en 2016.
- la commercialisation de ces terrains pour de l'activité. Les négociations menées en 2016 avec la SERAMM n'ayant pas abouti la Ville de Marseille souhaite lancer des études en 2017 pour un regroupement de locaux municipaux sur ce site.
- les études de maîtrise d'œuvre à mener en 2017 pour l'élargissement de la traverse Mardirossian afin d'améliorer son raccordement sur la rue de Lyon, le démarrage travaux étant prévu en 2018,
- la réalisation de travaux liés à la gestion des terrains en friche avec des démolitions prévues en 2018.

Les éléments financiers du CRAC au 31 décembre 2016.

#### **Les dépenses :**

##### **Sur l'exercice 2016,**

Les dépenses s'élèvent à 1 779 180 euros TTC. Ce montant qui est en baisse par rapport au prévisionnel (-260 015) se répartit ainsi :

752 658 euros TTC pour des études et des acquisitions, en diminution de 209 389 euros TTC en raison principalement du différé de paiement d'une partie du coût des acquisitions auprès de l'EPF en 2017,

4 078 euros TTC de charges de gestion en diminution de 5 922 euros TTC, le prévisionnel ayant été surestimé,

34 223 euros TTC de rémunération en augmentation de 16 846 euros TTC en lien avec l'augmentation du coût des acquisitions auprès de l'EPF,

126 651 euros TTC de frais financiers en diminution de 4 127 euros en lien avec la trésorerie plus favorable que prévue,

-138 430 euros de crédit de TVA en augmentation de 57 426 euros suivant l'évolution des dépenses et recettes

1 000 000 euros de remboursement d'emprunt tel que prévu au CRAC précédent.

##### **Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016,**

Les dépenses réalisées qui s'élèvent à 3 866 896 euros TTC (hors la TVA résiduelle) soit 37 % du montant total des dépenses prévisionnelles correspondent :

- aux études urbaines et acquisitions pour 2 966 135 euros TTC, soit 45 % du budget total Études et foncier,

- aux travaux pour 23 430 euros TTC soit 11% du budget total Travaux,

- aux dépenses annexes pour 38 407 euros TTC soit 13 % du budget total correspondant,

- à la rémunération de la Soléam pour 190 356 euros TTC soit 43% du budget total correspondant,

- aux frais financiers de 648 568 euros TTC, soit 83 % du budget total correspondant.

##### **Au terme de la concession,**

Les dépenses prévisionnelles qui s'élèvent à 10 364 292 euros TTC hors la TVA reversée sont en augmentation de 1 559 693 euros par rapport au bilan arrêté au 31/12/2015 et se répartissent ainsi :

6 635 547 euros TTC de budget d'études et de foncier en augmentation de 1 368 495 euros en raison principalement du coût d'acquisition des biens auprès de l'EPF, le montant prévisionnel prévu au CRAC précédent ayant été augmenté des frais de portage du foncier par l'EPF,

2 204 733 euros TTC de budget travaux en augmentation de 7343 euros quasiment stable par rapport au prévisionnel,

302 117 euros TTC de budget dépenses annexes en augmentation de 157 789 euros,

440 675 euros TTC de budget rémunération en augmentation de 26 066 euros, en lien avec l'augmentation des dépenses,

et 781 220 euros de frais financiers inchangés par rapport au prévisionnel.

#### **Les recettes :**

##### **Sur l'exercice écoulé,**

Les recettes perçues d'un montant total de 501 710 euros TTC comprennent 1 710 euros TTC de produits financiers et 500 000 euros de participation à l'équilibre du bilan versée par la Métropole.

Elles sont en diminution de 46 351 euros TTC par rapport au prévisionnel les premières recettes de commercialisation n'ayant pas été réalisées.

**Sur l'état d'avancement** cumulé au 31 décembre 2016,

Les recettes hors participations des collectivités s'élèvent à 26 664 euros TTC de produits financiers et divers, soit 4,7 % du montant total des recettes.

**Au terme de la concession les recettes globales** de l'opération hors la participation du concédant s'élèvent à 570 387 euros TTC, soit une diminution de 5 775 euros par rapport au CRAC précédent, et se répartissent de la manière suivante :

536 400 euros TTC de cession de charges foncières sur le secteur Mardirossian (94% des recettes totales), inchangé par rapport au précédent CRAC, la commercialisation se limitant désormais à un terrain pour de l'activité,

33 987 euros TTC de produits financiers et divers en diminution de 5 775 euros.

**La participation du concédant** qui s'élève à 8 697 742 euros comprend :

La participation à l'équilibre de l'opération en numéraire, pour un montant de 8 028 942 euros en augmentation de 1 312 621 euros par rapport au précédent CRAC,

et une participation en nature pour 668 800 euros inchangée correspondant à un apport foncier effectué par la Ville en 2013.

Le versement par la Métropole de la participation numéraire est échelonné en prévisionnel de la manière suivante :

500 000 euros déjà versée en 2016

5 000 000 euros en 2017

1 000 000 euros en 2018

1 000 000 euros en 2019

528 942 euros en 2020

Les emprunts, la trésorerie et la TVA reversée :

La SOLEAM a fait un emprunt de 4 000 000 euros en 2012 avec un remboursement (un million par an) échelonné jusqu'en 2018.

La trésorerie cumulée au 31 décembre 2016 est négative de 482 608 euros.

A la fin 2016 le bilan financier présente un crédit de TVA de 188 827 euros et la TVA reversée à terme à l'opération s'élèvera à 1 096 162 euros.

#### **L'avenant 6 à la concession :**

Le présent avenant soumis à notre approbation vient modifier le montant de la participation d'équilibre qui évolue de 7 385 121 euros à 8 697 742 euros et l'échéancier de versement à l'opération comme indiqué précédemment.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

##### **Où il le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2016 et l'avenant n°6 à la convention de concession passée avec la SOLEAM.

##### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague Plan arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2016 ci-annexé.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la participation prévisionnelle de la Métropole en numéraire à l'équilibre du bilan d'un montant de 8 028 942 euros dont 500 000 euros versé en 2016 et la participation en apport foncier effectuée par la Ville en 2013 d'un montant de 668 800 euros, soit une participation totale du concédant à l'opération de 8 697 742 euros.

### **Article 3 :**

Est approuvé l'avenant 6 à la convention d'aménagement T1600910CO (ex n°Ville n°11/0013) ci-annexé précisant le montant de la participation de la Métropole à l'équilibre de l'opération et l'échéancier de versement du solde : 5 000 000 euros en 2017, 1 000 000 euros en 2018 et 1 528 942 euros au delà.

### **Article 4**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 005-2763/17/CM**

#### **■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la collectivité de la concession d'aménagement concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13ème et 14ème arrondissements établi au 31 décembre 2016 MET 17/4469/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville de Marseille a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> arrondissements.

Par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, la Ville de Marseille a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement pour une durée de dix ans. L'avenant 7 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013. L'avenant n°8 du 7 novembre 2014 a autorisé l'aménageur à réaliser les travaux de réfection des façades et de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier et a modifié l'échéancier de versement de la participation de la Ville à l'équilibre du bilan.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour transférer le

bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM.

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, puis, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015. Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Selon le programme global de construction du dossier de réalisation, le quartier doit accueillir 325 700 m<sup>2</sup> de constructions dont :

- 283 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) pour des opérations de logements,
- 23 700 m<sup>2</sup> de programmes tertiaires et de commerces,
- 19 000 m<sup>2</sup> d'équipements et services publics.
- 224 000 m<sup>2</sup> d'espaces verts publics qui seront créés pour accompagner les centralités.

La ZAC des Hauts de Sainte Marthe a pour ambition de respecter des objectifs environnementaux grâce à la charte Qualité Environnementale qui constitue une annexe au cahier des charges de cessions de terrains et décline à l'échelle du territoire les ambitions de la charte Qualité Marseille de 2007. La charte Qualité Environnementale des Hauts de Sainte Marthe a été refondue en 2012 pour prendre en compte les évolutions réglementaires liées à la mise en œuvre du Grenelle II et à l'engagement national pour l'environnement.

Implantée sur un site remarquable aux qualités environnementales et patrimoniales indéniables, le secteur des hauts de sainte Marthe accueille un patrimoine bâti et paysager protégé au titre du PLU ou des servitudes de monuments historiques qui illustrent l'histoire de la campagne marseillaise et de ses



bastides. Les domaines de la Roserie, Tour Sainte et Montgolfier sont les témoins intacts de cette histoire et font l'objet d'une attention particulière de la Direction Régionale des Monuments Historiques (DRAC-MH) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).

Les délibérations du conseil municipal des 17 juin 2013, 10 octobre 2014 et 29 juin 2015 approuvant respectivement les CRAC aux 31 décembre 2012, 2013 et 2014 actaient qu'une nouvelle stratégie d'aménagement devait être mise en œuvre sur les Hauts de sainte Marthe dans l'objectif de mieux adapter le projet aux attentes citoyennes et aux qualités intrinsèques de ce territoire (paysagères et patrimoniales, caractère agricole, réseau hydrologique), notamment sur les secteurs Nord de la ZAC, les Bessons et Santa Cruz, dont le caractère agricole encore prégnant et la proximité immédiate des piémonts du massif de l'étoile nécessitent une approche spécifique.

Pour mener à bien ces réflexions et mettre en œuvre l'aménagement de ces sites, il était apparu nécessaire de proroger la ZAC de cinq ans, jusqu'en 2025, par avenant n°9 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe ».

Un avis d'appel public à la concurrence a été publié par la SOLEAM en mai 2016 dans le but de désigner un groupement de maîtres d'œuvre capable de réinterroger le projet sur les secteurs Nord.

Préalablement au lancement de cette étude, la Collectivité procédera à un diagnostic du patrimoine architectural, environnemental et agricole afin de dresser un état des lieux et évaluer les enjeux que présente le territoire restant à aménager. Il permettra de fournir à l'aménageur les éléments que l'étude devra prendre en compte et de se positionner sur l'orientation du projet d'aménagement.

En l'attente d'une définition précise des objectifs d'aménagement du projet et du programme, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016, analysé ci-après, présente un bilan prévisionnel avec des dépenses et recettes clairement identifiées de 2017 à 2021, années correspondant au développement de la centralité Mirabilis déjà bien avancée. Les années 2021 à 2025 regroupent le solde des dépenses et recettes qui correspondent aux objectifs initiaux de l'opération ainsi qu'à l'engagement financier de la Métropole approuvé dans le CRAC précédent.

#### **Avancement de l'opération au 31 décembre 2016 :**

##### **- Maîtrise foncière**

La SOLEAM maîtrise 54,4% du foncier nécessaire à la mise en œuvre du projet d'aménagement.

##### **- Commercialisation de terrains et permis de construire**

L'aménageur a commercialisé le foncier nécessaire pour réaliser 10 858m<sup>2</sup> de surface de plancher de logements.

Jusqu'à présent, le développement des opérations de logements, soit 74 919 m<sup>2</sup> des surfaces de plancher autorisées, s'est réalisé sur des terrains privés qui ont fait l'objet de conventions de participations avec les constructeurs.

Le cumul des constructions autorisées représente donc 85 777 m<sup>2</sup> de surface de plancher, soit 30 % de l'objectif du programme de construction de la ZAC.

Au 31 décembre 2016, les permis délivrés ont autorisé la construction de 1316 logements, dont 1001 sur la centralité Mirabilis. 622 sont déjà construits sur cette centralité et 315 le long de l'avenue du Merlan.

##### **- Les chantiers de constructions**

Au 31 décembre 2016, 7 chantiers de constructions sont en cours pour la réalisation de 2 équipements publics (Lycée St Mitre, avenue des Pâquerettes, école publique Mirabilis, avenue Gabriel Audisio), 2 équipements d'intérêts général (foyer de vie ARI, impasse des Petits Champs et Établissement pour enfant et adolescents polyhandicapés, impasse des Etoiles), et 3 programmes immobiliers (Logirem, domaine de la Tarasque, rue Etienne Dolet/avenue Gabriel Audisio, Marignan îlot 26C Avenue Gabriel Audisio, et enfin Marignan, îlot 26B, Naturéa)

Il faut noter que depuis janvier 2017, un nouveau programme immobilier de logements a débuté réalisé par Art Promotion, avenue Gabriel Audisio.

##### **- Travaux d'aménagement**

Les travaux entrepris pour 10 306 828 euros ont permis la viabilisation des premiers îlots constructibles par la réalisation d'une partie de la voie U236, dénommée Gabriel Audisio; le raccordement au chemin du bassin, baptisé avenue Madeleine de Valmalète; l'amorce de la U240; l'élargissement d'une partie du chemin du four de Buze, la viabilisation des premiers îlots constructibles puis pour les autres travaux : l'aménagement du vallon du Bois Chenu, un bassin de rétention pour un volume de 12 000m<sup>3</sup> et l'installation d'un transformateur électrique. Au 31 décembre 2016, la requalification de l'avenue des Pâquerettes et la viabilisation du cœur de quartier Mirabilis sont encore en cours.

##### **L'activité de la concession sur l'année écoulée**

L'année 2016 a été marquée par :

L'obtention du permis de construire concernant la réhabilitation des façades et de la toiture de la bastide Montgolfier le 21 octobre 2016.

#### - Maîtrise foncière

Au cours de l'année 2016, la SOLEAM a réitéré 5 actes authentiques dans le cadre de la mise en œuvre de la 1ère DUP.

#### - Commercialisation de terrains

L'aménageur a cédé deux terrains, l'un pour la réalisation de 55 logements en accession libre (Art Promotion) et l'autre pour la réalisation de l'école Mirabilis (15 classes, Ville de Marseille). Il a signé un compromis de vente avec Sogeprom pour un îlot situé dans la centralité Mirabilis pour 3 500m<sup>2</sup> de surface de plancher en logement.

#### - Les permis de construire

Deux permis de logements ont été déposés en 2016, sur la centralité Mirabilis par le promoteur Constructa : îlot 25C, pour 2 841m<sup>2</sup> de surface de plancher et îlot 25D, 2 965 m<sup>2</sup> de surface de plancher, déposés le 20 décembre 2016. Ces deux permis ont été accordés en avril 2017.

#### - Travaux

Les travaux d'aménagements urbains concernent :

l'élargissement et la requalification de l'avenue des Pâquerettes et la finalisation des travaux de viabilisation pour le foyer de vie de l'association Régionale pour l'intégration (Réseaux électrique et assainissement)

Les travaux de construction concernent :

- la poursuite de la construction du foyer de vie d'ARI (43 logements collectifs LLS),
- le démarrage des travaux pour la création d'un Établissement pour enfant et adolescents polyhandicapés (EEAP) d'ARI,
- le démarrage du chantier de l'îlot de la LOGIREM (45 logements sociaux),
- le démarrage du chantier de construction du groupe scolaire MIRABILIS,
- le démarrage de la phase 2 du programme Colline Harmonie par Marignan (114 logements),
- le démarrage du chantier de l'îlot 26B par Marignan (64 logements libres).

#### - Études, assistance et communication

Les principales études de l'année 2016 sont :

- Le lancement de l'élaboration du cahier des charges pour la réalisation d'une étude hydrologique et hydraulique,

- la réalisation d'études urbaines en vue de la modification n°3 du PLU,

- la réalisation des études « projet » de la voie U240/ Montgolfier,

- la réalisation des études « projet » pour les travaux de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier,

- la finalisation des études « projet » pour l'élargissement et la requalification de l'avenue des Pâquerettes,

- l'appel à candidature pour un marché d'étude urbaine et paysagère pour la recomposition des secteurs Nord de la ZAC.

#### **L'activité de la concession sur les trois prochaines années :**

Jusqu'en 2020, l'activité prévisionnelle de la ZAC va essentiellement être tournée vers la livraison du premier cœur de quartier et les travaux de la voie U240 dans le parc Montgolfier.

L'année 2017 va voir se concrétiser les travaux d'infrastructures de l'avenue des Pâquerettes, la livraison du lycée et de l'école Mirabilis. C'est aussi l'année où l'étude portant sur l'hydraulique et l'hydrologie du site doit être lancée. Cette étude, attendue et importante se poursuivra sur l'année 2018.

L'année 2018 sera consacrée à la finalisation du cœur de quartier et aux travaux de la voie U240 dans le parc Montgolfier ainsi qu'aux travaux concernant le clos et le couvert de la bastide Montgolfier.

Les années 2019, 2020 et 2021 seront consacrées aux travaux de la voie U236, de Gabriel Audisio au chemin des Bessons.

Le budget prévisionnel des travaux s'élève à 3,2M d'euros en 2017, 7,36M d'euros en 2018 et 7,8M d'euros en 2019

#### **Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 s'établit comme suit :**

A compter du CRAC au 31 décembre 2016, les dépenses de la Bastide Montgolfier font l'objet d'un bilan spécifique, dit bilan 2, conformément au programme des équipements publics approuvé concomitamment au CRAC au 31 décembre 2015. L'analyse des évolutions budgétaires (bilan 1) sur l'exercice écoulé n'intègre pas la bastide Montgolfier. En revanche, afin de faciliter la comparaison entre le CRAC au 31 décembre 2015 et le CRAC ici présenté, l'analyse sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 et l'analyse à terme incluent les dépenses liées aux travaux de la bastide Montgolfier.

## Dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses se sont élevées à 6 243 884 euros TTC, réparties comme suit :

- dépenses foncières : 3 160 893 euros TTC
- dépenses d'études (hors honoraires) : 216 418 euros TTC
- dépenses de travaux (dont honoraires techniques) : 1 047 563 euros TTC
- dépenses annexes : 342 046 euros TTC
- rémunération société : 415 068 euros TTC
- frais financiers : 70 401 euros TTC
- crédit de TVA remboursé : 108 504 euros TTC
- remboursement financement : 1 100 000 euros TTC

Les dépenses étaient estimées à 3 810 552 euros TTC au bilan approuvé l'an dernier. Elles sont en hausse de 2 433 332 euros. Cette augmentation est principalement dû à une acquisition non programmée (2 500 000 euros) mais indispensable à l'opération telle que projetée jusqu'ici et compensée par des acquisitions non réalisées. Hormis ce poste foncier, les augmentations et diminutions des autres postes s'équilibrent : facturation décalée due à des retard de chantiers (-342 865 euros, crédit de TVA remboursée pour 290 095 euros et divers postes aux variations peu significatives).

L'écart concernant la bastide Montgolfier n'est pas significatif.

### État d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des dépenses s'élève à 52 014 583 euros TTC (hors TVA résiduelle) soit 35 % du montant des dépenses à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant correspond aux dépenses TTC du bilan consolidé incluant les dépenses de la bastide Montgolfier détaillées dans le bilan 2.

Le montant total TTC cumulé au 31 décembre 2016 réparti comme suit :

- dépenses foncières : 31 395 836 euros soit 54 % du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel.
- dépenses études (hors honoraires) : 1 955 246 euros soit 52 % du budget études à terme
- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 12 895 294 euros TTC soit 19 % du budget travaux à terme figurant au bilan prévisionnel. Les travaux de la bastide Montgolfier sont identifiés dans un poste budgétaire spécifique détaillé ci après conformément au programme des équipements publics approuvé en même temps que le CRAC de l'an dernier.

- le budget dépenses annexes relatif aux charges de gestion, assurances, taxes sur salaires, communication et médiation et gestion urbaine de proximité s'élève à 1 482 544 euros TTC soit 33 % du budget dépenses annexes à terme.

- le budget comprenant la rémunération de la société s'élève à 3 490 077 euros TTC soit 30 % du budget rémunération à terme.

- frais financiers : 795 587 euros soit 51% du budget à terme.

Concernant les dépenses de la bastide Montgolfier, le montant des dépenses au 31 décembre 2016 s'élève à 42 942 euros.

A terme, le montant prévisionnel des dépenses de la concession d'aménagement s'élève à 148 637 664 euros TTC. Ce montant correspond aux dépenses TTC du bilan consolidé incluant les dépenses de la bastide Montgolfier détaillées dans le bilan 2 et la TVA résiduelle.

Le montant total TTC se répartit entre les postes suivants :

- dépenses d'acquisitions : 57 744 779 euros, soit 39% du budget global,

- dépenses études : 3 723 653 euros hors taxe, soit 2,5 % du budget global

- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 67 581 464 euros soit 45% du budget global,

- dépenses annexes : 4 431 201 euros soit 3% du budget global,

- rémunération société : 11 719 074 euros soit 8 % du budget global

- frais financiers : 1 702 600 euros soit 1% du budget global.

- la TVA résiduelle s'élève à 1 724 891 euros.

Le montant des dépenses augmente de 4 646 371 euros par rapport au CRAC établi l'année dernière, soit 3,2 %.

Cet écart s'explique notamment par :

- une très forte hausse de la TVA résiduelle (+ 3 300 990 euros) qui est due à l'évolution des dépenses et des recettes de l'opération ainsi qu'au changement du mode de calcul de la TVA lié à l'application d'un arrêté ministériel relatif à la taxation des cessions de foncier (intégration du changement de régime passant d'un calcul de TVA sur marge à une TVA totale),

- une augmentation du budget des acquisitions foncières de 544 486 euros, principalement due à l'augmentation du poste taxe foncière revu à la hausse compte tenu du poids du foncier porté par l'aménageur et aux indemnités diverses sur acquisitions,

- une hausse de 120 000 euros du poste études générales en raison de la nécessité de faire réaliser une étude hydrologique et hydraulique sur le territoire,

- la hausse du poste des dépenses annexes de 547 000 euros s'explique par :

- une baisse de 1 374 881 des charges de gestion (qui comprenait auparavant la gestion urbaine de proximité ayant dorénavant un poste en propre)
- une baisse de 408 392 euros des frais sur vente
- une augmentation de 580 852 euros des taxes sur salaires une augmentation de 270 000 euros des frais d'avocat et d'huissiers
- une augmentation de 303 443 euros du poste communication et médiation de proximité pour tenir compte des dépenses réelles supérieures aux prévisions
- le nouveau poste gestion urbaine de proximité (1 154 975 euros) qui était intégré dans la ligne charges de gestion.

- une hausse du poste « rémunération société » de 162 182 euros. La variation est due à l'évolution des recettes et des dépenses de l'opération,

- la variation des autres postes (travaux et honoraires techniques et frais financiers) n'est pas significative et ne nécessite pas d'être détaillée.

Concernant les travaux de la bastide Montgolfier, le montant prévisionnel des dépenses à terme s'élève à 808 851 euros TTC et se répartit comme suit :

- dépenses études : 84 054 euros TTC hors taxe, soit 2,3 % du budget global,

- dépenses travaux : 660 000 euros TTC soit 41,4% du budget global,

- dépenses diverses : 55 194 euros TTC soit 3% du budget global,

La TVA résiduelle s'élève à 8 802 euros au bénéfice de l'opération.

Elles sont équilibrées par une participation de la ville de Marseille d'un montant équivalent.

#### **Recettes :**

Sur l'exercice écoulé, en regard des prévisions, les recettes sont en hausse de 421 933 euros HT sur un montant de 7,2M d'euros. Cet écart s'explique principalement par des échanges fonciers avec soulte qui n'étaient pas prévus et l'augmentation du prix de cession de l'îlot 25 H2 liée à une modification du programme.

#### Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2016

Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des recettes (hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et participations aux équipements primaires) s'élève à 15 345 368 euros TTC soit 15,5% du montant total des recettes hors participations selon la répartition suivante :

- Les recettes liées aux cessions de foncier s'élèvent à 4 132 418 euros TTC, soit 4,8% des recettes de commercialisation à terme figurant au bilan prévisionnel.

- La recette liée à la perception des participations constructeurs s'élève à 10 668 543 d'euros, soit 82% du prévisionnel à terme.

Le reste des recettes (produits divers, etc....) totalise des montants peu significatifs.

#### A terme,

Le montant prévisionnel total des recettes hors participations publiques à l'équilibre du bilan et financements des équipements primaires des collectivités s'élève à 98 579 192 euros TTC et se décompose comme suit :

- recettes de cession de charges foncières : 85 461 161 euros TTC, soit 86%, du budget total à terme.

- budget annexes : 123 666 euros TTC soit 1 % du budget total à terme.

- participations constructeurs : 12 994 366 euros TTC, soit 13 %

Le montant des recettes hors participations publiques augmente de 4 643 785 euros par rapport au CRAC établi l'année dernière, soit 4 %.

Cette augmentation est particulièrement générée par :

- le changement de régime de la TVA. La TVA collectée (TVA sur recettes) passe de 11 100 567 euros à 14 369 321 euros cette année soit un écart de 3 268 754 euros. L'augmentation de la TVA est due à l'intégration du changement de régime, passant d'un calcul de TVA sur marge à une TVA totale.

- une augmentation des recettes de commercialisations en raison de la correction d'une erreur dans le dernier CRAC approuvé et à la création d'une ligne pour les échanges avec soultes intervenant suite à demande de cessibilité

#### **Participations constructeurs**

Les constructeurs réalisant une opération sur des terrains qu'ils n'ont pas acquis de l'aménageur ne sont pas redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement. Ils participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec la Métropole ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article

L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Une convention cadre n°08/554 entre la Ville et l'Aménageur, en date du 16 mai 2008, permet à l'aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant des participations constructeurs est calculé sur l'assiette des dépenses engagées par l'opération mises à la charge des constructeurs proportionnellement à la surface développée par leur projet.

Au 31 décembre 2016, la participation des constructeurs au coût des équipements publics est fixée à 207 euros/m² de surface de plancher, au même montant qu'au bilan du 31 décembre 2015. Il n'y a donc pas d'évolution sur ce poste.

10 668 543 euros ont été perçus entre 2007 et 2016, le reste sera perçu entre 2017 et 2022,

#### **Participations à l'équilibre du bilan :**

La participation à l'équilibre du bilan est inchangée à 41 054 670 euros.

La participation déjà versée à l'aménageur par la Ville alors concédante s'élève à 15,5 millions d'euros et le solde à verser par la Métropole, suite au transfert de compétence, à 25 554 670 euros.

L'échéancier de versement de la participation par la Métropole est fixé comme suit :

2016 : 3 000 000 euros (déjà versés)  
2017 : 3 000 000 euros  
2018 : 3 000 000 euros  
2019 : 3 000 000 euros  
2021 et suivantes : 13 554 670 euros

Il n'est pas modifié par rapport au CRAC précédent.

#### **Financement des équipements publics**

A la participation d'équilibre s'ajoute le financement des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération et dont une part est prise en charge par la collectivité destinataire.

Cette participation publique aux équipements primaires s'élève à 8 539 260 euros TTC et se répartit ainsi :

- 3 646 823 euros TTC pour la ville de Marseille, hors Bastide Montgolfier,
- 4 083 586 euros TTC pour la Métropole. Ce montant est inchangé.
- 464 540 euros pour la Métropole au titre du financement de la requalification de la voirie

des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC. Ce montant est inchangé par rapport à l'année dernière.

Ces participations constituent un effort conséquent de la Collectivité pour équiper et aménager ce secteur au bénéfice de l'ensemble des Marseillais.

#### **Participation de la ville de Marseille à la mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier :**

Cette participation s'élève à 808 851 euros TTC. Elle est quasi équivalente à celle de l'année dernière (+ 2 147 euros).

#### **Solde de trésorerie :**

Le solde de trésorerie de l'opération en 2015 est positif de 211 683 euros. Le solde prévisionnel de trésorerie en 2017 sera négatif de 1 095 573 euros.

#### **Emprunts:**

Pour financer l'opération, il est prévu des emprunts à hauteur de 20,5 millions d'euros, dont 10,5 millions d'euros déjà empruntés.

Les emprunts restant à contracter sont échelonnés comme suit :

2017 : 3 millions d'euros  
2018 : 7 millions d'euros

Cet échéancier est inchangé depuis le CRAC précédent.

#### **Avance de trésorerie**

L'échéancier du remboursement de l'avance de trésorerie par SOLEAM à la Métropole est le suivant : 3M d'euros en 2023, 9M d'euros en 2024 et 5,5M d'euros en 2025. Il est inchangé par rapport au CRAC approuvé l'an dernier. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Impôts ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004 ;
- La délibération du Conseil Municipal n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006 ;
- La délibération du Conseil Municipal n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006 ;
- La délibération du Conseil Municipal n°15/1071/UAGP du 26 octobre 2015 ;
- La délibération n°FCT 030-1858/15/CC du 23 octobre 2015 ;
- La délibération n°FCT 010-1565/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Délibère

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (annexe 1) relatif à la ZAC Hauts de Sainte Marthe, établi au 31 décembre 2016 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 41 054 670 euros dont 25 554 670 euros à la charge de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel suivant :

3 000 000 euros déjà versés en 2016

2017 : 3 000 000 euros

2018 : 3 000 000 euros

2019 : 3 000 000 euros

2021 et suivantes : 13 554 670 euros

Est approuvé le financement par la Métropole des équipements dont la capacité excède les besoins de

l'opération pour un montant de 3 402 988 euros HT selon l'échéancier suivant :

2019 : 500 000 euros

2020 : 3 583 586 euros

Est approuvé le financement par la Métropole de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC d'un montant de 464 540 euros TTC, selon l'échéancier suivant :

2017 : 160 200 euros

2018 : 304 340 euros

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents relatifs à l'exécution de ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 006-2764/17/CM**

■ **Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de La Ciotat. Approbation de l'avenant N° 15 à la concession d'aménagement conclue avec la SOLEAM MET 17/4728/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de La Ciotat est engagée depuis 1997 dans une politique de réhabilitation et de requalification de son Centre ancien par la mise en œuvre d'une OPAH complexe qui associe la Commune, l'Etat et l'ANAH.

En 2001, la Ville de La Ciotat a souhaité associer à cette OPAH un nouveau dispositif de nature à dynamiser le processus de réhabilitation.

A cet effet, par délibération n° 02 du 25 février 2002, le Conseil Municipal a confié à Marseille Aménagement la mise en œuvre et le suivi de l'opération de restauration immobilière du centre-ville de La Ciotat, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement telle que prévue aux articles L.300-1 et le L.300-4 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération le 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n° FAG 5/5/19/CC et FCT008-1420/15CC, le Conseil de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la

cohésion urbaine, l'objet de la concession d'aménagement – opération de restauration immobilière du Centre-ville de La Ciotat relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération n°10 du 6 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de La Ciotat a approuvé en application de l'article L 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevant de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et suite au porté à connaissance du Préfet du 27 novembre 2015, le conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes le 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la CU Marseille Provence Métropole, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n° 11 à la concession d'aménagement en du 3 juillet 2015 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de La Ciotat en qualité de concédant.

Par avenant n° 12 approuvé le 20 novembre 2015, la concession d'aménagement avec la SOLEAM a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2017.

#### **L'évolution de l'opération :**

Les missions initiales confiées à la SOLEAM ont été complétées dès 2002 en matière d'animation et de suivi d'OPA ainsi que la réalisation d'études pré-opérationnelles.

A la suite, une OPAH RU I a été mise en place en 2004.

Les missions de la Soleam ont été étendues une nouvelle fois avec l'avenant n° 6 de 2007 afin de permettre le recensement et le suivi des locaux commerciaux vacants à l'intérieur du périmètre du PRI en vue de leur remise sur le marché dans le cadre des actions de la collectivité pour l'attractivité commerciale du centre-ville.

Une seconde opération d'OPAH RU II pour la période 2009/2014 a été instituée. Cette convention est arrivée à échéance le 19 mai 2015.

L'avenant n° 9 de 2014 intègre une augmentation de 135 K€ de la participation de la Ville de La Ciotat

ainsi que la modification de la rémunération du concessionnaire.

L'avenant n°10 a quant à lui intégré de nouvelles orientations et l'augmentation de la participation publique ainsi que le versement d'une subvention d'équilibre de 97,926 K €.

La durée de la concession a été prolongée de 2 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

L'avenant n° 11 a approuvé le transfert du contrat à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

L'avenant n° 13, approuvé par délibération n° URB 027-642/16/CM, a redéfini les missions de la SOLEAM jusqu'à la fin de la concession :

- Contrôle de la réalisation et de la conformité des travaux effectués par les propriétaires subventionnés par la Ville, l'ANAH et la Région lors des dernières années de l'OPAH RU 2; constitution des dossiers de demande de paiement auprès des organismes financeurs ;
- Commercialisation des biens ne présentant pas un intérêt stratégique pour la poursuite de l'opération: recherche de prospects, démarches commerciales, rédaction des compromis de vente, exécution de toutes démarches préalables aux réitérations par actes authentiques ;
- Poursuite de la maîtrise foncière des îlots dégradés et de leurs abords (hors procédures de DUP) ;
- Mise en sécurité des biens acquis ;
- Suivi des actes de gestion courante du patrimoine ainsi qu'une rémunération forfaitaire annuelle de 35 K € afin de lui permettre de compenser ses charges que 2 ans.

L'avenant n°14 a approuvé l'augmentation de la participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan d'un montant de 413.721 €.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 et l'avenant n° 15 à la convention de concession d'aménagement.

#### **Les éléments financiers du CRAC au 31 décembre 2016 :**

##### **Les dépenses :**

Sur l'exercice 2016, les dépenses sur le budget foncier s'élèvent à 568 €. Elles correspondent à la régularisation de quote part de taxe foncière. En effet, il n'y avait pas de prévisions d'acquisition en 2016 sur ce poste, compte tenu des orientations de l'opération qui avaient été fixées à fin 2015.

Les dépenses sur le budget Travaux s'élèvent à 38 939 €, en baisse de 10 127 € par rapport au prévisionnel; il s'agit d'ajustements sur des appels de fonds courants et du remboursement par les concessionnaires (EDF) .

En ce qui concerne le budget Espaces publics, les dépenses s'élèvent à 150 120 €, soit un écart de 53 461 € par rapport aux dépenses prévisionnelles (96 659 €). Ceci est dû à l'acquisition du solde des lots d'une copropriété dans le cadre de la maîtrise de l'îlot Castel et de la réalisation d'un relevé des façades entourant l'îlot Castel, à la demande de l'Architecte des Bâtiments de France.

Pour le budget annexes, le réalisé est de 15 754 €, constitué pour une grande part (12 957 €) par les impôts fonciers et les cotisations d'assurance des biens, propriété de la concession. L'écart sur ce poste est de -2 337 € du fait de la baisse des postes Communication et Divers et Imprévus.

Le budget Rémunérations a été réalisé conformément au prévisionnel, s'agissant d'une rémunération fixe.

Les frais financiers représentent 829 €; il n'en était pas prévu, mais la trésorerie de l'opération s'est avérée moins favorable qu'envisagé, compte tenu du portage des biens et du non recouvrement de recettes de participation attendues. En ce qui concerne la TVA, le crédit de TVA s'est avéré moins élevé que prévu ce qui a généré une charge plus importante pour l'opération (+19 387 €)

#### **Les Recettes:**

Les recettes de cession enregistrées sur 2016 sont conformes au budget prévisionnel.

Les postes Cession de logements à des bailleurs investisseurs/ Cession de pieds d'immeubles et Cession de logements occupés connaissent un taux de réalisation de 100 %.

#### **Les participations à l'équilibre de l'opération :**

- De la Ville de La Ciotat (ancien concédant) : le solde de la participation d'équilibre d'un montant de 97 872 €, restant à la charge de la commune avant le transfert de l'opération à la Métropole, n'a pas été versé en 2016 et sera reporté en 2017.

- De la Métropole Aix-Marseille-Provence : pas de versement prévu en 2016; sur un prévisionnel de 2,953 M d'€ TTC, le versement de 600 000 € TTC est programmé sur 2017.

#### **Perspectives 2017 et années suivantes:**

En complément de l'action foncière menée sur le périmètre du Centre ancien de La Ciotat par l'Etablissement public foncier PACA, sur les îlots RENAN et Portes du temps, la SOLEAM assurera le

rachat des biens à l'EPF dans l'objectif de développer un projet mixte visant à la requalification de l'habitat et de l'espace public. Les terrains une fois libérés seront cédés par la SOLEAM à un opérateur qui sera retenu dans le cadre d'un appel à projets.

La SOLEAM mettra en œuvre sur ces îlots les démolitions nécessaires et réalisera par la suite l'aménagement de la place Renan et le traitement de surface du passage sous porche sur l'îlot de la Porte des Temps.

#### **L'avenant à la concession**

L'avenant n° 15 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du centre ancien de la Ciotat soumis à votre approbation a pour objet :

- **Sur le plan opérationnel** d'assurer la sortie opérationnelle sur les îlots :
  - . CASTEL : Démolition de l'îlot et cession à un opérateur pour la réalisation d'un programme de 11 logements
  - RENAN et Porte du temps : Objectif de créer une nouvelle perméabilité entre le vieux Port et le quartier à damier et la rue des Poilus. Recomposition des îlots avec réhabilitation de bâtis et construction neuves qui sera confiée à un opérateur désigné suite à un appel à projets. Réalisation par la SOLEAM des démolitions, de l'aménagement de la place publique sur une partie de l'îlot RENAN et de l'aménagement du passage sous porche sur l'îlot Portes des Temps.
- **Modifier le montant et le versement de la subvention d'équilibre**

Compte tenu de ces nouvelles opérations dans le périmètre du centre ancien de La Ciotat, le montant de la participation à l'équilibre de la Métropole, collectivité concédant, est porté à 2 953 194 €. Les dépenses relatives aux interventions d'aménagement sur les îlots RENAN et Portes du temps est compensé par une participation de la Métropole aux équipements d'un montant de 1 102 000 € HT repartit sur la durée de la concession
- **Modifier la durée de la concession**

La durée de la concession est prolongée de quatre ans jusqu'au 31 décembre 2021 pour permettre les sorties opérationnelles sur les îlots et les aménagements publics programmés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**



**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 21 décembre 2015 n° FCT 030.1585/15/CC approuvant le transfert de l'opération ;
- Les délibérations des 26 Juin 2006 et 23 Octobre 2015 n° FAG 5/519/CC et FCT 008-1420/15/CC le conseil de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'approuver une délibération portant sur l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement sur l'opération de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat établi au 31 décembre 2016 – approbation de l'avenant n° 15 à la concession d'aménagement avec la SOLEAM

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité ci annexé relatif à la concession – opération de restauration immobilière du Centre-ville de la Ciotat établi au 31 décembre 2016.

**Article 2 :**

Est approuvée la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan d'un montant de 2 953 194 € qui

sera versé en 2017 pour 600 000 € en 2018 pour 1 309 986 € et 2019 pour 1 043 208 €.

**Article 3 :**

Est approuvée la participation de la Métropole aux équipements d'un montant de 1 323 000 € qui sera versé en 2019 pour 300 000 €, en 2020 pour 900 000 € et en 2021 pour 123 000 €.

**Article 4 :**

Est approuvé l'avenant n° 15 à la convention de concession ci annexé ayant pour objet de prolonger la durée de la concession de quatre ans jusqu'au 31 décembre 2021 afin de permettre la mise en œuvre des opérations d'aménagement et de modifier le montant et le versement de la subvention d'équilibre due par le concédant et de modifier la rémunération du concessionnaire.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

**Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 – opération 2015121400- Chapitre 204 -21- 23 – Fonction : 515

**URB 007-2765/17/CM**

**■ Approbation du compte rendu annuel aux collectivités 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté de la Chapelle à La Bouilladisse par la SPL Façonéo  
MET 17/4960/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 25 de la concession d'aménagement confiée par l'ex Communauté d'agglomération à la SPL Façonéo pour la réalisation de la ZAC de la Chapelle à La Bouilladisse, et afin de permettre à la collectivité d'exercer son droit de contrôle, la SPL Façonéo a transmis à la collectivité le compte rendu d'activité 2016, annexé à la présente délibération.

Le programme de construction de la ZAC prévoit la réalisation de 350 logements dont 30 % de locatif social, des commerces, d'un complexe aqua ludique et d'un lycée.

Ce compte rendu fait état de l'avancement physique de l'opération à ce jour en reprenant les principaux éléments qui ont impactés la mise en œuvre de

l'opération d'aménagement et fait le point sur la situation financière de l'opération au regard de l'avancement.

L'année 2016 a été principalement marquée par :

- Une évolution du programme de construction induite par des contraintes d'inondabilité, par la carence en logement social de la commune, par la prise en compte de la demande de logements individuels apparue lors des ateliers citoyens et par la détermination des coûts d'aménagement au stade de l'Avant-Projet. Il s'agit d'une augmentation de 500 m<sup>2</sup> de surface de plancher environ et la part d'individuel (sous forme de « maison de ville » et de « lots groupés ») a également augmenté. L'opération comptera environ 40% de logements sociaux ou aidés ;
- La formalisation du cahier des charges de cession de terrain et le cahier des charges de prescriptions architecturales, urbaines, paysagères et environnementales de la ZAC approuvé en juin 2016 ;
- La finalisation du dossier loi sur l'eau, validé en juin 2016.

Concernant le volet foncier de l'opération, confié à l'EPF PACA, le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) comprenant l'enquête parcellaire et la mise en compatibilité du document d'urbanisme, a été déposé, puis complété suite aux remarques de l'Etat en vue de l'organisation de l'enquête publique conjointe préalable à l'arrêté de DUP.

Le bilan prévisionnel a été modifié pour tenir compte des évolutions de programme et de cout d'aménagement par délibération du concédant le 14 décembre 2015. La DUP étant attendue pour le troisième trimestre 2017 et l'ordonnance d'expropriation pour début 2018 ; l'échéancier prévisionnel de financement de l'opération a été décalé d'un an par rapport au dernier CRAC.

Il convient d'approuver le compte rendu d'activité de la SPL Façonéo ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme ;
- Le traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Chapelle signé le 22 janvier 2014 ;
- Le CRAC au 31 décembre 2016 transmis par la SPL Façonéo ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le CRAC remis par la SPL Façonéo fait un état d'une gestion cohérente de l'opération d'aménagement qui leur a été confiée.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le compte rendu d'activité 2016 présenté par la SPL Façonéo relative à l'opération d'aménagement de la ZAC de la Chapelle à La Bouilladisse.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 008-2766/17/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la collectivité 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté des Vigneaux à Cuges-les-Pins - SEM Façonéo - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile  
MET 17/4677/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 17 de la concession d'aménagement confiée par l'ex Communauté d'agglomération à la SEM Façonéo pour la réalisation de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins, et afin de permettre à la collectivité d'exercer son droit de

contrôle, la SEM Façonéo a transmis à la collectivité le compte rendu d'activité 2016, annexé à la présente délibération.

Ce compte rendu fait état de l'avancement physique de l'opération à ce jour en reprenant les principaux éléments qui ont impactés la mise en œuvre de l'opération d'aménagement et fait le point sur la situation financière de l'opération au regard de son avancement.

De ce compte-rendu, il ressort pour l'année 2016 les principaux éléments suivants :

- Les travaux d'aménagement sont terminés dans leur première phase, la finalisation des espaces publics et des VRD interviendront une fois que les constructions démarreront,
- Des promesses de ventes ont été conclues avec des opérateurs sur 5 des 9 lots de la ZAC ;
  - BPD MARIGNAN pour les lots D et C2 en février 2016, correspond à du logement en accession,
  - BNP PARIBAS pour la résidence intergénérationnelle sur le lot G en avril 2016,
  - AGIR PROMOTION pour le lot C1 en mai 2016,
  - LEXA CONSEIL/CERVETTI pour l'hôtel sur le lot F en juin 2016.
- Des permis de construire ont été déposés :
  - Lot D : BPD MARIGNAN a obtenu un PC délivré en décembre 2016 pour une opération de 3639.50 m<sup>2</sup> de SDP qui se répartit en 50 logements en accession et 383 m<sup>2</sup> de locaux commerciaux,
  - Lot G : BNP PARIBAS a obtenu un PC délivré en décembre pour une résidence intergénérationnelle de 4797m<sup>2</sup> de SDP abritant 81 logements et des locaux destinés à des services. BNP PARIBAS réalisera l'opération en VEFA pour UNICIL.

Cependant en décembre 2016 des recours gracieux ont été formulés contre les permis de construire délivrés. Ce qui induit un décalage de la cession des charges foncières.

- Lot C1 : AGIR PROMOTION a déposé son PC en octobre 2016 une opération de 2400 m<sup>2</sup> de SDP abritant 41 logements. Cet opérateur a obtenu son permis début 2017,
- Sur le lot E, la SEM FAÇONÉO va réaliser une opération immobilière en VEFA pour la construction de 47

logements collectifs sociaux avec parkings en sous-sol et commerces en pied d'immeuble. La demande de permis de construire a été déposée le 25 mai 2017.

- Le bilan financier est principalement impacté dans son exécution par le décalage de la perception des recettes, du notamment à la réalisation de fouilles archéologiques et à des recours déposés contre les permis de construire. A ce stade, l'impact financier n'entraîne pas pour autant un déficit de l'opération.

Au vu de ces éléments, il est donc proposé d'approuver le compte rendu d'activité de la SEM Façonéo ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le traité de concession d'aménagement de la ZAC des Vigneaux signé le 22 septembre 2009 ;
- Le CRAC 2016 transmis par la SEM Façonéo ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole;
- L'avis du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Considérant que le CRAC remis par la SEM Façonéo fait état d'une gestion cohérente de l'opération d'aménagement qui leur a été confiée.

##### **Délibère**

### **Article unique :**

Est approuvé le compte rendu d'activité 2016 présenté par la SEM Façonéo relative à l'opération d'aménagement de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 009-2767/17/CM**

#### **■ Constat des constructions réalisées sur le programme de logements collectifs "Côté Port" à Fos-sur-Mer MET 17/4527/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés.

A cette date, en vertu des dispositions de l'article L.5333-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ancien Etablissement Public de Coopération Intercommunale dénommé SAN Ouest Provence exerçait les compétences attribuées aux communes relatives aux Zones d'Aménagement Concerté et au Plan d'Aménagement des Zones, aux lotissements comportant plus de trente logements ainsi que pour les opérations groupées de plus de trente logements.

Selon les dispositions du même article, lorsque 90 % de la surface des programmes prévisionnels de construction d'une opération groupée de plus de trente logements ont été réalisés, il est possible d'en faire le constat par une délibération afin de restituer, au Maire de la ville concernée, ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol pour cette opération groupée.

Le programme de logements collectifs de la SCI Côté Port implantée à Istres a été autorisé par arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 29 mars 2006 (permis de construire n° 13039 05 G 0072) pour la réalisation de 2 immeubles de 46 logements situés sur les parcelles cadastrées section BN n° 0244 et n° 0245 à Fos-sur-Mer.

Ce permis de construire a été modifié par arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 07 avril 2008 (permis de construire modificatif n° 13039 05 G 0072M1) permettant une modification du nombre de places de stationnement.

Une dernière modification est intervenue par arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 19 novembre 2008 (permis de construire modificatif n° 13039 05 G 0072M2) portant le nombre de logements à 50 et modifiant le nombre de places de stationnement ainsi que des transformations sur l'aspect extérieur des constructions.

Toutes les constructions étant réalisées à ce jour, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence demande donc au Conseil de la Métropole de constater la réalisation de l'intégralité des constructions du programme de logements collectifs «Côté Port» à Fos-sur-Mer, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés et un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est constatée la réalisation de l'intégralité des constructions comprises dans le programme dénommé « Côté Port » (permis de construire n° 13039 05 G 0072 et permis de construire modificatifs n° 13039 05 G 0072M1 et n° 13039 05 G 0072M2) à Fos-sur-Mer, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir :

- Un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés.
- Un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

#### **Article 2 :**

Est précisé que ce constat a pour effet de restituer au Maire de Fos-sur-Mer ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol, pour cette opération de constructions.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce constat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 010-2768/17/CM**

#### **■ Constat des constructions réalisées sur le programme de logements individuels et collectifs résidence "Le Domaine Aurélienne" à Grans MET 17/4333/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés.

A cette date, en vertu des dispositions de l'article L.5333-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ancien Etablissement Public de Coopération Intercommunale dénommé SAN Ouest Provence exerçait les compétences attribuées aux communes relatives aux Zones d'Aménagement Concerté et au Plan d'Aménagement des Zones, aux lotissements comportant plus de trente logements ainsi que pour les opérations groupées de plus de trente logements.

Selon les dispositions du même article, lorsque 90 % de la surface des programmes prévisionnels de construction d'une opération groupée de plus de trente logements ont été réalisés, il est possible d'en faire le constat par une délibération afin de restituer, au Maire de la ville concernée, ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol pour cette opération groupée.

Le programme de logements individuels et collectifs du Groupe CIPF implanté en Avignon, a été autorisé

par arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 4 août 2011 pour le permis de construire n° 13044 11E 0010, modifié par l'arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 27 janvier 2012 (permis modificatif n° 13044 11E 0010M1). Un transfert de permis de construire n° 13044 11 0010T2 à la SCCV Grans la Glacière située en Avignon, a été autorisé par un arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 21 juin 2012.

Un deuxième permis de construire modificatif n° 13044 11E 0010M3 a été délivré par arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 18 mars 2013, pour la réalisation de 74 logements répartis en 36 maisons individuelles et 38 logements collectifs situés sur les parcelles cadastrées section AV n° 0082, n° 0191 et n° 0196 sises à Grans.

Toutes les constructions étant réalisées à ce jour, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence demande donc au Conseil de la Métropole de constater la réalisation de l'intégralité des constructions du programme de logements individuels et collectifs «SCCV Grans la Glacière» dénommé résidence « Le Domaine Aurélienne » à Grans, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés et un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est constatée la réalisation de l'intégralité des constructions comprises dans le programme dénommé résidence « Le Domaine Aurélienne » (permis de construire n° 13044 11E 0010, n° 13044 11E 0010M1, n° 13044 11 0010T2 et n° 13044 11E 0010M3) situé sur les parcelles cadastrées section AV n° 0082, n° 0191 et n° 0196 à Grans ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir :

- Un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés.
- Un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

### **Article 2 :**

Est précisé que ce constat a pour effet de restituer au Maire de Grans ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol, pour cette opération de constructions.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer tous les documents découlant de ce constat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 011-2769/17/CM**

■ **Constat des constructions réalisées sur le programme de logements collectifs et individuels « Le Clos de l'Olivier » situé sur les parcelles cadastrées section BR n° 431 à n° 435, n°439 à n° 441, n° 443 à n° 449 à Istres**  
**MET 17/4336/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés.

A cette date, en vertu des dispositions de l'article L.5333-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ancien Etablissement Public de Coopération Intercommunale dénommé SAN Ouest Provence exerçait les compétences attribuées aux communes relatives aux Zones d'Aménagement Concerté et au Plan d'Aménagement des Zones, aux lotissements comportant plus de trente logements ainsi que pour les opérations groupées de plus de trente logements.

Selon les dispositions du même article, lorsque 90 % de la surface des programmes prévisionnels de construction d'une opération groupée de plus de trente logements ont été réalisés, il est possible d'en faire le constat par une délibération afin de restituer, au Maire de la ville concernée, ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol pour cette opération groupée.

Le programme de logements collectifs et individuels « Le Clos de l'Olivier » de La Société Nationale Immobilière, implantée à Marseille, a été autorisé par arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 17 février 2009 (PC n° 1304708G0084), pour la réalisation de 67 logements dont 40 collectifs et 27 individuels répartis en 12 bâtiments. L'opération a été implantée sur les parcelles cadastrées section BR du n° 431 à n° 435, du n°439 à n° 441, du n° 443 à n° 449. Un permis de construire modificatif (PC n° 1304708G0084M3) a été autorisé par arrêté du Président du SAN Ouest Provence du 26 juillet 2012, pour des modifications d'implantation, la création de servitude de passage, d'auvents, de locaux pour motos, de portails et portillons ainsi que la suppression de terrasses.

Toutes les constructions étant réalisées à ce jour, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence demande donc au Conseil de la Métropole de constater la réalisation de l'intégralité des constructions du programme de logements collectifs et individuels « Le Clos de l'Olivier » à Istres, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés et un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est constatée la réalisation de l'intégralité des constructions comprises dans le programme de logements collectifs et individuels dénommé « Le Clos de l'Olivier » (PC n° 1304708G0084 et PC modificatif n° 1304708G0084M3) à Istres, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir :

- Un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés.
- Un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

**Article 2 :**

Est précisé que ce constat a pour effet de restituer au Maire d'Istres ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol, pour cette opération de constructions.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce constat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 012-2770/17/CM**

**■ Constat des constructions réalisées au sein du programme de logements individuels "Le Plateau des Bolles" à Istres  
MET 17/4361/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence, exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés.

A cette date, en vertu des dispositions de l'article L.5333-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ancien Etablissement Public de Coopération Intercommunale dénommé SAN Ouest Provence exerçait les compétences attribuées aux communes relatives aux Zones d'Aménagement

Concerté et au Plan d'Aménagement des Zones, aux lotissements comportant plus de trente logements ainsi que pour les opérations groupées de plus de trente logements.

Selon les dispositions du même article, lorsque 90 % de la surface des programmes prévisionnels de construction d'une opération groupée de plus de trente logements ont été réalisés, il est possible d'en faire le constat par une délibération afin de restituer, au Maire de la ville concernée, ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol pour cette opération groupée.

Le programme de logements individuels dénommé « Le Plateau des Bolles » situé sur les parcelles cadastrées section CW n° 4 à n° 28, n° 277 et n° 278, n° 30 à n° 41 et n° 52 à n° 58, a été autorisé par arrêté préfectoral du 23 août 1978 (permis de lotir n° 78.286L), pour l'aménagement de 54 lots.

Toutes les constructions étant réalisées à ce jour, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence demande donc au Conseil de la Métropole de constater la réalisation de l'intégralité des constructions du programme de logements individuels « Le Plateau des Bolles » à Istres, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés et un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est constatée la réalisation de l'intégralité des constructions comprises dans le programme de logements individuels dénommé « Le Plateau des Bolles » (permis de lotir n° 78.286L) à Istres, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir :

- Un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés.
- Un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

### **Article 2 :**

Est précisé que ce constat a pour effet de restituer au Maire d'Istres ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol, pour cette opération de constructions.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce constat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 013-2771/17/CM**

### **■ Constat des constructions réalisées sur le programme de logements collectifs "Résidence de l'Etoile 1 et 2" à Istres MET 17/4362/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence, exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés.

A cette date, en vertu des dispositions de l'article L.5333-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ancien Etablissement Public de Coopération Intercommunale dénommé SAN Ouest Provence exerçait les compétences attribuées aux communes relatives aux Zones d'Aménagement Concerté et au Plan d'Aménagement des Zones, aux lotissements comportant plus de trente logements ainsi que pour les opérations groupées de plus de trente logements.

Selon les dispositions du même article, lorsque 90 % de la surface des programmes prévisionnels de

construction d'une opération groupée de plus de trente logements ont été réalisés, il est possible d'en faire le constat par une délibération afin de restituer, au Maire de la ville concernée, ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol pour cette opération groupée.

Le programme de logements collectifs « Résidence de l'Etoile 1 et 2 » de la SCI de l'Etoile, implantée à Marseille, a été autorisé par la délivrance d'un premier permis de construire (initialement déposé par la SCI Fanfarigoule et transféré à la SCI de l'Etoile le 7 juillet 1980) en date du 23 mai 1980 pour le lot n° 1 pour la réalisation de 81 logements sur les parcelles cadastrées section CP n° 180 à 184, 186 à 192 dans l'ancienne ZAC des Baumes supprimée par la délibération n° 218/13 du 20 juin 2013 du Comité Syndical sur la commune d'Istres. Un deuxième permis de construire en date du 3 septembre 1981 et modifié par le permis de construire modificatif du 4 août 1983 pour le lot n° 2 a été délivré pour la réalisation de 65 logements.

La clôture de la ZAC des Baumes étant entérinée par délibération n° 218/13 du 20 juin 2013 du Comité Syndical et toutes les constructions étant réalisées à ce jour, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence demande donc au Conseil de la Métropole de constater la réalisation de l'intégralité des constructions du programme de logements collectifs « Résidence de l'Etoile 1 et 2 » à Istres, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés et un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

### **Où le rapport ci-dessus,**



## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est constatée la réalisation de l'intégralité des constructions comprises dans le programme de logements collectifs dénommé « Résidence de l'Etoile 1 et 2 » (permis de construire du 23 mai 1980 pour le lot n° 1 et permis de construire du 3 septembre 1981 modifié par le permis de construire modificatif du 4 août 1983 pour le lot n° 2) à Istres, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir :

- Un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés.
- Un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

#### **Article 2 :**

Est précisé que ce constat a pour effet de restituer au Maire d'Istres ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol, pour cette opération de constructions.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce constat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 014-2772/17/CM**

#### **■ Budget Métropole - Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la gestion et suivi des SCOT des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/4196/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie de cinq Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) exécutoires.

Ils couvrent les Territoires de : Marseille Provence, Pays d'Aix, Pays salonnais, Pays d'Aubagne et un regroupant Istres-Ouest Provence et le Pays de Martigues.

Le Code de l'Urbanisme impose de faire un bilan de l'application de chacun de ces SCOT, 6 ans après leur date d'approbation.

Pour cela, un suivi de leur mise en œuvre est nécessaire. Il s'agit d'une analyse de données statistiques mais aussi de l'évolution des territoires de projets identifiés dans chacun des documents. L'appui de prestataires spécialisés sera alors indispensable.

De plus, dans certains cas ponctuels, certains projets spécifiques d'intérêt général et de portée métropolitaine pourraient émerger, sans avoir été clairement identifiés comme tels dans les SCOT.

C'est pourquoi certaines procédures d'évolution de ces documents pourront s'avérer obligatoires, dans l'attente de l'approbation du futur SCOT métropolitain unique.

Elles devront être pilotées par la Métropole mais réalisées par des prestataires spécialisés.

L'opération d'investissement n°2017107600, « Gestion et suivi des SCOT des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence », d'un montant de 800 000 euros, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée afin de permettre la réalisation de ces procédures.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 800 000 euros de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement DUFH 17/02 « Gestion et suivi des SCOT des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence » pour un montant de 800 000 euros.

### **Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits aux budgets Métropole 2018 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 :	250 000 euros
Année 2019 :	250 000 euros
Années suivantes :	300 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 015-2773/17/CM**

### **■ Budget Métropole - Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux Aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 17/4432/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a transmis de nouvelles compétences aux communautés urbaines, dont la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ».

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait alors approuvé, par délibération du 19 février 2015, les principes cadre de l'exercice de cette nouvelle compétence et pris acte des engagements pris par les communes antérieurement au transfert de la compétence à l'établissement public.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

(MPM) et exerce désormais la compétence en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Afin de satisfaire aux dispositions réglementaires du Schéma Départemental des aires d'Accueil des Gens du Voyage et eu égard aux besoins recensés sur le territoire de la Métropole, il convient d'affecter l'opération d'investissement n°2016104600 d'un montant de 3 966 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 3 966 000 euros HT de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement n°2016104600 « Aires d'accueil des gens du voyage » pour un montant de 3 966 000 euros HT.

## **Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires seront inscrits aux budgets Métropole 2018 et suivants, Sous – Politique D220.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2018 :	400 000 euros HT
Année 2019 :	1 500 000 euros HT
Années suivantes :	2 066 000 euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 016-2774/17/CM**

### **■ Budget Métropole - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la requalification Trame Mazenod à Marseille MET 17/4997/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et participe à ce titre par des financements à la réalisation d'études, achats de terrains et réalisation de travaux.

Par délibération du 24 novembre 2016, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée a approuvé le projet d'aménagement de la Trame Mazenod et son plan de financement et autorisé son Directeur Général à proposer une convention de partenariat et de financement devant lier son établissement avec la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Les travaux consistent en des aménagements de voirie et paysagers sur l'ensemble de la trame Mazenod, en tenant compte des réseaux existant (assainissement, pluvial, éclairage public) avec un complément en matière de signalisation lumineuse tricolore.

En effet, dynamisée par la requalification lourde du secteur littoral de la ZAC Cité de la Méditerranée (CIMED), la rue Mazenod fait aujourd'hui l'objet de projets immobiliers en cours de réalisation.

Il s'agit d'une part, d'achever le travail de rénovation de la façade maritime par la requalification de la trame Mazenod et de ses rues adjacentes et d'autre part, de mettre fin aux dysfonctionnements de circulation et de stationnement qui risquaient d'être aggravés par l'arrivée de nouveaux programmes immobiliers.

L'opération d'investissement n°DUFH 17-03 « Requalification Trame Mazenod », d'un montant de 2 400 000 euros, inscrite au Budget Métropole et enregistrée dans le programme 06, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

### **Où il le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée, son action motrice dans le développement économique et social de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'intérêt des travaux de requalification de la Trame Mazenod et de ses rues adjacentes ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant de 2 400 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

### **Délibère**

## **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°17-03 « Requalification Trame Mazenod » pour un montant de 2 400 000 euros TTC, rattachée au programme 06.

## **Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2017 :	800 000 euros
Année 2020 :	1 200 000 euros
Année 2021 :	400 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 017-2775/17/CM**

#### **■ Avis sur la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Vitrolles (Zone d'Aménagement Concerté Cap Horizon) MET 17/4440/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

#### **Contexte**

L'article L153-39 du Code de l'Urbanisme prévoit que « lorsque le projet de modification a pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de Zone d'Aménagement Concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'établissement de coopération intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du plan local d'urbanisme modifié.

Lorsque la Zone d'Aménagement Concerté a été créée à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public ».

L'article R153-7 précise que l'absence d'avis dans les trois mois vaut rejet du projet.

Ainsi l'avis officiel de la Métropole est requis s'agissant de toute modification des documents d'urbanisme communaux ayant pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'une Zone d'Aménagement Concerté créée à l'initiative de la Métropole.

La commune de Vitrolles a sollicité l'avis sur son projet de modification n°3 au titre de l'article L153-39, la procédure modifiant notamment des éléments dans la ZAC Cap Horizon.

#### **Le projet**

Le projet Cap Horizon, situé à l'Ouest de la commune de Vitrolles aux abords de l'aéroport constitue un ambitieux programme de renouvellement urbain qui vise à :

- créer un pôle multimodal attractif et opérationnel autour de la gare ;
- réaménager la zone d'activité de Couperigne et permettre son utilisation optimale ;
- créer un belvédère au sein d'un paysage de qualité sur la Cuesta ;
- réorganiser la zone d'activité des Estroublans autour du pôle d'échanges.

Une partie importante du projet est réalisée sous forme de Zone d'Aménagement Concertée.

Ainsi, la ZAC Cap Horizon a été créée sur une superficie de 52 ha à l'initiative de l'ex Communauté du Pays d'Aix, (intégrée à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1<sup>er</sup> janvier 2016) par délibération n° 2015\_A076 en date du 21 mai 2015. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération n°2015\_A318 en date du 17 décembre 2015. Son aménagement a été confié à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

#### **Les évolutions proposées par la modification n°3 sur le périmètre ZAC**

Le PLU de Vitrolles a été approuvé le 28 novembre 2013. La déclaration de projet « Cap Horizon » valant mise en compatibilité du PLU approuvée le 15 décembre 2016 a permis d'adapter le document d'urbanisme au projet Cap Horizon.

Afin de prendre en compte les évolutions récentes du projet, des modifications mineures du document d'urbanisme sont aujourd'hui proposées à l'occasion de la modification n°3.

Elles consistent à adapter l'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et le règlement.

Concernant l'OAP :

- les bâtiments figurant sur les schémas sont supprimés afin de lever toute ambiguïté quant à la valeur réglementaire de ces implantations de principe qui ne sont pas issues d'études architecturales travaillées ;
- des modifications sont apportées concernant la délimitation des îlots, des voies, des espaces verts et des hauteurs.

Concernant le règlement, le périmètre de ZAC est concerné par les secteurs Ulch2, 1AUch et marginalement par une zone N.

Les évolutions proposées modifient l'article 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, l'article 7- Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives et l'article 13 - Obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantation.

Elles ont principalement pour objectif de permettre l'implantation de bâtiments à l'alignement des emprises publiques et de supprimer l'obligation de traiter les bandes de reculs en espaces verts paysagers ou en espaces piétonniers.

L'ensemble de ces évolutions va dans le sens du projet porté à ce jour par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-39 et R153-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A076 du Conseil communautaire de la CPA du 21 mai 2015 créant la ZAC Cap Horizon ;
- La délibération n°2015\_A318 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le projet de modification n°3 du PLU de Vitrolles.

**Délibère**

**Article unique :**

Est émis un avis favorable s'agissant de la modification des règles d'urbanisme applicables sur le périmètre de la ZAC Cap Horizon dans le cadre de la modification n°3 du PLU de la commune de Vitrolles.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 018-2776/17/CM**

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Ciotat - Approbation de la modification n°4 MET 17/4734/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le Territoire de Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et des documents en tenant lieu.

La procédure de modification n°4 du PLU de La Ciotat a été demandée par délibération du Conseil municipal du 18 avril 2016, auprès du Conseil de Territoire Marseille Provence, afin de modifier certains points de portée générale.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU, relèvent d'une procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 24 juin 2016, le Conseil de Territoire Marseille Provence a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de La Ciotat.

Par délibération du 30 juin 2016 le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité du Président de la Métropole, l'engagement de la procédure de modification n°4 du PLU de La Ciotat.

Par arrêté n° 17/009/CM du 31 janvier 2017, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de La Ciotat, suite à la délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016.

Par arrêté n° 17/009/CT du 3 avril 2017, Monsieur le président du Conseil de Territoire Marseille Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure qui portait sur :

**1) Dans le périmètre défini du centre ancien (Zone UA1) :**

- a) La suppression de l'obligation d'aménager des places de stationnement.
- b) La suppression d'emplacements réservés.
- c) La création de linéaires commerciaux à protéger.

**2) Modifications réglementaires :**

- a) De nouvelles dispositions en faveur de la diversité de l'habitat et de la mixité

sociale inscrites aux dispositions générales du règlement du PLU :

- b) L'apport de quelques précisions en toutes zones aux articles 3, 11, 12 du règlement du PLU et du lexique.
- c) En secteur AUH5 : L'augmentation à 20% de l'emprise au sol des constructions (Art 9 du règlement).
- d) L'apport de quelques précisions à l'article 10 du règlement en zone AUE du PLU.

**3) Permettre la réalisation de logements, d'équipements publics ou d'intérêt général :**

- a) La possibilité d'autoriser des équipements publics communaux (Modification des documents graphiques en zone AU1);
- b) La possibilité d'autoriser des équipements d'intérêt général en secteurs AUE1 et UE2.
- c) La création d'un emplacement réservé pour la construction d'un centre de loisirs.
- d) ZAC du Garoutier : La création d'un nouveau quartier. (Secteur AUH1a)

**4) Suppression d'emplacements réservés suite à des mises en demeure d'acquiescer et modifications d'ER.**

**5) Mise à jour des SUP et annexes du PLU :**

**6) Mise à jour du tableau des superficies de zones :**

L'enquête publique s'est déroulée au siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et en mairie de La Ciotat, du lundi 15 mai 2017 au lundi 19 juin 2017 inclus.

La commissaire enquêteur, Madame Katherine Cicconardi, a émis un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Ciotat, portant sur les modifications ci-dessus énoncées.

Néanmoins, sur les sites spécifiques abordés de Lou Pantail et Castel Joli, le commissaire enquêteur, émet un avis défavorable à la demande communale qui envisageait l'augmentation de l'emprise au sol du bâti de 10 à 20 %.

Son analyse reprend celle du Préfet des Bouches-du-Rhône, dans son avis du 2 mai 2017 qui conclut en « *la demande de supprimer la modification de l'emprise au sol des secteurs LOU PANTAIL et CASTEL JOLI, zones classées AUH5 au PLU, qui représente une augmentation de l'exposition au risque feu de forêt* ». Le porter à la connaissance relatif au risque feu de forêt envoyé par le préfet dans sa dernière version en janvier 2017 a renforcé les exigences en termes d'accessibilité pour les zones soumises à risque feu de forêt. Ces mesures de défendabilité imposées en zone à risque ne sont pas

remplies dans ces secteurs, obérant les possibilités de développement.

De ce fait, le commissaire enquêteur conclut « *qu'il paraît logique de ne pas envisager un développement de l'urbanisation du secteur, que ce soit par des autorisations d'étalement au sol du bâti ou d'élévation en hauteur* ».

En conséquence le projet d'augmentation de l'emprise au sol du bâti de 10 à 20% dans les zones AUH5 est supprimé.

Le Conseil municipal de la commune de La Ciotat a, par délibération du 25 septembre 2017, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°4 de son Plan Local Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 dite délibération Cadre – Répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) entre le conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de La Ciotat du 18 avril 2016, demandant au Conseil

de la Métropole d'engager la modification n°4 de son Plan Local d'Urbanisme ;

- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 24 juin 2016, demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de La Ciotat ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016, engageant la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de La Ciotat ;
- L'arrêté n°17/009/CM du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 janvier 2017, engageant la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de La Ciotat ;
- L'arrêté n°17/009/CT du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 3 avril 2017 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Municipal de La Ciotat du 25 septembre 2017, demandant à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'approbation de la modification n°4 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- L'avis du Préfet des Bouches-du-Rhône du 2 mai 2017, sur le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de La Ciotat ;
- L'avis du commissaire enquêteur du 22 juillet 2017, sur le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de modifier le Plan Local d'Urbanisme de La Ciotat afin d'intégrer les points de portées générales au document d'urbanisme ci-dessus énumérés et de prendre en compte l'avis du commissaire enquêteur, en supprimant du projet, l'augmentation du coefficient d'emprise au sol du bâti de 10 à 20 % dans les zones AUH5 ;
- Que l'objet de la modification entre dans le champ des procédures de modification des Plans Locaux d'Urbanisme, telle que prévue par le Code de l'urbanisme.

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est approuvée la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de La Ciotat telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 019-2777/17/CM**

#### **■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Roquefort-la-Bédoule - Approbation de la modification n°3 MET 17/4798/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le Territoire de Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et des documents en tenant lieu.

La procédure de modification n°3 du PLU de Roquefort-la-Bédoule a été demandée par délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2015, auprès du Conseil de Territoire Marseille Provence, afin de maîtriser la densité de constructions nouvelles zone la naturelle N1 et d'apporter des adaptations mineures au document d'urbanisme,

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU, relèvent d'une procédure de modification telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 21 décembre 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a décidé d'engager la 3<sup>ème</sup> procédure de modification du PLU de Roquefort-la-Bédoule.

Par arrêté du 22 décembre 2015, le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a engagé la 3<sup>ème</sup> procédure de modification du PLU de Roquefort-la-Bédoule.

Par délibération du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence décidait de poursuivre la procédure de modification n°3 du PLU de Roquefort-la-Bédoule.

Par arrêté du 21 février 2017, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence décidait l'engagement de la 3<sup>ème</sup> modification du PLU de Roquefort-la-Bédoule.

Par arrêté du 28 avril 2017, Monsieur le président du Conseil de Territoire Marseille Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure, afin d'introduire des mesures permettant

de se conformer aux dispositions légales applicables aux secteurs de taille et de capacité limitées (STECAL) pour l'accueil de nouvelles constructions en zone naturelle, ainsi que d'apporter des corrections ou précisions mineures dans le règlement, d'instaurer un emplacement réservé pour une opération de logements en mixité sociale, et de mettre à jour les annexes.

L'enquête publique s'est déroulée au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Roquefort-la-Bédoule, du 29 mai 2017 au 29 juin 2017 inclus.

Le commissaire enquêteur, Madame Elisabeth BRESSANGES, a rendu son rapport et ses conclusions sur l'enquête publique le 29 juillet 2017, et a émis un avis favorable au projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Roquefort-la-Bédoule, avec trois réserves :

- le raccordement d'une aire d'implantation pour une construction nouvelle (parcelles AN 38 ou 63)
- l'incorporation d'une aire d'implantation pour une construction nouvelle sur le STECAL n°6 (parcelle AR 136)
- la création d'un STECAL pour une construction nouvelle sur la parcelle 110

Le commissaire enquêteur a également formulé une recommandation : la mise en œuvre par la commune des préconisations de la DDTM dans son avis du 2 juin 2017, concernant la défendabilité des STECAL. Ces préconisations relèvent de la délivrance des permis de construire, par la commune, et n'appellent pas de modification du dossier de la modification du PLU.

Le Conseil municipal de la commune de Roquefort-la-Bédoule a, par délibération du 18 octobre 2017, donné un avis favorable en tenant compte des réserves du commissaire enquêteur, pour l'approbation de la modification n°3 de son Plan Local Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Il est également apporté la correction de trois erreurs matérielles en accord avec la commune et suite à l'avis du Préfet, ainsi qu'aux doléances exprimées durant l'enquête publique, mentionnées dans le rapport du commissaire enquêteur :

- la mention des trois zones N1 existantes dans le PLU avant modification, et non pas deux, comme indiqué par erreur ;
- la correction de deux aires d'implantations pour de nouvelles constructions, positionnées, par erreur à cheval sur deux propriétés foncières différentes. Ces deux aires d'implantations sont repositionnées, l'une sur la parcelle AN 44, l'autre sur la parcelle AN 95.

Il est donc proposé d'approuver la modification n°3 du PLU de Roquefort-la-Bédoule en rajoutant les trois

aires d'implantations de nouvelles constructions, conformément aux recommandations du commissaire-enquêteur et au souhait de la commune et d'apporter les corrections d'erreurs matérielles ci-avant évoquées.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 21 février 2017, décidant l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule ;
- L'arrêté du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 28 avril 2017 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 dite délibération Cadre – Répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) entre le conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille-Provence;



- La délibération du Conseil Municipal de Roquefort-la-Bédoule du 14 décembre 2015, demandant au Conseil de la Métropole d'engager la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 24 juin 2016 décidant l'engagement de la 3<sup>ème</sup> procédure de modification du PLU de Roquefort-la-Bédoule ;
- L'arrêté du Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 22 décembre 2015 engageant la 3<sup>ème</sup> procédure de modification du PLU de Roquefort-la-Bédoule.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 avril 2016, décidant la poursuite de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule ;
- La délibération du Conseil Municipal de Roquefort-la-Bédoule du 18 octobre 2017, demandant à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'approbation de la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- L'avis du Préfet des Bouches-du-Rhône du 2 juin 2017, sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule ;
- L'avis du commissaire enquêteur en date du 29 juillet 2017, sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de modifier le Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule afin d'introduire des mesures permettant de se conformer aux dispositions légales applicables aux secteurs de taille et de capacité limitées pour l'accueil de nouvelles constructions en zone naturelle, ainsi que d'apporter des corrections ou précisions mineures dans le règlement, d'instaurer un emplacement réservé pour une opération de logements en mixité sociale, et de mettre à jour les annexes.
- Qu'il convient d'apporter des modifications pour tenir compte de l'enquête publique et de l'avis du Préfet.
- Que l'objet de la modification entre dans le champ des procédures de modification des

Plans Locaux d'Urbanisme, telle que prévue par le code de l'urbanisme.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule telle qu'annexée à la présente.

**URB 020-2778/17/CM**

**■ Avis sur le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Bouilladisse  
MET 17/4675/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par courrier reçu le 23 mai 2017, la commune de La Bouilladisse a transmis pour avis, conformément à l'article L. 153-16 du Code de l'Urbanisme, à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) arrêté par délibération du 16 mai 2017.

Le projet de PLU de La Bouilladisse met d'une part en évidence au travers de son PADD, la qualité du cadre de vie de la commune. Il souligne d'autre part sur le territoire communal, les effets menaçants du phénomène de croissance démographique liée au processus de périurbanisation, constatant par ailleurs la carence d'offre de logements pour la population, mais aussi du déplacement du tissu économique depuis le centre, vers les zones d'activités.

Ainsi, afin de mieux répondre à la demande de logements pour sa population actuelle et future, toujours dans une stratégie durable et respectueuse de l'environnement, ainsi qu'afin d'apporter des solutions et des outils pour préserver son territoire, tout en redynamisant l'activité économique et en confortant son attractivité au centre du village, trois orientations générales s'articulent entre elles, et fondent les choix et règles élaborés par le PLU.

A cette fin, le projet de PLU repose sur trois orientations générales énoncées par le PADD :

- Orientation n° 1 : Penser un développement urbain maîtrisé et durable ;
- Orientation n° 2 : Préserver et valoriser l'identité villageoise ;
- Orientation n° 3 : Redynamiser l'activité économique.

Ces orientations se déclinent en plusieurs orientations stratégiques plus ciblées.

1. Afin de penser un développement urbain maîtrisé et durable, différents leviers d'actions sont proposés, tels que :

- La maîtrise du développement urbain en s'appuyant sur les équipements existants et programmés : Le parc de logements devra être rééquilibré, le renouvellement urbain devra être favorisé, la trame urbaine rendue plus lisible en organisant les quartiers périphériques et en évitant les logiques d'étalement urbain, enfin la requalification des secteurs urbains en lien avec les projets du Val'tram et de la ZAC de la Chapelle permettront la réalisation de cette orientation.

- L'amélioration et le renforcement des équipements : Il est proposé d'améliorer et d'organiser les réseaux de transports et déplacements (notamment par l'aménagement des stations de tram-train, ou en anticipant le projet de l'échangeur de Belcodène) ; de développer le maillage inter-quartiers tout en conservant le caractère rural du réseau viaire communal ; confirmer le développement des équipements publics dans une logique de proximité (renforcement et répartition des équipements sportifs à la ZAC de la Chapelle ainsi qu'au Pigeonnier, développement des espaces de loisirs ou encore renforcement des équipements d'accueil pour la petite enfance au travers du projet de crèche).

2. Préserver et valoriser l'identité villageoise de la Bouilladisse :

A ce titre la commune prévoit de :

- Valoriser le patrimoine paysager et architectural : En effet, la commune est à l'interface entre des identités naturelles fortes, par une forte présence de reliefs boisés, d'espaces naturels et forestiers sensibles, des places publiques et entrées de ville peu valorisées, ainsi qu'un patrimoine dispersé et mal connu : elle prévoit par conséquent de préserver ces grandes entités paysagères, valoriser le paysage urbain, sauvegarder et valoriser le patrimoine urbain et architectural comme mémoire collective du passé communal.

- Protéger le patrimoine naturel et la biodiversité : Les espaces agricoles, les cours d'eau traversant l'espace urbanisé ainsi que leurs ripisylves et les corridors écologiques identifiés sont pris en compte dans cet objectif de préservation.

- Préserver le cadre de vie pour un village responsable et durable :

Il a été constaté que la commune était impactée par plusieurs des zones de risques, notamment d'aléa incendie/feux de forêt, inondation, mouvement de terrain ou aléa minier. Les orientations du PADD prévoient globalement une prise en compte de ces risques et la mise en place quand cela est possible d'outils afin de les encadrer et réduire le danger qu'ils représentent.

3. Redynamiser l'activité économique :

Pour ce faire, la commune propose des leviers d'actions tels que :

- Protéger et valoriser les espaces agricoles ;  
- Conforter et redynamiser l'attractivité de la commune.

Les orientations d'aménagement définies par le PLU de La Bouilladisse sont en cohérence avec les grands axes du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et ses principales prescriptions.

Les outils d'aménagement développés par le PLU ainsi que les règles élaborées semblent adaptés et cohérents avec le projet de territoire annoncé.

Au vu des éléments transmis par la Commune de La Bouilladisse il est proposé d'émettre un avis favorable sur le projet de PLU de La Bouilladisse.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvé le 18 décembre 2013 ;
- Le projet de PLU arrêté par délibération du Conseil municipal du 16 mai 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les orientations d'aménagement définies par le PLU de La Bouilladisse sont en cohérence avec les grands axes du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et ses principales prescriptions ;
- Les outils d'aménagement développés par le PLU ainsi que les règles élaborées semblent

adaptés et cohérents avec le projet de territoire annoncé.

## Délibère

### Article unique :

Est émis un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme de La Bouilladisse.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## URB 021-2779/17/CM

### ■ Avis sur le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belcodène MET 17/4676/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par courrier reçu le 1<sup>er</sup> juin 2017, la commune de Belcodène a transmis pour avis, conformément à l'article L. 153-15 du Code de l'Urbanisme, à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU ) arrêté par délibération du 30 mai 2017.

Le projet de PLU de Belcodène met en évidence au travers de son PADD, la prise en compte des contraintes de son territoire, tout en soulignant la nécessité de faire perdurer un développement raisonné et cohérent. A cette fin, le projet de PLU repose sur deux orientations générales, scindées en plusieurs objectifs et actions : La première orientation générale consiste à conforter la centralité villageoise, la deuxième à assurer le développement communal dans le respect du patrimoine local. Les moyens d'actions sont les suivants :

#### Orientation n° 1 : Conforter la centralité villageoise :

- Il s'agit d'une part pour la commune de répondre aux besoins en logements en centrant le développement bâti sur le village :

Sont prises en compte les limites de développement de la population et du bâti sur le territoire communal, au regard notamment de la disposition contraignante de ses réseaux et de la présence d'importants risques naturels. Elle propose à cet effet une production raisonnée et cohérente de logements, permettant la poursuite d'une croissance démographique raisonnable, en compatibilité avec le PLH et le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Une priorité est identifiée sur des critères de production tels que la diversification des constructions (normes en matière d'économie d'énergie, d'isolation, d'utilisation de ressources renouvelables etc...) ainsi que de la typologie bâtie

(majorité constatée de logements individuels), ou de réhabilitation des logements les plus anciens.

L'objectif de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain est également respecté : il est proposé de densifier les sites uniquement dans la continuité du village, au sein même du tissu déjà urbanisé en comblant les dents creuses, et en protégeant et préservant les espaces agricoles et naturels des risques de consommation à des fins de logements.

- Le rôle économique et social du village devra être renforcé :

Ce renforcement se fera au travers notamment d'outils tels que l'autorisation de création de commerce et d'artisanat de proximité, de poursuite de gestion des baux commerciaux par la commune, de l'autorisation de l'installation de bureaux et service au sein de la zone agglomérée, ou de gestion des problématiques de stationnement en agglomération. Le parc d'équipements collectifs et les réseaux techniques au cœur du village seront également confortés (poursuite de la bonne gestion du parc existant, création d'une salle polyvalente / multifonctionnelle, renforcement de la desserte numérique, de la sécurité incendie et du bon entretien du réseau d'eau potable).

- Le lien fonctionnel entre le village et quartiers alentours sera conforté :

Les déplacements doux ainsi que l'offre de transports en commun seront améliorés (création de lignes de bus régulières en cohérence avec la demande liée aux bassins d'emplois alentours, création et renforcement d'une continuité piétonne jusque et entre les équipements collectifs). Les actions en matière de stationnement et de sécurité routière seront poursuivies.

#### Orientation n° 2 : Assurer le développement communal dans le respect du patrimoine local :

- Limitation des nuisances liées aux déplacements routiers :

La commune est concernée par la création d'un échangeur autoroutier : les enjeux liés à cette création sont maîtrisés par la commune. Elle décide par ailleurs de saisir cette opportunité afin d'y aménager un espace de covoiturage au droit de l'échangeur, tout en maîtrisant sa conception et réalisation, en assurant par exemple l'amélioration de la perméabilité écologique du lieu.

Les augmentations d'affluence sur les autres réseaux viaires sont prises en compte et des actions sont prévues afin de les encadrer notamment par le redimensionnement et la sécurisation des axes et des carrefours.

- Développement d'une activité économique respectueuse du site :

L'activité agricole et sylvicole est confortée par la préservation des espaces agricoles existants en limitant le recours aux espaces boisés classés qui

peuvent contraindre de possibles zones de pâturages, en développant et soutenant également les agriculteurs, en relation avec les acteurs locaux tels que le conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, la chambre d'agriculture des Bouches du Rhône ou encore la SAFER.

Les activités de loisirs sont aussi confortées, ainsi que les besoins des pôles d'activités de la commune recensés afin d'y apporter des réponses.

- Enfin, le patrimoine naturel et paysager est préservé :

Maintien des espaces naturels et agricoles, coupure forestière entre Belcodène et les villages alentours, maintien des vieux bâtiments, conservation des plus vieux arbres ou encore sauvegarde des vues les plus emblématiques.

Les orientations d'aménagement définies par le PLU de Belcodène sont en cohérence avec les grands axes du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et ses principales prescriptions.

Les outils d'aménagement développés par le PLU ainsi que les règles élaborées semblent adaptés et cohérents avec le projet de territoire annoncé.

Au vu des éléments transmis par la Commune de Belcodène, compatibles avec le SCOT, il est proposé d'émettre un avis favorable sur le projet de PLU de Belcodène.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvé le 18 décembre 2013 ;
- Le projet de PLU arrêté par délibération du conseil municipal du 30/05/2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Les orientations d'aménagement définies par le PLU de Belcodène sont en cohérence avec les grands axes du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et ses principales prescriptions ;
- Les outils d'aménagement développés par le PLU ainsi que les règles élaborées semblent adaptés et cohérents avec le projet de territoire annoncé.

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est émis un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme de Belcodène

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 022-2780/17/CM**

#### **■ Avis sur le projet le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues MET 17/4478/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Martigues a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) par délibération du Conseil Municipal le 1er juillet 2016. Un débat a eu lieu sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) lors de la séance du Conseil Municipal du 17 mars 2017. Conformément à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, une concertation continue a été mise en œuvre tout au long du processus d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

La ville de Martigues a arrêté son projet de Plan Local d'Urbanisme le 30 juin 2017 et l'a transmis le 7 juillet 2017 à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Conformément à l'article R.153-4 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit donner son avis dans un délai de trois mois, à défaut l'avis sera réputé favorable.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU de Martigues s'articule autour de sept axes principaux :

- Axe 1. Mettre en œuvre le projet du territoire de Martigues dans son expression urbaine, agricole et naturelle ;
- Axe 2. Maintenir une dynamique démographique et améliorer l'offre et la qualité des

- logements en répondant aux objectifs de mixité de l'habitat et des usages ;
- Axe 3. Renforcer et diversifier le potentiel économique de Martigues ;
- Axe 4. Valoriser le patrimoine touristique et culturel ;
- Axe 5. Développer l'offre de mobilité et de l'interconnexion ;
- Axe 6. Prendre en compte l'environnement, la transition énergétique et les risques majeurs dans l'aménagement du territoire ;
- Axe 7. Projeter l'identité martégale par la mise en valeur des espaces naturels et la maîtrise du développement urbain.

Le projet de PLU arrêté entend créer les conditions urbaines et économiques permettant de structurer la position de la 3ème ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'Ouest de l'étang de Berre et du territoire métropolitain.

Le PADD prévoit un maintien de la croissance démographique entre 0,6% et 0,8 % par an, ce qui amènerait la commune à avoisiner les 50 000 habitants en 2025, pour une production de 300 à 350 logements par an. Ainsi, le taux de croissance affiché dans le PADD s'inscrit dans les objectifs de croissance annuelle retenus à l'échelle du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Ouest Etang de Berre.

En matière de développement économique, le projet de PLU s'articule, d'une part, autour du maintien et du renforcement des activités industrielles structurantes existantes en accompagnant les grandes mutations à venir, et, d'autre part, autour de la diversification de celles-ci par le biais du tourisme, de l'agriculture ou l'émergence de nouvelles filières, comme la filière cinéma.

Le projet de PLU entend favoriser les grands projets de mobilité du territoire comme le contournement de Martigues/Port-de-Bouc, la requalification de la RN568 et la réalisation du pôle d'échange multimodal du Pays de Martigues à Croix-Sainte. Le PADD affirme la nécessité d'accompagner ces trois projets majeurs d'une restructuration du tissu urbain et du maillage viaire.

Concernant la prise en compte du patrimoine naturel et agricole, le PADD œuvre pour une maîtrise de l'étalement urbain et une poursuite pondérée du renouvellement urbain conformes aux exigences de réduction de la consommation foncière établies à l'échelle du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) Ouest Etang de Berre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 octobre 2017.

**Où il rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit donner, dans un délai de trois mois, son avis sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues arrêté le 30 juin 2017.

**Délibère**

**Article unique :**

Est donné un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues arrêté le 30 juin 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 023-2781/17/CM**

**■ Définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme  
MET 17/4627/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé une délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain. A cette occasion, il a été acté que celui-ci soit défini à partir des orientations stratégiques s'inscrivant dans la logique du projet métropolitain qui permettront ensuite d'établir, lorsque cela sera possible, une liste de

critères et une liste d'opérations ou d'équipements s'inscrivant dans ces grandes orientations.

Conformément à cette délibération et aux principes fixés par le Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal, la définition des équipements et des opérations d'intérêt métropolitain a fait l'objet d'une consultation formalisée auprès de chaque Maire qui a été invité à proposer les équipements et opérations d'aménagement pouvant revêtir un intérêt métropolitain situés sur le périmètre de sa commune, aucun transfert n'étant envisageable sans son accord préalable.

L'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) précise que l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence. A défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que *« la métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent Code »*.

Cet article indique que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce donc, notamment, les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés, en particulier sur la base des définitions adoptées par ces EPCI lorsque les compétences en cause étaient soumises à déclaration d'intérêt communautaire.

La définition de l'intérêt métropolitain doit permettre de distinguer dans chaque domaine de compétences concernées, celles dont l'exercice relève de la Métropole et celles dont l'exercice reste aux communes.

En préalable, il est rappelé que conformément à l'article L5217-2 du CGCT, la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activité industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires ne sont pas soumises à la définition de l'intérêt métropolitain et relève de la compétence exclusive de la Métropole.

De fait, la réalisation par la Métropole des opérations d'aménagement visant à la création de ces dites zones d'activités ne sont pas conditionnées par la reconnaissance de leur intérêt métropolitain.

La définition des critères de l'intérêt métropolitain concernera donc les autres opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la métropole est compétente notamment habitat, politique de la ville, renouvellement urbain et liée à la valorisation du patrimoine naturel et paysager...

Pour rappel, le Code de l'Urbanisme dans son article L 300.1 définit les opérations d'aménagement comme celles qui ont pour objets de mettre en œuvre :

- un projet urbain,
- une politique locale de l'habitat
- d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
- de favoriser le développement des loisirs de tourisme,
- de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur
- de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- de permettre le renouvellement urbain
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels. »

L'aménagement opérationnel est une politique publique à part entière. Les projets urbains, quelle que soit leur nature, impactent la vie des citoyens et doivent tenir compte notamment d'enjeux environnementaux et sociétaux dans leur conception et leur mise en œuvre.

Les territoires qui composent la Métropole avaient tous des compétences différentes en matière d'aménagement du territoire. Certains territoires réalisaient déjà à l'échelon intercommunal la plupart des opérations d'aménagement de leur périmètre, d'autres avaient défini une série de critères encadrant les opérations intercommunales. Cette variété de situation doit être prise en compte dans la définition de l'intérêt métropolitain avec l'objectif de tendre à une harmonisation des pratiques, une équité des territoires, à travers un objectif commun donnant une lisibilité à l'action métropolitaine en matière d'aménagement opérationnel.

Fort de ce constat et compte tenu des obligations qui incomberont à la Métropole au travers des documents de planification et d'urbanisme qu'elle devra élaborer, il est proposé de retenir les critères suivants pour la définition de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement :

- les périmètres des opérations d'aménagement transférés par les ex EPCI au 1er janvier 2016 dont la maîtrise d'ouvrage est aujourd'hui assurée par la Métropole ;
- les opérations dont le périmètre se développeront sur le territoire de plusieurs communes,
- le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville,

- les opérations mixtes dont la surface de plancher dédiée au développement économique sera significative ;

- le caractère innovant et /ou expérimental de l'opération, la prise en compte dans son programme de l'articulation habitat-transport et de démarches environnementales

- les opérations d'aménagement liées à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Par ailleurs et suite à la proposition des maires, les projets et opérations d'aménagement suivantes sont reconnus d'intérêt métropolitain :

- ZAC des Aiguilles à Ensues la Redonne
- ZAC des Caillols à Marseille
- ZAC de la Bricarde à Marseille
- Docks Libres à Marseille
- Quatiers libres à Marseille
- ZAC des Hauts de Septemes à Septemes les Vallons
- Petit Coudoux à Coudoux
- La Gérôme à Coudoux
- Zac Pallières 2 aux Pennes Mirabeau
- Eco-quartier des Lauves à Saint Paul Lez Durance
- Le projet public partenarial des bords de l'Etang
- L'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre à Saint Chamas
- Projet PAEN à Velaux
- Projet SIF à Velaux
- Aménagement Terrain Lycée à Velaux
- Projet Midifer à Velaux
- Zone Compreoux à Cornillon-Confoux

Par ailleurs, les communes pourront piloter et financer seules et de façon juridiquement légitimée des opérations d'aménagement car le Conseil Métropolitain sera consultée et devra approuver toute nouvelle opération d'aménagement par une délibération spécifique pour la reconnaissance de son intérêt métropolitain au regard des critères posés ci-avant.

Ainsi, la Métropole entend pouvoir accompagner et rester en soutien d'ingénierie pour les projets sous maîtrise d'ouvrage communale afin d'accompagner au mieux les communes dans leur phasage et leur programmation financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont reconnues d'intérêt métropolitain les opérations d'aménagement répondant aux critères suivants :

- les périmètres des opérations d'aménagement transférés par les ex EPCI au 1er janvier 2016 dont la maîtrise d'ouvrage est aujourd'hui assurée par la Métropole (liste jointe en annexe) ;

- les opérations dont le périmètre se développeront sur le territoire de plusieurs communes,

- le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville,

- les opérations mixtes dont la surface de plancher dédiée au développement économique sera significative ;

- le caractère innovant et /ou expérimental de l'opération, la prise en compte dans son programme de l'articulation habitat-transport et de démarches environnementales

- les opérations d'aménagement liées à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

- les projets et opérations suivantes :

- ZAC des Aiguilles à Ensues la Redonne
- ZAC des Caillols à Marseille
- ZAC de la Bricarde à Marseille
- Docks Libres à Marseille
- Quatiers libres à Marseille
- ZAC des Hauts de Septemes à Septemes les Vallons
- Petit Coudoux à Coudoux

- La Gérome à Coudoux
- Zac Pallières 2 aux Pennes Mirabeau
- Eco-quartier des Lauves à Saint Paul Lez Durance
- Le projet public partenarial des bords de l'Etang
- L'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre à Saint Chamas
- Projet PAEN à Velaux
- Projet SIF à Velaux
- Aménagement Terrain Lycée à Velaux
- Projet Midifer à Velaux
- Zone Compreoux à Cornillon-Confoux

## **Article 2 :**

Toute nouvelle opération d'aménagement fera l'objet d'une délibération spécifique approuvée par le Conseil Métropolitain pour la confirmation de son intérêt métropolitain au regard des critères définis ci-avant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 024-2782/17/CM**

### **■ Conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille MET 17/4459/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L 211-2 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet établissement est compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Cette compétence s'exerce actuellement de manière partielle, sur le territoire de l'ancienne Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, compte tenu des dispositions transitoires et ce jusqu'au 1er janvier 2018.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L 5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : "(...) L'ensemble des biens, droits et obligations des établissements publics de coopération intercommunale fusionnés sont transférés à

l'établissement public issu de la fusion".

Il a été pris acte que les délibérations prises par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avant le 31 décembre 2015, fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur chaque commune de son territoire, sont applicables de plein droit.

Concernant le territoire de Marseille, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 30 juin 2016 pour réviser l'exercice et les délégations sur ces droits de préemption urbain et droit de préemption urbain renforcé afin de tenir compte des évolutions opérationnelles et procédurales.

Toutefois, concernant le territoire de la ville de Marseille, il convient à nouveau, compte tenu des modifications ou suppressions des périmètres d'intervention, de réviser les conditions d'exercice des droits de préemption et les délégations y afférentes, afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites sur le territoire marseillais.

Il s'agit :

### **1. De supprimer les périmètres de droit de préemption urbain renforcé (DPUR), liés aux opérations d'aménagement achevées ou caduques désignées ci-dessous, ainsi que les délégations y afférentes :**

- Le périmètre "Saint Mauront Est", incluant les périmètres de délégation « Ilot Feraud-Pyat » et « Ilot Bas Industriel » - 3ème arrondissement - : mis en place par délibération de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) du 20 décembre 2003, il a accompagné le traitement de l'habitat privé dégradé objet de l'Opération d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Saint Mauront aujourd'hui expirée et du périmètre de Résorption d'Habitat Insalubre (RHI) Saint Mauront Gaillard ;
- Le périmètre "Plan de sauvegarde de la Cité Bellevue" - 3ème arrondissement - : initié en 1993 avec un Périmètre de Restauration Immobilière (PRI) concédé à Marseille Habitat, il fait l'objet d'une délégation à l'aménageur ; la concession d'aménagement est aujourd'hui clôturée ;
- Les périmètres "PRI Panier Vieille Charité" - 2ème arrondissement - et "PRI Centre Ville" - 1er arrondissement - : respectivement mis en place en 1993 et 1995, ces périmètres opérationnels ont fait l'objet de deux concessions d'aménagement aujourd'hui clôturées ;
- Le périmètre "Plan Canebière" - 1er arrondissement - : mis en place en 1991, ce périmètre est calé sur le "Plan Canebière", dispositif aujourd'hui caduc remplacé par les



orientations générales pour le Projet Centre Ville de Marseille approuvées par délibération de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) du 19 février 2009, projet dans le cadre duquel a été mise en place l'opération "Grand Centre Ville" confiée à la SPL SOLEAM par concession d'aménagement du 20 janvier 2011 ;

L'ensemble de ces périmètres de droit de préemption urbain renforcé (DPUR) doit être abrogé pour être refondu dans de nouveaux périmètres tenant compte des besoins opérationnels actuels.

2. De maintenir et d'actualiser les périmètres de droit de préemption urbain renforcé (DPUR) toujours en vigueur qui appellent des clarifications ou des ajustements, ainsi que les délégations y afférentes ;

3. De créer de nouveaux périmètres de droit de préemption urbain renforcé (DPUR) et de délégation, liés aux opérations d'aménagement suivantes :

- **Mardirossian** - 15ème arrondissement - (plan 02 ci-annexé) :

L'opération d'aménagement "Mardirossian" a pour objectif de redonner au secteur un caractère attractif visant, notamment, au développement de l'activité économique. Le programme porte notamment sur la desserte en transports en commun et le maillage viaire d'îlots de grande emprise pour favoriser cette reconversion économique. Par délibération du 25 octobre 2010, la ville de Marseille, alors compétente, a confié cette opération à la SPL SOLEAM par concession d'aménagement entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Il apparaît aujourd'hui nécessaire d'instaurer un DPUR sur le périmètre de la concession pour permettre à l'aménageur de conduire l'action foncière nécessaire à la réalisation du programme fixé par le concédant.

- **Saint Mauront** - 3ème arrondissement - (plan 04 ci-annexé) :

Le secteur Saint Mauront continue de concentrer un habitat privé dégradé aussi bien dans le tissu ancien de faubourg que dans les copropriétés semi-récentes de Bellevue ; il est un territoire de renouvellement urbain en pleine mutation. Le nouveau périmètre de DPUR proposé fusionne en les simplifiant les périmètres "Saint Mauront Est" et "Plan de sauvegarde de la Cité Bellevue" supprimés par la présente délibération. Ce périmètre s'inscrit dans le cadre de l'opération "Grand Centre Ville" confiée à la SPL SOLEAM par concession d'aménagement du 20 janvier 2011 et de la convention d'intervention foncière sur le périmètre "Grand Centre-Ville" en phase Anticipation-Impulsion signée avec l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur le 2 mars 2017. Il couvre également le périmètre de la concession RHI Saint Mauront - Gaillard, concédée en 2006 et dont la SPL SOLEAM est titulaire.

Il est à signaler que ce nouveau périmètre est jointif de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) "Façade Maritime Nord" (FNM), renouvelée et étendue par

arrêté préfectoral du 5 avril 2016 au profit de la ville de Marseille, ce qui assure sur l'ensemble de ces quartiers en renouvellement urbain une couverture par un DPUR opérationnel.

- **Îlot Flammarion** - 4ème arrondissement - (plan 06 ci-annexé) :

Un projet de Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) sur le pôle Flammarion de l'opération "Grand Centre Ville" a été étudié. Il s'agit d'organiser la mutation de friches d'activité pour favoriser un projet urbain qualitatif et durable. Les objectifs poursuivis par la Métropole sur ce pôle sont : le désenclavement de l'îlot par un système de liaisons viaires internes à l'îlot connecté au réseau viaire existant ; la création de logements diversifiés et d'activités d'accompagnement ; la création d'équipements publics, dont un groupe scolaire ; la création d'espaces publics et paysagers. La création de ce nouveau périmètre de DPUR au bénéfice de la SPL SOLEAM annule la délégation du DPU simple dont bénéficiait l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre d'une convention opérationnelle de vieille et de maîtrise foncière qui s'est éteinte le 31 décembre 2015.

- **Centre-Ville** - 1er et 2ème arrondissements - (plan 07 ci-annexé) :

Par délibération de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), alors dénommé Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, du 19 février 2009, ont été approuvées les orientations générales pour le Projet Centre Ville de Marseille, soutenant l'engagement municipal pour le centre-ville voté par le Conseil Municipal. La concession d'aménagement "Grand Centre Ville" a été mise en place dans ce cadre pour réaliser un programme d'actions coordonnées en matière d'habitat, d'activités, d'équipements et de requalification de l'espace public autour de 35 pôles urbains au sein d'un périmètre de cohérence de 1000 hectares (plan 26 ci-annexé). Cette opération, concédée à la SPL SOLEAM en 2011, s'accompagne d'une convention d'intervention foncière sur le périmètre "Grand Centre Ville" en phase Anticipation-Impulsion signée avec l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur le 2 mars 2017. Aujourd'hui, la redynamisation commerciale et l'attractivité du centre-ville de Marseille constituent un enjeu majeur. La ville de Marseille a délibéré le 26 juin 2017 pour instaurer un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et l'instauration, à l'intérieur de ce même périmètre, d'un droit de préemption portant sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce, de baux commerciaux et de terrains faisant l'objet de projets d'aménagement commercial. Ce dispositif ne peut être efficace qu'accompagné d'une action foncière ciblée. La création de ce nouveau périmètre de DPUR sur l'hypercentre marseillais permettra d'accompagner cette stratégie tout en tenant compte des besoins opérationnels actuels de l'opération "Grand Centre Ville".

- **Grandes Copropriétés** - 13ème, 14ème et 15ème

arrondissements - (plans 11, 12, 13, 14, 17 et 18 ci-annexés) :

Un accord partenarial pour le traitement des copropriétés dégradées de Marseille a été approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017. Cet accord partenarial à signer entre l'État, la Métropole, la ville de Marseille, la Région, le Département, l'Établissement public d'aménagement Euroméditerranée, l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Caisse des Dépôts entend fédérer l'action publique autour d'une stratégie d'intervention pour traiter le problème complexe des copropriétés et doit permettre de mobiliser des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) et de l'Agence nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Cet accord partenarial vise en particulier les grandes copropriétés en déshérence sur le territoire marseillais et notamment : Kallisté, Parc Corot, Plombière, Les Rosiers, Le Mail et le Mail G, La Maurelette, Consolat, Bellevue, Bel Horizon, Maison Blanche, toutes situées en quartier prioritaire de la politique de la ville et éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). La stratégie d'intervention impose de disposer d'un DPUR qui sera institué sur certaines d'entre elles pour mener une action foncière volontariste.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 008 1029/02/CC de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 19 février 2009 approuvant les orientations générales pour le Projet Centre Ville sur la commune de Marseille ;
- La délibération 10/0941/DEVD du Conseil Municipal de la ville de Marseille du 25 octobre 2010 approuvant la définition stratégique, les objectifs, les moyens et le mode opératoire ainsi que les modalités de la concertation pour l'opération "Grand Centre Ville" ;

- La délibération du Conseil de la Métropole URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 précisant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la ville de Marseille ;

- La délibération du Conseil de la Métropole DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017 approuvant un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il y a lieu de prendre en compte les paramètres nouveaux impactant les périmètres de droit de préemption urbain et de droit de préemption urbain renforcé et leur délégation sur le territoire de la ville de Marseille.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence URB 023-638/16/CM du 30 juin 2016 est abrogée.

#### **Article 2 :**

Est reconduit un droit de préemption urbain (DPU) sur l'ensemble des zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme couvrant le territoire de Marseille.

Sont supprimés, créés ou maintenus et actualisés les périmètres de DPUR tels que définis aux articles 3, 4 et 5.

Les délégations y afférentes sont précisées aux articles 6, 7 et 8.

L'ensemble de ces périmètres est récoché sur le plan de repérage 00 ci-annexé.

#### **Article 3 :**

Sont supprimés les périmètres du droit de préemption urbain renforcé (DPUR) :

- Saint Mauront Est - 3ème arrondissement ;
- Plan de Sauvegarde de la Cité Bellevue - 3ème arrondissement ;

- PRI Panier Vieille Charité - 2ème arrondissement ;
- PRI Centre Ville - 1er arrondissement ;
- Plan Canebière - 1er arrondissement.

#### **Article 4 :**

Sont maintenus et actualisés les périmètres du droit de préemption urbain renforcé (DPUR) :

- La Savine (anciennement dénommé "Quartier de la Savine") - 15ème arrondissement - (plan 01 ci-annexé) ;
- Centre commercial les Cèdres (anciennement dénommé "Le Centre Commercial Les Cèdres – parcelle cadastrée "Malpassé" Section L 35") - 13ème arrondissement - (plan 03 ci-annexé) ;
- Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD Joliette, Ex ZAD Saint Charles - 2ème et 3ème arrondissements - (plan 05 ci-annexé) ;
- ZAC du Rouet - 8ème arrondissement - (plan 08 ci-annexé) ;
- Concession d'aménagement de la Capelette (anciennement dénommé "Convention publique d'aménagement de la Capelette") - 9ème et 10ème arrondissements - (plan 09 ci-annexé) ;
- Parc Kallisté (anciennement dénommé "Opération d'aménagement Parc Kallisté") - 15ème arrondissement - (plan 10 ci-annexé) ;
- Résidence Le Mail (anciennement dénommé "Plan de Sauvegarde Mail") - 14ème arrondissement - (plan 15 ci-annexé) ;
- Le bâtiment G de la résidence Le Mail - 14ème arrondissement - (plan 16 ci-annexé) ;
- Copropriété Les Rosiers (anciennement dénommé "Plan de Sauvegarde Groupe d'Habitations Les Rosiers") - 14ème arrondissement - (plan 19 ci-annexé).

#### **Article 5 :**

Sont créés les périmètres du droit de préemption urbain renforcé (DPUR) :

- Mardirossian - 15ème arrondissement - (plan 02 ci-annexé) ;
- Saint Mauront - 3ème arrondissement - (plan 04 ci-annexé) ;
- Ilot Flammarion - 4ème arrondissement - (plan 06 ci-annexé) ;
- Centre-Ville - 1er et 2ème arrondissements - (plan 07 ci-annexé) ;
- Copropriété La Granière - 15ème arrondissement - (plan 11 ci-annexé) ;
- Copropriété Consolat - 15ème arrondissement - (plan 12 ci-annexé) ;
- Copropriété La Maurelette - 15ème arrondissement - (plan 13 ci-annexé) ;

- Copropriété Les Gardians - 14ème arrondissement - (plan 14 ci-annexé) ;
- Copropriété Parc de la Rose - 13ème arrondissement - (plan 17 ci-annexé) ;
- Copropriété Parc Corot - 13ème arrondissement - (plan 18 ci-annexé).

#### **Article 6 :**

Sont supprimées les délégations du droit de préemption urbain renforcé (DPUR) :

- à la SPL SOLEAM sur les périmètres suivants :

- Ilot Feraud-Pyat ;
- Ilot Bas industriels.

#### **Article 7 :**

Sont maintenues et actualisées les délégations du droit de préemption urbain renforcé (DPUR) :

- à la SPL SOLEAM sur les périmètres suivants :

- Centre commercial les Cèdres - 13ème arrondissement - (plan 03 ci-annexé) ;
- RHI Saint-Mauront Gaillard - 3ème arrondissement - (plan 04 ci-annexé) ;
- ZAC du Rouet - 8ème arrondissement - (plan 08 ci-annexé) ;
- Concession d'aménagement de la Capelette - 9ème et 10ème arrondissements - (plan 09 ci-annexé) ;

- à l'Établissement public d'aménagement Euroméditerranée sur les périmètres suivants :

- Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD Joliette, Ex ZAD Saint Charles - 2ème et 3ème arrondissements - (plan 05 ci-annexé) ;

- à la SEM Marseille Habitat sur le périmètre suivant :

- Parc Kallisté - 15ème arrondissement - (plan 10 ci-annexé) ;

- à la Société Urbanis Aménagement sur le périmètre suivant :

- Le bâtiment G de la résidence Le Mail - 14ème arrondissement - (plan 16 ci-annexé).

#### **Article 8 :**

Est créée la délégation du droit de préemption urbain renforcé (DPUR) :

- à la SPL SOLEAM sur le périmètre suivant :

- Ilot Flammarion - 4ème arrondissement - (plan 06 ci-annexé).

#### **Article 9 :**

Sont supprimées les délégations du droit de préemption urbain (DPU) :

- à la SPL SOLEAM sur le périmètre suivant :

- ZAC de la Valentine - 11ème arrondissement.
- à l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le périmètre suivant :
- Ilot Flammarion - 4ème arrondissement.

#### **Article 10 :**

Sont maintenues et actualisées les délégations du droit de préemption urbain (DPU) :

- à la SPL SOLEAM pour les ZAC suivantes :

- ZAC de Saumaty Séon - 16ème arrondissement - (plan 20 ci-annexé) ;
- ZAC des Hauts de Sainte Marthe - 14ème arrondissement - (plan 21 ci-annexé) ;
- ZAC du Pôle Technologique de Château-Gombert - 13ème arrondissement - (plan 22 ci-annexé) ;
- ZAC du Vallon de Régný - 9ème arrondissement - (plan 23 ci-annexé) ;
- ZAC de la Jarre - 9ème arrondissement - (plan 24 ci-annexé).

#### **Article 11 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé le droit de préemption urbain (DPU) ou le droit de préemption urbain Renforcé (DPUR) à toutes les personnes mentionnées à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme.

Ces délégations ponctuelles pourront notamment intervenir au bénéfice :

- de tous les concessionnaires d'une opération d'aménagement dont celles relatives à l'Éradication de l'Habitat Indigne et aux interventions sur les copropriétés dégradées ;

- de l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur les secteurs dénommés :

- Besson Giraudy - 14ème arrondissement - (plan 25 ci-annexé) ;
- Périmètre de cohérence de l'Opération Grand Centre Ville (plan 26 ci-annexé) ;

- de la SPL SOLEAM sur les secteurs dénommés :

- Périmètre de cohérence de l'Opération Grand Centre Ville (plan 26 ci-annexé) ;
- Mardirossian - 15ème arrondissement - (plan 02 ci-annexé) ;
- La Savine - 15ème arrondissement - (plan 01 ci-annexé).

#### **Article 12 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à déléguer ponctuellement le droit de préemption urbain et le

droit de préemption urbain renforcé à la ville de Marseille sur son territoire en application de l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme, à l'occasion de l'aliénation d'un bien terminé, dès lors que l'acquisition dudit bien, entre dans le champ de compétences de la ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 025-2783/17/CM**

#### **■ Conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de La Ciotat MET 17/4404/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L 211-2 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de coopération intercommunale est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Cette compétence s'exerce actuellement de manière partielle, sur le territoire de l'ancienne Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, compte tenu des dispositions transitoires et ce jusqu'au 1er janvier 2018.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale formant notre territoire.

L'article L.5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : « ..., l'ensemble des biens, droit et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion. »

Ainsi, il est pris acte que les délibérations prises par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avant le 31 décembre 2015, fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain sur chaque commune de son territoire sont applicables de plein droit.

Toutefois, concernant le territoire de La Ciotat et compte tenu des enjeux du centre-ville et des modalités opérationnelles y afférent, avec l'intervention de l'Etablissement Public Foncier PACA

sur le centre ancien, il convient d'en réviser l'exercice et ses délégations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réviser l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur la commune de La Ciotat.

**Délibère**

**Article 1 :**

La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN073-203/16CM du 26 avril 2016, portant sur l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la commune de La Ciotat, est abrogée.

**Article 2 :**

Est reconduit un droit de préemption urbain sur la commune de La Ciotat concernant toutes les zones U et les zones à urbaniser Au1, Au2,AuE, AuEp, AuH, AuT du Plan Local d'Urbanisme.

**Article 3 :**

Est reconduit un droit de préemption urbain renforcé sur le périmètre centre ancien, conformément au plan joint.

**Article 4 :**

Est délégué le droit de préemption urbain renforcé sur les ilots Renan et Porte des Temps en centre ancien, tel que défini sur le plan joint à l'Etablissement Public Foncier régional conformément aux dispositions de l'article L 2013-3 du Code de l'Urbanisme.

**Article 5 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à déléguer le droit de préemption urbain renforcé ponctuellement à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé à l'Etablissement Public Foncier Régional sur le périmètre centre ancien conformément aux dispositions de l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme.

**Article 6 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à déléguer ponctuellement le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé à la ville de La Ciotat sur le territoire de la ville, application de l'article L. 213-3 du Code de l'Urbanisme, à l'occasion de l'aliénation d'un bien déterminé dès lors que l'acquisition dudit bien entre dans le champ de compétence de la ville de La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 026-2784/17/CM**

**■ Lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique et d'expropriation sur les ilots "Renan", "Porte des Temps" et la parcelle cadastrée AD 211, dans le centre ancien de La Ciotat, confiée à l'Etablissement Public Foncier PACA  
MET 17/4406/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ville de La Ciotat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public Foncier PACA mènent une action partenariale sur le centre

historique de La Ciotat, visant à maîtriser les terrains d'assiette d'un Projet de Renouveau Urbain de ce secteur, renommé le Vieux La Ciotat.

L'objectif commun est affirmé, dans le prolongement de la dynamique d'aménagement des Quartiers Saint Jacques et Pénitents Bleus, il s'agit de restaurer le centre historique de La Ciotat afin de le rendre plus agréable à vivre pour ses habitants et plus attractif pour les visiteurs et les touristes en :

- améliorant et diversifiant les conditions de logement,
- aménageant des espaces publics de proximité qualitatifs,
- créant des équipements publics modernes.

Dans ce cadre, la commune souhaite modifier en profondeur deux îlots :

- L'îlot Porte des Temps : dans l'optique de créer un passage sous porche visant à désenclaver le secteur.
- L'îlot Renan : qui devrait être partiellement démoli et reconstruit sur sa portion Nord, l'autre moitié étant aménagée en place publique. Ce secteur comprend également la réhabilitation lourde du bâti R+2 existant sur la parcelle 211 (au sud de l'îlot).

En effet, le centre historique surélevé et très dense est peu relié au reste de la ville contemporaine. Les accès piétons sont insuffisamment marqués et lisibles. Les itinéraires de promenade par le centre-ville sont concurrencés par les parcours paysagers aujourd'hui plus attractifs du bord de mer.

Des îlots dégradés présents dans le centre historique forment des poches très vétustes, composées de logements qui ne correspondent pas aux normes d'habitabilité (petite surface, mono orienté, peu éclairé, pas isolé) et mal adaptés à la vie contemporaine. A ce constat se rajoutent un fort taux de vacance.

Même en se maintenant de façon significative le long et autour de la Rue des Poilus et de quelques places, le commerce tend à disparaître dans les autres rues du centre ancien. L'offre commerciale est fragilisée et incomplète avec une faiblesse des enseignes de qualité (en particulier pour les métiers de bouches et commerces de proximité).

Depuis septembre 2014, la Commune assistée par le Cabinet Le Creuset Méditerranée, réalise un diagnostic social, économique et urbain du « Vieux La Ciotat ».

Par délibération du 13 Avril 2015, le conseil municipal a décidé d'adhérer à la convention habitat à caractère multi-sites à passer entre l'EPF-PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune.

Par délibération du 20 Novembre 2015, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la Convention d'Intervention Foncière sur le périmètre du Centre Ancien de la Ciotat.

Suite à cette délibération, compte tenu du rapport de l'ARS établissant l'absence d'insalubrité irrémédiable, la Commune de La Ciotat a décidé de réaliser un programme mixte d'habitat sur les sites.

Aussi, il a été lancé un appel à projet pour une même opération sur l'îlot Renan et l'îlot Porte des Temps pour le choix d'un opérateur.

Sur ces deux dernières années, des acquisitions amiables ont permis d'obtenir 80 % de la maîtrise foncière de ces îlots.

Aujourd'hui, il est donc nécessaire de finaliser les acquisitions par voie d'expropriation concernant les îlots « Porte des Temps », « Renan », ainsi que la parcelle cadastrée AD 211.

Pour ce faire, il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence engage une procédure de Déclaration d'Utilité Publique et d'expropriation ayant pour objet de finaliser la maîtrise foncière indispensable à la réalisation d'un programme mixte d'habitat sur les sites « Porte des Temps », « Renan » et la parcelle AD 211 et que celle-ci soit confiée à l'Etablissement Public Foncier PACA, comme le prévoit la convention habitat à caractère multi-sites et la Convention d'Intervention Foncière sur le périmètre du Centre Ancien de la Ciotat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'engager une procédure de Déclaration d'Utilité Publique et d'expropriation sur les ilots « Renan », « Porte des Temps » et la parcelle cadastrée AD 211 et de la confier à l'Etablissement Public Foncier PACA afin d'en obtenir la maîtrise foncière.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est décidé d'engager une procédure de Déclaration d'Utilité Publique et d'expropriation en vue de finaliser la maîtrise foncière sur les ilots « Renan », « Porte des Temps » et de la parcelle cadastrée AD 211 dans le périmètre du centre ancien, indispensable à la réalisation d'un programme mixte d'habitation dans le cadre d'un projet de renouvellement urbain.

**Article 2 :**

Est décidé de confier à l'Etablissement Public Foncier PACA la procédure de Déclaration d'Utilité Publique et d'expropriation sur les ilots « Renan », « Porte des Temps » et la parcelle cadastrée AD 211, au titre de la convention habitat multi-sites et de la Convention d'Intervention Foncière sur le périmètre du Centre Ancien de la Ciotat.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents inhérents à cette procédure.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 027-2785/17/CM**

**■ Demande d'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour l'aménagement de l'avenue de la Jarre. Projet de rénovation urbaine Soude - Hauts de Mazargues à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement MET 17/4431/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En octobre 2011 a été signée entre les différents partenaires, la convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine du secteur Soude / Hauts de Mazargues à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement.

Au titre des compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain qui lui sont dévolues conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage pour l'aménagement des voiries publiques du projet.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé de réaliser les travaux de requalification et d'élargissement de l'avenue de la Jarre.

Ce projet vise à améliorer le maillage du secteur et la fluidité de la circulation de tous les usagers et à privilégier la mise en sécurité des usagers par la réduction des emprises actuelles données aux véhicules à moteur et parallèlement la création d'espaces de circulation spécifiques pour les piétons et les cyclistes sur un itinéraire de promenade qui reliera en site propre le parc Bortoli et le parc national des Calanques.

La réalisation de ces travaux impacte des propriétés privées conformément à l'emplacement réservé pour un élargissement à 10 mètres de l'avenue de la Jarre telle que figurant au Plan Local d'Urbanisme de la ville de Marseille.

Aussi, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'assure de la maîtrise foncière des terrains utiles à cette opération par voie amiable ou par voie d'expropriation, et que soit approuvé à cet effet, le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique de l'aménagement de l'avenue de la Jarre parallèlement à l'engagement des négociations amiables avec les propriétaires riverains concernés.

En application des articles L121-1 et suivants et des articles R131-1 et suivants du Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête publique parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Lesdites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement conformément à l'article R131-14 du Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence permettront de déclarer l'utilité publique du projet d'aménagement de l'avenue de la Jarre et d'acquérir les terrains nécessaires,
- Que parallèlement, il est nécessaire de poursuivre toutes démarches et négociations en vue d'obtenir par voie amiable la maîtrise foncière des terrains impactés par le tracé du projet.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le lancement de la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement de l'avenue de la Jarre dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Soude / Hauts de Mazargues à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement de l'avenue de la Jarre à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête parcellaire postérieurement ou conjointement à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des procédures et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 028-2786/17/CM**

**■ Demande d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire conjointe pour la réalisation de l'opération d'aménagement de Malpassé concédée à la Soleam sur le Centre commercial des Cèdres à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement - correctif - MET 17/4531/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° URB 018-1823/17/CM du 30 mars 2017 ont été approuvés les objectifs et les modalités de la concertation publique prévue à l'article L 103-2 du Code de l'Urbanisme pour les opérations conduites par la Métropole dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine (PRU Malpassé) et dans le cadre de la concession d'aménagement Malpassé confiée par convention à la SOLEAM.

A également été approuvé le lancement de la procédure de déclaration publique liée aux travaux d'aménagement et de rénovation urbaine du centre commercial des Cèdres réalisés dans le cadre de l'opération d'aménagement du PRU.

Il a été constaté une erreur de plume dans l'article 3 de la délibération, habilitant Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant à demander à Monsieur le Préfet de Bouches du Rhône l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des acquisitions et des travaux d'aménagement du PRU. Il est mentionné par erreur que cette demande concerne le PRU de la Savine alors qu'elle est relative au PRU Malpassé. Il est proposé de corriger cette erreur.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence n°URB 018-1823/17/CM du 30 mars 2017
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de corriger l'erreur de plume constatée dans la délibération n° URB 018-1823/17/CM du 30 mars 2017,
- Les autres articles de cette délibération étant par ailleurs inchangés.

**Délibère**

**Article unique :**

Est substitué à l'article 3 de la délibération n° URB 018-1823/17/CM du 30 mars 2017 le texte suivant :  
Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est habilité à demander à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'Utilité Publique des acquisitions et des travaux d'aménagement du PRU Malpassé et de l'enquête parcellaire conjointe tel que prévu à l'article R 131-14 du Code de l'Expropriation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 029-2787/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 9 à la convention du 18 décembre 1972 relative à la gestion et à l'extension du Marché d'Intérêt National de Marseille  
MET 17/4451/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret en Conseil d'Etat n° 68.646 du 8 juillet 1968 a confié à la "Société d'Economie Mixte pour la Construction et l'Exploitation du Marché d'Intérêt National de Marseille" (SOMIMAR), l'aménagement et la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille et a approuvé ses statuts.

Les travaux de construction achevés et le marché section Fruits et Légumes ouvert le 20 mars 1972 à l'issue d'une première convention de 1964, une convention (N° 73-053) définissant les rapports contractuels entre la Ville et la SOMIMAR et relative à la gestion et à l'extension du M.I.N a été adoptée par le Conseil Municipal par délibération n° 72.1013-SC du 18 décembre 1972.

La durée de la concession fixée à 30 ans par l'article 8 de la convention à compter de son approbation a été prorogée ensuite successivement :

- jusqu'au 4 avril 2013 par l'avenant n° 5 approuvé par la délibération n° 84/519/AG du Conseil Municipal du 10 décembre 1984 ;
- jusqu'au 4 avril 2037 par l'avenant n°6 approuvé par la délibération du Conseil Municipal du 5 décembre 1987 ;

La SOMIMAR assure sa mission dans le cadre des dispositions des articles R.761-1 et suivants du Code du Commerce et met à la disposition des usagers, à titre précaire et révocable, différents types d'emplacements sur le M.I.N. de Marseille.

En cette qualité, la SOMIMAR a accordé différentes autorisations d'occupation du domaine public à des entreprises usagers, sis sur le MIN jusqu'au 4 avril 2037.

Les travaux de la rocade L2 déclarés d'utilité publique et urgents par décret du 12 novembre 2010, destinés à créer une continuité autoroutière entre l'A7 au Nord de Marseille et l'A50 à l'Est de Marseille, ont conduit l'Etat, maître d'ouvrage de l'opération L2, a présenté au Conseil d'Administration de la SOMIMAR le 9 septembre 2010, une solution de restructuration du marché avec un schéma de réorganisation qui permet la réalisation de l'autoroute tout en préservant l'avenir du MIN et de ses entreprises.

Une convention cadre financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la L2 du 25 octobre 2011 entre l'Etat, la Région, le CG13 et MPM fixe à 24,666M€ HT (valeur juin 2010) le montant de l'opération « restructuration du marché des Arnavaux

» été a suivie par deux conventions d'application entre l'Etat et MPM.

Une convention d'application « études de restructuration du marché des Arnavaux » n° 12/1169 a été conclue entre l'Etat et MPM pour un montant de 3,85 M € HT le 14 mars 2012 et une convention d'application « Travaux de restructuration du Marché d'Intérêt National des Arnavaux » a été conclue entre l'Etat et MPM le 16 décembre 2012 pour un montant de 19,9 M€ HT.

A la suite d'une lettre du 16 septembre 2015, MPM et l'Etat ont convenu de fusionner ces deux conventions. Cette fusion est intervenue selon délibération n° DEV 002-1493/15/CC du 20 novembre 2015 résiliant les deux conventions de 2012 et organisant le financement complet de l'opération de restructuration du MIN.

Dans ce contexte, la SOMIMAR a notifié aux entreprises directement impactées par le processus le retrait de leur autorisation d'occupation du domaine public, conformément à la demande de MPM, maître d'ouvrage de la construction de toutes les installations qui vont être édifiées afin de reloger les entreprises ; Un protocole d'accord tripartite a été régularisé les 11 juin et 9 août 2012 entre la SOMIMAR, l'Etat et la CUMPM. Ce protocole met à la charge de SOMIMAR différentes obligations dont celle visée à l'article 2 dernier alinéa de « délivrer aux sociétés relocalisées listées en annexe 4 des autorisations d'occupation du domaine public (....) » dont la durée « sera égale à la durée restant à courir de la concessions » - Ce protocole prévoit également sous l'article 3 dernier alinéa que « MPM s'engage à proposer à SOMIMAR un avenant à la concession qui les lie afin de prendre en compte les modifications induites par la restructuration, et notamment la gestion des nouveaux bâtiments ».

Un avenant 8 a en conséquence été conclu par délibération FCT 016-1454/15/CC du 20 novembre 2015 mettant en œuvre les dispositions nécessaires parmi lesquelles la maîtrise d'ouvrage par l'autorité concédante « des travaux de construction des installations (incluant notamment les bâtiments, la déchetterie, les parkings) réalisées en remplacement des anciennes installations qui étaient situées sous l'emprise de la Rocade L2 ou en vue de l'optimisation de la gestion du site par la CUMPM ».

Ces dispositions ont été appliquées avec succès pour la construction des deux bâtiments du pôle logistique ainsi que de la déchetterie du MIN.

Aujourd'hui la Métropole et la SOMIMAR se sont engagées dans un processus de positionnement du Marché d'Intérêt National des Arnavaux permettant la diversification et la densification de ses filières.

Pour ce faire la reconstitution des surfaces commerciales bâties est primordiale de même qu'un mode opératoire dans un calendrier maîtrisé et compatible avec celui des entreprises concernées.

C'est l'objet du présent avenant 9 de permettre d'une part à la société de réaliser les actions nécessaires conformément à la convention dont elle est titulaire et à la Métropole de l'indemniser des dépenses correspondantes.

Cette indemnisation fera l'objet d'un remboursement par l'Etat dans le cadre de la convention relative aux études et travaux de restructuration du MIN des Arnavaux de 2015 précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention n°73.053 du 18 décembre 1972 relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;
- L'avenant 8 à la convention n°73.053 du 18 décembre 1972 (conclu par délibération FCT 016-1454/15/CC du 20 novembre 2015) relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

#### **Où il rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- L'intérêt du service public que constitue le Marché d'Intérêt national de marseille ;
- La nécessité pour le MIN de pouvoir procéder à l'optimisation de la gestion du site.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé l'avenant 9, ci-annexé, conclu avec la SOMIMAR.

### Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 030-2788/17/CM**

### **■ Approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet de requalification de la place Jean Jaurès des pôles du secteur de la Plaine à Marseille 1er, 5ème et 6ème arrondissements de l'Opération Grand Centre Ville MET 17/4832/CM**

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre Ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'Opération « Grand Centre Ville » mise en place dans ce cadre pour le renouvellement urbain de 35 pôles, avec pour objectifs:

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activités et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette,
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement de l'espace public existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics liés, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) aujourd'hui classés en Quartier Prioritaire de la politique de la Ville (QPV) éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) , ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Cette opération d'aménagement est concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM par convention n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

Le mode opératoire de l'Opération « Grand Centre Ville » prévoit des concertations spécifiques par pôle, au fur et à mesure de la définition des projets.

Par délibération n°URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016, le Bureau la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris acte de ces dispositions et a approuvé les modalités de concertation pour un projet de requalification de la place Jean Jaurès, à la jonction des 1<sup>er</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> arrondissements, au sein des pôles du secteur La Plaine.

Sur la base de cette délibération, des mesures de publicité ont annoncé aux administrés l'objet, les lieux, dates et modalités du déroulement de la concertation.

Elle s'est déroulée du 3 au 31 mars 2017 inclus sous forme d'une exposition publique dans la mairie de secteur des 1<sup>er</sup> et 7<sup>ème</sup> arrondissements et dans le centre municipal d'animation de la mairie des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> arrondissements, et du 12 juin au 12 juillet 2017 inclus en mairie des 6<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> arrondissements. Lors de ces expositions, un dossier d'information et un registre ont été mis à disposition du public permettant de consigner les remarques, questions et observations et treize permanences techniques ont été tenues afin de répondre aux questions des visiteurs.

Aujourd'hui, il est proposé d'approuver le bilan de cette concertation dont les pièces sont jointes en annexe du présent rapport. Ce bilan met particulièrement en avant l'attente des habitants et usagers sur les points suivants :

- La circulation et le stationnement : il ressort des registres une forte attente d'un apaisement des flux de circulation et des aménagements pour organiser le stationnement aux abords de la place ainsi qu'un renforcement de la desserte en transports en commun du quartier (pour améliorer notamment la liaison avec le Vieux Port et l'hyper centre).
- L'aménagement de la place : les propositions font ressortir la volonté de maintenir une multiplicité des usages de la place et un espace ouvert sans fonctions

a priori attribuées en conservant le marché, les terrasses de café et les autres usages existants.

- Les impacts économiques: il est exprimé la crainte d'une inflation du marché de l'immobilier du secteur après la requalification de la place. La majorité des participants souhaite le maintien de la taille du marché forain et craint sa transformation en marché purement touristique ne répondant plus aux attentes des usagers actuels ; crainte également du changement des enseignes commerciales en pieds d'immeubles.

- La gestion future de la place : les participants encouragent les pouvoirs publics à prévoir une continuité dans la gestion de la place après réaménagement au niveau de la sécurité, du nettoyage et de l'entretien du mobilier et des espaces verts créés.

Enfin, les riverains qui se sont prononcés reconnaissent la nécessité d'agir mais ont de fortes attentes en matière de concertation. Les habitants sont profondément attachés à ce quartier et à son identité culturelle. Ils souhaitent être associés d'avantage dans l'ensemble des phases du projet qu'ils veulent participatif et transparent.

Le bilan de la concertation sera mis en ligne sur le site internet de la SOLEAM, concessionnaire.

Ces remarques sont en cours d'étude par le concessionnaire. On peut noter par exemple : la prise en compte de la demande de toilettes publiques supplémentaires, un travail sur la localisation du marché durant les travaux, l'évaluation des impacts circulatoires du projet sur le quartier et des propositions de solutions alternatives sur les rues adjacentes au projet, etc.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-

Provence ;

- La délibération n°URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre Ville » relève d'une logique de renouvellement urbain et qu'elle prévoit des concertations spécifiques par pôle, au fur et à mesure de la définition des projets.
- Que la concertation pour le projet de requalification de la place Jean Jaurès à la limite des 1<sup>er</sup>, 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> arrondissements, au sein des pôles du secteur La Plaine s'est déroulée du 3 mars au 31 mars 2017 inclus puis du 12 juin au 12 juillet inclus.
- Qu'il convient d'approuver le bilan de cette concertation publique autour des pôles du secteur « La Plaine ».

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le bilan de la concertation publique ci-annexé pour le projet de requalification de la place Jean Jaurès à la limite des 1<sup>er</sup>, 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> arrondissements, au sein des pôles du secteur La Plaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 031-2789/17/CM**

**■ Concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Campanelle à La Ciotat- Approbation du dossier de réalisation et du programme des équipements publics  
MET 17/4414/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des articles R.311-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, le Conseil Municipal de La Ciotat a approuvé par délibération du 5 juillet 2010 le dossier de création de la ZAC de la Campanelle.

La Zone d'Aménagement Concerté de la Campanelle constitue au regard du Programme d'Aménagement et de Développement Durable du PLU de la Commune de La Ciotat, un secteur d'extension urbaine dévolu à l'Habitat. Il se situe au Nord Est du Centre-Ville, entre l'A50 et l'avenue Guillaume Dulac.

Ce projet s'inscrit à la fois dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat et répond aux prescriptions du PLU. Le parti d'aménagement de la ZAC vise en outre à intégrer les critères d'un éco-quartier répondant à des principes de développement durable.

Les lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine sont venues renforcer les compétences de l'EPCI en matière d'aménagement de l'espace communautaire et notamment la réalisation de Zones d'Aménagement Concerté.

Conformément aux délibérations FAG 5-519/CC du 26 juin 2006 et FCT 008-23/10/15 CC, définissant l'intérêt communautaire, sont considérées d'intérêt communautaire les opérations d'aménagement dont l'objet consiste à titre principal en la mise en œuvre des compétences communautaires en matière de politique de la ville et ou d'équilibre social en matière d'habitat sur le territoire communautaire.

En conséquence, un certain nombre d'opérations d'aménagement en cours sur la Ville de La Ciotat répondant à ces critères ont été transférées par délibération FCT 030-1585/15/CC à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, parmi lesquelles la ZAC de la Campanelle.

Cette dernière s'est ainsi substituée à la Ville de La Ciotat dans les charges et les obligations des conventions passées avec l'aménageur.

Le projet d'aménagement de la ZAC de la Campanelle a été concédé à Bouygues Immobilier par délibération du 23 décembre 2013 du Conseil Municipal de La Ciotat et a pour objectif :

- d'organiser et structurer le secteur en créant de nouvelles voiries et des réseaux ;
- spatialiser le programme du quartier en extension d'un tissu urbanisé et en cohérence avec la ZAC du Garoutier,
- protéger la qualité environnementale et paysagère du site en privilégiant le volet paysager (plantations sur voie, architecture intégrée), conservation de la Bastide Marin,
- développer une offre de logements diversifiée,
- promouvoir des principes de développement durable ;
- créer un tronçon de voie douce sur le tracé de l'ancienne voie de chemin de fer et dont une section traverse le site de la ZAC de la Campanelle.

L'opération projetée permet de viabiliser un ensemble de logements d'habitat collectif dont 25% minimum de

logements sociaux ainsi que des logements à prix maîtrisés (10%).

En matière d'équipements publics, il est prévu :

- la création de voies métropolitaines internes à la ZAC qui viendront se relier aux voies réalisées dans la ZAC du Garoutier ;
- la connexion avec l'Avenue Guillaume Dulac ;
- la réalisation de réseaux divers publics dont les ouvrages de rétention hydraulique.

Conformément à l'article R311-7 du Code de l'Urbanisme, le dossier de réalisation comporte :

- le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone,
- le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps.
- le complément, en tant que de besoin, de l'étude d'impact mentionnée à l'article R.311-2, notamment en ce qui concerne les éléments qui ne pouvaient pas être connus au moment de la constitution du dossier de création.

Il convient que le Bureau de Métropole approuve le dossier de réalisation et le programme des équipements publics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté de la Campanelle à La Ciotat relève des compétences d'aménagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le parti d'aménagement de cette opération s'inscrit dans les objectifs de développement durable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté de la Campanelle, ci-annexé.

**Article 2 :**

Est approuvé le programme des équipements publics de la Zac de la Campanelle ci-annexé.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 032-2790/17/CM**

**■ Approbation d'un périmètre de sursis à statuer - secteur Solidarité/Kallisté/La Granière dans le quartier Notre Dame Limite à Marseille 15ème arrondissement  
MET 17/4470/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Situé en limite nord de Marseille, le secteur Solidarité/Kallisté/La Granière qui s'étend sur près de 100 hectares constitue un secteur à enjeux depuis de nombreuses années.

En effet, les sites Kallisté et Solidarité bénéficient, chacun séparément, du premier programme national de rénovation urbaine. La site de la Granière présente des signes de dégradation qui devront être étudiés. Ce secteur Solidarité/Kallisté/La Granière a été identifié

comme site prioritaire d'intervention du contrat de ville pour la mise en œuvre du nouveau programme de rénovation urbaine (NPNRU). Présentant des dysfonctionnements urbains importants, les interventions sur ce site devront donc être poursuivies et consolidées dans le cadre du NPNRU.

Dans l'attente de définition d'une stratégie urbaine à l'échelle du secteur garantissant une cohérence territoriale, il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'instituer un périmètre de sursis à statuer en application de l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme afin de ne pas compromettre ou rendre plus onéreuse la mise en œuvre du projet d'aménagement à l'échelle de ce secteur.

Ce projet public nécessitera une ou plusieurs opérations d'aménagement urbain et la délivrance de permis de construire pourrait remettre en cause les choix urbains relatifs à l'aménagement de ce secteur et, le cas échéant, aux voiries et équipements nécessaires à la réalisation de ce projet.

Le plan précis du périmètre de sursis à statuer est joint en annexe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.424-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le secteur Solidarité/Kalliste/La Granière doit faire l'objet d'un projet urbain dans le cadre du NPNRU,
- Qu'il convient de ne pas compromettre la faisabilité d'un projet public d'aménagement à définir.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Le projet public d'aménagement urbain est pris en considération par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est approuvée l'instauration d'un sursis à statuer sur le périmètre joint en annexe.

### **Article 2 :**

En application des articles L.424-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, le sursis à statuer pourra être opposé aux demandes d'autorisations concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreux le projet d'aménagement du secteur Solidarité/Kallisté/La Granière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 033-2791/17/CM**

### **■ Avis sur le règlement des Zones d'Aménagement Concerté suite à la mise en révision générale du Plan d'Occupation des Sols en forme de Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Fos-sur-Mer MET 17/4563/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence informe le Conseil de la Métropole que la mise en révision générale du Plan d'Occupation des Sols (POS) en forme de Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été prescrite par délibération n° 2014-189 du Conseil Municipal de Fos-sur-Mer du 13 octobre 2014. Le projet de révision a été arrêté par délibération n° 2017-82 du Conseil Municipal de Fos-sur-Mer du 6 juin 2017.

L'article L.153-18 du Code de l'Urbanisme précise que lorsque le projet de révision d'un PLU a pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de ZAC créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis

préalablement à l'approbation du PLU élaboré ou révisé.

Cet avis doit être émis dans un délai de trois mois à compter de la saisine de la ville et est réputé émis en l'absence de réponse à l'issue de ce délai. Toutefois, le silence de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale à l'origine de la ZAC vaut rejet du projet.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc été saisie par courrier du projet du PLU de la commune afin qu'elle formule un avis au regard des ZAC du territoire communal dont elle est à l'initiative.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-18 et R.153-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014, pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renoué, Chapitre IV, section 7, article 161 ;
- La loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt, dite « loi LAAF » ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2014-189 du Conseil Municipal de Fos-sur-mer du 13 octobre 2014 prescrivant la révision générale du POS en forme de PLU de la commune ;
- La délibération n° 2017-82 du Conseil Municipal de Fos-sur-Mer du 6 juin 2017 arrêtant le projet du PLU ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Est donné un avis favorable au règlement applicable à l'intérieur des périmètres des ZAC dans le PLU arrêté le 6 juin 2017, plus précisément :

- La ZAC de Lavalduc, créée le 22 juin 1990 par arrêté préfectoral
- La ZAC du Mazet II, créée le 25 juillet 1988 par arrêté préfectoral
- La ZAC des Portes de la Mer, créée le 20 décembre 1994 par arrêté préfectoral

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 034-2792/17/CM**

**■ Approbation de la modification simplifiée n° 3 de la Zone d'Aménagement Concerté du Mazet II de Fos-sur-Mer  
MET 17/4565/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est rappelé la procédure de la modification simplifiée n° 3 de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Mazet II de la commune de Fos-sur-Mer.

La modification simplifiée n° 3 envisagée a pour objet la suppression de deux réservations pour équipements publics de la ZAC du Mazet II.

Par arrêté n° 32/16 du 25 août 2016, conformément aux articles L.311-7 et L.153-45 du Code de l'Urbanisme, Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit la modification simplifiée n° 3 de la ZAC du Mazet II de Fos-sur-Mer qui a fait l'objet des mesures de publicité suivantes :

- Affichage de l'arrêté du 20 septembre au 20 octobre 2016 au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au Service Planification Urbaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire Istres-Ouest Provence et à l'Hôtel de Ville de la commune de Fos-sur-Mer ;
- Mise en ligne sur le site internet du territoire Istres-Ouest Provence du 20 septembre au 20 octobre 2016 : [www.ouestprovence.fr](http://www.ouestprovence.fr) ;
- Publication de l'avis au public dans les éditions de La Provence et de la Marseillaise du 20 septembre 2016.

Par courrier en date du 17 mars 2017 Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément aux articles L.153-40, L.132-7 et L.132-

9 du Code de l'Urbanisme, a notifié aux personnes publiques associées le projet de modification simplifiée n° 3 de la ZAC du Mazet II de la commune de Fos-sur-Mer.

La notification du projet n'a suscité aucune observation de leur part.

Par délibération n° URB 014-1819/17/CM du 30 mars 2017 le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, a fixé les modalités de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n° 3 de la ZAC du Mazet II de la commune de Fos-sur-Mer comme suit :

- Affichage de la délibération au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition du public au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Le Pharo 58 boulevard Charles Livon 13007 Marseille, au Service Planification Urbaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres, à l'Hôtel de Ville de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer et en divers endroits de la commune ;
- Mise à disposition au Service Planification Urbaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire Istres-Ouest Provence, Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres et à l'Hôtel de Ville de la commune de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer, d'un dossier comportant le projet de modification envisagé et d'un registre permettant au public de formuler des observations, du mardi 2 mai 2017 au mardi 6 juin 2017 inclus, du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ;
- Mise en ligne du dossier sur le site internet officiel du territoire Istres-Ouest Provence : [www.ouestprovence.fr](http://www.ouestprovence.fr) ;
- Insertion d'un avis au public dans la presse locale.

Les mesures de publicité ont été réalisées de la manière suivante :

- Affichage de la délibération du 21 avril 2017 au 6 juin 2017 inclus au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Le Pharo 58 boulevard Charles Livon 13007 Marseille, au Service Planification Urbaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres, à l'Hôtel de Ville de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer et en divers endroits de la commune ;
- Mise en ligne du dossier sur le site internet officiel du territoire Istres-Ouest Provence : [www.ouestprovence.fr](http://www.ouestprovence.fr) du 2 mai 2017 au 6 juin 2017 ;
- Insertion d'un avis au public dans les éditions de La Provence et de la Marseillaise du 19 avril 2017.

La mise à disposition du public du projet de modification simplifiée s'est déroulée au Service



Planification Urbaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres et à l'Hôtel de Ville de la commune de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer du 2 mai 2017 au 6 juin 2017 inclus.

Durant cette mise à disposition du public, aucune observation n'a été formulée.

La délibération, une fois adoptée, sera affichée au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au Service Planification Urbaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, à l'Hôtel de Ville et en divers endroits de la commune de Fos-sur-Mer durant un mois, ainsi que sur le site internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, [www.ouestprovence.fr](http://www.ouestprovence.fr). Elle fera l'objet d'un avis au public qui sera inséré dans la presse locale.

Le dossier de la ZAC du Mazet II modifié sera tenu à la disposition du public au service Planification Urbaine du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence Trigance 4 allée de la Passe Pierre 13800 Istres et à l'Hôtel de Ville de la commune de Fos-sur-Mer, rue René Cassin 13270 Fos-sur-Mer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 101-1, L 101-2, L 311-7, L 153-37, L 153-45, L 153-48, R 153-20 et R 153-21 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014, pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, Chapitre IV, section 7, article 161 ;
- La ZAC du Mazet II de la Commune de Fos-sur-Mer approuvée le 25 juillet 1988,

modifiée le 18 octobre 1994 et le 16 décembre 2010 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la notification du projet n'a suscité aucune observation de la part des personnes publiques associées ;
- Que la mise à disposition du public de ladite modification simplifiée n'a suscité aucune observation de la part du public ;

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le projet de modification simplifiée n° 3 de la ZAC du Mazet II de la commune de Fos-sur-Mer portant sur la suppression de deux réservations pour équipements publics, annexée à la présente délibération, composée des pièces suivantes :

- Notice de présentation ;
- Programme des Equipements Publics (PEP) avant et après modification ;
- Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) avant et après modification.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 035-2793/17/CM**

**■ Opération d'aménagement de Château-Gombert II à Marseille 13ème arrondissement - Projet de création d'une zone d'aménagement concerté - Dispositions concernant les modalités de la concertation publique préalables à la création d'une ZAC  
MET 17/4816/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire de Château-Gombert, dans le 13ème arrondissement de Marseille, connaît une urbanisation importante depuis trois décennies. La Ville de Marseille a créé en 1986 la ZAC du technopôle de Château-Gombert en orientant l'aménagement de ce secteur vers une vocation mixte logements et activités liées à l'innovation technologique et entrepreneuriale avec l'accueil de deux grandes écoles d'ingénieurs, de laboratoires de recherche, d'entreprises dans les

domaines technologique et tertiaire ainsi que d'organismes d'appui à l'innovation. Cette opération a connu un développement important représentant aujourd'hui environ 410 000 m<sup>2</sup> de surface de planchers, dont 201 000 m<sup>2</sup> pour l'activité économique, l'enseignement supérieur et la recherche, et 209 000 m<sup>2</sup> pour le logement. Elle a permis le développement de 170 entreprises, a généré la création de plus de 4000 emplois privés et publics, dont 1 160 enseignants chercheurs et accueille environ 2 400 étudiants, élèves ingénieurs pour la plupart, dans les deux grandes écoles d'ingénieurs, Centrale et Polytech Marseille. Devenu un pôle technologique majeur dans les sciences pour l'ingénieur, ce territoire est clairement identifié comme un secteur à enjeux et un espace économique majeur qu'il convient de conforter et amplifier.

Ainsi, la Ville de Marseille a engagé une étude urbaine pré-opérationnelle en décembre 2014 sur les terrains se trouvant au nord de la zone d'aménagement concerté (ZAC) actuelle dont la situation permet d'envisager une extension du Technopole de Château-Gombert et des connections avec le noyau villageois. En effet, environ 30 hectares de foncier au nord du technopôle ont été maintenus en zone AU du PLU actuel et font l'objet d'une orientation d'aménagement qui préconise une répartition habitat, activités et services. Sur ce territoire, un sursis à statuer a été institué par délibération du conseil municipal du 25 juin 2012 et la Ville a approuvé une convention entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Établissement Public Foncier par délibération du 5 décembre 2016 pour réguler les prix des cessions et amorcer la maîtrise du foncier. Enfin, le Préfet a instauré un périmètre de ZAD en avril 2014 où la Ville est titulaire du droit de préemption.

Les réflexions et études conduites par les services de la Ville et de la Métropole Aix-Marseille-Provence orientent le développement urbain du secteur vers un projet d'aménagement dont les enjeux tournent autour de 3 objectifs principaux :

- parfaire le développement du technopôle pour répondre à une ambition métropolitaine et valoriser l'existant,
- assurer un développement harmonieux des constructions pour créer un lien entre le technopole et le noyau villageois de Château-Gombert, avec une recherche de mixité logements/activités
- articuler au mieux l'extension urbaine autour de la future voie Est - Ouest (LINEA...).

Les équipements identifiés pour accompagner le développement du secteur seraient un groupe scolaire, une crèche et un stade de sports.

Ce projet pourrait passer en phase opérationnelle à travers une opération d'aménagement sous forme de ZAC dont la réalisation relèvera de la Métropole qui,

sollicitée par la Ville de Marseille, a inscrit à son budget les crédits nécessaires à hauteur de 15 millions d'euros.

Dans ce contexte, les articles L 103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme prévoient qu'avant toute création de ZAC, l'organe délibérant de l'EPCI délibère sur les objectifs poursuivis et sur les modalités d'une concertation associant durant toute la durée de l'élaboration du projet les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées et ce, dès le commencement des études préalables.

Préalablement à la mise au point du dossier de création d'une future ZAC et de son programme précis d'aménagement qui feront l'objet de rapports ultérieurs auprès du Conseil de la Métropole, il est prévu au titre des articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme d'organiser une concertation publique dont il convient dès à présent de déterminer les modalités :

- une réunion publique de lancement de la concertation,
- une réunion de clôture,
- une exposition publique des documents explicitant le projet pendant un mois,
- un registre mis à disposition du public, permettant de consigner les remarques, questions et observations des habitants et usagers,
- une permanence technique, dont le calendrier sera précisé dans l'avis public, permettant d'apporter des explications et répondre aux questions,
- d'une façon générale, tout autre moyen de diffuser le plus largement les informations relatives à ce projet public.

Les dates et lieux de l'exposition et des permanences, seront portés à la connaissance du public par un avis qui sera publié dans deux journaux locaux, affiché en mairie de Marseille et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et mis en ligne sur les sites internet de ces Collectivités locales concernées.

A l'issue de la concertation, un bilan sera soumis à l'approbation de l'assemblée métropolitaine. Une synthèse du bilan de la concertation sera consultable en ligne sur le site internet des Collectivités locales Ville et Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la procédure de ZAC est envisagée pour permettre un développement urbain maîtrisé de l'extension de Château-Gombert II, que les articles L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme prévoient qu'avant toute création de ZAC, l'organe délibérant de l'EPCI délibère sur les objectifs poursuivis et sur les modalités d'une concertation durant toute la durée de l'élaboration du projet.

**Délibère**

**Article unique :**

Sont approuvés les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation publique précisés par le présent rapport conformément aux articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme avant toute création de ZAC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 036-2794/17/CM**

**■ Opération d'aménagement de l'îlot du stade à Meyrargues - Lancement de la procédure de Zone d'Aménagement Concerté - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation  
MET 17/4781/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Meyrargues est propriétaire d'un tènement foncier d'environ 2 hectares situé en centre ville, sur l'emplacement du stade municipal. Dans le cadre de la révision de son PLU, elle a souhaité délocaliser cet équipement sur un site plus approprié, ce qui libère un foncier idéalement situé dans le village pour un projet de renouvellement urbain.

L'enjeu de l'urbanisation de ce secteur étant particulièrement important, la commune a sollicité la Communauté de Pays d'Aix en vue de réaliser une étude de faisabilité qui a permis de définir un programme d'aménagement et de déclarer le projet d'intérêt communautaire en novembre 2015 sur la base de critères définis dans une délibération cadre (densité supérieure à 60 logements/ha, 40% minimum de logements locatifs sociaux, approche environnementale de l'urbanisme).

Le site de l'îlot du stade a fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation dans le PLU avec environ 120 logements à réaliser dont 40 % de logements locatifs sociaux. Il est également inscrit dans le Contrat de Mixité Sociale de la commune.

En 2016, la Métropole a confié une convention d'études à la SPLA Pays d'Aix Territoires en vue d'élaborer les études préalables aux dossiers de ZAC qui s'avère la procédure la plus adéquate au regard de l'importance du projet pour Meyrargues.

Sur la base de ces éléments, il est proposé aujourd'hui d'engager une procédure de ZAC sur le périmètre de l'îlot du stade.

**I – les objectifs de la ZAC**

A l'issue des études réalisées à ce jour, les objectifs du projet sont les suivants :

- Renforcer la centralité du village en proposant un habitat diversifié et une mixité sociale,
- Respecter les formes urbaines du village en terme de volumétrie et de hauteur,
- Ouvrir le futur quartier à son environnement proche en créant une urbanisation ouverte sur le vallon et aménager des connexions avec la RD 96 et le village,
- Créer un système viaire apaisé en sens unique et privilégier les modes de

- déplacement doux, notamment à l'arrière du cours des Alpes,
- Aménager des espaces publics de qualité autour d'une place donnant sur la Grand Vallat, avec un équipement de type maison de santé et quelques commerces en rez de chaussée,
- S'inscrire dans une démarche Eco Quartier.

La présente délibération acte le lancement de la procédure de ZAC dont le périmètre sera précisément défini dans le cadre du dossier de création.

## II – Les modalités de la concertation

L'article L103-2 du Code de l'urbanisme prévoit la mise en œuvre d'une concertation préalablement à l'arrêt du projet. Il convient donc de définir les objectifs poursuivis et les modalités de cette concertation qui doivent être fixés par l'organe délibérant de la collectivité.

La concertation doit permettre tout au long de l'élaboration du projet d'associer les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Pour ce faire, les modalités suivantes sont proposées :

- mise en place d'une exposition permanente en mairie de Meyrargues et au siège du Territoire du Pays d'Aix, accompagné d'un registre permettant à la population d'y consigner ses observations ou ses propositions pendant toute la durée de la procédure de concertation ;
- publications d'articles dans le magazine municipal de la Commune de Meyrargues pour informer la population de l'état d'avancement du projet ;
- publication d'article sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix ;
- présentation à la population des objectifs et du contenu du projet lors de deux réunions publiques.

L'information de la population précisant toutes les dates, les lieux et heures de réception du public se fera par voie de presse et/ou d'affichage. Le bilan de la concertation sera présenté en Conseil de Métropole et, par la suite, mis à disposition du public ; l'adoption du dossier de création qui en découlera sera l'acte créateur de la ZAC.

Le projet de ZAC est assujéti à la réalisation d'une étude d'impact qui vise à évaluer les impacts que le projet peut avoir sur l'environnement dans ses différentes composantes et à proposer des solutions pour remédier aux éventuels effets néfastes du projet (mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation). Celle-ci est en cours et fera l'objet d'un avis de l'autorité environnementale de l'État.

Dans le cadre de la participation du public à l'élaboration de projets susceptibles d'avoir un effet sur l'environnement, définie à l'article L123-9 du Code de

l'Environnement, l'ensemble des pièces constituant le dossier de création comprenant notamment l'étude d'impact sera mis à disposition du public par voie électronique. Le bilan de la concertation sera également tenu à disposition du public. Les modalités de participation du public par voie électronique seront définies ultérieurement dans la délibération qui tirera le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération n°2011\_A100 du Conseil communautaire de la CPA du 30 juin 2011 définissant les critères d'une opération communautaire en matière d'aménagement ;
- La délibération n°2015\_A254 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'îlot du stade à Meyrargues ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017.

### Où le rapport ci-dessus,

### Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Que les objectifs de renouvellement urbain portés par ce projet s'inscrivent dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du PLU de la commune de Meyrargues.

### Délibère

### **Article 1 :**

Sont approuvés les objectifs de l'opération de l'îlot du stade tels que définis dans l'exposé, ainsi que le principe de lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté.

### **Article 2 :**

Sont adoptées les modalités de la concertation telles que décrites ci-dessus.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à procéder à toutes les formalités à venir dans le cadre de la procédure de ZAC ainsi que dans le cadre de la concertation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 037-2795/17/CM**

#### **■ Approbation du bilan de la concertation publique préalable à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté sur le Pôle Flammarion à Marseille 4ème arrondissement MET 17/4822/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville et la CU MPM ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre-Ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'Opération « Grand Centre Ville » mise en place dans ce cadre pour le renouvellement urbain de 35 pôles, avec pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activités et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette,
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement de l'espace public existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics liés, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Inclus dans l'Opération Grand Centre Ville, le pôle Flammarion est mitoyen de grandes opérations d'urbanisme en lien avec la rénovation du réseau ferré et la reconversion des friches militaires. Il s'agit d'un secteur adossé aux voies ferrées, bordé par la rue Bénédict et le boulevard Flammarion dans le quartier des Chutes Lavies au nord ouest du 4<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille. Cet ancien secteur industriel d'une superficie de près de 6 ha connaît une évolution suite au départ de nombreuses entreprises trop à l'étroit en centre ville. Il est devenu un site stratégique en termes de renouvellement urbain du centre ville et une mutation s'est déjà engagée avec la création de plus de 300 logements, mais sans réelle cohérence d'ensemble, l'occupation actuelle restant disparate et mal irriguée, voire enclavée.

Les études préalables conduites visent à permettre la création et la desserte d'un îlot résidentiel. Les principes d'aménagements s'articulent autour d'un maillage doux irriguant une nouvelle centralité où la gestion hydraulique et paysagère devra être mise en avant. Le programme proposé s'oriente essentiellement vers du logement dans un secteur du centre ville où la demande est forte, complété par des équipements publics (groupe scolaire, crèche, équipement de proximité) induits par l'arrivée de près de 1000 personnes nouvelles et des activités tertiaires. La procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) est envisagée pour permettre un traitement global et maîtrisé du pôle tout en mobilisant les financements des infrastructures auprès des promoteurs.

Conformément aux articles L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n°URB 009-1413/16/CM du 15 décembre 2016, les modalités de concertation pour le recours à la procédure de ZAC envisagée sur le secteur Flammarion. Sur la base de cette délibération, des mesures de publicité ont annoncé aux administrés l'objet, les lieux, dates et modalités du déroulement de cette concertation.

Une rencontre avec les CIQ a eu lieu le 26 avril 2017. Une conférence de presse s'est tenue le 20 juin à l'initiative des élus. La concertation s'est déroulée du 21 juin au 21 juillet 2017 inclus sous forme d'une exposition au CMA Méridien (Centre Municipal d'Animation de la Mairie des 4<sup>è</sup> et 5<sup>è</sup> arrondissements,

17 boulevard Jeanne d'Arc à Marseille 5ème) avec des permanences techniques permettant d'apporter des explications et de répondre aux questions. Un registre mis à disposition du public permettait de consigner les remarques, questions et observations des administrés.

Le registre d'observations consigne au total 9 remarques. 5 concernent des questions de proximité des constructions futures. Elles viennent de 4 résidents des immeubles situés dans l'ensemble immobilier Pavillon Longchamp sur le boulevard Camille Flammarion. Ces remarques seront étudiées dans le cadre de l'évolution urbanistique du projet et de sa traduction réglementaire. Deux entreprises présentent sur le périmètre, le syndicat des pharmaciens et une société d'autocariste ont fait des remarques. Si le syndicat est ouvert à une relocalisation hors site, l'autocariste souhaite demeurer sur place. Dans l'intérêt de l'opération d'aménagement, des solutions de relocalisation hors site seront prioritairement recherchées pour cette dernière activité.

Le détail des observations formulées est précisé dans le bilan de la concertation joint en annexe.

Les prochaines étapes relatives à ce projet urbain porteront sur l'adoption du programme prévisionnel d'aménagement et de son bilan financier, avant de concéder la mise au point du dossier de ZAC à l'aménageur, dans le cadre d'un avenant à la concession d'aménagement de l'Opération « Grand Centre Ville ».

A l'issue de la concertation, un bilan doit être soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante compétente. Les évolutions relatives à l'avancée des études seront publiées régulièrement sur le site internet des collectivités concernées et donneront lieu si nécessaire à d'autres rendez-vous avec les habitants, associations locales et autres personnes concernées dans le cadre d'une concertation complémentaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 009-1413/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant les modalités de concertation ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre Ville » concédée à la SOLEAM et transférée à la Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 relève d'une logique de renouvellement urbain.
- Que le pôle « Flammarion » est inclus dans l'Opération Grand Centre Ville.
- Que l'organe délibérant de l'EPCI a délibéré sur les objectifs poursuivis et sur les modalités d'une concertation durant toute la durée de l'élaboration du projet comme prévu par l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme lorsque la procédure de ZAC est envisagée.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le bilan de la concertation publique préalable à la création d'une ZAC envisagée sur le secteur Flammarion à Marseille dans le 4ème arrondissement, joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 038-2796/17/CM**

**■ Clôture de la Zone d'Aménagement Concerté des Tuileries à Saint-Zacharie - SEM Façonéo  
MET 17/4959/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 24-0602 du 26 juin 2002, la Communauté d'Agglomération Garlaban-Huveaune-

Sainte-Baume, devenue Métropole Aix-Marseille-Provence, a conclu avec la SAEMPA, devenue SEM FAÇONEO, une convention publique d'aménagement pour l'opération Aménagement de la ZAC des TUILERIES à Saint-Zacharie.

Le quartier des Tuileries est l'aboutissement de l'opération d'aménagement ZAC des Tuileries. Il se situe en continuité directe du centre du village de Saint-Zacharie, en entrée de ville Est, et, en articulation avec le collège construit par le Conseil Général contigu à l'opération.

Cette opération s'est développée sur un ancien site d'activités de production de céramiques, d'une superficie de 5 hectares, induisant un important programme de dépollution.

Les objectifs poursuivis, délibérés le 26 juin 2002, étaient de :

- Promouvoir une extension de l'urbanisation en continuité urbaine du village, économe en espace ;
- Répondre de façon adaptée aux besoins en logements du secteur, en terme de mixité des types d'habitat tant dans le domaine locatif social que dans celui de l'accession à la propriété et comprenant des commerces de proximités ;
- Réaliser un programme d'équipements publics confortant la centralité du noyau villageois de Saint-Zacharie, de mettre en valeur les éléments du patrimoine existant sur le site, de réserver les emprises nécessaires à l'implantation d'équipements structurants et d'assurer les articulations urbaines nécessaires, notamment avec le futur collège ;
- Définir des principes d'urbanisme dans l'objectif d'un développement urbain greffé sur le centre ancien et permettant de structurer l'entrée de ville Est.

Le dossier de création de la ZAC, approuvé le 11 février 2004, prévoit avec un programme global de construction d'environ 180 logements dont 30 % de logements locatifs, accompagnés de commerces de proximité localisés en pied d'immeuble le long de la nationale. Les lots ont été cédés et le programme de construction a été réalisé.

Le dossier de réalisation, quant à lui a été approuvé le 11 mai 2005 par délibération du Conseil communautaire.

Il prévoyait :

- La réalisation des ouvrages de desserte du quartier (voiries et réseaux divers, aménagement des espaces verts) ;
- La réalisation d'espaces publics dont les proportions et l'organisation rappellent les espaces existants du centre-ville : place

centrale, placette à la croisée des routes, mail planté, cheminement piéton ;

- La cession gratuite à la commune d'un terrain d'environ 1 900 m<sup>2</sup>.

Les travaux d'aménagement ont été réalisés et les ouvrages remis aux différents maîtres d'ouvrage par procès-verbal le 25 février 2014.

Conformément aux objectifs, cette opération d'aménagement greffée au centre ancien de Saint-Zacharie offre un projet architectural composé de petits collectifs mixés avec des maisons de ville s'intégrant parfaitement au cœur du village.

Cette opération a permis la construction de 215 logements répartis en logements collectifs et individuels, locatifs sociaux, accession sociale et accession libre et 1 200 m<sup>2</sup> de commerces et services de proximité ainsi que tous les espaces publics d'accompagnement nécessaires.

L'opération d'aménagement est à ce jour terminée.

Le rapport de présentation remis par le concessionnaire, « dossier de clôture », fait état du déroulement de l'opération d'aménagement.

Il est proposé et au vu des motifs exposés dans le rapport de présentation annexé à la présente délibération de supprimer la « ZAC des Tuileries ». Cela aura comme notamment conséquence :

- l'abrogation de l'acte de création de la ZAC ;
- le rétablissement de la part communale de la Taxe d'Aménagement ;
- l'abrogation des dispositions du cahier des charges de cessions des terrains de la ZAC.

D'un point de vue comptable, les comptes ont été arrêtés par l'aménageur, il en ressort les éléments suivants :

- Le montant des dépenses constatées à la clôture de l'opération s'élève à 8 989 344, 75 € ;
- Le montant des recettes constatées à la clôture de l'opération s'élève à 8 990 420,84 € ;
- Une participation d'un montant de 1 466 000 € a été consentie à l'aménageur suite au niveau de pollution importante du site (présence de métaux lourds) du fait de l'activité, fabrication de tuiles, présente sur le site avant son aménagement.

Après tout mouvement de clôture, il apparaît donc que la SAEMPA devenue SEM FAÇONEO reste redevable à la collectivité d'un montant global de 1 076,09 € (solde d'exploitation), conformément aux dispositions de l'article 25-1 de la convention publique d'aménagement.

Compte tenu de ces éléments et afin de mener à bien la clôture de l'opération, il est proposé :

- D'approuver les comptes présentés par l'aménageur ;
- D'approuver le paiement par la SEM FAÇONÉO au concédant d'un montant de 1 076,09 € ;
- De donner quitus définitif de sa gestion à la SEM FAÇONÉO.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article R.311-12 du Code de l'Urbanisme ;
- La convention publique d'aménagement de la ZAC des Tuileries signée le 9 juillet 2002 ;
- La délibération n° 15/0204 du 11 février 2004 du Conseil communautaire de la communauté d'agglomération « Garlaban-Huveaune- Sainte Baume » devenue « Pays d'Aubagne et de l'Etoile », créant la ZAC des Tuileries ;
- La délibération n° 25/0505 du 11 mai 2005 du Conseil communautaire de la communauté d'agglomération « Garlaban-Huveaune- Sainte Baume » devenue « Pays d'Aubagne et de l'Etoile », approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;
- Le dossier de clôture ci-annexé remis par l'aménageur, la SEM Façonéo ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le programme des équipements publics de la ZAC ait été réalisé et remis en gestion ;
- Que le programme de construction ait été réalisé ;
- Que le rapport remis par l'aménageur est conforme aux dispositions de la convention publique d'aménagement et fait état d'une bonne gestion de l'opération ;
- Que l'existence de la ZAC des Tuileries n'est plus justifiée au vu des motifs exposés dans le rapport de présentation.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est supprimée la ZAC des Tuileries.

**Article 2 :**

Sont approuvés les comptes présentés par l'aménageur présentant un solde d'exploitation de 1 076,09 € en faveur de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La recette sera inscrite au Budget Principal Métropolitain Fractionné (BPMF) 2018 en section d'investissement sur le chapitre 27.

**Article 3 :**

Est donné quitus définitif de sa gestion à la SEM Façonéo pour cette opération d'aménagement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 039-2797/17/CM**

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la charte du Groupe National des Demandes de Valeurs Foncières (DVF)  
MET 17/4305/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élaboration du Plan d'action foncière dont le lancement a été délibéré par le Conseil de Métropole en décembre 2016, il y a lieu de développer un volet « étude et analyse des marchés fonciers et immobiliers », afin de répondre aux enjeux suivants :

- disposer de références de prix « cohérentes », par type de biens, pour pouvoir négocier des acquisitions.
- connaître les grands flux des marchés fonciers et immobiliers (prix et volumes) pour pouvoir mettre en veille le territoire et



anticiper des actions éventuelles de régulation.

Techniquement, pour constituer à terme un observatoire foncier, il y a lieu de se doter d'outils et de données, parmi lesquelles la donnée « DVF » (demandes de valeurs foncières) issue de la Direction Générale des Finances Publiques (GFIP) qui recense les ventes immobilières publiées, complétées du descriptif des biens en provenance du cadastre.

L'exploitation de cette donnée est très complexe, et a donné lieu depuis 2014 à des réflexions et travaux sur le plan national et local avec l'ensemble des opérateurs fonciers constitués en Groupe National DVF.

Avec l'ouverture de ces données aux acteurs privés, permise par la loi République Numérique du 7 octobre 2016, le Groupe National a décidé de proposer une charte précisant les fondements, l'organisation et le fonctionnement du groupe et d'en définir les modalités d'adhésion. En effet, pour accompagner cette ouverture dans les meilleures conditions il est nécessaire de veiller à la mutualisation des ingénieries et à homogénéiser les méthodes d'exploitation de cette donnée compte tenu des enjeux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence va se doter d'un outil à même de lui permettre d'exploiter au mieux la donnée DVF dans son SIG en cours de construction.

Il est donc important à ce stade d'adhérer à cette charte pour rejoindre un réseau de praticiens expérimentés, échanger sur les pratiques d'évaluation des marchés fonciers et immobiliers et participer aux avancées techniques au plus près des besoins des utilisateurs fonciers.

C'est pourquoi il y a lieu d'approuver l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la charte du Groupe National des Demandes de Valeurs Foncières (DVF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le principe du Plan d'Action Foncière métropolitain
- La loi République Numérique du 7 octobre 2016 ;
- La charte du Groupe National DVF

**Où il est dit, ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que dans le cadre de l'élaboration du Plan d'action foncière métropolitain et des prémices de l'Observatoire foncier il y a lieu de connaître les marchés fonciers et immobiliers ;
- Que la donnée DVF est à même de répondre à ce besoin mais relève d'une exploitation complexe ;
- Que le Groupe National DVF accompagne cette exploitation pour mutualiser les ingénieries et homogénéiser les traitements à l'heure de l'ouverture de ces données aux secteurs privés.

#### **Délibère**

#### **Article 1:**

Est approuvée la charte du Groupe National DVF.

#### **Article 2:**

Est approuvée l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la charte du Groupe National DVF et la désignation des représentants techniques utilisateurs-titulaires et suppléants (ci-annexées). Cette adhésion n'a pas d'incidence financière en termes d'investissement.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette charte et tous les documents nécessaires. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 040-2798/17/CM**

### **■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la charte des utilisateurs d'Urbansimul MET 17/4311/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élaboration du Plan d'action foncière dont le lancement a été délibéré par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en décembre 2016, et des prémices de l'observatoire foncier il y a lieu de se doter d'outils d'aide à la prospection foncière.

Un travail d'ingénierie foncière a été engagé avec différents partenaires au travers de l'élaboration de référentiels fonciers sur plusieurs conseils de territoires qui nécessite d'être approfondi et élargi à l'échelle du territoire métropolitain.

En parallèle, un projet innovant a été développé par l'INRA Unité éco-développement et par le Cerema Méditerranée au travers d'un partenariat associant la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), l'Etablissement public foncier PACA, le centre régional de l'information géographique (CRIGE) et l'Etat (DREAL PACA) visant à développer un outil d'analyse et de prospective foncière sur l'ensemble de la région PACA.

Cet interface urbansimul traite l'ensemble des informations géographiques et foncières disponibles et la grande majorité des contraintes physiques et légales existantes afin d'en faire ressortir le foncier en nature de terrain nu, potentiellement urbanisable.

Il permet notamment de :

- Evaluer les disponibilités foncières
- Consolider les données utilisées sur un territoire
- Réaliser un diagnostic foncier automatique une fois les données consolidées.
- Tester des données expérimentales (documents d'urbanisme, zonage)
- Scénariser l'urbanisation future

Par ailleurs, le module de simulation d'Urbansimul permet également d'analyser rétrospectivement l'effet des politiques foncières.

A partir de juin 2017, l'accès à Urbansimul est élargi à toutes les collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'Etat en région PACA sous une version Beta du site web. À partir d'octobre 2017, l'ouverture complète du site web sera proposée sur l'ensemble de la région PACA.

Techniquement, pour constituer à terme un observatoire foncier, il y a lieu de se doter d'outils et de données, parmi lesquelles l'outil Urbansimul en cours de développement et d'expérimentation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence peut par ce biais se positionner en tant que collectivité expérimentatrice de ce service.

Il est donc important à ce stade d'adhérer à cette charte pour rejoindre un réseau de praticiens expérimentés, échanger sur les pratiques de prospective foncière et participer aux avancées techniques au plus près des besoins des utilisateurs fonciers.

C'est pourquoi il y a lieu d'approuver l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la charte des utilisateurs d'Urbansimul.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le principe du Plan d'Actions Foncières métropolitain
- la charte des utilisateurs d'Urbansimul

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que dans le cadre de l'élaboration du Plan d'action foncière métropolitain et des prémices de l'Observatoire foncier il y a lieu de se doter d'outils d'aide à la prospection foncière.
- Que le service web urbansimul est un service web expérimental susceptible de répondre à

ce besoin et capable d'accompagner la Métropole dans le développement et le suivi de ses politiques foncières et d'aménagement.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la charte des utilisateurs d'Urbansimul.

### **Article 2 :**

Est approuvée l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la charte des utilisateurs d'Urbansimul. Cette adhésion n'a pas d'incidence financière en termes d'investissement.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette charte et tous les documents nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 041-2853/17/CM**

### **■ Modification du Programme des Equipements Publics de la ZAC de la plate-forme de Clesud sur les communes de Grans et Miramas**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Sur l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille-Provence, il a été décidé de réaliser une plate-forme logistique multimodale associée à un chantier de transbordement, pour le transport combiné rail-route, sur les communes de Grans et Miramas. Pour mener à bien cette opération, un Syndicat Mixte d'Equipement (SME) associant le Syndicat d'Agglomération Nouvelle du Nord de l'Étang-de-Berre, le Conseil Général des Bouches du Rhône et la CCI Marseille Provence a été créé.

L'opération a été déclarée d'utilité publique par un arrêté préfectoral du 13 mars 1997.

Par arrêté préfectoral en date du 24 avril 1997, la ZAC de la Plate-forme sur les communes de Grans et Miramas a été créée.

Par arrêté préfectoral du 22 juin 1998, le Plan d'Aménagement de Zone de la ZAC de la plate-forme sur les communes de Grans et Miramas a été approuvé.

Une première modification simplifiée de la Zone d'Aménagement Concerté a été approuvée par délibération du SAN en date du 24 septembre 2004.

Une deuxième modification simplifiée a été approuvée par délibération en date du 21 juin 2012.

Par arrêté préfectoral en date du 21 juillet 2016, il a été mis fin à l'exercice des compétences du SME Euro-Alpilles à compter du 31 août 2016.

L'ensemble des biens, droits et obligations du SME Euro-Alpilles a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016, qui, en application de l'article L 5215-21 du CGCT, est substituée de plein droit au SME Euro-Alpilles.

Le programme initial des équipements publics de la ZAC prévoyait un système de défense incendie raccordé au réseau incendie de la commune de Miramas.

Or, au regard du développement de la plate-forme sur la commune de Grans, un renforcement du système de défense incendie est devenu nécessaire, se traduisant par la réalisation de deux stations de pompage munies d'un bassin de stockage afin de maintenir le fonctionnement pendant les interventions de maintenance ou réparation et de sécuriser la ZAC par une forte augmentation de la capacité de stockage d'eau brute.

Dans ce contexte, il convient donc de modifier le Programme des Equipements Publics afin d'intégrer le renforcement du système du réseau incendie par l'intégration ces deux nouvelles ressources en eau brute et d'actualiser en conséquence les plans des réseaux incendie, arrosage et eau potable.

Ce dossier a été notifié, par application de l'article R 311-8 du Code de l'Urbanisme, aux mairies de Miramas et Grans qui ont émis un avis favorable par délibération du conseil municipal.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la modification du Programme des Equipements Publics de la ZAC de la plate-forme sur les communes de Grans et Miramas, portant sur le renforcement du système du réseau incendie et l'actualisation des plans des réseaux incendie, arrosage et eau potable, annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

La présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R311-9 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage pendant un mois à la Métropole Aix-Marseille Provence et aux Mairies des communes de Grans et Miramas, d'une mention dans un journal régional ou local diffusé dans le Département, et d'une publication au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente délibération sera rendue exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

***Commission "Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville"***

\*\*\*\*\*

**DEVT 001-2799/17/CM**

■ **Approbation du Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) de 9 quartiers d'intérêt national (Centre Nord / Saint-Mauront, Air Bel, Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers, Frais Vallon / La Rose, Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert, Saint-Antoine / Bricarde / Castellane, Solidarité / Kallisté, La Savine et La Cabucelle / Les Crottes) et de 5 quartiers d'intérêt régional (Consolat / Ruisseau Mirabeau, Campagne Lévêque, Résidence les Aygalades, La Maurelette et Bassens / Visitation) situés sur la commune de Marseille**

**MET 17/4745/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, a réformé la politique de la ville en créant un nouveau cadre pour la politique de la ville et en renouvelant ses outils d'intervention, à travers :

- une nouvelle géographie prioritaire,
- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,
- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont donc remplacés, par un contrat de ville unique mis en œuvre à l'échelle intercommunale. Par délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015, le conseil communautaire de Marseille Provence Métropole approuvait le Contrat de Ville Intercommunal 2015-2020.

Signé le 17 juillet 2015 par plus de 50 partenaires, au rang desquels l'Etat, la Région, le Département, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les villes de Marseille, La Ciotat, Septèmes-les Vallons et Marignane, divers acteurs économiques et sociaux, les bailleurs sociaux et leurs organisations, ce contrat de ville s'inscrit dans les orientations de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et définit le cadre contractuel général des interventions à conduire pour les quartiers les plus en difficulté dans l'objectif d'y améliorer la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, de favoriser le développement économique et

assoir les valeurs de la République et la citoyenneté.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel.

A Marseille, le premier programme national de rénovation urbaine aura permis d'intervenir, à hauteur de plus d'un milliard d'euros, sur 15 sites à travers 13 conventions signées avec l'ANRU entre 2005 et 2011 et un protocole de préfiguration d'un projet de renouvellement urbain pour la Castellane en 2015. Ce programme d'envergure aura permis le relogement de 2600 ménages et la démolition de près de 2700 logements sociaux vétustes et de 600 logements locatifs privés insalubres ou indignes, la production, en compensation, de plus de 3300 logements sociaux neufs ou acquis-améliorés, la réhabilitation et la résidentialisation de plus de 5700 logements sociaux, la diversification de l'offre de logements avec plus de 600 logements en accession et locatifs libres, la réalisation d'aménagements et d'équipements à hauteur respective de 162 et 100 millions d'euros. Si ce programme n'est pas à ce jour totalement achevé, il a déjà permis d'engager des transformations très visibles et des résultats très positifs en matière :

- de diversification de l'offre de logements
- de mobilité résidentielle des ménages
- d'intégration d'une offre locative sociale par des opérations de taille acceptable bien insérées dans leur environnement urbain et mieux réparties sur le territoire
- de qualité et modernisation des équipements publics
- d'accueil d'activités et de services
- de désenclavement
- de démarches participatives des habitants et usagers.

Ces projets ont également permis de mettre en place de nouvelles pratiques entre les services des collectivités, de la Métropole et de l'Etat au service des habitants et usagers et de la transformation de

leurs quartiers.

Les enseignements tirés du premier programme national de rénovation urbaine mis en œuvre sur la période 2003-2015 ont conduit l'Etat et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine à envisager un Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain qui puisse se dérouler en deux temps :

- Un premier temps d'élaboration, à travers un protocole de préfiguration avec l'ANRU, des projets de renouvellement urbain, dont l'objectif est de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre, le programme d'études et les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.
- Un deuxième temps, permettra de décliner ces projets urbains dans des conventions pluriannuelles, également signées par l'ANRU.

La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU).

Sur les 35 nouveaux Quartiers Politique de la Ville (QPV) de Marseille, 14 sont éligibles au NPNRU (9 qualifiés d'intérêt national, et 5 d'intérêt régional) et seront donc couverts par le protocole de préfiguration de Marseille qui devra permettre d'aboutir aux conventionnements de ces quartiers avec l'ANRU.

Ces 14 quartiers relèvent de 4 grands secteurs géographiques qui participent chacun au projet de développement métropolitain en matière de centralité, d'activité économique et d'habitat, ces secteurs sont :

- L'arc Nord Est - L2
- Hôpital Nord - Saint Antoine - Mourepiane
- Grand Centre-Ville - Grand Port Maritime de Marseille
- Sud – Vallée de l'Huveaune.

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
11 000 000	2 613 000	1 217 000	972 000	0	170 000	787 000	1 340 000	3 710 000	191 000

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la réalisation des Opérations Pré-conventionnées de ce protocole s'élève à 40 770 000 € H.T. et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
40 770 000	2 055 000	3 043 000	227 000	227 000	19 866 000	0	0	12 324 000	3 027 000

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la conduite de projet de ce protocole (postes GIP MRU) s'élève à 9 058 000 € H.T. et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
9 058 000	3 119 000	926 000	344 000	280 000	0	720 000	0	3 520 000	148 000

Par ailleurs, le financement prévisionnel qui sera nécessaire au pilotage thématique par la métropole pour quatre postes s'élève à 1 380 000 € H. T. et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
1 380 000	690 000	0	0	0	0	0	0	690 000	0

Il est donc proposé à la Métropole, en accord avec l'Etat et l'ANRU, de se prononcer sur l'approbation du protocole de préfiguration du NPNRU des quartiers Centre Nord / Saint-Mauront, Air Bel, Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers, Frais Vallon / La Rose, Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert, Saint-Antoine / Bricarde / Castellane, Solidarité / Kallisté, La Savine, La Cabucelle / Les Crottes, Consolat / Ruisseau Mirabeau, Campagne Levêque, Résidence les Aygalades, La Maurelette et Bassens / Visitation, situés sur la commune de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociales ;
- Le décret 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la

- politique de la Ville ;
- L'arrêté du 29 avril 2015 fixant les quartiers prioritaires de la politique de la ville retenus dans le cadre du NPNRU ;
- La délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015 approuvant le contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;
- L'arrêté ministériel du 7 août 2015 portant approbation du RGA de l'ANRU relatif au NPNRU ;
- Le règlement financier de l'ANRU en vigueur ;
- L'avis du comité d'engagement de l'ANRU du 12 décembre 2016 ;
- La délibération HN009/011/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt pour ces 14 quartiers retenus par l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain dans le cadre du NPNRU de pouvoir développer des projets de renouvellement urbain ambitieux avec la participation financière de l'Agence ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le projet de protocole ci-annexé de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain cofinancé par l'ANRU pour les 14 quartiers situés sur la commune de Marseille à soumettre à l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le présent protocole de préfiguration et tous les documents afférents.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à effectuer toutes les démarches de demandes de subventions correspondantes auprès des divers financeurs, signataires ou non du présent protocole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 002-2800/17/CM**

**■ Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues - Approbation de la Charte de relogement MET 17/4435/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Territoire du Pays de Martigues est engagé dans un protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) qui concerne trois quartiers : deux sur la Ville de Port-de-Bouc et un sur la Ville de Martigues.

Le protocole de préfiguration comporte une autorisation de démarrage anticipée pour les opérations de démolition.

Avant de prévoir le plan de relogement, il convient de mettre en place un certain nombre d'investigations :

- la réalisation d'un Programme Local de l'Habitat de la Métropole qui est dans sa première phase d'élaboration ;

- une étude Peuplement et Habitat prévue dans le protocole en cours de réalisation, afin de définir les éléments d'actions concernant le développement de la mixité sociale et territoriale sur le Territoire du Pays de Martigues qui comporte un des plus forts taux de logements sociaux de la Métropole.

Il s'agit aujourd'hui d'anticiper le parcours résidentiel des familles locataires de logements voués à la démolition.

Le bailleur 13 Habitat devrait démarrer la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) dès le mois d'octobre, comme prévu dans le planning de relogement du document joint au présent rapport.

L'objectif de la charte est de favoriser la mixité sociale sur les quartiers concernés en prenant en compte les besoins des ménages et leur situation socio-économique.

Pour cela, l'ensemble des acteurs, Etat, ANAH, Région, Département, Bailleurs sociaux, CAF, décident de mettre tout en œuvre afin d'atteindre l'objectif de mixité sociale et territoriale, tout en favorisant un parcours résidentiel positif pour les familles concernées.

Un objectif de 198 logements à démolir est à l'étude et concerne 75 logements sur le quartier des Aigues-Douces, 24 logements sur le quartier de la Lègue, 99 logements sur le quartier de Bellevue, les 3 quartiers se situant sur la commune de Port-de-Bouc.

La charte définit les engagements de chacun des signataires ainsi que le dispositif de pilotage de celle-ci.

La Métropole étant compétente en matière d'Habitat et porteuse du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues, il est proposé d'autoriser la signature de la charte de relogement des quartiers Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain situés sur la commune de Port-de-Bouc, annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine ;
- La signature du Protocole Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain intervenue le 25 novembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La compétence Habitat de la Métropole
- L'engagement de la Métropole dans les programmes de renouvellement urbain.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la charte de relogement du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette charte et l'ensemble des documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 003-2801/17/CM**

**■ Opération de renouvellement urbain du quartier des Canourgues - Approbation de la charte inter-partenariale de relogement  
MET 17/4606/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte, aux côtés de la Commune de Salon-de-Provence, le projet de renouvellement urbain du quartier des Canourgues, dont l'un des principaux actes consiste à démolir l'immeuble dit « Saint-Norbert », au sud-est du quartier.

Cet immeuble de logements locatifs sociaux appartient à 13 Habitat et compte 200 logements.

Le relogement des locataires est donc une obligation. Depuis le premier trimestre 2015, ce relogement a commencé par voie de mutations à l'intérieur du parc de logements existants. Il reste aujourd'hui environ 120 familles à reloger, auxquelles il faut ajouter des décohabitations estimées à environ 40 ménages.

Afin de parvenir à reloger toutes les familles occupantes avant 2019, il est apparu nécessaire de créer une solidarité inter-bailleurs et inter-réservataires pour mobiliser l'ensemble du parc de logements sociaux de Salon-de-Provence et, plus largement, du Territoire du Pays Salonais.

Cette solidarité est établie sous la forme d'une charte de relogement à signer par tous les bailleurs HLM et tous les réservataires de logements sociaux. Cette charte s'appuie sur la stratégie de relogement exprimée dans le protocole de préfiguration établi pour préparer le projet de renouvellement urbain. La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Commune de Salon-de-Provence est de répartir les familles du Saint-Norbert sur l'ensemble du parc du Pays Salonais, de façon à ne pas recréer de concentrations trop importantes de familles en grande difficulté et donc d'aller vers une meilleure mixité



sociale dans le quartier des Canourgues comme sur toute la ville.

La charte de relogement fixe donc les engagements de tous les signataires pour mobiliser le parc de logements dont ils disposent. Cette charte permet donc de rendre prioritaires les locataires du Saint-Norbert pour l'attribution des logements sociaux. Elle pose également quelques principes, en accord avec le règlement général de l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain (ANRU), et notamment :

- Les relogements doivent correspondre, pour les familles, à une trajectoire résidentielle positive.
- Le reste à charge, pour les familles relogées, doit être supportable, en fonction des revenus du ménage.
- L'ensemble des dépenses de relogement doit être pris en charge par 13 Habitat et sera comptabilisé dans le coût global du relogement qui sera subventionné par l'ANRU.

Afin de pouvoir effectuer ces relogements le plus rapidement possible, l'ANRU a accordé à cette opération une autorisation de démarrage anticipé, qui rend ces relogements possibles avant la signature de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Par ailleurs, 13 Habitat a mis en place une Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS), dont la mission consiste à réaliser l'enquête sociale des ménages et à rechercher avec les signataires de la charte de relogement, les logements nécessaires pour libérer l'immeuble Saint-Norbert en vue de sa démolition. La MOUS Relogement est active depuis mai 2017. La phase d'enquête sociale est terminée depuis la fin du mois de juin 2017. Les relogements effectifs sont réalisés depuis la mi-juin.

Il est donc impératif d'approuver et de signer la charte inter-partenaire de relogement et de mettre en place le processus de relogement intégré à cette charte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°273-14 du 17 décembre 2014 de l'ancienne Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance, portant exercice de la compétence de la Politique de la Ville ;
- La délibération DEVT 007-1842/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole approuvant le protocole de préfiguration modificatif du projet de rénovation urbaine des Canourgues ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la charte inter-partenaire pour le relogement des familles dont le logement est voué à la démolition dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain du quartier des Canourgues (figurant en annexe).

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la charte inter-partenaire pour le relogement des familles du Saint-Norbert et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 004-2802/17/CM**

**■ Approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/4482/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les copropriétés fragiles ou en difficulté constituent un sujet de préoccupation majeur pour les décideurs et les acteurs de l'habitat.

Les conclusions du rapport Braye « Prévenir et guérir les difficultés des copropriétés » de janvier 2012 ont

amené l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) a adopté plusieurs mesures destinées à prévenir la déqualification d'immeubles placés sous le régime de la copropriété et portant notamment sur le financement de dispositifs locaux de Veille et Observation des Copropriétés (VOC).

Le 5 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a décidé de confier à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), la conception et la mise en place sur son territoire d'un observatoire des copropriétés s'inscrivant dans le dispositif national de veille et d'observation des copropriétés piloté par l'ANAH.

Cette mesure entre dans le cadre de l'accord partenarial en cours d'élaboration entre l'Etat, la Métropole, la Ville de Marseille, la Région, le Département et divers partenaires et acteurs institutionnels, pour mener, dans la durée, une intervention coordonnée sur la question des copropriétés (accord approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 - DEVT 004-1839/17/CM).

Hors Marseille, les 91 communes du territoire métropolitain comptent environ 21 000 copropriétés dont 2 600 sont repérées par l'ANAH comme potentiellement fragilisées. Aussi, il est apparu judicieux d'intervenir également sur ce périmètre.

L'ANAH a d'ores et déjà préconisé la mise en place d'un dispositif de « VOC » à l'échelle des 91 communes afin d'améliorer la connaissance et le suivi de l'état des copropriétés.

A ces fins, les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont sollicité l'AGAM et l'AUPA (Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix) pour bâtir un outil d'observation des copropriétés fragilisées, outil destiné à être compatible avec le dispositif mis en œuvre sur les copropriétés marseillaises.

Le nombre important de copropriétés ne permet pas une approche détaillée et nécessite une priorisation de l'action publique.

Dans ce but, les agences proposent une méthodologie en quatre phases :

-Phase 1 : repérer les copropriétés du territoire (hors copropriétés comprenant moins de 2 lots affectés à l'habitation ou copropriétés mixtes dont un bailleur social possède au moins les deux tiers des lots) et constituer une base de données,

-Phase 2 : repérer les copropriétés potentiellement fragilisées et établir un classement selon leur potentiel de fragilité,

-Phase 3 : analyser les copropriétés potentiellement fragilisées et constituer un socle de connaissance,

-Phase 4 : sélectionner un échantillon annuel restreint d'une vingtaine de copropriétés fragilisées qui feront l'objet d'analyses complémentaires de terrain et bénéficieront de la réalisation d'une fiche d'identité spécifique et d'un suivi pluri-annuel.

Les agences d'urbanisme, pilotées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, seront chargées de l'animation du dispositif qui s'articulera autour de plusieurs organes.

Dans le respect du secret statistique, les résultats prendront la forme d'un tableau de bord synthétique annuel, complété d'un Web SIG (cartographie interactive consultable en ligne) permettant de visualiser les informations de base de l'observatoire des copropriétés.

Les données recueillies sur l'échantillon composant le dernier niveau d'observation seront communiquées à l'ANAH annuellement.

La prestation des agences d'urbanisme est évaluée à 120 092 euros HT sur une période de trois ans. La Métropole Aix-Marseille-Provence constituera, auprès de l'ANAH, un dossier de demande de subvention à hauteur de 60 000 euros, ramenant ainsi la participation de la Métropole à 60 092 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi "ALUR" ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La délibération n°2015-42 du 25 novembre 2015 du Conseil d'Administration de l'ANAH relative à la généralisation du financement des dispositifs locaux de veille et d'observation des copropriétés VOC ;

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de politique locale de l'habitat ;
- La nécessité de mettre en place un dispositif de veille et d'observation des copropriétés permettant de repérer les copropriétés fragiles et en difficulté en complément de l'observatoire mis en oeuvre sur la Ville de Marseille ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du dispositif national de veille et observation des copropriétés -VOC- piloté par l'ANAH.

### **Article 2 :**

Est confiée aux agences d'urbanisme AGAM et AUPA la mise en œuvre du dispositif VOC sur le territoire métropolitain hors Marseille.

### **Article 3 :**

Est approuvée la transmission aux agences d'urbanisme AGAM et AUPA de données fiscales relatives aux locaux d'habitation à des fins d'analyses statistiques. Celles-ci s'engageront à respecter la réglementation sur l'utilisation des données à caractère personnel et fiscal et notamment les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 sur l'accès aux documents administratifs et du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016.

### **Article 4 :**

Est sollicitée auprès de l'ANAH l'octroi une subvention de 60 000 euros pour l'ensemble des trois années d'engagement.

### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole - Sous-Politique D110 – Nature 6574 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEVT 005-2803/17/CM**

### **■ Approbation des travaux de restauration immobilière et du lancement des enquêtes parcellaires dans le cadre de la concession d'aménagement Éradication de l'Habitat Indigne - lot 2 - Opération de restauration immobilière Bon Pasteur - Immeubles sis 24, 26, 28 et 30 rue du Bon Pasteur à Marseille 2ème arrondissement MET 17/4799/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet coercitif et qui a pris la forme d'une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement n°07/1455 en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par délibération n°13/0580/SOSP du 17 juin 2013, le Conseil municipal de la Ville de Marseille avait approuvé le lancement de l'opération dite « RHI-THIRORI Bon Pasteur » et notamment le lancement d'opérations de restauration immobilière (ORI) sur les immeubles situés 24, 26, 28 et 30 rue du Bon Pasteur dans le 2ème arrondissement de Marseille en vertu des articles L.313-4 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La Société Urbanis Aménagement, en sa qualité de concessionnaire EHI, a été chargée de la mise en œuvre et de la coordination générale de cette opération.

L'arrêté préfectoral n°2015-24 du 13 août 2015 a déclaré d'utilité publique les travaux de restauration immobilière à réaliser sur les 4 immeubles objets du programme de travaux situés 24, 26, 28 et 30 rue du Bon Pasteur.

A ce jour et malgré le travail d'animation effectué depuis deux ans par le concessionnaire EHI auprès des propriétaires des quatre immeubles, aucun

travaux n'a été réalisé. Il apparaît donc désormais nécessaire de poursuivre l'opération en notifiant les travaux de restauration immobilière aux propriétaires concernés dans le cadre des enquêtes parcellaires à venir et dont l'ouverture sera sollicitée auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône conjointement par Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et par Monsieur le Président de la Société Urbanis Aménagement, dossier d'enquête à l'appui.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L313-4-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 009-1413/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant les modalités de concertation ;
- La délibération n°13/0580/SOSP du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 17 juin 2013 ;
- L'enquête publique qui s'est déroulée du 22 avril au 12 mai 2015 ;
- Le rapport et l'avis favorable du Commissaire Enquêteur du 25 mai 2015 ;
- L'arrêté préfectoral n°2015-24 du 13 août 2015 portant déclaration d'utilité publique de l'opération de Restauration Immobilière des immeubles sis 24, 26, 28 et 30 rue de Bon Pasteur dans le 2ème arrondissement de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'arrêter le programme des travaux à réaliser pour chacun des quatre immeubles à restaurer dans un délai imparti conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article L313-4-2 du code de l'urbanisme,
- Qu'il appartient à Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, conjointement avec Monsieur le Président de la Société Urbanis Aménagement, de demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes parcellaires pour chacun des immeubles ;
- Qu'il conviendra, conformément aux articles L313-4-2 alinéa 2 et R313-27 du Code de l'Urbanisme, de notifier à chaque propriétaire, lors de l'ouverture des enquêtes parcellaires et du dépôt du dossier en Mairie, le programme des travaux qui lui incombe dans un délai fixé ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le programme des travaux de restauration immobilière déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 août 2015 ci-annexé.

**Article 2 :**

Sont approuvés les délais d'exécution desdits travaux fixés à 24 mois.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes parcellaires subséquentes au titre de l'article L313-4-2 du Code de l'Urbanisme, au profit d'Urbanis Aménagement en sa qualité de concessionnaire d'aménagement, et ce afin de poursuivre l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 006-2804/17/CM**

**■ Présentations des Rapports annuels 2016 du délégataire de service public afférents aux Aires d'Accueil des gens du voyage d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes, de Bouc-Bel-Air/Simiane Collongue, La Malle et du Terrain de Grands Passages  
MET 17/4162/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 10 décembre 2010, suite à une procédure de mise en concurrence, le Conseil communautaire de la CPA a décidé de déléguer l'animation et la gestion des Aires d'Accueil pour les Gens du Voyage à l'association Alotra.

Cette Délégation de Service Public est régie dans le cadre d'une convention d'affermage d'une durée de 7 ans qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Son objet a trait à la gestion, à l'organisation ainsi qu'à la mise en œuvre de l'animation et des actions socio-éducatives de ces Équipements Publics. Par avenant délibéré en séance du 3 juillet 2014, ce document contractuel concerne également la gestion du Terrain de Grands Passages.

Par conséquent, le droit de contrôle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre du Territoire du Pays d'Aix, s'exerce à l'égard des Aires d'Accueil d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, de Fuveau / Meyreuil, Rives Hautes, de Bouc-Bel-Air / Simiane Collongue, La Malle et concerne également le Terrain de Grands Passages du Plateau de l'Arbois.

Afin de permettre la vérification optimale du fonctionnement, des conditions financières et des dispositions techniques de ce service délégué, le gestionnaire doit fournir à l'autorité délégante, au plus tard le 1<sup>er</sup> mai de chaque exercice, les Rapports d'Activités idoines. Ceux ci se composent notamment des comptes-rendus techniques, des comptes de résultats financiers, ainsi que tout élément permettant une analyse précise de cette délégation.

Par souci de lisibilité et d'efficacité, les Rapports d'Activités consolidés des Aires d'Accueil « Le Réaltor », « Rives Hautes » et « La Malle », joints à cet exposé, sont accompagnés, de leur synthèse respective, d'un rapport synthétique global des trois Aires Permanentes ainsi qu'une synthèse afférente au Terrain de Grands Passages.

Conformément à la législation en vigueur, l'Aire d'Accueil « Le Réaltor », agréée Centre Social par la C.A.F, l'Aire d'Accueil « Rives Hautes » et l'Aire d'Accueil « La Malle », poursuivent leurs multiples missions auprès des voyageurs tout en assurant des relations constantes avec les services Métropolitains

du Territoire du Pays d'Aix, les partenaires institutionnels et les services publics de proximité.

Ces dispositions permettent d'intervenir rapidement et si besoin conjointement, pour aborder d'éventuelles difficultés que pourrait poser le séjour des gens du voyages dans l'agglomération.

Malgré la mise en service tardive de décembre 2016 de l'Aire d'Accueil « La Malle », les animations, les actions sociales et les mesures de soutien et d'accompagnement des familles, mises en œuvre sur les trois sites dans le cadre du Projet Social, traduisent des réelles avancées dans les quatre secteurs contractualisés, sommairement énumérés ci-après :

- Accueil et suivi des familles : accompagnements socio-éducatif et administratif, domiciliations, instructions des dossiers RSA et des prestations sociales, accès à l'emploi et à la formation, etc. En 2016, ce secteur s'est maintenu à 2 290 entretiens et interventions auprès des familles.
- Santé et prévention : consultations médicales PMI, prévention et dépistages, hygiène bucco-dentaire, sensibilisation aux violences conjugales et sur les enfants, actions en faveur de la citoyenneté et de l'éducation à la santé, etc. Bien que les permanences PMI soient provisoirement suspendues pour des raisons de sécurité, 135 personnes ont participé aux actions engagées en 2016 dans le domaine de la santé et de la prévention.
- Scolarisation et soutien scolaire : inscriptions en établissements scolaires, cours de soutien, liaison avec le CNED et le CASNAV, ateliers d'alphabétisation et de soutien à la parentalité, etc. En 2016, 346 élèves ont bénéficié des actions en faveur de la scolarisation et du soutien scolaire.
- Animation et accès à la culture : organisation d'ateliers ludiques, créatifs, éducatifs et culturels, organisation de sorties, participation aux manifestations des communes (carnaval d'Aix-en-Provence, Salon du livre...) développement de projets spécifiques (débat, vidéo, spectacles, sports) etc. Plus de 1.625 actions ont été engagées en 2016 sur les Aires dans les secteurs de l'animation et la culture.

En 2016, 691 personnes ont été accueillies sur l'Aire d'Accueil « Le Réaltor », soit 16,32 % de plus qu'en 2015. Cette progression s'effectue malgré la perte d'attractivité de cet Équipement Public générée par son vieillissement, par les stationnements illicites situés à proximité et par le potentiel concurrentiel des deux autres Aires d'Accueil Rives Hautes et La Malle. Néanmoins, le travail et les prestations dispensées par le personnel de gestion et l'entretien constant des

aménagements, opéré par le Territoire du Pays d'Aix, permettent de porter la durée moyenne du séjour sur l'Aire d'Accueil Le Réaltor à 42 jours par famille alors qu'elle était de 37 jours par famille en 2015.

A cette fréquentation s'ajoutent les 654 personnes accueillies en 2016 sur l'Aire d'Accueil de Fuveau / Meyreuil qui dispose d'une capacité de seulement 23 places, soit près de la moitié de celle d'Aix en Provence. La qualité de ses équipements et de sa gestion portent la durée moyenne du séjour à 61 jours par famille, soit une progression de 22 % par rapport à 2015, deuxième année complète de son fonctionnement.

Ouverte au Public le 09 Décembre 2016, l'Aire de Bouc-Bel-Air / Simiane Collongue, « La Malle », a cependant accueilli 109 personnes .

En 2016 les 3 Aires du Territoire du Pays d'Aix ont donc accueilli 1.454 personnes, soit 616 caravanes. Les taux d'occupation annuels se fixent à 57 % pour « Le Réaltor », à 66 % pour « Rives Hautes » et à 96 % pour « La Malle » (mais pour une période de fonctionnement de 22 Jours), démontrant ainsi la pertinence de la qualité des installations.

Ainsi, malgré un environnement parfois particulièrement défavorable, et pour l'Aire « La Malle », une durée d'analyse peu fiable car trop courte, l'occupation globale annuelle des 3 Aires d'Accueil s'est maintenue à 14.552 journées / caravanes, en léger repli de 4,63 % par rapport à 2015.

Cette fréquentation a produit une recette totale perçue auprès des usagers de 91. 931 € TTC, soit moins 3,85 % par rapport à 2015. Les produits totaux des budgets d'exploitation se fixent à 472.400 € TTC, alors que les dépenses globales idoines s'établissent à 500.114 € TTC, dégageant ainsi un résultat global déficitaire de 27.714 € TTC, plus conséquent que celui de 2015 qui s'établissait à 8.153 € TTC.

Il est à noter que le rapport R/D, soit : Recettes directes perçues auprès des voyageurs / Dépenses totales d'exploitation, qui caractérise toute Délégation de Service Public (DSP) se fixe à 18,38 %. Sur le plan juridique pour ce type d'activité non commerciale, ce taux est parfaitement compatible avec la nature contractuelle de la DSP.

Néanmoins l'analyse économique globale ne doit aucunement masquer les particularités afférentes à chaque Équipement Public.

En effet il est à remarquer que, pour l'Aire d'Accueil « Le Réaltor », la légère progression de 1,76 % de ses charges d'exploitation, combinée à la stagnation de ses produits, en légère décroissance de 0,17 %, à de nouveau généré un déficit de 37.773 € TTC .

En revanche, le Compte annuel de Résultats de l'Aire d'Accueil Rives Hautes, pour sa troisième année complète de fonctionnement, laisse apparaître un montant total des dépenses inférieur de 7,38 % par rapport au total des recettes, dégageant ainsi un excédent de 12.284 € TTC.

Les trois semaines de fonctionnement de l'Aire « La Malle » ont généré un léger déficit de 2 226 € TTC, élément non fiable à l'égard de la trop courte période d'observation.

Ce bilan économique pourrait être plus favorable, si ces Aires d'Accueil n'avaient pas à connaître régulièrement la proximité de nombreux stationnements illicites de voyageurs s'installant en dehors des équipements prévus à cet effet. C'est notamment le cas pour l'Aire d'Accueil « Le Réaltor » qui est confrontée en permanence depuis Septembre 2014, aux occupations illicites du Terrain de Grands Passages situé à ses abords, ainsi qu'aux stationnements illicites de l'ancienne SPA qui lui est mitoyenne. L'Aire d'Accueil « Rives Hautes », subit également le même préjudice par des stationnements non autorisés survenant régulièrement à proximité de la zone d'activités du Carreau de la Mine de Meyreuil.

Ces occupations illicites impliquent pour le gestionnaire des charges supplémentaires (vols de fluides, dégradations,...etc), et réduisent fortement l'attractivité des Aires d'Accueil qui, le cas échéant, pourraient connaître des taux d'occupation bien plus élevés et donc des recettes plus conséquentes. Ces états de faits mettent donc réellement en péril l'équilibre économique de la DSP de gestion des Aires d'Accueil permanentes, induisent des difficultés de gestion et posent de véritables problèmes de sécurité, de tranquillité et d'hygiène publiques.

De surcroît, cette problématique se manifeste avec une acuité singulière sur le Terrain de Grands Passages. En effet les occupations illicites dont il fait l'objet de façon ininterrompue depuis septembre 2014, ne permettent pas sa mise en service durant les périodes d'ouverture dévolues aux déplacements estivaux en grands nombres des populations du voyage. Par conséquent, pour 2016 la gestion de cet équipement public ne présente aucune incidence financière pour le Territoire du Pays d'Aix.

Néanmoins pour ce qui concerne la gestion des Aires d'Accueil Permanentes, il est à constater qu'au fil du temps, pour un service rendu en réelle amélioration, tant quantitative que qualitative, la participation financière du Territoire du Pays d'Aix et le coût global restant à sa charge, se sont particulièrement optimisés avec la mise en œuvre de cette D.S.P.

En 2016, la Contribution Financière forfaitaire (CFf) globale du Territoire du Pays d'Aix, afférente à la gestion et à l'animation des structures d'accueil pour les Gens du Voyage, est fixée à 165.675 € TTC, soit 13,80% de plus que l'année précédente.

Cette progression est conforme à l'indexation annuelle de la CFf établie, selon l'Article 13 de la Convention de DSP, par l'application d'une formule qui se fonde sur des indices de référence (prix consommation, logement...). Cette augmentation est également en conformité avec la formule d'ajustement du Cadre Financier de Référence établie, selon l'article 14 à la Convention de la DSP, à compter de septembre 2016 lors de la livraison de la nouvelle Aire d'Accueil de Bouc-Bel-Air / Simiane Collongue, « La Malle ».

Par ailleurs, la CFf est minorée par un mécanisme d'intéressement, également mentionné à l'Article 13, qui répartit entre le Déléataire et le Délégrant l'éventuelle recette annuelle supplémentaire perçue par le gestionnaire.

Il est à préciser qu'en 2016, le coût global annuel (Contribution Financière contractualisée + Travaux réalisés par le délégant) supporté par les finances du Territoire du Pays d'Aix, s'établit à 125 € TTC par personne accueillie, soit une charge de 0,34 € TTC/personne/jour.

Les propos qui précèdent démontrent, exception faite du Terrain de Grands Passages, que ces 3 Aires remplissent parfaitement leur rôle d'accueil auprès des Gens du Voyage. Elles sont un lieu de ressources où les familles trouvent des avantages multiples : tissu économique important, situation sur des axes de passage, proximité des Équipements Publics, diversité des prestations, etc.

Malgré les quelques inconvénients pointés, les voyageurs font globalement part de leur satisfaction quant à la qualité de l'accueil, de la gestion, des services et des animations proposées. Ils souhaitent voir se développer sur le Territoire du Pays d'Aix d'autres Aires d'Accueil semblables à celles de Fuveau / Meyreuil, Rives Hautes et Bouc-Bel-Air / Simiane Collongue, La Malle. Cependant ils demandent une véritable relocalisation du Terrain de Grands Passages destiné à leurs déplacements saisonniers en nombre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-3 et L.1413-1;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;
- La loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La délibération 2009-A236 du Conseil communautaire de la CPA du 11 Décembre 2009 relative à l'adoption du principe de DSP ;
- La délibération 2010-A196 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du délégataire ;
- La délibération 2014-A164 du Conseil communautaire de la CPA du 3 juillet 2014 relative à l'avenant N°2 à la convention de DSP pour la gestion du Terrain de Grands Passages ;
- L'avis de la CCSPL en date du 21 juin 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte des Rapports d'Activités annuels pour l'exercice 2016 de la Délégation de Service Public inhérente à l'animation et la gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage d'Aix-en-Provence, Le Réaltor, de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes, de Bouc-Bel-Air / Simiane Collongue, La Malle et du Terrain de Grands Passages du Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 007-2805/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 3 à la concession de Renouvellement urbain des centres anciens du Pays d'Aubagne et de l'Etoile  
MET 17/5025/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération de renouvellement urbain des centres anciens du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a été

concedée à la SEM FAÇONÉO, suivant le traité de concession notifié le 20 août 2012, pour une durée initiale de 5 ans.

Conclue sous le régime des articles L.300.4 et suivants du Code de l'Urbanisme, cette opération pouvait être reconduite une fois pour la même durée, suivant l'article 5.3 du traité de concession.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, la concession d'aménagement a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans le cadre de cette concession, la SEM FAÇONÉO a été chargée d'assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements concourant à l'opération ainsi que la réalisation des études et toutes missions nécessaires à leur exécution, suivant 4 axes, définis dans le traité de concession :

- une mission de coordination générale,
- les projets d'aménagement des secteurs prioritaires,
- le pilotage des opérations programmées d'Amélioration de l'Habitat,
- l'assistance au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre de l'habitat privé.

Afin de poursuivre la démarche de projet mise en œuvre depuis 2012, de permettre l'achèvement des interventions en cours et le réajustement des missions pour répondre au plus près du contexte et des objectifs nationaux et métropolitains, l'opération d'aménagement a été reconduite pour 5 ans, en application de l'article 5-3 du traité de concession.

Aussi conformément au traité initial, la reconduction a été formalisée par l'avenant du 6 avril 2017 qui a porté le terme de la concession au 20 août 2022.

Il y a lieu de rappeler que l'enjeu de cette opération repose sur le traitement des opérations les plus complexes, longues à mener du fait de la dureté foncière et du déficit d'opération dans un contexte de restriction budgétaire. La démarche de projet mise en œuvre depuis 2012 s'inscrit dans le temps, les interventions nécessitent du « cousu main » combinant habitat, activités économiques, aménagement des espaces publics.

De plus, depuis 2012, année de lancement de la concession d'aménagement, de profonds changements sont intervenus, tant au niveau national que local.

En effet, les priorités nationales en matière d'amélioration de l'habitat se sont peu à peu éloignées des contraintes liées à l'habitat construit avant 1949, qui seul est concerné par les dispositifs opérationnels 2012-2017.

De plus, les actions en faveur de l'habitat privé à travers les OPAH, arrivées à leur terme le 2 mai 2017 et le volet renouvellement urbain se situent dans des

temporalités différentes.

Les secteurs prioritaires retenus, concentrés dans les communes couvertes par une OPAH RU, sont ainsi apparus comme trop restreints. La réalité du terrain a en effet mis en exergue qu'un changement d'échelle opérationnelle avec élargissement des interventions serait plus à même de répondre aux besoins des habitants.

Dans ce contexte, compte tenu des enjeux en matière d'habitat et de revitalisation des quartiers anciens, tant au plan national que local, de la fin des dispositifs nationaux opérationnels sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de la pertinence d'élargir les périmètres initialement définis par rapport aux objectifs à réaliser, il apparaît nécessaire d'adapter les missions du concessionnaire par voie d'avenant.

Ce dernier vise à :

- Réajuster les missions du concessionnaire afin de poursuivre l'effort d'animation et d'accompagnement de la rénovation immobilière dans toutes ses composantes aussi bien auprès des communes que des habitants et de maintenir une dynamique de renouvellement urbain,
- De fixer un planning prévisionnel des appels de participation,
- De réajuster la rémunération du concessionnaire au regard de l'évolution des dispositifs nationaux.

Ainsi, dans le respect des 4 axes définis dans le traité de concession, les missions du concessionnaire seront désormais définies de la manière suivante :

- Coordination générale

Les missions de pilotage et de coordination des actions à mettre en œuvre au titre de la requalification des centres anciens sont prolongées.

- Projets d'aménagement

La mission d'aménagement du concessionnaire est étendue aux 12 centres anciens dans le but de :

- Poursuivre la mise en œuvre des opérations dans les secteurs prioritaires définis dans l'OPAH RU,
- Mener des interventions complémentaires, en secteur diffus, associées aux actions réalisées dans les îlots définis ou en lien avec un projet urbain.

- Pilotage des opérations programmées

Au regard de la fin des dispositifs nationaux opérationnels, la mission du concessionnaire est réorientée vers l'accompagnement des propriétaires pour la rénovation de l'habitat et la constitution de dossiers de subvention, ainsi que le repérage et le traitement de l'habitat dégradé.



Le concessionnaire poursuivra ses missions de suivi animation dans le périmètre des centres anciens des 12 communes afin de :

- Accompagner les propriétaires dont les opérations de réhabilitation ont été engagées dans le cadre de l'OPAH RU et de l'OPAH,
- Accompagner les propriétaires, hors dispositif spécifique, dans l'amélioration de leur logement, de la demande de subvention jusqu'au paiement des aides.

• Assistance à la collectivité

2017	2018	2019	2020	2021	2022
400 000,00 €	570 000,00 €	570 000,00 €	570 000,00 €	570 000,00 €	570 000,00 €

Ces montants seront imputés sur l'Etat Spécial de Territoire section investissement chapitre 45.

Par ailleurs, pour l'ensemble des missions sur la période septembre 2017-aout 2022, considérant l'évolution des dispositifs, l'aménageur n'imputera en dépense de la concession qu'une rémunération d'un montant forfaitaire annuel HT de 166 000 € en 2017 et de 400 000 Euros pour une durée de douze mois à partir de 2018, en lieu et place des 730 000 Euros à imputer selon le traité.

Enfin, au titre de la gestion comptable, financière, administrative et de l'assistance juridique opérationnelle générale de l'opération, l'aménageur imputera une rémunération fixée forfaitairement à 15 000 Euros HT (quinze mille Euros) par an jusqu'à la fin de la concession en lieu et place des 27 000 Euros HT (vingt-sept mille Euros) prévus dans le traité initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017.

Le concessionnaire prendra en compte les ambitions métropolitaines et la nouvelle organisation induite pour mener sa mission d'assistance à la collectivité en matière d'habitat privé et notamment la constitution d'une commission locale de l'habitat à l'échelle métropolitaine.

Ces évolutions sont retracées dans l'avenant n°3 à la concession et dans son bilan prévisionnel annexé.

Ce dernier se monte à dix millions huit cent dix mille euros ttc et représente pour la Métropole une participation annuelle suivant l'échéancier ci-dessous :

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé à la concession renouvellement urbain des centres anciens du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

**Article 2 :**

Monsieur le Président, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant à la concession.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire section investissement chapitre45.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 008-2806/17/CM**

**■ Approbation d'une convention de requalification dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique de la Ville - Résidence du Charrel sise à Aubagne MET 17/4674/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Sur le territoire de la ville d'Aubagne, le quartier du Charrel, au sein duquel se situe la vaste résidence éponyme de 1 000 logements, 3 300 Habitants,

propriété de la S.A. d'H.L.M. ERILIA demeure le seul espace encore conservé en quartier prioritaire.

Il fait en effet l'objet d'une inscription en Contrat de Ville sur une période portant de 2015 à 2020, consécutivement à la réforme induite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

Entre 2011 et 2016, la résidence du Charrel a fait l'objet d'une convention signée entre ERILIA et la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile permettant à ses locataires de bénéficier d'une diminution de charges portant sur la gestion d'espaces extérieurs conséquents, de vastes espaces verts.

Cela leur a permis notamment de disposer d'un reste à vivre plus important. De plus, des jardins partagés, véritables « poumons verts » de la résidence, inscrits dans une réflexion de Gestion Urbaine de Proximité, évoqués en réunions du Conseil citoyen ont pu se développer.

Aujourd'hui dans le cadre de la compétence Politique de la Ville exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est proposé de renouveler pour 5 ans cette convention de requalification de la résidence du Charrel d'un montant annuel de 138 000 euros TTC afin d'améliorer le cadre, les conditions de vie et la cohésion sociale de ses habitants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- L'utilité de cette convention pour favoriser l'amélioration des conditions de vie des habitants du Charrel ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de requalification de la résidence du Charrel d'un montant de 138 000 euros TTC dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique de la Ville.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEVT 009-2807/17/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016 de la concession de renouvellement urbain des centres anciens du Territoire d'Aubagne et de l'Etoile  
MET 17/4672/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A l'issue de l'appel d'offre lancé le 27 juillet 2011, la Présidente de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a désigné la SEM Façonéo (ex SAEMPA) comme titulaire de la concession suivant le traité de concession notifié le 20 août 2012. Prévue pour 5 ans, renouvelable une fois, cette concession est conclue sous le régime des articles L.300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme.

L'opération d'aménagement, concédée à la SEM Façonéo, a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à partir de sa date de création, soit le 1er janvier 2016.

Le cadre d'intervention de Façonéo défini dans le traité de concession se répartit suivant 4 axes :

- une mission de coordination générale,
- les projets d'aménagement des secteurs prioritaires,
- le pilotage des opérations programmées d'Amélioration de l'Habitat,

- l'assistance au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre de l'habitat privé.

Le 2 mai 2017 a marqué l'achèvement des dispositifs d'OPAH RU et d'OPAH qui couvraient les quartiers anciens des 12 communes du Territoire. Pour autant, l'accompagnement des propriétaires qui ont bénéficié de ces dispositifs se poursuit au minimum pendant 3 ans, jusqu'au paiement de l'ensemble des aides publiques attachées à chaque opération.

Sans attendre le terme des opérations programmées la Collectivité a lancé dès le début de l'année 2017 une étude d'évaluation des dispositifs 2012-2017 afin :

- d'apprécier l'efficacité des programmes mis en œuvre ;
- d'élaborer des préconisations permettant de poursuivre le projet de renouvellement urbain à travers des dispositifs adaptés.

Cette étude, dont les résultats sont attendus dès le 3ème trimestre de l'année en cours, doit permettre d'affiner une stratégie d'intervention répondant aux spécificités locales, aux ambitions métropolitaines et aux enjeux nationaux en matière de requalification de l'habitat.

A la fin de l'année 2016, les opérations de requalification, de recomposition urbaine, d'acquisition/réhabilitation qui nécessitent encore des acquisitions et/ou des cessions ainsi que des études complémentaires ne pourront pas être menées à terme dans les délais actuels de la concession.

Aussi, la reconduction de la concession a été sollicitée pour permettre la poursuite des actions en cours, en application de l'article 5-3 du traité de concession qui prévoit, en cas d'inachèvement, la reconduction de la concession en cas d'inachèvement de l'opération.

Par notification du 6 avril 2017, conformément à l'article 5-3 du traité de concession qui prévoit la reconduction de l'opération en cas d'inachèvement, la concession a été reconduite pour une période de 5 ans portant ainsi sa date d'achèvement au 20 août 2022.

La reconduction de la concession d'aménagement et la conduite de l'étude d'évaluation constituent les actes nécessaires pour ne pas créer de rupture dans les actions en cours, de définir de nouveaux dispositifs à même de répondre à la volonté des communes de redynamiser et de valoriser leurs centres anciens, à la nécessité de réhabiliter durablement les logements qu'ils soient individuels ou collectifs. Cette réflexion devrait également permettre d'initier d'autres modes d'interventions en tenant compte du contexte local et du nouveau cadre métropolitain.

Il y a lieu de rappeler que l'enjeu de cette opération repose sur le traitement des opérations les plus

complexes, longues à mener du fait de la dureté foncière et du déficit d'opération dans un contexte de restriction budgétaire. La démarche de projet mise en œuvre depuis 2012 s'inscrit dans le temps, les interventions nécessitent du « cousu main » combinant habitat, activités économiques, aménagement des espaces publics...

De plus, depuis 2012, année de lancement de la concession d'aménagement, de profonds changements sont intervenus, tant au niveau national de local.

Hormis le soutien accru, aux opérations de requalification des quartiers anciens dans le cadre des PNRQAD ou le programme de revitalisation des centres bourgs, les priorités nationales se sont peu à peu éloignées des contraintes liées à l'habitat construit avant 1949 qui seul est concerné par les dispositifs opérationnels 2012-2017.

Conformément à l'article 9.1 du traité de concession, la SEM Façonéo a transmis à la Métropole le compte rendu d'activité 2016 afin de lui permettre d'exercer son droit de contrôle.

Ce compte rendu, ci annexé, fait état :

- d'une part, de la situation financière de l'opération au regard de l'avancement et de l'évolution du bilan prévisionnel ;
- d'autre part, de l'avancement physique de l'opération en reprenant les principaux éléments qui ont influé sur la mise en œuvre de l'opération de renouvellement urbain, en décrivant les réajustements réalisés et l'ensemble des actions mises en œuvre pour s'adapter au contexte.

Au 31 décembre 2016, le montant des dépenses réglées s'élève à 5 139 000 € et les recettes se montent à 4 878 000 €. L'Anah, la Région PACA, les Départements 13 et 83 et la Caisse des Dépôts et Consignations participent à l'opération aux côtés de la Métropole.

#### Les opérations programmées d'amélioration de l'Habitat « centres anciens » :

Si le présent compte-rendu fait état de l'activité 2016, le résultat des OPAH RU et d'OPAH « centres anciens » qui se sont déroulées sur une durée de 5 ans (2 mai 2012 au 2 mai 2017) sont les suivants :

#### OPAH RU – Aides individuelles

- Propriétaires occupants : 27 dossiers engagés sur un objectif de 61, soit 44 % ;
- Propriétaires bailleurs : 32 dossiers engagés sur un objectif de 78, soit 41 % (dont 22 logements en Loyer conventionné social sur un objectif de 22).

Environ la moitié des objectifs a été atteinte, en terme de nombre de logements, 91 % de l'enveloppe allouée

à l'OPAH RU, tous financeurs confondus, a été consommée.

#### OPAH – Aides individuelles

- Propriétaires occupants : 16 dossiers engagés sur un objectif de 55, soit 29 % ;
- Propriétaires bailleurs : 19 dossiers engagés sur un objectif de 55, soit 35 % (dont 14 logements en Loyer conventionné social sur un objectif de 17).

Un tiers des objectifs a été atteint en terme de nombre de logements, 62 % de l'enveloppe globale, tous financeurs confondus, a été consommée.

La réhabilitation de logements très dégradés, soumis au régime de la location, représentent des montants largement sous-estimés dans les conventions opérationnelles.

Les dossiers d'économie d'énergie ont toujours été associés à un programme de travaux complet.

Dans le cadre des 2 opérations programmées, 94 logements ont bénéficié de subventions.

Conformément à la décision du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, cette opération n'a pas pour objet d'accorder des aides pour des travaux partiels mais de viser des réhabilitations durables et globales, susceptibles d'assurer la pérennité du bâti.

Ces résultats sont représentatifs du contexte local, des réhabilitations conduites dans des logements anciens dans un parcellaire très contraint.

Parallèlement les interventions conduites par le réseau des partenaires dans le cadre du repérage et du traitement de l'Habitat Indigne (LHI) ont permis d'engager des travaux dans 138 logements sans demande de subvention.

Globalement, à l'issue des 5 années de l'OPAH RU et de l'OPAH, 232 logements sont concernés par une réhabilitation, ce qui représente 93 % des objectifs inscrits dans les conventions opérationnelles (249 logements ciblés).

Dans le cadre des actions coercitives qui sont lancées, les propriétaires concernés préfèrent réaliser les travaux prescrits sans demande de subvention, notamment pour ne pas limiter le montant des loyers qui reste comparativement à l'ensemble du territoire, plus élevé dans les centres anciens.

#### Les opérations d'aménagement

Les opérations dans les secteurs prioritaires dans les 3 communes couvertes par une OPAH RU ont été réorientées en fonction des études conduites, de la tension du marché et des possibilités foncières.

Les déficits, très importants, n'incitent pas les bailleurs sociaux ou les investisseurs à se lancer dans ces opérations complexes et imposent d'explorer d'autres modes d'intervention.

Plusieurs immeubles, situés dans ces secteurs et repérés comme stratégiques ont été acquis. Les relogements et les études de réhabilitation ont été réalisés.

Le maintien de la mission d'aménagement sur les secteurs prioritaires, compte tenu des délais de réalisation et de la complexité du montage opérationnel, semble indispensable à la poursuite de la requalification des cœurs historiques.

Par ailleurs, le lancement d'une réflexion sur la modification du périmètre du l'ORI a été évoqué pour mieux répondre à la problématique de l'habitat indigne qui reste diffuse et non concentrée dans les îlots retenus.

Enfin, l'intervention en faveur de la requalification et la revitalisation des centres anciens a montré que des opérations d'aménagement étaient également nécessaires dans les autres communes du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, qui sollicitent un accompagnement spécifique.

Sans attendre la fin des dispositifs opérationnels et les résultats de l'étude d'évaluation, Façonéo a adapté son mode de fonctionnement et s'est doté de plusieurs leviers d'action afin de poursuivre, sans rupture, l'accompagnement des communes et des habitants :

- La demande d'habilitation de la SEM pour assurer dans le secteur diffus une assistance auprès des propriétaires qui souhaitent réhabiliter leur bien, a été validée par l'Anah des Bouches-du-Rhône le 21 juin 2017. La même démarche a été initiée auprès de l'Anah du Var,
- A la demande de la CARSAT, le partenariat dans l'accompagnement des bénéficiaires d'une aide « habitat et cadre de vie » qui a démarré en avril 2016, a évolué vers un périmètre élargi et s'est amplifié, notamment dans le cadre des travaux de « maintien à domicile »,
- De nouvelles actions, en faveur de la lutte contre l'habitat indigne ont été lancées, en articulation avec le PDLHI, notamment à travers la consignation des Allocations Logements,
- Dans le cadre du programme national en faveur de la rénovation énergétique, Façonéo a lancé une réflexion sur la teneur du partenariat qui pourrait être mis en place avec l'ALEC pour intervenir en complémentarité.

Le renouvellement urbain constitue un objectif majeur au plan national et métropolitain, eu égard à l'importance des besoins de nouveaux logements sur le territoire et aux objectifs de revitalisation des centres anciens.

Avec le déploiement de nouvelles mesures en 2017, lutter plus efficacement contre l'habitat indigne, prévenir la dégradation et réhabiliter les copropriétés fragiles, intensifier la mise en œuvre du programme

habiter mieux en secteur rural et urbain, répondre à l'adaptation des logements à la perte d'autonomie, sont autant de priorités partagées tant au plan local que national.

Par conséquent, dans l'intervalle de la définition de nouveaux outils d'accompagnement à l'échelle du projet métropolitain, il est essentiel pour le Pays d'Aubagne et de l'Etoile de poursuivre l'effort d'animation et d'accompagnement de la rénovation immobilière dans toutes ses composantes pour la résidentialisation des habitants, locataires ou propriétaires, des opérateurs immobiliers pour maintenir une dynamique de renouvellement urbain en s'appuyant sur la connaissance du Territoire et les compétences de Façonéo.

La poursuite des missions du concessionnaire pourrait être organisée de la façon suivante :

- Une mission de suivi animation dans le périmètre des 12 communes afin de :
  - poursuivre l'accompagnement des propriétaires dont les opérations de réhabilitations ont été engagées dans le cadre de l'OPAH RU et de l'OPAH ;
  - accompagner les propriétaires, hors dispositif spécifique, dans l'amélioration de leur logement, en secteur diffus.
- Une extension de la mission d'aménagement sur le diffus dans les 12 centres anciens dans le but de :
  - poursuivre la mise en œuvre des opérations dans les secteurs prioritaires définis dans l'OPAH RU ;
  - mener des interventions complémentaires, en secteur diffus, associées aux actions réalisées dans les îlots définis ou en lien avec un projet urbain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 octobre 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte-rendu annuel à la Collectivité

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu d'activité présenté par la Sem Façonéo relatif à Concession de renouvellement Urbain Centres anciens.

**Article 2 :**

Est approuvé le réajustement des missions du concessionnaire pour répondre aux enjeux de renouvellement urbain.

**Article 3 :**

Est autorisé l'élaboration de l'avenant à la concession et de solliciter les financements correspondants.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt"***

\*\*\*\*\*

**ENV 001-2808/17/CM**

**■ Généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain  
MET 17/4661/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales: « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les

communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'État pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le même article L. 5218-2 précise toutefois que : « jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées par les communes à ces établissements continuent d'être exercées par les communes dans les mêmes conditions ».

Les prérogatives propres des conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui dispose particulièrement que : « (...) [Le] Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, (...) délègue, jusqu'au 31 décembre 2019, à chaque conseil de territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres.

## 1 – Etat des lieux des compétences

En France, la gestion des espaces forestiers s'organise à partir :

- du Code Forestier (datant de 1827, amendé à de nombreuses reprises et réformé totalement par l'Ordonnance n°2012-09 et le Décret n°2012-836 du 29 juin 2012),
- du Code Rural (décrets n° 55-433 du 16 avril 1955 et n° 55-1265 du 27 septembre 1955),
- du Code de l'Environnement (loi n° 2003-591 du 2 juillet 2003).

Ces dispositions s'adressent aux services de l'État ou collectivités désireuses d'encadrer la gestion de des sites mais elles concernent surtout en premier chef, les propriétaires des fonds qui sont les premiers gestionnaires des espaces.

En région méditerranéenne, la particularité des feux de forêts ont amené de nouvelles dispositions à partir des années 80 avec la parution de la circulaire du 15 avril 1980 relative au débroussaillage qui aborde les questions de sécurité des massifs à travers l'instauration de Plans de débroussaillage devenus Plans intercommunaux de débroussaillage et d'aménagement forestier (PIDAF), aujourd'hui appelés Plan de massif de protection de la forêt contre les incendies (PM PFCI).

La mise en application de ces PIDAF/PM PFCI s'est d'abord faite à partir de syndicats intercommunaux (SIVU) créés pour la plupart dans les années 90 puis de syndicats mixtes à l'avènement des agglomérations disposant de la compétence forêt-DFCI.

Cela a été particulièrement le cas pour les massifs à cheval sur deux agglomérations ou lorsque la compétence a été conservée par les communes (ex : massif de l'Etoile avec la conservation des compétences forêt-DFCI au niveau communal sans transfert à la Communauté Urbaine de Marseille).

Dans certains cas lorsque les périmètres des syndicats étaient totalement inclus dans un seul périmètre d'agglomération, les syndicats ont disparu et la compétence a été reprise par les agglomérations dans le cadre de la représentation-substitution.

Cette intégration de la compétence forêt-DFCI par les agglomérations, compétence facultative, a pris plusieurs formes de rédaction d'une part et d'organisation d'autre part.

Ainsi, il en ressort une grande diversité dans les statuts des EPCI fusionnés au 1<sup>er</sup> janvier 2016 devenus conseils de territoire :

- MPM : *compétence non inscrite car non transférée par les communes.*

- CPA : *« Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel des espaces forestiers par l'intermédiaire notamment de la participation aux structures intercommunales de massifs chargées de définir et réaliser les Plans Intercommunaux de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier ».*

- Agglopol : *« Protection de l'environnement et cadre de vie : La Communauté participe ... à la préservation des espaces naturels et sensibles, et se substitue aux communes adhérentes dans le cadre des plans intercommunaux de débroussaillage et d'aménagement forestier (PIDAF) »*

- CAPAE : *« Actions de prévention, d'aménagement et de protection des espaces boisés et des espaces agricoles, de valorisation des sentiers de randonnée, de préservation des sites d'intérêts écologiques »*

- SAN Ouest Provence : *« la préconisation et/ou la mise en œuvre d'actions en faveur du développement durable » et « la gestion opérationnelle des espaces naturels et périurbains – selon cartes ... travaux entrepris ayant trait à l'entretien et à la sauvegarde des milieux ... »*

- CAPM : *« Les plans intercommunaux de débroussaillage et d'aménagement forestiers (P.I.D.A.F.) »*

A la création de la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2016, les compétences ont été reprises selon les mêmes libellés puis modifiées lors de la délégation de la compétence de la Métropole aux Territoires lors du Conseil du 28 avril 2016.

Les nouvelles rédactions ont conservé alors la diversité constatée avant 2016.

- Territoire Marseille Provence : aucune délégation.

- Pays d'Aix : « *Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel des espaces forestiers par l'intermédiaire notamment de la participation aux structures intercommunales de massifs chargées de définir et réaliser les Plans Intercommunaux de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier* »

- Pays de Salon : « *Protection de l'environnement et cadre de vie : Participation à la préservation des espaces naturels et sensibles, et substitution aux communes adhérentes dans le cadre des plans intercommunaux de débroussaillage et d'aménagement forestier (PIDAF)* »

- Pays d'Aubagne : « *Actions de protection et de valorisation des espaces naturels et espaces agricoles d'interface : prévention contre l'incendie, sylviculture, sylvopastoralisme, friches agricoles, accueil du public, biodiversité et paysages* » et « *Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF)* »

- Pays Ouest Provence : « *actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager* »

- Pays de Martigues : « *Les plans intercommunaux de débroussaillage et d'aménagement forestiers (PIDAF)* »

Enfin, pour être complet en matière d'état des lieux, la compétence forêt-DFCI n'apparaît pas dans les statuts de la Métropole. Seule la compétence DECI (« Services d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales » et « Service public de défense extérieure contre l'incendie ») est inscrite. Cette compétence apparaît éloignée de la thématique forêt-DFCI et davantage proche des problématiques liées aux risques.

De même, l'intégration des problématiques liées aux espaces naturels, aux paysages et à la biodiversité ne sont pas clairement définies au sein de compétences facultatives pouvant être adoptées par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc proposé d'affiner le contenu de la compétence « Milieux forestiers et paysages ».

## 2 – Objectifs de la compétence

La compétence « Milieux forestiers » est pour partie mise en œuvre par les Territoires qui exerçaient des compétences soit en matière « d'actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager », soit en matière de « Défense des forêts contre l'incendie » (DFCI) à travers les Plans intercommunaux de débroussaillage forestier » (PIDAF) ou pas.

L'objectif de cette nouvelle définition vise à rendre cohérente l'ensemble des actions à engager dans les espaces naturels et forestiers de la Métropole.

Son principe général correspond à la protection et la mise en valeur des espaces permettant également la préservation des paysages, la poursuite des activités sociales et le développement d'activités économiques.

A terme, ces espaces doivent donner à la Métropole et à ses habitants, une dimension identitaire forte marquée par la place d'un environnement naturel très présent.

En effet, la gestion, l'entretien, la protection et la restauration des espaces forestiers métropolitains apparaissent clairement comme une des composantes du projet de territoire. Facteur d'équilibre de desserrement et de mise en valeur des espaces urbains, la forêt constitue pour la métropole une richesse patrimoniale et un facteur d'attractivité.

Plusieurs thématiques composent la compétence. Leurs objectifs sont :

- Forêt : le développement de la gestion forestière et la structuration de la filière bois (ex :sylviculture, Charte forestière de territoire), la Défense des forêts contre l'incendie (DFCI), le sylvopastoralisme, la reconquête des friches agricoles d'interfaces et l'harmonisation du multi usages en milieu forestier.

Les forêts communales restent de gestion communale. Toutefois et afin de pérenniser les actions nées du transfert de compétence au EPCI avant le 21 décembre 2016, il est proposé, que les communes qui le souhaitent sollicitent de la Métropole une assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour la gestion et la préservation de leur patrimoine forestier.

- Paysages : l'observation et la définition des paysages à travers une actualisation de l'atlas des paysages et la mise en place d'un observatoire permettant d'apporter une expertise dans le cadre des SCOT, PLUI et autres programmes d'aménagement. La contribution aux études et projets favorisant l'établissement de paysages de qualité en particulier pour la protection des paysages emblématiques (réglementation des panneaux et publicité, etc.)

## 3 – Zones géographiques et massifs concernés

Arbois  
Calanques  
Castillon

Chaîne des côtes  
Collines de Gardanne  
Collines de Lançon  
Côte Bleue  
Etoile  
Garlaban  
Grand Caunet (Marcouline - Cap Canaille)  
Les Roques  
Montaiguet  
Pont de Rhaud  
Quatre Termes  
Régagnas  
Ste Baume  
Ste Victoire - Concors  
Sulauze  
Trévaresse

Tout espace sur le Territoire de la Métropole sera concerné par la compétence « Milieux forestiers et paysages » dès lors qu'il s'agit d'espaces et/ou de thématiques comprises dans la compétence.

#### **4 - Organisation de la Gouvernance et participation des élus**

Chaque périmètre identifié dans le cadre de mesures de gestion, de protection et/ou d'animation (ex : PM PFCI, Charte forestière...), fera l'objet de l'installation d'un mode de gouvernance opérationnel local appelé comité de gestion.

La mise en œuvre de cette forme de gouvernance, qui a fait l'objet d'échanges et de partage dans le cadre du groupe de travail "Agriculture forêts et paysages" issu de la conférence métropolitaine des maires permettra à la Métropole d'inscrire dans la continuité la gestion mais aussi les animations portées anciennement par les syndicats de PIDAF.

Ce principe de continuité correspond à l'attente exprimées par les élus concernant l'instauration d'une gouvernance équilibrée donnant une place première aux élus représentant les communes dans une logique de pérennité des modes opérationnels actuels et de cohérence métropolitaine.

Pour toutes les thématiques, il est proposé, par massif, la création de Comités de gestion (basé sur l'article L 5211-49-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Ces comités sont composés :

- d'élus désignés par les communes pour les périmètres concernés
- d'élus de la Métropole en charge ou en lien avec la compétence (élu délégué à l'agriculture, forêt, et paysages, élu délégué à la stratégie environnementale, au plan climat et à la prévention des risques),
- des techniciens issus des communes et des Conseils de Territoires,

- d'acteurs locaux impliqués dans la gestion des massifs : pompiers, agriculteurs, chasseurs, représentants des CCFF, techniciens du CRPF, ONF, scientifiques, spécialistes thématique, CEN (conservatoire des espaces naturels), Conservatoire du littoral, associations de propriétaires privés...

Ces comités seront présidés par un ou plusieurs Vice-Présidents délégués issus des Territoires concernés par le massif.

Le Président ou les co-Présidents convoqueront les Comités et géreront les ordres du jour. Les services des Conseils de Territoires seront chargés de l'organisation matérielle des comités.

Les représentants du département, de la région et de l'État pourront également être invités à participer à ces comités (ex : à l'occasion de dossiers techniques ou financiers).

Ces comités se réuniront à la demande des élus autant de fois que de besoin.

#### **5 - Rôles et principes de fonctionnement**

Les Comités de gestion ont pour mission, dans un cadre métropolitain cohérent, d'exprimer les besoins s'agissant des programmes et prévisions d'études, d'actions et de travaux ainsi que la définition des niveaux de financement nécessaires à leur réalisation. Ils assurent également le suivi des actions.

Ces programmes seront transmis à la Métropole – conseils de territoire pour enrôlement et inscriptions des dépenses aux budgets.

Les études, actions et travaux ou gestion des financements seront ensuite conduits par les territoires auxquels sont rattachés les massifs. Notamment les services des territoires en lien avec les communes concernées auront la charge de l'exécution opérationnelle et budgétaire en s'appuyant sur les moyens humains et matériels mis à leur disposition.

En tant que de besoin et afin d'assurer une continuité opérationnelle basée sur la connaissance des massifs, et à la demande des communes, des conventions de gestion et de mutualisation de moyens pourront être établies entre La Métropole, ses Territoires et les communes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide de généraliser l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain.

**Article 2 :**

Cette compétence est définie comme la mise en œuvre de l'ensemble des schémas, actions et opérations utiles et nécessaires à la préservation, la mise en valeur et l'ouverture des espaces et massifs métropolitains, forestiers, et agricoles d'interface.

**Article 3 :**

A la demande des communes qui le souhaitent, la Métropole apportera son concours en assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion des forêts communales.

**Article 4 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide de généraliser l'exercice de la compétence paysages à l'ensemble du territoire métropolitain.

**Article 5 :**

Cette compétence est définie comme l'observation et la définition des paysages à travers une actualisation de l'atlas des paysages et la mise en place d'un observatoire permettant d'apporter une expertise dans le cadre des SCOT, PLUI et autres programmes d'aménagement. La contribution aux études et projets favorisant l'établissement de paysages de qualité en particulier pour la protection des paysages emblématiques (réglementation des panneaux et publicité, etc.).

**Article 6 :**

Sont approuvées la constitution et les modalités d'intervention des instances de gouvernance -comités de gestion- telles qu'exposées ci-dessus.

**Article 7 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à engager toutes les démarches relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 002-2809/17/CM**

**■ Création d'un Atlas Métropolitain de la Biodiversité  
MET 17/4978/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence se caractérise par un patrimoine naturel méditerranéen d'une valeur exceptionnelle, certainement le plus important de toutes les métropoles françaises. Les espaces naturels couvrent 56 % du territoire métropolitain. 75 % de ceux-ci bénéficient d'une protection et/ou d'une gestion. Il s'agit d'un Parc National, de 4 Parcs Naturels Régionaux, de 3 Réserves Naturelles et de 29 sites Natura 2000.

Au regard de la valeur de ce patrimoine, les menaces qui pèsent sur sa conservation sont également importantes. La périurbanisation ou l'accumulation d'aménagements viennent artificialiser l'espace et couper les continuités écologiques. La diminution, voir la disparition, des activités agricoles et pastorales dans nos grands massifs naturels contribue à leur banalisation paysagère et écologique.

Conscient de ce constat et de sa responsabilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite développer une politique de protection et de valorisation de ses espaces naturels. Cela passe par le soutien aux structures de gestion existantes et par la prise en compte des espaces de nature plus « ordinaires ».

La définition de ce schéma directeur métropolitain de protection et de valorisation de la biodiversité nécessite au préalable de réaliser un état des lieux des richesses et des enjeux. Il s'agit donc de créer un Atlas Métropolitain de la Biodiversité.

De nombreux inventaires et études existent déjà. La majorité de cette connaissance est centralisée au

niveau des bases de données naturalistes régionales (SILENE). il s'agit donc de mutualiser cette connaissance, de l'actualiser et de la compléter afin de disposer d'une vision cohérente sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Cet « état initial » de la biodiversité permettra de suivre l'évolution de l'état de conservation du patrimoine naturel. Il constituera un outil d'évaluation des politiques publiques mises en œuvre. Enfin, il sera un lieu de partage et de diffusion de l'information afin de faciliter la prise en compte des enjeux écologiques au sein de l'institution et des politiques qu'elle développe.

Cette démarche doit aussi contribuer au développement d'une « culture métropolitaine de la biodiversité » que ce soit au niveau des habitants, des usagers, du monde associatif ou celui de la recherche

Le coût de ce projet s'élève à 120 000€HT sur trois ans (2018-2020).

L'Agence France pour la Biodiversité a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt pour participer au financement de projets de création d'Atlas de la Biodiversité à l'échelle communale et intercommunale.

Plan de financement prévisionnel de l'opération :

Nature de la prestation	Dépenses (HT)	Financeurs	Recettes
Inventaires des connaissances et définition d'un plan de prospection	15 000	Agence Française pour la Biodiversité	60 000
Conception d'un outil d'exploitation des données	15 000		
Animation et réalisation des prospections	70 000	Autofinancement	60 000
définition des enjeux	10 000		
Restitution des résultats et communication	10 000		
<b>Total des dépenses</b>	<b>120 000</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>120 000</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée, la création d'un Atlas Métropolitain de la Biodiversité.

#### **Article 2 :**

Est approuvée, la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à manifestation d'intérêt de l'Agence Française pour la biodiversité concernant la création d'Atlas de la Biodiversité.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération, et à signer tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 003-2810/17/CM**

**■ Campagne annuelle de lutte contre les moustiques  
MET 17/4879/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté préfectoral, une campagne de démoustication se déroule chaque année sur une vingtaine de communes du département des Bouches-du-Rhône comprise dans toute la zone territoriale d'action de l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du Littoral Méditerranéen (E.I.D).

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône mandate l'EID, opérateur public environnemental en zones humides, participe au financement des travaux de démoustication et fait notamment l'avance des participations communales. Les communes doivent reverser 25% du montant des dépenses de démoustication au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Depuis plusieurs années, les communes de Berre l'Etang, Rognac, Salon de Provence et Saint-Chamas sont intégrées dans la zone de lutte contre les moustiques.

Dès 2005 et jusqu'en 2015, l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance, par délibération communautaire n°177/05 du 20 septembre 2005, s'est substituée aux quatre communes pour financer cette action d'intérêt général, dans le cadre de ses compétences en « Protection de l'environnement et cadre de vie » et « Aménagement de l'Espace ».

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étant substituée de plein droit aux six anciens Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés, participe donc à cette action.

Pour l'année 2017, la participation prévisionnelle s'élève à 125 000 €. Le montant définitif sera établi en fonction des traitements réalisés par commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération communautaire n° 177/05 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance en date du 20 septembre 2005 relative aux campagnes de lutte contre les moustiques ;
- L'arrêté préfectoral du 23 décembre 2016 relatif à la campagne de lutte de contrôle de la nuisance liée aux moustiques dans le Département des Bouches-du-Rhône pour l'année 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la participation au financement de la campagne annuelle de démoustication réalisé par l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du Littoral Méditerranéen (E.I.D), dont le montant est estimé à 125 000 € pour l'année 2017.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits à la section de fonctionnement sur la ligne 65733 du Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 004-2811/17/CM**

**■ Attribution de l'aide exceptionnelle aux communes incendiées en 2016  
MET 17/4663/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au cours de l'été 2016, plusieurs communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont une nouvelle fois été touchées par des incendies qui ont détruit au total plus de 4000 ha de forêt et de végétation, des habitations et entreprises, des équipements scolaires ou des biens mobiliers.

Lors de sa séance du 19 septembre 2016, le Conseil métropolitain a décidé de voter une aide exceptionnelle de 1M€ destinée à la réparation des dommages subis et à la restauration des terrains incendiés.

Les dossiers de demandes d'aide reçus ont été instruits en collaboration avec les services du Conseil départemental et de la Région.

Cette instruction a permis de valider le principe de mise en place des premières aides, pour les dossiers complets, dans le cadre de plans de financement laissant une part d'autofinancement à la charge des communes à hauteur de 20%. Ces dossiers ont été examinés lors des séances du Conseil métropolitain du 30 mars et du 13 juillet 2017.

Une partie des dossiers devait encore faire l'objet de compléments d'instruction.

A ce jour, le dossier déposé par la commune de Vitrolles a fait l'objet d'une instruction avec le Conseil départemental et la Région courant juillet et peut faire l'objet d'une aide dans les conditions indiquées ci-après.

Les travaux réalisés par la commune de Vitrolles et qu'il est proposé de financer sont les suivants :

Nature des travaux	Coût estimatif	Aide Métropole
Diagnostic et remise en état de la falaise de Vitrolles – parcelles communales	363 348 €	54502 (15%) €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ENV 001-879/16/CM du Conseil métropolitain du 19 septembre 2016.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une aide exceptionnelle à la commune de Vitrolles, sinistrée par un incendie en 2016 pour la réalisation des travaux de remise en état des espaces incendiés dans la limite de 80%, toutes aides confondues, des dépenses engagées pour les travaux suivants :

Diagnostic et remise en état de la falaise de Vitrolles – parcelles communales – cout estimatif 363 348 € - participation métropole 54 502 (15%) €

**Article 2 :**

Le versement des subventions s'effectuera sur présentation des justificatifs dans la limite de la part d'autofinancement de 20% restant à la charge de la commune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 005-2812/17/CM**

**■ Attribution d'une aide exceptionnelle à la commune de Lamanon pour la protection de ses espaces forestiers et périurbains contre les éboulements**

**MET 17/4662/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le maire de la commune de Lamanon a alerté courant du 1<sup>er</sup> trimestre l'ensemble des services de l'Etat et de la Métropole concernant la situation critique dans laquelle se trouve sa commune du fait d'éboulements rocheux au sein de la forêt en limite du village et sur le site de Calès.

Les études menées ont permis de définir des mesures de purge, d'abattage d'arbres de confortement et de protection qui permettront de sauvegarder les biens et les personnes ainsi que celles qui fréquentent le site de haute qualité environnement et paysagère.

La commune a lancé une consultation pour engager les travaux d'urgence, validées par l'ensemble des acteurs concernés et qui sont établis à 200 411 € HT. Le dossier de demande d'aide a été instruit en collaboration avec le Conseil Départemental qui apportera une aide pour le financement cette opération à hauteur de 70%. Il est proposé que la Métropole apporte une contribution pour la préservation de ce site d'exception à hauteur de 10% du montant des travaux soit 20 041 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une aide exceptionnelle de 20 041€ à la commune de Lamanon pour la réalisation de travaux de protection et de confortement du massif forestier et du cirque de Calès contigus au village.

**Article 2 :**

Le versement de la subvention s'effectuera sur présentation des justificatifs dans la limite de la part d'autofinancement de 20% restant à la charge de la commune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 006-2813/17/CM**

**■ Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fonction de structure animatrice du Grand Site Sainte-Victoire, sites Natura 2000 FR9301605 "Montagne Sainte-Victoire - Forêt de Peyrolles - Montagne des Ubacs - Montagne d'Artigues" et FR9310067 "Montagne Sainte-Victoire", et à la Présidence du Comité de pilotage du site**

**MET 17/4819/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le site FR9310067 « montagne Sainte-Victoire » est une Zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive européenne 79-409/CEE du 2 avril 1979, dite « directive oiseaux » remplacée depuis par la directive européenne 2009/147/CEE du 30 novembre 2009.

Le site FR9301605 « Montagne Sainte-Victoire - Forêt de Peyrolles - Montagne des Ubacs - Montagne d'Artigues » est une Zone Spéciale de Conservation (ZSC) au titre de la directive européenne 93/43/CEE du 21 mai 1992, dite « directive habitats ».

Ces deux sites, situés essentiellement sur le territoire du Grand Site Sainte-Victoire, font partie du réseau européen Natura 2000.

La loi prévoit que les sites Natura 2000 sont conduits par un Comité de pilotage. (COPIL) composé notamment de représentants des collectivités territoriales intéressées et de leurs groupements concernés. Cette instance est chargée de suivre la mise en œuvre des objectifs de gestion du site tels que définis dans le Document d'Objectifs (DOCOB), et valide annuellement les bilans et les programmes d'actions du site.

Les membres du COPIL sont désignés par arrêté préfectoral et les représentants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale, membres du COPIL, désignent, parmi eux, le Président.

Le COPIL est accompagné par une structure animatrice qui a en charge le portage technique et administratif de la démarche. Ses missions sont les suivantes :

- mise en œuvre de la contractualisation (animation des chartes, contrats et MAEC) ;
- mise en œuvre des actions non contractuelles proposées par le DOCOB du site ;
- assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences ;
- amélioration des connaissances et du suivi scientifique ;
- réalisation d'actions de communication, de sensibilisation et d'information ;
- soutien à l'articulation de Natura 2000 avec les autres politiques publiques ;
- gestion administrative et financière ;
- organisation des comités de pilotage ;
- mises à jour et/ou révision du DOCOB ;
- suivi de la mise en œuvre du DOCOB.

La structure animatrice rend compte annuellement au COPIL des actions réalisées et fait valider le programme d'actions pour l'année à venir.

Cette structure animatrice, qui doit être une collectivité territoriale ou un groupement, est désignée par les représentants des collectivités territoriales et EPCI, membres du COPIL.

Depuis 2006 et jusqu'en 2016, l'animation des deux sites était menée par le syndicat mixte départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire et la présidence du comité de pilotage des sites « montagne Sainte-Victoire » était assurée par le Président du syndicat mixte départemental.

Du fait de la dissolution du syndicat mixte et de la substitution de la Métropole Aix-Marseille-Provence à ce syndicat, le prochain comité de pilotage aura en charge de désigner une nouvelle structure animatrice et un nouveau Président.

Afin de poursuivre l'animation et le suivi en cours des sites ZPS et ZSC « Montagne Sainte Victoire », la Métropole Aix-Marseille-Provence, à travers le Territoire du Pays d'Aix, souhaite proposer sa candidature à la fonction de structure animatrice de ces sites pour les trois années à venir couvrant la période 2018 à 2021 (juin 2018 à mai 2021).

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite en outre proposer la candidature de son Président, ou de son représentant, membre du COPIL, à la présidence du COPIL de ces sites Natura 2000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L414-2 et R414-8 à R414-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « Habitats » concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;

##### **Où il le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre l'animation des sites Natura 2000 FR9301605 « Montagne Sainte-Victoire - Forêt de Peyrolles - Montagne des Ubacs - Montagne d'Artigues » et FR9310067 « Montagne Sainte-Victoire », menée jusqu'à lors par le Syndicat mixte départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire, aujourd'hui dissout ;

##### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est proposée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fonction de structure animatrice des sites Natura 2000 FR9301605 « Montagne Sainte-Victoire - Forêt de Peyrolles - Montagne des Ubacs - Montagne d'Artigues » et FR9310067 « Montagne Sainte-Victoire »

## **Article 2 :**

Est proposée la candidature du Président de la Métropole, ou de son représentant, à la Présidence du Comité de Pilotage des sites Natura 2000 FR9301605 « Montagne Sainte-Victoire - Forêt de Peyrolles - Montagne des Ubacs - Montagne d'Artigues » et FR9310067 « Montagne Sainte-Victoire ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ENV 007-2814/17/CM**

■ **Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fonction de structure animatrice, des sites Natura 2000 FR9301601 "Côte bleue - chaîne de l'Estaque" et FR9312017 "Falaises de niolon", et à la Présidence du Comité de pilotage du site**

### **MET 17/5156/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le site FR9312017 « Falaises de Niolon » est une Zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la Directive européenne 79-409/CEE du 2 avril 1979, dite « Directive oiseaux », remplacée depuis par la directive européenne 2009/147/CEE du 30 novembre 2009.

Le site FR9301601 « Côte bleue – chaîne de l'Estaque » est une Zone Spéciale de Conservation (ZSC) au titre de la directive européenne 93/43/CEE du 21 mai 1992, dite « Directive habitats ».

Ces deux sites, situés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, font partie du réseau européen Natura 2000.

La loi prévoit que les sites Natura 2000 sont conduits par un Comité de pilotage (COPIL) composé notamment de représentants des collectivités territoriales intéressées et de leurs groupements concernés. Cette instance est chargée de suivre la mise en œuvre des objectifs de gestion du site, tels que définis dans le Document d'Objectifs (DOCOB), et valide annuellement les bilans et les programmes d'actions du site.

Les membres du COPIL sont désignés par arrêté préfectoral. Les représentants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), membres du COPIL, désignent, parmi eux, le Président du COPIL.

Le COPIL est accompagné par une structure animatrice qui a en charge le portage technique et

administratif de la démarche. Ses missions sont les suivantes :

- mise en œuvre de la contractualisation (animation des chartes, contrats et MAEC) ;
- mise en œuvre des actions non contractuelles proposées par le DOCOB du site ;
- assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences ;
- amélioration des connaissances et du suivi scientifique ;
- réalisation d'actions de communication, de sensibilisation et d'information ;
- soutien à l'articulation de Natura 2000 avec les autres politiques publiques ;
- gestion administrative et financière ;
- organisation des comités de pilotage ;
- mises à jour et/ou révision du DOCOB ;
- suivi de la mise en œuvre du DOCOB.

La structure animatrice rend compte annuellement au COPIL des actions réalisées et fait valider le programme d'actions pour l'année à venir.

Cette structure animatrice, qui doit être une collectivité territoriale ou un groupement, est désignée par les représentants des collectivités territoriales et EPCI, membres du COPIL.

Concernant les deux sites de « la côte bleue – chaîne de l'Estaque » et « des falaises de Niolon » le comité de pilotage est actuellement présidé par le Préfet. Le travail réalisé en 2016 et 2017 par le Bureau d'étude ECOMED, a permis l'élaboration du Document d'objectifs, validé par le COPIL le 30 juin 2017. Ce document sera prochainement approuvé par arrêté préfectoral.

Afin de poursuivre l'animation et le suivi en cours des sites ZPS « Falaises de Niolon » et ZSC « Côte bleue – chaîne de l'Estaque », la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite proposer sa candidature à la fonction de structure animatrice de ces sites pour les trois années à venir couvrant la période 2018 à 2020.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite en outre proposer la candidature de son Président, ou de son représentant, membre du COPIL, à la présidence du COPIL de ces sites Natura 2000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « directive habitats » concernant la conservation des habitats naturels et de la faune et de la flore sauvage ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre l'animation des sites Natura 2000 FR9301601 « Côte bleu – chaîne de l'Estaque » et FR932017 « Falaises de Niolon »

**Délibère**

**Article 1 :**

Est proposée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fonction de structure animatrice des sites Natura 2000 FR9301601 "Côte bleue – chaîne de l'Estaque" et FR9312017 "Falaises de Niolon".

**Article 2 :**

Est proposée la candidature du Président de la Métropole, ou de son représentant, à la Présidence du Comité de Pilotage des sites Natura 2000 FR9301601 "Côte bleue – chaîne de l'Estaque" et FR9312017 "Falaises de Niolon".

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 008-2815/17/CM**

**■ Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fonction de structure animatrice des sites Natura 2000 FR9301603 "Chaîne de l'Étoile - massifs du Garlaban" et à la Présidence du Comité de pilotage du site  
MET 17/5159/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le site Natura 2000 FR9301603 « Chaîne de l'Étoile – massif du Garlaban » est une Zone Spéciale de Conservation (ZSC) au titre de la directive européenne 93/43/CEE du 21 mai 1992, dite « directive habitats ».

Ces deux sites, situés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, font partie du réseau européen Natura 2000.

La loi prévoit que les sites Natura 2000 sont conduits par un Comité de pilotage (COPIL) composé notamment de représentants des collectivités territoriales intéressées et de leurs groupements concernés. Cette instance est chargée de suivre la mise en œuvre des objectifs de gestion du site, tels que définis dans le Document d'Objectifs (DOCOB), et valide annuellement les bilans et les programmes d'actions du site.

Les membres du COPIL sont désignés par arrêté préfectoral. Les représentants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), membres du COPIL, désignent, parmi eux, le Président du COPIL.

Le COPIL est accompagné par une structure animatrice qui a en charge le portage technique et administratif de la démarche. Ses missions sont les suivantes :

- mise en œuvre de la contractualisation (animation des chartes, contrats et MAEC) ;
- mise en œuvre des actions non contractuelles proposées par le DOCOB du site ;
- assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences ;
- amélioration des connaissances et du suivi scientifique ;
- réalisation d'actions de communication, de sensibilisation et d'information ;
- soutien à l'articulation de Natura 2000 avec les autres politiques publiques ;
- gestion administrative et financière ;
- organisation des comités de pilotage ;
- mises à jour et/ou révision du DOCOB ;
- suivi de la mise en œuvre du DOCOB.

La structure animatrice rend compte annuellement au COPIL des actions réalisées et fait valider le programme d'actions pour l'année à venir.

Cette structure animatrice, qui doit être une collectivité territoriale ou un groupement, est désignée par les représentants des collectivités territoriales et EPCI, membres du COPIL.

Concernant le site « Chaîne de l'Étoile – massif du Garlaban » le comité de pilotage est actuellement présidé par le Préfet. Le travail réalisé entre 2003 et 2007, a permis l'élaboration du Document d'objectifs.



Validé par le COPIL le 21 mars 2007, ce document a été approuvé par arrêté préfectoral du 9 Août 2007.

Faute de structure animatrice, aucune action de gestion n'a pu être entreprise. Pour relancer l'animation et le suivi en cours de ce site ZSC « Chaîne de l'Etoile – massifs du Garlaban », la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite proposer sa candidature à la fonction de structure animatrice de ces sites pour les trois années à venir couvrant la période 2018 à 2020.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite en outre proposer la candidature de son Président, ou de son représentant, membre du COPIL, à la présidence du COPIL de ce site Natura 2000.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « directive habitats » concernant la conservation des habitats naturels et de la faune et de la flore sauvage.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre l'animation du site Natura 2000 FR9301603 « Chaîne de l'Etoile – massif du Garlaban ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Est proposée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fonction de structure

animatrice du site Natura 2000 FR9301603 « Chaîne de l'Etoile – massif du Garlaban ».

**Article 2 :**

Est proposée la candidature du Président de la Métropole, ou de son représentant, à la Présidence du Comité de Pilotage site Natura 2000 FR9301603 « Chaîne de l'Etoile – massif du Garlaban ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 009-2816/17/CM**

**■ Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fonction de structure animatrice du site Natura 2000 ZPS FR9312015 Etangs entre Istres et Fos et à la Présidence du Comité de Pilotage du site  
MET 17/4862/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le site FR9312015 Etangs entre Istres et Fos localement appelé Région des Étangs de Saint-Blaise est une Zone de Protection Spéciale désignée par un arrêté ministériel du 3 mars 2006, au titre de la directive européenne 79-049/CEE du 2 avril 1979 dite Directive Oiseaux concernant la conservation des oiseaux sauvages.

Ce site est intégré au réseau européen Natura 2000 et fait partie des 15 sites Natura 2000 que compte le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La ZPS couvre 1 225 hectares répartis sur les communes de Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts, Istres et Fos-sur-Mer.

En France, les sites Natura 2000 sont conduits par un Comité de Pilotage, instance administrative qui valide les bilans et les objectifs de gestion du site. Les membres sont désignés par arrêté préfectoral répartis en trois collèges. Le Pays de Martigues de la Métropole Aix-Marseille-Provence assure depuis 2012 la Présidence du Comité de Pilotage du site Natura 2000 Étangs entre Istres et Fos.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, aujourd'hui Territoire de la Métropole dénommé Pays de Martigues, a élaboré le document d'objectifs (DOCOB) du site officialisé par arrêté préfectoral du 28 août 2012. Les objectifs de conservation prioritaires du site sont : restaurer, maintenir les marais d'eau douce pour les oiseaux paludicoles et les oiseaux hivernants ; restaurer et maintenir les marais salants et lagunes littorales pour la nidification des laro-limicoles ; la préservation des

zones agricoles ; le maintien des liens fonctionnels écologiques entre les zones humides du site.

Depuis mai 2012, le Pays de Martigues assure l'animation de la démarche Natura 2000 se traduisant par la mise en œuvre des actions relevant de six ordres :

- La gestion des espèces et des habitats (contractualisation des contrats, charte, opérations de gestion) ;
- La communication, sensibilisation, valorisation ;
- Le suivi des évaluation des incidences ;
- La veille à la cohérence des politiques publiques et le conseil environnemental relatif au site ;
- Les suivis scientifiques ;
- La gestion administrative, financière, l'animation de la gouvernance et la mise en œuvre du DOCOB.

Afin de poursuivre la mise en œuvre de la démarche Natura 2000 sur le site Région des Étangs de Saint-Blaise, la Métropole Aix-Marseille-Provence au travers du Territoire du Pays de Martigues se propose de renouveler son engagement à la fonction de structure animatrice et d'assurer la présidence du comité de pilotage du site. Ces fonctions sont prévues pour une durée de trois années couvrant la période du 1<sup>er</sup> mai 2018 au 30 avril 2021.

Le comité de pilotage du site Natura 2000 du 18 septembre 2017 a approuvé la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence au travers du Conseil de Territoire du Pays de Martigues comme structure animatrice et à la présidence du comité de pilotage du site sur la période 2018-2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la convention d'animation du site Natura 2000 Étangs entre Istres et Fos entre l'État et le Pays de Martigues arrive à échéance le 30 avril 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence au travers du Territoire du Pays de Martigues propose sa candidature à la fonction de structure animatrice et à la présidence du Comité de Pilotage du site pour une durée de trois années

**Délibère**

**Article 1 :**

Est proposée la candidature du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son représentant à la présidence du Comité de Pilotage du site Natura 2000 FR9312015 Étangs entre Istres et Fos.

**Article 2 :**

Est proposée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays de Martigues en tant que structure animatrice du site Natura 2000 FR9312015 Étangs entre Istres et Fos

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 010-2817/17/CM**

**■ Approbation d'une convention d'assistance au renouvellement de la labellisation Grand Site de France pour le Grand Site Sainte-Victoire MET 17/4886/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole du 30 mars 2017 a entériné l'adhésion de la Métropole à l'association Réseau des Grands Sites de France pour le compte du grand Site Sainte-Victoire.

Force de proposition dans la réflexion nationale et internationale sur le devenir de hauts-lieux patrimoniaux, confrontés au défi de leur protection face à une pression touristique et urbaine croissante, le Réseau représente les collectivités gestionnaires des Grands Sites de France labellisées et en projet. A

ce titre, il est consulté par le ministère de l'environnement dans le cadre de l'instruction de demande de label. Il apporte à ses membres un appui technique et des compétences multidisciplinaires en matière de préservation, de gestion et de mise en valeur des paysages remarquables.

Le Grand Site Sainte-Victoire organisé autour des sites classés de Sainte-Victoire et de Concors s'est vu attribuer le label Grand Site de France en 2004 – parmi les premiers sites labellisés à l'époque, puis renouvelé en 2011 en reconnaissance des actions de préservation du site et des paysages entreprises depuis les années 90.

Aujourd'hui, après quatorze ans de labellisation, la Métropole est amenée à porter une nouvelle demande d'attribution du label Grand Site de France dans un environnement très spécifique notamment marqué par : le classement de Concors en 2013 - en partie sur le Var hors des limites territoriales historiques du Grand Site – la prise en compte de démarches spécifiques vers l'économie locale et au-delà des aménagements à vocation d'accueil du public habituels ; et la dissolution du syndicat mixte fin 2016, suivie de son intégration à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ces évolutions rendent nécessaires une révision des limites du site, la mise en place d'une nouvelle gouvernance, et la construction d'une nouvelle stratégie de gestion et de partenariats qui répondent à ces enjeux.

Pour définir une méthodologie adaptée à cette situation particulière, une réflexion approfondie sera nécessaire, pour laquelle Sainte-Victoire et le RGSF ont décidé de s'associer.

En effet, cette réflexion stratégique va au delà de l'accompagnement habituellement apporté par le RGSF à ses membres dans leur démarche vers l'obtention du label Grand Site de France ou son renouvellement. Le Grand Site Sainte-Victoire se doit d'élaborer un dossier différent de celui des candidatures précédentes orientées vers l'aménagement du site.

A cette fin, Sainte-Victoire pourra bénéficier de l'expertise du RGSF et de l'éclairage des pratiques de ses membres tandis que les apports méthodologiques issus de ce travail pourront être capitalisés, tant pour le RGSF que dans le cadre plus général de l'évolution de la démarche Grand Site de France établie par le Ministère en partenariat avec le RGSF.

Ce partenariat est formalisé par une convention qui précise les conditions contractuelles et financières de cette réflexion commune.

Le Réseau des Grands Sites de France apportera à la réflexion commune son savoir-faire et ses références en la matière. Il mobilisera son expertise pour accompagner Sainte-Victoire dans l'élaboration de sa méthodologie et la construction de sa stratégie, participera aux réunions du Comité de pilotage du

Grand Site ou de la candidature, apportera son appui pour l'animation de la concertation (échanges et tables rondes), fera bénéficier l'ensemble du RGSF du retour d'expérience de cette approche.

La direction du Grand Site mettra à disposition tous les documents, données, informations. Il, organisera et participera aux réunions, rencontres et visites de terrain nécessaires, associera le RGSF à l'élaboration de la méthodologie, rédigera le dossier de candidature au label, participera au bilan qui sera fait de cette démarche afin d'en tirer les enseignements méthodologiques profitables à tout le Réseau.

Le Grand Site Sainte-Victoire s'acquittera auprès du Réseau du remboursement des frais spécifiques engagés par le RGSF pour cette action, lesquels ne sauraient excéder 20 000 euros.

Cette dépense sera financée à 80 % par les crédits sollicités par ailleurs par le Grand Site auprès des services de l'État (DREAL Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) dans le cadre de l'Opération Grand Site (OGS) Sainte-Victoire.

La convention jointe précise les conditions contractuelles et financières de cette réflexion commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites ;
- La délibération ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à la dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire - Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération ENV 005-1856/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'adhésion de la Métropole au Réseau des Grands Sites de France pour le Grand Site Sainte-Victoire et paiement de la cotisation 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'engager la démarche de renouvellement du label Grand Site de France de Sainte-Victoire.
- Qu'étant donnée la situation très spécifique du Grand Site Sainte-Victoire, l'assistance du Réseau Grand Site de France est recherché.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de partenariat avec le Réseau des Grands Sites de France pour une assistance au renouvellement du label Grand Site de France.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix à la ligne 1738.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 011-2818/17/CM**

**■ Budget Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la lutte précarité énergétique  
MET 17/4797/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Plan Climat – Energie Territorial (PECT), la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est fixée des objectifs ambitieux en termes de diminution des consommations d'énergies, des émissions de Gaz à Effet de Serre et de développement des énergies renouvelables.

Ce PCET est basé sur un diagnostic qui soulève que 75 % des logements sur le territoire de Marseille Provence ont été construits avant 1974, soit avant la première réglementation thermique ; ces bâtiments nécessitent donc d'importantes rénovations.

Au regard de la réticence des ménages à se lancer dans des projets de rénovation énergétique de leur logement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour objectif d'appuyer tous projets de lutte contre la précarité énergétique à destination de la population.

Pour ce faire, la Métropole s'appuie sur l'ALEC (Agence Locale de l'Energie et du Climat), qui apporte une aide objective à la décision sur les aspects techniques, financiers, organisationnels et réglementaires permettant d'améliorer la performance énergétique et la qualité environnementale des logements et du patrimoine public.

Le programme d'actions de l'Agence ayant évolué, il est nécessaire d'ajuster budgétairement l'opération d'investissement « Lutte précarité énergétique ».

L'opération d'investissement n°2015114100 inscrite au budget pour un montant initial de 70 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151180BP du programme 18, doit être affectée d'une revalorisation de 10 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 80 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 003-1467/15/CC du 20 novembre 2015 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la mise en place d'actions de lutte contre la précarité énergétique ;

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 10 000 euros de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée dans l'autorisation de programme 151180BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015114100 « Lutte précarité énergétique » pour un montant de 10 000 euros portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 80 000 euros.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2017 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 : 13 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Cadre de vie,  
traitement des déchets, eau et  
assainissement"***  
\*\*\*\*\*

DEA 001-2819/17/CM

■ **Présentation des rapports annuels 2016 des  
délégataires des services d'eau potable et  
d'assainissement collectif du territoire Istres-  
Ouest Provence  
MET 17/3978/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les services publics d'eau potable et d'assainissement des communes qui composent le Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-

Marseille-Provence, délégués par affermage, sont exploités par :

- la Société des Eaux de Marseille (SEM) pour les communes de Grans et Cornillon-Confoux ;
- la Société SUEZ pour les communes d'Istres, Miramas, Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Dans ce cadre, conformément à l'article 52 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, le délégataire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Lorsque la gestion d'un service public est déléguée, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Afin de répondre à cette obligation légale, ces rapports ont été remis par les sociétés délégataires auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, dès la communication du rapport mentionné à l'article 52 de l'ordonnance du 29 janvier 2016 susmentionnée, son examen est mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.1411-3 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- La délibération n° 138-90 du 28 juin 1990 approuvant le contrat d'affermage avec la SEERC (SUEZ) pour l'exploitation du service d'eau potable des communes d'Istres et Miramas ;

- La délibération n° 139-90 du 28 juin 1990 approuvant le contrat d'affermage avec la SEERC (SUEZ) pour l'exploitation du service d'assainissement des communes d'Istres et Miramas ;
- La délibération n° 482-03 du 30 juin 2003 relative au transfert du contrat d'affermage du réseau d'assainissement de la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône confié à la SEERC (SUEZ) au SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 880-08 du 17 décembre 2008 approuvant le projet de concession confié à la SEERC (SUEZ) pour la construction et l'exploitation du système épurateur de la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;
- La délibération n° 541-15 du 24 novembre 2015 approuvant le contrat d'affermage avec la SEERC (SUEZ) pour l'exploitation du service d'eau potable de la commune de Port-saint-Louis-du-Rhône ;
- La délibération n° 966-03 du 19 décembre 2003 relative au transfert des services de l'eau et de l'assainissement de la commune de Fos-sur-Mer au SAN Ouest Provence – Transfert des contrats d'affermage existants entre la commune de Fos-sur-Mer et la SEERC (SUEZ) ;
- La délibération n° 539-15 du 24 novembre 2015 approuvant le contrat d'affermage avec la Société des Eaux de Marseille pour l'exploitation du service public d'eau potable des communes de Grans et de Cornillon-Confoux ;
- La délibération n° 540-15 du 24 novembre 2015 approuvant le contrat d'affermage avec la Société des Eaux de Marseille pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif des communes de Grans et de Cornillon-Confoux ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de prendre acte des rapports annuels remis par les délégataires des services d'eau potable et d'assainissement collectif du territoire Istres-Ouest Provence, conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est pris acte du rapport annuel de la Société SUEZ relatif aux services publics d'eau potable et de l'assainissement collectif pour les communes d'Istres, Miramas, Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

**Article 2 :**

Est pris acte du rapport annuel de la Société Eaux de Marseille relatif aux services publics d'eau potable et de l'assainissement collectif pour les communes de Grans et Cornillon-Confoux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 002-2820/17/CM**

**■ Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) pour 2016 du Territoire du Pays d'Aix  
MET 17/4112/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) du Pays d'Aix est intervenue le 1er janvier 2004 avec le transfert de cette compétence des communes à la Communauté du Pays d'Aix.

Comme pour les années précédentes et conformément à l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le SPANC doit mettre à disposition des usagers, des élus et des administrations son rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif ainsi que l'avis de son assemblée délibérante. Le contenu de ce rapport est fixé par arrêté du 2 mai 2007.

Il devra être présenté au Conseil Municipal de chaque commune dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Ce rapport sera mis à disposition du public dans les 15 jours qui suivent sa présentation au Conseil de Métropole et les indicateurs seront saisis en ligne sur le site de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA).

Le rapport annuel contient des informations techniques et financières relatives au Service Public d'Assainissement Non Collectif et on y aborde notamment :

- les missions et l'organisation du service,

- le bilan technique des actions menées en 2016,
- la caractérisation technique du service et les indicateurs de performance,
- la tarification.

Le rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du Service Public d'Assainissement Non Collectif est communiqué en pièce jointe.

Une synthèse de ce rapport est donnée ci-après :

Le SPANC du Pays d'Aix compte 26 000 installations d'assainissement non collectif pour une population desservie estimée à plus de 60 000 habitants.

- **Le contrôle des installations neuves par le SPANC : l'assurance pour l'utilisateur de la réalisation d'une installation réglementaire et respectueuse pour l'environnement**
- 490 projets ont été soumis à l'examen préalable de conception (installations neuves ou à réhabiliter) du SPANC en 2016. Dans 61 % des cas, il s'agissait de projets réalisés dans le cadre de demande d'urbanisme (PC neuf ou extension).
- 333 visites de vérification de l'exécution des travaux conformément au projet validé ont été réalisées en 2016 par le SPANC.

Ces visites permettent, au-delà de la vérification du respect de la réglementation et des règles de l'art, de conseiller l'utilisateur sur l'entretien futur de son nouveau dispositif.

- **Le contrôle des installations existantes : suivre le bon fonctionnement des installations pour protéger les milieux naturels et la salubrité publique**
- En 2016, le SPANC a continué le contrôle périodique de bon fonctionnement et 1117 installations ont ainsi été contrôlées.

Ces contrôles ont été réalisés principalement sur les communes d'Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Cabries, Meyrargues, Peyrolles-en-Provence et Venelles.

- 634 contrôles à la demande des propriétaires ont été réalisés par le SPANC. dans le cadre de vente.
- D'autre part 42 diagnostics de bon fonctionnement ont été réalisés dans le cadre de demandes d'urbanisme relatives à des extensions de bâti.

C'est donc au total, 1793 contrôles de bon fonctionnement et entretien qui ont été faits par le SPANC du Pays d'Aix en 2016.

- **Le programme de réhabilitation en cours : agir pour mettre fin aux dysfonctionnements des installations qui sont un danger pour la santé ou la sécurité des personnes**

En 2016, l'Agence de l'Eau a financé dans le cadre du programme de réhabilitation en cours les travaux de réfection de 70 installations d'assainissement individuel présentant des dangers pour la santé ou la sécurité des personnes pour un montant global de 210 000 € (24,2% du montant des travaux en moyenne).

- **Tarification du SPANC**

Enfin, le SPANC est un Service Public Industriel et Commercial avec un Budget Annexe équilibré par les redevances payées par l'utilisateur. Sur l'exercice 2016 les tarifs étaient inchangés par rapport à 2015.

2403 factures ont été envoyées en 2016 pour un montant de 399 874 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier ses articles L.2224-5 et l'annexe VI et D 2224-1;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Délibère

### Article unique :

Est approuvé le rapport annuel 2016 sur la qualité et le prix du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 003-2821/17/CM**

#### **■ Présentation des rapports annuels 2016 des délégataires de l'eau et de l'assainissement du Territoire Marseille Provence MET 17/4218/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

La Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau pour l'ensemble des communes du territoire Marseille Provence à l'exception de la commune de Plan-de-Cuques et de la partie villageoise de la commune de Gémenos, gérées en Régies, a remis son rapport annuel pour l'exercice 2016.

De la même manière, le Service de l'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM), délégataire du service de l'assainissement zone Centre, la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM), délégataire du service de l'assainissement zone Est et la Société d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM), délégataire du service de l'assainissement zone Ouest ont remis leur rapport annuel pour l'exercice 2016.

Ces rapports sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement dont une synthèse est jointe en annexe et sont pris en compte pour la rédaction du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) 2016 pour le territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

## Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 002-607/13/CC du 31 octobre 2013;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Centre attribuée à la SERAM par délibération AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone attribuée à la SEM par délibération AGER 004-610/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Ouest attribuée à la SEM par délibération AGER 003-609/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les rapports annuels des délégataires pour l'année 2016 ont été remis par :
  - la Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) pour le contrat de délégation du service public de l'eau,
  - le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM), la Société d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM) et la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM) pour chacun des contrats



de délégation du service public de l'assainissement.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est pris acte de la présentation du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2016, remis par la Société Eau de Marseille Métropole, attributaire du contrat de délégation du service de l'eau pour l'ensemble des communes du territoire communautaire à l'exception de la commune de Plan-de-Cuques et de la partie villageoise de la commune de Gémenos.

### **Article 2 :**

Est pris acte de la présentation du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2016, remis par le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM) attributaire du contrat de délégation du service de l'assainissement zone Centre pour les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Marseille, le Rove, Septèmes-les-Vallons et la zone industrielle de Gémenos.

### **Article 3 :**

Est pris acte de la présentation du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2016, remis par la Société d'Assainissement Ouest Métropole attributaire du contrat de délégation du service de l'assainissement zone Ouest pour les communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Marignane, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins.

### **Article 4 :**

Est pris acte de la présentation du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2016, remis par la Société d'Assainissement Est Métropole attributaire du contrat de délégation du service de l'assainissement zone Est pour les communes de Cassis, Ceyreste, La Ciotat et Roquefort-la-Bédoule.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 004-2822/17/CM**

### **■ Approbation du rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement MET 17/4223/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs. L'article 73 de ladite loi, et le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel du Président sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Pour l'année 2016, les 6 territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont réalisé leurs rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement :

- un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire de Marseille-Provence ;
- un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'assainissement non collectif pour le Territoire du Pays d'Aix ;
- un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays Salonais ;
- un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays de Martigues ;
- un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire Ouest Provence ;
- un Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aubagne.

Ces rapports ont pour objet de préciser les missions et les objectifs du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Ils détaillent un certain nombre d'indicateurs d'activité du service et sont construits le cas échéant en prenant en compte l'analyse des rapports d'activité des délégataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ; La loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et notamment son article 73 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que les services publics de l'eau et de l'assainissement doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leur prix et à leur qualité ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole et mis à la disposition du public.

**Délibère**

**Article unique :**

Sont approuvés les Rapports Annuels sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement pour les territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ci-annexés pour l'exercice 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 005-2823/17/CM**

**■ Présentation du rapport annuel 2016 du délégataire du service public de l'assainissement du Territoire du Pays Salonais, Agglopolé Provence Assainissement MET 17/4598/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet

chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Agglopolé Provence Assainissement, titulaire du contrat de délégation du service public de l'assainissement sur 16 communes du Territoire du Pays Salonais (toutes sauf Vernègues) a remis son rapport annuel pour l'exercice 2016.

Ce rapport a pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par le délégataire ainsi que les résultats financiers relatifs au contrat de délégation. Il détaille les indicateurs d'activités du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1411-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 en date du 1<sup>er</sup> février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- La délibération n°149/12 du 2 juillet 2012 portant attribution du contrat de délégation de service public de l'assainissement à la société dédiée APA ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### Considérant

- Que les activités des délégataires des services publics de l'assainissement doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole ;

### Délibère

#### Article Unique :

Est pris acte du Rapport Annuel du Déléataire du Service Public de l'Assainissement du Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Agglopolie Provence Assainissement pour l'exercice 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 006-2824/17/CM**

#### **■ Présentation du rapport annuel 2016 du délégataire du service public de l'assainissement du Territoire du Pays Salonais, Société des Eaux de Marseille MET 17/4600/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

La Société des Eaux de Marseille, titulaire du contrat de délégation du service public de l'assainissement du Territoire du Pays Salonais sur la commune de Vernègues a remis son rapport annuel pour l'exercice 2016.

Ce rapport a pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par le délégataire ainsi que les résultats financiers relatif au contrat de délégation du service public de l'assainissement. Il détaille les indicateurs d'activités du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1411-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 en date du 1<sup>er</sup> février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- La délibération n° 149/12 du 2 juillet 2012 portant délégation du service public pour la gestion du service de l'assainissement collectif – choix du délégataire – contrat de délégation de service public ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### Considérant

- Que les activités des délégataires des services publics de l'assainissement doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole ;

### Délibère

#### Article Unique :

Est pris acte du Rapport Annuel du Déléataire du Service Public de l'assainissement du Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la commune de Vernègues, Société des Eaux de Marseille, pour l'exercice 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 007-2825/17/CM**

**■ Présentation du rapport annuel 2016 du délégataire du service public de l'eau potable du Territoire du Pays Salonais, Agglopolé Provence Eau**

**MET 17/4599/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Agglopolé Provence Eau, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau potable sur les 17 communes du Territoire du Pays Salonais a remis son rapport annuel pour l'exercice 2016.

Ce rapport a pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par le délégataire ainsi que les résultats financiers relatif au contrat de délégation. Il détaille les indicateurs d'activités du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1411-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 en date du 1<sup>er</sup> février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- La délibération n°150/12 du 2 juillet 2012 portant délégation de service public de production et de distribution d'eau potable – choix du délégataire – contrat de délégation du service public ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les activités des délégataires des services publics de l'eau doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole ;

**Délibère**

**Article Unique :**

Est pris acte du Rapport Annuel du Délégué du Service Public de l'eau potable du Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Agglopolé Provence Eau pour l'exercice 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 008-2826/17/CM**

**■ Approbation des avenants n°1 aux conventions de vente d'eau brute entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes de Bouc-Bel-Air, Gardanne et Cabriès**

**MET 17/4237/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, en tant que délégant du service public de l'eau, a approuvé les conventions types de vente d'eau brute et d'eau potable. Ces conventions ont permis de définir les modalités de fourniture d'eau brute et d'eau potable, les règles applicables aux souscriptions, les conditions de mise à disposition de l'eau, des branchements et des compteurs, mais aussi, la détermination des dotations, les conditions de facturation et de règlement des redevances et enfin, leur durée.

Dans le cadre de l'amélioration du comptage des volumes d'eau brute du Canal de Marseille, la Société Eau de Marseille Métropole, délégataire et gestionnaire du Canal de Marseille, a installé deux nouveaux points de mesure, afin de comptabiliser l'eau fournie à l'entrée de l'usine de Gardanne.

Ces points de comptage ont été installés :

- Sur la prise du Canal à l'entrée de l'usine
- Sur la conduite d'eau de lavage entre l'usine des Giraudets et l'usine de Gardanne

Ainsi, les volumes d'eau brute prélevés seront directement comptabilisés à partir de ces points de comptage, et non plus calculés à partir des volumes d'eau filtrée sortie usine. La répartition de ces volumes entre les communes de Gardanne, Cabriès et Bouc Bel Air se fera désormais au prorata des volumes comptabilisés sur les compteurs d'eau filtrée situés en aval de l'usine de Gardanne.

Cet avenant a pour objet de modifier l'annexe 1 des conventions de vente d'eau brute qui fait référence aux points de comptage servant au suivi et à la facturation des volumes pour les communes de Bouc-Bel-Air, Gardanne et Cabriès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du contrat de Délégation de Service Public de l'eau et de ses annexes ;
- La délibération PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014 portant sur l'approbation des conventions type de vente d'eau brute et de vente d'eau potable ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de modifier l'annexe 1 aux conventions de vente d'eau brute qui fait référence aux points de comptage servant au suivi et à la facturation des volumes pour les communes de Bouc-Bel-Air, Gardanne et Cabriès.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé modifiant l'annexe 1 de la convention n°14/1781 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Bouc-Bel-Air.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé modifiant l'annexe 1 de la convention n°15/1278 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gardanne.

**Article 3 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé modifiant l'annexe 1 de la convention n°15/1263 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cabriès.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout autre document nécessaire à leur bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 009-2827/17/CM**

**■ Approbation des autorisations de programme et affectation des opérations d'investissement relatives au Schéma directeur AEP - Budget Eau MET 17/4582/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté son règlement budgétaire et financier qui prévoit l'approbation des autorisations de programme et

l'affectation des opérations d'investissement liées à l'instruction budgétaire et comptable M4.

L'opération d'investissement n° 2017502600, schéma directeur AEP d'un montant de 322 000,00 € HT inscrite au budget Eau enregistrée dans l'autorisation de programme n° 175120 EA du programme Eau de la Métropole doit être affectée.

MONTANT	CP 2017	CP 2018
322 000,00 €	22 916,67 €	299 083,33 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation de son Règlement Budgétaire et Financier ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 322 000,00 € HT de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire d'inscrire les crédits de paiement afférents aux exercices budgétaires concernés ;

**Délibère**

#### **Programme 12 - EAU - AP N° 175120 EA – EAU**

##### **- 2017502600, Schéma directeur AEP,**

Ce schéma doit permettre d'établir un programme de travaux et de définir une doctrine opérationnelle de gestion des ressources et des infrastructures afin de répondre aux besoins en eau potable de la collectivité.

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017502600, schéma directeur AEP pour un montant de 322 000,00 € HT rattachée au programme Eau, code AP n° 175120 EA.

#### **Article 2 :**

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits au Budget Eau 2017 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 010-2828/17/CM**

**■ Approbation d'une convention de fourniture d'eau potable en secours par la commune de Vitrolles à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le réseau d'eau desservant la commune de Rognac**  
**MET 17/4601/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le secours de l'alimentation en eau potable de la commune de Vitrolles a fait l'objet d'une convention bipartite entre l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence et Vitrolles, conclue pour une durée de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Il est aujourd'hui nécessaire de sécuriser le service public d'adduction d'eau du Territoire du Pays Salonais au niveau du réseau d'eau potable desservant la Commune de Rognac, notamment dans le cadre des travaux de la Société du Canal de Provence sur l'usine des Barjaquets durant l'hiver 2017/2018 constituant l'alimentation principale de la commune de Rognac.

Il est donc proposé de conclure une convention définissant les modalités techniques et financières de la fourniture d'eau potable en secours par la commune de Vitrolles à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La charge financière des achats d'eau du Territoire du Pays Salonais est assurée par le délégataire Agglopolé Provence Eau. Il n'y a pas d'impact sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Santé Publique article R1321-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de l'ex communauté d'agglomération Agglopolé Provence n° 150/12 du 2 juillet 2012 approuvant la convention de délégation de service public avec la société dédiée APE ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée une convention de fourniture d'eau potable ci-annexée en secours par la commune de Vitrolles à la Métropole Aix-Marseille-Provence au niveau de la commune de Rognac entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la société Agglopolé Provence Eau, la commune de Vitrolles et la Société

des Eaux de Marseille (délégataire de la commune de Vitrolles).

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les dépenses liées à l'achat d'eau sont prises en charge dans le cadre de la Délégation de Service Public d'adduction en eau potable du Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 011-2829/17/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention pour l'alimentation en eau brute de la station de filtration d'eau potable des Aubes sur la commune de Salon-de-Provence avec la Compagnie de Craponne  
MET 17/4603/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est en charge de la compétence eau potable notamment sur les communes du Territoire du Pays Salonais.

La station de filtration des Aubes située sur la commune de Salon-de-Provence, est alimentée en eau brute par le canal de Craponne, prenant lui-même sa ressource au niveau de la prise d'eau de Beauplan sur le canal EDF au lieu-dit "Pessequier" à Salon de Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, se substituant à l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolé Provence est à présent propriétaire de la station de filtration des eaux, qui assure l'alimentation en eau potable de la commune de Salon-de-Provence.

Depuis le 17 mars 2011, l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolé Provence, est liée par une convention à l'Œuvre Générale de Craponne pour l'alimentation en eau brute de la station par le canal de Craponne, conclue pour une durée de 20 ans.

À compter du 21 décembre 2016, l'ASA Compagnie de Craponne a été substituée à l'Œuvre Générale de Craponne.

De plus, une nouvelle station de filtration d'eau potable a été mise en service en date du 16 janvier 2017 (date de mise en distribution). Cette nouvelle station, située sur un terrain accolé à celui de l'ancienne station, est alimentée, comme la

précédente, en eau brute par une prise sur le canal de Craponne.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a procédé aux travaux suivants :

- La prise d'eau brute se situe dorénavant dans le plan d'eau de Beauplan, propriété d'EDF, légèrement en amont des modules du bassin.
- Une grille de protection a été posée au niveau de la prise d'eau avec un garde-corps sur la plateforme d'accès pour permettre son entretien.
- Une conduite gravitaire a été mise en place sur une longueur d'environ 1 285 m allant de la prise de Beauplan jusqu'à l'entrée de la station des Aubes.
- La conduite a été équipée de 3 points de comptage (débitmètres) : 1 situé en amont, 1 en entrée de la station de filtration et 1 sur le by-pass de l'usine vers un canal des irrigants.

L'ASA Compagnie de Craponne accepte et s'engage à garantir une dotation de 200 l/s, pour alimenter en eau brute la station de filtration des Aubes sans modification du tarif d'achat d'eau. Il est rappelé que celui-ci est assumé par le délégataire.

Les changements administratifs et statutaires intervenus pour chacune des deux parties ainsi que la mise en place de ces nouveaux équipements par la Collectivité nécessitent l'élaboration d'un avenant n°1 à la convention du 17 mars 2011.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention entre l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence et l'ancienne Œuvre Générale de Craponne, signée le 17 mars 2011 en vertu de la délibération communautaire n°006/11 du 14 février 2011 ;
- L'arrêté préfectoral n°100-2016 CS du 28 décembre 2016 relatif au traitement et à la

distribution des eaux provenant du Canal de Craponne à partir de la station de production d'eau potable des Aubes sur la commune de Salon-de-Provence ;

- La délibération n°150/12 de l'ex communauté d'agglomération Agglopolo Provence en date du 2 juillet 2012 approuvant la convention de délégation de service public avec la société dédiée APE ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 16 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de modifier l'annexe 1 à la convention en eau brute de la station de filtration d'eau potable des Aubes sur la commune de Salon de Provence ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci annexé, modifiant la convention du 17 mars 2011 relative à l'alimentation en eau brute de la station de filtration d'eau potable des Aubes sur la commune de Salon-de-Provence à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Compagnie de Craponne.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 012-2830/17/CM**

**■ Engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le dispositif d'aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif - Approbation d'une convention de mandat  
MET 17/4604/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de son 10<sup>ème</sup> programme d'intervention "Sauvons l'Eau" (2013-2018), l'Agence de l'Eau



Rhône-Méditerranée-Corse attribue des aides financières aux particuliers qui souhaitent réhabiliter leur dispositif d'assainissement non collectif.

La réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif est financée dans le cadre de démarches groupées portées par le Service Public d'Assainissement Non Collectif de la collectivité compétente (SPANC).

Les dispositifs d'assainissement non collectifs éligibles sont ceux :

- antérieurs à 1996 et pour lesquels le contrôle du SPANC a identifié une installation « absente », « présentant un danger pour la santé des personnes » ou « présentant un risque avéré de pollution de l'environnement » au sens de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.
- implantés sur une commune possédant un zonage d'assainissement des eaux usées approuvé.

Pour cela, il convient de signer la convention de mandat « relative à l'attribution et au versement des aides à la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectifs attribuées à des tiers » avec l'Agence de l'Eau afin que soit défini le mandat donné à la Métropole en vue d'assurer l'attribution et le versement des aides de l'Agence de l'Eau aux tiers maîtres d'ouvrages qui sollicitent une subvention pour la réhabilitation de leur assainissement non collectif.

L'aide attribuée aux propriétaires des ouvrages est une aide forfaitaire (plafonnée à occurrence du coût réel) globale pour les études et les travaux, d'un montant de 3 300 € par installation réhabilitée.

Parallèlement, les SPANC de chacun des Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourront animer et coordonner leur campagne de réhabilitation et bénéficieront alors pour cela d'une subvention d'un montant forfaitaire par installation d'assainissement non collectif réhabilitée de 300 €.

Chacun des SPANC des Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitant engager une telle démarche devra déposer un dossier de demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau identifiant le nombre d'installations d'assainissement non collectif à réhabiliter et éligibles et faisant référence à la convention de mandat. Toutes les demandes de subvention devront faire l'objet de délibération du Bureau de la Métropole.

Les conventions de mandat préalablement signées avec les Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues seront remplacées par cette nouvelle convention. Les conventions d'aides financières préalablement signées restent en vigueur mais toute nouvelle demande de subvention sera établie dans le

cadre de la convention de mandat signée pour l'ensemble de la Métropole concernée par la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2224-8 ;
- Le Code de la Santé Publique et notamment l'article L1331-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté interministériel du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;
- La délibération n°2016-46 du Conseil d'Administration du 30 novembre 2016 de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse modifiant la convention de mandat ;

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de mandat « relative à l'attribution et au versement des aides à la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectifs attribuées à des tiers » à conclure avec l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, ci-annexée.

##### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous documents y afférents.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section fonctionnement aux Budgets Annexes « assainissement » 2018 et suivants des différents Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence –

## Chapitre 67.

Les recettes correspondantes seront constatées aux Budgets Annexes «Assainissement» 2018 et suivants des différents Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section fonctionnement – Chapitre 77 pour les recettes reversées aux propriétaires et 74 pour les recettes liées à l'animation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 013-2831/17/CM**

■ **Approbation de la procédure de l'appel à projets 2017 - Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini**  
**MET 17/4793/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 51.2 du contrat de délégation de service public de l'eau, il est prévu une contribution de 0,5 % des recettes HT de vente d'eau au titre d'un «Programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement».

La contribution du service de l'eau s'élève à environ 430 000 € par an et permet de contribuer à la mise en œuvre de projets répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'engage par ailleurs à financer tous les dossiers retenus pour un montant de subvention équivalent à celui alloué par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ont créé dans ce cadre un **guichet unique** permettant aux associations de déposer un seul dossier de demande de subvention.

La procédure de l'appel à projets proposée « Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement » est définie ci-après :

Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation via le portail dématérialisé de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier administratif est complet, à partir des critères de sélection définis dans le dossier de consultation.

Les projets sélectionnés seront analysés par un jury composé d'élus et de représentants de l'administration.

Les projets ainsi retenus seront présentés en Conseil de Métropole pour l'attribution de la subvention. Chaque dossier reçoit une subvention maximale de 200 000 € (part Métropole et Agence de l'Eau). La part de la subvention ne pourra par ailleurs pas dépasser 80% du montant total des projets inférieurs ou égal à 50 000 € et 60% du montant total des projets supérieurs à 50 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°REX 002-2325/10/CC du 1<sup>er</sup> octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau

attribuée à la Société des Eaux de Marseille  
par délibération AGER 001-607/13/CC du 31  
octobre 2013 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite mener des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la procédure de l'appel à projets  
« Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de  
Coopération Internationale pour l'eau » et le dossier  
de consultation ci-annexé.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention cadre ci-annexée.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget  
annexe de l'eau de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence Sous Politique F170 - Nature 6743 -  
3DEAE.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son  
représentant est autorisé à mettre en œuvre la  
procédure d'appel à projets et à signer la convention  
cadre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 014-2832/17/CM**

**■ Proposition d'organisation de la compétence  
GEMAPI au 1er janvier 2018  
MET 17/5051/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur  
soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

#### **A- Une compétence prévue par la loi**

*La compétence GEstion des Milieux Aquatiques et la  
Prévention des Inondations – GEMAPI - fait partie des  
nouvelles compétences que doit exercer la Métropole  
Aix-Marseille-Provence.*

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de  
l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des  
Métropoles (MAPTAM) a créé une compétence  
nouvelle, la GEMAPI (GEstion des Milieux Aquatiques  
et Prévention des Inondations), au profit du « bloc  
communal ». La GEMAPI est une compétence  
obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et exclusive au 1<sup>er</sup>  
janvier 2020. Cette compétence est automatiquement  
transférée des communes aux EPCI à fiscalité propre  
au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Elle est à présent exercée de  
façon facultative et partielle par les collectivités qui  
ont parfois confié leur exercice à un Syndicat aux  
côtés d'autres missions complémentaires à la  
GEMAPI.

Cette nouvelle compétence est définie par 4 missions  
inscrites à l'article L.211-7.1° du Code de  
l'Environnement au travers de 4 alinéas :

- 1° *L'aménagement d'un bassin ou d'une  
fraction de bassin hydrographique (ou  
bassin versant).*
- 2° *L'entretien et l'aménagement d'un cours  
d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris  
les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à  
ce lac ou à ce plan d'eau.*
- 5° *La défense contre les inondations et  
contre la mer.*
- 8° *La protection et la restauration des  
sites, des écosystèmes aquatiques et des  
zones humides ainsi que des formations  
boisées riveraines.*

Les obligations ayant trait à la compétence GEMAPI  
sont pour la Métropole de deux ordres, pour lesquels  
des réponses sont toutefois apportées souvent de  
façon conjointe sur les volets GEMA et PI.

La préservation et restauration des milieux  
aquatiques :

Il s'agit de la partie « GEMA » (GEstion  
des Milieux Aquatiques) de la « GEMAPI »  
correspondant aux obligations de  
préservation des milieux aquatiques et du  
*bon état écologique* des masses d'eau  
telles que stipulées dans le SDAGE et  
son programme de mesures, en lien avec  
les pressions sur les cours d'eau, plans  
d'eau et zones humides, et notamment  
les problématiques hydromorphologiques  
et de continuité.

La protection des biens et des personnes contre les  
risques d'inondations.

Il s'agit de la partie « PI » (Prévention des Inondations) de la « GEMAPI » correspondant aux obligations prévues au **décret du 2 mai 2015** relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques.

Dans ce cadre, il revient à la Métropole d'identifier, parmi les systèmes d'endiguement et les aménagements hydrauliques (vannes, stations de pompage, stockages des écoulements, etc.), ceux qu'elle considère relevant de la GEMAPI et visant à la prévention ou à la protection de zones exposées aux inondations ou aux submersions marines. Les systèmes d'endiguement et aménagements hydrauliques sont déterminés eu égard au niveau de protection défini par la Métropole au sens de l'article R.214-119-1 du Code de l'Environnement dans l'objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Ces identifications faites, c'est à la Métropole de décider des travaux de réhabilitation d'ouvrages ou de construction d'ouvrages supplémentaires requérant une autorisation complémentaire.

En revanche, la compétence GEMAPI n'est pas une compétence *confiscatoire* ou *exclusive* de la Métropole dans la mesure où il n'est pas transféré à la Métropole la responsabilité de tous les cours d'eau, zones humides, plans d'eau ou autres milieux aquatiques présents sur son territoire. Ces derniers restent placés sous l'autorité de leur propriétaire et/ou de leur exploitant. La Métropole exerce la compétence GEMAPI, sans préjudice des obligations des propriétaires (entretien régulier du cours d'eau, etc.) et des exploitants des ouvrages hydrauliques.

## **B- Les préconisations du SDCI sur la mise en œuvre de la GEMAPI**

Le Préfet a arrêté le 20 mars 2017 un **schéma directeur de coopération intercommunale** (SDCI) des Bouches-du-Rhône précisant, sur la base d'un état des lieux des Syndicats concernés par la compétence GEMAPI :

- Des propositions des évolutions souhaitables par structure :
  - o **Dissolution** du SIARC, du SI Bolmon Jaï et du SIAT.
  - o **Maintien** du SMAVD (Durance), du Syndicat de l'Eze (SIAE), du SYMCRAU (nappe Crau).
  - o **Maintien provisoire** du SABA, du SIBVH et du GIPREB.
  - o **Maintien conditionnel** du GIPREB à la mise en conformité de ses statuts au regard de ses missions hors GEMAPI et dans l'attente des résultats de l'étude SOCLE pour la partie GEMAPI.
- L'importance d'envisager l'évolution des Syndicats GEMAPI selon cinq principes :
  - o Le respect de la loi

- o Le traitement homogène des structures
- o La logique de territorialité par bassin versant : si les bassins versants sont à cheval sur plusieurs EPCI à fiscalité propre, le maintien du syndicat ou la possibilité de conventionnement entre EPCI peut permettre de conserver cette logique
- o L'association des élus concernés à la gouvernance
- o La capacité en termes d'ingénierie et de financements de répondre aux enjeux de la compétence GEMAPI et des missions associées afin d'assurer une cohérence de gestion entre l'ensemble des compétences et de privilégier une approche intégrée de l'intégralité de ces problématiques

Les services de la Préfecture ont acté que le SDCI apportera un cadre et n'ira pas plus loin que l'attente du respect des principes précédents dans ses prescriptions, il a également préconisé l'engagement d'une démarche SOCLE (schéma d'organisation des compétences locales de l'eau) sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **C- L'engagement d'une démarche SOCLE par la Métropole**

La Métropole a engagé en décembre 2016 (délibération du 15 décembre 2016) une démarche de – Stratégie/Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau - SOCLE - afin d'affiner le travail réalisé par les services de l'Etat et d'être en mesure de proposer une organisation de la compétence GEMAPI.

A cette fin, elle a constitué un groupe de travail associant tous les maires de son territoire dont elle a confié le pilotage au 8<sup>ème</sup> Vice-Président de la Métropole, membre du bureau, délégué à l'eau, l'assainissement et la GEMAPI, désigné à cet effet.

Pour prendre en charge le volet technique de la démarche, elle lui a associé une équipe réunissant les services concernés de la Métropole (environnement, mer, littoral, eau et assainissement, urbanisme, CLECT, Conseils de Territoire, etc.) et les techniciens des syndicats intercommunaux ou mixtes actuellement en charge de ces questions. Ce groupe de travail technique est copiloté par un représentant de ces deux sphères, un agent de la Métropole et un agent d'un Syndicat, constituant une Mission GEMAPI sous l'autorité de la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale. Ont également été associés les services de l'Etat, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée ainsi que d'autres opérateurs. Enfin, le recours à une assistance juridique externe spécialisée a été nécessaire pour assurer l'expertise juridique et administrative indispensable.

La première phase de la démarche SOCLE a eu pour objectif principal de déterminer au mieux les enjeux relevant de la compétence GEMAPI et de proposer les bases pour une stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau sur le territoire métropolitain à horizon 2020. Pour ce faire il a été acté :

- d'établir un état des lieux,
- d'évaluer les moyens et les compétences techniques mobilisables,
- d'identifier, les différents scénarios possibles pour l'exercice de cette nouvelle discipline.
- de produire une *feuille de route* pour la fin de l'année 2017.

A partir des travaux de ce groupe de travail ont été produits un rapport stratégique et un premier rapport d'étape et de proposition par unité hydrographique. Le premier rapport stratégique est annexé à la présente délibération. Le rapport *d'étapes et de proposition par unité hydrographique*, en cours de constitution, sera joint aux délibérations ultérieures. Ces documents, soulignent :

- la nécessité de maintenir une vision par bassin versant, associée à une hétérogénéité actuelle des approches et actions menées selon ces bassins,
- la très grande difficulté de séparer les enjeux relevant de la GEMAPI et les autres enjeux relevant du grand cycle de l'eau ainsi que des spécificités territoriales nécessitant une connaissance approfondie de ces enjeux,
- le fait qu'un certain nombre de projets a d'ores et déjà fait l'objet de décisions politiques des membres actuels des syndicats au travers d'orientations stratégiques et de programmes d'actions pluriannuels. Ces orientations et programmes d'actions en cours de mise en œuvre à l'échelle des bassins versants ont toutes vocation à être poursuivies,
- la mise en place de la compétence GEMAPI, à l'échelle de la Métropole, comme une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, et notamment la préservation de la qualité des milieux et de la ressource souterraine et superficielle en eau, la gestion quantitative et qualitative de la ressource, les risques liés aux ruissellements, l'animation de démarches partenariales et la concertation des acteurs permettant une vision intégrée de ces divers enjeux,
- les attentes des structures gestionnaires pour que la mise en place de la compétence GEMAPI permette une mutualisation des moyens et un développement des partenariats à une l'échelle métropolitaine ainsi qu'une pérennisation des « missions associées » hors GEMAPI considérées

comme complémentaires au niveau de chaque unité hydrographique.

#### **D- Propositions de schéma d'organisation de la compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2018**

Par application de la loi NOTRE, le Conseil de Métropole, par délibération du 28 avril 2016, a délégué l'ensemble des compétences transférables aux Conseils de Territoire, dont la GEMAPI.

Or, la loi indique par ailleurs que la GEMAPI doit être appréhendée par bassins versants homogènes (approche confirmée par un courrier du Préfet daté du 20 juillet 2016).

Etant donné que la majorité des élus métropolitains semble aujourd'hui admettre, comme en a témoigné la conférence des Maires tenue à Gémenos le 12 juillet 2017, que l'exercice de la compétence GEMAPI serait plus pertinent à l'échelle métropolitaine qu'à celle des territoires, il sera proposé, dans une délibération ultérieure, de conserver l'exercice de cette compétence au niveau métropolitain.

Cet exercice à l'échelle métropolitaine se déclinera toutefois par unité hydrographique (bassin versant).

#### **- Evolution des Syndicats au 01/01/2018**

Ces évolutions ont été proposées par le Vice-président délégué à la GEMAPI lors de la conférence des Maires du 12 juillet dernier, sur la base des résultats de la mission stratégique d'organisation des compétences locales de l'eau. Ces propositions consistent :

- pour les trois syndicats dissous, le SIAT pour le bassin versant de la Touloubre, le SIARC pour le bassin versant de la Cadière et le SIBOJAÏ pour le site des étangs de Bolmon-Jaï, les missions et personnels sont intégrés pleinement dans la Métropole sans distinction des actions relevant strictement de la GEMAPI et de celles relevant du hors GEMAPI dans la limite des compétences exercées par la Métropole ;
- pour les syndicats maintenus de la Durance (SMAVD), de l'EZE (SIAE), du SYMCRAU et du SYMADREM, la Métropole se substitue aux communes membres et les syndicats continueront à exercer l'ensemble de leurs missions GEMAPI et hors GEMAPI dans la limite des compétences exercées par la Métropole ;  
Concernant la compétence liée à la "ressource en eau" souterraine, portée par le SYMCRAU, une étude spécifique sera menée par les services concernés de la Métropole ;

- pour les autres structures maintenues pendant la période de transition 2018-2020, que sont les Syndicats de l'Arc (SABA), de l'Huveaune (SIBVH) et le GIPREB pour l'Etang de Berre, il est proposé :
  - o que l'ensemble des missions en cours au SABA et au SIBVH, quelles soient GEMAPI ou hors GEMAPI, dans la limite des compétences exercées par la Métropole, soient soutenues intégralement par la Métropole par "représentation-substitution" de ses communes. Des conventions de partenariat seront rédigées pour identifier les projets, leur consistance et leur durée ainsi que les éventuels soutiens financiers des autres partenaires.
  - o que le GIPREB s'il met ses statuts en conformité avec ses missions avant le 31 décembre 2017, soit maintenu pour permettre à l'étude socle d'approfondir son analyse pour la part résiduelle des missions du GIPREB relevant de la compétence GEMAPI et pour celles relevant du hors GEMAPI exercées par la Métropole. Des conventions de partenariat seront rédigées pour identifier les projets, leur consistance et leur durée ainsi que les éventuels soutiens financiers des autres partenaires.

La dissolution, ou non, de ces structures, sera envisagée au plus tard à l'issue de cette période transitoire sachant que le SABA et le SIBVH ont déjà manifesté leur volonté d'être dissous.

#### - Autres moyens transférés :

Les autres moyens GEMAPI et hors-GEMAPI mobilisables dans les communes, dans les limite des compétences exercées par la Métropole, en cours d'identification par la CLECT, seront affectés à une unité GEMAPI et déconcentrés sur le terrain pour conserver la proximité territoriale et la vision par bassin versant.

#### - Création d'une unité GEMAPI

Une unité GEMAPI sera constituée à l'échelle métropolitaine autour de l'actuelle mission GEMAPI. Elle regroupera les moyens humains et financiers issus des dissolutions des syndicats et des transferts des communes (en cours d'identification par la CLECT).

Cette unité GEMAPI travaillera en lien étroit avec les référents GEMAPI des autres Directions Générales Adjointes concernées (Eau, Assainissement, Pluvial, Risques, Espaces Naturels, etc.).

#### - Poursuite de la démarche SOCLE par l'unité GEMAPI avec :

- o constitution de l'unité GEMAPI
- o identification des enjeux sur lesquels la responsabilité GEMAPI va s'exercer
- o réalisation des études complémentaires nécessaires pour estimer précisément les moyens techniques et financiers à allouer à l'exercice de la GEMAPI et ainsi permettre, si nécessaire, de dimensionner l'enveloppe financière relative à une taxe GEMAPI,
- o définition, fin 2017, d'une feuille de route pour la période intermédiaire.
- o étude des scénarios d'organisation à mettre en place au plus tard en 2020 : régie directe, régie autonome, EPAGE, etc. et le choix d'un scénario adapté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- Les statuts des structures syndicales visées dans le rapport de délibération ;
- La délibération du 23 janvier 2017 actant par le SIBVH un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et sa participation à la démarche SOCLE de la Métropole ;
- La délibération du 7 février 2017 actant par le SABA un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et la proposition du CA du dissolution du syndicat ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la présente délibération.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de construire progressivement une stratégie métropolitaine de la Gestion de Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations tout en répondant aux besoins de mutualisation à l'échelle de la Métropole et en assurant la continuité des missions exercées par les syndicats en cours sur le territoire ainsi que le maintien de la proximité locale instaurée avec les communes
- Qu'il convient de reconnaître la nécessité d'une gestion intégrée du grand cycle de l'eau au-delà de la distinction GEMAPI / hors GEMAPI pour contribuer à l'aménagement durable du territoire

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le principe d'organisation proposé des compétences relatives à la GEMAPI.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le principe d'une période transitoire de 2 ans (2018-2020) prévue par la loi permettant aux syndicats et à la Métropole de pérenniser les missions en cours. Le schéma d'organisation de la compétence locale de l'eau devra être actualisé avant le 1er janvier 2020 afin d'intégrer les derniers résultats de la démarche de stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau portée par AMP.

#### **Article 3 :**

Est actée la reprise par la Métropole des actions, moyens et expertises des syndicats dissous dans la limite des compétences exercées par la Métropole. Ces syndicats sont le syndicat intercommunal d'aménagement du bassin de la Touloubre – SIAT, le syndicat intercommunal d'aménagement du ruisseau de la Cadière – SIARC, le Syndicat Intercommunal Bolmon Jai - SIBOJAÏ.

Les services et les agents de ces syndicats seront intégrés au sein de la Métropole AMP ainsi que les biens, les contrats, les droits et obligations au moment du transfert des syndicats à la Métropole.

#### **Article 4 :**

La Métropole s'engage à contractualiser, pendant la période transitoire de 2 ans, sur son partenariat avec les syndicats de l'Huveaune (SIBVH), de l'Arc (SABA), de l'étang de Berre (GIPREB), de la Durance (SMAVD), de la nappe de la Crau (SYMCAU) et de l'Eze (SIAE). A l'issue de cette période, et suite à la finalisation du SOCLE, la Métropole décidera d'exercer la compétence GEMAPI en propre sur ces bassins versants, de la transférer aux syndicats mixtes ou de la déléguer à ces syndicats sous réserve qu'ils deviennent des établissements publics d'aménagements et de gestion des eaux (EPAGE).

#### **Article 5 :**

Est approuvé le principe d'étudier la possibilité d'une représentation des communes concernées dans les instances délibérantes (comités syndicaux) de leurs bassins versants, a minima par leur Maire et/ou un élu de son choix.

#### **Article 6 :**

Est approuvé le principe de formuler une feuille de route de la GEMAPI permettant de planifier l'élaboration d'une stratégie métropolitaine en parallèle de la mise en œuvre d'actions concrètes, et à ce titre d'engager tous les marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage nécessaires pour appuyer les moyens humains alloués à la GEMAPI.

#### **Article 7 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est chargé de transmettre cette

délibération au représentant de l'Etat et aux Maires des communes membres et d'accomplir toutes les formalités requises au titre de ce transfert de compétence, notamment la signature avec les communes membres des procès-verbaux de mise à disposition des biens et des contrats attachés à l'exercice de cette nouvelle compétence.

#### **Article 8 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'ADEME, l'Agence de l'eau, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 015-2833/17/CM**

■ **Demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la création d'un système d'assainissement collectif au lieu-dit du Hameau du Pigeonnier sis à La Bouilladisse**  
**MET 17/4964/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il appartient au Conseil de la Métropole de délibérer sur les questions touchant à la gestion du service d'assainissement, y compris celles passées en In House en application des dispositions de l'article L.5217-2-5° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par contrat du 5 mars 2014 visé en Préfecture des Bouches-du-Rhône le 13 mars 2014, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié à sa S.P.L "L'Eau des Collines", dont elle est actionnaire, l'exploitation de la gestion du service de collecte et de transport des eaux usées des communes de l'Etoile : Cadolive, Saint-Savournin, Peypin, La Bouilladisse, Belcodène, La Destrousse ; la gestion du service d'assainissement non collectif sur le périmètre intercommunal ainsi que le contrôle des contrats de Délégation de Service Public (DSP) en cours sur le périmètre de la société.

Parallèlement, les lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de

la République, ont créé la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016 qui se substitue dans les droits et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. A cette date, l'exécution du contrat est donc poursuivie par la Métropole.

Conformément à la délibération n° CT4/220616/12 du 22 juin 2016 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, la S.P.L "L'Eau des Collines" s'est vu confier la maîtrise d'œuvre portant création d'un réseau d'assainissement collectif et d'un système de traitement associé destinés à desservir quelques 70 usagers - au lieu-dit du Hameau des Pigeonnier sise La Bouilladisse.

Cependant, cet investissement qui traduit une politique publique métropolitaine emporte compétence de cette dernière s'agissant des demandes de cofinancement à établir auprès des partenaires institutionnels, consulaires...

Pour ces raisons et considérant les aides susceptibles d'être levées auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de l'Agence de l'Eau, une décision de principe sollicitant ces dispositifs doit être préalablement adoptée par la Métropole en préalable des demandes de subventionnement qui seront formulées par la suite.

Ainsi, la présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau et de tout autre organisme, et à signer tous les documents y afférents pour l'opération « Création d'un système d'assainissement collectif au lieu-dit du Hameau du Pigeonnier sis La Bouilladisse - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ».

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 263 638 euros HT.



	Initial	Modifié	Final
<b>COMPOSITION DU PROJET</b>			
<i>Réseau</i>	870 000		
<i>Contrôle de conformité réseau (1500 ml)</i>	12 000		
<i>Station de 350 EH</i>	350 000		
<i>Bureau de Contrôle (Contrôle STEP)</i>	4 000		
<i>CCSPS</i>	4 000		
<i>AMO (IE2A)</i>	9 120		
<i>Dossier loi sur l'Eau (Cereg)</i>	7 200		
<i>Etude Topo</i>	1 988		
<i>Etude Géotechnique (VegeO)</i>	2 430		
<i>Défrichage</i>	2 900		
<b>TOTAL</b>	1 263 638		

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>ORGANISMES SOLLICITES</b>	<b>TAUX SOLLICITES</b>	<b>MONTANTS SOLLICITES</b>
Conseil Départemental 13 «Aide à l'amélioration de l'assainissement sanitaire et à la mise aux normes des stations d'épuration »	30 %	379 091.00 euros
Agence de l'Eau RMC	30 %	379 091.00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	505 456.00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau et de tout autre organisme.

**Délibère**

**Article 1 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole-Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

La recette correspondante est inscrite au Budget Annexe « eau et assainissement » 2017 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne, section d'investissement au chapitre 13, nature 1311 et 1313, sous-politique F110.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 016-2834/17/CM**

**■ Approbation du rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 17/4756/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

**1 - Rappel du contexte**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, l'ex Communauté Urbaine de Marseille et les cinq ex Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de Salon-Etang de Berre-Durance, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Istres-Ouest Provence, de Martigues, ont été regroupées et intégrées à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Compétence en matière de déchets :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de prévention et gestion des déchets.

Par délibération n° HN 088-219/16/CM, le Conseil de Métropole du 28 avril 2016 a délégué aux Conseils de Territoire l'exercice de la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés. Le schéma de prévention et de gestion des déchets de la Métropole reste une compétence de la Métropole.

Dans ce cadre, chaque Conseil de Territoire a élaboré un rapport d'activité pour 2016.

Le présent document reprend en synthèse le contenu des rapports des six Conseils de Territoire joints en annexe afin de retranscrire l'activité déchets à l'échelle de la Métropole.

**Évolution sur le contenu réglementaire du rapport annuel :**

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets.

Le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 s'inscrit dans cette loi en précisant les nouveaux indicateurs techniques et financiers devant figurer dans les Rapports annuels sur le Prix et la Qualité du Service public de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (RPQSPGDMA).

Le présent rapport présente des indicateurs techniques et financiers tenant compte de cette évolution réglementaire en termes de performance technique et économique du service public.

Cela se traduit par un ensemble d'indicateurs techniques et par l'expression des coûts dans une matrice de référence utilisée par l'ADEME. Tous les indicateurs de référence sont basés sur des populations INSEE en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Conformément aux dispositions notamment de l'article L 22224-5 du CGCT, il appartient au Président de l'EPCI de présenter ce rapport d'activité à son assemblée délibérante. Ainsi, le rapport annuel d'activité 2016 métropolitain est présenté en Conseil de Métropole.

## **2 - Contenu du rapport annuel 2016**

Le rapport contient des informations techniques et financières relatives à la compétence de la Métropole en matière de déchets ménagers notamment :

- la présentation des Conseils de Territoire constituant la Métropole, leur population, les actions en matière de prévention et gestion des déchets, l'organisation des services et les agents,
- les actions en terme de prévention des déchets dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets,
- les services, les équipements et les indicateurs techniques de la collecte des déchets ménagers résiduels, de la collecte sélective, des déchèteries, des collectes spécifiques et du traitement en ISDnD et par incinération des déchets résiduels,
- les mesures prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets,
- les indicateurs financiers de l'activité de la gestion des déchets à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

## **3 - Les chiffres et indicateurs d'activité de 2016**

### **3.1 : Indicateurs de moyens : territoire desservi, moyens humains, matériels et installations**

La Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe 92 communes et compte plus de 1,8 millions d'habitants soit 93 % de la population des Bouches-du-Rhône.

Pour assurer les services de proximité à la population, ce sont environ 2.400 agents en régie et environ 900 véhicules et matériels techniques qui sont déployés sur tout le Territoire.

Le parc de contenants de pré-collecte comprend environ 470.000 bacs, 9.000 dispositifs aériens pour collecter les recyclables et les ordures ménagères, 1.500 dispositifs enterrés implantés.

Sur l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence 58 déchèteries offrent un service de proximité basé sur l'apport volontaire des habitants.

19 centres de transfert répartis sur tout le territoire métropolitain permettent d'optimiser les coûts de transport des déchets et ainsi d'agir en faveur de l'environnement.

Les centres de tri utilisés pour trier les recyclables issus des différentes collectes sélectives des six Conseils de Territoire sont au nombre de 4 installations situées sur le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux alentours.

Les centres de traitement utilisés pour les déchets résiduels (enfouissement et/ou incinération), sont au nombre de 5, situés sur le périmètre métropolitain.

### **3.2 : Indicateurs de tonnages pris en charge**

Au total, sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ce sont plus de 1.232.000 tonnes de déchets qui sont pris en charge par les différents services des six Conseils de Territoire, soit 660kg/habitant/an.

Le tableau suivant présente le bilan des déchets ménagers et assimilés gérés sur le Territoire métropolitain.

Sur l'ensemble de ces tonnages :

- 34 % partent en valorisation matière et organique,
- 29 % partent en valorisation énergétique,
- 37 % partent en enfouissement.

	Bilan des déchets ménagers et assimilés (DMA)				
	Tonnage collecté	tonnage valorisé matière	tonnage valorisé organique	tonnage valorisé énergie	tonnage enfoui
Tonnages d'ordures ménagères	693 488	3 036	0	352 056	338 396
Tonnages de la collecte sélective	69 165	62 305	0	254	6 606
Tonnages des collectes séparatives	4 094	3 680	414	0	0
Tonnages des déchèteries	356 878	193 656	71 342	1 443	90 437
Tonnages des encombrants collectés	25 112	22 221	0	0	2 891
Tonnages des apports divers sur sites de traitement	83 462	52 147	12 074	0	19 242
<b>TOTAL</b>	<b>1 232 198</b>	<b>337 045</b>	<b>83 830</b>	<b>353 753</b>	<b>457 572</b>

### 3.3 : Répartition des tonnages pris en charge

La répartition des 1 232 198 tonnes prises en charge par la Métropole est la suivante :

- 56 % sont constitués d'ordures ménagères soit 372 kg/hab/an,
- 6 % sont issus de la collecte sélective et séparative soit 39 kg/hab/an,
- 29 % sont issus des collectes en déchèteries soit 191 kg/hab/an,
- 2 % sont issus des collectes d'encombrants au porte à porte soit 13 kg/hab/an,
- 7 % sont constitués d'autres apports divers et/ou issus des services techniques acheminés directement ou indirectement vers les différentes installations et unités de gestion des déchets, soit 45 kg/hab/an.

Ainsi, environ 1 149 000 tonnes soit 615 kg/hab/an sont prises en compte par les différents services de collecte, 83 000 tonnes soit 45 kg/hab/an sont apportées directement sur les sites de traitement.

### 3.4 : Mode de gestion du Service Public

- Le service de collecte ordures ménagères et collecte sélective des emballages et papiers en bacs sont réalisées en régie pour 60 % des habitants.
- Le service de collecte en colonnes d'apport volontaires sont entièrement réalisée par le secteur privé via des marchés de prestations de service.
- Concernant les déchèteries, l'exploitation des hauts de quai est réalisée en régie et par le secteur privé, l'exploitation du « bas de quai » presque exclusivement par le secteur privé.
- Les prestations de tri et de traitement des déchets sont en grande majorité confiées au secteur privé.

### 3.5 : Indicateurs financiers

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique, en particulier le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015, a instauré une obligation de transparence des coûts en demandant de préciser de nouveaux indicateurs financiers dans le rapport annuel. Le décret impose l'expression des coûts par flux dans une matrice de référence similaire à celle de l'ADEME.

La matrice, fondée sur une méthode de comptabilité analytique, permet de restituer les coûts sous forme de ratio en euro par tonne et en euro par habitant pour chacun des différents flux pris en charge par le service public des déchets.

En 2016, les six Conseils de Territoire ont dû utiliser cette méthode afin de constituer la matrice métropolitaine. Ainsi, un premier travail d'harmonisation sur la présentation des coûts a pu être mené.

Le coût complet global de la compétence sur le territoire de la Métropole est de 175€ TTC/habitant/an ou de 265€ TTC/tonne.

La matrice permet également de faire apparaître le coût aidé qui laisse apparaître le « reste à financer » du service par l'impôt soit par la TEOM, RS et/ou emprunt et/ou budget général (il correspond coût complet moins les recettes directement liées à l'activité hors TEOM, RS et emprunt et/ou abondement).

Sur l'ensemble de la Métropole, le coût aidé de la compétence 155€ TTC/habitant/an ou de 235€TTC/tonne.

### 4 - Les actions fortes en 2016

A l'échelle de la Métropole, les faits marquants concernent essentiellement :

- les évolutions en termes de performance de valorisation des recyclables pris en charge dans le cadre des collectes sélectives, séparatives, des déchèteries et d'autres apports pris en charge par le service public,
- les renouvellements de marchés,
- les évolutions des modes de collecte ...

Plus précisément,

**> Sur le Territoire de Marseille Provence :** l'accent a été mis sur l'amélioration de la gestion et du tri des déchets et une réduction de la production des ordures ménagères : poursuite de projets d'amélioration des performances de tri des emballages ; mise en place du contrat local de propreté.

**> Sur le Territoire du Pays d'Aix :** les principales actions menées sur le Territoire du Pays d'Aix ont contribué à la performance de valorisation. En effet, dans le cadre de l'optimisation de la collecte sélective et du plan de relance de la performance des recyclables : basculement au Biflux de 60 000 habitants, sensibilisation des étudiants au tri, opération CHR, la poursuite du plan de gestion des déchets verts et des dispositifs de réemploi, réhabilitation des déchèteries.

**> Sur le Territoire du Pays Salonais :** plusieurs marchés de prestations de services ont été renouvelés lors de l'année 2016 : 3 marchés de collecte, le marché de gestion des déchèteries et le marché de tri des recyclables. Un caisson dédié au Déchets d'Eléments d'Ameublement a été mise en place sur les déchèteries. Mise en place d'une carte magnétique pour les usagers des déchèteries.

**> Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :** mise en place d'une Ressourcerie pour le Territoire : Le Dirigeable. Dans le cadre d'une politique volontariste de prévention, réduction et d'économie circulaire des déchets, les élus ont inauguré en octobre 2016 l'ouverture d'une Ressourcerie qualifiée de « principale » à l'échelle du Territoire Métropolitain. Lancement d'une campagne de communication sur le tri des déchets ménagers et assimilés. Élargissement de la collecte des déchets verts à domicile sur l'ensemble des communes du territoire. Lancement d'une étude

d'optimisation du parc des colonnes de tri dans le cadre du projet PAC.

**> Sur le Territoire d'Istres Ouest Provence :** sur la ville de Miramas, la collecte en porte à porte pour l'EMR/JRM a été étendue à trois nouveaux quartiers. De nouveaux Points d'Apport Volontaire dédiés au Verre ont été mis en place sur l'ensemble du territoire dans le cadre du projet PACT. Des travaux de réhabilitation de la déchèterie de Port-Saint-Louis-du-Rhône ont été réalisés. La collecte des lampes usagées (RECYLUM) a été mise en place dans les déchèteries. Des colonnes enterrées ont été installées dans le centre ville d'Istres. Les sacs jaunes collectés en porte à porte ont été remplacés par des Points d'Apport Volontaire.

**> Sur le Territoire du Pays de Martigues :** un caisson dédié aux Déchets d'Éléments d'Ameublement a été mis en place sur la déchèterie du Vallon du Fou. Fin des travaux de création de l'alvéole n°3.

A l'échelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de nombreuses mesures sont prises en compte pour atténuer les effets préjudiciables à la santé de l'homme et à l'environnement des opérations de gestion des déchets. Ces actions, présentes sur tous les Conseils de Territoire, regroupent des actions de lutte contre le réchauffement climatique, de préservation de la biodiversité, de plan d'actions réduisant les accidents du travail et améliorant les conditions de travail des agents, des démarches ISO pour certaines installations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 ;
- L'avis de la Commissions Consultatives des Services Publics Locaux du 3 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif au prix et à la qualité de ce dit service.
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Métropole et mis à la disposition du public.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexé pour l'exercice 2015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 017-2835/17/CM**

**■ Présentation du rapport annuel 2016 du concessionnaire pour la conception, la construction et l'exploitation d'une installation de valorisation électrique de Biogaz de décharge de l'ISDnD de l'Arbois  
MET 17/3749/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a concédé en 2008 à la société Arbois BioÉnergie (groupement d'entreprises COFELY et FAIRTEC), l'exploitation du « gisement » de biogaz de l'ISDnD de l'Arbois. L'exploitation du gisement de biogaz ne représentant qu'une partie du service public d'élimination des déchets ménagers, la forme juridique du contrat liant les deux parties est une concession d'ouvrage public dont les fondements ont été établis sur la base d'une délégation de service public.

À partir de ce gaz pauvre, résultant de la dégradation de la Matière Organique contenue dans les Déchets Ménagers Résiduels, le concessionnaire devrait produire 470 GWh d'électricité verte, pendant les 15 années du contrat. Cette production correspond à la consommation annuelle électrique d'environ 12.000 logements et permet d'éviter le rejet à l'atmosphère de 39.000 tonnes de CO<sub>2</sub> sur toute la durée du contrat.

Arbois BioÉnergie a en charge la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance des installations. L'énergie produite est réinjectée sur le réseau ERDF, l'exploitant de l'unité de valorisation se rémunère sur la vente d'énergie électrique, et en

contrepartie de la concession du gisement d'énergie, le Pays d'Aix perçoit une redevance proportionnelle à l'énergie produite.

#### a) Bilan Environnemental

Il est à noter que sur l'ensemble des mesures de rejets atmosphériques réalisées sur la totalité de l'installation (moteurs & torchères), les rejets des torchères ont montré des dépassements de seuils sur les paramètres métaux lourds (normes arrêté préfectoral du 18 novembre 2013).

Les analyses menées en 2015 ont permis d'exclure la nature du biogaz (composition en métaux lourds) comme étant la cause de la non-conformité des rejets, toutefois la problématique ne trouve aucune explication évidente liée au fonctionnement (ou dysfonctionnement) des installations connexes aux torchères. Dans ce contexte, il a été décidé de procéder à des campagnes complémentaires de suivi de la pollution de l'environnement des torchères afin de déterminer l'origine de la problématique.

Il est à noter qu'en raison de la faible activité des torchères, l'impact du flux des rejets en métaux lourds est très faible. En effet, la B200 a fonctionné 10 heures et la BG500 39 heures soit respectivement 0,1 % et 0,4 % du temps.

#### b) Bilan Financier 2016

L'année 2016 a été la sixième année pleine en termes de fonctionnement industriel de l'installation et a permis de valoriser 11.860.316 Nm<sup>3</sup> de biogaz en produisant une énergie totale de 16,8 GWh électrique et en évitant le rejet à l'atmosphère de l'équivalent de 3.024 tonnes de CO<sub>2</sub>. D'un point de vue financier, cela a induit une recette nette pour le Pays d'Aix de 555.421 €.

Le taux de disponibilité moyenne de valorisation a été de 96 % pour un engagement minimum contractuel de 85 %.

Cette disponibilité a permis au Pays d'Aix de bénéficier du taux préférentiel pour la Taxe Générale sur les Activités Polluantes sur le Centre de Stockage à savoir 20,08 €/tonne au lieu de 31,13 €/tonne. Cela a représenté effectivement en 2016 une économie de TGAP de 1.562.520 € HT pour le Pays d'Aix.

Enfin, même si la plate-forme d'évaporation des lixiviats n'a pas encore atteint le régime de production industrielle, 1.515 m<sup>3</sup> de lixiviats ont été traités in situ, ce qui représente une économie supplémentaire d'environ 45.450 € pour le Pays d'Aix.

En 2016, c'est ainsi un total de ressources financières supplémentaires pour le Pays d'Aix

d'environ 2,16 M € que la valorisation des biogaz nous permet d'atteindre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte du Rapport Annuel 2016 du concessionnaire relatif à la conception, la construction, l'exploitation et l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 018-2836/17/CM**

#### **■ Approbation des axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets MET 17/4757/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

#### **Contexte:**

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pour compétence, depuis sa création par fusion de six EPCI préexistants, la gestion des Déchets Ménagers et Assimilés.

L'exercice de la compétence est assuré, de par la loi, par chacun des six territoires constituant la Métropole.

Afin d'optimiser la gestion des déchets au sein des territoires et atteindre les objectifs réglementaires

principalement issus de la loi de Transition Énergétique, la Métropole a pour mission la mise en place d'un Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les vice-présidents délégués aux déchets ont travaillé avec les services pour faire un état des lieux de la compétence (basé sur les éléments des rapports annuels 2015) ainsi qu'une prospective des gisements qui devront être gérés à un horizon de dix ans.

En parallèle, le Conseil Régional a comme nouvelle compétence la mise en place des Schémas Régionaux de Gestion des Déchets, les travaux étant en cours avec une prévision d'adoption des Plans par l'assemblée régionale en 2018. Si le schéma Métropolitain de gestion des déchets ne concerne que les déchets ménagers et assimilés, le schéma régional doit traiter de tous les types de déchets, y compris industriels.

Il est désormais nécessaire, afin de pouvoir aboutir à un Schéma Métropolitain Déchets détaillé, de décider des éléments forces établissant les principaux axes de travail à suivre, ce qui constitue le principal objet de la présente délibération.

Ces éléments permettront d'établir les orientations en termes de gestion des déchets pour les dix prochaines années qui seront transmises au Conseil Régional pour intégration dans leurs travaux d'élaboration du plan régional.

La politique générale devra s'articuler en plein respect de la hiérarchisation dans la chaîne de gestion des déchets, issue de la directive européenne 2008/98 et désormais inscrite dans le Code de l'environnement :

- Prévention
- Réemploi/Réutilisation
- Recyclage/Compostage
- Autre valorisation
- Elimination

Enfin, il est à noter que par ses dimensions, 1,9 millions d'habitants, 3 173 km<sup>2</sup> de superficie, 92 communes, la Métropole Aix-Marseille-Provence présente tout le panel de types d'habitat allant de l'hyper dense à l'hyper diffus, rendant absolument nécessaire une connaissance et une gestion de proximité de ce service à l'habitant s'inscrivant dans les Services Publics de première nécessité, selon les critères de l'Organisation Mondiale de la Santé.

#### **Principaux éléments de l'état des lieux de la Compétence Déchets :**

En termes d'organisation générale de la compétence, tous les EPCI fusionnés avaient déjà transférés depuis leurs communes membres la totalité de la compétence à savoir la Collecte et le Traitement. Elles ont ainsi pu constituer les outils nécessaires à l'exercice de la compétence dans de bonnes conditions et adaptés à chacun des territoires. Pour financer le service, toutes les

structures avaient créé une Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, avec un appel au Budget Général pour équilibrer les dépenses plus ou moins important (de 0% à 60% environ du budget déchets).

En termes de Prévention des Déchets, tous les Conseils de Territoires ont mis en place des actions de réduction à la source ou réemploi mais seuls 3 avaient créé des Plans Locaux de Prévention des Déchets Ménagers. La création d'un plan Métropolitain de Prévention des Déchets intégré dans les travaux d'élaboration du Schéma Métropolitain déchets permettra un suivi et une coordination des actions qui seront mises en place par les territoires en appui des initiatives locales.

Dans la gestion des collectes, l'ensemble des territoires a mis en place des collectes séparatives à la source, avec des collectes sélectives sous contrats Eco-Emballage pour les emballages et papiers, et un maillage de 58 déchèteries permettant à tous les citoyens de trouver un exutoire à leurs déchets encombrants et occasionnels.

D'un point de vue logistique, 19 centres de transferts, dont deux raccordés aux rails, permettent déjà des optimisations qui pourront être renforcées.

En termes d'outils de traitement, les territoires Métropolitains possèdent 2 plateformes de compostage, 3 Installations de Stockage des Déchets non Dangereux et un centre de Traitement Multifilières (Tri Méthanisation Compostage et Incinération). 3 autres Installations de Stockage des Déchets non Dangereux et deux plateformes de compostages privés sont présents sur le périmètre et sont utilisés par certains territoires en prestation de service.

En revanche, il n'existe pas de Centre de Tri des collectes sélectives en Maîtrise d'Ouvrage Publique et l'ensemble des flux sont traités par des prestataires via des Marchés Publics ad'hoc.

Les 1,9 M d'habitants de la Métropole génèrent annuellement près de 1,18M de tonnes de Déchets Ménagers et Assimilés (soit 621 kg/an/hab) répartis de la façon suivante :

- Ordures Ménagères Résiduelles (Collectes Traditionnelles) :
- Collectes Sélectives d'Emballages et papiers :
- Déchets Occasionnels des Ménages (Déchèteries) :
- Gravats (Déchets Inertes) :

Les gravats sont entièrement valorisés en recyclage ou réutilisation.

Les exutoires des 1,03 MT autres Déchets appelés Déchets Non Dangereux Non Inertes se répartissent de la façon suivante :



- Valorisation Matière/Organique (Recyclage/Compostage) :
- Valorisation Énergétique (Incinération) :
- Enfouissement (Centres de Stockage) :

Au global, au sens des lois issues du Grenelle de l'environnement (incluant les Gravats), le taux de valorisation Matière et Organique de la Métropole est de : 35,4 %.

Au sens de la Loi Transition Énergétique (hors gravats), le taux de valorisation Matière et Organique de la Métropole est de : 23%.

Les objectifs de la LTE, qui seront repris au niveau Régional par les plans Déchets, étant des taux de 55% en 2020 et 65% en 2025, on constate que la Métropole doit faire un effort important pour augmenter significativement son taux de valorisation Matière et Organique.

Si le niveau de service aux particuliers est bien défini et cohérent vis-à-vis des obligations réglementaires avec des règlements de collecte bien définis, en revanche il est ressorti des groupes de discussion des difficultés importantes dans les gestions des déchets assimilés, à savoir les déchets des professionnels pris en charge par le service public. En particulier, le niveau de service proposé aux professionnels est extrêmement fluctuant y compris au sein même des territoires, et seul deux territoires ont mis en place la Redevance Spéciale qui permet de faire payer aux professionnels (dont les administrations qui sont exonérées de TEOM) le prix réel de leurs déchets. Ce point nécessitera donc un travail important pour apporter une offre aux professionnels coordonnée au sein des territoires avec des principes de Redevance Spéciale communs à tous les territoires.

#### **Principaux enjeux à venir de la gestion des déchets :**

Les objectifs réglementaires présentent un caractère particulièrement ambitieux. Ils poussent à réduire les quantités de déchets stockés ou incinérés sans valorisation énergétique tout en imposant un taux de valorisation matière ou organique important. Ce sont ainsi 647.000 t de Déchets Ménagers Non Inertes que la collectivité devra valoriser par recyclage matière ou organique, contre 271.000 t en 2015.

Cela pousse toutes les collectivités à revisiter les grands principes de gestion de la compétence Déchets Ménagers et Assimilés, avec l'obligation d'intégrer les contraintes internes et externes auxquelles elles doivent faire face concrètement au quotidien.

D'un point de vue financier, l'évolution de la législation entraîne, de façon directe par la mise en place de nouveaux outils, ou de façon indirecte par l'augmentation programmée de la fiscalité dont la sur-TGAP, une augmentation à venir du coût de traitement au niveau de 120 €/t (soit + 20M€/an pour la métropole AMP à terme), alors que la

fiscalité supportée par les citoyens est déjà très lourde. Une démarche de maîtrise de 236 631 t en 2011 donc obligatoirement accompagner l'objectif de 360 kT notre gestion de la compétence, avec, 420 632 kT l'ajustement du niveau de service, en particulier pour les Déchets Assimilés issus des professionnels, et la recherche de nouvelles recettes d'exploitation pérenne (Redevance Spéciale, etc.).

Au niveau national, devant la forte opposition systématique rencontrée auprès des riverains, voire des élus locaux, la concrétisation des démarches de création de nouveaux outils de traitement de déchets, quels qu'ils soient, revêt aujourd'hui un caractère quasi-inatténable, avec une période de gestation particulièrement longue d'au moins une dizaine d'années. De plus, les collectivités doivent pouvoir faire face à des urgences de gestion des déchets liées à des situations de crise, pour lesquelles la maîtrise de leurs propres outils de traitement constitue un atout essentiel. Il est donc absolument nécessaire pour toute collectivité, mais également pour tout maître d'ouvrage privé, de faire perdurer les outils de traitement qu'ils possèdent le plus longtemps possible, à savoir pour la Métropole le Centre de Traitement Multifilières et les trois centres de stockage.

C'est dans ce contexte complexe qu'il est proposé la déclinaison suivante des axes prioritaires du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets.

#### **Axes principaux en termes de prévention des Déchets :**

En termes de prévention, l'objectif réglementaire est de réduire de 10% les quantités de déchets ménagers collectés à horizon 2020 par rapport à 2010. Il s'agit d'intervenir à 4 niveaux :

1. Etablir un niveau de service aux professionnels coordonné sur l'ensemble des territoires avec mise en place de la Redevance Spéciale. Cela aura pour effet de réduire les tonnages pris en charge par la collectivité en particulier en recentrant les flux des professionnels vers des déchèteries professionnelles qui pourront leur apporter un service plus adapté à leur besoin.
2. Favoriser la gestion de proximité des bio-déchets, en particulier par l'offre de solutions de compostage de proximité, individuel ou collectif.
3. Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation, en particulier en créant un maillage de solutions dans nos territoires.
4. Sensibiliser à la réduction des déchets et à l'économie circulaire et accompagner des démarches transversales et innovantes.

Des outils en termes d'accompagnement devront être créés pour épauler ces démarches au fur et à mesure de leur concrétisation.

#### **Axes principaux en termes de valorisation matière et organique :**

En termes de Collectes Sélectives des Emballages et JRM, il conviendra de rechercher une augmentation des ratios de collecte sélectives vers une moyenne sur la Métropole de 50 kg/an/hab, ce qui reste un objectif ambitieux au regard de la présence d'habitats hyper denses sur les territoires avec une population importante à mobiliser pour le tri des déchets :

- Extension des consignes de tri permettant de simplifier le message aux habitants et de collecter plus de matières,
- Poursuivre la recherche de l'optimum technico-économique des systèmes de collecte dans les territoires,
- Etudier la mise en œuvre de systèmes incitatifs valorisant le geste de tri.
- Dans le cadre de la mise en place d'un niveau de service aux professionnels coordonné sur l'ensemble des territoires, étudier et proposer des solutions de recyclage adaptées à ceux-ci.
- Etudier l'opportunité pour la Métropole de maîtriser son outil de Tri des Collectes Sélectives, ce qui pourrait permettre, outre une maîtrise des coûts, une adaptation parfaite de l'outil technique aux besoins des territoires.

En terme de déchets organiques issus des déchets quotidiens :

- Favoriser la gestion de proximité des bio-déchets, en particulier par l'offre de solutions de compostage de proximité, individuel ou collectif.
- Etudier les conditions de mise en place de la collecte des grands ensembles d'habitat et des gros producteurs dans le cadre du service au professionnel avec une collecte de 10kg/an/hab à terme.

En termes de valorisation des déchets occasionnels, il sera recherché l'optimisation pour tous les flux afin de valoriser 95% des déchets ménagers collectés en déchèterie :

- Maintenir le réseau des déchèteries et améliorer l'accueil des particuliers essentiellement, lorsque cela sera possible, en recentrant les flux des professionnels vers des déchèteries professionnelles qui pourront leur apporter un service plus adapté à leur besoin.
- Trier les encombrants et les bennes tout venant avant élimination.

Enfin pour pouvoir répondre aux objectifs réglementaires, il est nécessaire de mettre en œuvre des opérations de tri sur les 635.000 t d'Ordures Ménagères Résiduelles qui resteront à gérer, afin d'en valoriser 45%, par valorisation matière (recyclage, Combustibles Solides de Récupération) et valorisation organique (compostage ou autres).

Un ou des équipements de prétraitement complémentaires à celui existant sur le Centre de Traitement Multifilières Evéré sont donc à créer, et une recherche d'optimisation de ce dernier pourrait être menée en lien avec le délégataire.

#### **Axes principaux en termes de traitement des déchets :**

L'atteinte des objectifs à un horizon de 10 ans pourrait nous permettre de limiter drastiquement nos besoins en incinération et stockage aux alentours de 360.000 t/an. Néanmoins, ce résultat ne pourra être atteint qu'une fois construits les équipements de prétraitement sur OMR dont il est fait état supra.

De plus, le contexte régional fait état de tensions importantes sur le traitement des déchets avec de nombreuses installations, publiques ou privées, qui ont fermé dans un passé proche, perturbant fortement la filière, et d'autres installations menacées de fermeture dans un futur proche.

Comme décrit dans le paragraphe des principaux enjeux, la création de nouveaux outils de traitement est extrêmement difficile.

Aussi, dans une volonté de responsabilité, il est nécessaire d'acter les principes suivants :

- Maintien des Capacités du Centre de Traitement Multifilières Evéré de Fos/Mer,
- Maintien des Capacités de stockages des trois Installations de Stockage des Déchets non Dangereux.

A noter que pour les centres de stockage, la capacité annuelle autorisée d'enfouissement pourrait régulièrement être ajustée en collaboration avec les services compétents de l'Etat pour correspondre aux besoins réels. De plus, ces outils permettront de faire face à des besoins ponctuels de traitement supplémentaires, en particulier dans le cadre des situations de gestion de crise. Pour deux d'entre eux, les fins administratives d'Autorisation d'Exploiter étant proche (2022/2023), les démarches pour obtenir les prolongations doivent rapidement être entamées.

#### **Axes principaux en termes de principes généraux**

Pour pouvoir atteindre les objectifs réglementaires impliquant la création de nouveaux outils, tout en recherchant la maîtrise des coûts, il est nécessaire d'acter les principes suivants à horizon 10 ans :

- Une gestion globale du traitement des déchets au niveau métropolitain par la mutualisation des équipements et permettant une optimisation logistique globale,
- Une coordination des politiques générales de gestion des déchets mises en œuvre par les territoires, en particulier en termes

de types de collectes et de niveau de service aux professionnels,

- Une maîtrise des principaux équipements de traitement.
- Un suivi fin des coûts de la compétence par la mise en place d'un budget annexe SPED sur chaque Conseil de Territoire et la mise en place d'outils analytiques métier (matrice des coûts COMPTACOUT®).
- La recherche d'optimisation financières et de recettes supplémentaires (subventions, redevances spéciales, etc..)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique ;
- Le décret n°2015-1085 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 relatif à la fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis des Conseils de Territoire du Pays d'Aix, du Pays Salonnais, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Istres Ouest Provence et du Pays de Martigues.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que dans le cadre de l'élaboration du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets, il convient d'en décider les axes principaux.
- Que ces éléments sont à transmettre au Conseil Régional pour intégration dans le cadre de ses travaux en cours d'établissement des Schémas Régionaux de Gestion des Déchets.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets tels que décrits supra et répartis en 4 catégories :

- Axes principaux en termes de prévention des Déchets.
- Axes principaux en termes de valorisation matière et organique.
- Axes prioritaires en termes de traitement des Déchets.
- Axes prioritaires en termes de Principes Généraux.

#### **Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est chargé de transmettre la présente délibération au Conseil Régional PACA pour intégration des éléments dans le cadre de ses travaux en cours d'élaboration des Schémas Régionaux de Gestion des Déchets.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 019-2837/17/CM**

#### **■ Candidature de la Métropole à l'appel à projet Ecofolio pour l'attribution d'une dotation d'accompagnement au changement pour améliorer le recyclage du papier MET 17/4652/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

ECOFOLIO, l'éco-organisme des papiers, contribue financièrement à la collecte et à la valorisation des papiers. Afin d'atteindre l'objectif national de 65 % de recyclage des papiers en 2022, il lance un appel à projet pour soutenir jusqu'à 75 % du coût des actions allant dans le sens de l'amélioration des performances de collecte du papier.

Les territoires de Marseille Provence (CT1) et du Pays Salonnais (CT3) souhaitent répondre à cet appel à projet qui va permettre d'accélérer l'amélioration des dispositifs existants du tri des papiers à partir de projets répartis de façon homogène sur l'ensemble des deux territoires. Le projet se décompose de la façon suivante :

- Une densification des équipements de collecte en apport volontaire,
- Le développement de la collecte sélective en porte à porte (CT3 uniquement)
- Une communication dédiée aux papiers,
- Un dispositif innovant de proximité et de communication (CT1 uniquement),
- Une facilitation du geste de tri avec une éco-exemplarité (CT1 uniquement).

Sur la base du programme prévisionnel d'actions, les soutiens qui pourraient être perçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cet appel à projet sont évalués à 280 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la candidature à cet appel à projet permettra un apport financier d'ECOFOLIO pour la mise en œuvre d'actions d'amélioration du tri des papiers sur le territoire de la Métropole.
- Que la mise en œuvre des actions permettra à terme d'améliorer les performances de recyclage sur le territoire et entraînera une augmentation des soutiens versés par ECOFOLIO.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le projet et son plan de financement.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à présenter la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'appel à projets d'ECOFOLIO pour l'année 2017, et à signer la convention d'accompagnement au changement avec ECOFOLIO si le projet était sélectionné.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 020-2838/17/CM**

**■ Application des nouveaux tarifs aux clients extérieurs pour l'année 2018 sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux  
MET 17/4744/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aix traite sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois des déchets produits par les habitants du territoire mais également par des entreprises proches du site. Pour l'année 2018, il convient de fixer les tarifs annuels d'élimination des déchets apportés par ces clients extérieurs ainsi que le quota annuel de ces déchets qui sera accepté par le Territoire du Pays d'Aix.

Afin de répondre aux exigences réglementaires en matière de valorisation des déchets et de limitation des quantités de déchets enfouis, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé dans une démarche de valorisation des encombrants : près de 8.000 tonnes d'encombrants, qui jusque-là étaient éliminés sur l'ISDnD de l'Arbois, devraient être triés en vue de leur valorisation.

Afin, d'une part, de compenser les surcoûts que représente le tri de ces déchets et, d'autre part, maintenir le niveau d'activité de l'ISDnD, il est proposé de fixer le quota annuel 2018 octroyé aux entreprises à 15.000 tonnes. Ce quota est fixé à un niveau raisonnable correspondant à 10 % de la capacité totale, permettant ainsi de garantir la priorité de l'utilisation de notre Installation de Stockage de Déchets non Dangereux pour nos besoins propres en termes d'élimination des Ordures Ménagères Résiduelles.

Le bilan prévisionnel réalisé pour 2017 montre que compte-tenu de la politique appliquée, 10.000 tonnes de DIB devraient être traités sur l'ISDnD de l'Arbois.

En conséquence, l'objectif qui était de concrétiser l'attractivité du site est rempli. Il est important que l'offre aux apporteurs locaux du territoire du Pays d'Aix soit cohérente avec le niveau des prix pratiqués dans le département, en étant à la fois légèrement supérieure pour ne pas attirer trop de quantités de déchets, et suffisamment compétitive pour permettre l'atteinte du quota établi.

Compte tenu, d'une part, de la croissance des tonnages de déchets éliminés dans le département des Bouches-du-Rhône (reprise de déchets issus d'activité économique, problème d'exutoire dans les départements limitrophes...) et, d'autre part, du recul prévisible des volumes de déchets effectivement autorisés à être enfouis en 2018 (déclinaison de la Loi de Transition Énergétique par la DREAL ou encore réduction du volume d'activité d'installations notables), il est vraisemblable que les tarifs de stockage de déchets augmentent.

Il est donc proposé d'augmenter les tarifs d'élimination appliqués aux DIB, aux ordures ménagères ou aux encombrants des particuliers de 2 € la tonne, ce qui représente une hausse de tarif raisonnable de l'ordre de 3 %.

De plus, conformément à l'arrêté 117-2017-PC du 26 juin 2017, le Territoire du Pays d'Aix est autorisé à réceptionner des mâchefers d'incinération. Ces derniers sont des sous-produits du processus d'incinération de déchets non dangereux qui, selon

leur nature, doivent être éliminés en ISDnD. Après consultation des représentants des sites autorisés à accepter ces déchets afin de ne pas être trop attractifs, il est proposé d'aligner les tarifs pratiqués sur ceux de la concurrence locale et donc de baisser le tarif appliqué aux mâchefers.

La mise en œuvre de ces considérations aboutit aux propositions de tarification suivante :

	Tarifs 2017		Tarifs 2018		Évolution	
	Apporteurs ≤ 500 t/an	Apporteurs > 500 t/an	Apporteurs ≤ 500 t/an	Apporteurs > 500 t/an	Apporteurs ≤ 500 t/an	Apporteurs > 500 t/an
Catégories Déchets	€ HT* /tonne	€ HT* /tonne	€ HT* /tonne	€ HT* /tonne	%	%
DIB	65,00	63,00	67,00	65,00	3,08%	3,17%
OM	65,00	63,00	67,00	65,00	3,08%	3,17%
Encombrants	65,00	63,00	67,00	65,00	3,08%	3,17%
Gravats non valorisables	22,50	22,50	22,50	22,50	0,00%	0,00%
Gravats valorisables	17,50	17,50	17,50	17,50	0,00%	0,00%
Mâchefers non valorisables	30,00	30,00	22,00	22,00	-26,7%	-26,7%

\* Les tarifs s'entendent hors toutes taxes (TVA + TGAP). La TGAP et la TVA en vigueur en 2018 et s'appliqueront aux déchets traités.

Les mesures prises devraient permettre au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier en 2018 de recettes nettes voisines de 1.000.000€ par an.

Il convient de noter que cette politique tarifaire ne modifie pas le montant de la prestation d'enfouissement prévue dans le marché 2017-002-U en date du 27 juin 2017 conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société DELTA DÉCHETS pour l'exploitation du site de l'Arbois. La totalité des recettes est intégralement acquise au Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 ;

- La loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 ;
- L'arrêté 117-2017-PC du 26 juin 2017 ;
- Le décret n°2015-1085 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 portant fixation des limites des territoires de la métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient d'appliquer les nouveaux tarifs aux clients privés pour l'année 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Un quota de 15.000 tonnes par an de déchets pour les clients extérieurs sera accepté sur l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois.

**Article 2 :**

Est approuvée la grille tarifaire appliquée aux clients extérieurs à l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois.

**Article 3 :**

Ces tarifs seront applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et seront au préalable notifiés à l'entreprise exploitante

de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 021-2839/17/CM**

#### **■ Approbation des tarifs de remplacement des bacs individuels de collecte des déchets, sur le territoire de Marseille Provence MET 17/4148/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés, approuvé le 22 mai 2015, prévoit dans son article 2.2.5 - Remplacement et réparation des bacs: « le remplacement des bacs détériorés par suite d'une usure normale ou disparus, est à la charge de MPM. Un remplacement ne peut avoir lieu que trois ans après la mise à disposition. Tout remplacement de bacs avant ce délai de trois ans, s'effectuera moyennant paiement d'un tarif délibéré par MPM, à la charge de l'usager».

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'étant substituée à la Communauté Urbaine MPM, les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Métropole.

Il convient donc de déterminer les tarifs applicables à ce dispositif, la mise à jour des matériels utilisés ainsi que les modalités de gestion des recettes en découlant.

Ce dispositif concerne tant les bacs d'ordures ménagères que les bacs "jaunes" de collecte sélective. Le prix du remplacement d'un bac varie selon la contenance du bac et est fixé comme suit :

- remplacement d'un bac de 40 litres : 23 euros TTC
- livraison et remplacement d'un bac de 120 litres : 40 euros TTC
- livraison et remplacement d'un bac de 240 litres : 52 euros TTC
- livraison et remplacement d'un bac de 340 litres : 65 euros TTC
- livraison et remplacement d'un bac de 660 litres : 130 euros TTC

En cas de refus de livraison ou de rendez-vous non honoré par la responsabilité de l'usager, il sera appliqué une livraison au tarif de 25 euros TTC.

Ces prix correspondent à ceux (révision de prix comprise) prévus dans le marché public d'acquisition de bacs individuels, majorés des frais de structure.

La gestion des recettes générées par ces dispositions sera assurée par l'émission de titres de recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement
- Le Code de la Santé Publique
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° PEDD 001-1016/15/CC portant approbation du règlement de collecte de Marseille Provence Métropole du 22 mai 2015

#### **Oùï le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de délibérer sur la tarification à appliquer en cas de remplacement de bacs individuels

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Les tarifs applicables au remplacement des bacs individuels sur le territoire de Marseille Provence, à la charge de l'usager, sont fixés comme suit :

- pour un bac de 40 litres : 23 euros TTC
- pour un bac de 120 litres : 40 euros TTC
- pour un bac de 240 litres : 52 euros TTC
- pour un bac de 340 litres : 65 euros TTC
- pour un bac de 660 litres : 130 euros TTC

#### **Article 2 :**

En cas de refus de livraison ou de rendez-vous non honoré, du fait de l'usager, il sera appliqué 25 euros TTC supplémentaire pour livraison

#### **Article 3 :**

Les recettes seront constatées sur le budget annexe de collecte et de traitement des déchets – Sous- Politique G130

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 022-2840/17/CM**

**■ Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Appel à Projets contre les pertes et gaspillages alimentaires en PACA lancé par la Région PACA, l'ADEME et la DRAAF  
MET 17/4758/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La mise en œuvre de l'économie circulaire à l'échelle régionale est promue par le lancement d'Appels à Projets pilotés notamment par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Ademe et la Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF).

À ce titre, l'Appel à Projets "Lutte contre les pertes et gaspillages alimentaires en Provence-Alpes-Côte d'Azur", lancé en juillet 2017 a pour but de faire émerger et soutenir des projets exemplaires et innovants, fédérateurs et démultipliables de lutte contre les pertes et les gaspillages alimentaires.

Cette lutte rejoint les objectifs de plusieurs actions de niveau national déclinées dans des programmes ou travaux comme :

- Le Programme National de l'Alimentation qui définit la politique publique de l'alimentation ;
- Le Pacte national de lutte contre le gaspillage porté par le Ministère en charge de l'Agriculture ;
- Les travaux sur la thématique de la lutte contre le gaspillage alimentaire portés par l'Ademe dans une optique de prévention/réduction de la production de déchets ;
- Le futur plan Régional de Prévention et de gestion des déchets qui intègre également cette problématique, tout comme le cadre stratégique d'intervention de la Région en matière de gestion et de prévention des déchets.

L'objectif 2025 des pouvoirs publics est de réduire de 50 % le gaspillage sur l'ensemble de la chaîne alimentaire. Les opérations attendues dans le cadre de cet Appel à Projets auront pour but de :

- Réduire les pertes et gaspillages lors de la production de denrées alimentaires ;
- Réduire les pertes et gaspillages lors de la transformation, de la préparation, du stockage et du transport des denrées ;
- Réduire les pertes et gaspillages lors de la distribution ou de la commercialisation ;
- Réduire le gaspillage alimentaire des convives / clients / consommateurs.

Aujourd'hui, tous les acteurs peuvent réduire leurs pertes et gaspillages alimentaires de manière significative, améliorer leur image et réaliser des économies pouvant être réinvesties dans la qualité des produits. Le gain qualitatif peut impliquer une

nouvelle baisse du gaspillage, contribuant ainsi à un cercle vertueux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite porter son action sur la partie des produits comestibles non consommés par les convives / clients / consommateurs (car jetés, périmés, servis mais non consommés).

Plus précisément, le Territoire du Pays d'Aix souhaite travailler sur des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire dont les principales cibles pourraient être :

- Les établissements recevant du public : il s'agit de limiter le gaspillage alimentaire au sein de la restauration collective (Écoles, Cuisines centrales, Collèges, Lycées, Crous, CFA, centres hospitaliers, EHPAD...) ;
- Les ménages : par de l'information et de la sensibilisation (campagne institutionnelle de communication, suivi de foyers témoins, ateliers de sensibilisation, sur les marchés, dans les centres sociaux culturels, centre aérées, commerces...). Ces actions pourront être complétées par des outils d'animation de type, vidéos, exposition itinérante ...
- Les producteurs de biens comestibles non consommés. Il s'agit de promouvoir le don alimentaire en se positionnant comme un facilitateur de mise en relation entre producteur de biens comestibles et associations en charge de la distribution de dons alimentaires.

De la même manière, pour le territoire de Marseille-Provence, dans le cadre de la démarche Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage, les principaux axes de travail pourraient être :

- 1er axe : les établissements scolaires, en partenariat avec les Mairies volontaires, afin de limiter le gaspillage alimentaire ;
- 2nd axe : les ménages par de l'information et de la sensibilisation aux bons gestes de réduction du gaspillage alimentaire.

Par ailleurs, cette délibération permet également aux autres territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence de candidater à cet appel à projets.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite se porter candidate à cet appel à projet pertinent dans le cadre de l'objet de celui-ci du fait de l'existance de deux projets.

Pour faire acte de candidature et bénéficier d'un subventionnement, la procédure de dépôt des dossiers est composée de plusieurs étapes :

- Envoi électronique de la pré-candidature : le 6 octobre 2017 ;
- Audition des projets éligibles: le 20 novembre 2017 ;
- Perfectionnement des projets : suite aux auditions, un délai de 5 semaines est

laissé aux candidats pour perfectionner leur projet et constituer le dossier de demande de subvention complet ;

- Dépôt de la demande de subvention complète : le 8 janvier 2018 ;
- Jury final de sélection: février 2018.

Les taux d'aides représentent entre 50% et 70% du financement des actions engagées en fonction de leur thématique (Actions d'animation, de communication / formation, d'aide à la décision ou d'aides à l'investissement).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le règlement de l'Appel à Projet "Lutte contre les pertes et gaspillages alimentaires en Provence-Alpes-Côte d'Azur piloté par l'ADEME, la Région et la DRAAF » ;
- Le règlement de l'appel à projets contre les pertes et gaspillages alimentaires en PACA piloté par l'ADEME, la Région et la DRAAF.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les domaines prioritaires, les actions et les projets éligibles au financement de cet appel à projet représentent un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en général et les Territoires du Pays d'Aix et de Marseille-Provence en particulier.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la faculté pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, et pour tous les territoires qui la composent, de répondre à l'Appel à Projets « lutte contre les pertes et le gaspillages alimentaire en PACA ».

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives et nécessaires à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Tourisme,  
valorisation du patrimoine"***  
\*\*\*\*\*

**TVP 001-2841/17/CM**

**■ Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme  
MET 17/5048/CM**

M Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

### **1. Définition des compétences transférées**

La loi MAPTAM puis la loi NOTRe ont ajouté aux compétences des EPCI à fiscalité propre, la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activité touristique ainsi que la promotion du tourisme et la création d'Offices de Tourisme.

Ces textes ont suscité nombre d'interrogations et des réponses ont été apportées pour préciser les contours de ces compétences et aux conséquences de leur mise en œuvre.

Pour la première de ces compétences, « création, aménagement et gestion des zones d'activité touristique (ZAT) », faute de définition précise de la notion de ZAT, il s'agit de les identifier à partir d'un faisceau d'indices<sup>1</sup>. Dans le cadre des travaux en cours de la Commission Locale des Charges Transférées (CLECT), sont étudiées comme possibles opportunités une ZAT privée<sup>2</sup> et un projet de ZAT<sup>3</sup>.

Pour la seconde, « promotion et création des offices de tourisme », plusieurs réponses ministérielles ont également été apportées. L'ensemble de celles-ci vont vers la définition suivante :

Cette compétence recouvre l'ensemble des compétences obligatoires des Offices de Tourisme, à savoir :

- l'accueil et l'information des touristes ;
- la promotion touristique ;
- la coordination des divers partenaires du développement touristique local.<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Cf. Rép. Min n°23885 JO Sénat R 02/02/2017

<sup>2</sup> ZAT Pierre et Vacances à Mallemort

<sup>3</sup> Projet de ZAT sur la commune de Cornillon-Confoux

<sup>4</sup> Référence : Rép. Min n°23855 JO Sénat 02/02/2017 p.408



Sont exclues de la compétence obligatoirement transférée, et demeurent donc de la compétence des communes :

- la gestion et l'exploitation des équipements touristiques (campings, casinos, remontées mécaniques...);
- et la fiscalité liée au tourisme<sup>5</sup>.

## **2. Précisions sur le transfert et l'exercice de ces compétences**

Si les compétences sus-citées doivent être transférées des communes à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018, plusieurs facteurs ont une incidence sur ce transfert ou l'exercice de ces compétences :

### **2.1. Le transfert de la compétence**

Dans le cadre de la loi MAPTAM, les communes de l'ex Communauté urbaine (CT 1) ont déjà opéré le transfert de cette compétence à l'EPCI dans le cadre d'une CLECT en 2015. La Métropole est donc d'ores et déjà compétente en lieu et place des communes du CT1. Il est à noter que dans les faits, l'ex Communauté urbaine n'a jamais exercé cette compétence.

Les communes de l'ancien EPCI « le Pays d'Aubagne » (CT4) avaient également fait remonter cette compétence au niveau intercommunal<sup>6</sup>.

Enfin, deux textes de loi adoptés en décembre 2016 et février 2017, permettent aux stations classées de déroger au transfert de la compétence à la Métropole et donc de conserver ou récupérer cette compétence au niveau communal<sup>7</sup>.

### **2.2. L'exercice de la compétence**

La loi prévoit une délégation automatique aux Conseils de territoire (CT) jusqu'en 2020, sauf délibération expresse adoptée à la majorité des deux tiers du conseil de la Métropole<sup>8</sup>.

***En l'état, la compétence déléguée sur le tourisme aux CT s'entend comme une compétence d'exécution au plus près du terrain, mais devant s'opérer dans le cadre d'orientations stratégiques définies par la Métropole.***

En effet, la loi (L 5218 – 7 II du CGCT) dispose que les compétences déléguées en CT s'exercent dans le respect des règles et objectifs définis par le Conseil de Métropole, et ces règles sont inscrites, notamment, dans les Schémas d'ensemble de la Métropole.

Les règles et objectifs, les Schémas d'ensemble, de la Métropole, de par la loi, relèvent des compétences exclusivement métropolitaines et non déléguables en CT.

Ainsi, il conviendra de finaliser le travail en cours sur le Schéma métropolitain d'ensemble sur le tourisme, tel que prévu dans l'Agenda du développement économique métropolitain, notamment avec cette délibération cadre, en lien avec la Commission Tourisme, le Groupe de travail Tourisme de la Conférence des Maires, Bouches-du-Rhône Tourisme et les Offices de Tourisme.

**Cette délibération cadre propose une organisation des compétences liées au tourisme en fonction des grandes orientations définies par le projet touristique du territoire métropolitain issu de la concertation menée depuis septembre 2016.**

Le Groupe de Travail des Maires spécifique au tourisme a été installé en septembre 2016 en présence de 44 communes, avec comme ordre du jour : « panorama du tourisme métropolitain, état des lieux de la compétence tourisme et proposition d'une méthode de travail permettant la participation des 92 communes à la construction de la stratégie métropolitaine en matière de tourisme ».

Le groupe s'est ensuite réuni en novembre 2016 en format « ateliers » lors de trois demi-journées proposées aux communes réparties en 3 ensembles :

- un ensemble, intitulé « Mer », réunissant les communes littorales ou proches du littoral,
- deux autres ensembles, intitulés « Provence », réunissant les communes de l'arrière-pays.

L'ordre du jour de ces réunions portait sur les points suivants : objectifs et échéances de la Métropole en matière de tourisme et rôle des communes dans la démarche initiée ; actualité juridique du secteur ; compétences et rôles respectifs de la Métropole et de Bouches-du-Rhône Tourisme.

Le Groupe de Travail des Maires s'est ensuite réuni en format plénier à deux reprises :

- en mars 2017 avec comme ordre du jour : point sur l'actualité juridique, transversalité de la compétence « tourisme », premières restitutions des ateliers, articulation avec le schéma départemental du tourisme ;
- en mai 2017 avec comme ordre du jour : diagnostic, attentes et pistes d'actions à partir des entretiens réalisés et des ateliers ; état d'avancement de la stratégie métropolitaine du tourisme et préfiguration des principaux axes.

Au total, près de 60 communes ont participé à ces travaux, qui s'inscrivent dans le cadre de l'instance consultative représentée par la Conférence Métropolitaine des Maires, permettant de participer à la préparation des décisions devant être soumises au seul Conseil de Métropole souverain.

Cette délibération-cadre constitue donc une première étape vers un schéma métropolitain d'ensemble sur le tourisme tel que prévu dans l'Agenda du développement économique métropolitain. Compris dans les schémas d'ensemble, cet Agenda économique a posé le principe de six filières d'excellence de la Métropole, dont le tourisme.

<sup>5</sup> cf. les Rép. Min. précitées n°19189 et n°17774 JO Sénat du 26/01/2017

<sup>6</sup> Délibération n°08/0601 du Conseil du 27 juin 2001 sur la définition de l'intérêt communautaire

<sup>7</sup> lois n°2016-1888 du 28 décembre 2016 dite « Loi Montagne » et N°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain.

<sup>8</sup> Article L. 5218-7 du CGCT, délégation dans le respect des objectifs et des règles que fixe le conseil de la Métropole.

Sur le territoire métropolitain existent actuellement 52 structures liées au tourisme<sup>9</sup> (Offices de Tourisme classés et non classés sur des communes classées « Station de Tourisme » ou non, Syndicats d'Initiatives, bureaux d'information et maisons de tourisme...).

Dans ce contexte, le transfert de la compétence « Promotion du tourisme, dont création d'Offices de Tourisme » des communes à l'EPCI amène la Métropole Aix-Marseille-Provence à préciser la nature de son intervention.

### **3. Le tourisme dans la Métropole Aix-Marseille-Provence**

La Métropole Aix-Marseille-Provence est une métropole à la fois *urbaine et naturelle*.

Elle est la plus étendue des métropoles françaises : sa superficie est quatre fois celle du Grand Paris, cinq fois celle de Lille Métropole et six fois celle du Grand Lyon...

Métropole urbaine, avec Marseille et Aix-en-Provence mais aussi avec des villes entre 40 000 et 50 000 habitants, comme Istres, Martigues, Aubagne et Salon-de-Provence.

Métropole de nature, avec près de 50% du territoire constitué d'espaces naturels dont 44% font l'objet de mesures de protection : le Parc National des Calanques, le Parc Marin de la Côte Bleue, Grand Site Sainte Victoire, une partie des parcs régionaux des Alpilles et de Camargue, les Parcs Départementaux et forêts communales...

Avec 7 millions de touristes, 2,2 milliards de consommation intérieure et 24 000 emplois directs, le tourisme représente un secteur économique important. Il est identifié dans le cadre de l'agenda de développement économique métropolitain comme l'une des six filières stratégiques.

Sous l'identité forte de la « Provence », la Métropole comprend à ce jour les destinations suivantes :

- « Marseille »
- « La Provence Aixoise »
- « Les collines Salonnaises »
- « Les rives de l'Etang de Berre et la Côte Bleue »
- « L'Etoile, le Garlaban, les Calanques »

Cette approche en termes de destinations, ou plutôt d'espaces de marketing touristique est issue du projet concerté dans le cadre du Groupe Tourisme de la Conférence des Maires.

Elle permet à la Métropole d'exploiter de réelles portes d'entrées pour les visiteurs. Pour autant, c'est l'identité et la notoriété puissante de la Provence qui cimente, relie et impulse la dynamique d'attractivité du territoire.

Cette approche en destinations est appelée à évoluer en fonction des orientations et priorités des programmes de développement envisagés dans le futur par la Métropole Aix-Marseille-Provence, tout en

conservant et valorisant ces espaces de marketing touristique qui reflètent le travail de la Métropole, des Maires, de Bouches-du-Rhône Tourisme et des Offices.

Elle pourrait à terme se décliner en trois destinations, dans le cadre d'une large concertation avec l'ensemble des acteurs concernés et vote en Conseil de Métropole.

Ainsi, cinq grandes destinations infra métropolitaines se dessinent opportunément autour de « Marseille », « La Provence Aixoise », « Les collines Salonnaises », « Les rives de l'Etang de Berre et la Côte Bleue », « L'Etoile, le Garlaban et les Calanques ». Le projet touristique dessinera le contour plus précis de ces cinq destinations. Des parcours touristiques infra destinations seront également co construits avec les Maires et les Offices au sein de ces 5 destinations que définit aujourd'hui cette délibération-cadre.

Ces espaces de marketing touristiques ne sont pas de nouvelles instances ou de nouveaux organes

Ils participent, par un zonage marketing, à une volonté de participer à une gouvernance et une coordination souple et volontaire des différentes parties prenantes, autour de stratégies partagées au sein de ces 5 destinations. Ce pilotage de la Vice-Présidence associera les Communes et les Offices de tourisme, avec en support les services métropolitains, Bouches-du-Rhône Tourisme, et le Groupe de travail tourisme de la Conférence des Maires.

Les communes stations classées et leurs Offices de Tourisme seront des phares particuliers au sein de ces destinations, aidant à la mise en application de la stratégie métropolitaine.

La Vice-Présidence travaillera, au sein du projet touristique métropolitain, à une évaluation, à l'horizon 2020, de ces cinq destinations pour juger, en lien avec les Maires, les Offices, les Territoires et Bouches-du-Rhône Tourisme, s'il est opportun de faire évoluer le format et le nombre de destinations.

#### **3.1. L'offre touristique**

« L'intensité touristique » est un ratio qui mesure la capacité d'accueil touristique totale en hébergement marchand et non marchand rapportée au nombre d'habitants. Avec une moyenne de 8,1%, la Métropole est un territoire considéré comme très touristique au regard des autres grandes métropoles qui oscillent entre 2 et 6%<sup>10</sup>. Avec un taux d'intensité touristique supérieur à 30%, douze communes ont une économie particulièrement dépendante au tourisme.

La capacité d'accueil de la Métropole est estimée à 240 000 lits en 2017 ce qui représente 80% de la capacité d'accueil du département. L'hébergement

<sup>9</sup> Cf tableau ci joint

<sup>10</sup> Cf INSEE Données 2015

marchand représente un tiers de cette capacité d'accueil, soit 75 000 lits.

La moitié des lits en hébergement marchand se concentre sur quatre communes : Marseille (27%), Aix-en-Provence (12%), Martigues (8%) et Mallemort (7%)<sup>11</sup>.

L'hôtellerie est le premier mode d'hébergement marchand avec 43% de la capacité d'accueil soit 345 hôtels et 16 273 chambres. La Métropole Aix-Marseille-Provence est ainsi la première métropole, hors Paris, en parc hôtelier (Le Grand Lyon compte 13 570 chambres).

L'hôtellerie de plein air arrive en seconde position de l'hébergement marchand avec 25% de l'offre. La métropole AMP est la seule à proposer une offre de camping d'envergure.

Les résidences secondaires représentent 165 000 lits soit 69% des hébergements touristiques de la Métropole. La part des résidences secondaires est plus marquée que dans les autres métropoles. Elle est en grande partie liée au caractère de villégiature de ce territoire avec une façade littorale étendue et une campagne provençale de renommée internationale.

### 3.2. La clientèle touristique

Aix-Marseille-Provence accueille chaque année 7 millions de touristes et 37 millions de nuitées (tous hébergements confondus). 15% de la clientèle est étrangère. Elle provient principalement des pays européens limitrophes (Belgique, Royaume-Uni, Allemagne et Italie). Une clientèle plus lointaine se développe, notamment grâce à l'essor de la croisière et à une nouvelle offre aéroportuaire.

Les motifs de déplacement sont liés aux loisirs dans 8 cas sur 10 et dans 1 cas sur 10, pour affaires.

### 4. Quelle ambition métropolitaine ?

Le tourisme constitue un enjeu important pour le développement économique et la création d'emplois de tous niveaux de qualification et sur l'ensemble du territoire métropolitain. Il participe pleinement à l'attractivité du territoire aux niveaux national et international.

En exerçant la compétence « promotion du tourisme dont la création des Offices de Tourisme », la Métropole veut développer le rayonnement de la destination et le dynamisme de ce secteur économique à l'échelle métropolitaine.

Comme le propose l'Agenda du développement économique métropolitain, il s'agira de travailler activement à « l'allongement de la durée des séjours, de rééquilibrer la saisonnalité et d'augmenter la part des touristes étrangers ».

Le projet envisagé vise à renforcer la filière, à augmenter la visibilité et la fréquentation de la destination mais aussi à enrichir la valeur de « l'expérience métropolitaine » pour le visiteur.

Les résultats attendus :

- A long terme : « s'affirmer comme la métropole la plus attractive d'Europe pour la culture, le tourisme et la qualité de vie »
- A moyen terme : « mettre en œuvre la stratégie de développement touristique adossée à une organisation ad hoc ; consolider certaines marques ; conforter une agriculture de proximité et le tourisme rural »
- A court terme : « élaborer le plan d'actions du développement des croisières »

Pour porter ce projet, il faut permettre au territoire :

- de capitaliser sur ses réussites,
- favoriser des mutualisations,
- de porter de nouveaux projets d'envergure.

L'innovation dans le secteur du tourisme sera soutenue, notamment celle portant sur le tourisme digital et le e-tourisme. Elle participe au renouvellement économique du secteur, à l'émergence de nouvelles entreprises, à la création d'emplois et de valeur, et concourt au renforcement de l'image de dynamisme véhiculée par la Métropole.

Cette ambition collégiale et partagée appelle une compétence tourisme métropolitaine, basée sur une concertation permanente dans l'élaboration stratégique et le pilotage sur le terrain, avec les différentes Communes et Offices.

Cette ambition se décline en quatre axes :

Axe 1 : Renforcer l'attractivité de la Métropole à l'international en développant la visibilité et l'excellence de la destination

Axe 2 : Susciter et soutenir la tenue de grands événements économiques (congrès, salons) valorisant l'une des filières stratégiques de la Métropole ;

Axe 3 : Coordonner l'offre touristique des communes ainsi que les Offices de Tourisme dans un objectif de croissance de l'activité touristique, de développement durable et de répartition équilibrée et raisonnée ;

Axe 4 : Inscrire les priorités du secteur au sein des grandes politiques publiques d'aménagement menées par AMP.

Pour mettre en œuvre cette stratégie, la Vice-Présidence s'appuiera sur des opérateurs dont la mission sera définie dans le cadre d'une convention de la Métropole avec chacun d'eux.

Par opérateur, s'entendent des structures touristiques telles que les Offices, les clusters, clubs et agence dédiés au secteur touristique. Les missions seront sectorielles et s'inscriront dans une logique d'intérêt pour l'ensemble de la Métropole.

#### Axe 1 : Renforcer l'attractivité de la Métropole à l'international en développant la visibilité et l'excellence de la destination

Le territoire dispose de plusieurs marqueurs à forte notoriété qui constituent de réelles portes d'entrées pour les visiteurs. Parmi eux, c'est bien l'identité et la notoriété puissante de la Provence qui cimentent, relient et impulsent la dynamique d'attractivité du territoire.

<sup>11</sup> Cette commune de 6 000 habitants dispose d'une grande capacité avec la présence d'une résidence de tourisme Pierre & Vacances

Pour autant, il s'agira de **capitaliser sur l'ensemble des marqueurs identitaires** :

- A l'international, porter collectivement la marque TOURISTIQUE PROVENCE
- Pour les marchés de proximité, promouvoir les portes d'entrées et les identités associées aux pôles d'intérêt du territoire, dans la logique de la marque Provence et des cinq destinations, espaces de marketing touristique de la Métropole.

Le programme de promotion touristique de la métropole s'appuiera donc en grande partie à l'international sur la marque touristique « Provence »

Comme l'indique l'Agenda du développement économique métropolitain et comme le préconisent les acteurs du territoire, il conviendra de déployer la dynamique lancée au travers du Contrat de destination « Arts de Vivre Provence ».

*« Ce label positionne la Provence parmi les 20 destinations clés de la France, première destination dans le monde. Il associe largement les acteurs privés du secteur et constitue un levier de croissance pour la visibilité de la destination à l'échelle internationale. »*

Pour renforcer le positionnement touristique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les objectifs à poursuivre sont de 2 ordres :

- développer les offres d'excellence pour renforcer à long terme l'identité et le positionnement des destinations sur le marché du tourisme. Il est également primordial de poursuivre les politiques d'accueil et de conseil des clients en séjour pour accroître la consommation sur site : pour cela il faut des politiques d'accueils concertés, une gestion mutualisée de l'information, de l'innovation pour s'adresser aux touristes...
- valoriser collectivement l'ensemble des offres à travers des stratégies de communication coordonnée innovantes, de promotion commerciale des destinations touristiques auprès des différents marchés cibles, « b to b », « b to c »...

Seront confiées à des opérateurs (chefs de file experts dans leur domaine), l'animation et la coordination des thématiques spécifiques. Par exemple, l'Office de Marseille qui a su démontrer une réelle excellence sur ce sujet, sera donc le chef de file, par convention, pour la Métropole des enjeux de congrès et de tourisme d'affaires.

Il en sera de même pour les autres thématiques prioritaires : d'autres Offices de Tourisme pourront devenir à leur tour chefs de file sur les dimensions du tourisme d'agrément (événements culturels, œnotourisme, randonnées pédestres...)

Les offres émergentes issues des projets métropolitains à faire monter en puissance et à valoriser parmi lesquelles la filière « cinéma », la filière aéronautique et les industries de pointe, un

grand évènement « mer » en concordance avec les futurs JO 2024, seront également prises en compte.

La Métropole établira une stratégie de structuration et de promotion pour valoriser les destinations infra territoriales et contribuera à soutenir l'attractivité métropolitaine.

- **Le secteur de la Croisière maritime et fluviale** diffuse très largement sur le territoire. C'est un vecteur fort d'attractivité et de rayonnement à l'international. Il s'appuie notamment sur l'excellence des grandes infrastructures que sont le Port et l'Aéroport Marseille-Provence.

La Métropole apporte et continuera d'apporter un soutien actif et durable au développement de la Croisière. Ce secteur en pleine croissance (2 millions de croisiéristes attendus en 2020 et l'ambition d'être le 3<sup>ème</sup> Port de croisière de méditerranée, tel que défini dans l'Agenda du développement économique métropolitain) est déjà coordonné de manière partenariale dans le cadre de l'Association « le Club de la Croisière », au sein duquel les financements de la Métropole et des Communes sont amenés à monter en puissance. Ce soutien consistera en un appui financier aux programmes d'actions initiés par le Club de la croisière, un appui métropolitain à l'accueil (propreté, aménagements, transports et accueil physique...), à la participation aux actions de promotion initiées à l'international et à l'organisation à terme d'un grand salon international récurrent sur la croisière, à Marseille. Le Club de la croisière deviendra l'opérateur métropolitain du secteur de la croisière, tant maritime que fluviale.

Par ailleurs une stratégie concernant le tourisme fluvial sera établie, en lien avec le Club de la croisière qui en sera l'opérateur, pour accompagner l'essor de celui-ci sur le territoire.

- **Les investissements hôteliers** contribuent à la qualité et à la diversité de l'offre touristique en proposant des infrastructures renouvelées en lien avec les nouvelles tendances de consommation. Ils sont en outre pourvoyeurs de nouveaux emplois.

Dans le cadre de ses missions de promotion économique, la Métropole intervient en qualité de prescripteur auprès des investisseurs. Pour un conseil de qualité et un impact économique durable et maîtrisé sur le territoire, les opportunités et la pertinence de nouvelles installations doivent être appréhendées à un échelon métropolitain.

La Métropole réalisera en lien avec les acteurs locaux de manière récurrente une observation fine des installations existantes sur le territoire, de leur activité et des besoins encore non satisfaits, à l'image du schéma de développement hôtelier réalisé par la Ville de Marseille.

En ce sens, une mission d'intérêt métropolitain sera confiée à un opérateur partenaire en lien avec les têtes de réseau du secteur hôtelier, la Chambre de commerce et d'Industrie et les Offices de Tourisme, en particulier l'Office de Tourisme de Marseille. Ce partenariat établira ainsi un schéma métropolitain hôtelier, pour permettre de définir au mieux les actions de prospection des porteurs de projets hôteliers par Provence Promotion, agence

métropolitaine de promotion du territoire à l'international.

## **Axe 2 : Susciter et soutenir la tenue de grands événements économiques valorisant l'une des filières stratégiques de la Métropole**

Les congrès et salons ont en effet un impact indéniable sur l'économie du tourisme comme sur le rayonnement du territoire.

AMP favorisera la tenue de ces manifestations en lien avec les filières stratégiques de la Métropole, telles que déterminées dans son Agenda du développement économique métropolitain.

Les événements relevant de politiques propres d'animation des communes (culture strictement locale, sport, fêtes et traditions, etc.) sont exclues du champ d'intervention strictement métropolitain, mais pourront faire l'objet de partenariat sur des bases volontaires.

Enfin, la Métropole réalisera ou coordonnera des actions d'observation, de marketing et de promotion pour la filière économique en général.

Ces actions entrent, notamment, dans la logique et l'ambition du tourisme d'affaires et des congrès porté par l'Office de Tourisme de Marseille, par convention, pour l'ensemble de la Métropole.

## **Axe 3 : Coordonner l'offre touristique des communes ainsi que les Offices de Tourisme dans un objectif de croissance de l'activité touristique et de développement durable**

La promotion du tourisme à l'échelle métropolitaine passe par une coordination des Offices et bureaux de Tourisme. Les Offices de Tourisme et les bureaux de tourisme constituent un échelon de proximité incontournable. Leur présence permet l'accueil et l'information des touristes grâce à une connaissance fine de l'offre de proximité.

La Métropole maintiendra les Offices de Tourisme existants et qui seront transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2018 avec leurs moyens et leurs équipements. Ils seront animés, pilotés et gérés par les conseils de territoires, en concertation avec les Maires.

Leur financement, à l'issue du transfert de charges constaté par la CLECT, sera inscrit dans les états spéciaux du territoire, en application des délibérations du Conseil de Métropole des 28 avril et 30 juin 2016, portant délégation de compétences du Conseil de Métropole aux conseils de territoires.

La Métropole n'entend pas créer de nouveaux offices de tourisme dans la Métropole, que ce soit sur un périmètre communal ou intercommunal. La Métropole n'instaure pas un office de tourisme métropolitain central.

Dans le cadre de la structuration de l'offre métropolitaine, **des thématiques transversales à l'échelle métropolitaine** seront définies et le co-pilotage ainsi que l'animation de ces offres seront confiés aux Offices de Tourisme les mieux structurés (Tourisme durable, tourisme culturel, tourisme digital, e tourisme, tourisme fluvial...). AMP associera les

acteurs du territoire œuvrant également sur ces thématiques.

En synthèse, dans le cadre de la promotion, les destinations infra territoriales vues précédemment seront particulièrement mises en exergue sur le territoire :

« Marseille »  
« La Provence Aixoise »  
« Les collines Salonnaises »  
« Les rives de l'Etang de Berre et la côte bleue »  
« L'Etoile, le Garlaban et les Calanques »

Dans chaque bassin touristique, existeront un ou plusieurs Offices de Tourisme sur le périmètre communal, notamment des stations classées qui gardent leur autonomie d'action en lien avec la coordination et la stratégie métropolitaines.

Dans chaque bassin touristique, sont maintenus les Offices de Tourisme existants (tels que transférés à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018 lors du transfert de compétence), animés à l'échelle du bassin. Leur gouvernance est métropolitaine. Ils assurent des missions dévolues par la Métropole et sont financés par elle.

Dans chaque bassin touristique, un organisme de tourisme animera les actions réalisées par les bureaux de tourisme intercommunaux qui devront assurer les missions d'accueil et d'information, d'animation des professionnels, d'organisation des visites accompagnées ou guidées à l'échelle du bassin. Il pourrait également être un Office de Tourisme communal qui aura conventionné avec la Métropole Aix Marseille Provence pour assurer cette mission d'animation et sera financé par la métropole pour la mener à bien.

Enfin, sur l'ensemble du territoire métropolitain des « chefs de file » de filières sont nommés pour assurer l'animation du réseau et la coordination de la mise en œuvre des plans d'actions à l'échelle métropolitaine.

## **Axe 4 : Inscrire les priorités du secteur au sein des grandes politiques publiques d'aménagement menées par AMP**

Dans le cadre des politiques publiques qu'AMP initie, les priorités du secteur devront être prises en compte : transports, aménagement du territoire, etc. Un travail de **coordination avec les différentes directions opérationnelles** sera conduit par la Direction de l'attractivité et de la Promotion à l'international.

L'ambition métropolitaine telle que définie ci-dessus est en grande partie le fruit d'une large concertation avec les différents acteurs du tourisme (Offices de Tourisme, Bouches-du-Rhône Tourisme, Club de la Croisière ...) et notamment les Maires dans le cadre du Groupe Tourisme organisé par la Conférence Métropolitaine des Maires.

La stratégie métropolitaine fera l'objet d'un Schéma touristique soumis à l'exécutif métropolitain en début d'année 2018. Le travail avec les partenaires est engagé. Préalablement, une présentation en

Conférence Métropolitaine des Maires sera organisée.

#### **4.1. L'organisation métropolitaine : une gestion partenariale**

La Métropole s'appuiera sur les structures touristiques et les dynamiques déjà existantes pour déployer les orientations de sa politique touristique de promotion.

*Parce que le positionnement touristique métropolitain doit conforter la diversité des expériences à vivre, c'est autour des destinations touristiques qu'il faut s'organiser, converger, mutualiser en capitalisant sur une organisation touristique optimisée.*

L'organisation métropolitaine de la compétence tourisme s'appuiera sur la mise en place d'une intelligence collective au service du développement du tourisme et sur la volonté d'efforts de mutualisation et de coordination entre les différents acteurs publics, voire privés.

#### **LE RESEAU DES OFFICES DE TOURISME**

Aix-Marseille-Provence Métropole s'appuiera sur les Offices de Tourisme du territoire et leur confiera le co pilotage de certains secteurs identifiés prioritaires, comme le tourisme d'affaires et de Congrès, ou des thématiques transversales, comme le tourisme culturel, etc.

La Métropole s'adossera également sur des Offices de Tourisme de référence pour chacune des destinations infra métropolitaines. Chacune des destinations infra métropolitaines comportent, en leur sein, des communes stations classées avec des Offices de référence, permettant de valoriser leur savoir-faire et leur excellence au profit des destinations et de la Métropole.

Le réseau des Offices de Tourisme sera maintenu et il s'agira de l'organiser et de fédérer les offices de tourisme du territoire en tenant compte de plusieurs dimensions :

- **Organiser les portes d'entrées des destinations.**

L'optimisation du réseau des Offices et bureau de Tourisme passe par leur l'identification de leur proximité avec une marque forte et identifiée sur le territoire à laquelle ils seront associés. Parmi ces marques fortes : Marseille, Aix-en-Provence, Calanques, Sainte Victoire, Côte Bleue, Aubagne, Salon, Pont Royal...

Les Offices de Tourisme regroupés sur les destinations métropolitaines reconnues mettront en valeur le récit du territoire.

- **Fédérer les Office de Tourisme autour de thématiques pour valoriser la transversalité de l'offre métropolitaine**

La diversité de l'offre touristique métropolitaine doit se structurer autour des grandes filières. L'optimisation du réseau des Offices et bureau de Tourisme passe par leur regroupement autour des

filières prioritaires dont la mise en œuvre concertée serait portée par des Office de Tourisme « chefs de file ». C'est notamment le cas de l'Office de Tourisme de Marseille sur le tourisme d'affaires et les congrès. D'autres Offices se verront confier des missions similaires sur leur thème d'excellence, et ils participent tous à la co construction et la mise en œuvre du schéma métropolitain de développement touristique.

- **L'Office de Tourisme et des congrès de Marseille**

L'Office de Marseille participe à l'élaboration et la co construction du schéma touristique de la Métropole. Son expertise en termes de promotion commerciale constituera un facteur clé du succès métropolitain. Compte tenu des missions réalisées par cet office et de l'expertise acquise à ce titre, à l'international mais également sur des secteurs comme la croisière ou le tourisme d'affaires, l'office se verra confier des missions particulières comme le Tourisme d'affaires et des congrès pour la Métropole, mais aussi l'accueil des croisiéristes, en lien avec le Club de la Croisière, et des missions de promotion internationale, avec les autres offices de tourisme et Bouches du Rhône Tourisme sur des base de coopération volontaire réciproque.

#### **LE GROUPE DE TRAVAIL TOURISME DE LA CONFERENCE METROPOLITAINE DES MAIRES**

Ce Groupe de travail apporte un support à la Vice-Présidence pour sa concertation avec les Maires et les Communes.

Installé en septembre 2016, le Groupe de Travail des maires permet d'établir un état des lieux de la compétence tourisme et de débattre des propositions. Il permet d'associer les 92 communes à la construction de la stratégie métropolitaine en matière de tourisme. Au total, près de 60 communes ont participé à ces travaux.

Ce Groupe de travail constitue un outil naturel de la Vice-Présidence pour établir un lien avec les Communes et les Offices dans le pilotage stratégique autour des destinations définies par cette délibération-cadre.

#### **DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE ET DE LA PROMOTION A L'INTERNATIONAL DE LA METROPOLE**

**La Direction de l'Attractivité et de la Promotion à l'international de la Métropole assurera la mise en relation et la cohérence du programme de promotion du tourisme avec l'ensemble des programmes envisagés dans le cadre de l'Agenda du développement économique métropolitain.**

La Métropole conçoit et pilote la stratégie métropolitaine. Elle coordonne les actions déclinées en s'appuyant sur les acteurs et déjà experts du territoire par le biais de conventions d'objectifs et le versement de contreparties financières.

Ce fonctionnement est déjà en place pour ce qui concerne le secteur de la Croisière, avec le Club de la Croisière, instance de gouvernance associative des acteurs publics et privés pour la promotion de cette filière et dont la Métropole, et plusieurs

communes majeures du secteur touristique, est membre.

## **BOUCHES-DU-RHONE TOURISME/ PROVENCE TOURISME**

Avec une convention à établir dans le cadre du schéma touristique (et qui sera ajoutée en annexe de cette délibération-cadre), Bouches-du-Rhône Tourisme prend sa part à l'élaboration et la coordination de la stratégie de promotion du tourisme dans le cadre du pilotage de la Vice-Présidence.

Acteur majeur du tourisme en Provence, Bouches-du-Rhône Tourisme a établi des relations étroites de travail avec les Communes et leurs Offices.

Bouches-du-Rhône Tourisme pourra assurer des missions transversales en lien avec les schémas métropolitain, départemental et régional du tourisme. Bouches-du-Rhône tourisme apporte notamment un soutien à la Vice-Présidence dans le cadre de sa coordination des Offices et bureaux touristiques au sein des destinations définies par cette délibération-cadre, en lien avec le GT Tourisme de la Conférence des Maires et les services métropolitains. Sa relation de proximité sur le territoire avec les offices et sa capacité à collecter des données seront des facteurs clés du succès métropolitain.

### **5. Les garanties financières et institutionnelles de la Métropole aux communes, garanties par la Loi (CGCT)**

Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Maire de Marseille, Vice-Président du Sénat, est intervenu auprès du Gouvernement en fin d'année 2014, dans le cadre des débats sur la Loi MAPTAM, et a permis l'obtention d'un droit d'opposition pour les communes en matière de taxe de séjour qui existait déjà pour la taxe sur les casinos. Ce droit d'opposition est toujours en vigueur aujourd'hui (CF. Ci-dessous).

La Métropole confirme dans cette stratégie les engagements du Président, tel que le permet la loi (Code général des Collectivités territoriales):

Les communes touristiques et stations classées pourront conserver un Office de Tourisme sur le périmètre communal.

Les taxes de séjour et issues des jeux de casino resteront du ressort des communes concernées.

La Métropole entend installer une coordination et un pilotage stratégique entre la Vice-Présidence et les Offices au sein des grandes destinations définies, ainsi que des missions d'intérêt métropolitain portées par des Offices et autres partenaires. **La Métropole n'entend pas instituer un Office de Tourisme métropolitain afin de ne pas participer à la mise en place d'une strate supplémentaire.**

Les Offices et bureaux de Tourisme resteront en l'état de leur périmètre communal, et travailleront étroitement avec les Maires concernés, tout en s'inscrivant dans une coordination et un pilotage stratégique métropolitain. La Métropole n'entend pas créer de nouveaux offices de tourisme dans la Métropole.

**Les différentes orientations prévues dans cette délibération cadre s'appliqueront à l'ensemble des Communes et à leurs Offices de Tourisme**

**qui auront, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, transféré leur compétence tourisme à la Métropole.**

**Les relations, de toute nature, des autres communes et de leurs Offices, avec la Métropole feront l'objet de discussions et d'éventuelles conventions bilatérales soumises au vote du Conseil de Métropole pour mise en annexe de la délibération-cadre, suite aux précisions légales qu'apportera la DIRECCTE PACA.**

La Métropole, au terme d'un processus de concertation avec les Maires et tenant compte des garanties apportées par la loi, souhaite démontrer l'opportunité d'une gouvernance touristique métropolitaine au sein de laquelle chaque commune sera respectée, et pleinement actrice.

### **Article L5211-21 (taxe de séjour)**

- Modifié par LOI n°2016-1918 du 29 décembre 2016 - art. 86
- I. - La taxe de séjour mentionnée aux articles L. 2333-29 à L. 2333-39 ou la taxe de séjour forfaitaire mentionnée aux articles L. 2333-40 à L. 2333-47 peut être instituée par décision de l'organe délibérant dans les conditions prévues à l'article L. 2333-26 par :

1° Les groupements de communes touristiques et de stations classées de tourisme relevant de la section 2 du chapitre IV du titre III du livre Ier du code du tourisme ;

2° Les établissements publics de coopération intercommunale bénéficiant de l'une des dotations prévues à l'article L. 5211-24 du présent code ;

3° Les établissements publics de coopération intercommunale qui réalisent des actions de promotion en faveur du tourisme ainsi que ceux qui réalisent, dans la limite de leurs compétences, des actions de protection et de gestion de leurs espaces naturels ;

4° La métropole de Lyon.

**Les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant institué la taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire ne peuvent percevoir ces taxes. Lorsque la métropole de Lyon a institué la taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire, les communes situées dans son périmètre ne peuvent percevoir ces taxes.**

**Les communes membres des personnes publiques mentionnées aux 1° à 4°, qui ont déjà institué la taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire pour leur propre compte, et dont la délibération instituant cette taxe est en vigueur, peuvent s'opposer à la décision mentionnée au premier alinéa du présent I par une délibération prise dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.**

L'établissement public de coopération intercommunale issu d'une fusion en application de l'article L. 5211-41-3 prend la délibération afférente à la taxe de séjour jusqu'au 1er février de l'année au

cours de laquelle la fusion produit ses effets sur le plan fiscal. A défaut de délibération, le régime applicable en matière de taxe de séjour sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale ayant fait l'objet de la fusion ou sur le territoire des communes incluses dans le périmètre de l'établissement public issu de la fusion est maintenu au titre de la première année qui suit la fusion.

Dans ce cas, l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion perçoit la taxe de séjour en lieu et place des établissements publics de coopération intercommunale ayant fait l'objet de la fusion. Le présent alinéa est également applicable en cas de modification de périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale à la suite de l'intégration d'une commune.

#### **Article L5211-21-1 (taxe casinos)**

- Modifié par ORDONNANCE n°2014-1335 du 6 novembre 2014 - art. 10

Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui exercent la compétence tourisme ou les établissements publics mentionnés aux articles L. 5211-21 et L. 5722-6 percevant la taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire ainsi que la métropole de Lyon peuvent instituer le prélèvement direct sur le produit brut des jeux dans les conditions fixées à l'article L. 2333-54, **sauf opposition de la commune siège d'un casino régi par les articles L. 321-1 et suivants du code de la sécurité intérieure.** Ils peuvent, par convention, reverser tout ou partie du prélèvement à cette commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit définir les conditions de mise en œuvre de la compétence tourisme sur son territoire en 2018.

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est approuvée la délibération-cadre sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les compétences liées au tourisme, pour effet sur l'ensemble du territoire métropolitain à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

\*\*\*\*\*

### **Commission "Culture et sport, grands évènements métropolitains"**

\*\*\*\*\*

#### **CSGE 001-2847/17/CM**

■ Adhésion de la Métropole 2017 à l'Association pour le Développement des Documents Numériques en Bibliothèques (ADDNB) et paiement de la cotisation 2017 - Désignation d'un représentant  
**MET 17/4530/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Association pour le Développement des Documents Numériques en Bibliothèques (ADDNB) a pour objet le développement des services numériques des bibliothèques en direction de tous les usagers.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de promouvoir la culture numérique dans les réseaux de bibliothèques publiques ;
- d'accompagner les membres en leur apportant son soutien lors de l'établissement de leurs projets ;
- de proposer des expérimentations sur les nouveaux usages en mettant à disposition des membres des matériels, des supports d'information et une prestation personnalisée à leur demande.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant le développement des services numériques de la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale, située sur le territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche



documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n°295/10 du 28 mai 2010, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a adhéré à l'Association pour le Développement des Documents Numériques en Bibliothèques (ADDNB) .

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1<sup>er</sup> janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole de se prononcer sur cette adhésion.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc adhérer à l'Association pour le Développement des Documents Numériques en Bibliothèques (ADDNB) pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 70 euros.

L'adhésion est demandée pour l'année 2017.

Conformément à l'article 7 des statuts de l'association, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2017 et des États Spéciaux de Territoire ;

- La délibération n°295/10 du 28 mai 2010 du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence portant adhésion à l'Association pour le Développement des Documents Numériques en Bibliothèques (ADDNB) ;
- La lettre de saisine de Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

#### **Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 70 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2017 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association pour le Développement des Documents Numériques en Bibliothèques (ADDNB) ainsi que le règlement de la cotisation 2017, d'un montant de 70 euros.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest-Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

##### **Article 3 :**

Est désigné pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'Association pour le Développement des Documents Numériques en Bibliothèques (ADDNB) :

- Monsieur Jérôme POUCHOL en qualité de représentant titulaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **CSGE 002-2848/17/CM**

#### **■ Adhésion de la Métropole à l'association Kohala et paiement de la cotisation 2017 MET 17/4528/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association Kohala a pour objet le développement, la protection, la promotion et la diffusion du logiciel libre de gestion de bibliothèque Koha.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- la libre utilisation du logiciel, pour quelque usage que ce soit ;
- la liberté d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter à ses propres besoins ;
- la libre redistribution des copies de façon à pouvoir aider des collègues ;
- la liberté d'améliorer le programme et de diffuser les améliorations au public de façon à ce que l'ensemble de la communauté en tire avantage ;
- la promotion du développement du logiciel libre Koha sur le plan international ;
- la participation des membres de l'association à des congrès ou colloques professionnels.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant le développement du logiciel libre Koha utilisé au sein la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale, située sur le territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° 52/08 du 18 janvier 2008, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a adhéré à l'association Kohala.

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1<sup>er</sup> janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole de se prononcer sur cette adhésion.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc adhérer à l'association Kohala pour permettre à la médiathèque intercommunale du territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 300 euros.

L'adhésion est demandée pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2017 et des États Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n° 52/08 du 18 janvier 2008 du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence portant adhésion à l'association Kohala ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 300 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2017 ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Kohala ainsi que le règlement de la cotisation 2017, d'un montant de 300 euros.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest-Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 003-2849/17/CM**

**■ Adhésion de la Métropole à l'association "Réseau Carel" et paiement de la cotisation 2017  
- Désignation d'un représentant  
MET 17/4560/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'association « réseau Carel » (Coopération pour l'Accès aux Ressources numériques en bibliothèques) est un réseau national de compétences et d'échanges en matière de documentation électronique pour les bibliothèques publiques, structuré autour d'un outil collaboratif en ligne et a pour objet de contribuer à améliorer les offres éditoriales, les systèmes d'information, les modalités de tarification, l'ergonomie et l'accessibilité et développer les politiques d'acquisitions et de valorisation en matière de ressources numériques, ainsi que l'observation des usages.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- d'évaluer et faire évoluer des offres de ressources numériques, les services associés et les modalités d'accès à ces offres sans intervention de l'association dans la négociation avec les fournisseurs et les membres de l'association ;
- de contribuer à clarifier et à faire évoluer les relations contractuelles avec les fournisseurs ;
- de contribuer au développement d'une offre accessible aux personnes en situation de handicap ;
- de favoriser la coopération nationale, européenne et internationale dans le domaine de la documentation et des publications numériques à destination des bibliothèques de lecture publique.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant la promotion de la documentation électronique de la médiathèque intercommunale tout en bénéficiant de tarifs négociés.

La médiathèque intercommunale, située sur le territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° 169/13 du 16 mai 2013, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a adhéré au Réseau Carel.

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1<sup>er</sup> janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole de se prononcer sur cette adhésion.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc adhérer à l'association « Réseau Carel » pour permettre à la médiathèque intercommunale du territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 50 euros.

L'adhésion est demandée pour l'année 2017.

Conformément à l'article 12 des statuts de l'association, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2017 et des États Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n° 169/13 du 16 mai 2013 du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence portant adhésion à l'association « Réseau Carel ».
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 50 euros, pour

l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2017 ;

- Qu'il convient également de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « Réseau Carel » ainsi que le règlement de la cotisation, d'un montant de 50 euros.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

### **Article 3 :**

Est désignée pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association « Réseau Carel » :

- Madame Laurence BLAIN en qualité de représentante titulaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **CSGE 004-2850/17/CM**

### **■ Adhésion de la Métropole à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) et paiement de la cotisation 2017 - Désignation d'un représentant MET 17/4529/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) a pour objet de promouvoir la diffusion de la documentation musicale en tous lieux et principalement dans les bibliothèques et institutions publiques et de participer à toute action de coopération entre les organismes assurant la collecte, le traitement, la conservation et la diffusion de la documentation musicale.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de déployer son activité dans différents domaines pouvant comprendre, sans caractère limitatif, l'organisation des rencontres nationales des bibliothécaires musicaux, la gestion d'un portail et d'une liste de diffusion sur internet, la réalisation et

la diffusion d'un bulletin d'informations et l'animation de groupes de travail internes ;

- d'organiser ou participer à des colloques, journées d'étude ou actions de formation ;

- de contribuer par tous les moyens à l'existence et aux activités des groupes territoriaux qu'elle a agréés ;

- de saisir si besoin les pouvoirs publics ou d'autres institutions sur toute question touchant au fonctionnement actuel ou futur des bibliothèques musicales et des discothèques ;

- de rechercher des partenariats avec les organismes du secteur des bibliothèques et de la documentation ainsi que du secteur des bibliothèques musicales et des discothèques ;

- d'adhérer elle-même à d'autres associations si la participation à leurs travaux contribue à l'accomplissement de ses missions.

Cette association est donc une ressource importante et indispensable permettant de promouvoir la diffusion de la documentation musicale au sein la médiathèque intercommunale.

La médiathèque intercommunale, située sur le Territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le Territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Par délibération n° 297/10 du 28 mai 2010, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence, a adhéré à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM).

Le SAN Ouest Provence ayant fusionné au 1<sup>er</sup> janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il appartient désormais à la Métropole de se prononcer sur cette adhésion.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc adhérer à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 60 euros.

L'adhésion est demandée pour l'année 2017.

Conformément à l'article 7 des statuts de l'association, il convient de procéder à la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption du budget primitif 2017 et des États Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n° 297/10 du 28 mai 2010 du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence portant adhésion à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 18 octobre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 60 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association au titre de l'année 2017 ;
- Qu'il convient également de procéder à la désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cette association ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) ainsi que le règlement de la cotisation 2017, d'un montant de 60 euros.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État Spécial de Territoire Istres-Ouest-Provence - Chapitre 011 - Nature 6281.

**Article 3 :**

Est désignée pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de l'Association pour la Coopération des Professionnels de l'Information Musicale (ACIM) :

- Madame Sophie GUESDON en qualité de représentante titulaire ;

Cette proposition mise aux voix est adoptée.